



# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**15e Législature — 4e session**

**Vol. 1 — Séances du 24 octobre au 5 décembre 1922**

**1922**

**Texte établi par Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux  
et Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur**







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**15e Législature - 4e session**

**Vol. 1 - Séances du 24 octobre au 5 décembre 1922**

**1922**





# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**15e Législature — 4e session**

**Vol. 1 — Séances du 24 octobre au 5 décembre 1922**

**1922**

**Texte établi par Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux  
et Josée Levasseur**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

2009

### Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Gilles Gallichan Frédéric Lemieux Josée Levasseur
<b>Introduction :</b>	Gilles Gallichan
<b>Traduction:</b>	Mathieu Boily Tony Gagnon
<b>Révision et édition:</b>	Donald Chouinard Michel Rhéaume
<b>Indexation:</b>	Sylvie Deschênes
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Christian Blais Rénald Buteau Marthe Bussièrès Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 4<sup>e</sup> trimestre 2009  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23854-5  
ISSN 0847-4273  
15 \$



### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

La troisième session de la 15<sup>e</sup> Législature s'est terminée avec les premiers jours du printemps de 1922. Le Québec, après un quart de siècle de régime libéral, avance dans l'économie de l'après-guerre et découvre une modernité qui s'identifie beaucoup au progrès des communications. L'automobile<sup>1</sup>, le train, le téléphone, la musique sur disques, la radio, le cinéma, et bientôt l'aviation commerciale donnent au XX<sup>e</sup> siècle son visage de rapidité et de nouveauté. Les transformations du monde depuis la Grande Guerre se manifestent aussi dans le développement des sciences et de la grande industrie, les modes changent et en particulier les modes féminines, on voit émerger une esthétique nouvelle, des styles, des musiques et des formes. Ces changements, perceptibles surtout dans les villes, provoquent une évolution des mentalités.

En 1921, le Canada a procédé à son recensement décennal. L'année suivante, après la compilation des données, les Québécois apprennent que la population de leur province atteint 2 361 199 et que celle du dominion est évaluée à 8 788 483. Mais des doutes surviennent bientôt sur la validité de ces chiffres officiels. Le Québec, ayant depuis 1912 son propre Bureau de la statistique, considère qu'Ottawa sous-estime la population québécoise, faisant perdre à la province les revenus fiscaux basés sur ces recensements. Le gouvernement contestera donc au cours de la session les données démographiques du gouvernement fédéral et ordonnera un nouveau recensement provincial (bill 17). Signe des temps, on remarque lors de ce recensement que 56 % de la population du Québec est urbaine, alors que cette proportion était de 48 % lors du recensement de 1911.

### L'année 1922 sur la scène fédérale

À Ottawa, quoique minoritaire de quelques sièges depuis les élections de décembre 1921, le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King se maintient en selle. Détenant la totalité des 65 sièges du Québec et recevant l'appui de quelques députés Progressistes de l'Ouest, le Parti libéral parvient à gouverner grâce aussi aux profondes divisions qui règnent dans les rangs de l'opposition.

Cependant, le Parti libéral lui-même n'est pas exempt de déchirements. Sir Lomer Gouin, l'ancien premier ministre du Québec et ministre fédéral de la Justice, tente de tirer son épingle du jeu. Il est respecté de tous, mais de plus en plus écarté des affaires par le tandem Ernest Lapointe et Mackenzie King qui se méfient de lui et contribuent à diminuer peu à peu son influence au sein du parti.

Sur la scène internationale, un incident amène la Grande-Bretagne à envisager une action militaire dans les Dardanelles et à demander éventuellement le soutien actif de ses dominions. Au Canada en général et au Québec en particulier, cette hypothèse découvre les plaies encore vives de la conscription. Henri Bourassa reprend la plume dans *Le Devoir* et mobilise l'opinion contre cette participation canadienne à une action de l'Empire. Même dans les rangs conservateurs on demande au moins un débat aux Communes et sur la place publique, avant de s'engager dans un nouveau conflit largement étranger aux intérêts du Canada. King hésite, évite le débat, négocie et cherche à gagner du temps. Le dénouement de la crise permettra au premier ministre de se donner l'image d'un chef ayant su résister aux desiderata de l'Angleterre, ce qui servira bien son image au Québec.

### Économie et développement régional

Après le boom économique de la guerre, l'économie canadienne subit un ressac, le chômage gagne du terrain, les prix des matières premières chutent, y compris ceux de la production agricole. Le coût de la vie augmente, les ouvriers en subissent les effets et les conflits de travail se multiplient dans toute l'Amérique du Nord industrielle.

La restructuration de l'économie de l'après-guerre favorise les conglomerats et les fusions d'entreprises. Les grandes banques n'y échappent pas. La Banque Royale et la Banque de Montréal se consolident en absorbant de petites banques concurrentes. La Banque

Nationale, quant à elle, avec ses 300 succursales au Québec se retrouve en difficulté et proche d'un effondrement. Appelé à la présidence, l'homme d'affaires Georges-Élie Amyot, manufacturier de Québec, conseiller législatif et ami du premier ministre Taschereau, relève le défi et parvient à sauver l'entreprise.

C'est en 1922 qu'est créée, à Toronto, la compagnie Noranda qui vise l'exploitation minière du Nord ontarien et de l'Abitibi au Québec. Au cours des décennies suivantes, l'implantation de cette compagnie aura des conséquences importantes sur l'économie du Québec et sur le développement de ses ressources naturelles.

La Mauricie confirme sa position privilégiée dans le domaine de l'industrie du papier qui est en plein essor au Québec. La demande de papier pour alimenter la grande presse du Canada et des États-Unis se fait de plus en plus importante et assure un vigoureux progrès à ce secteur industriel.

L'hydroélectricité est également un domaine florissant pour l'entreprise privée. De solides fortunes se bâtissent autour de ce secteur en plein développement. On parlera bientôt du « trust de l'électricité ». Grâce à son potentiel électrique, la région du Saguenay s'ouvre à la transformation de l'aluminium. Un baron des affaires dans la métropole, M. Edmund Arthur Robert, président de la Compagnie des tramways de Montréal, une filiale de la Beauharnois Light, Heat and Power, nourrit de grandes ambitions pour le développement de ses affaires et fera ajuster les lois québécoises, en 1922, pour favoriser ses projets. Son nom sera très souvent évoqué au cours de la session.

On parle déjà de la canalisation du Haut-Saint-Laurent qui permettrait à des navires de fort tonnage de remonter le fleuve jusqu'aux Grands Lacs. Le gouvernement québécois s'oppose à la réalisation prochaine de ce projet, craignant un déclin accéléré des ports du Saint-Laurent, en particulier ceux de Québec et de Montréal. Le réseau ferroviaire de l'Est pourrait aussi souffrir d'une perte dans le transport des marchandises et des matières premières. Ce débat se poursuivra encore pendant plus de trois décennies.

### **Langue française et nationalisme**

Le mouvement de la Bonne Entente poursuit ses efforts pour apaiser les tensions linguistiques surtout en Ontario et au Québec. Mais, au-delà des témoignages d'amitié, des grandes déclarations et des toasts, les progrès sont minces pour les francophones. L'Ontario refuse d'abolir le contesté Règlement XVII et, à Ottawa, les libéraux de Mackenzie King déçoivent au chapitre de la défense du français. La bataille des timbres et de la monnaie bilingues n'est toujours pas réglée et la fonction publique demeure largement une chasse gardée des Canadiens anglais. *Le Soleil* de Québec parle même de « l'éternelle persécution du français dans l'administration fédérale »<sup>2</sup>, qui se poursuit avec les libéraux comme au temps des conservateurs.

La défense du français demeure donc toujours un enjeu au Canada et la question nationale mobilise la jeunesse francophone. Les congrès se multiplient sous les auspices de l'Association catholique de la jeunesse canadienne (ACJC), de la Société Saint-Jean-Baptiste, présidée par le dynamique Victor Morin, et diverses associations de langue française au Canada anglais, comme du côté des Acadiens des Maritimes. Ce contexte de défense linguistique et culturelle renforce le rôle du clergé catholique qui, mieux que les politiciens, peut atteindre les communautés paroissiales, soutenir les volontés et fédérer les résistances à l'assimilation. Plus que jamais, à cette époque, la langue se conjugue avec la foi. À ce chapitre, l'abbé Lionel Groulx s'impose sur la scène publique avec ses conférences, ses publications, ses pèlerinages historiques autour du personnage de Dollard des Ormeaux<sup>3</sup>. Il publie aussi en 1922, sous un pseudonyme, un roman engagé : *L'Appel de la race*, qui soulèvera plusieurs controverses<sup>4</sup>.

Un mois avant l'ouverture de la session, le 28 septembre, la colline parlementaire est le théâtre d'une manifestation de fierté nationale à l'occasion du dévoilement des statues de Pierre Boucher et de Pierre Gaultier de La Vérendrye, œuvres de Louis-Philippe Hébert. La présentation de ces deux bronzes destinés à orner la façade de l'hôtel du Parlement permet à Adélard Turgeon, président du Conseil législatif, parmi d'autres orateurs de souligner le rôle

des pionniers de la Nouvelle-France dans l'édification non seulement du Québec et du Canada, mais de l'Amérique tout entière.

En avril, la ville a offert à l'Université de Montréal, autonome depuis 1919, un emplacement sur le Mont Royal pour son futur édifice. Le projet mettra plus de 20 ans à se réaliser et modifiera assurément la dynamique culturelle étudiante du centre-ville de Montréal. En effet, depuis le tournant du siècle, autour de l'université, de l'École polytechnique et de l'École des hautes études commerciales, se développe, dans le secteur des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine, un « quartier latin » avec ses pensions, ses cafés, ses restaurants, ses théâtres, ses librairies et ses bibliothèques, dont la prestigieuse Bibliothèque Saint-Sulpice.

### **Travail et syndicalisme**

Face aux *unions* internationales, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada consolide ses positions au Québec. En août 1922, le syndicat organise de grandes assises à Montréal. Le gouvernement Taschereau serait plutôt favorable à des syndicats nationaux, certes, mais non confessionnels. Cependant, l'Église veille au grain et, avec les mouvements d'action catholique, elle pourfend cette tendance laïque. Dans les années 1920, l'École sociale populaire et l'Œuvre des tracts seront au rendez-vous de la propagande cléricale dans le domaine ouvrier.

Le nouveau pape Pie XI, très sensible aux questions de la doctrine sociale de l'Église, encourage le clergé à s'impliquer activement dans la pastorale ouvrière et à y développer l'action catholique. La majorité des journaux francophones et plusieurs notables réputés appuient cette doctrine<sup>5</sup> qui vise à contrer la montée des mouvements de gauche et à créer un climat d'arbitrage dans les relations de travail en empêchant l'anarchie et la montée tant redoutée du bolchevisme.

Les questions sociales et ouvrières seront soulevées à l'Assemblée. En particulier, le problème du travail du dimanche, qui préoccupe les syndicats catholiques, trouvera des échos durant la session de 1922<sup>6</sup>.

### **Arthur Sauvé et la relance du Parti conservateur québécois**

Après sa cuisante défaite aux élections de 1919, Arthur Sauvé tente de donner un nouveau souffle à son parti, d'autant plus que les rumeurs d'élections se précisent pour le début de l'année 1923. Il cherche de plus en plus à se démarquer du Parti conservateur fédéral discrédité au Québec depuis la conscription de 1917. Son indépendance envers Ottawa sert bien ses troupes. En août 1922, il mène une chaude lutte dans Labelle où se déroule une élection partielle. Les libéraux conservent le comté, mais le parti d'opposition réduit considérablement la majorité du candidat ministériel.

Sauvé se plaint toujours du « pillage de son programme » par les libéraux qui, dit-il, viennent piger leurs meilleures idées chez leurs adversaires. Sa stratégie l'amène à se montrer plus présent que jamais sur la scène publique et de plus en plus critique du bilan de gouvernement de M. Taschereau. À Sainte-Scholastique, il critique cette convocation des Chambres en automne, au moment où les députés cultivateurs ont tant à faire<sup>7</sup>. Il fait également une tournée sur la Côte-du-Sud, parlant à Saint-Jean-Port-Joli et à Montmagny où il attaque le gouvernement notamment à propos de la voirie, de la colonisation, de la loi des liqueurs et de l'administration de la justice<sup>8</sup>. Le premier ministre taquinera cette grande sollicitude de M. Sauvé envers la classe agricole en l'appelant le « journaliste-fermier ».

### **Une ouverture de session haute en couleur**

Début octobre, l'activité accrue est perceptible dans les ministères où l'on prépare les rapports annuels qui seront déposés à l'Assemblée. Chez le lieutenant-gouverneur, Charles Fitzpatrick, on planifie les réceptions et les banquets d'État qui accompagnent les cérémonies et ouvrent la saison mondaine de la quatrième session et, dit-on, la dernière de la législature.

L'ouverture de la session est un moment attendu et plusieurs visiteurs de passage sont invités à se joindre aux personnalités politiques et religieuses, aux magistrats, aux gens d'affaires, aux membres du corps diplomatique qui assistent habituellement à cette cérémonie.

Une élégante personnalité artistique marquera de sa présence l'ouverture de cette session et laissera un souvenir exceptionnel; il s'agit de la visite au parlement de l'actrice Cécile Sorel. À l'automne 1922, le Québec accueille la tournée nord-américaine de la troupe de la Comédie-française avec, en vedette, le duo d'acteurs Albert Lambert et Cécile Sorel. Albert Lambert (1865-1941) était célèbre pour ses rôles dramatiques et sa voix, réputée douce, poétique et pénétrante. Quant à Cécile Sorel (1873-1966), son sens du spectacle n'avait d'égal que sa notoriété de grande vedette. Pour les vertus rigides, le passage de la comédienne au Québec porte un parfum trouble de scandale et de libertinage, comme naguère en avait eu la tournée de la grande Sarah Bernhardt<sup>9</sup>. En effet, Cécile Sorel, de son véritable nom Céline-Émilie Seurre, avait fait ses débuts dans le vaudeville et elle était célèbre au théâtre pour ses rôles de grandes coquettes du demi-monde, amoureuses de tous les plaisirs. Aux yeux des gardiens de la morale, une réputation sulfureuse accompagne donc Mademoiselle Sorel. D'ailleurs, peu de temps après son voyage au Canada, elle devait commencer, au célèbre Casino de Paris, une grande carrière dans le music-hall, ouvrant la voie à une autre vedette colorée de l'époque : la célèbre Mistinguett.

Pour la première du couple Lambert-Sorel à l'Auditorium (aujourd'hui le théâtre Capitole), tout le gratin de Québec s'est donné rendez-vous, y compris le lieutenant-gouverneur et les notables de la scène politique québécoise. En retour, et à titre de personnalités de passage, Monsieur Lambert et Mademoiselle Sorel sont invités le lendemain à l'ouverture de la session parlementaire.

Se voulant à la hauteur de sa réputation, Mademoiselle Sorel se présente au salon rouge, enveloppée d'une somptueuse et longue toge de fourrure et coiffée d'un impressionnant chapeau à plumes. Le journal *La Patrie* parlera aussi du « teint émaillé de l'artiste, prodige de la science moderne ». Son entrée est donc fort remarquée et un sort coquin voudra qu'elle soit placée aux côtés d'un religieux italien d'origine française, dont l'habit éclipsait presque celui de l'actrice. Le père Saveri Dell Immacolata portait en effet le manteau et la robe d'apothéose des trinitaires, soit une soutane blanche marquée d'une grande croix rouge. Heureusement, le religieux avait le sens de l'humour et s'amusa beaucoup, dit-on, en compagnie de son éclatante voisine<sup>10</sup>.

Le spectacle des cérémonies d'ouverture, la parade des invités dans leurs apparats n'empêchent pas les journaux de parler sérieusement du discours du trône, expliquant sommairement les motifs de cette session automnale. Outre d'importantes législations concernant la voirie et l'agriculture, la principale raison de la session était de trouver une solution permanente aux problèmes d'approvisionnement de combustibles dans les villes et en particulier à Montréal. À l'époque, le charbon, le mazout et le bois constituaient les principales sources d'énergie pour le chauffage des habitations et les grandes villes risquaient souvent des pénuries pendant l'hiver. En 1922, une grève des charbonniers en Nouvelle-Écosse avait fait craindre le pire. Le conflit s'était réglé à temps, mais le gouvernement ne voulait pas être à la merci d'événements incontrôlables pour l'approvisionnement en charbon.

Même si l'opposition semble d'attaque, le gouvernement Taschereau se présente fort d'une équipe ministérielle expérimentée. Parmi les ténors du gouvernement, on remarque, entre autres, J.-E. Caron, vieux routier de la politique, proche des cultivateurs qui le connaissent bien puisqu'il détient alors le portefeuille de l'Agriculture depuis 13 ans. Autre personnage bien en vue, le grand voyer du Québec moderne, Léonide Perron, ministre de la Voirie, ne siège pas à l'Assemblée, mais au Conseil législatif pour la division de Montarville; c'est un politicien et homme d'affaires habile qui sait favoriser le clientélisme si utile au parti en temps d'élections. D'autres ministres s'imposent sur la scène parlementaire, comme : Honoré Mercier fils, aux Terres et Forêts; Jacob Nicol, aux Affaires municipales; Antonin Galipeault, aux Travaux publics; et Athanase David, le secrétaire de la province.

Parmi les étoiles montantes du côté ministériel, on remarque aussi le jeune Irénée Vautrin, 34 ans, député de Montréal-Saint-Jacques. Architecte de profession, ancien président de la Jeunesse libérale de Montréal et organisateur du parti pour la région de Montréal, on sent que le premier ministre destine ce député à un brillant avenir. D'ailleurs, son discours sur l'adresse est salué d'une salve d'applaudissements à droite (30 octobre).

En face, Arthur Sauvé ne dirige toujours qu'un maigre caucus de cinq députés en face des 75 députés ministériels (un siège est vacant).

### **Prière**

C'est à la séance du 6 décembre que l'Assemblée modifie son règlement par une motion présentée par le représentant de Saint-Maurice, Arthur Ricard, et qu'elle institue la prière qui sera désormais lue au début de chacune de ses séances. Cette pratique demeurera en vigueur pendant 54 ans. En 1976, elle sera remplacée par un moment de réflexion pour respecter les convictions religieuses des élus.

### **L'affaire Garneau-Roberts et la liberté de la presse**

À l'automne 1922, l'affaire Blanche Garneau en produit une autre : l'affaire J. H. Roberts qui apparaît comme le grand dossier de la session, du moins le plus spectaculaire. Pourtant, dans les premières séances, rien n'annonçait cet orage imminent, même si l'enquête sur ce meurtre faisait les manchettes depuis plus de deux ans déjà.

Rappelons les faits : une jeune femme d'un quartier ouvrier de Québec est violée et assassinée en juillet 1920; son corps est retrouvé sur les bords de la rivière Saint-Charles non loin de l'endroit où elle avait été enlevée quelques jours auparavant. L'enquête piétine, des suspects sont arrêtés, mais les procédures aboutissent à un non-lieu<sup>11</sup>. Des rumeurs circulent bientôt dans la ville de Québec, voulant que des influences politiques seraient à l'œuvre pour protéger des fils de famille impliqués dans cette histoire. Le premier ministre et procureur général Alexandre Taschereau est assurément au courant de ces rumeurs, mais il n'est pas homme à s'attarder à des ragots de concierges. L'affaire atteint cependant la scène parlementaire sous forme de questions au cours de la session de 1921 (voir les débats de cette session), mais jamais l'intégrité du gouvernement ni le travail policier ou le processus judiciaire ne sont remis en question.

Depuis 1920, les journaux avaient suivi cette sordide histoire, s'attardant parfois à quelques détails scabreux, mais personne n'avait osé parler d'éventuelles entraves à l'action de la justice dans cette enquête. Le 27 octobre 1922, un hebdomadaire à sensation, *The Axe*, publié à Montréal par l'éditeur John H. Roberts, franchit cette ligne et fait état des rumeurs voulant que deux députés de la Législature soient impliqués dans l'affaire, et il promet une récompense de 5 000 \$ à quiconque pourrait aider la justice dans la recherche de la vérité. Furieux, le premier ministre soumet le cas à l'Assemblée comme un outrage à l'institution parlementaire (30 octobre), ordonne l'arrestation de Roberts par le sergent d'armes et sa convocation à la barre de la Chambre pour répondre de ses écrits.

La comparution publique de Roberts devant l'Assemblée soulève un grand émoi dans la capitale et, le 2 novembre 1922, une foule aussi curieuse que nombreuse se presse dans les corridors et les tribunes de la Chambre. Ce « procès » parlementaire d'un journaliste sera le dernier dans les annales, car voulant en faire un exemple dissuasif pour la presse jaune, Taschereau pousse plus loin ses représailles. Roberts ayant refusé de nommer les députés objets des rumeurs publiques, il est reconnu coupable d'outrage à la Législature. En conséquence, à titre de procureur général, Taschereau propose par un projet de loi la condamnation du journaliste à une année de prison. Jamais dans toute l'histoire du parlementarisme britannique avait-on imposé à un rédacteur de presse une peine aussi sévère, les pouvoirs d'emprisonnement du Parlement se limitant à la durée de la session. Du coup, l'affaire Roberts posait aussi la question du libelle et de la liberté de la presse au Canada.

Parallèlement, pour faire toute la lumière sur l'enquête du meurtre de Blanche Garneau et pour faire taire les rumeurs, le premier ministre nomme une commission royale

d'enquête (9 novembre) dont il confie la présidence à deux éminents magistrats : John Sprot Archibald et Joseph-Éméry Robidoux<sup>12</sup>. De son côté, un peu ébranlé par cette histoire et mal préparé, le chef de l'opposition, lui-même journaliste de profession, met un certain temps à réagir à l'action rapide et exceptionnelle du premier ministre en la matière. Refusant de se faire le défenseur objectif de Roberts, dont il réprouve l'action et le style de journalisme, il n'intervient significativement dans le débat qu'à l'étape de l'adoption du projet de loi (9 novembre). Aussi est-ce au Conseil législatif que des débats plus soutenus auront lieu du côté de l'opposition. Dans *La Presse*, Ægidius Fauteux publie un dossier historique et juridique fort bien documenté et le conseiller législatif Thomas Chapais, lui aussi journaliste, s'en inspire et prononce un important discours, le 15 novembre, sans entraver cependant l'adoption de la loi<sup>13</sup>.

La question de la liberté et de la responsabilité de la presse sera présente tout au long de cette session. Dans les derniers jours de décembre, le chef de l'opposition provoque un autre débat à ce sujet. Outre le premier ministre, le ministre Athanase David et le député de Frontenac, Georges-Stanislas Grégoire, y participent et l'échange donne lieu à d'intéressantes considérations (28 décembre).

Cette affaire Roberts représente un précédent législatif et juridique qui laissera un souvenir amer et rendra désormais caduque cette procédure de comparution et de justice d'exception. « La hache de M. Roberts va rouiller », ironise *La Patrie*<sup>14</sup>. Roberts a dû purger sa peine à la prison de Québec jusqu'à l'automne suivant<sup>15</sup> et les assassins de Blanche Garneau ne furent jamais connus.

Au chapitre des scandales, une ancienne « affaire » revient hanter le gouvernement. Le 28 novembre, Achille Bergevin, député de Beauharnois et ancien conseiller législatif, qui avait été associé à un scandale de corruption en 1914 (voir les débats de la session de 1913-1914), doit justifier devant ses pairs ses actions passées. L'opposition demande le dépôt de toute correspondance échangée depuis trois ans avec le bureau du premier ministre sur cette affaire.

## Éducation et Culture

L'Affaire Roberts ayant monopolisé plusieurs séances, d'importantes questions ont été reléguées au second plan et moins discutées qu'elle l'auraient été en temps normal. Ainsi l'étude du bill 20 bonifiant la loi sur les prix d'Europe, présenté par Athanase David, n'a pas soulevé de grands discours.

Pourtant, l'éducation demeure à l'ordre du jour cette année-là. Les 30 et 31 octobre, une semaine après le début de la session, une conférence interprovinciale sur l'éducation se tient à Toronto sur l'initiative de Vincent Massey, grand humaniste, président d'une prospère société d'équipement agricole; Massey est un proche du premier ministre Mackenzie King et il sera plus tard gouverneur général du Canada. C'est Athanase David, secrétaire de la province, qui représente le Québec à cette conférence. David s'oppose farouchement à la création d'un conseil national canadien de l'éducation ou d'une autre formule de bureau central de l'instruction publique qui diminuerait l'autonomie provinciale dans le domaine de l'éducation. Il est d'ailleurs en cela largement appuyé par tous les intervenants du Québec<sup>16</sup>.

Un important débat sur l'éducation occupe la séance du 17 décembre à l'occasion de l'étude des crédits pour l'instruction publique. Athanase David parraine aussi le bill 22 sur la réhabilitation des jeunes délinquants et les écoles de réforme, une loi d'une grande portée sociale, commente *Le Devoir*<sup>17</sup>. On constate que le gouvernement travaille peu à peu à jeter les bases d'une politique sociale et à modifier les mentalités face au problème des jeunes contrevenants (27 décembre).

C'est au cours de cette session que le secrétaire provincial fait adopter le bill 192 pour la création de musées d'art, d'histoire et d'ethnologie. Cette importante loi culturelle mettra sur pied le Musée provincial et sera à l'origine des actuels musées nationaux du Québec<sup>18</sup>.



## **Alcool, santé et assistance publique**

Arthur Sauvé n'apprécie guère que le financement des collèges, des orphelinats et des hôpitaux s'appuie sur les revenus de la Commission des liqueurs (8 novembre). À cette époque où la prohibition est en vigueur presque partout en Amérique du Nord, le Québec est le seul État à avoir nationalisé en 1921 la vente des vins et spiritueux. L'habile stratégie de Louis-Alexandre Taschereau consiste à saper les vertueuses critiques contre sa Commission des liqueurs en citant les témoignages de reconnaissance reçus des œuvres de charité, des établissements de santé et d'enseignement qui sont directement bénéficiaires des taxes sur l'alcool et du contrôle de son commerce.

Le premier ministre parvient ainsi à faire accepter sa loi de l'assistance publique tant critiquée à la session précédente. La stratégie est sans doute bonne, car elle agace l'opposition au plus haut point. À la séance du 19 décembre, un débat porte sur les réactions de l'épiscopat sur la loi de l'assistance publique et le gouvernement réussit à naviguer adroitement et à éviter les écueils semés par l'opposition. Pendant la campagne électorale, *Le Devoir* parlera de « Taschereau & Compagnie, marchands de vins » et de « M. Taschereau, grand aumônier »<sup>19</sup>. L'opposition cherche toujours à faire trébucher le gouvernement sur les questions liées à l'alcool. À la fin de la session, le 29 décembre, le député conservateur de Westmount, le colonel Smart, cherche à compromettre Jacob Nicol dans une affaire de permis d'alcool à Sherbrooke. Finalement, ce « scandale » s'avérera non fondé. D'autres questions relatives à la Commission des liqueurs sont posées au gouvernement, notamment sur l'administration, le patronage et la vérification des comptes (27 décembre).

L'alcoolisme demeure cependant une plaie sociale répandue et s'y ajoute aussi le problème des drogues et des stupéfiants. À Montréal, le commerce de morphine et de dérivés d'opium prend des proportions inégales. Les arrestations liées au trafic des stupéfiants passent de 47, en 1914, à 263, en 1921, ce qui inquiète les autorités. Les journaux parlent de la « progression alarmante [...] du fléau des drogues<sup>20</sup> ». En ville, on parle aussi de plus en plus de délinquance juvénile et de criminalité. Le 21 décembre, l'Assemblée étudie le bill 183 concernant la vente des narcotiques.

D'autres questions liées à la santé sont soulevées au cours de la session. Le problème de l'épidémie de tuberculose n'est pas encore réglé et la maladie fait toujours des ravages, notamment chez les nourrissons. Le député libéral de Wolfe, J.-P.-C. Lemieux, médecin de profession, attire l'attention du gouvernement sur le taux élevé de mortalité infantile au Québec (27 décembre). Sur la question des réclamations des accidentés du travail, le député de Saint-Maurice, Arthur Ricard, soulève un intéressant débat à l'occasion d'une demande de documents à la séance du 20 décembre.

## **Voirie et véhicules-moteurs**

Le premier ministre Taschereau considère fondamentale sa nouvelle loi de la voirie (bill 24) que parraine M. Perrault à la Chambre basse (13 décembre). Il s'en servira même pour justifier les élections hâtives en janvier 1923 et en fera un thème de sa campagne électorale. Les députés étudient aussi une loi sur les véhicules-moteurs (bill 194). On se plaint des automobilistes qui, sur les routes, dépassent la limite de vitesse permise de 20 milles à l'heure (32 km/h) et qui soulèvent des panaches de poussière, lesquels incommode les habitants des campagnes. Pour épargner les cultivateurs, on demande aussi au gouvernement de ne pas percevoir de droits sur les permis de tracteurs qui remplacent bœufs et chevaux et facilitent les tâches agricoles (22 décembre).

## **Agriculture et colonisation**

Les deux grands partis courtisent le vote rural, surtout à la veille des élections, et les questions agricoles demeurent toujours des thèmes politiques importants. Le 31 octobre, on discute de l'établissement d'un éventuel crédit agricole, un dossier qui animera encore de nombreuses sessions à venir. Le 10 novembre, l'opposition accuse le gouvernement d'abandonner à eux-mêmes les agriculteurs qui souhaitent développer une véritable industrie

laitière au Québec; les ministres Caron (Agriculture) et Perrault (Colonisation) réagissent vivement à ces attaques. Une bonne partie de la séance du 13 novembre est occupée par des échanges sur les engrais agricoles.

L'opposition reproche aussi l'inaction du gouvernement face à la désertion des campagnes et à l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis. Ce phénomène est en régression et sous contrôle, selon le ministre Perrault (28 décembre). Jusqu'à la fin de la session, Arthur Sauvé attaque le gouvernement sur le front de ses politiques agricoles et des terres. Même au dernier jour de la session (29 décembre), il propose une motion de censure à propos d'allégations de spéculation sur des terres publiques impliquant Louis-Eugène Parrot, ancien député de Témiscouata. Le débat s'étend sur toute la politique de colonisation que l'opposition considère un échec. La réplique du ministre Mercier est rude et le débat prend vite un ton acerbe, ponctué de nombreux rappels à l'ordre.

Un dossier qui touche à la fois les relations fédérales-provinciales, l'économie et les agriculteurs est celui de la loi fédérale des faillites. Les 5, 17 et 18 décembre, la Chambre discute longuement d'une motion d'un député ministériel demandant le rappel de cette loi qui provoque des fraudes et ruine plusieurs citoyens, en particulier des cultivateurs. Le premier ministre Taschereau lui-même dénonce les effets néfastes de cette loi au Québec et souhaite une réforme de cette politique.

### **Travaux publics et chômage**

Pour contrer le problème des ouvriers chômeurs ou des anciens combattants désœuvrés, le député ouvrier de Montréal Sainte-Marie, Joseph Gauthier, propose que le gouvernement lance des programmes de travaux publics. L'Assemblée discute sa proposition les 18 et 19 décembre et l'adopte, inaugurant une pratique qui sera largement utilisée au cours de la décennie suivante pendant les années de crise économique.

### **Incendie de la cathédrale**

Le 22 décembre, un malheur frappe le Québec avec l'incendie de l'historique cathédrale catholique de Québec. Ce sont d'ailleurs des députés retournant à leur hôtel dans le Vieux-Québec, après l'ajournement du soir, qui remarquèrent de la fumée dans l'église et sonnèrent l'alarme. Symbole des origines religieuses de la Nouvelle-France, le vieux temple occupait une place privilégiée dans le cœur des Québécois. À l'Assemblée, le lendemain, le premier ministre Taschereau exprime le sentiment de deuil national qui accompagne cette perte patrimoniale. Il est suivi de plusieurs députés catholiques et protestants ainsi que par Peter Bercovitch, seul représentant de la communauté juive de la Législature. Les députés francophones évoquent leurs souvenirs et les non catholiques soulignent par leur sympathie fraternelle en cette occasion un esprit de respect interreligieux.

Le cardinal Bégin et la fabrique de Notre-Dame-de-Québec opteront pour une reconstruction à l'identique. La cathédrale sera donc rebâtie dans ses murs d'origine.

### **Chiquenaudes**

Dans un registre moins tragique, au chapitre des boutades qui ont émaillé cette session de 1922, citons quelques répliques du chef de l'opposition. Le premier ministre ayant lancé quelques rimettes parodiant la publicité électorale conservatrice, le chef de l'opposition ramena les rieurs dans son camp en répliquant que les vers que le premier ministre a récités sont moins mauvais que ceux qui rongent son gouvernement.

Une autre boutade d'Arthur Sauvé à la séance du 30 octobre : « Le premier ministre m'a proclamé journaliste-fermier. À coup sûr, avec ce titre, il va m'empêcher de passer sur la Grande-Allée. » On se souvient que M. Taschereau habitait une superbe résidence de cette artère huppée de la haute-ville.

Le 5 décembre, le chef conservateur déclare que l'opposition représente tous ceux qui sont mécontents du gouvernement. « Est-ce pour cela que vous n'êtes que cinq ici? », lui lance le premier ministre.

### **Assiduité et élections**

Les députés ne brillent pas toujours par leur assiduité au cours de cette session. Le 13 novembre, un lundi, les journalistes constatent 60 absences et l'Assemblée ne siège qu'avec un maigre quorum d'une vingtaine de représentants. Fait plutôt rare, les Chambres siègent pendant la période des fêtes n'ajournant que quelques jours pour le congé de Noël, et la session est finalement prorogée le 30 décembre.

Les députés se séparent en se faisant leurs vœux de bonne année. Pourtant, la rumeur parle d'une dissolution prochaine de la Législature et veut que les élections générales soient convoquées hâtivement<sup>21</sup>. Pendant la session, on a reparlé des élections à date fixe. Arthur Sauvé avait soulevé la question en 1921 et il en parle de nouveau en 1922 comme d'une réforme souhaitable et conforme à la Constitution, selon lui (27 et 30 octobre)<sup>22</sup>.

Des élections anticipées et, qui plus est, en plein hiver ne favorisent pas l'opposition. Sauvé demande au lieutenant-gouverneur de ne pas dissoudre le Parlement en cette saison, compte tenu des difficultés de tenir des assemblées populaires, de compléter les listes électorales et parce que le mandat légal n'est pas complété<sup>23</sup>. Il en sera quitte pour sa peine, car la rumeur s'avère fondée : quelques jours après la prorogation, le 10 janvier 1923, Alexandre Taschereau demande au lieutenant-gouverneur la dissolution des Chambres et la convocation d'élections générales pour le 5 février. Les décrets sont signés, députés et candidats iront rencontrer leurs électeurs dans le froid et la neige. Le Québec n'avait pas vu de campagne électorale pendant les mois d'hiver depuis celle de décembre 1900.

Gilles Gallichan

## Critique des sources

En 1922, la Tribune de la presse compte 15 membres. La présidence revient à Jean-Marie Fortin du *Soleil*. Les vices présidents sont Robert R. Parsons du *Montreal Daily Star* et Irénée Masson de *L'Action catholique*; le secrétaire est Damase Potvin du *Soleil*. Les autres journalistes connus sont Edmond Chassé de *L'Événement*, Alonzo Cinq-Mars de *La Presse*, E. T. Cinq-Mars de *La Patrie*, John A. Davis du *Quebec Chronicle*, Ewart E. Donovan du *Quebec Telegraph*, Louis Dupire du *Devoir*, Joseph-Amédée Gagnon du *Quotidien*, Hervé Lapierre du *Canada*, William R. O'Farrell de la *Canadian Press*, Jade J. O'Flaherty du *Montreal Herald* et Abel Vineberg du *Montreal Gazette*.

En raison de l'affaire Garneau et Roberts, la question de la presse, de son rôle et de sa liberté a été au cœur de cette session de 1922. La comparution et la condamnation de J. H. Roberts par le Parlement soulève le procès de la presse populaire et du journal jaune. Le nouveau style de journalisme venu des États-Unis oblige une réflexion au sein même des entreprises de presse. Le débat entre sensation et information s'amorce autour de l'exemple du journal *The Axe* et plus globalement sur les limites que la société doit imposer à la liberté de presse<sup>24</sup>.

Le débat se fait aussi entre journaux directement concernés par cette polémique. Des journaux comme *La Presse* (Du Tremblay) et *La Patrie* (Joseph et Eugène Tarte) sont taxés de sensationnalisme par leurs adversaires plus traditionalistes. Ils se défendent en disant que si on renonce à ces procédés et à ce style, les lecteurs canadiens-français se tourneront vers le *Herald* ou vers les tabloïds américains.

L'affaire elle-même inspire des titres pathétiques dans certains journaux ainsi : « John H. Roberts sera condamné au cachot par la Législature », *Le Nouvelliste*, 8 novembre 1922; ou « L'éditeur J. H. Roberts expiera son crime en prison », *La Tribune*, 8 novembre 1922.

### Les grands quotidiens et leurs artisans

À *La Presse*, les éditoriaux son rédigés par Oswald Mayrand, un ami et admirateur de sir Lomer Gouin. Le journal reste donc sympathique aux libéraux tant à Québec qu'à Ottawa. On se permet à l'occasion une critique; par exemple, le journal s'inquiète de la permanence de l'impôt sur le revenu qui avait été présenté comme une mesure temporaire du temps de guerre (14 novembre 1922, p. 1).

La presse gouvernementale se porte bien. *Le Canada* est dirigé par Fernand Rinfret, député libéral de Saint-Jacques à la Chambre des communes. Au *Soleil* de Québec, Laurent Beaudry dirige l'organe libéral qui se veut toujours bon défenseur des intérêts politiques, culturels et religieux des Canadiens français. Il se permet aussi à l'occasion quelques critiques envers des ministres libéraux et des fonctionnaires fédéraux. Le procédé agace bien sûr les adversaires. Jean Berthier, du *Peuple* de Montmagny, écrit à propos du *Soleil* le 3 novembre 1922 : « On peut être dans la crèche [i.e. dans les faveurs du patronage] jusqu'aux oreilles, tout en ayant les yeux fixés sur le drapeau du Sacré-Cœur et la fleur de lys<sup>25</sup>. » Pendant la campagne électorale de 1923, les couteaux voleront bas entre *Le Soleil* et *Le Devoir* et *L'Action catholique* à propos des généreux contrats d'impression accordés au premier à titre d'organe du parti ministériel dans la capitale<sup>26</sup>.

Le *Quebec Chronicle* s'est déjà mis à dos le premier ministre par des articles parus en octobre et novembre 1921, portant justement sur l'affaire Blanche Garneau. Le jugement est rendu pendant la session et le journal doit se rétracter<sup>27</sup>.

Le *Montreal Star* de Hugh Graham, devenu lord Atholstan, demeure fidèle à sa position impérialiste. Pendant la crise anglo-turque des Dardanelles à l'été 1922, le journal se fait le propagandiste ardent d'une participation canadienne à ce conflit. Sur cette même question toutefois, la *Montreal Gazette*, pourtant très proche des conservateurs fédéraux, adopte une attitude prudente et attentiste.

Un nouvel hebdomadaire politique d'opposition voit le jour à Québec sous le titre *L'Homme libre*. Ce journal, qui est supposément imprimé par les presses de *L'Action sociale*

ltée, irrite grandement le gouvernement. Son rédacteur, A.-L. Gareau, fera l'objet d'un cinglant débat en Chambre, le 29 décembre<sup>28</sup>. Le premier ministre Taschereau en vient même à écrire une lettre officielle au cardinal Bégin et il s'adresse directement au directeur de *L'Action*, Jules Dorion pour menacer de poursuite son journal en libelle et lui demander de baisser le ton. En marge de l'affaire Roberts, la presse était en droit de réagir, ce qui vaudra au premier ministre, en réplique, une défense *pro domo* de Jules Dorion. (12, 15 janvier 1923) et un appui du *Devoir*.

### Une presse libre?

L'affaire Roberts pose la question de la liberté de la presse, particulièrement en temps d'élections. Georges Pelletier, dans *Le Devoir*, pose le problème en début de campagne et plaide pour une loi sur la presse semblable à d'autres déjà existantes dans les provinces canadiennes<sup>29</sup>. Il écrit encore quelques jours plus tard : « chez nous, la presse peut s'attirer toute sortes de poursuites, devant les tribunaux, si elle rapporte exactement les trois-quarts des discours de la période électorale. Et cela complique son travail<sup>30</sup>. »

La question de la liberté de presse sera reprise en campagne électorale par le chef de l'opposition, lui-même journaliste. Il prévoyait même à terme un « mouvement de révolte contre cette autocratie<sup>31</sup> ». À l'Assemblée législative, M. Sauvé rappelle que *La Tribune* est l'organe du trésorier (M. Jacob) et considère que la *Gazette*, traditionnellement tory, n'est peut-être pas l'organe du premier ministre, mais est néanmoins devenue un organe ministériel. (25 octobre).

*Le Devoir* considère que des « journaux d'affaires », tels *The Gazette* ou *The Montreal Star*, sont peut-être conservateurs de sympathies mais, par intérêt, « sympathiques à quelque ministère que ce soit ». *La Patrie* et *La Presse* sont très proches du pouvoir libéral, mais gardent une courte distance critique pour au moins souhaiter un renforcement de l'opposition conservatrice après les élections<sup>32</sup>.

Gilles Gallichan

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Le salon de l'auto, qui se tient en 1922 au Manège de la rue Craig à Montréal, attire déjà des milliers d'amateurs.
2. Cité par Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXVI, p. 138.
3. L. Groulx, *Mes mémoires*, tome 2, 3<sup>e</sup> volume, Montréal, Fides, 1970, p. 39-71.
4. M. Lemire, « L'Appel de la race », *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, tome 2, Montréal, Fides, 1980, p. 51-59; sur l'évolution des idées et du nationalisme à cette époque, voir : Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées*, tome 2 1896-1929, Montréal, Fides, 2004, 323 p.
5. « Syndicats et syndiqués », *Le Devoir*, 9 février 1923, p. 2.
6. « Le repos du dimanche », *Le Devoir*, 31 août 1922, p. 1.
7. « M. Sauvé et la politique du gouvernement », *L'Action catholique*, 18 septembre 1922, p. 1.
8. « M. Sauvé engage la lutte », *L'Action catholique*, 2 octobre 1922, p. 1, 3.
9. Les censeurs de *L'Action catholique* lanceront des anathèmes sur son passage jusqu'à la mi-novembre. On dénoncera en particulier son répertoire des pièces d'Alexandre Dumas et d'Alfred de Musset, associant l'actrice au gouffre des vertus que sont « le cinéma tapageur et immoral, les modes immodestes [et] les romans dévergondés », voir : « Billet de la semaine. Cécile au parlement, c'est mieux que sous la coupole de l'Académie », *L'Action catholique*, 11 novembre 1922, p. 3.
10. « Une ouverture de session mémorable », *Première lecture*, vol. 3, no 1, octobre 1993, p. 8-9.
11. R. Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?* Montréal, Quinze, 1982. Voir aussi l'introduction historique de la session de 1921.
12. L'honorable Robidoux, ancien député de Châteauguay, avait été ministre dans les cabinets d'Honoré Mercier et de Félix-Gabriel Marchand.
13. Pour peut lire les débats de cette séance du Conseil législatif, voir : Gilles Gallichan, « Thomas Chapais, la liberté de la presse et les pouvoirs du Parlement », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 23, no 4, novembre 1994, p. 9-20.
14. *La Patrie*, 8 novembre 1922, p. 4.
15. Le journal *The Axe* a poursuivi sa publication jusqu'en 1927.
16. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXVI, p. 144-145; voir aussi la revue *L'Enseignement primaire, journal d'éducation et d'instruction*, publiée par le Département de l'Instruction publique.
17. « La loi David », *Le Devoir*, 10 janvier 1923, p. 1.
18. Sur cette question, voir : Fernand Harvey, « La politique culturelle d'Athanase David, 1919-1936 », *Les Cahiers des Dix*, no 57 (2003), p. 31-83.
19. *Le Devoir*, 29 et 30 janvier 1923, p. 1.
20. *La Presse*, 4 octobre 1922, p. 1.
21. « Des élections en février », *Le Devoir*, 28 décembre 1922, p. 1.
22. Il en sera encore question au début de la campagne électorale, voir : « La date des élections », *Le Devoir*, 11 janvier 1923, p. 1.
23. « Requête de M. Sauvé au lieutenant-gouverneur », *Le Devoir*, 5 janvier 1923, p. 1.
24. À titre d'exemple, voir : « Relents de jaunisme », *L'Action catholique*, 4 novembre 1922, p. 4. Un dossier de presse sur l'affaire Roberts est disponible au service des archives, reconstitution des débats et documentation de presse à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.
25. Cité dans *Le Devoir*, 14 novembre 1922, p. 2.
26. Voir en particulier : *Le Devoir*, 31 janvier 1923, p. 1.
27. « Retracting... », *The Quebec Chronicle*, 10 novembre 1922, p. 2.
28. M. Gareau était également l'éditeur d'un autre journal d'opposition, *Le Matin*, et on l'identifiait comme étant l'auteur anonyme de la brochure *La non-vengée*, sur l'affaire Blanche Garneau, publication qui avait entretenu les rumeurs d'interventions politiques dans cette enquête criminelle.
29. « Ce que les journaux veulent », *Le Devoir*, 4 janvier 1923, p. 1.
30. « Les journaux et les élections », 12 janvier 1923, p. 1.
31. « M. Sauvé est l'hôte d'un banquet », *Le Devoir*, 10 janvier 1923, p. 2.
32. « Il faut une opposition plus forte », *Le Devoir*, 2 février 1923, p. 1.

## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Montreal Herald*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle, The*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Croix, La*  
*Droit, Le*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Gazette du Nord, La*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Matin, Le*  
*Messager de Verdun, Le*  
*Minerve, La*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Nationaliste et Le Devoir, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de l'Est, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quotidien, Le*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sentinelle, La*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sorelois, Le*

*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Tribune, La* (Saint-Hyacinthe)  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Vérité, La*

#### **Autres sources**

*Documents de la session*, 1922, 4 volumes.

Nicol, Jacob. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. Nicol, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 14 novembre 1922*. [s.l.]: 1922. 36 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1922, Québec 1922.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1922, Québec 1922.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1922.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LVII: Session 1922*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1923, 380, lxxii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1922, Vol. LVII*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1923, v, 379, xlvii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 13 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1923, xi, 767 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 13 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1923, xi, 816 p.

*Rapports des comités généraux, 4<sup>e</sup> session*, 1922.



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique de 1922 (b) .....	vii
Critique des sources en 1922 (b).....	xvi
Bibliographie.....	xix
Table des matières.....	xxi
L'Exécutif en 1922 (b) .....	xxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxvi
Par ordre de circonscription.....	xxviii
Débats	
1 Séance du mardi 24 octobre 1922 .....	1-7
2 Séance du mercredi 25 octobre 1922 .....	9-25
3 Séance du jeudi 26 octobre 1922.....	27-43
4 Séance du vendredi 27 octobre 1922.....	45-54
5 Séance du lundi 30 octobre 1922 .....	55-74
6 Séance du mardi 31 octobre 1922 .....	75-79
7 Séance du jeudi 2 novembre 1922.....	81-95
8 Séance du vendredi 3 novembre 1922.....	97-102
9 Séance du mardi 7 novembre 1922 .....	103-115
10 Séance du mercredi 8 novembre 1922 .....	117-127
11 Séance du jeudi 9 novembre 1922.....	129-143
12 Séance du vendredi 10 novembre 1922.....	145-153
13 Séance du lundi 13 novembre 1922 .....	155-161
14 Séance du mardi 14 novembre 1922 .....	163-208
15 Séance du mercredi 15 novembre 1922 .....	209-227
16 Séance du jeudi 16 novembre 1922 .....	229-241
17 Séance du vendredi 17 novembre 1922.....	243-253

18	Séance du lundi 20 novembre 1922 .....	255-263
19	Séance du mardi 21 novembre 1922 .....	265-277
20	Séance du mercredi 22 novembre 1922 .....	279-284
21	Séance du jeudi 23 novembre 1922 .....	285-294
22	Séance du vendredi 24 novembre 1922.....	295-299
23	Séance du lundi 27 novembre 1922 .....	301-310
24	Séance du mardi 28 novembre 1922 .....	311-321
25	Séance du mercredi 29 novembre 1922 .....	323-337
26	Séance du jeudi 30 novembre 1922 .....	339-360
27	Séance du vendredi 1 <sup>er</sup> décembre 1922.....	361-371
28	Séance du lundi 4 décembre 1922.....	373-380
29	Séance du mardi 5 décembre 1922.....	381-398
30	Séance du mercredi 6 décembre 1922.....	399-414
31	Séance du jeudi 7 décembre 1922 .....	415-426
32	Séance du lundi 11 décembre 1922.....	427-443
33	Séance du mardi 12 décembre 1922.....	445-463
34	Séance du mercredi 13 décembre 1922.....	465-476
35	Séance du jeudi 14 décembre 1922.....	477-492
36	Séance du vendredi 15 décembre 1922.....	493-502
37	Séance du lundi 18 décembre 1922.....	503-525
38	Séance du mardi 19 décembre 1922.....	527-546
39	Séance du mercredi 20 décembre 1922.....	547-560
40	Séance du jeudi 21 décembre 1922.....	561-578
41	Séance du vendredi 22 décembre 1922.....	579-597
42	Séance du mardi 26 décembre 1922.....	599-621
43	Séance du mercredi 27 décembre 1922.....	623-643
44	Séance du jeudi 28 décembre 1922.....	645-669
45	Séance du vendredi 29 décembre 1922.....	671-708

Index des participants .....	709
Index des sujets .....	741
Index des bills publics et privés .....	773



**L'HONORABLE CHARLES FITZPATRICK**  
**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif**  
**1922**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre et procureur général

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Louis-Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie

L'honorable Jacob Nicol, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

L'honorable Aurèle Lacombe, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ASHBY, Joseph-Séraphin-Aimé	L	Jacques-Cartier
BÉDARD, Joseph-Hercule	L	Montréal-Hochelaga
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGEVIN, Achille	L	Beauharnois
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANNON, Lawrence Arthur	L	Québec-Centre
CARON, Joseph	L	Hull
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CÉDILOT, Wilfrid	L	Laprairie
CONROY, Bernard-Augustin	L	Montréal-Sainte-Anne
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DESJARLAIS, Camille-Émile	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matane
DUFOUR, Philippe	L	Charlevoix-Saguenay
DUFRESNE, Pierre-Joseph	C	Joliette
FARAND, Avila	L	Soulanges
FOREST, Ludger	L	Sherbrooke
FORGET, Adélard	L	Iberville
FORTIER, Joseph-Hughes	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAUDRAULT, Joseph-Athur	L	Chicoutimi
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Joseph	O	Montréal-Sainte-Marie
GODBOUT, Eugène	L	Témiscouata
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
HAMEL, Édouard	L	Portneuf
HAY, John	L	Argenteuil
LACOMBE, Aurèle	O	Montréal-Dorion
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFRENIÈRE, Siméon	L	Berthier
LAHAIE, Désirée	L	Labelle
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LAURENDEAU, Adélard	O	Maisonneuve
LECLERC, Aurèle	L	Québec
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MCDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MERCIER, Louis-Philippe	L	Trois-Rivières
MILES, Henry	L	Montréal-Saint-Laurent
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
MORIN, Nérée	L	Kamouraska

Député	Allégeance politique	Circonscription
NICOL, Jacob	L	Richmond
OLIVER, William Robert	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PAQUET, Arthur	L	Saint-Sauveur
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
REED, Walter	L	L'Assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
RICARD, Léonide-Nestor-Arthur	L	Saint-Maurice
RICHARD,	L	Verchères
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SIMARD, Téléphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
VAUTRIN, Irenée	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

Circonscription	Allégeance politique	Député
ARGENTEUIL	L	Hay, John
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortier, Joseph-Hughes
BEAUHARNOIS	L	Bergevin, Achille
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Lafrenière, Siméon
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Oliver, William Robert
CHAMPLAIN	L	Bordeleau, Bruno
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Dufour, Philippe
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Gaudrault, Joseph-Arthur
COMPTON	L	Desjarlais, Camille-Émile
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislas
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	L	Caron, Joseph
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Forget, Adélard
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	L	Ashby, Joseph-Séraphin-Aimé
JOLIETTE	C	Dufresne, Pierre-Joseph
KAMOURASKA	L	Morin, Nérée
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lahaie, Désirée
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAPRAIRIE	L	Cédilot, Wilfrid
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	O	Laurendeau, Adélard
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	O	Lacombe, Aurèle
MONTRÉAL-HOCHELAGA	L	Bédard, Joseph-Hercule
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Conroy, Bernard-Augustin
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	O	Gauthier, Joseph
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irenée
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Miles, Henry

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Hamel, Édouard
QUÉBEC	L	Leclerc, Aurèle
QUÉBEC-CENTRE	L	Cannon, Lawrence Arthur
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUÉBEC-OUEST	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Nicol, Jacob
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Ricard, Léonide-Nestor-Arthur
SAINT-SAUVEUR	L	Paquet, Arthur
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Forest, Ludger
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Simard, Télesphore
TÉMISCOUATA	L	Godbout, Eugène
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Mercier, Louis-Philippe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Richard, Jean-Marie
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier





Séance du mardi 24 octobre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation<sup>1</sup>, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les membres de la Chambre étant réunis en séance;

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif<sup>2</sup>.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

**Brefs d'élection:****Élection contestée  
dans Saint-Hyacinthe**

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il a reçu de trois juges de la Cour supérieure siégeant à Montréal le rapport et le jugement suivants au sujet de l'élection de M. Armand Boisseau, député du district électoral de Saint-Hyacinthe, et qu'il a, en conséquence, adressé au greffier de la couronne en chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Saint-Hyacinthe.

À l'honorable Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Nous, soussignés, juges de la Cour supérieure, devant lesquels a été plaidée la cause de l'élection de Saint-Hyacinthe en date du 23 juin 1919, avons l'honneur de vous transmettre copie de notre jugement en cette affaire et de vous faire rapport, en même temps:

1. Il n'est pas prouvé à notre satisfaction que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par quelque candidat à cette élection;

2. Le requérant s'étant désisté de sa plainte incriminant certaines personnes autres que le candidat, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de faire un rapport contre des personnes qui ne sont pas en cause, personne ne devant être condamné avant d'être entendu;

3. Des manœuvres frauduleuses ont été commises en grand nombre par des agents de l'intimé.

Et nous avons signé, à Montréal, ce 28 mars 1922.

Philippe Demers, J.C.S.  
Paul-G. Martineau, J.C.S.  
Albert De Lorimier, J.C.S.

Canada COUR SUPÉRIEURE  
PROVINCE DE QUÉBEC  
*District de Saint-Hyacinthe* (Élection contestée)  
No 356

L'an 1922, le 28 mars, devant trois juges siégeant à Montréal.

Présents: l'honorable Philippe Demers, J. C. S.  
l'honorable Paul-G. Martineau, J. C. S.  
l'honorable Albert de Lorimier, J. C. S.

PAUL BOUCHARD

*Pétitionnaire;*

vs

ARMAND BOISSEAU

*Intimé.*

La Cour parties ouies par leurs avocats, examiné la preuve prise à Saint-Hyacinthe devant l'honorable juge Paul-G. Martineau, et délibéré:

ATTENDU que le pétitionnaire conteste l'élection de l'intimé comme député de l'Assemblée législative de Québec du 23 juin 1919 et qu'il invoque tous les motifs d'annulation prévus par le statut et qu'il demande la déqualification de l'intimé pour le motif qu'il a participé à des manœuvres frauduleuses;

CONSIDÉRANT qu'il est bien établi que l'agent d'élection de l'intimé a distribué différentes sommes d'argent entre les mains des chefs politiques de chaque paroisse du comté afin d'induire ces personnes à faire et à s'efforcer de faire élire l'intimé, contrairement à l'article 387, paragraphe c, des statuts refondus de la province de Québec; que ces personnes ont gardé une partie de l'argent, en ont employé le reste, partie à des dépenses légales et partie à des dépenses illégales; que la recommandation de l'agent de l'intimé de ne faire que des dépenses légales a été violée et que c'est par la faute de l'agent de l'intimé;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas suffisamment prouvé que l'intimé se serait personnellement rendu coupable de manœuvres frauduleuses;

POUR CES MOTIFS: nous déclarons nulle et annulons l'élection de l'intimé comme député de l'Assemblée législative à l'élection du 23 juin 1919 avec dépens et renvoyons la pétition pour le surplus.

(Signé) Philippe Demers, J.C.S.  
(Signé) Paul-G. Martineau, J.C.S.  
(Signé) Albert De Lorimier, J.C.S.

Vraie copie,

Jules Allard, P.C.S.

#### **Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, pendant la vacance de la Législature, à la réception des avis suivants, lui notifiant que les collèges électoraux de Labelle et de Sherbrooke étaient sans représentant à l'Assemblée législative, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation desdits collèges électoraux.

#### **Vacances dans les districts électoraux:**

##### **District électoral de Labelle**

Québec, le 26 juillet 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que par suite de l'acceptation, par M. Honoré Achim, d'une charge dépendant du gouvernement de Québec et à laquelle est attaché un traitement annuel, le collège électoral de Labelle est sans représentant à l'Assemblée législative de Québec.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency  
Jos.-Ed. Caron,  
député des Îles-de-la-Madeleine

##### **District électoral de Sherbrooke**

Québec, le 24 août 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que M. Joseph-Henri Lemay a accepté une charge dépendant du gouvernement de Québec et à laquelle est attaché un traitement annuel, et que le collège électoral de Sherbrooke est, en conséquence, sans représentant à l'Assemblée législative de Québec.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency  
Jos.-Ed. Caron,  
député des Îles-de-la-Madeleine

#### **Certificats d'élections:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

**District électoral  
de Labelle**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 24 octobre 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-sept juillet mil neuf cent vingt-deux et adressé à M. P. De Varennes, registrateur et officier-rapporteur résidant à Papineauville, M. Désiré Lahaie, marchand à Buckingham, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Labelle à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Honoré Achim, qui a accepté une charge dépendant du gouvernement de Québec et à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Sherbrooke**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 24 octobre 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq août mil neuf cent vingt-deux et adressé à M. Calixte-Émile Therrien, shérif et officier-rapporteur résidant à Sherbrooke, M. Ludger Forest, chirurgien-dentiste à Sherbrooke, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Sherbrooke à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Henri Lemay, qui a accepté une charge dépendant du gouvernement du Québec et à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**Présentation de nouveaux députés:**

**M. Ludger Forest,  
Sherbrooke**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et l'honorable M. Nicol (Richmond) présentent à la Chambre le nouveau député de Sherbrooke, M. Forest. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Forest (Sherbrooke)** prend son siège en Chambre.

**M. Désiré Lahaie,  
Labelle**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) présentent à la Chambre le nouveau député de Labelle, M. Lahaie. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**Une voix:** Pourquoi pas le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), c'est lui qui l'a fait élire<sup>3</sup>!

**M. l'Orateur** invite le nouveau député de Labelle à prendre séance.

**M. Lahaie (Labelle)** prend son siège en Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Où est Saint-Hyacinthe?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ça viendra!

**Prestation  
des serments d'office**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Discours du trône**

**M. l'Orateur** fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez été appelés à vous réunir pour légiférer sur d'importantes questions qui réclament instamment votre attention, et il m'est de nouveau donné de vous souhaiter la bienvenue au nom de notre Souverain.

Si la Providence nous a accordé cette année une abondante récolte, qui nous permet d'envisager l'hiver avec moins d'inquiétude que l'an dernier, notre province a été, cependant, fort éprouvée par les incendies de forêts et par la disette de charbon dont souffrent présentement notre population et nos industries.

La menace d'une guerre européenne semble heureusement dissipée, et nous devons des grâces à Dieu d'avoir épargné au monde les horreurs d'un nouveau conflit.

Le chômage, dû aux conditions économiques d'après-guerre, prend fin peu à peu. La confiance se rétablit, l'industrie renaît dans nos centres manufacturiers, la construction redevient active, et nos ouvriers n'ont plus les mêmes causes d'appréhender l'avenir.

Depuis la dernière session, l'agriculture a réalisé dans notre province de notables progrès. L'ouverture de chemins dans toutes nos nouvelles régions a donné un puissant essor à la colonisation, qui bénéficiera également de la politique inaugurée par mon gouvernement d'offrir aux colons des terres en partie défrichées, où sont érigés les maisons et autres bâtiments dont ils ont besoin pour leur première installation.

La régie des alcools a pleinement répondu aux espérances du gouvernement, au point de vue tant moral que financier.

Les abus d'autrefois disparaissent rapidement, et le premier exercice de la Commission des liqueurs se solde par un fort excédant de recettes.

D'importants travaux de voirie ont été exécutés en maints endroits de la province. Mon gouvernement s'est surtout appliqué à réparer nos routes et à les maintenir en bon état. Il y a employé les sommes considérables que vous aviez votées à cette fin.

Plusieurs projets de loi vous seront soumis.

La crise du combustible, qui dure depuis un certain temps et qui peut se répéter une autre année, nécessite la création d'un contrôle pouvant au besoin s'étendre aux comestibles, si les circonstances venaient à l'exiger. Il vous appartiendra de définir la forme et l'étendue de ce contrôle.

L'état actuel des finances provinciales permet au gouvernement de poursuivre encore plus efficacement la réalisation de son programme de voirie. Il vous demandera de modifier la Loi de l'entretien et de la réparation des chemins, de telle sorte qu'il puisse se charger entièrement de l'entretien de certaines routes provinciales et régionales, et assurer ainsi une exécution plus rapide, mieux coordonnée et plus parfaite des travaux qui s'imposent, tout en soulageant les municipalités d'un lourd fardeau.

Le dernier recensement fédéral a donné lieu à des plaintes réitérées, et les autorités municipales de plusieurs villes persistent à croire qu'il s'y trouve de nombreuses omissions. Un recensement défectueux étant de nature à nuire à la province et à lui faire perdre une partie de ses revenus, mon gouvernement désire se faire autoriser à recommencer dans quelques villes le dénombrement de la population, afin de vérifier l'exactitude du relevé qui vient d'y être fait.

Il sera présenté un projet de loi tendant à mettre en valeur les pêcheries du Saint-Laurent, qui peuvent devenir pour notre population un élément précieux de richesse et contribuer au développement rapide de la Côte-Nord et de la Gaspésie.

Comme la fabrication de la pulpe et du papier constitue une de nos industries les plus importantes et les plus profitables, il convient de former en notre province des techniciens et des ouvriers experts qui puissent en diriger l'exploitation. Vous serez en conséquence invités à approuver l'établissement d'une école de papeterie.

En vue de rendre encore plus efficace la conservation de nos forêts et de compléter l'enseignement forestier qui se donne à Québec, il vous sera aussi proposé d'instituer une école de gardes forestiers.



Le gouvernement vous invitera à multiplier les bourses qu'il accorde aux gens les mieux doués pour les aider à compléter en Europe leurs études littéraires, artistiques ou scientifiques.

Conformément au programme qu'il s'est tracé de favoriser le plus possible le développement de l'enseignement supérieur et universitaire, mon gouvernement a généreusement doté nos universités et nos collèges. Pour activer davantage les progrès de l'instruction publique, il vous demandera d'accorder cette année des octrois considérables aux écoles primaires.

Afin de conserver les collections qu'il possède déjà, de profiter des occasions qui s'offrent d'en acquérir d'autres, et de procurer à nos étudiants et à notre population toutes les facilités de s'instruire, le gouvernement vous suggérera d'ériger dans la ville de Québec un musée d'histoire naturelle.

Il sollicitera l'autorisation d'organiser des colonies agricoles et industrielles pour remplacer les écoles de réforme, et enseigner l'agriculture à ceux qui pourraient y prendre goût et s'y employer.

Mon gouvernement projette d'augmenter les crédits de l'agriculture, et il se propose particulièrement d'en affecter une plus grande part à l'amélioration de l'élevage et de l'industrie laitière. Le montant attribué à la colonisation devra aussi être sensiblement accru, pour mener à bonne fin l'œuvre entreprise en ces dernières années.

La loi des cités et villes, dont vous avez commencé l'étude à la dernière session, vous sera soumise de nouveau. Il vous sera demandé de réglementer sévèrement le commerce de vins médicamenteux dont on abuse en notre province, et de prendre les mesures les plus énergiques contre le trafic des narcotiques.

Messieurs de l'Assemblée législative,

En étudiant le rapport financier, vous aurez la satisfaction de constater que les recettes de la dernière année financière excèdent les dépenses de l'administration dans une mesure que même notre province n'avait pas connue jusqu'ici. Vous serez priés de voter les crédits du prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à délibérer sur diverses questions d'intérêt général. Je prie la Providence d'éclairer vos travaux et de répandre ses bénédictions sur notre province.

### **Prise en considération du discours du trône**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération demain.

Adopté.

### **Formation des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les comités permanents suivants soient institués, à savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire du temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

### **Composition d'un comité spécial**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation,

et que les honorables MM. Taschereau, Caron, Nicol, MM. Ashby, Bullock, Cannon, Gault, Pilon, Sauvé, Smart, et Vautrin forment ledit comité spécial.  
Adopté.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Nominations au service civil**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur deux messages du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement.  
Québec, 24 octobre 1922  
(Document de la session no 12)

##### **Rapport de l'Imprimeur du roi**

**M. l'Orateur** lit le second message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, 24 octobre 1922  
(Document de la session no 20)

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du ministre de l'Agriculture**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de Québec, pour l'année 1921-1922. (Document de la session no 3)

##### **Rapport du ministre de la Colonisation des Mines et des Pêcheries**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1922. (Document de la session no 7)

##### **Rapport du ministre de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**, pour **l'honorable M. Perron<sup>4</sup>**, dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie de la province de Québec, 1922. (Document de la session no 21)

##### **Rapport du secrétaire de la province**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'année 1921-1922. (Document de la session no 6)

##### **Statistiques judiciaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques judiciaires pour l'année 1921. (Document de la session no 29)

##### **Statistiques des établissements pénitentiaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des établissements pénitentiaires (prisons, écoles de réforme et écoles d'industrie), pour l'année 1921. (Document de la session no 28)

### **Corporations scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1921. (Document de la session no 10)

### **Rapport du ministre des Affaires municipales**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le cinquième rapport annuel du ministre des Affaires municipales de la province de Québec, 1921-1922. (Document de la session no 31)

### **Cautionnement des officiers publics**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, (à compter du 10 janvier 1922 au 23 octobre 1922 inclusivement), tel que requis par l'article 637 des statuts refondus 1909. (Document de la session no 15)

### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose l'ajournement de la séance.

Adopté<sup>5</sup>.

La séance est levée à 4 heures.

2. Comme à leur habitude, les députés ont salué le passage du gentilhomme huissier à la verge noire en faisant claquer le couvercle de leurs pupitres.

3. Le ministre de la Voirie n'était pas député, il siégeait au Conseil législatif pour la division de Montarville.

4. Voir la note précédente.

5. Au moment de l'ajournement, le premier ministre et le chef de l'opposition sont allés se serrer la main devant le trône de l'Orateur.

---

## **NOTES**

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1922, vol. LVII.



## Séance du mercredi 25 octobre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau, dont celles-ci:

- de Temple Emmanu-El, demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation, 46 Victoria, chapitre 67 (M. Bercovitch);
- d'Edgar-Albert Bruneau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente par Albert Bruneau à Petrus Cyr (M. Bullock);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs d'emprunt (M. Cannon).

## Rapports du comité spécial:

Composition  
des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre.

**M. le Greffier** donne lecture du dit rapport: Votre comité a choisi, pour faire partie des divers comités permanents de la chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: L'honorable M. Caron; MM. Bugeaud, Bullock, Cannon, Gault, Hamel, Leclerc, Létourneau, Madden, Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Pilon, Ricard, Simard.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Lacombe, Mercier fils, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bissonnet, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Cédilot, Conroy, Daniel, Dufour (Charlevoix), Dufresne, Farand, Forget, Fortier,

Gault, Gauthier, Hamel, Hay, Laferté, Lapierre, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, Mercier (Trois-Rivières), Miles, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet, Péloquin, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Renaud, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Thériault, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Lacombe, Mercier fils, Moreau, Nicol; MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Desjarlais, Dufour (Matane), Dufresne, Farand, Forest, Forget, Gaudrault, Gault, Godbout, Grégoire, Hay, Lahaie, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lafrenière, Létourneau, Miles, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Richard, Roy, Sauvé, Savoie, Simard, Smart, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Mercier fils, Nicol; MM. Bergevin, Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Cannon, Daniel, Dufresne, Fortier, Gault, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Madden, McDonald, Miles, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Philps, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Ashby, Bercovitch, Bordeleau, Bugeaud, Bullock, Cannon, Daniel, Fortier, Gault, Hamel, Laferté, Leclerc, Mercier (Trois-Rivières), Poulin, Ricard, Richard, Sauvé, Thériault, Vautrin.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Caron, Moreau, Perrault; MM. Bergevin, Bordeleau, Bullock, Cédilot, Daniel, Dufour (Charlevoix), Dufour (Matane), Dufresne, Desjarlais, Farand, Forget, Fortier, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Madden, Miles, Morin, Oliver, Ouellette (Yamaska), Ouellet (Dorchester), Péloquin, Phaneuf, Pilon, Renaud, Ricard, Richard, Sauvé, Savoie, Thériault, Tourville.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Lacombe;

MM. Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Caron (Hull), Conroy, Dufresne, Gault, Gauthier, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Létourneau, McDonald, Miles, Morin, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Paquet (Saint-Sauveur), Philps, Reed, Roy, Sauvé, Saurette, Savoie, Simard, Smart, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections:  
Les honorables MM. Taschereau, David, Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Bugeaud, Forest, Hamel, Ricard, Sauvé, Smart, Thériault.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Ashby, Bullock, Caron (Hull), Cannon, Daniel, Dufresne, Forest, Fortier, Godbout, Hamel, Mercier (Trois-Rivières), Morin, Oliver, Ouellet (Dorchester), Richard, Sauvé.

Le rapport est adopté.

#### **Jurés dans les affaires criminelles**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés dans les affaires criminelles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Actes notariés**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 14 amendant la loi validant certains actes notariés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Chef-lieu du district judiciaire de Pontiac**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 18 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cour des jeunes délinquants**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des jeunes délinquants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Département des Travaux publics et du Travail**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Travaux publics et du Travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des mines**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 7 amendant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Recensement**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 17 concernant le recensement de la population de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cités et villes**

L'honorable M. Nicol (Richmond) demande la permission de présenter le bill 3 concernant les cités et les villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Droits sur les successions**

L'honorable M. Nicol (Richmond) demande la permission de présenter le bill 4 amendant la loi de Québec relative aux droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Acquisitions et aliénations d'immeubles**

L'honorable M. Nicol (Richmond) demande la permission de présenter le bill 8 amendant la loi

relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse  
au discours du trône<sup>1</sup>**

**M. l'Orateur** prie l'Assemblée de considérer l'adresse en réponse au discours du trône.

**Des députés** parlent et rangent des papiers dans leur pupitre.

**M. Ouellet (Dorchester):** Monsieur le Président, ce n'est pas sans hésitation, vous le concevez bien, que j'ai accepté la tâche trop délicate pour moi, de proposer l'adresse en réponse au discours du trône, que Son Honneur le lieutenant-gouverneur vient de soumettre à la considération de cette Assemblée législative, dès le premier jour de la présente session parlementaire, la quatrième de la quinzième législature de Québec.

Je ne le ressens que trop, c'est une espèce de dérogation à la tradition établie qui veut que cette charge soit dévolue à des hommes reconnus pour leur science et réputés habiles dans l'art difficile de discuter des questions d'intérêt public et de la plus haute importance. Mais je n'en remercie pas moins l'honorable premier ministre qui a bien voulu m'inviter à proposer l'adoption de l'adresse, parce que cette invitation me fait saisir l'opportunité d'appuyer le programme contenu dans le discours du trône et d'émettre certaines considérations que me suggèrent les sujets touchés dans ce document officiel.

Si, malheureusement, je ne peux m'élever à la hauteur de la mission que j'ai reçue, j'espère du moins que ceux que je représente ici, mes électeurs, apprécieront mon imprudent courage, et que mes honorables collègues de cette Chambre me pardonneront beaucoup, parce que j'aurai beaucoup péché. Mon comté saura apprécier l'honneur qui lui est fait dans mon humble personne.

Monsieur le Président, je serai bref autant qu'il se peut, car je veux être surtout pratique. Je me bornerai donc à traiter succinctement les questions qui sont devant nous, laissant aux éminents membres de cette Chambre qui me suivront le soin de combler mes lacunes, ou omissions, de rectifier les erreurs qu'involontairement je pourrai commettre au cours de mes remarques.

La convocation du Parlement à une date aussi matinale dans la présente année fiscale a rencontré, je crois, l'approbation unanime de la députation.

Les députés ruraux se réjouissent d'avoir à siéger à cette époque de l'année où la température est moins rigoureuse qu'en janvier et nos amis représentant les divisions urbaines ont dû voir avec plaisir le gouvernement se hâter de réunir la Législature à un moment où il importe encore de se protéger contre un manque de combustible, présent ou à venir.

L'année 1922, il fait bon de le dire, a été une année consolante pour la grande masse des travailleurs, et le peuple qui avait tant souffert, en 1921, de la médiocrité des récoltes de tous genres se reprend à espérer en des jours moins sombres pour lui. C'est mon devoir de dire que je partage avec toute la population de cette province la gratitude exprimée dans le discours du trône envers la Toute-Puissante Providence qui jamais n'abandonne notre vieille province à l'heure du péril.

Mais si la présente année a été abondante en moisson, plus fructueuse en bien-être que la précédente, il nous faut bien constater que nous avons, pendant les derniers mois écoulés, subi de rudes épreuves sous la forme de feu dans nos domaines forestiers, nos endroits de colonisation et jusque dans nos vieux villages qui ont eu à certains endroits à souffrir très cruellement, qui n'ont pas été exempts de conflagrations que nous avons à déplorer. Qu'il me soit permis d'offrir à tous et chacun des sinistrés, nos sympathies profondes. Ces sympathies, je les adresse particulièrement à ces courageux chevaliers de la colonisation qui habitent cette lointaine région de notre province qu'est le Témiscamingue. Nous avons été émus d'entendre narrer les misères que ces compatriotes ont eues à souffrir de l'incendie qui, pour un grand nombre, a détruit tout leur modeste avoir. Il convenait que le gouvernement accoure dans une circonstance comme celle-là, et pour ma part, je le félicite d'avoir entendu la plainte de notre ami, l'honorable député du Témiscamingue (M. Simard), et d'y avoir répondu généreusement en s'engageant pour une somme de \$25,000 comme aide d'urgence.

Les dommages causés par le feu, un peu partout dans notre province, ont été immenses au cours de la saison qui finit, et il ne suffirait pas, à mon sens, de les enregistrer et de gémir sur leur étendue incalculable. Il vaut mieux assurément essayer d'en tirer une leçon profitable pour l'avenir. Doit-on conclure qu'il est impossible de prévenir ces désastres ou, devons-nous chercher un remède préventif qui serait propre à empêcher la répétition de pareils malheurs? Pour moi, je considère que le gouvernement doit prendre sans délai toutes mesures

convenables qu'il pourra juger nécessaires pour enrayer le fléau qui menace chaque année cette ressource naturelle de notre province. C'est une question vitale pour nous, et personne ne devrait s'en désintéresser. N'y aurait-il pas moyen que le gouvernement obtienne le concours bienveillant des municipalités, dans l'organisation d'un système de surveillance qui s'étendrait à tout notre territoire en forêts, et n'y aurait-il pas aussi moyen d'encourager, à l'aide de subventions gouvernementales, toutes nos municipalités rurales à établir dans leurs villages respectifs, des appareils propres à combattre victorieusement<sup>2</sup> l'incendie?

Jusqu'ici, les municipalités anciennes n'ont guère songé à se donner une protection efficace, sauf celles qui sont érigées en municipalités de village et qui peuvent toucher du gouvernement 33 % du coût de l'installation faite, et il suffirait peut-être d'accorder certaines subventions pour les induire à entrer en mouvement. Le gouvernement pourrait peut-être, comme mesure préliminaire, convoquer, dans chaque comté, messieurs les maires de chaque paroisse à des conférences où serait étudiée la question de savoir si oui ou non il peut y avoir possibilité de faire quelque chose dans le but d'améliorer la situation.

Quant aux localités plutôt nouvelles, là où les feux originent généralement dans le brûlage des bois impropres au commerce, il me semble que les conseils municipaux pourraient fournir des officiers, tels les inspecteurs agraires, qui agiraient comme garde-feu, sous la haute direction du département des Terres et Forêts avec pouvoir de faire ce que requis pour parer aux dangers du feu.

La situation n'est pas parfaite et elle doit être considérablement améliorée, car la situation présente est une menace à la colonisation, et tous ceux qui pensent et réfléchissent s'accordent à dire que, tout en permettant aux colons de brûler en temps utile les déchets des défrichements qu'ils ont à faire, il faudra veiller davantage pour empêcher que le feu ne soit mis sans raison justifiable; et il est reconnu que, souventes fois, l'incendie a pour cause une mise de feu parfaitement inutile.

Monsieur le Président, j'ai mentionné la colonisation. Voilà une question importante, l'une des plus importantes peut-être puisqu'elle est sœur jumelle de l'agriculture. Est-il besoin de dire que, depuis quelque dix ans surtout, la colonisation a progressé d'une façon remarquable dans cette province? Il y a près de trois ans, la Législature autorisait le gouvernement à emprunter et à dépenser pour des fins de colonisation, une somme de

\$5,000,000 de dollars. Le département de la Colonisation s'est immédiatement mis à l'œuvre et, chaque année depuis, \$1,000,000 ou à peu près a été dépensé pour la construction de chemins situés dans nos régions de colonisation, avec le résultat qu'aujourd'hui de nouveaux cantons sont traversés ou sillonnés par des bonnes voies de communication bordées de lots attendant le colon courageux. Une bonne poussée a été donnée à cette œuvre par excellence, et le travail fait éclipse assurément à ce qui avait été accompli précédemment, si l'on tient compte du court espace de temps écoulé depuis que l'emprunt de \$5,000,000 a été contracté.

Je profite de cette circonstance pour rendre à l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) un témoignage de gratitude que je lui offre au nom de mon comté. Déjà une somme globale très considérable a été convertie en bons chemins de terre, et nous ne pouvons plus nous plaindre maintenant que le gouvernement ne pourvoit pas à la sortie des colons au plus proche village. Mieux que cela, le gouvernement annonce qu'il fera faire certaines constructions et améliorations sur un certain nombre de lots situés dans quelques-uns de nos meilleurs cantons, lots qui seront ensuite livrés à des colons pauvres, ce qui est encore assez commun, même après les belles années passées.

À ce sujet, je n'ai que des félicitations à faire. C'est là une espèce de crédit agricole qui ne comporte aucun danger économique et j'y applaudis, tout en attirant l'attention de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) sur la nécessité qu'il y aura de suivre de près les travaux de construction qui seront exécutés avec l'argent prêté, car des bâtisses mal édifiées ne valent rien comme logement. Si, par exemple, le bois d'œuvre est vert, ces maisons seront inhabitables. Une maison élevée avec du bois vert ne peut être qu'une glacière et causer plus de mal à une famille que l'absence totale de bâtisses.

J'engage le gouvernement à faire un essai sérieux de cette politique qu'il a lancée à la bonne heure, alors que nos gens sont plus disposés que jamais à s'établir sur la bonne terre canadienne. J'espère que cette initiative aboutira à un bon résultat. Mais est-ce à dire que tout est fini, et qu'après cela nous devons cesser tout effort? Non, Monsieur le Président, pour longtemps encore, la colonisation sera chez nous une tâche quotidienne qui se termine sur un point et recommence plus loin. Il y a beaucoup à faire et je désirerais formuler une suggestion.



Le cultivateur qui décide de laisser la paroisse natale a besoin d'être dirigé et accommodé dans le transport de sa famille et de ses meubles à l'endroit où il fixe son séjour pour l'avenir.

Le plus souvent, il est pauvre et peu familier avec les mille et une circonstances qui entourent un déménagement à cent ou deux cents milles de distance. J'ai vu l'été dernier quelque chose que j'ai trouvé pénible et qui m'a frappé. C'était un citoyen de mon comté en partance pour le Lac-Saint-Jean. Il avait sept enfants, la famille était pauvre et le chef laissait derrière lui une dette d'environ \$1,200 qu'il ne pouvait payer. Je les ai vus partir et je suis témoin que mon concitoyen n'avait pas à sa disposition l'argent nécessaire pour payer les passages de tous et le transport des menus effets qu'il apportait avec lui, même en tenant compte des avantages de taux réduits accordés aux colons. J'ai engagé cette fois-là les quelques piastres que j'avais en poche, et je ne les perdrai pas parce que cet homme est honnête.

Je me suis demandé si pareille chose n'était pas évitable. J'ai songé, en assistant à ce départ, aux sommes énormes que le gouvernement fédéral se dispose à dépenser afin de favoriser l'immigration européenne. J'ai pensé aussi aux \$700,000 que nous a coûté notre présence dans le concert européen qui s'appelle la Ligue des Nations; j'ai essayé de trouver pourquoi l'on veut jeter tant d'argent dans une entreprise qui nous vaudra probablement plus d'indésirables que de sujets utiles. On alloue pas un sou aux Canadiens qui veulent aller s'établir sur des terres de colonisation. On pourrait développer davantage notre colonisation canadienne avec beaucoup moins de dépenses si nous nous arrêtons à prendre soin des nôtres en tout premier lieu. Chaque année, quelques-uns des nôtres s'en vont aux États-Unis. Une partie de ceux-là courent après une fortune supposée facile, et l'on ne peut les retenir. Mais il en est que nous pourrions garder et que nous devrions garder.

Maintenant que des chemins ont été faits un peu partout dans nos régions de colonisation, appliquons-nous à grouper les colons. Assurons-nous les services d'hommes compétents, ayant la confiance de ceux qui les connaissent, et allons chercher dans nos vieilles paroisses les fils de cultivateurs qui grandissent sans savoir où ils devront continuer le métier de leur père. Dirigeons l'exode de nos Canadiens vers les immenses étendues de terres que nous possédons. C'est là le salut, et malheur à nous si un jour prochain nous ne le réalisons pas.

Quand, Monsieur le Président, nous aurons réussi à retenir chez nous nos cultivateurs, le

Témiscamingue, la Gaspésie et l'Abitibi se peupleront rapidement et la voirie qui grandit en cette province ira parfaire, dans ces régions reculées, l'œuvre commencée par la colonisation.

La voirie, le discours du trône en fait mention. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) demandera à la Législature l'autorisation de prendre à la charge de la province l'entretien de toutes les routes régionales déjà construites. C'est là l'un des plus importants projets soumis à notre étude et je crois qu'il sera bien accueilli. Tous nous savons la nécessité qu'il y a de bien entretenir nos grandes voies de communication, qui nous coûtent un capital considérable qu'il ne faut pas perdre. Les municipalités traversées par ces grandes routes se trouvent trop fortement chargées pour l'entretien de ces chemins où la circulation est peut-être de 100 % plus considérable qu'autrefois, et il n'est que juste que le gouvernement en accepte le fardeau. Souhaitons que ce nouveau système s'étende sous peu à nos grandes routes de comté, au fur et à mesure que les ressources de la province le permettront.

Les revenus provenant du contrôle de la vente des liqueurs trouveront là une place tout indiquée. L'administration de ce service a enregistré un surplus de recettes de \$4,000,000, dont une portion considérable sera employée à améliorer la voirie. Ce sera une sorte de compensation pour le mal que de tout temps l'alcool a causé aux peuples qui en ont abusé. La prohibition complète est pour moi un beau rêve, mais un contrôle bien appliqué peut favoriser la tempérance.

La loi des liqueurs, telle qu'elle est, paraît donner satisfaction, et j'exprime le vœu que l'on n'étende pas au-delà des limites actuelles et contre le gré de ceux qui n'aiment pas voir s'élever au milieu d'eux des magasins des liqueurs.

Mais il est une industrie dont j'aime à dire un mot: c'est l'agriculture, cet élément premier de notre vie nationale. Malgré les déboires de 1921, notre peuple agriculteur ne s'est pas laissé abattre.

Les cultivateurs ont été courageux et l'abondante récolte de cette année est venue les reconforter dans une raisonnable mesure. L'agriculture, depuis environ dix ans, s'est beaucoup améliorée, quoique nous ne puissions pas dire qu'elle est aussi payante qu'en 1915 et les quelques années qui ont suivi jusqu'en 1920. Cette contradiction découle du fait que les prix des produits de la ferme sont tombés bien bas après la période des années de guerre pendant lesquelles des prix surélevés étaient offerts aux producteurs.

Néanmoins, il faut bien constater et noter que notre système de culture a été perfectionné, de même que la tenue de nos troupeaux a subi une transformation évidente. Pour se convaincre de ceci, il n'y a qu'à parcourir nos campagnes, visiter nos expositions et faire la comparaison entre ce que nous voyons aujourd'hui et ce qui était autrefois. Cette comparaison nous est des plus favorables, et il m'est agréable de déclarer que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a été l'initiateur éclairé et dévoué du progrès accompli.

Le système agronomique établi dans la province a donné de beaux résultats pratiques, et il est à espérer que, l'expérience aidant, cette organisation atteindra avec un peu de temps les fins pour lesquelles elle a été fondée.

Nos agronomes font généralement un travail excellent. Nos conseils de comtés ont reconnu leur compétence de façon tangible et nos agriculteurs les estiment pour les bons conseils qu'ils donnent toujours de bonne grâce. Dans un avenir rapproché, nous verrons si ces agronomes ont pu surveiller et régir avec succès les petites fermes de démonstrations que le gouvernement a établies en différents comtés de la province.

S'il m'était permis de faire une suggestion au gouvernement relativement au salaire de ces agronomes, je prierais l'honorable ministre de l'Agriculture de charger son département du paiement entier de tout agronome auquel une municipalité de comté aurait voté et payé, pendant trois années consécutives, le bonus requis pour bénéficier des services de ces experts en agriculture. Ce serait reconnaître la bonne volonté des conseils municipaux qui n'ont pas reculé devant les sacrifices nécessaires, et toute la députation apprécierait ce beau geste du gouvernement.

Le discours du trône qui nous est maintenant soumis contient l'énumération de plusieurs projets de loi d'intérêt public: les pêcheries, le recensement de certaines villes, la création d'écoles de papeterie et d'écoles forestières, la fondation de bourses en faveur d'étudiants bien doués qui seraient disposés à parfaire leur instruction en Europe, de même que la fondation de colonies agricoles et industrielles; autant de sujets qui méritent d'être traités à fond, mais je crains d'abuser de l'attention de cette Chambre et je laisserai à mes collègues le soin de les étudier tour à tour et d'adopter, s'il y a lieu, toute législation propre à assurer la réalisation de ces divers projets.

Monsieur le Président, point n'est besoin que je fasse allusion à la politique suivie par le gouvernement, quant à ce qui concerne l'instruction publique. Il est admis de toutes parts que nous avons

amplement fait notre devoir, et qu'il ne nous reste qu'à continuer dans les mêmes voies, en n'oubliant pas que l'encouragement aux écoles primaires restera toujours de première importance.

Monsieur le Président, un mot encore et je termine. Mes dernières paroles sont pour attirer l'attention de cette Chambre sur la situation où nous nous trouvons dans cette province, par rapport aux frais élevés qu'ont à encourir ceux qui sont obligés de se pourvoir en justice pour faire reconnaître leurs droits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Écoutez! Écoutez!

**M. Ouellet (Dorchester):** C'est une question délicate, mais je ne veux blesser aucune susceptibilité, et je poserai franchement et sans détour la question telle que je la comprends, sachant que personne n'interprétera en mal ma pensée. Un peu partout, on se plaint que certains tarifs sont exorbitants. L'homme d'affaires et l'humble artisan sont d'accord pour demander la révision des tarifs d'honoraires professionnels existants, et je suis certain que la plupart de nos amis des corporations libérales siégeant ici sont d'avis qu'une certaine réduction devrait être faite.

En certains quartiers, on lance le cri qu'il y a trop de professionnels à l'Assemblée législative, quoique je ne voie ici que des élus du peuple, et voici qu'une occasion s'offre bien favorable à nous, législateurs, de démontrer une fois de plus que le peuple de Québec peut vivre en harmonie sous la sauvegarde de lois n'octroyant de privilèges déraisonnables à aucune classe de notre société. C'est pourquoi je soumets humblement que cette Chambre devrait s'unir pour apporter remède au malaise que je viens de signaler.

La bonne volonté de tous vous est acquise sans doute et je vois de suite, moi cultivateur modeste mais loyal, mes honorables collègues des professions libérales, concourir dans un mouvement juste et généreux qui sera comme une chaleureuse poignée de main entre les diverses classes qui composent cette province de Québec, si chère à tous les cœurs canadiens qui l'habitent. (Applaudissements)

En terminant, je propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Oliver (Brome)** s'excuse d'abord d'être handicapé parce que le député de Dorchester (M. Ouellet) a joliment couvert le sujet. Néanmoins, comme représentant d'un comté rural, il lui est agréable de répondre à l'invitation qui lui a été faite par le gouvernement, attendu qu'il n'a que des félicitations à faire au gouvernement pour sa politique agricole. Il insiste sur le fait que notre province est essentiellement agricole, et sur la proposition du gouvernement à l'effet d'établir des colonies agricoles. Si la situation de notre province est telle qu'elle est vis-à-vis les autres provinces de la Confédération canadienne, c'est grâce à la politique du gouvernement de Québec dont a toujours bénéficié la province.

La politique du gouvernement en ce qui a trait à l'agriculture a toujours été salubre; et notre province occupe aujourd'hui une position prédominante en tant que productrice de denrées alimentaires dont la qualité est reconnue comme un standard.

Il approuve la suggestion d'établir de nouveaux colons sur des lots partiellement défrichés, afin d'assurer de nouvelles colonies dans la province. Le succès de cette politique enclenchée par le gouvernement depuis quelques années pour promouvoir la colonisation devrait aussi aboutir à une production agricole accrue, à une utilisation plus avantageuse de notre territoire et à une réduction du coût de la vie.

Il signale la différence entre le chiffre de \$140,000 accordé au développement de l'agriculture en 1905 contre celui de \$2,063,998, l'année dernière. Si l'agriculture, dit-il, est développée sur une aussi grande échelle dans notre province, c'est que nous avons à la tête de notre administration un gouvernement libéral qui, non seulement assume de bien lourdes responsabilités, mais s'efforce aussi de mettre à profit toute son initiative, et cela, pour assurer le bien-être et la prospérité de notre population.

Le développement des bonnes routes est étroitement lié à celui de l'agriculture et de la colonisation. Je me souviens du temps où, dans ma région, les routes étaient à peine mieux que des pistes et où le fait de voyager était davantage une

nécessité qu'un agrément. Les vieux de son comté, dit-il, se rappellent avec chagrin le mauvais état des chemins dans les campagnes, sans avoir à remonter plus loin que 1912. L'exemple qui a été donné par les États-Unis pour la construction des routes, lequel exemple a été amplifié d'une façon pratique par le gouvernement de Québec, est de nature à satisfaire les plus exigeants de nos habitants.

L'élaboration et l'application de la politique provinciale des bonnes routes de 1912 fut pour notre province une grâce et une bénédiction, et elle l'a été autant pour le bénéfice des habitants des villes et des cités. Cette campagne d'éducation est tout à l'honneur du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et de son collègue du ministère de la Voirie (l'honorable M. Perron). Grâce à cette politique, la province s'est dotée d'un réseau routier principal qui s'étend de façon continue à la grandeur de son territoire et a pu améliorer un nombre considérable de routes dans plusieurs municipalités. Cela représente à l'heure actuelle quelque quatre mille milles de chaussée à revêtement dur, de macadam ou de gravelle et un coût d'environ \$40,000,000 pour la province. La politique des bons chemins a attiré 280,000 visiteurs dans notre province cette année, visiteurs qui ont dépensé \$14,000,000 chez nous. Les bons chemins ont aussi favorisé les cultivateurs en leur permettant de transporter plus facilement leurs produits aux marchés.

L'éducation a fait des progrès rapides ces dernières années dans la province. Notre bien aimé premier ministre est un chef de file en matière d'éducation, et ce, dans toutes ses ramifications.

La richesse de nos forêts est la plus grande du monde entier pour la fabrication de la pulpe et du papier. Les statistiques nous démontrent qu'il y a actuellement quarante-six moulins de pulpe et de papier dans la province. Il faut, dit-il, fournir des bras experts à cette industrie sur laquelle les capitalistes ont investi dans notre province la somme de \$125,000,000. Il insiste en terminant sur le fait qu'il est nécessaire d'avoir recours à l'expérience des techniciens pour développer nos ressources naturelles de la façon la plus complète possible. Ainsi, l'établissement d'une école de formation pour la fabrication de pulpe et papier sera d'une grande utilité pour nos gens, puisque ces moulins sont ici pour rester, et l'enseignement scientifique dans le domaine de la fabrication du papier permettra à nos ouvriers de rivaliser avec ceux des autres pays. L'intention qui a été manifestée en vue d'établir une école pour la formation des gardes forestiers est un pas dans la bonne direction.

Il félicite le gouvernement sur la haute qualité de son programme, tel que détaillé dans le discours du trône dont il seconde l'adoption.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si dans cette Législature de notre vieille province de Québec où Dieu, par ses missionnaires, marqua si bien son geste... nous ne sommes pas tenus, - fait assez singulier - comme au Parlement canadien, à Ottawa, et même comme au Conseil législatif, de réciter une modeste prière à l'ouverture de nos séances, la Chambre me permettra, au début de nos travaux, de me joindre au représentant de Sa Majesté, pour demander au Souverain Maître d'éclairer nos délibérations.

Il salue les deux nouveaux élus, le député de Sherbrooke (M. Forest) et le représentant de Labelle (M. Lahaie). Bien qu'il respecte le représentant de Labelle (M. Lahaie) personnellement, - car, dit-il, c'est un brave homme, - il ne peut approuver les méthodes qui l'ont élu. Il reviendra prochainement sur les détails piquants de l'élection de Labelle qui a failli faire mourir de misère tous les ministres, tous les députés ministériels, sans parler de certains employés du gouvernement, qui auront leur tour au cours de la session.

Il parle du fait étrange, extraordinaire de deux sessions dans la même année, et il demande des explications au premier ministre. Il demande aussi au premier ministre pourquoi les comtés de Rouville, Napierville, Saint-Hyacinthe et Chambly n'ont pas de représentants à la Chambre.

Nous sommes réunis ici, non pour montrer de la servilité en vue d'obtenir des positions de conseillers législatifs, de magistrats, etc., mais pour délibérer dans l'intérêt de la province, pour examiner et pour vérifier les comptes du gouvernement, conformément au serment prêté ainsi qu'à l'engagement pris devant nos électeurs, pour discuter consciencieusement les besoins de la nouvelle année fiscale et les améliorations que réclame notre province; pour édicter des lois saines en vue du bien et du progrès de la société, des lois qui devront protéger les droits naturels des familles et des associations légitimes; pour respecter et faire respecter les droits de la propriété privée, son inviolabilité et ses pouvoirs de transmission; pour autoriser l'exécutif de cette province à distribuer honorablement, honnêtement les charges administratives, et en particulier, celle des magistrats; pour demander au gouvernement de n'imposer sur le peuple que des taxes proportionnées aux revenus des citoyens. En un mot, nous sommes ici pour donner à l'autorité civile les moyens de gouverner la société et d'assurer le bien temporel de

notre peuple. Tenant cette autorité de Dieu, d'abord, et des hommes, notre travail doit être à la hauteur de notre devoir.

J'ai entendu le discours du trop modeste proposeur, le représentant de Dorchester (M. Ouellet). Vraiment, il est beaucoup plus intéressant que le discours du trône.

**Des députés rient.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il contient des idées, des conseils, que le procureur général (l'honorable M. Taschereau) et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Mercier fils) suivront et, je l'espère, une partie qui ne déplaîra pas aux juristes. Je félicite le député de Dorchester (M. Ouellet) et le député de Brome (M. Oliver); celui-ci m'a l'air d'être le maître-chanteur<sup>3</sup> du gouvernement. Pendant qu'il (M. Sauvé) écoutait avec attention, il n'a pas été capable d'y trouver plus que le chant d'une chorale obéissant au chef de chœur; et il était évident que le représentant de Brome souhaitait rester en bons termes avec le gouvernement, non pas pour gagner quelque épauvette que ce soit, mais simplement pour être plaisant.

**Des députés rient de nouveau.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi tient-on deux sessions la même année? Il a été dit que c'était à cause de la crise du combustible. Mais était-ce bien la raison de la convocation de la Législature au mois d'octobre? Il en doute beaucoup, dit-il. Il attribue plutôt la session d'automne à certains incidents qui se sont produits depuis la dernière session et au fait que peut-être le gouvernement pensait-il qu'il serait trop tard l'an prochain pour s'occuper du combustible, peut-être aussi le gouvernement croyait-il qu'il serait bientôt dans les froides régions de l'opposition, et c'est pour cette raison qu'il prend un intérêt si profond au charbon.

Le discours du trône nous parle aussi des feux de forêts. Je suis surpris de voir que l'on ait pris tant de temps à répondre à la demande de secours du Témiscamingue.

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Mercier fils) nous annonce une politique de défrichement de lots. N'est-ce pas ce que nous prêchions, de ce côté de la Chambre, et que l'on condamnait alors, du côté ministériel.

Le député de Dorchester (M. Ouellet) a réclamé des réformes dans l'administration de la justice, que nous avons prêchées aussi. La justice coûte cher et ses rouages sont trop compliqués. Une

des raisons qui expliquent le coût élevé pour obtenir justice dans la province est le fait que le gouvernement complique les lois. Il veut, dit-il, une administration de la justice plus efficace et moins coûteuse. Il veut qu'elle soit égale pour le pauvre comme pour le riche et qu'elle n'ait point de favoris.

J'ai demandé qu'on développât nos pouvoirs d'eau, afin de nous assurer de l'énergie électrique pour nous chauffer. On me traitait de rêveur. "Pauvre Sauvé", disait-on, "Cessez donc de rêver!" Si l'on m'avait écouté, si le gouvernement avait accepté la politique offerte par l'opposition au sujet de nos pouvoirs d'eau en vue de la production de la houille blanche, s'il avait développé nos pouvoirs d'eau plutôt que de protéger certaines industries auxquelles s'intéressent les ministres de la couronne, s'il avait distribué l'électricité à des coûts raisonnables tant pour le chauffage que pour l'énergie, il n'y aurait peut-être pas de crise du charbon aujourd'hui. Le problème du combustible serait en bonne partie résolu, et le gouvernement ne serait pas actuellement alarmé par la pénurie de combustible. Il reviendra, dit-il, sur ce sujet.

J'ai déjà réclamé la houille blanche...

**Une voix<sup>4</sup>:** Parlez donc de Blanche... Garneau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il fait allusion à ses discours sur la houille blanche et sur les industries dans la province. Le plus gros problème avec le gouvernement, c'est que, lorsque la moindre chose était suggérée, ils s'écriaient que tout était parfait et qu'aucune amélioration n'était requise.

Il y a à peine six mois, un nouveau bill concernant les routes a été adopté et, pourtant, une session a été convoquée pour en faire adopter un nouveau, et ce, malgré que le ministre de la Voirie eût déclaré à propos du bill de la dernière session que si celui-ci devait tomber, il tomberait avec lui.

En 1912, nous réclamions aussi la classification des routes; on nous répondait que nous ne comprenions pas l'intérêt de la province. Aujourd'hui, le gouvernement nous réunit en session pour nous faire adopter la politique que nous prêchions.

Il approuve, dit-il, l'idée du gouvernement de faire un recensement pour vérifier celui du fédéral, mais il espère qu'il sera plus exact et fidèle que les statistiques que le gouvernement a publiées ces dernières années à son propre avantage.

Quant à la colonisation, le gouvernement s'est emparé d'un programme de l'opposition. L'offre aux colons de terres en partie défrichées fut le sujet d'un de ses écrits en 1919; et c'est un des articles de son

programme adopté au mois de mai dernier. Mais on doit savoir d'abord comment le gouvernement se propose d'appliquer ou appliquera cette politique.

Le gouvernement nous annonce aussi que le député de Bonaventure (M. Bugeaud) l'a enfin décidé à faire quelque chose pour les pêcheries. Jusqu'à aujourd'hui, on n'avait fait qu'encourager des favoris. J'espère qu'on fera mieux.

(À ce moment les lumières s'éteignent pendant quelques instants)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (Souriant) J'espère qu'au moins on nous éclairera! Devant le spectacle d'incompétence dont nous avons récemment été témoin, il n'y avait aucune raison de douter du besoin que nous avons d'une école de gardes forestiers.

Nous aurons, paraît-il, un musée d'histoire naturelle à Québec. Quand le gouvernement n'aura plus de places à donner, il pourra y mettre ses amis.

Il approuve, dit-il, à prime abord plus d'un article du discours, mais avant d'approuver le gouvernement, il convient d'attendre les projets de loi annoncés dans les articles.

Cependant, M. le Président, la principale question qui se pose actuellement devant l'opinion publique de cette province et qui mérite d'être fortement étudiée, examinée, discutée, est bien celle-ci: Quels sont les droits du peuple, les droits de l'individu, les droits de la famille, les droits de l'État? Est-ce que le gouvernement enfreignait les droits de l'individu, de la famille et des municipalités? Des hommes de haute autorité, je devrais dire, des personnes de grande autorité ont prétendu que le gouvernement, depuis nombre d'années, a manifesté dans sa législation, dans ses actes, un désir de centralisation, c'est-à-dire de donner à l'État des pouvoirs extraordinaires, ingérence qui a été condamnée dans le passé par les meilleurs auteurs de droit.

Je crois aussi pour ma part que le gouvernement a outrepassé et cherche encore à outrepasser ses droits. Il cherche à tout centraliser, tout contrôler en voulant être le maître absolu du peuple, en voulant contraindre toutes les activités sociales, en voulant contrôler la presse, tout comme avant 1791 ou encore, comme aux premiers temps de la Constitution de 1791, en voulant faire même de nos prêtres éducateurs, de nos religieuses de la charité, des dépendants de la politique, en tentant de les forcer à accepter de l'argent provenant d'une source qu'ils avaient abhorrée jusqu'aujourd'hui et

ainsi, accepter un principe qu'ils ont toujours condamné; en voulant aussi exercer sur les ouvriers, sur les cultivateurs, sur les agronomes, sur les fonctionnaires du gouvernement un pouvoir arbitraire, vexatoire, méconnaissant la valeur et le mérite, ne voyant que l'intérêt politique et l'intérêt de favoris, au mépris des plus saines théories du libéralisme.

M. le Président, si dès l'ouverture de la session, j'aborde cette question, c'est parce qu'elle touche à des idées fondamentales de la société et du pouvoir civil, c'est parce que je désire voir poser les thèses devant la province, afin de donner à nos autorités, à nos intellectuels, aux dirigeants de toutes les classes, une occasion d'étudier à fond la question, de s'intéresser à l'administration publique, de s'éveiller à temps pour entrer en lutte.

Si ma thèse que je vais soutenir n'est pas fondée, n'est pas juste, si les principes que je vais énoncer ne sont pas corrects, je veux le savoir, qu'on me le dise. Je saurai alors s'il est vrai qu'il y a un nouveau credo.

Le premier ministre soutiendra sa thèse et il essaiera d'y mettre toutes les ressources de son fécond talent. Me permettra-t-il de l'inviter à traiter la question à son mérite et à ne pas, pour les besoins de son argumentation, me faire dire ce que je n'aurai pas dit et me prêter des sentiments que je n'ai pas! Si je cite les témoignages de plusieurs autorités, ce n'est pas pour poser au savant, mais c'est bien plutôt pour essayer de discuter le plus sérieusement possible le gros problème du jour, le problème qui ne paraît peut-être pas aussi sérieux qu'il l'est en réalité, parce qu'on le tient autant que possible caché sous les faux clinquants d'un budget surchargé et sous les artifices d'une presse fortement organisée.

Je soumets que si le peuple ne doit pas exagérer ses droits en proclamant une souveraineté contraire aux droits essentiels du pouvoir à l'ordre public et au progrès social, l'État, par son gouvernement, ne doit pas non plus outrepasser les siens.

Dans un magnifique travail sur l'autorité sociale, Mgr Archambault, frère d'un ancien procureur général, dit: L'autorité civile a été instituée non pour le bien particulier de ceux qui l'exercent, mais pour le bien de la société toute entière, elle doit s'arrêter devant les droits imprescriptibles de la conscience, devant les droits des citoyens, devant le bien général de la nation, et même devant la seule suffisance de l'initiative des citoyens à procurer le progrès social. Le même auteur fait remarquer qu'un régime peut porter le nom de république, de

constitution libérale et démocratique et n'être en réalité par suite de l'abus du pouvoir, qu'un odieux césarisme, un gouvernement tyrannique opprimant les consciences, violant les droits les plus sacrés, attendant au nom de la souveraineté du peuple à toutes les libertés. Toute immixtion superflue de la puissance souveraine est donc une violation de la liberté. Se basant sur ces principes, on a pu dire avec vérité qu'un peuple est d'autant plus avancé dans la voie du progrès, que grâce à la puissance d'association, au bon vouloir et à l'esprit d'initiative des citoyens, il a de moins en moins besoin de l'État pour assurer les services publics et l'épanouissement de ses libertés.

Mgr Archambault était le frère de M. Horace Archambault, ancien procureur général dans le gouvernement Marchand, et chef du Parti libéral au Conseil législatif. Je parle pour le gouvernement, je ne parle pas pour la galerie...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ce n'est pas toujours comme ça.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'autorité que je cite ne plaît pas au premier ministre, j'en citerai d'autres.

Léon XIII a dit: "Il ne faut pas que l'individu, ni la famille soient absorbés par l'État; il est juste que l'un et l'autre gardent la faculté d'agir autrement, tout autant que cela peut se faire sans préjudice du bien commun et sans dommage pour personne."

Charles Boucaud, dans son étude sur le droit naturel, soutient avec force que l'État ne doit pas être le levier qui soulève l'obstacle mais seulement un point d'appui pour le levier des initiatives particulières; il ne doit pas être l'éteignoir de la liberté, mais le chandelier qui exalte sa lumière rayonnante; il ne doit pas être le sépulcre de la liberté mise sous scellés, mais le socle qui dresse en plein air et en plein ciel sa mâle statue.

M. King, le chef du Parti libéral, disait à un banquet libéral de Toronto, le 30 août: "Moins nous aurons l'ingérence de l'État, mieux ce sera pour le pays et le contribuable. Le progrès par la confiance en soi-même, par l'initiative individuelle est préférable à celui de la dépendance d'un gouvernement." M. King condamne aussi la tendance à la centralisation, tant dans les affaires fédérales que provinciales.

La loi de l'assistance publique a pour conséquence d'étatiser la charité, c'est-à-dire d'enlever à la sœur de Charité la divinité de son sacrifice et de son dévouement.

La taxe des pauvres, établie dans la province, a été organisée non pour reconnaître le caractère sacré de la charité chrétienne, mais pour proclamer la bienfaisance officielle, obligatoire, d'une autorité politique. Ce n'est plus sublimité des cœurs qui constitue l'œuvre de la charité, c'est la contrainte, tout comme en Angleterre, sous la reine Élisabeth, à l'époque de la Réforme, et aussi en France, où l'on avait organisé un bureau municipal chargé de prélever une taxe de secours. Le gouvernement fait comme on a fait en France pour être maître du peuple.

Parlons donc des liqueurs et citons la loi concernant les liqueurs alcooliques, où l'État va jusqu'à enlever à des individus, un commerce pour le remettre au gouvernement. Pour le démontrer davantage, je pourrais citer les articles 88 et 131. L'État commerçant non pour aider le peuple ni pour l'assister, mais pour l'exploiter dans la pire façon en vendant cinq dollars ce qui se vendait autrefois un dollar. L'État commerçant a violé et méprisé la volonté du peuple émise dans le référendum de 1919, pour donner à son gouvernement le pouvoir de commercer frauduleusement, sous le prête-nom de la Commission des liqueurs.

Le gouvernement, pour faire du commerce, a sacrifié, a renié l'école libérale pour créer lui-même un monopole. De deux choses l'une, ou les liqueurs fortes sont nécessaires ou elles ne le sont pas. Si elles sont nécessaires au peuple, pourquoi le gouvernement les vend-il à des prix frauduleux? L'été dernier, je lisais un article de M. Georges Valois, sur l'économie nouvelle et la limitation des bénéfices. Le premier ministre ou, du moins, le secrétaire provincial sait que M. Valois est actuellement l'un des économistes français des plus avertis et des plus goûtés.

Or, M. Valois posait que, dans une nation civilisée, ou entre groupes sociaux en état de paix, le producteur ne doit pas plus être libre de fixer le taux de son bénéfice qu'il ne l'est de prendre le portemonnaie de son voisin. Pourquoi? Parce que les prix qu'il pratique ne sont pas indifférents à la paix publique, civile, sociale et nationale. Si, majorant son bénéfice indûment, il applique des prix qui aboutissent à priver une partie de la population de produits indispensables, il induit cette partie de la population à la révolte, il brise la paix de la cité.

Y a-t-il une bien grande différence entre l'acte d'un producteur qui majore son bénéfice sans justification, et qui prélève ainsi un impôt sur le consommateur, et l'acte par lequel un tire-laine vide la bourse de son prochain? La différence est faible et

le public a raison de donner le nom de voleur au producteur ou au commerçant qui majore ainsi son bénéfice.

Deuxième principe. Au nom de quoi peut-on se mêler du bénéfice que réalise le producteur? Au nom de quoi nier sa liberté sur ce point? Au nom de l'intérêt collectif ou national, au nom de la protection que l'État lui assure pour qu'il puisse travailler en paix. L'État interdit au consommateur de briser les clôtures et la tête du producteur; contrepartie: l'État doit interdire au producteur de vider le portemonnaie du consommateur.

Or, si l'État doit se faire juge impartial et protéger consommateur et producteur, comment lui, l'État, pourra-t-il remplir ce devoir, s'il fait lui-même le commerce d'exploiteur, ou plutôt, lui-même occupe le premier poste des plus gros profiteurs mercantiles?

Le gouvernement a fait plusieurs millions de bénéfices dans le commerce de liqueurs; il a presque ruiné les citoyens pour faire ces bénéfices, il a affecté l'organisation du commerce d'épicerie. Mais, dira le gouvernement, nous faisons le bien avec ces profits. Peut-on faire le bien avec le mal? A-t-on le droit de commettre le mal pour faire le bien? D'un autre côté, les individus n'ont-ils pas aussi fait le bien? Qui a construit nos hôpitaux, nos maisons d'éducation et de charité? C'est avec l'aide et la générosité des citoyens qu'on a fait ces œuvres.

Voici ce que je lis dans un article intitulé "Bagosse", publié dans le *Journal d'agriculture*, organe du ministère de l'Agriculture de cette province: "Il est bon de rappeler de temps à autre les terribles ravages de l'alcoolisme. L'ivresse est un état abject auquel on s'expose quand on prend l'habitude de boire des liqueurs fortes, ou que l'on abuse des boissons fermentées. Elle conduit à une maladie abominable qu'on appelle l'alcoolisme. L'habitude même de boire de l'alcool ou des boissons fermentées sans discrétion, sans aller jusqu'à l'ivresse, amène la même maladie.

L'habitude de boire des eaux-de-vie conduit rapidement à l'alcoolisme; mais les boissons dites hygiéniques contiennent aussi de l'alcool; il n'y a qu'une différence de doses, l'homme qui boit chaque jour une quantité immodérée de vin, de cidre ou de bière, devient aussi sûrement alcoolique que celui qui boit de l'eau-de-vie. L'habitude de boire entraîne la désaffection de la famille, l'oubli de tous les devoirs sociaux, le dégoût du travail, la misère, le vol et le crime.

Ce journal est publié par le gouvernement, par le ministre, avec l'argent de la province pour dire la vérité aux cultivateurs. Si le *Journal d'agriculture* a raison, le gouvernement qui vend de l'alcool, du vin et de la bière, a tort.

Il est coupable. Il enseigne que la marchandise que vend le gouvernement est du poison. Ceux qui la vendent sont tous des empoisonneurs de race. Le gouvernement nous a trompés en nous disant que sa loi était une loi de tempérance... Je vois que le trésorier provincial fait signe que oui...

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Non. Je saluais simplement le député de Laval (M. Renaud) qui vient de nous arriver.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble qu'il y a d'autres moments pour le saluer.

Le gouvernement osera peut-être dire encore que sa politique encourage la tempérance. Je l'ai contestée dans le passé. Ai-je eu raison ou tort? Écoutons le témoignage de l'apostolat de la tempérance. Voici l'organe des ligues de tempérance, le journal *La Tempérance*, qui donne l'opinion suivante sur la loi, sur la politique du gouvernement: Il y a beaucoup de gens qui pensent que la question de tempérance est réglée dans la province. Depuis que le gouvernement a pris la vente des boissons en main, il disent qu'il n'y a plus rien à faire. D'ailleurs, ajoutent-ils, la loi du monopole d'État est bonne, les ministres le proclament, les députés le répètent, les journaux l'écrivent... C'est ainsi que l'opinion se forme, que la conscience se chloroforme, et qu'enfin on prend son parti d'un état de choses que l'accoutumance rend tolérable malgré les abus criants.

"Dans les dithyrambes où les partisans du monopole chantent le succès de leur loi, il y a quelques strophes où sa malfaisance éclate. Ces millions, par exemple, qu'on tire de la vente des boissons, ils viennent d'où, sinon de la poche de Baptiste? C'est Baptiste qui paye pour les bonnes routes, pour les ponts, pour les routes, pour les ponts, pour les largesses que l'on fait. Ces millions que prouvent-ils encore, sinon que l'on boit énormément? Appauvrir et abrutir les citoyens sous prétexte d'enrichir le trésor public, c'est une politique de courte vue. Pour nous, nous croyons que le démon de l'intempérance fait rage dans notre province et que le danger de l'alcoolisme nous menace comme jamais. Ce n'est pas parce que le monopole des boissons attire, dans Québec, des assoiffés de partout qu'on doit fermer les yeux sur les désordres et les méfaits du commerce des liqueurs. L'expérience est faite, l'alcoolisme est une plaie nationale, et son seul remède, c'est la suppression des marchands de boissons."

Le premier ministre a affirmé que sa loi était à base de tempérance et le chef de l'opposition lui a répondu: C'est de la tempérance en bouteille. Qui a eu raison?

Le premier ministre va peut-être citer le témoignage d'autres journaux. Or, j'affirme que tous les journaux qui ont publié des articles en faveur de la loi des liqueurs ont eu de gros contrats d'annonces de la Commission des liqueurs, ou que leurs directeurs sont des associés de ministres dans certaines grosses affaires. Il en est qui ont condamné cette loi et qui ensuite l'ont approuvée après avoir reçu des annonces de la Commission.

Quant à la Commission des liqueurs, je prétends qu'elle fait l'œuvre de politiciens ministériels. Elle accorde des patentes sur recommandations de ministres et de députés. Dans le comté de Labelle, elle a accordé des patentes qu'elle avait refusé d'accorder auparavant. Des ministres ont promis des patentes au cours de l'élection. Elle a accordé ailleurs des patentes à des gens qui n'en méritaient pas et elle en a refusé à des hommes dignes de confiance.

Il veut, dit-il, une loi de bon sens pour tout le monde, une loi qui n'exploite pas le public, et il veut que le licencié pour vente de boisson ait de fortes responsabilités, mais qu'il soit mis en état de vivre honorablement et non pas être obligé de violer la loi pour vivre.

Que s'est-il passé dernièrement devant le magistrat de Sherbrooke? Voici ce que des journaux ont rapporté:

"Au cours de l'audition de l'une des causes, M. Lazure, associé légal de MM. Nicol, Lazure et Couture, avocat du défendeur, attaque ouvertement la Commission quant à la vente de la boisson à la caisse.

"M. Lazure au témoin: Avez-vous acheté ce flacon de la Commission?

"Le témoin: Oui, Monsieur.

"M. Lazure: L'avez-vous acheté de la même Commission qui vend sa boisson à la caisse et au char?

"Le témoin: Oui, Monsieur.

"M. Cordeau, avocat de la Commission: Je dois protester contre cette déclaration et je demanderais à mon savant confrère s'il l'a fait en tant qu'avocat plaidant devant un tribunal.

"M. Lazure: Assurément.

"M. Cordeau: Le fait n'a pas été prouvé ici.

"M. Lazure: C'est un fait notoire, et vous-même m'en avez entretenu avant cette cause."



"La salle d'audience était littéralement remplie lorsque cette déclaration a été faite et à maintes reprises, le président du tribunal, le magistrat Lemay a dû élever la voix afin d'empêcher toute démonstration."

M. Lazure est l'associé légal du trésorier de la province. C'est-à-dire que M. Cordeau représentait le trésorier, le gouvernement ou la Commission des liqueurs, créature du gouvernement; et celui qui défendait l'accusé contre le gouvernement et sa Commission est l'associé de l'un des ministres du gouvernement.

Ce rapport a été publié dans *La Tribune* de Sherbrooke, organe du trésorier provincial, et dans la *Gazette* de Montréal, je ne dirai pas organe du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est sûrement pas l'organe du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Disons que, pour le moment, c'est un organe ministériel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Lazure a écrit une lettre aux journaux à ce sujet...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est vrai que M. Lazure a écrit une lettre contestant l'authenticité de ce rapport, mais la *Gazette* n'a pas nié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable chef de l'opposition nous lisait la lettre de M. Lazure, la Chambre serait mieux éclairée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre la citera en me répondant. Mais cette lettre ne change en rien au fait qu'un avocat, associé d'un ministre, a attaqué la Commission des liqueurs dans une cause contre le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition sait-il que l'accusé a été condamné?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que cela donne droit à un associé d'un ministre de plaider contre sa loi?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Qu'est-ce qui l'empêchait?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La décence.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable chef de l'opposition ne prétendra toujours pas que, parce qu'un avocat est associé d'un ministre, il ne doit plus exercer sa profession?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'honorable ministre des Travaux publics veut prendre part au débat, son tour viendra. Je soulève un point d'ordre. Il n'a pas le droit de m'interrompre, il a été président de la chambre; il connaît les règlements.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Si c'est comme cela que vous répondez, continuez.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre me permettra-t-il de lui poser une question?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non, non, vous ne voulez pas répondre, alors, continuez.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On dira peut-être que M. Lazure a déclaré n'avoir pas tenu les commentaires qu'on lui avait attribués dans les journaux. Or, des personnes ont, depuis, affirmé que le rapport était exact. D'ailleurs l'associé du ministre n'a-t-il pas fait dire à son client en réponse à sa propre question qui fut: "Avez-vous acheté ce flacon de la Commission?"

"Le témoin: Oui, Monsieur.

"M. Lazure: L'avez-vous acheté de la même Commission qui vend sa boisson à la caisse et au char?"

"Le témoin: Oui, Monsieur."

C'est donc que l'associé du ministre voulait prouver que la Commission avait vendu de la boisson au char, en violation de la loi. Et ce gouvernement va dire ensuite que sa loi, que le fonctionnement de sa loi est digne de l'approbation du peuple. La loi est ridicule, elle est injuste, et j'ai défié et je défie encore le gouvernement de se présenter au peuple sans la modifier.

Le premier ministre a dit qu'il était prêt à tomber avec la loi qu'il présentait en 1921. Va-t-il tenir parole? Il a abrogé la loi de 1919-1920, parce que l'application en avait été impossible et que les abus étaient aussi scandaleux que le commerce de certains députés et ministres.

Si la Commission viole la loi, par qui est-elle forcée de la violer? Si elle la viole, que va faire le gouvernement? Si sa loi est la cause de scandales et d'abus, que va-t-il faire? Il peut difficilement céder sa position à son collègue, le ministre de la Voirie, parce qu'il ne siège pas dans cette Chambre.

Et le Parti libéral a déclaré "qu'un ministre responsable au peuple ne doit pas avoir son siège à la Chambre haute". À plus forte raison un premier ministre, dirait le Parti libéral. D'ailleurs, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) ne doit-il pas démissionner lui aussi, puisque à Papineauville, le 10 août dernier, il a fait la déclaration que je trouve textuellement rapportée dans *Le Canada* du 11 août: "La loi des chemins, je puis vous dire quelle est cette loi... Je crois que c'est une bonne loi. Je suis prêt à la défendre. Je suis prêt à tomber avec elle."

Quelque temps auparavant, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) avait déclaré au club Perron: "La parole d'un chef libéral est sacrée". Or, le premier ministre, après l'élection de Labelle, comprenant que cette loi de la voirie ne rendrait pas justice aux municipalités, et qu'elle avait besoin d'amélioration pour satisfaire l'électeur, a méprisé les déclarations de son collègue tout comme celui-ci avait méconnu l'autorité du premier ministre. Au sujet des élections générales, le premier ministre ne s'est pas gêné de prendre une partie du programme de l'opposition, tout en continuant audacieusement à dire, comme le secrétaire provincial (l'honorable M. David), que M. Sauvé n'offre rien de sérieux au peuple. Cela m'amène à parler en passant de cette élection partielle.

L'élection de Labelle a donné la peur au gouvernement; il s'est aperçu que le peuple préférerait la politique de l'opposition et pour obtenir la majorité en faveur de son candidat, le gouvernement a été obligé de faire mille promesses. Il a obligé ses inspecteurs de voirie, de chemins, de colonisation, à faire une cabale politique invouable et corruptrice; il a été obligé de se servir de députés pour faire des menaces scandaleuses, telle que celle du député de Saint-Maurice (M. Ricard) à Ripon et à Papineauville: "Si vous ne votez pas pour le candidat du gouvernement, vous n'aurez pas la division de comté à la prochaine session, car nous, députés libéraux, nous voterons contre, comme nous voterons contre toute demande d'argent pour votre comté." Il a même supplié le député de l'Assomption (M. Reed) de se rendre par monts et par vaux dans les profondeurs du nord pour dire le contraire de ce qu'il avait dit dans un passé tout récent, pour dire que le premier ministre n'était pas un enfant.

Prenons maintenant la loi de la voirie qui donne aujourd'hui un gouvernement et au ministre de la voirie des pouvoirs absolus sur la propriété privée, qui sapent à sa base l'autonomie des municipalités. L'article 2 de la loi 7 George V, chapitre 10, concernant la servitude pour chemins de pavage,

graviers, sable, etc. Et aussi l'article 1 de la loi 12 George V, chapitre 42, concernant les chemins de grande communication et donnant au ministre de la Voirie le pouvoir de faire construire, réparer et améliorer tel chemin, aux frais de la corporation municipale intéressée, et ce, sans le consentement de ladite corporation.

Je n'ai pas besoin de rappeler aujourd'hui ce que le gouvernement et sa majorité parlementaire ont fait pour détruire l'autonomie de nos grandes villes, comme Montréal, par exemple, politique qui a gorgé d'or des favoris, mais qui a fait mettre notre métropole en tutelle. Le premier ministre se rappellera qu'il y a deux ans, ou l'an dernier plutôt, s'adressant aux représentants de la ville de Québec, à une séance du comité des bills privés, il s'écriait: "Mais si vous faites cela, notre ville va être mise en tutelle comme Montréal!" Qui avait mis Montréal en tutelle? Le gouvernement et sa majorité. Et c'est ce gouvernement qui, après avoir pillé Montréal pour enrichir des favoris, proclame qu'il est son bienfaiteur. Le gouvernement a fait peser sur Montréal sa politique d'étatisme.

La politique du gouvernement a été un tel fiasco qu'il est forcé de s'emparer d'une partie du programme de l'opposition au sujet de l'entretien des grandes routes; mais il faut encore attendre la mesure du gouvernement avant de se prononcer davantage.

Je le répète, mon but, en abordant la question de cette manière est de la discuter à la lumière d'autorités qui furent toujours respectées. Si ces autorités doivent être mises de côté, si leurs enseignements doivent être rejetés, qu'on le dise franchement. Si les représentants ou les successeurs de ces hommes déclarent que ces enseignements n'ont plus la faveur qu'on proclamait autrefois, et que le principe fondamental de leur raisonnement ne doit plus faire autorité, qu'on le dise franchement et les hommes publics devront alors modifier leur conception.

Le gouvernement prétendra que sa politique a fait la province riche et prospère et que c'est le principal. À cela, je puis répondre: Quand vous proclamez le surplus du budget de la province, vous oubliez le budget domestique et le traitement du contribuable. C'est de l'insuffisance du budget domestique, c'est de l'attrait offert par le capitaliste pour en tirer un revenu matériel que se compliquent la question sociale et la question ouvrière.

Ne puis-je pas dire au gouvernement: Toi qui vantes tant tes trésors, toi qui regorges d'or, qu'as-tu fait de tes serviteurs? Écoute un moment la voix de leur représentant dont je trouve l'écho dans une

brochure sous la signature de M. O.-E. Talbot, ancien député libéral de Bellechasse et président de l'Association des fonctionnaires: "M. le premier ministre, il y a réellement de la misère dans plusieurs familles de ceux qui vous servent et surtout chez les petits salariés. Depuis que j'ai eu l'honneur d'être élu président de cette association, j'ai eu l'occasion de faire une petite enquête à domicile et je puis vous assurer que dans plusieurs foyers, dont les soutiens sont des hommes sobres et économes, il n'y a pas de pain sur la table tous les jours, que, chez d'autres, il n'est pas entré de beurre depuis plusieurs mois, que bien des enfants n'ont ni la quantité, ni la qualité de lait qu'ils devraient avoir, que chez un plus grand nombre, la viande est rare ou la soupe est maigre, et que, chez presque tous, la fameuse poule au pot que le bon roi Henri IV désirait voir sur la table de tous ses sujets, au moins une fois la semaine, est un souvenir d'autrefois. Ce sont des pauvres honteux qui souffrent en silence, espérant qu'un jour, vous aurez pitié d'eux."

Est-ce qu'un gouvernement peut vanter sa politique et sa prospérité quand ses employés crèvent de faim?

Il y a longtemps que le gouvernement vante ses surplus. Le gouvernement a-t-il droit de maltraiter le peuple pour se faire un surplus budgétaire? Je dis non. Surplus! Mais pourquoi a-t-il désossé les municipalités pour l'édifier?

Pour me répondre, le premier ministre va peut-être se servir d'un faux argument comme celui-ci: "Le parti du chef de l'opposition a été au pouvoir, il y a vingt-cinq ans, et il n'a dépensé qu'une dizaine de piastres pour la voirie; il n'a pas fait la moitié de ce que nous faisons, aujourd'hui, pour ceci ou pour cela." Il oubliera de dire que, pour cela, il a taxé et surtaxé, qu'il a majoré les taxes qu'il avait dénoncées pour arriver au pouvoir et qu'il en a imposé une dizaine de nouvelles qui lui ont permis de doubler ses revenus.

On ne peut juger un homme du jour par un passé lointain auquel il n'a pris aucune part. Tout homme sensé admettra que le monde a marché depuis surtout vingt-cinq ans, non seulement dans ce pays, mais dans tous les pays. Les découvertes de la science, les inventions modernes ont transformé l'industrie, créé les moyens de transport puissants et rapides, le télégraphe, le téléphone, etc. Paul deRouslers, dans son livre, *Sur l'élite dans la société moderne*, dit que ces changements sont profonds, mais que l'action qu'ils ont exercée sur les rapports sociaux est plus profonde encore; que le développement inouï de tous les modes d'activité

bouleverse notre régime de vie; l'organisation du travail, à tous ses degrés, influe sur l'éducation des enfants et sur l'ensemble des rapports de famille, transforme le commerce de fond en comble; que, par suite, le problème change de place et que les solutions éprouvées par une expérience ancienne deviennent inopérantes. Le premier ministre est un grand avocat, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) est un grand avocat.

**Des voix** rient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ... les autres aussi, ils savent que le code Napoléon, un monument de sagesse et de justice, disent-ils, si précieux, si cher à la province de Québec, ignore presque complètement l'ouvrier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a 125 ans qu'il a été fait!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas un article n'a trait aux rapports des ouvriers avec ceux qui les emploient; pas un article traitant particulièrement la question des accidents du travail. Pourquoi? Parce que, en ce temps-là, la science de la mécanique n'avait pas envahi les trois ordres d'industrie qui mènent le monde. Ce n'est pas le gouvernement de Québec qui a inventé l'automobile et créé l'automobilisme; il l'a développé et favorisé en faisant faire des chemins aux dépens des municipalités. Ce n'est pas le gouvernement de Québec qui a inventé l'outillage si perfectionné de l'industrie et du transport. En 1913, un an avant la guerre, le commerce du Canada a atteint, pour la première fois, le milliard. Ce n'est pas le gouvernement de Québec qui a fait tout cela. Sir Lomer Gouin disait récemment devant les femmes libérales qu'en 1914, il y avait un surplus de \$35,000,000 dans la caisse du gouvernement d'Ottawa, qui fut conservateur de 1911 à 1916-1917. La guerre est venue mettre fin à ces surplus.

Le gouvernement de Québec a profité de l'augmentation de la production. Les gros prix de la guerre ont fait les gros bénéfices, les grosses fortunes, les grosses successions, les grosses corporations commerciales, le gros commerce de bois et de minerai; ils ont rapporté d'énormes bénéfices au gouvernement de Québec. Le bois se vendait jusqu'à \$100.00 le mille pieds! Ce n'est pas le gouvernement qui a fait la guerre, qui a fait hausser les prix, non, mais il a largement bénéficié d'une situation qu'il n'avait pas créée.

Je ne serai pas aussi sévère pour le gouvernement que l'a été le chef du Parti libéral d'Ottawa, l'honorable M. King, qui a dit en août dernier: "Si la dette fédérale est aussi grande, c'est parce que le gouvernement fédéral a supporté seul des fardeaux qui auraient dû retomber sur les épaules des provinces."

Si je cite ce témoignage, c'est parce que, pour prétendre que ma politique de séparation du domaine fédéral du domaine provincial était insensée, le premier ministre de Québec s'est déclaré solidaire des actes du premier ministre d'Ottawa. Le premier ministre de Québec est-il prêt à approuver la déclaration du premier ministre d'Ottawa? Moi, je dis que ma politique de séparation est conforme à la Constitution, au grand principe de l'autonomie des Législatures. Or, pour avoir l'autonomie des Législatures, il faut aussi l'autonomie des partis provinciaux.

J'ai cru devoir exposer une partie des griefs que le peuple a contre le gouvernement, des abus dont la province souffre. Je l'ai fait, par devoir. Il faut du courage, pour accomplir ce devoir; j'en ai eu et j'en aurai encore<sup>5</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Loi électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

### **Chef-lieu du district judiciaire de Pontiac**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 18 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

Adopté.

### **Chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

Adopté.

### **Prix d'Europe**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 amendant la loi concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels à Paris, en France.

Adopté.

### **Recensement**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 concernant le recensement de la population de la province.

Adopté.

### **Prix de musique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 amendant la loi pour favoriser le développement de l'art musical.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Rapport du ministre  
des Travaux publics et du Travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**  
dépose sur le bureau de la Chambre le rapport  
général du ministre des Travaux publics et du Travail  
de la province de Québec pour l'année finissant le  
30 juin 1922. (Document de la session no 4)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)  
propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-  
Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette  
Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.  
Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

---

**NOTES**

1. Deux invités spéciaux ont entendu ce débat sur le  
parquet de l'Assemblée, le consul de France, M.  
P.-E. Niggiar et le député de Dorchester à la  
Chambre des communes, M. Lucien Cannon.
2. *L'Éclaireur* du 2 novembre 1922, à la page 4,  
écrit "vigoureusement".
3. Dans *Le Nouvelliste* du 26 octobre 1922, à la  
page 1, on dit plutôt "le maître de chant".
4. *Le Nouvelliste* du 26 octobre 1922, à la page 8,  
rapporte que c'est un journaliste.
5. Selon *L'Événement* du 26 octobre 1922, à la  
page 3, le discours du chef de l'opposition a duré  
quatre-vingts minutes.



## Séance du jeudi 26 octobre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant que, dans la cité de Montréal, les terres en culture seront évaluées à une somme déterminée (M. Ashby);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la Société de prêt et placements de Québec, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Cannon);
- de Léopold Lamy, demandant l'adoption d'une loi confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente consentie par Léopold Lamy à St. Lawrence Paper Mills Limited (M. Mercier, Trois-Rivières);
- de The Pentecostal Assemblies of Canada, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant ladite corporation comme corporation ecclésiastique avec droit de tenir des registres de l'état civil (M. Miles);
- d'Arthème Dutilly, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Poulin);
- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Renaud).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Temple Emmanu-El, demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation, 46 Victoria, chapitre 67 (M. Bercovitch);
- d'Edgar-Albert Bruneau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente par Albert Bruneau à Petrus Cyr (M. Bullock);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant

l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs d'emprunt (M. Cannon).

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables Messieurs Chapais, Choquette Girouard, Gosselin, Kaine, Kelley, Pérodeau et Perron.

**Comité permanent et conjoint de la Bibliothèque de la Législature**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier fils, Galipeault et Nicol, MM. Ashby, Bercovitch, Bullock, Cannon, Dufresne, Gault, Hamel, Laferté, Leclerc, Richard, Sauvé, Thériault et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité permanent et conjoint des impressions législatives**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David et Nicol, MM. Ashby, Bordeleau,

Gault, Grégoire, Leclerc, Létourneau et Sauvé représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Vacances dans les districts électoraux:

**M. Cannon (Québec-Centre):** J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'à la réception de l'avis suivant notifiant que les collèges électoraux de Rouville, de Chambly, de Napierville et de Rimouski étaient sans représentant à l'Assemblée législative, j'ai adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation desdits collèges électoraux:

#### Districts électoraux de Rouville, Chambly, Napierville et Rimouski

Québec, 26 octobre 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que par suite de l'acceptation, par M. Edmond Robert, Merrill Desaulniers, Amédée Monet, de charges dépendant du gouvernement de Québec et auxquelles sont attachés des traitements annuels, et aussi par suite de l'acceptation par M. Auguste Tessier d'une charge dépendant du gouvernement fédéral et à laquelle est attaché un traitement annuel, les collèges électoraux de Rouville, Chambly, Napierville et Rimouski sont sans représentant à l'Assemblée législative de Québec.

Arthur Sauvé,  
député de Deux-Montagnes.  
Charles A. Smart,  
député de Westmount.

#### Questions et réponses:

##### Achat de terrains dans Terrebonne

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il acheté le terrain devant servir à l'érection du palais de justice, de la prison, etc., du chef-lieu du district de Terrebonne?

2. Dans l'affirmative, à quel prix?

3. Le gouvernement a-t-il commencé les travaux de construction?

4. Dans la négative, pourquoi?

#### L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Oui.

2. \$20,000 (un terrain de la ville de Saint-Jérôme, \$5,000 et deux terrains de l'honorable Bruno Nantel et de J.-Bruno Nantel, \$15,000).

3. Non.

4. Parce que le délai pour production des soumissions n'est expiré que le 25 octobre 1922.

#### Maria Chapdelaine

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Des exemplaires du livre de Louis Hémon, intitulé: *Maria Chapdelaine*, ont-ils été achetés par le gouvernement?

2. Dans l'affirmative: a. De qui? b. Combien? c. À quels prix?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Oui.

2. En 1916, 150 exemplaires de L. de Montigny à \$1.00 l'exemplaire. En 1917, 50 exemplaires de L. de Montigny à \$1.00 l'exemplaire. En 1922, 500 exemplaires de La Librairie Beauchemin ltée, à \$1.00 l'exemplaire. Ces volumes distribués par le gouvernement aux maisons d'éducation ont été achetés dans les diverses librairies de Montréal et de Québec, suivant la forme et la reliure des volumes.

#### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 25 octobre, sur la motion proposée le mercredi 25 octobre courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.



**M. l'Orateur** donne la parole à l'honorable premier ministre (M. Taschereau).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon ami, le chef de l'opposition (M. Sauvé) qui a toujours des surprises - je lui en promets bien d'autres! - s'est dit étonné d'avoir une session à une date aussi hâtive. Nous avons peut-être brisé la tradition libérale de ces dernières années pour revenir à la coutume conservatrice des sessions d'automne. Mais que nos amis se rassurent, cette ancienne coutume de nos adversaires est la seule que nous voulions suivre; les autres ne nous attirent guère.

Au reste, nous avons dû hâter la convocation des Chambres pour leur soumettre deux mesures qui demandent une solution immédiate.

Lorsque les députés ont été conviés, la crise du charbon était à l'état aigu et menaçait de s'aggraver davantage. On réclamait de tous côtés l'intervention du gouvernement, afin d'assurer du combustible à notre population. Pour être efficace, cette intervention devait s'exercer sans retard. En second lieu, notre nouvelle politique de voirie, que mes collègues et moi avions annoncée au public, exigeait un programme de travaux pour la saison prochaine qu'il fallait tracer dès maintenant pour pouvoir l'exécuter à temps, et nous avions besoin pour cela de l'autorité législative.

Si mon ami, le chef de l'opposition, est contrarié, je le prie de croire à tous mes regrets, bien que je ne puisse avouer avoir la contrition parfaite, ni le ferme propos de ne plus recommencer. Je suis sûr que ces bonnes dispositions de ma part vont rendre son absolution facile!

Ma conscience étant ainsi en paix, je passe au devoir très agréable de remercier nos amis de Dorchester (M. Ouellet) et de Brome (M. Oliver) des excellentes choses qu'ils nous ont si bien dites. Leur tâche était peut-être facile, car ils avaient à chanter une province heureuse et prospère, une population saine et vigoureuse, un peuple qui veut être le pionnier de tous les progrès. C'est ce que proclament tous ceux qui nous suivent de près et s'intéressent à nous. Je suis d'accord avec la suggestion du député de Dorchester de baisser les frais de justice, et je vous ferai remarquer que j'avais fait la même déclaration il y a de cela quelque temps.

La note discordante ne vient que de mon ami, le chef de l'opposition, qui croit servir sa province en la discréditant, et ajouter à sa bonne renommée en lui dédiant un chapitre de son cru, lequel trouverait mieux sa place à la suite des lamentations du prophète Jérémie, que mon ami des Deux-Montagnes a dû lire récemment un jour de brume ou de migraine.

Au point de vue de la politique provinciale, deux événements ont marqué les quelques mois qui nous séparent de la dernière session: un anniversaire et un drame de famille. C'était d'abord, en mai dernier, le vingt-cinquième anniversaire de la réhabilitation du Parti libéral, après l'erreur de l'électorat en 1892. Ce quart de siècle a été l'âge d'or de notre province. Je ne crains pas d'affirmer que, de toutes les provinces, Québec a su réaliser pendant ce temps les plus merveilleux progrès. Ces progrès se sont étendus à tous les domaines. Ce qui se concevait à peine en 1897 est aujourd'hui la réalité. Lorsque Marchand recueillit un si redoutable héritage, celui-là eût passé pour un bien mauvais prophète.

Qui eût prédit que, dans vingt-cinq ans, la province de Québec, alors en proie à des déficits annuels et en retard dans tous les domaines de l'administration, porterait son revenu annuel de \$2,500,000 à \$22,000,000, qu'elle changerait un déficit annuel de \$700,000 en un surplus d'au-delà de \$5,000,000, que sa population agricole serait la plus nombreuse, sa colonisation la plus avancée, ses industries de pulpe, de bois et de papier les plus prospères, ses écoles techniques les mieux tenues, son instruction publique la plus répandue, ses ouvriers les mieux traités et les plus heureux, son domaine doublé, ses pouvoirs d'eau les plus développés, son hygiène en progrès constant, sa voirie la plus considérable et la mieux construite, ses ponts d'acier dépassant 700 en nombre et les meilleurs du continent, le problème de l'alcool résolu avec succès, au point de vue tant moral que financier, tout en nous conservant notre liberté et notre dignité d'hommes et, enfin, sa population vivant dans la paix, l'harmonie et la concorde.

Voilà l'œuvre du Parti libéral pendant ces vingt-cinq années. J'en rends un hommage ému aux hommes qui ont été les initiateurs de tous ces progrès. La province est reconnaissante à Marchand, à Parent et à Gouin de sa prospérité actuelle et, dans cette enceinte même, témoin de leurs labeurs, je crois me faire l'interprète et de la province et de notre parti en leur disant qu'ils ont bien mérité de leurs concitoyens.

L'autre événement auquel j'ai fait allusion a un caractère moins épique: c'est plutôt un drame de famille. Je veux parler de la réorganisation du Parti conservateur provincial. Je souligne provincial, car le Parti conservateur fédéral s'est tenu à une distance respectueuse, pour employer un euphémisme. Il est resté dans le noir. Le parti conservateur s'est réorganisé, mais une hirondelle ne fait pas le printemps.

À cette occasion, on a ceint le front de mon ami des Deux-Montagnes de la couronne du chef. Pour le reste, on a fait maison nette. Jusqu'à l'organisateur en chef qui a reçu son *exeat*.

Mais, en même temps, on a fait des recrues, et il en est une à laquelle je m'arrêterai un instant. Dès qu'on eût assuré à mon ami de Westmount (M. Smart) que le conclave ne serait pas tenu dans la salle des Chevaliers de Colomb - la conscience a parfois de ces sursauts! - celui-ci est revenu au bercail du nouveau chef<sup>1</sup>. Le berger et la brebis méritent à la fois des félicitations. Ils ont effacé un passé pourtant douloureux. Mon ami de Westmount va évidemment remplacer mon ami de Saint-Georges (M. Gault), car il s'est mis tout de suite en campagne. Il s'est voué à la conversion des bonnes gens de sa race qui habitent Buckingham et Sherbrooke. Son apostolat a été fructueux.

Mais pourquoi réveiller ces tristes souvenirs? Je souhaite à mon ami le chef de l'opposition, maintenant qu'il a reçu l'onction conservatrice, plein succès et de longues années dans le fauteuil qu'il remplit si bien et si... complètement.

La Chambre me permettra de relever brièvement quelques-unes des assertions faites hier par le chef de l'opposition. Il nous a reproché d'abord d'avoir tardé à répondre aux prières des sinistrés du Témiscamingue. Mon honorable ami est complètement dans l'erreur. Une délégation de Nédélec et de Nord-Témiscamingue, dirigée par les curés de ces deux paroisses, est venue nous trouver et nous a demandé \$25,000.

Nous leur avons accordé ce montant tout de suite et, le lendemain, un de nos ingénieurs du département de la Colonisation, M. Normandeau, partait pour le bois, afin de permettre à nos colons de reconstruire leurs maisons. Le bois est maintenant rendu avec le papier goudronné et les clous, et nous sommes, sous ce rapport, en avant de la province sœur. Nous avons de plus obtenu du gouvernement fédéral l'envoi de couvertes pour lesquelles nous nous sommes rendus responsables.

L'honorable chef de l'opposition prétend aussi que l'administration de la justice coûte trop cher. Pour ce qui est du tarif des avocats, j'ai eu l'occasion le 19 février dernier, lors d'un banquet offert par le bâtonnier aux avocats de Québec, de leur dire que le tarif, dans mon opinion, était trop élevé. J'ajouterai maintenant ceci: l'administration de la justice dans la province nous coûte \$1,624,000 et nous apporte \$678,000, soit un déficit de près d'un million. L'honorable chef de l'opposition voudrait-il, si nous réduisions le coût des timbres que nous comblions le

déficit en enlevant de l'argent qui va à nos colons et à nos cultivateurs?

Parlant de la loi des liqueurs, l'honorable chef de l'opposition reproche au trésorier provincial le fait que son associé aurait défendu quelqu'un qui avait été accusé d'infraction à cette loi à Sherbrooke. Il n'avait oublié de dire qu'une chose - qu'il a été forcé du reste d'avouer - c'est que l'accusé a été trouvé coupable, condamné à la prison et qu'il y purge en ce moment sa sentence. Nos magistrats sont évidemment au-dessus de ce que voulait insinuer le chef de l'opposition. En présence de mon propre parti et de celui du chef de l'opposition, je défie le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de nommer les politiciens ministériels qui lui ont offert de s'associer avec lui dans un trafic secret et frauduleux de liqueurs. Je n'ai pas le droit ou le privilège de dire que cela n'est pas vrai, mais j'ai le droit de lui dire qu'un honnête homme rejetterait une telle offre et dénoncerait immédiatement et publiquement ceux qui lui ont fait cette offre.

Mon honorable ami souffrira maintenant que je souhaite la plus cordiale bienvenue aux députés de Labelle (M. Lahaie) et de Sherbrooke (M. Forest). L'élection par acclamation de ce dernier, après les bravades du chef de l'opposition, a montré et l'estime dont il jouit parmi les siens, et toute la vigueur du parti libéral dans cet ancien château fort conservateur que fut Sherbrooke.

Quant à notre ami de Labelle, il a été le vainqueur d'une lutte mémorable. Le parti conservateur réorganisé n'a reculé devant rien pour remporter cette élection. Depuis les alliances hybrides jusqu'aux plus basses calomnies, rien n'a été épargné. L'exemple est parti de haut, et il s'y est dit de véritables infamies. Certains personnages devraient se rappeler qu'il n'est pas plus permis de voler la réputation du prochain que ses biens.

Nous aurons l'occasion au cours de cette session de relever les incartades oratoires du chef de l'opposition et les ridicules défis qu'il a répétés en divers endroits de la province. On croirait parfois lire une page de Don Quichotte. Jusqu'au fidèle Sancho qui était de la partie.

Je n'ai pas nommé mon ami de Laval (M. Renaud)<sup>2</sup> que les mauvaises langues accusent pourtant d'avoir fait, outre de l'éloquence, du travail électoral pratique près des grands arbres qui abritent la dépouille de Papineau. Mon ami de Joliette (M. Dufresne) est aussi entré dans la mêlée. Mais après qu'il eût dit aux électeurs que, neuf fois sur dix, il votait avec le gouvernement, on l'a prié de rester chez lui.

Après ces compliments d'usage, la Chambre me permettra de lui soumettre le bilan de l'année qui se termine et de lui dire nos espérances pour celle qui va suivre.

Je discuterai brièvement chacun des services du domaine provincial et j'ai le ferme espoir que cette Chambre et la province nous continueront la confiance qu'elles nous ont accordée dans le passé.

Donnons la première place à la colonisation et à l'agriculture qui se complètent si bien dans notre province, et qui jouent un rôle de tout premier ordre dans notre vie nationale et économique. Je ne crains pas d'affirmer que jamais elles n'ont reçu, dans Québec, une plus vigoureuse impulsion. Nous n'avons à cette fin épargné aucun sacrifice.

En 1919, mon prédécesseur faisait voter en sus du budget ordinaire, un octroi spécial de \$5,000,000 pour nos colons. À la fin de l'année fiscale courante, nous aurons dépensé environ \$4,135,000 sur ce montant, en sus d'un budget annuel d'environ trois quarts de million; soit près de \$700,000,000 pour nos centres de colonisation en trois ans. Pour l'année courante, nous dépasserons les \$2,000,000. Nos amis les conservateurs, en 1897, s'étaient arrêtés à la modeste somme de \$110,000, soit 1/20 de ce que nous donnons.

Et quels ont été les résultats? Depuis quelques années, cinquante nouvelles paroisses ou missions ont surgi dans la province. Aujourd'hui les chemins précèdent les colons qui n'ont qu'à puiser à même les \$5,000,000 qui leur ont été votés pour leur voirie, leurs ponts, leurs écoles et leurs églises. Nous avons fait mieux.

Sachant combien la vie du colon est dure à ses débuts, le gouvernement a adopté une politique nouvelle. Il fait aujourd'hui défricher 10 acres sur les lots qu'il destine aux colons et y construit à l'avance une maison, de sorte que le nouveau venu y trouve un foyer, modeste il est vrai, mais pouvant abriter sa jeune famille et rendre moins pénibles ses premiers efforts.

Ces octrois généreux à la colonisation ont donné de tels résultats que je crois savoir que mon ami le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Mercier fils) veut demander à la Chambre un octroi additionnel de \$2,000,000 pour ajouter aux \$5,000,000 que les colons auront bientôt entièrement employés. Il sera le bienvenu. Programme volé, va s'écrier une voix larmoyante! Ce n'est certainement pas du vol à la tire. Passons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les élections approchent!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas besoin. C'est la quatrième session de l'actuelle législature; des élections législatives sont de toute façon prévues après la session, et même si c'était pour demain ou peu après, le Parti libéral serait prêt.

Nous avons fait un pas de plus. L'année dernière fut dure. La sécheresse, en beaucoup d'endroits, détruisit la moisson. Et ce printemps, il fallait semer. Le gouvernement a avancé à nos colons et à nos cultivateurs \$212,000 pour acheter des grains de semence. Il n'en a refusé à personne, et la belle récolte qui vient de couronner l'été dit assez haut le résultat.

Voici ce que m'écrivait à ce sujet, le printemps dernier, un brave curé d'une de nos paroisses de colonisation: "Le pauvre colon n'a pas espéré en vain ce printemps. À l'heure de la crise, au moment critique, l'ordre en conseil sauveur est arrivé. C'était le salut. Et je dois vous dire que ma petite paroisse en a profité pour \$ 1,200, qu'il se sèmera ici 800 à 900 minots de grain, et qu'il se fait cette année au moins 400 acres de terre neuve."

Mais pouvons-nous demander de meilleurs témoignages en faveur de notre politique de colonisation que le fait que, en moins de dix ans, la population de nos districts de colonisation du Témiscamingue, de l'Abitibi, de Lac-Saint-Jean et de la vallée de la Matapédia s'est élevée à 71,000 âmes, et le nombre de nouvelles paroisses à 69.

Je ne veux pas enlever à mon ami le ministre de l'Agriculture (M. Caron), le plaisir d'annoncer aux cultivateurs de la province le programme qu'il a à leur soumettre. Dans l'année en cours, à part les grains de semence, il leur a donné \$1,500,000. Le régime conservateur en 1897 trouvait que \$75,000, c'était assez, soit encore 1/20 de notre budget pour l'agriculture.

Qu'il me suffise de dire que nous n'épargnons aucun sacrifice pour la classe agricole. Les écoles, les ponts en fer et un nouveau système de voirie, dont je parlerai dans un instant, sont autant d'articles de notre programme agricole que nous exécuterons.

Le discours du trône vous a déjà appris que mon collègue le ministre de l'Agriculture se propose de demander à la Chambre un subside considérable, qu'il désire consacrer tout spécialement à l'élevage et à l'industrie laitière.

Nous devons toutefois trouver de nouveaux marchés pour nos produits agricoles. La province produit plus qu'elle ne peut consommer, et il nous faut voir à écouler avantageusement notre surplus de production à l'étranger, maintenant que le marché américain nous est presque entièrement fermé. Nous nous en occuperons activement.

La voirie se relie étroitement à l'agriculture et à la colonisation. Il y a peu d'années, les bonnes routes étaient inconnues dans notre province; aujourd'hui nous tenons le premier rang au Canada sous ce rapport. Qui eût rêvé, il y a dix ans, que nous aurions cette année au-delà de 4,000 milles de chemins superbes construits au coût de plus de \$41,000,000. C'est Québec qui a pris l'initiative de cette politique des bons chemins et qui l'a vigoureusement poursuivie. Cette année seulement, nous dépensons au-delà de \$5,000,000 dont une grande partie, conformément au programme que nous nous étions tracé l'année dernière, est employée à réparer et à maintenir les chemins déjà construits.

Nous ne nous en tiendrons pas là. Nos efforts ne s'arrêteront que lorsque nous aurons doté notre province d'un complet et parfait service de voirie. Un problème sérieux se posait depuis quelques années. Nous avions construit de bons chemins, mais l'entretien était parfois négligé par les municipalités au point qu'une partie du capital engagé dans ces travaux menaçait de se perdre, tandis que les municipalités trouvaient trop onéreux le coût de la réfection.

En face de ce problème, le gouvernement a d'abord inauguré un système pour aider les municipalités à entretenir leurs chemins. Il leur a accordé \$400. Peu après, cet octroi a été porté à la moitié, et parfois jusqu'à plus de la moitié du coût des travaux. Ce n'était pas encore assez. Mais notre politique s'était orientée dans la bonne direction et nous acquérions de l'expérience. Aujourd'hui, grâce à l'état de nos finances, nous pouvons faire un pas de plus. Notre politique de l'entretien des chemins d'abord ébauchée, puis poursuivie plus vigoureusement, va maintenant recevoir son plein épanouissement.

À l'avenir, le gouvernement aura entièrement à sa charge l'entretien des routes provinciales et régionales. Nous allons mettre en vigueur un système rapide uniforme et économique de réfection et d'entretien qui assure à notre belle voirie un caractère de permanence dont nous aurons raison d'être fiers.

Je n'ai guère besoin d'insister sur le soulagement énorme que cette nouvelle politique va produire dans le budget de nos municipalités. Les municipalités pourront désormais employer leurs revenus à améliorer leurs petites routes, de façon à les faire rivaliser avec les nôtres.

Programme volé! crierait la même voix. Mais passons encore. Nos amis les conservateurs dépensaient \$18 de ce chef en 1897.

La voirie serait incomplète sans les ponts. Nous avons aujourd'hui au-delà de 700 ponts qui

sont construits en acier. Ils coûtent au-delà de \$5,000,000. Quelques-uns coûtent un demi-million, comme le pont de Batiscau. La construction des ponts de l'île Perrot commencera dans quelques jours.

L'attrait de nos routes et de nos ponts ne peut être mieux démontré que par le résultat obtenu au pont de Batiscau. Depuis le commencement de la saison, il y est passé environ 40,000 automobiles dont 40 % sont des voitures américaines qui sèment l'argent dans nos villes et nos villages.

Programme volé! redira la voix qui prêche dans le désert. Volé? dites-vous. Eh bien! même en admettant que nos adversaires aient pensé aux ponts en fer, en ont-ils jamais construits? À les entendre, ils ont pensé à tout, mais ils n'ont rien fait.

Me serait-il permis de dire un mot de ce que nous avons fait pour les indigents, les malades et les miséreux? C'est le bilan de l'assistance publique et de l'hygiène: deux amies des pauvres qui cheminent ensemble. La loi de l'assistance publique a été mise en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1921; elle complétait sa première année, il y a quelques semaines. Quarante-vingt-neuf institutions s'y sont soumises, dont cinquante-trois catholiques, trente-deux protestantes et quatre israélites.

Nous avons la satisfaction de compter parmi nos clientes des institutions comme l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, l'hôpital Notre-Dame, Sainte-Justine, l'hôpital des Sœurs grises, le General Hospital et le Royal Victoria de Montréal, l'hôpital Laval, l'hospice Saint-Antoine, l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur, l'asile Sainte-Brigitte, la Crèche Saint-Vincent-de-Paul, La Goutte de lait, l'Assistance maternelle, la Ladies' Protestant Home de Québec ainsi que les hôpitaux de Sherbrooke, de Saint-Jean et bien d'autres.

Pendant l'année écoulée, nous leur avons payé \$410,793, soit \$35,000 par mois. Il nous reste un excédent auquel nous ne pouvons pas toucher et qui attend l'appel des indigents. La Chambre se rend-elle compte des misères que nous avons soulagées et comment nous avons sauvé de la faillite nombre de nos hôpitaux et de nos institutions de charité.

Dieu merci, nous ne nous sommes pas substitués à ces admirables institutions. Mais nous les avons aidées dans leurs œuvres de bienfaisance et de charité, nous leur avons fourni les moyens de poursuivre ces œuvres. C'est une satisfaction pour nous de coopérer avec ces institutions qui se dévouent au soin des malades et des indigents. Demandez-leur si l'action de nos officiers chargés de ce service a été pour elles une cause d'ennuis? Si les dangers qu'on prévoyait se sont réalisés?

Je laisse répondre les supérieures de deux de nos grandes institutions catholiques, l'une de Québec, l'autre de Montréal. Cette dernière écrivait ces jours derniers:

"J'accuse réception de votre chèque de \$10,000 pour frais d'hôpital des malades indigents, à compte sur les mois d'avril, mai et juin, vous priant d'agréer mes plus sincères remerciements. Je regrette d'avoir été dans l'impossibilité de vous rencontrer lors de votre passage à Montréal, la semaine dernière. Il m'aurait été agréable de vous exprimer de vive voix toute ma satisfaction du secours que nous recevons de l'assistance publique. Cette loi bienfaisante est tout à fait providentielle, ayant été promulguée au moment même où la plupart des hôpitaux subissaient une crise financière des plus sérieuses et, pour notre part, nous bénissons Dieu de l'avoir inspirée aux gouvernants très chrétiens de notre province. Grâce au revenu que nous assure l'assistance publique, nous pourrions satisfaire à nos besoins urgents, pour lesquels nous manquons absolument de ressources. Soyez assuré que nous gardons une profonde reconnaissance aux promoteurs de cette loi, ainsi qu'à ceux qui sont chargés de l'appliquer et qui veulent bien nous témoigner le plus bienveillant intérêt."

La supérieure de Québec écrit à son tour: "Le secours vraiment providentiel reçu de l'assistance publique depuis un an nous a permis d'améliorer de beaucoup le sort des enfants abandonnés, recueillis en notre asile. Soyez de nouveau remercié de ce beau geste de charité à l'égard de l'infortune. Nous profitons de cette circonstance pour vous adresser un témoignage particulier d'estime et de considération pour vos procédés charitables envers nous dans la distribution des biens de l'assistance publique. Ces procédés marqués du sceau d'une extrême délicatesse et de la plus parfaite loyauté nous touchent profondément. Puisse notre humble, mais sincère louange vous être le gage de notre religieuse gratitude. Notre prière appelle sur vous et sur votre bienveillant ministère les plus précieuses bénédictions du ciel."

Le curé d'une des grandes paroisses de Québec nous rend ce témoignage: "Laissez-moi vous dire que ces octrois ont été d'un grand secours à notre institution paroissiale, et je ne puis que me louer d'avoir demandé au gouvernement de reconnaître l'hospice Saint-Antoine comme institution d'assistance publique. En toute loyauté, je dois vous dire que l'application de la loi, en ce qui concerne notre hospice, n'a présenté ni difficultés, ni inconvénients, et je suis heureux de vous déclarer que la délicatesse avec laquelle nous avons été traités nous a profondément touchés."

M. Tancrède Bienvenu, trésorier de l'Hôpital Notre-Dame, disait récemment aux actionnaires de cette institution: "Le gouvernement provincial a complété sa loi de l'assistance publique et, aujourd'hui, l'aide que nous apporte cette loi assure en quelque sorte l'existence de nos hôpitaux, pourvu, bien entendu, que la charité publique continue à verser sa part." Et quel a été le résultat?

Les \$15,000<sup>3</sup> versés à la Crèche Saint-Vincent-de-Paul à Québec, qui, le mois dernier, hospitalisait 341 enfants, ont permis aux religieuses qui la dirigent d'y installer une buanderie et d'acquérir d'autres appareils hygiéniques. Avant notre loi, en septembre 1920, la mortalité, pour ce mois de septembre, avait été de 10 %; cette année, pour le même mois, elle est tombée à 3½ %. Au mois d'août 1920, elle était de 17 %, et cette année de 4 %.

En d'autres termes, dans ces deux mois, cinquante vies ont été sauvées. Je laisse la province et ceux qui s'intéressent à notre avenir juger des résultats de notre loi de l'assistance publique.

Nous avons fait encore davantage pour l'hygiène. Hier, au coût de près de \$100,000, nous achetions un gramme et quart de radium que nous avons confié à l'Université de Montréal...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les mêmes prix que ceux de la Commission des liqueurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorcency): ... sous la direction d'un jeune médecin qui nous fait honneur, le docteur Gendreau. Celui-ci est allé à Paris, à Berlin et à Rome se spécialiser dans l'application du radium, et bientôt l'Université de Montréal livrera gratuitement aux indigents des hôpitaux et, pour ceux qui peuvent payer, à un coût juste assez élevé pour couvrir les frais du laboratoire, les tubes destinés à combattre la terrible maladie du cancer. Dans ce domaine encore, notre province trace la voie à toutes les autres.

Nous ne nous sommes pas arrêtés là. Nous avons promis \$100,000 à l'hôpital Laval de Québec pour l'agrandir de façon à pouvoir y loger 100 enfants tuberculeux. Nous nous sommes également engagés à verser \$150,000 au grand hôpital du Mont-Lasalle, qui contiendra 400 lits, dont 200 recevront gratuitement les indigents. Bientôt, nous prendrons possession de l'Hôpital de Sainte-Agathe qui, avec ses 300 lits ajoutés aux 100 lits de l'Hôpital du Lac-Édouard, donnera à notre province 1,000 lits pour les tuberculeux. En calculant sur une moyenne de six mois de traitement par année pour chaque malade, ce sont 2,000 tuberculeux que l'assistance publique

permettra de traiter. Beaucoup guériront, d'autres mourront en paix, après avoir remplacé dans leur cœur l'amertume par la gratitude. Mais surtout, nous tarirons maints foyers de contagion, nous apprendrons aux malades à se soigner eux-mêmes et à ne pas contaminer leurs voisins, et nous créerons pour nos jeunes médecins de superbes cliniques.

Je laisse à la province le soin de juger si la loi sur l'assistance publique a fait du bon travail, et si son application a démontré les risques que certaines personnes bien intentionnées semblent penser qu'elle renferme.

Programme volé, clamera toujours la même voix! Le refrain est aussi pauvre que la chanson. Le chef de l'opposition s'est fait voler si souvent son programme qu'il a décidé par prudence de n'en plus avoir du tout. (Rires des députés)

Mon ami de Laval (M. Renaud) est sans doute impatient de me voir passer aux choses intellectuelles, lui qui a récemment parlé en termes si flatteurs des jeunes agronomes et ingénieurs sortis de nos écoles.

Mais, je serais injuste pour mon ami le secrétaire de la province (l'honorable M. David) si je ne lui rendais ici, en Chambre, l'hommage que lui décerne toute la province à raison des œuvres qu'il a accomplies dans le domaine de l'instruction, des arts et des lettres. Beaucoup de nos jeunes lui devront et leur culture et leur succès dans la vie. Il a donné à cette œuvre tout son cœur et toute son énergie.

Le gouvernement a raison d'être fier de son œuvre éducative. Je ne parlerai pas de nos \$3,000,000 que nous avons donnés à nos trois grandes universités de Montréal et de Québec, des \$100,000 qu'a reçus celle de Lennoxville, des octrois de plus en plus considérables que nous réservons aux écoles primaires, de nos deux écoles des beaux-arts à Québec et à Montréal, de nos prix de littérature, de la conservation de nos vieux monuments et des bourses que nous allons porter de cinq à quinze, pour permettre à nos jeunes gens les mieux doués d'aller compléter leurs études en Europe.

Je m'arrêterai un instant à l'octroi de \$10,000 que la Chambre a voté, l'année dernière, à chacun de nos collèges classiques. Parlant à Saint-Jean-Port-Joli, tout récemment, le chef de l'opposition a eu le triste courage de dire à ce sujet (je cite textuellement ses paroles): "Le gouvernement veut non seulement contrôler la presse, mais il veut aussi faire subir au clergé son influence ministérielle et politique... Il veut se rendre maître de nos collèges, et c'est pour exercer une influence inavouable qu'il leur accorde les deniers de l'État." C'est avec de pareilles habiletés, que le langage parlementaire ne me permet

pas de qualifier, que le chef de l'opposition a parcouru la province l'été dernier. Nous comprenons pourquoi les braves électeurs ont reculé du pied toute cette boue. Tant que le chef de l'opposition n'emploiera que de pareils arguments, il restera au poste où l'a cloué le bon sens de notre population.

Il nous accuse d'avoir voulu acheter nos collègues et notre clergé et, dans la même phrase, le malheureux s'écrie qu'il y a cinq ans qu'il prêche des octrois. De notre part, c'est une transaction misérable; chez lui, elle eût été toute vertueuse.

Nous avons accordé ces octrois à nos collègues à leur demande, parce que nous avons conscience de l'admirable œuvre éducative qu'ils accomplissent, et que nous étions assurés que la province serait bien récompensée du lourd sacrifice qu'elle s'imposait. Nous ne nous sommes pas trompés. Ces jours derniers, je recevais du supérieur d'un de ces collèges, le R. P. Lalande, une lettre très flatteuse, accusant réception du premier chèque de \$10,000. On me permettra d'en lire l'extrait suivant: "Ces \$10,000 nous arrivent à point. Nous comptons sur cet octroi pour défrayer les dépenses d'une douzaine de nos jeunes professeurs, étudiant en ce moment dans les diverses universités d'Europe."

Je crie bravo de tout cœur et je félicite le collège Sainte-Marie de sa belle initiative. Il a pleinement réalisé nos espérances et il ne saurait faire un meilleur usage des deniers publics que nous lui octroyons qu'en formant des professeurs qui donneront aux nôtres la science qu'ils ont puisée là-bas.

Collège acheté, gémit la voix d'outre-tombe. Celui qui se permet de lancer une telle calomnie devrait, je crois, retourner au collège pour y apprendre quelque chose qu'il ignore, s'il ne le trouve pas dans son cœur et dans sa conscience. Lorsque le chef de l'opposition affirme que l'argent donné aux collèges classiques sert à les acheter et que l'argent est dangereux, j'ai du mal à le suivre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai jamais dit ce que le premier ministre prétend. J'ai dit et redit que le gouvernement a tenté de leur faire accepter de l'argent qui venait de la Commission des liqueurs, et c'est vrai!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est ce que le chef de l'opposition a dit à Saint-Jean-Port-Joli, et je suis sûr que les collèges classiques apprécieront ce qu'affirme le chef de l'opposition. Heureusement que nos collèges pourront survivre à l'injure gratuite que leur a adressée le chef de l'opposition.

Je ne saurais clore le bilan de l'année sans dire justement un mot de notre loi des liqueurs, qui en est à sa deuxième année d'application. Pour être un succès réel, le système que nous avons inauguré l'année dernière devait donner d'excellents résultats, tant au point de vue moral que financier. Des prophètes de malheur nous prédisaient une double faillite. Voyons qui a eu raison. Cette loi a maintenant été en vigueur assez longtemps pour que nous puissions la juger. Je ne reviendrai pas sur les abus du passé, abus qui avaient provoqué une réaction violente contre le commerce de l'alcool parmi notre population. Pour être tempérante, notre population n'en est pas moins hostile à la prohibition totale. Cependant, même une ville comme Québec, qui représente pourtant assez bien la mentalité de notre province, avait été réduite, en face des désordres qui se commettaient, à voter la prohibition à une majorité de 4,000 voix.

Deux ans plus tard, alors que le nouveau régime lui était présenté, Québec l'acceptait à une majorité de 14,000. Et demandez à Québec si elle retournerait de préférence à aucun des anciens régimes.

Au point de vue financier, la première année de la régie des alcools nous a donné un bénéfice net de plus de \$4,000,000 qui nous a permis d'aider puissamment la colonisation, l'agriculture, l'hygiène et l'instruction publique, de racheter une partie de notre dette et de poursuivre avec vigueur la construction, la réparation et l'entretien de nos chemins, sans emprunter un sou.

L'alcool est cher, nous dit-on. Mais c'est dans Québec qu'il l'est le moins si vous y comparez les prix à ceux qu'on paie dans les autres provinces. N'oublions pas non plus que le jour où notre loi entra en vigueur, Ottawa doublait, sur les alcools, les droits de douane et d'accise. Chaque bouteille d'alcool que nous vendons est frappée d'un impôt de \$1.75 à \$2.00. On aura une idée de ce que ces droits représentent quand on saura que si nous avons fait un profit de \$4,000,000 avec à notre charge tous les risques du commerce, nous avons payé à Ottawa, en droits, \$8,000,000. Le seul mal qu'aient eu à se donner les autorités fédérales a été de présenter nos chèques à la banque.

**M. Dufresne (Joliette):** Les profits nets de la Commission des liqueurs sont trop élevés!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les biscuits doivent payer plus que cela<sup>4</sup>! Notre profit sur les ventes a été d'environ 18 %. Est-ce

exagéré, et y a-t-il beaucoup de vendeurs qui se contentaient de ce profit?

Voilà pour le côté commercial; voyons maintenant l'aspect moral. Il n'y a qu'une voix pour proclamer les bons résultats que nous avons obtenus. Avant notre loi, à chaque session, nous recevions délégation sur délégation des sociétés de tempérance qui nous demandaient des réformes. On ne les voit plus maintenant. Les seules que nous recevions sont formées des adhérents de l'autre camp qui voudraient rendre la loi plus large.

La Chambre me permettra de lui donner quelques statistiques intéressantes. Faisons une comparaison entre l'Ontario prohibitionniste et le Québec soumis à notre régime de liberté. Je puise aux statistiques fédérales. En 1921, la première année de la mise en vigueur de notre loi, le nombre des arrestations pour ivresse, dans la province a diminué de 1,919; en Ontario, pendant ce temps, il n'a diminué que de 523, tandis que dans l'Alberta, foncièrement prohibitionniste, le chiffre des arrestations augmentait de 302.

Le pourcentage des arrestations dans le "Wet Quebec" est de .007 % de moins que dans le "Dry Ontario".

Mais prenons quelques-unes de nos villes et comparons les années de mai 1920 à mai 1921 et de mai 1921 à mai 1922, c'est-à-dire la dernière année de l'ancien régime et la nouvelle année du nouveau système. Vous allez constater que les véritables amis de la tempérance n'ont qu'à se réjouir et se féliciter de notre loi. À Montréal seul, il y a eu durant la seconde période 1,471 arrestations pour ivresse de moins que durant la première. À Québec, le nombre des arrestations a diminué de 1,274 à 795, soit 479. C'est-à-dire que, depuis un an, à Québec, dans une ville de 100,000 âmes, et qui est en outre un port de mer, la moyenne des arrestations a été de deux par jour.

Elle est de une par jour aux Trois-Rivières, ville maritime et manufacturière, débouché de plusieurs centres industriels et comptant une population de plus de 25,000 âmes. Prenons la Rivière-du-Loup, ville de 8,000 âmes, où se trouve un dépôt de la Commission et des licences. De mai 1921 à mai 1922, on y a arrêté 36 personnes, soit trois par mois, ou une tous les dix jours. Passons à Hull, qu'on appelle le "bar d'Ottawa", et sur lequel les deux provinces ont les yeux. Nous mettons à notre crédit, pour l'année écoulée, 500 arrestations de moins. Je défie tous les "uplifters" des provinces prohibitionnistes de montrer un meilleur ou simplement un pareil record.

Nos gens boivent-ils encore trop sous le régime actuel? Ici encore les chiffres sont intéressants. Nous avons vendu l'année dernière pour \$15,000,000 d'alcool à tous nos acheteurs, canadiens comme étrangers, et l'on calcule que ces derniers forment une moyenne de 40 %. Disons, pour les fins de cette démonstration, que ce sont tous les nôtres. Notre population est d'environ 2,500,000. Chaque habitant a donc acheté pour \$6.00 d'alcool par année, soit 50 sous par mois, ou 1½ sou par jour! Est-ce exagéré au prix de l'alcool?

Prenons la région de Québec dont la population est de 800,000 âmes. La Commission y a vendu dans l'année 535,000 bouteilles, soit les deux tiers d'une bouteille *per capita*. Je ne sais trop si nos critiques se contenteraient d'une consommation aussi modeste! Je crois avoir raison de dire que notre loi a été un succès au point de vue moral. J'en donnerai largement le crédit à nos commissaires qui ont mis toute leur énergie, leur probité et leur travail pour obtenir ce résultat.

Nous avons toutefois un ennemi à combattre, ce sont ces vins médicamenteux dont on inonde nos campagnes et qui, dans nombre de cas, ne sont que du camouflage pour cacher le commerce illicite de l'alcool. Les vrais remèdes n'ont rien à craindre, les autres peuvent s'attendre à tout. Nous voulons contrôler rigoureusement ces produits, et n'en laisser la vente qu'aux pharmaciens brevetés, avec certaines restrictions auxquelles le commerce légitime trouvera facile de se soumettre, mais non pas l'autre.

Je m'arrêterai très brièvement aux autres mesures qu'annonce le discours du trône. La crise du combustible qui était très grave, il y a quelques semaines, est devenue moins aiguë, et la situation s'améliore. Nous avons nommé des contrôleurs. Mais revêtus d'aucuns pouvoirs, ils ne pouvaient qu'étudier la situation en attendant d'agir. Nous nous proposons de leur donner certains pouvoirs qu'ils pourront exercer chaque fois que les circonstances l'exigeront. Mais nous reconnaissons qu'il faut rester en dedans de certaines limites et ne pas intervenir inutilement dans le commerce légitime. Nous nous rappelons trop les difficultés qu'a rencontrées le gouvernement fédéral, pendant la Guerre, quand il a voulu contrôler le prix des denrées.

Le dernier recensement décennal a été un désappointement, tant pour la province que pour la plupart de nos villes. Montréal se croit amputée d'au moins 100,000 âmes; Québec en réclame 16,000 de plus que ne lui en donne le recensement. Notre province est grandement intéressée à ce que le chiffre de sa population soit exactement relevé. Ce

chiffre sert de base à notre représentation aux Communes. Le subside fédéral est établi d'après le nombre de nos habitants de même que les octrois pour l'agriculture, la voirie, l'hygiène et l'instruction technique.

Nous demanderons à la Chambre de nous autoriser à refaire partiellement ce recensement afin d'en contrôler l'exactitude, confiants que les autorités fédérales ne peuvent qu'approuver cette démarche de notre part.

Développement de nos pêcheries dans le Saint-Laurent, création d'une école de papeterie dans la région des Trois-Rivières et d'une école de gardes forestiers, voilà autant d'articles à notre programme qui rencontreront, j'en ai la certitude, un bon accueil de la part de la Chambre.

Il en sera de même du grand musée d'histoire naturelle dont nous voulons doter Québec. Nos forêts et nos rivières renferment mille variétés d'animaux et de poissons, nos richesses forestières et minières sont immenses. Il est nécessaire de les montrer à notre jeunesse studieuse et aux étrangers qui nous visitent. La construction, dans notre capitale, d'un musée moderne comblera une lacune qui existe depuis longtemps.

Il est une dernière mesure dont je veux vous dire un mot. Les écoles de réforme sont de véritables prisons qui, malheureusement, laissent un souvenir pénible dans l'âme des enfants qui y sont allés. Nous voulons enlever à ces écoles tout caractère de servitude pénale pour en faire des colonies agricoles et industrielles où, les jeunes gens, sur une belle et grande ferme, apprendront l'amour de la terre et jouiront d'une liberté que leur bonne conduite rendra progressivement encore plus large et plus généreuse. Nous voulons que les enfants, au sortir de leur séjour dans ces colonies, puissent, après avoir acquis le respect d'eux-mêmes, le conserver lorsqu'ils seront lancés dans la vie. Nous ne pourrions évidemment pas enseigner l'agriculture à ceux qui y sont réfractaires, mais nous emploierons tous nos efforts pour la rendre attrayante. Ce sera un autre pas vers le retour à la terre.

Notre population s'émeut, et avec raison, des ravages que cause, à Montréal surtout, le commerce des narcotiques. Peut-être y a-t-il exagération dans tout ce que nous lisons à ce sujet, mais il faut agir vigoureusement pour enrayer le mal, même s'il n'est qu'à ses débuts. La législation fédérale qui régleme les drogues est sévère; nous voulons la compléter. Le commerce devra être rigoureusement surveillé, laissé à certaines personnes spécialement autorisées à le faire, et qui devront se munir d'un



permis grâce auquel nous aurons un certain contrôle. Quant aux infractions, elles seront réprimées et punies avec la dernière rigueur.

J'ai commencé mes remarques en référant au chef de l'opposition; il me permettra avec sa bienveillance coutumière de revenir à sa personne. Il évolue évidemment. Après avoir jeté par-dessus bord le Parti conservateur fédéral, qui du reste ne veut guère s'accrocher à sa barque qui sombre, après avoir répudié solennellement les ennemis de sa race, - et je demande à mes amis de Saint-Georges (M. Gault) et de Westmount (M. Smart) de me dire qui ils peuvent bien être! - après avoir reproché la presse de notre province d'être vénale et vendue, mon honorable ami, à Saint-Jean-Port-Joli, s'est proclamé "journaliste fermier". "Je suis journaliste, s'est-il écrié dans ce joli village, et je ne crains pas les cultivateurs, car durant toute ma carrière j'ai été un des leurs."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tout à fait exact.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et dire que le grand Parti conservateur en est rendu à de pareilles flagorneries. Est-il étonnant que les désertions soient si nombreuses, et que mon honorable ami - que sa position de chef place au rang de l'artillerie lourde de son parti - ne trouve que de modestes tire-pois pour l'accompagner dans ses tournées de conquérant? Si notre journaliste fermier s'était limité à de semblables chinoïseries, nous nous contenterions à notre tour de sourire avec les braves gens de Saint-Jean-Port-Joli, et nous passerions outre en haussant les épaules. Mais, il est allé plus loin et c'est devant toute la Chambre que je veux relever ses paroles: "Si j'avais voulu garder le silence sur le commerce clandestin des liqueurs, en 1920, a-t-il ajouté, ou m'associer avec des politiciens ministériels pour faire frauduleusement ce commerce, j'aurais fait fortune." En présence de mon parti et du sien, j'invite le chef de l'opposition à nommer les politiciens ministériels qui lui ont offert de s'associer avec lui pour faire un commerce frauduleux.

Je n'ai pas le droit de lui dire que ce n'est pas vrai, mais j'ai le droit de lui dire qu'un honnête homme repousse un semblable marché et dénonce publiquement ceux qui le lui ont proposé. "S'il eût gardé le silence sur le commerce clandestin de 1920!" Mais quels sont ceux qui ont rompu le silence, qui l'ont dénoncé et qui l'ont tué, sinon les hommes qui gouvernent aujourd'hui, et cela, en dépit des obstacles suscités par notre journaliste fermier.

M. l'Orateur, vous ne me croirez peut-être pas, mais l'honorable chef de l'opposition ne s'est pas contenté de se proclamer journaliste fermier, il s'est prétendu l'ami par excellence de la classe ouvrière. Et pour le faire croire, il a publié une circulaire... Vous l'avez toujours connu comme un prosateur. Mais ici encore, l'évolution est complète. C'est en vers qu'il a fait ce touchant appel aux électeurs de Montréal lors de l'Assemblée du club Sauvé, ces jours derniers. Je cite textuellement:

"Vive Sauvé, notre chef courageux,

"L'ami de la classe ouvrière.

"Avec Sauvé, nous vivrons plus heureux,

"Et Québec sera plus prospère!"

Tous mes compliments à mon honorable ami. Cette ascension vers le Parnasse est un événement littéraire considérable et son commerce avec les muses marque une époque dans les lettres canadiennes. Je lui conseille ce genre léger; c'est celui qui convient le mieux à son luth.

Avec le Parti conservateur aux abois, répudié par les meilleurs éléments qui le composaient jusqu'ici, le chef de l'opposition évolue, ai-je dit, vers les fermiers, croyant trouver parmi ces braves gens un appui que lui refuse la masse de l'électorat. Dans cette évolution, il s'associe à tous les éléments malsains. Hier, l'un de ces prétendus chefs du mouvement fermier, au moment de tenir une assemblée à Sainte-Martine, distribuait la circulaire que voici: "Je porterai dimanche les plus terribles accusations contre le gouvernement croche, menteur, canaille et voleur qui nous dirige à Québec."

Le chef de l'opposition me dira peut-être qu'il n'entend pas être tenu responsable de ce que peut dire ou écrire le Dr Lamarre. L'excuse ne vaut guère, car tous deux appartiennent au même clan.

Mais voyons ce que le député des Deux-Montagnes a dit lui-même. Parlant à Saint-Canut, le 26 septembre dernier, il s'écriait: "Aujourd'hui, pour s'excuser de s'être enrichis dans le cours de leur carrière politique, des ministres de Québec disent qu'il faut être riche pour avoir de l'influence et imposer confiance. Ils ne veulent pas dire, par exemple, comment ils se sont enrichis."

Et l'honorable député des Deux-Montagnes prétend qu'il fait une lutte loyale et honnête, la lutte d'un gentilhomme. Cette allusion aux membres du cabinet est encore ce que j'ai vu de plus lâche et de plus perfide et, au dehors de cette Chambre, je la rejetterais à la face de son auteur avec tout le mépris que cela mérite. Je pourrais répondre d'un mot qui ne serait pas parlementaire, mais qui serait vrai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas vrai ce que vous dites là!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce que vous avez dit à Saint-Canut n'est pas vrai. Vous avez dit que les ministres sont des menteurs, des voleurs et la lie de la société. Le chef du Parti conservateur en est rendu à ces bas-fonds. Libre à lui. Mais je lui dirai que les cultivateurs de la province, profondément honnêtes et droits, repoussent avec mépris de semblables moyens. Beaucoup peuvent bien ne pas partager nos convictions politiques, mais demandez-leur si les hommes qui dirigent Québec, la province qui, au dire de ceux qui nous observent est la mieux administrée, sont croches, menteurs, canailles et voleurs, comme le proclame la voilette du chef de l'opposition, s'ils ont à cacher la manière dont ils ont gagné leur vie, comme il ose l'insinuer lui-même?

Nous sommes des hommes de faiblesse et de défauts, nous ne sommes pas exempts; nous pouvons commettre des erreurs. Mais mes collègues et moi voulons léguer à nos enfants un nom dont ils n'auront pas à rougir. Nous administrons honnêtement la grande province que le peuple nous a confiée et, pour chacun de nous, quand l'heure de rendre nos comptes viendra, nous aurons le cœur plus léger et l'esprit plus confiant que les calomnieux et tous ceux qui s'attaquent à la réputation d'autrui.

**Des députés** applaudissent longuement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes à la quatrième session de cette législature. Bientôt l'heure sera venue de nous présenter devant le peuple. Nous lui soumettrons nos œuvres. Il y a vingt-cinq ans, le Parti libéral a reçu de l'électorat le mandat de relever une province appauvrie, pas développée et presque découragée. Le Parti libéral a révolutionné tout cet état de choses. Nous montrons maintenant à notre population une province agrandie et prospère, instruite et industrielle, riche et pleine de foi en l'avenir. Et nous demanderons à ceux qui nous ont élus de nous continuer leur confiance pour que Québec, dans sa course vers les hautes destinées que lui réserve la Providence, réalise pleinement les espérances que nos prédécesseurs avaient formées et qui ont sans cesse inspiré nos efforts et nos travaux<sup>5</sup>.

**M. Dufresne (Joliette):** Je demande l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est demain vendredi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est ce que cela fait? Est-ce que le premier ministre n'a pas demandé l'ajournement hier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'était pas la même heure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous refusez d'accorder l'ajournement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. Il fait remarquer qu'il est trop tôt et il demande que l'on continue le débat jusqu'à cinq heures au moins. Il s'oppose à la proposition et demande à l'opposition de dire immédiatement tout ce qu'elle a à dire.

**M. Smart (Westmount):** La politique du gouvernement, qui semble avoir reçu l'approbation des banquettes ministérielles, et surtout du député de Brome (M. Oliver), est plutôt une partie de la politique préconisée par l'opposition depuis nombre d'années, laquelle politique n'a jusqu'à présent pu recueillir les applaudissements de libéraux, ni susciter aucun enthousiasme chez les sympathisants du gouvernement.

Lorsque l'opposition suggéra, en 1912, un changement dans la politique des chemins, le gouvernement a ri des propositions de oppositionnistes, disant que cette politique était inutile pour la province. Mais depuis, la même politique est préconisée comme un moyen de sauvetage.

Il est, dit-il, favorable à des mesures de protection de nos forêts, surtout pour les feux qui les ravagent. L'opposition recommande vivement cette politique depuis un grand nombre d'années, mais le gouvernement s'est plutôt conformé à une politique qui économise un sou et en prodigue mille. Jusqu'à présent, la politique du ministère a été une politique de bout de chandelle, dont le résultat a été d'énormes pertes dues aux feux.

Au sujet de la convocation des Chambres à une date plus avancée que d'habitude, la période que nous traversons n'est favorable ni à l'agriculteur, ni à l'homme d'affaires. Le prétexte est que le gouvernement est pressé d'amender la loi des chemins de façon à relever les municipalités de leurs obligations trop onéreuses à cause de la loi existante, et qu'il puisse préparer son programme de travaux d'entretien des routes pour l'été prochain.

Il se peut que quelques membres de la Chambre n'aient pas été mobilisés pour la bataille dans Labelle. Incidemment, le gouvernement y a plutôt dépensé son argent sans compter, ce qui inclut

la distribution gratuite d'alcool comme remède dans cette bataille, et il pense que la police de la Commission des liqueurs a fermé les yeux. Dans Labelle, le gouvernement a distribué toutes ses faveurs, des promesses et de l'alcool. Toutefois, le ministre de la Voirie (M. Perron) a fait des déclarations catégoriques sur la politique du gouvernement. Fier d'être responsable de la loi des chemins, il est allé jusqu'au point de déclarer que le gouvernement tomberait ou se maintiendrait avec cette loi. Après le jour du scrutin, il a dû voir les choses sous un jour nouveau, sinon la politique lui aurait été imposée par ses collègues, car deux mois après la déclaration faite à Papineauville, le premier ministre a annoncé un revirement complet. Il est évident qu'après l'élection de Labelle, le ministre de la Voirie a aussi modifié sa politique et en est venu à la conclusion d'endosser la plus grande partie du programme de l'opposition.

Ce qui veut dire que le ministre de la Voirie s'est ravalé, ce qui n'est pas une mince affaire, et ce qui doit avoir blessé son orgueil. Ce n'est pas très bien de sa part de faire une volte-face sur sa politique des chemins à peine deux mois après l'avoir adoptée. Il est assez évident qu'il était fâché et pas aussi bon qu'il en a l'air, si on se fie au langage plutôt violent qu'il a utilisé en parlant de l'opposition lors d'une récente réunion d'un club, où il a traité les oppositionnistes de rien-qui-vaille et d'hommes n'ayant aucun sens moral. Le premier ministre a dû sans doute entendre avec étonnement ces paroles sorties de la bouche d'un de ses collègues au ministère, lui qui reproche au chef de l'opposition ses violences de langage.

Le ministre proteste contre le fait de se faire appeler "cet homme Perron", mais il (M. Smart) s'est lui-même servi de l'expression parce qu'il était, comme il l'est encore, convaincu qu'il serait bien malheureux pour la province si le ministre de la Voirie devenait un jour premier ministre. Quant à ce que le ministre a à rétorquer aux critiques de l'opposition, la chose a autant d'effet que de l'eau sur le dos d'un canard. Si le ministère de la Voirie était organisé convenablement, il n'y aurait pas lieu de convoquer la session maintenant pour préparer le programme des chemins pour 1923.

Si la session a été convoquée à une heure aussi matinale, c'est un peu à cause de la question du combustible, ou la soi-disant crise du charbon qui semble embêter le gouvernement au-delà de toutes mesures. La situation s'est beaucoup aggravée à cause de l'entrevue qu'a donnée P. L. Wanklin, un des commissaires du combustible, qui avait exprimé

une opinion très pessimiste qu'il a tempérée quelques jours plus tard. Il semble que les gens de Montréal devraient connaître une situation difficile, mais peu importe la loi qui serait adoptée à ce stade-ci; il serait complètement inutile de permettre aux municipalités d'importer du charbon de tout endroit autre que les États-Unis.

Et si je comprends bien, le premier ministre a fait une déclaration relativement à la demande de Montréal que le charbon ne devrait pas être vendu à un coût moindre que le prix de gros, et qu'il voit encore moins pourquoi il donnerait à Montréal l'autorisation d'acheter du charbon. Même s'il est transporté de Grande-Bretagne, en quelques jours, il pourrait avoir de la difficulté à atteindre Montréal avant la fin de la période de navigation. Il devra donc venir des États-Unis, et si Montréal peut obtenir son charbon des États-Unis, les marchands le peuvent aussi. Ce qui fait qu'une loi d'urgence n'est pas nécessaire. Il est fort heureux pour les intéressés de n'avoir pas à compter sur le gouvernement pour leur hivernement. Il aurait été mieux de traiter cela plus tôt pour ceux qui voulaient acheter du charbon de la Grande-Bretagne, mais dans les circonstances actuelles, il ne pense vraiment pas que cela soit nécessaire.

Les subventions aux écoles primaires est une autre chose que l'opposition a fortement recommandée pendant et après la session, et leur seule crainte est que le gouvernement n'aille pas plus loin dans ce dossier.

En ce qui concerne le trafic des narcotiques, le public espère que le gouvernement prendra des mesures sévères pour enrayer les progrès si malfaisants de ce commerce. Donc, il accueille favorablement l'annonce du gouvernement de surveiller le trafic de drogues et de narcotiques. Selon lui, les sanctions que recevaient les contrevenants étaient tout à fait inadéquates. Le montant des amendes imposées sont de vraies bagatelles, et il voudrait que les gouvernements fédéral et provinciaux augmentent de beaucoup les peines pour ceux qui font le trafic de la drogue - ceux qui l'achètent devraient pour leur part plutôt être pris en pitié - et ils devraient poursuivre les importateurs et les trafiquants. Il parle de la loi des liqueurs qu'il critique dans ses détails d'administration comme dans ses effets.

Le gouvernement, dit-il, admet qu'il y a eu de gros abus en ce qui concerne les vins médicamenteux. Cela est bien connu depuis la promulgation de l'actuelle loi, et il maintient que les dispositions de la loi sont amplement suffisantes pour contrôler cela.

Cependant, il y a des vins sur le marché qui n'ont pas été enregistrés comme le stipule la loi fédérale, mais dont la vente libre est permise dans la province. L'actuelle loi prévoit une telle situation mais aucunement sa mise en vigueur. L'actuelle session est inopportune, elle n'est pas nécessaire et a été convoquée à des fins purement politiques.

Il fait quelques autres remarques.

**M. Smart (Westmount)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne):

Et nous demandons À Votre Honneur la permission de lui présenter très respectueusement:

Et nous prions très respectueusement Votre Honneur de nous permettre de lui représenter que, par la démission de monsieur Armand Boisseau, l'acceptation par messieurs Merrill Desaulniers, Amédée Monet, Edmond Robert et Auguste Tessier de nominations qui ont rendu leur sièges vacants dans l'Assemblée législative de cette province, les districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Chambly, Napierville, Rouville et Rimouski sont sans représentant à l'Assemblée législative.

Que le gouvernement a négligé de faire les élections pour remplir ces vacances comme il était de son devoir de le faire;

Que c'est le privilège incontestable des électeurs de chacune des divisions électorales de cette province d'être représentés à toutes les sessions de cette législature;

Que la négligence de la part du gouvernement d'accorder ce privilège aux électeurs des différents comtés plus haut nommés est une grave injustice commise à leur égard, une infraction flagrante du principe du gouvernement responsable et une violation coupable de l'esprit de notre constitution;

Que les élections à date fixe seraient un système plus juste que la méthode suivie actuellement par le gouvernement;

Qu'il est urgent de modifier la politique de voirie de manière à faire cesser le système ruineux qui a grevé si lourdement le budget de nos municipalités, sans leur avoir procuré les chemins permanents que le gouvernement leur avait promis;

Qu'il importe de simplifier le rouage de l'administration de la justice, de manière à rendre l'accès aux tribunaux plus facile et moins dispendieux avec moins de formules et de formalités;

Que le développement des richesses naturelles de la province s'impose de plus en plus et que le gouvernement devrait accorder une protection et un encouragement plus efficaces;

Que le gouvernement doit s'employer réellement à faire régner la tempérance d'une manière efficace, à licencier la vente des liqueurs sans affecter les justes revenus de la province, par une loi respectant la saine liberté du commerce, l'autonomie des municipalités et les droits de citoyens, mais très sévère contre l'intempérance ou les infractions;

Que cette Chambre désire aussi des écoles plus profitables au peuple et plus de protection à l'école primaire, une meilleure inspection scolaire;

Que la Chambre croit qu'il est de son devoir de signaler à Votre Honneur ces faits en même temps que sa condamnation de la conduite du gouvernement à cet égard.

**M. l'Orateur (M. Lemieux, Gaspé):** Cet amendement sera-t-il adopté ?

**Des voix ministérielles:** Drop! Drop!

**M. l'Orateur (M. Lemieux, Gaspé):** Dans mon opinion, les "non" l'emportent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre<sup>6</sup> soumettant que l'amendement soumis par le député de Westmount (M. Smart) n'est aucunement un amendement. Cette proposition n'est pas conforme à l'article 160 des règlements de la Chambre. Ce sont des représentations que l'on fait et non des amendements. Un amendement signifie de la part de celui qui le présente, qu'il ajoute ou retranche un ou des mots, ou une ou des phrases d'une motion principale déjà légalement soumise à la Chambre. Il ne croit pas que le document de l'opposition réponde aux exigences de cet article. Ce n'est pas, dit-il, un amendement régulier à la motion principale selon les règlements de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** défend l'amendement du député de Westmount (M. Smart) disant qu'il est parfaitement légal. C'est un amendement semblable à celui que présentaient les libéraux en 1896. Il se réfère au *Journal de l'Assemblée* de 1896, en citant une motion faite par M. Jules Tessier, à l'époque député de Portneuf maintenant sénateur, et déclare qu'elle a été rédigée dans un style semblable à l'amendement actuel. Il soutient que même si l'amendement écrit ne mentionne pas spécifiquement qu'il s'agit d'un ajout à la motion principale, le député de Westmount a clairement dit à la fin de son discours que c'était un amendement.

**M. Smart (Westmount):** Le gouvernement, dit-il, s'en fait pour un détail. Il ajoute au début de ses représentations ce qu'il manquait pour en faire un amendement. Que, à la fin de la motion dont la chambre est saisie, soient ajoutés les mots suivants: "Et nous prions, etc."

**Des députés ministériels** s'objectent à ce que le député de Westmount (M. Smart) présente ses représentations sous cette nouvelle forme.

M. l'Orateur (M. Francoeur, Lotbinière) soutient la position défendue par le premier ministre et rejette les représentations du député de Westmount (M. Smart). Il déclare l'amendement hors d'ordre. Il est, dit-il, irrégulier parce qu'il est contraire aux prescriptions de l'article 160 du règlement. L'amendement ne propose pas d'ajouter, de retrancher ou d'insérer des mots dans la motion principale. Rien dans cet amendement ne peut justifier de l'accepter. À son grand regret, il est obligé de le rejeter.

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Demande de documents:**

##### **Changement de chef-lieu dans Terrebonne**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, requêtes, résolutions, etc. adressées au gouvernement et des réponses du gouvernement concernant le changement du chef-lieu du district de Terrebonne.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **État des mandats spéciaux**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports

du Conseil et des articles 859-860 des *Statuts refondus de la province de Québec*, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Service et rapport du Conseil	Rapports du Conseil et mandats spéciaux				
		O.C. Nos	Dates	Montants	Dépenses	Non dépensé
				\$ cts	\$ cts	\$ cts
8	Services divers: Octroi pour l'érection d'un monument à la mémoire du cardinal Taschereau	697	19 avril 1922	10,000.00	10,000.00	
9	Agriculture: Encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration	698	19 avril 1922	100,000.00	100,000.00	
10	Charges sur le revenu: Timbres, licences, etc.	751	25 avril 1922	167,293.67	167,293.67	
11	Terres et Forêts: Protection des forêts	875	11 mai 1922	40,000.00	40,000.00	
	Service forestier et inspection des terres	875	11 mai 1922	35,000.00	35,000.00	
12	Agriculture: Encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration	930	17 mai 1922	50,000.00	50,000.00	
13	Agriculture: Encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration	946	31 mai 1922	50,000.00	50,000.00	
14	Services divers: Conseil législatif: Salaires, dépenses contingentes, etc.			2,500.00	2,500.00	
	Travaux publics et Travail: Entretien, etc., des édifices publics en général			100,000.00	100,000.00	
	Agriculture: Encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration			80,000.00	80,000.00	
	Enseignement vétérinaire			3,500.00	3,500.00	
	Horticulture			4,500.00	4,500.00	
	Apiculture			6,000.00	6,000.00	
	Colonisation, Mines et Pêcheries: Administration et vente de terres publiques pour fins agricoles			12,000.00	12,000.00	
	Services et inspection de lots de colons			5,000.00	4,998.40	1.60
	Chasse et pêche			15,000.00	15,000.00	
				680,793.67	680,792.60	1.60

Département du trésor, bureau de l'auditeur  
Québec, 26 octobre 1922

Jos. Morin,  
auditeur de la province

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

---

### NOTES

1. *Le Devoir* rectifie ce propos du premier ministre en précisant que ce n'est pas le député de Westmount, mais celui de Saint-Georges qui s'était opposé à ce que la réunion du parti conservateur ait lieu dans la salle des Chevaliers de Colomb.
2. Dans *L'Éclaireur* du 16 novembre 1922, à la page 3, on rapporte plutôt "mon ami de Labelle".
3. \$16,000 dans *L'Éclaireur* du 16 novembre 1922, à la page 3.
4. Le député de Joliette était propriétaire d'une manufacture de biscuits.
5. Selon *La Presse*, pendant son discours, le premier ministre a été souvent applaudi par les députés ministériels et souvent interrompu par des remarques de la gauche.
6. Selon le *Montreal Daily Star*, à la page 4, le premier ministre s'est levé sur cette question dès que M. Smart commença la lecture de son amendement.





Séance du vendredi 27 octobre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 11 h 10.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- des commissaires de l'école protestante de la municipalité de la cité et paroisse de Lachine incluant les villes de Lasalle et de Dorval, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite municipalité à élire un conseil de six commissaires et pour d'autres fins (M. Ashby);

- de la Montcalm Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec (M. Cannon);

- de la Dominion Corset Company demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);

- de M. Georges Painchaud, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de rétrocession par Joseph-F. Leblanc, ès qualité, audit Georges Painchaud (M. Poulin).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant que, dans la cité de Montréal, les terres en culture seront évaluées à une somme déterminée (M. Ashby);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);

- de la Société de prêt et placements de Québec, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Cannon);

- de Léopold Lamy, demandant l'adoption d'une loi confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente consentie par Léopold Lamy à St. Lawrence Paper Mills Limited (M. Mercier, Trois-Rivières);

- de The Pentecostal Assemblies of Canada, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant ladite

corporation comme corporation ecclésiastique avec droit de tenir des registres de l'état civil (M. Miles);

- d'Arthème Dutilly, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Poulin);

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Renaud).

**Rapports de comités<sup>1</sup>:**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Cannon pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à huit membres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Galipeault pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Moreau pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Daniel pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à six membres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Ashby pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à sept membres.

Adopté. (Applaudissements)<sup>2</sup>

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Létourneau pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

#### Questions et réponses:

F. H. Dunn

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. M. F. H. Dunn, mentionné aux comptes publics de 1920-1921, page 99, est-il en quelque qualité à l'emploi du gouvernement?

2. Si non pour quelle raison?

3. Une action a-t-elle été prise contre lui, soit en cour civile ou en cour criminelle?

4. Dans l'affirmative, quelle est la nature de l'accusation, ou quel est le montant réclamé et à quelle phase en est rendue l'action actuellement?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Non.

2. Parce que sa nomination a été révoquée par l'arrêté en conseil no 828, du 3 mai 1922.

3. Oui, deux plaintes ont été portées contre lui en cour criminelle.

4. Premièrement, pour avoir reçu du Connaught Park Jockey Club, différentes sommes d'argent s'élevant au montant total d'environ \$35,871, à des termes le forçant à les rembourser et à les payer au trésorier de la province de Québec en sa dite qualité officielle de trésorier, et pour les avoir frauduleusement converties à son usage. Deuxièmement, pour avoir sciemment produit un état et un rapport faux des sommes d'argent perçues par lui et confiées à ses soins pour le gouvernement de la province de Québec. Ces poursuites sont actuellement pendantes devant la cour.

#### Feux de forêts

**M. Smart (Westmount):** 1. Quelle est l'évaluation du montant des dommages causés par le feu aux forêts au cours de l'été dernier et à quelles causes ont été attribués ces dommages?

2. Combien d'hommes ont été employés à la protection des forêts au cours de l'été dernier?

3. Quel est le montant qui a été dépensé pour cette protection?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Nous ne pouvons présentement donner une évaluation complète des dommages causés, vu qu'il nous manque la majeure partie des rapports au sujet des récents incendies.

2. 1,390, sans compter le grand nombre d'aides réquisitionnés au besoin.

3. \$208,458.23 jusqu'à date, mais il y a plusieurs réclamations qui ne nous sont pas encore parvenues ou qui sont à l'étude.

#### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 26 octobre, sur la motion proposée le mercredi 25 octobre courant, à l'effet

que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Dufresne (Joliette):** Je suis heureux, de me lever pour dire ce que je pense. Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'attention l'honorable premier ministre hier. Je me propose d'abord de répondre au premier ministre. Il est entré dans cette Chambre avec sa carabine oratoire, une carabine chargée. Je ne sais pas si elle venait du comté de Labelle, mais elle était chargée de plombs, de pois et de whisky. Le plomb était dirigé contre le chef de l'opposition (M. Sauvé), les pois contre le député de Laval (M. Renaud) et le whisky contre le député de Joliette.

Nous avons été appelés, les honorables députés de cette Chambre, à nous réunir ici pour discuter ensemble les intérêts de cette province et de nos comtés respectifs. Il est de mon devoir, comme député représentant un des plus beaux comtés de la province, de prendre part à ce débat qui, à mon point de vue, est l'un des plus importants. J'ai écouté avec beaucoup d'attention et avec intérêt les honorables députés qui m'ont précédé, tant ceux de la droite que ceux de la gauche, au cours de la séance de l'après-midi d'hier, et j'ai prêté une attention toute particulière au discours de l'honorable premier ministre.

L'honorable premier ministre a débuté en parlant de l'opposition. Il a blâmé et attaqué personnellement l'honorable chef de la gauche (M. Sauvé), les députés de Saint-Georges (M. Gault), de Westmount (M. Smart), de Laval (M. Renaud) et de Joliette, parce qu'ils avaient pris part à l'élection de Labelle. Le premier ministre a voulu, par ces attaques, se venger des membres de l'opposition qui, au cours de la récente campagne, ont fait leur devoir en combattant la politique du gouvernement libéral. Je suis heureux, je suis fier de pouvoir vous dire sur ce sujet M. le ministre: "Nous sommes allés dans ce

comté, nous les membres de l'opposition, parce que nous savions que c'était notre devoir; nous y sommes allés, nous nous y sommes rendus pour combattre les abus du gouvernement.

Nous n'avons pas craint de faire face au ministère accompagné de la députation de cette Chambre et d'un grand nombre de membres du Parlement fédéral. L'élection dans Labelle a été remportée par de fausses promesses. L'opposition était faible en nombre, mais renforcée de courage, et jamais auparavant le gouvernement n'avait usé autant de son influence lors d'une élection, comme ce fut le cas dans Labelle. Jamais auparavant, il n'avait vu le gouvernement user tant de son influence comme ce fut le cas dans Labelle.

Le gouvernement a paru craindre grandement l'opposition pour s'être rendu dans Labelle en aussi grand nombre. L'élection terminée, qu'a fait le gouvernement, ou plutôt le premier ministre? Il s'est hâté de convoquer cette Chambre pour amender la loi de la voirie, de même que quelques autres lois. S'en est-il tenu là? Je soutiens que non. Le gouvernement trouvait le terrain glissant, il s'est empressé de faire main basse sur le programme de l'opposition. Cela a servi de leçon au gouvernement et le résultat a été la convocation immédiate d'une session pour lui permettre d'amender ses lois, conformément au programme adopté par le parti conservateur.

Au cours de son discours, l'honorable premier ministre a déclaré que j'avais dit, dans le comté de Labelle, que j'avais approuvé les mesures du gouvernement dans une moyenne de neuf fois sur dix. Je suppose que M. le ministre a lu cela dans *Le Soleil*, journal au service du gouvernement, et il n'est pas sans savoir que ce journal qui est toujours prêt à tout dire, qui est toujours prêt à tout faire, est bien plutôt la lumière du gouvernement que celle de la providence. Lors de l'élection de Labelle, j'ai dit que j'avais approuvé certaines mesures du gouvernement que je croyais bonnes et, désapprouvé d'autres qui me paraissaient mauvaises.

Tel doit être le devoir d'un bon député, de tout bon député d'approuver les mesures d'un gouvernement et de rejeter les mauvaises. C'est ce que, pour sa part, a fait le député de Joliette dans l'intérêt de sa province et dans l'intérêt de son comté. En toutes circonstances, il a, dit-il, agi consciencieusement et il sait distinguer une bonne loi d'une mauvaise. Il ne veut pas de mal au gouvernement, mais il croit que celui-ci peut amender sa politique de façon à satisfaire la population.

Le discours du trône nous rapporte que la récolte, cette année, a été abondante et le premier ministre nous a vanté ses surplus. Malheureusement, sur cette question, le gouvernement a oublié de nous dire que la province de Québec ne se vendait pas et, qu'au point de vue agricole et industriel, qu'elle était en arrière des autres provinces...

**Des voix:** Ah! Ah!

**M. Dufresne (Joliette):** Je le répète, la province est en arrière des autres provinces...

**Des députés** murmurent ou crient.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
En quoi sommes-nous arriérés?

**M. Dufresne (Joliette):** Je vais vous le dire...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
En quoi? Dites-le...

**M. Dufresne (Joliette):** Je vais vous le dire, et vous me répondrez tantôt. Nous sommes en arrière des autres provinces, parce que nous n'avons pas ici de manufactures de conserves alimentaires. Ontario est en avant de nous. En dépit des discours solennels de ce gentilhomme à propos de la prospérité de l'agriculture dans la province, malgré que les terres au Québec soient meilleures et que les fermiers québécois soient plus assidus que n'importe où ailleurs, le Québec doit encore importer des aliments de l'Ontario.

Je sais que, dans cette province, il existe 200 manufactures de produits alimentaires dont 100 appartiennent à la Dominion Cannery, et les autres à des compagnies indépendantes qui emploient des milliers de personnes à l'année et font la richesse de cette province. Québec n'en a pas et le gouvernement ne juge pas à propos, à l'exemple de celui de l'Ontario, de développer sur une plus grande échelle, l'industrie des produits alimentaires. Moi-même, cultivateur pendant de nombreuses années, je suis un épicier en gros et je suis obligé d'aller acheter mes conserves alimentaires dans l'Ontario, parce qu'il ne s'en fabrique pas chez nous. L'an dernier, j'ai parlé de la culture des tomates et le premier ministre m'a ridiculisé.

C'est une honte. Si le premier ministre veut être renseigné sur la culture des tomates, qu'il vienne s'informer auprès du député de Joliette. Et nous, de la province de Québec, la plus belle de la

Confédération, nous avons le sol et les cultivateurs voulus pour faire cette culture. Nous avons aussi les moyens de transport les plus perfectionnés, les chemins de fer les plus modernes et le plus beau fleuve du monde.

Notre sol est propice pour la culture ici des produits que l'on laisse le peuple importer d'une province voisine et qui ne sont pas supérieurs à ceux que nous pouvons tirer de notre sol. Les fermiers du Québec sont aussi intelligents et travaillent aussi dur que ceux de l'Ontario. C'est une honte pour nous que d'aller chercher des denrées alimentaires dans l'Ontario.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Est-ce que le gouvernement d'Ontario donne des octrois à ces fabriques de conserves alimentaires?

**M. Dufresne (Joliette):** Je vous le dirai tout à l'heure.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
Ce serait bien intéressant à savoir. Le député de Joliette (M. Dufresne) sait-il quelle part le gouvernement ontarien prend au développement, dans la province voisine, de l'industrie de produits alimentaires?

**M. Dufresne (Joliette):** Vous me répondrez tout à l'heure. Vous n'avez pas le droit de m'interrompre, vous, Monsieur le ministre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre.

**M. Dufresne (Joliette):** Vous me répondrez tout à l'heure.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
prie l'Orateur de rappeler le député de Joliette (M. Dufresne) à l'ordre.

**M. l'Orateur:** Je crois que le ministre de l'Agriculture a soulevé un point d'ordre...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
Oui, parce que mon honorable ami a couvert nos voix et qu'il a employé un langage qui n'est pas parlementaire.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Joliette doit s'adresser à l'Orateur et non aux membres de la Chambre directement.

**M. Dufresne (Joliette):** J'ai voulu dire que le gouvernement devrait aider au développement de l'industrie des conserves alimentaires.

Mes bons amis!...<sup>3</sup> les agriculteurs ne sont pas plus à l'aise cette année qu'ils ne l'étaient les années passées; si la récolte ne se vend pas, cela veut dire que notre commerce est mauvais et que l'argent est très rare. La classe agricole n'est pas prospère et le commerce non plus; nous voyons de nombreuses faillites comme nous n'en avons jamais vu dans cette province; cela nous prouve que la prospérité n'y règne pas.

Il nous faudrait dans chaque district une ferme école sur laquelle seraient établies des classes où les garçons de 12 à 15 ans apprendraient à lire et à écrire leurs règles simples et l'anglais si possible, où ils travailleraient en même temps sur la terre sous la direction d'un homme compétent et pratique. Le garçon qui sortirait d'une semblable école aurait le goût de la terre et pourrait faire la culture sous toutes ses formes. Dans la province d'Ontario, par exemple, on s'est appliqué à faire surtout de la culture intense, à établir des industries de produits de la ferme. Le gouvernement n'a pas aidé la province à subvenir à ses propres besoins. Avec une véritable aide à la formation en agriculture, le Québec pourrait subvenir à ses propres besoins.

Je demanderais au gouvernement de s'intéresser plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, à ces industries agricoles; je lui demanderais de s'occuper de l'agriculture qui est la base de notre richesse nationale, de l'industrie et du commerce en même temps, mais de s'en occuper en homme pratique, à l'avantage des cultivateurs et de la province.

J'ai demandé à la dernière session et j'ai fait connaître l'importance de la création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie. Le gouvernement n'a pas encore voulu suivre le conseil du député de Joliette. Le besoin s'en fait sentir aujourd'hui dans la crise du charbon. Si nous avions un ministre du Commerce qui s'occuperait de cette question du combustible, nous n'aurions pas à souffrir de ce malaise.

Le premier ministre nous a parlé de charbon. J'espère qu'il ne veut pas contrôler le commerce du combustible comme il contrôle celui des liqueurs. Si le gouvernement prend à sa charge l'industrie du charbon, comme il l'a fait pour les liqueurs, que le ciel vienne en aide au gens de la province, parce qu'ils vont payer cher leur charbon. Que l'on fasse contrôler le charbon par des gens qui connaissent cela. Je ne serais pas en faveur que le gouvernement

prenne le contrôle du charbon, comme il a pris le contrôle des liqueurs, pour exploiter le peuple comme il le fait actuellement, mais nous voulons qu'il s'en occupe pour protéger le peuple en choisissant cette fois des hommes d'affaires et des hommes compétents. Que l'on contrôle sévèrement la distribution du charbon, surtout pour en donner à la campagne, où l'on en manque.

L'honorable premier ministre a aussi parlé de la question de l'alcool. Quand le premier ministre parle de commerce, il parle d'alcool. C'est son commerce favori. Il l'a confié à une commission. Comme il aime à traiter ce sujet! Comme il a du plaisir à parler de la Commission des liqueurs! Quel sujet vaste à traiter! Mais il faut savoir se limiter. Ce n'est pas cette loi que le peuple a votée.

Qu'est-ce que la Commission des liqueurs? Je vais vous le dire, moi qui suis homme d'affaires. C'est un véritable trust organisé par le gouvernement qui tolère des profits exorbitants et scandaleux réalisés sur la vente des spiritueux, un trust épouvantable qui est d'ailleurs mal administré et je vais vous le démontrer.

En 1919, le gouvernement passait une loi appelée "Loi de la prohibition". Il s'agissait, dans le temps, de vendre de la bière légère, des vins légers et de l'alcool sur certificats du médecin. C'est cette loi que le peuple a approuvée et non pas la loi des liqueurs. On a trompé le peuple et ça été l'objet d'un grand scandale, le plus grand de toute la province. Le premier ministre a demandé les renseignements relatifs aux ministres qui avaient soulevé la question du commerce clandestin des liqueurs. Apparemment, il n'a pas une très bonne mémoire, sinon il se rappellerait qu'en 1921 l'opposition avait demandé une commission royale d'enquête afin d'examiner les infractions à la loi de 1919 par le commerce illicite de l'alcool, ce qui a été refusé, et une commission parlementaire a été offerte à la place.

Le premier ministre disait dans le temps au clergé: "Cessez de prêcher la prohibition et la tempérance, je vais vous donner satisfaction, je vais nommer un homme de confiance, un procureur général pour faire respecter cette loi que le peuple a approuvée." Est-ce que la loi du peuple a été respectée? La loi elle-même a-t-elle été respectée? Je dis non. Cette loi a été faite pour des profiteurs et pour des spéculateurs. Vous l'avez dit vous-même, M. le premier ministre. Vous avez dit que cette loi avait fait faillite. Vous avez dit plus que cela: "Je vais en faire une autre, et celle-là, je ne la soumettrai pas au peuple. Je vais la faire moi-même et je vais l'appeler la loi de tempérance."

Loi de tempérance! Quand il se vend pour \$15,000,000 d'alcool dans cette province et \$22,000,000 de bière. Une loi de tempérance, M. le premier ministre? Je dis non. Si les lois des liqueurs ont échoué, c'est en grande partie dû au gouvernement lui-même qui ne les a pas respectées. Si le gouvernement avait l'intention de maintenir ce commerce, pourquoi ne l'avoir pas laissé aux hommes d'affaires, qui depuis plus d'un siècle, tel que Chaput et Fils, Hudon Hébert, Hudon et Orsali, et plusieurs autres encore, qui connaissent l'importance de ce commerce et le faisaient avec beaucoup plus d'économie que le fait la Commission des liqueurs aujourd'hui.

Ces maisons vendaient des liqueurs embouteillées par des fabricants avec l'étiquette de la distillerie; le peuple savait, connaissait la marque qu'il achetait. Aujourd'hui, on achète des liqueurs et nous ne savons pas de quels fabricants elles proviennent. Je dis que la Commission devrait cesser l'embouteillage des liqueurs qui occasionne des dépenses extravagantes, telle que la construction de l'annexe à l'ancienne prison de Montréal qui a coûté si cher et une foule d'autres encore que je n'ai pas le temps d'énumérer ici.

Pour ma part, je dis que la Commission vend sa boisson à un prix exorbitant et je base mes paroles sur le pourcentage de 18 % net, déclaré hier après-midi par l'honorable premier ministre. Je dis que la Commission vend sa boisson avec un profit brut d'au moins 80 à 100 %. Déduisez donc le profit net du profit brut et il vous restera une marge de 62 % pour administrer les affaires de la Commission. Quel gaspillage! Quel coulage!

Le premier ministre a soutenu hier que les marchands avaient réalisé des profits plus considérables que ceux que réalisait la Commission des liqueurs. Je vais vous démontrer le contraire par mon expérience dans le passé. Je sais, par exemple, que lorsque le whisky coûtait \$3.90 le gallon, les marchands de gros le vendaient \$4.10, ne réalisant donc qu'un profit de vingt sous par gallon. Aujourd'hui, la Commission réalise un profit de \$10.55. Je vais donc communiquer à cette Chambre les prix coûtants et les prix vendeurs véritables des alcools.

Prenons le whisky d'abord. D'après la dernière liste, liste no 127, publiée par la Commission des liqueurs, une bouteille d'alcool (10 onces) 65 O. P. se vend \$1.70. Dans un gallon d'alcool, il y a 160 onces. Donc, un gallon d'alcool se vend \$27.20. Cet alcool, qu'elle vend à \$27.20 le gallon, coûte à la Commission des liqueurs \$1.67,

plus en droits et en taxes, \$14.85 et autres dépenses, \$0.13; soit, pour un gallon, \$16.65. Prix vendant, \$27.20; prix coûtant \$16.65; profit, \$10.55. Un baril contient de 40 à 42 gallons. La Commission des liqueurs fait donc un profit moyen de \$440 sur chaque baril d'alcool qu'elle vend. Sur le whisky canadien (réduit) qu'elle vend à \$1.50 la bouteille, la Commission des liqueurs réalise sur chaque baril un profit d'au moins \$1,000.

Lorsque des marchands honorables comme Laporte, Martin, Hudon, Hébert vendaient des liqueurs, ils faisaient un profit raisonnable, lorsque le whisky coûtait \$3.90 et que les marchands de gros le vendaient \$4.10 le gallon. Je connais ça, j'en ai vendu de l'alcool...

**Des voix ministérielles:** Oh, Oh! Honte! Honte!

**M. Dufresne (Joliette):** ...Oui mais je n'ai jamais pris une brosse avec ça! J'en ai vendu honorablement. Continuons.

D'après la dernière liste, la Commission vend des marques de brandy populaires (brandy Hennessy, Martel, Frappin, Prunier, etc.) à raison de \$50.40 la caisse. Les cognacs s'achètent en Europe à pas plus de 150 francs la caisse. Les cognacs qu'elle vend en moyenne, à raison de \$50.40 la caisse, coûtent en moyenne à la Commission des liqueurs en Europe, \$13.50; plus, en droits et taxes, \$18.30; plus le fret, \$0.75; plus, d'autres dépenses, \$0.15; soit, pour une caisse, \$32.70; prix vendant: \$50.40; prix coûtant: \$32.70; profit par caisse \$17.70.

Toujours suivant sa dernière liste, la Commission des liqueurs vend une bouteille de scotch \$4.20. Donc, une caisse se vend à raison de \$50.40. Les scotchs s'achètent en Europe de 50 à 60 shillings la caisse. Ce scotch, qu'elle vend à raison de \$50.40 la caisse, coûte en moyenne à la Commission en Europe: \$12.38; droits, fret, etc.: \$18.20; prix par caisse: \$31.48; prix vendant: \$50.40; prix coûtant: \$31.48; profit par caisse: \$18.92.

Comme elle le déclare dans cette dernière liste, la Commission des liqueurs vend une bouteille de gin de Kuyper \$4.35. Donc, elle vend une caisse de ce gin à raison de \$65.25. Ce gin, qu'elle vend à raison de \$65.25 la caisse, lui coûte en Hollande, \$5.70, plus les droits, taxes, \$38.18; prix coûtant: \$43.88; prix vendant, \$65.25; profit: \$21.37.

Le premier ministre nous a dit qu'il voulait habituer la population à boire du vin; il n'en prend pas les moyens. Ces vins, que la Commission vend à raison de \$2.25 le gallon, lui coûtent en Europe,

\$0.25; droits, \$0.55; fret, \$0.10; autres dépenses, \$0.05; prix coûtant \$0.95; prix vendant \$2.25; prix coûtant, \$0.95; profit par gallon \$1.30. La Commission fait un profit de 133 % sur le vin.

La Commission des liqueurs vend ses liqueurs à des prix qui devraient lui rapporter 80 % de profit, alors que le premier ministre annonce que les profits de la Commission ne sont que de 18 %. Il y a donc 62 % pour les frais d'administration, ce qui est exorbitant, car 15 % devrait suffire à tout homme d'affaires sérieux pour frais d'administration.

Le gouvernement a choisi comme membres de la Commission des hommes qui n'avaient pas d'expérience dans les affaires. Lorsque l'on a besoin d'un homme d'affaires, on ne devrait pas choisir un avocat; et lorsque l'on a besoin d'un avocat, on ne devrait pas faire appel à un homme d'affaires.

Je parle de ce que je sais; je suis un homme d'affaires. Les avocats s'imaginent qu'ils sont hommes d'affaires; ils ne le sont pas. Le premier ministre nous a dit qu'il faisait 18 % de bénéfices. Il a fait \$15,000,000 d'affaires avec l'alcool et \$4,000,000 de bénéfices. C'est plus que 18 %, ça, mais l'administration a coûté si cher qu'il ne reste plus que 18 %.

Laissons le commerce aux hommes d'affaires de la province dans l'intérêt de toutes les classes de la société. Le gouvernement n'a pas le droit de s'emparer d'un commerce et d'établir un trust comme celui de la Commission des liqueurs, le plus grand trust qui existe dans la province. Ah! Si nos hommes d'affaires agissaient comme le fait la Commission des liqueurs aujourd'hui, on les mettrait en prison. Je me demande avec raison si nous vendions notre marchandise à un prix aussi fabuleux que se vendent aujourd'hui les liqueurs, comment ferait le peuple pour vivre. Si le gouvernement a besoin de finances, il n'a pas le droit d'exploiter le peuple avec la vente des liqueurs, dans le but de se créer des revenus.

Le gouvernement se vante d'avoir des surplus. Je n'en suis pas surpris. En 1897, le gouvernement recevait \$3,900,000 de taxes, il a porté ces taxes à \$15,000,000; de plus, il a endetté les municipalités de 22 millions de dollars dans une seule année et augmenté la dette publique de \$35,000,000. Le gouvernement actuel vend pour plus de \$3,000,000 de notre domaine forestier aux Américains par année, valeur qui entre encore dans les revenus. Je dis que la conduite du gouvernement n'est pas justifiable, qu'il devrait changer sa manière d'agir. Je sais que dans cette province la classe agricole, comme toutes les autres classes, constate qu'il y a quelque chose qui ne va pas.

L'opposition a toujours prêché la fabrication de la pulpe. Sur cette question de la pulpe, le gouvernement a pris une partie de notre programme. C'est un commerce qui mérite une grande considération. C'est en travaillant à développer nos industries, nos pouvoirs d'eau comme l'ont fait les États-Unis, que nous deviendrons de plus en plus prospères.

Nous trouvons que le gouvernement ne travaille pas assez pour développer nos pouvoirs d'eau qui sont inexploités et les plus beaux du monde. Nous avons besoin de force motrice pour nos industries, nous avons besoin d'électricité. Comme l'a si bien dit le chef de l'opposition, le combustible est rare, ces forces motrices pourraient le remplacer avec de grands avantages. Le gouvernement devrait s'occuper de faire des dépenses pour ces industries plutôt que de les employer ailleurs dans des entreprises qui ne donnent aucun résultat.

Le gouvernement a fait des emprunts de quelques millions pour la Commission des liqueurs. Il a emprunté pour le commerce des liqueurs \$2,292,398.85, tel qu'il apparaît dans les procès verbaux de la Chambre.

Pourquoi ne ferait-il pas des emprunts pour aider au développement de nos industries? Pourquoi n'emprunte-t-il pas aussi pour développer nos forces motrices, emprunts qui rapporteraient beaucoup plus au point de vue national que le commerce des liqueurs?

Le gouvernement prétend que la province est prospère parce que nous avons eu une bonne récolte, mais il faut des marchés pour écouler cette récolte. Et puis, ceci n'empêche pas que des milliers de chômeurs manquent de pain. L'an dernier, les portes de nombreuses usines ont fermé, ce qui a fait augmenter de beaucoup le taux de chômage. Cependant, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour redresser la situation.

Il y aura bientôt quatre ans que je siége dans cette Chambre, j'ai entendu parler de beaucoup de choses, mais je n'ai jamais entendu parler d'aider le commerce et l'industrie. Je suis surpris de constater que le gouvernement néglige tous les commerces, sauf celui des liqueurs. En trois ans, le gouvernement a dépensé \$18,000 pour la publication d'annonces ou d'articles de journaux sur l'agriculture, tandis qu'il a dépensé, en une seule année, plus de \$40,000<sup>4</sup> pour annoncer les liqueurs. C'est là une profonde erreur. Non seulement le gouvernement spéculé sur les passions humaines, mais encore, il tâche de les provoquer, de les encourager, de les exciter par des annonces plus ou moins attrayantes.

Que ne donne-t-il pas la même attention à l'agriculture et au commerce en général? On nous répond que la province est prospère, que nous aurons une belle récolte. Mais comment veut-on augmenter la production agricole, si l'on n'a pas d'industries?

Je termine, M. l'Orateur, il était de mon devoir de me lever et de protester contre les abus du gouvernement. Je suis ici pour faire mon devoir. Mes électeurs m'ont élu pour vous dire ce que je pense de l'administration de la province. Je l'ai fait en toute sincérité. J'espère, que le gouvernement écoutera les suggestions que je lui ai faites, dans l'intérêt de ma province et de mon comté, et, M. l'Orateur, j'ai maintenant l'honneur de proposer l'amendement suivant:

Que les mots suivants soient ajoutés à l'adresse:

Nous demandons à Votre Honneur la permission de lui présenter très respectueusement, que les sièges de cette Chambre des districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Chambly, Napierville et Rouville sont devenus vacants par la démission de leur député respectif.

Que le gouvernement a négligé de faire les élections, comme il était de son devoir de le faire;

Que c'est le privilège incontestable des électeurs de chacune des divisions électORAles de cette province d'être représentés à toutes les sessions de cette législature;

Que la négligence de la part du gouvernement d'accorder ce privilège aux électeurs des différents comtés plus haut nommés est une grave injustice commise à leur égard, une infraction flagrante du principe du gouvernement responsable et une violation coupable de l'esprit de notre constitution;

Que les élections à date fixe seraient un système plus juste que la méthode suivie actuellement par le gouvernement;

Qu'il est urgent de modifier la politique de voirie de manière à faire cesser le système ruineux qui a grevé si lourdement de budget de nos municipalités, sans leur avoir procuré les chemins permanents que le gouvernement leur avait promis;

Qu'il importe de simplifier le rouage de l'administration de la justice, de manière à rendre l'accès aux tribunaux plus facile et moins dispendieux avec moins de formules et de formalités;

Que le développement des richesses naturelles de la province s'impose de plus en plus et que le gouvernement devrait accorder une protection et un encouragement plus efficaces;

Que le gouvernement doit s'employer réellement à faire régner la tempérance d'une

manière efficace, à licencier la vente des liqueurs sans affecter les justes revenus de la province, par une loi respectant la saine liberté du commerce, l'autonomie des municipalités et les droits de citoyens, mais très sévère contre l'intempérance ou les infractions;

Que cette Chambre désire aussi des écoles plus profitables au peuple et plus de protection à l'école primaire, une meilleure inspection scolaire;

Que la Chambre croit qu'il est de son devoir de signaler à Votre Honneur ces faits en même temps que sa condamnation de la conduite du gouvernement à cet égard.

**M. l'Orateur:** L'amendement sera-t-il adopté?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) parle en aparté au député de Saint-Jacques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mon honorable ami de Saint-Jacques a proposé l'ajournement du débat, c'est qu'il veut parler. Alors, ajournons le débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La motion a été proposée et ce n'est pas parce que le premier ministre ne veut pas qu'une chose soit faite qu'une motion doit être retirée.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Quand je voudrai parler, je n'ai pas besoin de l'avis du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais mon honorable ami ne niera pas qu'il ait proposé l'ajournement du débat.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Non, je ne propose pas l'ajournement du débat...

**M. l'Orateur** déclare que la seule motion a été l'amendement du député de Joliette.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose qu'ils devraient tout d'abord disposer de l'amendement pour ensuite continuer le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.



**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** n'est pas d'accord.

**M. Renaud (Laval)** demande la parole.

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Laval (M. Renaud).

**M. Renaud (Laval)** dit avoir écouté le discours du trône avec sagesse, mais il désire revenir sur une remarque que le premier ministre a faite à son égard hier. Il a dit que, lors de l'élection partielle de Labelle, je suis allé sur la tombe de Papineau, apparemment quelqu'un que j'aurais voulu remplacer. Je n'aspire pas plus à remplacer Papineau que je ne veux succéder au premier ministre. Je travaille pour mon comté, ma province et mon pays et ne suis aux crochets de personne.

Le premier ministre a dit encore que je suivais le chef de l'opposition avec un tire-pois. J'invite le premier ministre à venir me rencontrer dans une élection dans le comté de Laval. Il pourra tirer des pois tant qu'il voudra, et il trouvera des plats... Et je le défie de s'y faire élire.

On a dit, enfin, que j'avais attaqué les agronomes; non, mais j'ai dit qu'il y avait des employés incompetents dans le gouvernement, et je le prétends encore. Ce que j'ai dit, c'est que s'ils étaient compétents, ils ne recevaient pas le salaire en conséquence. Les salaires ne sont pas assez élevés pour attirer les meilleurs.

J'ai dit aussi que la loi des liqueurs était une entrave au commerce et je le répète. La loi des liqueurs est un trust.

J'ai dit que la politique de la voirie était une politique ruineuse; on nous a répondu qu'elle était parfaite, mais immédiatement après l'élection de Labelle, on nous a convoqués en session pour la changer, et le premier ministre a annoncé le grand changement que l'on sait.

On nous annonce que l'on va enlever aux municipalités un fardeau, en prenant à la charge du gouvernement l'entretien des chemins. On va enlever le fardeau pour l'avenir, mais on n'enlèvera pas celui qui existe pour d'ici à quarante ans. Les cultivateurs, grâce à la politique de la voirie du gouvernement, sont endettés pour 40 ans à venir. Dans mon comté, un grand nombre de cultivateurs sont maintenant à loyer sur leurs fermes; ils ont dû les vendre ou ils les ont perdues, ayant un trop lourd fardeau à porter pour payer les chemins. Voilà ce que le gouvernement ne peut nier.

Il n'a pas honte, dit-il de répéter en Chambre ce qu'il a dit au cours de diverses assemblées

politiques au cours de l'été. Il veut servir la province sur ses propres procès et non sur le procès du gouvernement ou d'un autre. Il n'est pas d'accord avec le premier ministre sur le fait que le gouvernement soit progressiste. D'après lui, aucun progrès n'est possible avant que les conservateurs ne reprennent le contrôle des affaires provinciales.

Il fait quelques compliments au chef de l'opposition.

**M. Smart (Westmount):** Puisque le premier ministre a eu l'obligeance de parler de lui dans son discours, tout comme certains autres membres de l'opposition, il voudrait dire qu'il n'était contre aucun membre de la Chambre. Il a démontré une attitude indépendante à la Chambre, il a approuvé les mesures gouvernementales qui étaient dans l'intérêt de la province et il a condamné celles qu'il croyait inadéquates. On a dit qu'il y avait des différends entre lui et le leader de l'opposition, mais il ose dire qu'il y a plus d'unanimité entre lui et le leader de l'opposition qu'il y en a entre le premier ministre et ses collègues. C'est bien connu qu'il y a eu une convention provinciale à Montréal et qu'il a pris part à la rédaction du programme conservateur adopté lors de la convention, et j'entends être loyal aux politiques établies et à mon chef, dit-il.

Il profite de l'occasion pour répondre au premier ministre qui a dit que le Parti conservateur n'avait pas de programme et montrer au gouvernement que l'opposition a bien un programme déterminé, copié par le gouvernement libéral.

Au cas où le premier ministre n'aurait pas eu la chance de lire le programme adopté lors de la convention des conservateurs, il le lit pour lui et pour la Chambre, dans l'espoir qu'ils puissent s'inspirer des principes et tirer avantage des paroles judicieuses qu'il insère. Et il le cite, se référant à la clause ayant trait à l'égalité des races et des religions. Il dit qu'il espère y attirer l'attention des libéraux particulièrement, puisque c'est le Parti libéral qui est sujet à introduire des questions religieuses, raciales et fédérales dans l'arène provinciale. Il cite quelques éditoriaux de journaux et lit quelques clauses de plus. Il lit un extrait de journal sur l'affirmation selon laquelle Montréal serait le "bouc" de la province.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député de Westmount (M. Smart). Il est en train d'enfreindre, dit-il, une règle de la Chambre en citant le programme en entier. Il lui fait observer que le règlement lui interdit de citer un document à moins que ce ne soit pour s'en plaindre.

**Des députés: rien**

**M. Smart (Westmount):** Je ne m'en plains pas, je suis plutôt fier de cela, mais je m'incline devant vos règles. J'ai hâte d'aider le gouvernement à avoir quelques idées. Je veux les éclairer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'ils essaient de prouver que le gouvernement n'a pas de politiques constructives alors que les conservateurs en ont, mais, apparemment, ils n'auront pas le droit de le faire.

**M. Smart (Westmount)** parle de la consommation d'alcool et dit qu'il ne peut pas accepter les chiffres du premier ministre en ce qui a trait à la consommation quotidienne d'alcool au Québec.

Accepter de tels chiffres serait aussi conclure que la consommation d'alcool aux États-Unis est nulle, car il y a la prohibition aux États-Unis alors que, si l'on se fie à certaines personnes bien informées, la consommation d'alcool y est plus forte actuellement qu'avant la promulgation de la loi. Il ne faut pas oublier qu'en plus de l'alcool vendu par la Commission, il y a un marché de contrebande qui prospère, mais ceci est un problème dont il souhaiterait parler en détail.

En ce qui concerne la consommation d'alcool, il dit que le premier ministre a divisé la consommation par la population totale de la province, ce qui comprend les femmes et les enfants, pour tenter de montrer que les dépenses en alcool n'étaient que d'un sou et demi par jour. Il se réfère aux nombreux contrebandiers qui font des affaires dans la province.

Comme l'heure est avancée, il propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

**Dépôt de documents:****Rapport du ministre  
des Terres et forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose le rapport du ministre des Terres et forêts de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1922. (Document de la session no 5)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi, 30 octobre courant à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente.

**NOTES**

1. L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) agit à titre de président *pro tempore*.
2. Des députés ministériels applaudissent et *Le Canada* mentionne que la réaction des députés s'explique du fait que ce comité était considéré comme le plus important pour l'étude de la législation présentée devant la Chambre.
3. Selon *La Patrie*, le député, après le rappel à l'ordre de l'Orateur, "s'adressant à ceux de la droite et croyant s'adresser à des électeurs" lança cette expression.
4. 41,000, selon *The Quebec Chronicle*, à la page 3.

Séance du lundi 30 octobre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de la corporation de la ville du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires de l'école protestante de la municipalité de la cité et paroisse de Lachine, incluant les villes de Lasalle et de Dorval demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite municipalité à élire un conseil de six commissaires et pour d'autres fins (M. Ashby);

- de la Montcalm Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec (M. Cannon);

- de la Dominion Corset Company demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (Cannon);

- de M. Georges Painchaud, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de rétrocession par Joseph-F. Leblanc, ès qualité, audit Georges Painchaud (M. Poulin).

**Employés  
du département  
des incendies**

**M. Laurendeau (Maisonneuve)** demande la permission de présenter le bill 150 concernant les heures de travail des employés du département des incendies dans certaines cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Affaire  
Blanche Garneau**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je soulève une question de privilège. J'attire l'attention, dit-il, de l'Orateur et des membres de l'Assemblée législative sur un article paru le 27 octobre dans le journal *The Axe*. Un nommé J. H. Roberts, de Montréal, publie à Montréal une feuille hebdomadaire appelée *The Axe* dans laquelle il se plaît à salir tout le monde.

Jusqu'ici, ce monsieur s'était tenu éloigné des affaires de la Chambre mais, samedi dernier, il est entré dans la Chambre, et a continué la même besogne. Il y avait dans son journal un article dont le titre était "Blanche Garneau", qui faisait affront à la réputation de chaque membre de la Législature. On se rappelle le meurtre de Blanche Garneau qui a fait beaucoup de bruit dans la province. Voici que sur l'affaire de ce meurtre, M. Roberts croit avoir trouvé les coupables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas rien que lui qui croit avoir trouvé les coupables.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En tout cas, s'il se trouve des coupables en dehors de ceux qui ont été accusés, ils ne sont pas à la Chambre des députés. D'après M. Roberts, les coupables seraient deux députés. Il accuse deux députés de cette Chambre d'être les meurtriers de Blanche Garneau, rien de moins.

Voici en effet, ce que publie Roberts dans *The Axe* du 27 octobre courant: "Les noms de deux membres de la Législature provinciale se trouvent impliqués dans ce sinistre crime et l'on peut entendre ouvertement mentionner leurs noms et discuter publiquement leur prétendue culpabilité dans la cité de Québec. Et l'on dit librement et franchement que la cause de l'inaction de la part des autorités pour élucider le mystère et traduire le coupable en justice tient au fait que ces deux personnes sont membres de la Législature."

C'est très clair. L'article que je viens tout juste de lire insinue quasiment que les deux coupables sont deux membres de cette Législature, que les gens de Québec en parlent ouvertement comme étant les meurtriers, et que, s'ils n'ont pas été arrêtés, c'est parce qu'ils étaient membres de la Législature.

Je ne m'étendrai pas sur le sujet mais, en conséquence, je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que cette partie du journal *The Axe* du 27 octobre 1922 qui se trouve dans la première colonne de la page huit dudit journal, immédiatement avant le sous-titre "Sinister Rumors" et qui commence par les mots: "The names of two members of the Provincial Legislature" et se termine par les mots: "being members of the Legislature" soit maintenant lu par le greffier.

**M. l'Orateur** soumet la motion.

Adopté.

**M. le greffier** lit ladite partie d'article ainsi qu'il suit: "The names of two members of the Provincial Legislature are coupled with the sinister crime, and one may hear their names openly mentioned and their alleged guilt publicly discussed in the city of Quebec, and it is freely and frankly said that the cause of inaction on the part of the authorities in clearing up the mystery and bringing the guilty to justice is because of the fact of these two persons being Members of the Legislature."

(Traduction)

"Les noms de deux membres de la Législature provinciale se trouvent impliqués dans ce sinistre crime et l'on peut entendre ouvertement mentionner leurs noms et discuter publiquement leur prétendue culpabilité dans la cité de Québec. Et l'on dit librement et franchement que la cause de l'inaction de la part des autorités pour élucider le mystère et traduire le coupable en justice tient au fait que ces deux personnes sont membres de la Législature."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la partie du journal *The Axe*, du 27 octobre 1922, qui vient d'être lue, constitue une violation des privilèges de cette Chambre.

**M. l'Orateur** soumet la motion.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'Orateur

lance un mandat ordonnant au sergent d'armes d'arrêter M. John H. Roberts de Montréal, directeur du journal *The Axe* et président de The Axe Publishing Company Limited qui publie ledit journal et d'amener ledit John H. Roberts à la barre de l'Assemblée législative le deux novembre 1922, à quatre heures de l'après-midi.

**M. l'Orateur** soumet la motion.

Adopté.

#### **Administration de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se lève sur une question de privilège. J'ai lu dans *La Patrie*, de Montréal, que l'on nous annonçait des révélations au sujet d'un état de choses scandaleux qui existerait dans l'administration des liqueurs à Montréal. On accuse certains hauts personnages d'avoir trempé dans une combinaison pour vendre de la boisson au char, de l'autre côté de la frontière. Est-ce l'intention du premier ministre de sévir contre le journal qui fait de pareilles insinuations ou de sévir contre les personnes qui se seraient rendues coupables de malhonnêteté. Il commence la lecture d'une dépêche de *La Patrie* intitulée "Ce que serait ce scandale de la loi des liqueurs" et parue dans l'édition du 28 octobre 1922 à la page 7.

**M. l'Orateur:** L'honorable député ne soulève pas une question de privilège. En vertu des règlements de la Chambre, un député ne peut pas soulever une question de privilège sur un sujet qui peut être discuté, à moins de procéder par un avis de motion. Comme l'article en question traite d'une question qui peut être discutée, il faudrait qu'il y ait eu un avis de motion. En vertu du paragraphe 82 des règlements parlementaires, nul député ne peut citer un article de journal passible d'entraîner un débat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dois-je comprendre que je ne peux pas lire cette dépêche?

**M. l'Orateur:** Comme l'article traite d'une question qui peut être discutée, je répète qu'il faudrait que l'honorable député procède par un avis de motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il désire poser une question au premier ministre et qu'il ne veut nullement engager un débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne connais rien de cela. C'est probablement pure fantaisie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se dit heureux d'avoir obtenu une réponse indirecte du premier ministre, mais il voudrait que celle-ci soit plus complète.

**M. l'Orateur** fait observer au chef de l'opposition qu'il devra suivre la procédure ordinaire, c'est-à-dire faire une motion en bonne et due forme.

#### **Train-école du ministère de l'Agriculture**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) annonce aux députés que le train-école du ministère de l'Agriculture est à la gare du Palais en ce moment; il les invite à aller le visiter.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 27 octobre, sur l'amendement qui a été proposé le 27 octobre courant sur la motion proposée le mercredi 25 octobre courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et qui se lit comme suit:

Que les mots suivants soient ajoutés à l'adresse:

Nous demandons À Votre Honneur la permission de lui présenter très respectueusement, que les sièges de cette Chambre des districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Chambly, Napierville et Rouville sont devenus vacants par la démission de leur député respectif;

Que le gouvernement a négligé de faire les élections, comme il était de son devoir de le faire;

Que c'est le privilège incontestable des électeurs de chacune des divisions électorales de cette province d'être représentés à toutes les sessions de cette législature;

Que la négligence de la part du gouvernement d'accorder ce privilège aux électeurs des différents comtés plus haut nommés est une grave injustice commise à leur égard, une infraction flagrante du principe du gouvernement responsable et une violation coupable de l'esprit de notre constitution;

Que les élections à date fixe seraient un système plus juste que la méthode suivie actuellement par le gouvernement;

Qu'il est urgent de modifier la politique de voirie de manière à faire cesser le système ruineux qui a grevé si lourdement le budget de nos municipalités, sans leur avoir procuré les chemins permanents que le gouvernement leur avait promis;

Qu'il importe de simplifier le rouage de l'administration de la justice, de manière à rendre l'accès aux tribunaux plus facile et moins dispendieux avec moins de formules et de formalités;

Que le développement des richesses naturelles de la province s'impose de plus en plus et que le gouvernement devrait accorder une protection et un encouragement plus efficaces;

Que le gouvernement doit s'employer réellement à faire régner la tempérance d'une manière efficace, à licencier la vente des liqueurs sans affecter les justes revenus de la province, par une loi respectant la saine liberté du commerce, l'autonomie des municipalités et les droits de citoyens, mais très sévère contre l'intempérance ou les infractions;

Que cette Chambre désire aussi des écoles plus profitables au peuple et plus de protection à l'école primaire, une meilleure inspection scolaire;

Que la Chambre croit qu'il est de son devoir de signaler à Votre Honneur ces faits en même temps que sa condamnation de la conduite du gouvernement à cet égard.

**M. Smart (Westmount):** Je vous parlais, vendredi, M. l'Orateur du régime alcoolique sous lequel nous vivons en ce moment, depuis que le gouvernement a pris le contrôle du commerce des liqueurs. Les chiffres que le premier ministre a donnés, en ce qui a trait à la consommation d'alcool, sont trompeurs et inexacts, parce que ce n'est pas la totalité de l'alcool vendu qui est passé par les mains de la Commission.

Le gouvernement base toute sa politique sur le commerce des liqueurs, et ce serait bien que les gens de la province le sachent. Je suis certain que l'histoire leur rendra justice en ce qui concerne leur régime alcoolique. Je veux vous montrer quelques exemples de ce beau régime. Des déclarations ont été faites sur la vente très libre d'alcool et, tout récemment, on m'a mis sous la main, dit-il, une lettre non signée où l'on offre de vendre du whisky provenant de la Commission des liqueurs à un prix moindre que celui établi et qui garantit d'en faire la livraison à n'importe quel point le long de la frontière internationale. Pour ce qui est du coût des opérations de la Commission des liqueurs, l'opposition ne peut pas savoir exactement les chiffres avant que leur rapport ne soit rendu public, mais il (M. Smart) présume que c'est autour de 25 %, alors que, dans le privé, le coût d'administration ne dépasse pas 7.5 %. Ce qui revient à dire que le prix de l'alcool pour le consommateur a augmenté de 17.5 %.

Le "bootlegging" existe dans cette province et il croit que cette coutume est encouragée et appuyée par un personnage qui est en relations très étroites avec la Commission des liqueurs. Si cela n'était pas le cas, pourquoi la Commission aurait-elle jugé nécessaire d'ouvrir un second magasin des liqueurs à Valleyfield? Personne ne voudrait prétendre sérieusement qu'un magasin n'était pas suffisant pour une ville de la population de Valleyfield, quand il n'y en a qu'un aux Trois-Rivières. L'explication en est pourtant facile. La demande des liqueurs est tellement forte dans cette partie de la province, si près de la frontière internationale, que la Commission a ouvert un second magasin. Il suffit de se tenir à la porte d'un magasin pour voir les gens venir acheter des liqueurs et s'en retourner aux États-Unis.

Au cours de l'été dernier, j'étais à Valleyfield et j'ai été stupéfait de voir ce qui se passait. Les bootleggers viennent des États-Unis sans se cacher et ils payent des jeunes gens, des jeunes garçons et même des femmes pour aller dans les magasins acheter des liqueurs pour eux, et quand ils ont ramassé assez de flacons, ils traversent la frontière précédés d'une autre automobile qui file en avant pour voir si la route est claire et que les "spotters" ne sont pas dans leurs jambes. Cette coutume se pratique ouvertement et est très démoralisante, et la Commission des liqueurs ne pourrait pas prétendre raisonnablement ne rien savoir de cela, parce que l'ouverture d'un second magasin à Valleyfield paraît être dans le but d'aider les bootleggers américains à s'approvisionner de liqueurs en quantité. Ce qui se passe à Valleyfield se passe aussi à Montréal.

Il y a une insatisfaction générale due à la loi des liqueurs et l'opposition prétend que les abus augmentent et deviennent répugnants. Il est temps d'y mettre fin, et la seule façon de le faire, c'est que le gouvernement cesse d'avoir le contrôle sur les liqueurs dans la province. Ces abus sont inhérents au système gouvernemental. Il faut que la loi soit rapportée le plus tôt possible. Elle a des effets pernicieux au point de vue moral, particulièrement en temps d'élections. Les gens ne veulent pas que le gouvernement s'intéresse au commerce des liqueurs. Le pire dans tout cela, c'est qu'il s'en est servi pendant le temps des élections pour démoraliser les électeurs, ce qui fut le cas dans Labelle. On a vu des gens qui travaillaient pour le candidat du gouvernement faire le tour du comté avec de la boisson alcoolique, ce qui a été désastreux.

Le premier ministre a parlé de la diminution de l'ivrognerie. Tandis que les chiffres ont peut-être diminué, la quantité de boisson dans les maisons et la consommation par les jeunes gens en particulier ont augmenté, parce que les liqueurs sont apportées dans les maisons comme jamais auparavant. Les jeunes pensent qu'il est vraiment à la mode d'apporter une flasque avec eux lorsqu'ils assistent à une soirée, comme cela se fait au Québec et sur une plus grande échelle aux États-Unis. L'intempérance n'a pas diminué, car le fait de pouvoir apporter des liqueurs chez soi aide l'intempérance. Le fait de boire chez soi est un des résultats de la loi actuelle qui dépassent de loin n'importe quelle statistique en ce qui a trait aux arrestations pour ivresse.

Il attaque le gouvernement concernant le fait que les employés du service civil sont sous-payés. Les salaires des employés civils sont trop faibles, déclare-t-il. Le gouvernement ne fait rien pour améliorer leur condition, mis à part l'instauration d'un système de pension et d'assurance. Cela ne répond aucunement à leurs besoins actuels. C'est le vieux principe du "qui vit comme un cheval reçoit du foin". Certains meurent de faim. On a entendu dire en cette Chambre que certains employés civils sont sur le bord de la famine. Il connaît un employé du palais de justice de Montréal, marié et ayant des enfants, qui gagne moins de \$14 par semaine. Ce n'est pas chrétien. Pendant ce temps-là, le gouvernement se vante de son surplus. Le gouvernement paye aux employés civils des salaires de famine.

Concernant la loi de l'assistance publique, le premier ministre doit savoir qu'une grande insatisfaction règne au sein des hôpitaux de Montréal. Les émissaires du gouvernement s'efforcent auprès des hommes les plus influents qui

supportent ces institutions, à tenter de les apaiser en leur disant que les choses seront corrigées après les élections. À l'origine, les hôpitaux recevaient \$1.50 par jour pour chaque patient indigent, et aujourd'hui, le gouvernement et les cités contribuent chacun pour un montant de 67 sous. C'est donc dire que les hôpitaux reçoivent 16 sous par jour de moins qu'auparavant pour chaque patient. Le gouvernement a établi ce montant de façon arbitraire, sans tenir compte des hôpitaux pour les patients n'ayant pas moins de six mois de résidence au pays. Le gouvernement insiste à présent pour qu'ils soient naturalisés, de sorte qu'une personne pauvre qui tombe malade et qui est ici depuis moins de cinq ans doit être soignée aux frais des organismes privés. Le gouvernement ne débourse pas un sou pour ces personnes et tente d'empêcher la cité de Montréal de coopérer avec les hôpitaux. Un patient coûte \$3.50 par jour.

Il enchaîne en citant un éditorial du *Montreal Daily Star* faisant état de la mainmise gouvernementale sur diverses taxes perçues à Montréal et selon lequel la cité s'est laissée manger assez longtemps la laine sur le dos et devrait se voir retourner une part des revenus des licences d'automobiles et de quelques autres sources. Il dit que c'est là la politique de l'opposition pour laquelle il se bat session après session.

Ce n'est pas surprenant que le gouvernement se vante de la merveilleuse position financière de la province, si on considère toutes les taxes et autres impôts, le commerce des liqueurs et les taxes qui reviennent aux municipalités et à qui elles ont été soutirées. Le gouvernement oublie complètement que c'est au dur labeur de la population que la province doit d'être aussi prospère en dépit du fardeau de la taxation. Les dettes des municipalités sont plus lourdes que jamais et certaines sont au bord de la banqueroute, dû en partie aux importantes charges engendrées par la loi des bons chemins qui commence à inquiéter le gouvernement. La dette, qui était de \$24,000,000 en 1897, est aujourd'hui de \$50,000,000.

Il commente le fait qu'on ne retrouve aucune mention de la loi de compensation pour les accidents de travail, que le gouvernement a promis d'examiner durant l'intersession et pour laquelle il devait proposer des amendements plus équitables pour les ouvriers et les employeurs. Il ne croit pas qu'un bureau des accidents de travail tel que celui de l'Ontario serait applicable dans la province de Québec, pour une raison fondamentale, soit que la législation civile de Québec est basée sur un code qui

diffère complètement de celui de l'Ontario. Il croit cependant qu'il s'avérerait satisfaisant de créer un bureau médical d'examineurs pour protéger à la fois l'employeur et l'employé, et d'amender la loi de sorte à ce qu'aucune compensation ne soit accordée à moins de recevoir l'approbation des tribunaux.

Il parle ensuite des frais de licence qui sont chargés pour les véhicules motorisés et donne des chiffres démontrant que, dans la province de Québec, les frais appliqués à plusieurs marques de voitures sont deux à trois fois plus élevés que ceux des provinces et des États voisins. Pour une auto Ford, dit-il, on paie \$26.50 de licence à Québec tandis qu'à New York, pour la même licence, on paie \$8.75. Pas surprenant qu'avec de pareilles taxes le gouvernement ait de gros revenus. Alors qu'aux États-Unis un individu peut utiliser son automobile à l'année longue, cela est impossible dans plusieurs coins de Québec. Il dit que la politique prônée par l'opposition consiste à réduire le prix des licences pour les véhicules motorisés et les émettre pour des périodes de six mois, de sorte à ce que le propriétaire qui utilise sa voiture uniquement pendant les mois d'été n'ait pas à payer une licence pour la période de l'hiver durant laquelle il entrepose son véhicule. Il n'est pas raisonnable, soutient-il, que nos citoyens déboursent quatre fois plus, pour six mois d'utilisation, que nos voisins de l'autre côté de la frontière qui, eux, contribuent douze mois par année à l'entretien de leurs routes principales.

Quant à l'agriculture, il soutient que le gouvernement doit faire quelque chose pour augmenter le cheptel dans la province, dont la diminution a pour conséquence que beaucoup de la viande consommée ici provient de l'Ontario et des provinces de l'Ouest. Il y en a tellement qui entre dans la province, produite ou manufacturée à l'extérieur, que le gouvernement doit s'activer et poser un geste. Pour ce faire, il doit y avoir des hommes d'affaires au sein du gouvernement.

En terminant, je veux dire un mot sur la façon dont on traite les anciens soldats aux examens du Barreau pour être admis à la profession d'avocat. Je fais cette déclaration en connaissance de cause. La majorité des membres du Conseil du Barreau ont délibérément fait de la discrimination contre les soldats de retour du front au cours des dernières années. Ils les ont collés trois ou quatre fois et certains de ces candidats qui ont été recalés en savaient plus sur la loi que ceux qui les avaient jugés. C'est une question brûlante dans le monde juridique de Montréal; des représentations ont été faites au gouvernement à cet égard, mais sans résultat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel contrôle avons-nous sur le Barreau?

**M. Smart (Westmount):** J'attendais cette question. Je comprends qu'il n'a pas un contrôle direct, mais le premier ministre est au courant de la situation. L'examineur qui a la plus ostracisé les vétérans qui se sont présentés aux examens est précisément M. Fernand Roy, l'associé professionnel du premier ministre. C'est lui qui est à la tête de cette croisade contre les soldats de retour. Si le premier ministre ignore ces faits, il peut se renseigner auprès de son associé. Une petite clique contrôle les examens du Barreau de la province et celle-ci a délibérément fait de la discrimination contre les hommes qui ont servi leur pays outre-mer. Le gouvernement ne peut exercer qu'un contrôle très indirect, mais le premier ministre pourrait faire des représentations à ce sujet au petit groupe qui exerce cette croisade contre les soldats de retour du front et qui se présentent devant le Barreau de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Aux examens écrits ou aux examens oraux?

**M. Smart (Westmount):** Les deux, les examens écrits et oraux, particulièrement à ces derniers. Je ne veux pas aller dans les détails. J'ai parlé en général et je m'en tiens là. Si je suis bien informé, le premier ministre a été mis à la connaissance de cette question. Et je voudrais savoir ce que le premier ministre en pense. Approuve-t-il ou non, cette attitude?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Me posez-vous cette question? Les examinateurs du Barreau sont des hommes honorables. Quand ils corrigent les copies d'examens, ils ne savent même pas les noms des candidats. Je serais heureux si l'honorable député de Westmount amenait cette question devant la Chambre, sous la forme d'une motion, afin que nous puissions discuter la chose à fond.

**M. Smart (Westmount):** Je voudrais bien savoir ce que le gouvernement pense de la clique qui ostracise les anciens soldats au Barreau. Est-ce qu'il approuve ou bien désapprouve l'attitude de cette clique qui contrôle le Barreau et qui exerce cette discrimination?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je répète que j'espère que mon honorable ami me fournira l'occasion de vider cette affaire. S'il veut

provoquer un débat, il regrettera les paroles qu'il vient de prononcer. Les candidats auxquels il fait allusion ont été les mieux traités de tous les étudiants. Mon honorable ami me promet-il qu'il amènera de nouveau la question devant la Chambre?

**M. Smart (Westmount):** Je répète qu'il y a une clique dans le bureau des examinateurs du Barreau...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au représentant de Westmount (M. Smart) si, en faisant des insinuations, il pose des questions au gouvernement. Vous avez, dit-il, amené dans la question les noms de quelques membres éminents du Barreau de Québec, et si vous demandez des renseignements, je puis vous en donner qui ne vous feraient pas plaisir. Si vous voulez poser une question à la Chambre, je vous donnerai des informations qui vous feront regretter d'avoir soulevé cette question.

**M. Smart (Westmount):** Je ne parle pas de tous les membres de ce Barreau, mais de quelques-uns. Il a, dit-il, beaucoup de respect pour la plupart des membres du Barreau, mais il déclare que le petit groupe dont il vient de parler a dominé pendant trop longtemps. Il doit dénoncer les agissements d'une clique. Le premier ministre a été mis au courant de ces procédés et pourrait, s'il le voulait, les faire cesser, s'il les dénonçait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je sais qu'on a donné des avantages aux vétérans, mais posez une question devant la Chambre et je répondrai. J'invite le député de Westmount à donner des preuves sous serment de ses déclarations.

**M. Smart (Westmount):** Très bien, je le ferai, car je veux éclaircir cette affaire. Je ne demanderais pas mieux que de voir toute cette question éclaircie. Il termine son discours en disant que l'opposition continuera à combattre le gouvernement, afin de faire triompher le programme qu'elle a soumis à l'électorat.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** se lève. (Applaudissements)

Malgré que les remarques des orateurs de l'opposition n'aient en aucune façon altéré l'éloquent plaidoyer fait par le premier ministre, sur la politique de son gouvernement, il est peut-être bon qu'un député du côté de la droite, un député ministériel se



lève et se fasse l'interprète de ses collègues libéraux pour dire combien la très grande majorité de la Chambre a conservé pour le gouvernement une confiance illimitée, née des sentiments de progrès et de travail constant manifestés par l'honorable premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et ses collègues.

Le discours du trône, dont la députation a entendu la lecture au début de la présente session, contenait une brève revue de l'excellent travail accompli au cours de l'année que nous venons de terminer. Mais il énonçait aussi quelques-unes des principales lois que le gouvernement se propose de soumettre bientôt à la Législature.

Il convient de féliciter le gouvernement, tout d'abord pour la nouvelle qu'il nous annonce, qu'un nouveau recensement sera fait, afin que Québec ait justice. Le discours du trône dit en effet que "le dernier recensement fédéral a donné lieu à des plaintes réitérées, et les autorités municipales de plusieurs villes persistent à croire qu'il s'y trouve de nombreuses omissions. Un recensement défectueux étant de nature à nuire à la province et à lui faire perdre une partie de ses revenus, le gouvernement désire se faire autoriser à recommencer dans quelques villes le dénombrement de la population afin de vérifier l'exactitude du relevé qui vient d'y être fait." En sa qualité de représentant de la plus grande ville de la province, il tient à déclarer qu'avec les autorités de la cité de Montréal, il a protesté contre la façon avec laquelle le recensement a été fait et contre les injustices faites à la métropole lors de ce récent recensement fédéral. C'est au nom de la population de toute la ville de Montréal qu'il remercie le gouvernement de la province d'avoir songé à recommencer le dénombrement de notre population et de rendre justice ainsi à plusieurs villes importantes dont on connaîtra la réelle population.

Je félicite aussi le gouvernement pour la rapidité avec laquelle il pousse le mouvement intellectuel, en envoyant des jeunes en Europe, pour y parfaire leurs études. Le gouvernement demandera à la Législature de porter de cinq à quinze le nombre des bourses accordées chaque année aux jeunes gens les mieux doués qui peuvent ainsi aller en Europe parfaire leurs études littéraires et scientifiques. Il y a deux ans, le gouvernement inaugurait ce genre d'octrois dont ont bénéficié jusqu'ici plusieurs jeunes gens qui déjà ont fait grand honneur à notre province. Il veut encore, dit-il, remercier très vivement le gouvernement pour l'intérêt qu'il porte au développement, chez nos jeunes gens, de l'art, des lettres, et des sciences.

Le gouvernement aide aussi les écoles primaires. Il se propose d'augmenter considérablement cette année les octrois aux écoles primaires. Après les millions versés à nos collèges classiques et surtout aux diverses universités de Montréal et de Québec, le gouvernement dirige ses mains charitables vers nos écoles primaires que, toutefois, il n'avait pas négligées jusqu'ici.

Le rapport du surintendant de l'Instruction publique, l'an dernier, nous démontre que, grâce aux octrois accordés par le gouvernement depuis 1916, les salaires des instituteurs et des institutrices, par exemple, ont été sensiblement augmentés.

Si nous reculons de quelques années, nous constaterons, en consultant les statistiques de 1912, que plus de 2,355 institutrices recevaient à cette époque un salaire variant de \$150 à \$200 par année. L'an dernier, 218 institutrices seulement avaient conservé cette maigre rémunération pour leurs services.

En 1912, seulement 547 institutrices recevaient un salaire variant de \$200 à \$250 par année, pendant que, l'an dernier, leur nombre était porté à 2,092; ce qui est encore un progrès considérable, surtout si nous remarquons encore qu'en 1912, 75 maîtresses avaient réussi à se faire payer par les municipalités un salaire annuel de \$300 à \$400, tandis que maintenant ces salaires sont payés à 1,678 d'entre elles.

Notons que ces diverses augmentations des salaires des institutrices ont été accordées par les municipalités grâce aux octrois de \$125,000 d'abord, puis de \$60,000, de \$30,000 et de \$10,000 faits par le gouvernement, depuis 1916, aux mêmes municipalités, à cette fin. Quatre octrois donnés aux municipalités, afin de leur permettre de mieux payer leurs institutrices.

Le gouvernement n'a donc droit qu'à nos plus sincères remerciements pour la part qu'il prend dans l'amélioration du sort des institutrices de la province. Et il a l'intention de donner de nouveaux octrois. Il soumettra peut-être d'autres mesures et il se peut fort bien qu'il pense aussi à améliorer le système de nos écoles normales, en augmentant le nombre des professeurs dans ces institutions, afin de mieux préparer les élèves qui s'y préparent à l'enseignement primaire.

De plus, le gouvernement pourrait bien accorder aux institutrices des écoles primaires l'outillage nécessaire pour continuer efficacement leur enseignement. Le gouvernement fera donc beaucoup pour avancer l'instruction; l'école primaire a progressé et elle progressera encore.

Monsieur l'Orateur, on ne semble pas donner beaucoup d'importance, dans ce débat, au problème pour la solution duquel la session a été convoquée, le problème du charbon. La situation est grave pourtant, à Montréal, en particulier, et il faut louer le gouvernement d'avoir pris des mesures pour empêcher le peuple de souffrir de la disette de charbon qui est inévitable. Le chef de l'opposition et ses collègues n'ont pas pris au sérieux le projet de loi que le gouvernement se propose de soumettre à la Chambre pour solutionner, dans la mesure du possible, la crise actuelle du charbon.

Lorsque la crise du combustible éclata aux États-Unis, un vif malaise se souleva dans toute la province et tout particulièrement à Montréal. Les autorités de la métropole eurent alors une entrevue avec les commissaires du combustible que le gouvernement provincial avait eu la sagesse de nommer et ces derniers, après une enquête, annoncèrent que Montréal, si la crise subsistait, se verrait privée d'au moins 60,000 tonnes de charbon pour l'hiver.

Le maire de Montréal et quelques échevins, pour ne pas dire la majorité, exprimèrent alors le désir de demander, pour la ville, l'autorisation à la Législature, d'acheter à même les fonds de la cité, 60,000 tonnes de charbon pour distribuer aux familles pauvres qui ne pourraient pas facilement s'en procurer aux prix exorbitants que l'on prévoyait. Le gouvernement n'a pas voulu refuser cette demande et l'honorable M. Taschereau, dans un télégramme envoyé au maire Martin, lui annonçait qu'il serait heureux de demander pour la population de Montréal que la Législature autorise cet achat. Était-il justifiable d'approuver un projet dont la classe pauvre bénéficierait?

Il a aussi été question d'étendre les pouvoirs des commissaires du combustible. Il est certain qu'un grand nombre de marchands de charbon n'auraient pas bénéficié de la crise pour distribuer leur combustible à des prix exorbitants, mais il est certain qu'il s'en serait trouvé pour exploiter les consommateurs, comme d'ailleurs la chose se voit assez souvent. C'est donc encore une bonne et sage politique que de fournir aux commissaires du combustible les pouvoirs nécessaires qui leur permettront d'éviter les abus en temps de crise.

Il apprécie, dit-il, le projet du gouvernement d'assumer à lui seul l'entretien des routes provinciales et régionales. Et, à ce propos, il tient à réfuter une fausse assertion du député de Laval (M. Renaud) qui, au cours d'une assemblée politique tenue récemment, accusait le gouvernement de

continuer ici une politique ruineuse et d'avoir déjà ruiné plusieurs municipalités par sa politique de voirie. Il a parcouru la province et n'a jamais entendu les cultivateurs se plaindre que la politique des bons chemins les avait ruinés.

Durant la campagne électorale du comté de Labelle, le député de Laval clamait que le gouvernement devrait dépenser un million pour la construction de nouveaux chemins et l'amélioration de ceux qui existent déjà dans cette division. À une récente réunion politique tenue à l'Académie Saint-Paul, à Montréal, le député de Laval se demandait pourquoi le gouvernement n'avait pas dépensé un autre million pour les routes de son comté. Que serait-il resté pour les autres comtés si le gouvernement s'était montré aussi généreux surtout pour le comté de Laval?

Le chef de l'opposition et un certain échevin (M. Bray), qui présidaient conjointement la réunion en question à l'Académie Saint-Paul, ont fait des déclarations au sujet de la voirie. Je réponds à la question soulevée ici, même si je l'ai déjà fait devant le Club Lafontaine dans ma propre section. Il est faux de dire que le gouvernement ait en aucune façon dicté aux administrateurs le procédé à prendre pour obtenir le paiement des pavages dans la métropole. Au contraire, lorsque les administrateurs de Montréal se sont présentés devant la Législature, leurs demandes ont été sérieusement étudiées et, en autant que les pavages sont concernés, ils retournèrent invariablement chez eux avec plein pouvoir d'agir comme bon leur semblerait.

Ils avaient d'ailleurs, selon leur charte, trois moyens à prendre pour rencontrer les frais de pavages. Il est encore faux que la Commission métropolitaine, créée par la Législature l'an dernier, ait le monopole des affaires de la cité de Montréal. La Législature a voté à l'unanimité la création de la Commission métropolitaine, et je préfère ce système à l'annexion par Montréal des municipalités handicapées dans leurs finances par la cité de Montréal. La métropole a huit représentants sur quinze qui composent cette Commission, et s'il est arrivé que Montréal a dû payer pour certaines municipalités, la loi prévoit à ce que celles-ci remboursent ces sommes qui ne constituent que de purs prêts payables avec intérêts.

Quant au sou du pauvre, il faudrait n'être pas très bien renseigné pour ne pas savoir que la cité de Montréal ayant d'abord imposé une taxe d'un sou par entrée pour les lieux d'amusements, afin de venir en aide aux institutions de charité, ce n'est que plusieurs années plus tard que le gouvernement provincial, réalisant qu'il lui fallait aussi faire quelque chose

pour les hôpitaux et les autres œuvres de charité, décida de doubler la taxe, remettant toutefois à Montréal intégralement ce qui lui revenait des taxes perçues. Le gouvernement aide nos hôpitaux, nos institutions de charité, grâce à cette loi, que nous avons passée à la dernière session. Pour cela, on a augmenté la taxe des théâtres et des amusements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement taxe donc encore.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Oui, M. le chef de l'opposition, le gouvernement taxe pour aider les pauvres. Les remarques faites par l'opposition à l'adresse du gouvernement au sujet du sou du pauvre sont injustes. Ce n'est pas la population de la province, encore moins celle de Montréal qui protestera contre cette taxe, car partout, excepté dans les rangs de l'opposition, on a compris que c'est celui qui s'amuse qui doit payer chez-nous pour ceux qui souffrent. Personne, je crois, ne songe à reprocher cela au gouvernement.

**Des députés ministériels applaudissent.**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** De plus, il est intéressant de noter que la part du gouvernement retourne presque entièrement à Montréal, qui compte les deux tiers des œuvres secourues par le gouvernement de cette province.

On a dit, le député de Westmount (M. Smart), je crois, que le gouvernement enlevait à Montréal ses sources de revenus, entre autres les revenus de la Cour de recorder. Rien n'est plus inexact. J'ai ici des chiffres...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui vous les a donnés?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je les tiens des officiers de la Cour de recorder. Le député de Laval (M. Renaud) comme l'échevin Bray ont déclaré faussement et publiquement que le gouvernement percevait illégalement la moitié des revenus de ce tribunal. La Cour du recorder ayant maintenant juridiction pour entendre les infractions aux règlements municipaux et celles contre les statuts provinciaux, il n'est que juste que le gouvernement perçoive la moitié des revenus provenant des dernières infractions.

Sur les \$175,000 de revenus perçus à la Cour de recorder l'an dernier, le gouvernement n'a retiré pour sa part que \$32,000; \$143,000 ont été versés à

Montréal et \$32,000 seulement au gouvernement; ce qui est loin d'être la moitié des revenus de la Cour du recorder.

L'honorable député de Joliette (M. Dufresne), dans son discours de vendredi dernier, a parlé de trois choses. Il déclarait que les industries de cette province ne recevaient pas assez d'encouragement de la part du gouvernement. Il nous a reproché de ne pas les aider. Sait-il que les industries sont nombreuses et prospères dans la province de Québec. L'Ontario a peut-être plus d'industries que nous, mais cela est dû au fait que notre voisine est plus proche des États-Unis. L'opposition devrait le savoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous le savions.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Grâce à sa situation, l'Ontario attire, plus que le Québec, les industriels américains qui y fondent des succursales de leurs maisons. L'honorable député de Joliette n'ignore pas cependant que nous avons, en 1905, 4,115 industries dans la province de Québec, représentant un capital de \$250,000,000, et qu'en 1920, nous en avons 10,540, qui représentaient un capital de \$860,000,000. Ce qui fait une belle augmentation en relativement peu de temps. En 1905, seulement \$251,000,000 étaient investis dans les diverses industries, tandis qu'aujourd'hui, nous constatons que plus de \$860,000,000 sont investis. En 1905, encore, le coût de la production était de \$213,000,000, pendant qu'aujourd'hui il est de plus de \$913,000,000. C'est donc indéniable que nos industries progressent normalement et il serait bien injuste d'affirmer le contraire.

L'industrie de la pulpe, qui représentait un capital de \$14,000,000 en 1906, avait un capital de \$160,000,000 en 1920. Que l'on nous montre des villes industrielles qui ont plus progressé que les nôtres, Shawinigan, Grand'Mère, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, etc. Il y a aussi les industries du bois, de la chaussure, de la viande qui ont progressé. Chacune d'elles a fait un pas rapide dans la voie du succès. Je proteste contre l'affirmation que nos industries ne progressent pas, et je suis certain que le gouvernement, qui les a aidées dans le passé, en développant nos pouvoirs d'eau, etc., les aidera encore dans l'avenir. La province de Québec deviendra la plus industrielle de tout le dominion.

Second point de l'honorable député de Joliette: il nous a dit que l'opposition était contre la loi des liqueurs. Ce fut le grand cheval de bataille de nos adversaires dans Labelle, et voilà que les électeurs de Labelle ont répondu par une majorité de plus de 500 votes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et les boîtes de scrutin?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'ai pas eu affaire aux boîtes de scrutin; demandez cela à l'officier rapporteur, mais si mon honorable ami veut discuter cette question, nous y reviendrons, et je ne crains pas de la discuter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je le ferai.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je suis surpris, d'entendre dire que les députés de l'opposition sont contre la loi des liqueurs, qui a été adoptée à l'unanimité, l'an dernier.

**M. Smart (Westmount):** Je proteste contre cette affirmation. Cette déclaration est erronée.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Ouvrez les journaux de l'Assemblée législative, et vous ne verrez pas un amendement que l'opposition ait proposé, rien qui a été fait pour empêcher la loi d'être adoptée. Si cette loi était mauvaise, pourquoi le chef de l'opposition et ses amis ne l'ont-ils pas dénoncée en Chambre et pourquoi ont-ils voté pour, en n'enregistrant pas leur vote contre cette mesure qu'ils trouvent scandaleuse aujourd'hui. Nous l'avons tous votée, et la différence entre les députés ministériels et les députés de l'opposition, c'est que les premiers ont eu le courage, après l'avoir votée, de défendre la loi devant le peuple.

**Des députés ministériels applaudissent.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre! L'honorable député de Saint-Jacques n'a pas le droit de dire que des députés ont manqué de courage.

**M. l'Orateur:** L'honorable député doit constater que son point d'ordre n'en est pas un.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'ai pas dit que les députés de l'opposition avaient manqué de courage, mais j'ai dit que les députés ministériels avaient eu le courage de défendre leur loi des liqueurs.

**Des députés ministériels applaudissent.**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je suis heureux de constater que les députés ministériels

ont le courage de défendre en Chambre une mesure qu'ils préconisent et qu'ils n'osent pas critiquer publiquement, une loi dont ils sont responsables...

**M. l'Orateur** intervient pour ramener le député à l'ordre.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'honorable député de Joliette a déclaré que le prix des liqueurs était trop élevé; il a omis de dire que le gouvernement fédéral, au temps où ses amis étaient au pouvoir, avait taxé l'alcool de \$10 le gallon. Le gouvernement Meighen a augmenté une taxe indirecte sur les liqueurs immédiatement après l'adoption de la loi des liqueurs.

Le député de Joliette (M. Dufresne) a parlé des profits, mais il a omis de dire qu'il n'y avait que \$2,800,000 de profits, que la balance des revenus de la Commission des liqueurs était le produit des amendes perçues pour les infractions à la loi; il a aussi omis de dire que le gouvernement provincial avait enrichi le trésor fédéral de \$6,000,000 en droits pour l'importance des liqueurs.

Je crois que je dois finir ici mes remarques, mais, avant de terminer, qu'il me soit permis d'ajouter qu'à mon sens les députés de cette Chambre ont toutes les raisons d'approuver entièrement le programme de cette session tel que tracé dans le discours du trône qui nous a été lu mardi dernier par Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

Ce discours fait mention que notre province est prospère à tous les points de vue et qu'elle est dans un excellent état financier. Il annonce plusieurs projets de loi qui seront sûrement appelés à contribuer considérablement à notre développement matériel, intellectuel et moral.

Le gouvernement, qui depuis si longtemps dirige les affaires de cette province, a conservé les bonnes et saines traditions administratives, qui lui ont été léguées par ses prédécesseurs depuis 25 ans.

Comme premier ministre, nous avons un homme d'une honnêteté à toute épreuve, d'une science raffermie par une longue expérience parlementaire et d'une capacité de travail qui n'a d'égale que son grand dévouement pour la chose publique et son affabilité. Admirablement secondé par ses collègues du cabinet, le leader de cette Chambre gardera longtemps, non seulement la confiance des députés, mais aussi celle de l'immense majorité des électeurs de cette province. Il restera, j'en suis sûr, assez longtemps au pouvoir pour accomplir les grandes choses qu'il nous a laissées entrevoir dans son dernier discours et pour nous faire

marcher d'un pas rapide vers les sommets si difficiles à atteindre du progrès, de l'intellectualité et de bonne renommée.

Avant de m'asseoir, comme je suis le premier député de ce côté-ci de la Chambre, qui a la parole depuis que l'honorable député de Joliette (M. Dufresne) a parlé, il est de mon devoir de protester énergiquement contre la déclaration qu'il a faite vendredi dernier contre la classe agricole de cette province. Il a affirmé avec l'énergie du geste et la violence du ton déclamatoire que la classe agricole de cette province était arriérée, la plus arriérée du dominion.

**M. Dufresne (Joliette):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** J'en prends à témoins tous les députés de cette Chambre.

**M. l'Orateur** se lève et signale que l'honorable député veut soulever un point d'ordre. Il donne la parole au député de Joliette (M. Dufresne).

**M. Dufresne (Joliette):** J'ai dit, M. l'Orateur, que la classe agricole était arriérée au point de vue de la fabrication des produits alimentaires.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je considère que ces sentiments sont blessants pour tous les députés de cette Chambre.

**M. Dufresne (Joliette):** Je n'ai pas dit cela! Je n'ai jamais dit cela! J'ai dit que, sous le rapport de l'industrie alimentaire, la classe agricole de notre province était en arrière des autres provinces et j'en ai blâmé le gouvernement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** J'ai été surpris de ne pas entendre le député de Laval (M. Renaud) protester contre ces paroles. J'aurais cru que l'honorable député de Laval, qui en plusieurs occasions s'est déclaré l'ami des cultivateurs, aurait désavoué les avancés de son collègue. J'aurais cru que l'honorable chef de l'opposition aurait bondi de son siège pour les réfuter.

J'ai répugnance, M. l'Orateur, à discuter ici cette phrase de nos débats qui a revêtu l'autre jour un caractère profondément offensant pour la grande majorité de ceux qui, dans cette enceinte, représentent les districts ruraux de notre province.

Tous, nous avons été étonnés d'abord, puis profondément attristés, de ce dévergondage de

langage, et tous, nous protestons de ce côté-ci de la Chambre, de ces affirmations aussi erronées que blessantes prononcées à l'adresse de ceux qui tirent de la fécondité de notre sol, par le dur et pénible labeur de leurs bras, le pain qui nous donne chaque jour la force et la vie.

Arriérés! Ces braves agriculteurs descendants de ceux qui depuis trois siècles ont colonisé, cultivé, civilisé et affranchi notre pays.

Arriérés! Ces humbles mais héroïques pionniers du sol, qui, sur cette terre d'Amérique, ont si vaillamment assuré la survivance de notre race, de notre langue et de notre foi.

Arriérés! Les nobles émules de ce Pierre Boucher, à qui tout le Canada agricole a rendu, il y a quelques mois à peine, dans cette ville même, un des plus durables et des plus glorieux hommages. Non, Monsieur l'Orateur, nous de ce côté-ci de la Chambre, nous ne partageons pas ces sentiments, ces sentiments qui blessent si profondément toute notre race, et il est de notre devoir de les répudier sans défaillance.

L'injure et les paroles blessantes avilissent toujours celui qui s'en sert, et c'est un bien piètre argument à employer, même pour défendre une cause que l'on croit juste.

Nous avons jusqu'ici écarté de nos débats un tel genre de discussion, lui laisser prendre pied, au dépend de nos agriculteurs, est chose espérons-le qu'à l'avenir, Monsieur l'Orateur, vous ne permettez jamais.

**Des députés ministériels** applaudissent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que le débat soit ajourné. Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à 7 h 30

#### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 30 octobre, sur l'amendement qui a été proposé le 27 octobre courant sur la motion proposée le mercredi 25 octobre courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement qui a été proposé le jeudi 27 octobre courant, sur la motion proposée le mercredi 25 octobre courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et qui se lit comme suit:

Que les mots suivants soient ajoutés à l'adresse:

Nous demandons À Votre Honneur la permission de lui présenter très respectueusement, que les sièges de cette Chambre des districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Chambly, Napierville et Rouville sont devenus vacants par la démission de leur député respectif;

Que le gouvernement a négligé de faire les élections, comme il était de son devoir de le faire;

Que c'est le privilège incontestable des électeurs de chacune des divisions électorales de cette province d'être représentés à toutes les sessions de cette législature;

Que la négligence de la part du gouvernement d'accorder ce privilège aux électeurs des différents comtés plus haut nommés est une grave injustice commise à leur égard, une infraction flagrante du principe du gouvernement responsable et une violation coupable de l'esprit de notre constitution;

Que les élections à date fixe seraient un système plus juste que la méthode suivie actuellement par le gouvernement;

Qu'il est urgent de modifier la politique de voirie de manière à faire cesser le système ruineux qui a grevé si lourdement le budget de nos municipalités, sans leur avoir procuré les chemins permanents que le gouvernement leur avait promis;

Qu'il importe de simplifier le rouage de l'administration de la justice, de manière à rendre l'accès aux tribunaux plus facile et moins dispendieux avec moins de formules et de formalités;

Que le développement des richesses naturelles de la province s'impose de plus en plus et que le gouvernement devrait accorder une protection et un encouragement plus efficaces;

Que le gouvernement doit s'employer réellement à faire régner la tempérance d'une manière efficace, à licencier la vente des liqueurs sans affecter les justes revenus de la province, par une loi respectant la saine liberté du commerce, l'autonomie des municipalités et les droits de citoyens, mais très sévère contre l'intempérance ou les infractions;

Que cette Chambre désire aussi des écoles plus profitables au peuple et plus de protection à l'école primaire, une meilleure inspection scolaire;

Que la Chambre croit qu'il est de son devoir de signaler à Votre Honneur ces faits en même temps que sa condamnation de la conduite du gouvernement à cet égard.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)<sup>1</sup>:** Le député de Saint-Jacques, (M. Vautrin) prétend que le député de Joliette (M. Dufresne) a insulté les cultivateurs en parlant de l'industrie comme il l'a fait. Le député de Saint-Jacques a été injuste par ses remarques à l'endroit du député de Joliette et il est coupable d'avoir déformé la réalité. Le représentant de Joliette (M. Dufresne) n'a pas attaqué les fermiers; il est lui-même un enfant de la terre et il éprouve une plus grande sollicitude pour les cultivateurs que le député de Saint-Jacques. Il n'a parlé que de l'industrie des produits alimentaires. Il a dit que la province de Québec est en arrière de celle de l'Ontario sous ce rapport, et je défie qui que ce soit de prouver le contraire.

Nous avons des industries prospères, je l'admets, mais cela ne dépend pas du gouvernement. La prospérité est le résultat d'un tarif conforme aux intérêts nationaux. La science a révolutionné l'industrie, le peuple a changé, celui de la colonisation aussi. Ce n'est pas le gouvernement de Québec qui a produit toute cette transformation. Il y a 25 ans, les besoins n'étaient pas les mêmes qu'à l'heure actuelle. Ce n'est pas le député de Saint-Jacques, ni le ministre de l'Agriculture (M. Caron) qui ont bâti une automobile, ça force déjà assez pour la conduire. Mais on prend tous les progrès de la science, on souffle le député de Saint-Jacques avec cela et on lui dit: c'est l'œuvre du gouvernement.

Le problème, c'est que le député de Saint-Jacques ne connaît en rien l'industrie des produits alimentaires du Québec et de l'Ontario. Je lui ai suggéré de dire à la Chambre combien il y a de ces usines au Québec. Il a dit qu'il pensait qu'il y en avait 32, mais qu'il ne le savait pas pour ce qui est de l'Ontario. Il y en a 200 en Ontario; le député devrait étudier la question avant de s'en occuper.

Je trouve étrange que lorsque la province se porte très bien et que l'industrie prospère, le gouvernement s'attribue le mérite; mais lorsque les affaires sont mauvaises, c'est toujours à cause des conditions mondiales. La référence au rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en est un des meilleurs exemples. Le rapport attribuait le déclin des mines aux conditions mondiales. Pour ma part, j'ai toujours compris que la prospérité de l'industrie était due aux politiques fiscales du pays et aux tarifs douaniers. C'est bien ce que les journaux de cette province, qu'ils soient libéraux ou conservateurs, ont toujours rapporté. Maintenant que les élections s'en viennent, le député de Saint-Jacques veut attribuer le mérite au gouvernement pour tout ce qui est bien.

Le gouvernement a profité à cause du développement industriel, à cause de la fiscalité, mais il n'a pas été démontré que l'industrie s'est développée à cause du gouvernement. C'était futile de la part du gouvernement de revenir sur le régime conservateur d'il y a 25 ans et de faire des comparaisons, comme il ne serait pas juste de la part des conservateurs de revenir sur le règne libéral précédant le régime conservateur. Serait-il juste de dire que si le développement industriel de la province n'avait pas atteint le niveau actuel, ce serait dû à l'imprévoyance du gouvernement Mercier?

Les choses et les gens ont changé depuis 25 ans. Le ministre de la Colonisation est aussi un homme différent avec des idées nouvelles. Le député de Saint-Jacques a fait l'éloge du gouvernement pour ses politiques en matière d'éducation, mais il a oublié que les commissions scolaires étaient gravement endettées, et il n'a pas beaucoup pensé à la sollicitude du gouvernement envers ces "chers enseignants". Le député de Saint-Jacques devrait encore une fois parcourir la province pour en apprendre plus sur les conditions réelles.

"Que de villes prospères!" s'est-il écrié en parlant de Shawinigan, Trois-Rivières, etc. Mais une prospérité factice résultant de l'aide substantielle apportée par le gouvernement pour le bénéfice des individus.

L'ancien ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier), a été maire de Trois-Rivières et il a aussi beaucoup parlé de la prospérité de Trois-Rivières. Les députés ministériels ont accepté ses paroles comme si c'était l'Évangile; et qu'est-il arrivé à Trois-Rivières? Une enquête judiciaire a démontré tous les problèmes qu'il y a eu là-bas, sous l'ancien ministre de la Voirie. L'histoire de la Page Wire Fence Company et des autres entreprises est

bien connue, tout comme il était notoire à quel point les politiciens étaient intéressés par Trois-Rivières. Le premier ministre a dit qu'il n'avait pas le courage de demander s'il n'était pas vrai qu'un ministre était un membre de la Sun Trust Co.

Il accuse de nouveau le député de Saint-Jacques (M. Vautrin) d'avoir favorisé la commission métropolitaine. Il nie que l'opposition ait consenti à sa création et il dit plutôt qu'il s'y est opposé pendant des jours en comité des bills privés en Chambre. Sa création est en faveur de ses amis, ceux qui ont des intérêts immobiliers dans les municipalités avoisinant Montréal. Le gros problème, c'est qu'un grand nombre de votes en Chambre sont tenus sans trop de réflexion.

Il nie aussi que l'opposition ait voté en faveur de la Loi des liqueurs. L'opposition a toujours affirmé que c'était une mauvaise loi en principe, et il regrette que le député de Napierville (M. Monet) ne soit pas présent pour rappeler le débat qu'il avait mené dans l'opposition. Le député de Saint-Jacques n'avait pas raison de dire que l'opposition était en faveur de la loi des liqueurs, mais il était bien jeune et il ne lui rendrait pas la pareille dans sa façon de le traiter.

L'amendement proposé par le député de Joliette (M. Renaud) est conforme aux idées que préconise l'opposition qui demande des élections à date fixe. Quant à moi, j'ai toujours proclamé que j'avais assez de largeur de vue pour approuver ce qui était ou est bon chez mes adversaires, pour condamner les erreurs de mon parti, et j'ai payé cher pour avoir été ce que je suis encore. Je prie mon ami Calder de Montréal de ne pas l'oublier.

Jeudi dernier le premier ministre a prononcé un discours de campagne électorale dont certains passages convenaient à un auditoire vulgaire. Le premier ministre m'a porté des coups très douloureux. Je ne conçois pas que lui (l'honorable M. Taschereau), qui a du talent, puisse parler ainsi. On nous accuse d'impolitesse, mais c'est pour mieux nous dire des injures.

Le premier ministre a voulu me provoquer en duel. Le premier ministre dit que j'emplissais mon siège, mais que j'étais un lâche. Je ne vois pas comment le premier ministre puisse croire donner toute la mesure de son intelligence et de son éducation en parlant ainsi. Je ne suis pas un pugiliste. À coup d'arguments et de raison, très bien, face à face, mais à coups de poings, si le premier ministre persiste, je vais demander Olivar Asselin de venir à mon secours. Je n'irai pas me risquer de me fendre les mains.

D'ailleurs je ne trouve pas cela convenable, et ce n'est pas convenable, et ce n'est pas mon genre de faire lancer des roches et des œufs pourris à mes adversaires<sup>2</sup>.

Le premier ministre a fait des personnalités blessantes, incapable de combattre la thèse inattaquable que j'ai soutenue avec dignité, sinon avec talent. Le premier a encore eu recours à la manœuvre du porc-épic pour défendre ses abus et les abus de son gouvernement. Ce qui est étrange, c'est que le premier ministre reproche à son adversaire ce que tout le monde lui reproche à lui-même et ce qui a toujours été une faiblesse pour ses grands talents et ses qualités. Le premier ministre a dit des choses évidemment contraires à la vérité. Si pour m'attaquer, il s'est servi de pareils moyens, mérite-t-il les compliments de sa province?

Le premier ministre et ses suivants ont pris comme tactique de nous accuser d'impolitesse, afin de se permettre de nous dire des injures. Le premier ministre dit que mon parti est bien tombé depuis que j'en suis le chef, c'est possible, mais je crois qu'il ne convient pas au premier ministre de se proclamer lui-même aussi grand que les chefs libéraux du passé. Il y a peu d'hommes qui furent plus injuriés que moi par la presse du gouvernement depuis une couple d'années. On dit les pires choses sur mon compte. Je tiens à revendiquer mon honneur. Dans le cours de l'été, pour combattre l'estime que j'avais pu gagner chez les électeurs, des députés comme celui de Laurier (M. Poulin) ont dit les pires choses contre moi, inventées de toute pièce pour me faire tort.

On a été jusqu'à répandre dans une réunion où l'on se sentait à l'abri que si j'étais contre la loi des liqueurs et en faveur de la liberté du commerce, c'était parce que j'étais un ivrogne. L'on savait que jamais, en aucun temps, pas un jour, pas une heure, je n'ai fais le moindre abus d'alcool; le député de Laurier (M. Poulin) le savait, et pourtant, ces choses ont été dites. Le premier ministre qui me tient responsable de tout ce qui se dit contre lui-même par des gens que je ne connais pas, va-t-il, lui, accepter la responsabilité des paroles de ses collègues?

Le ministre de la Voirie (M. Perron) a été jusqu'à dire que l'honorable M. Patenaude couchait avec des chiens. Quant aux vers que le premier ministre a récités, ils sont moins mauvais que ceux qui se mettent dans son gouvernement. Le premier ministre a déloyalement déclaré que j'étais l'auteur de ces vers. Or, je n'ai même pas vu cette circulaire. Le premier ministre savait cela, mais il a dit le contraire. Est-ce comme cela qu'un discours est remarquable maintenant?

Le premier ministre a aussi dit que depuis que je suis le chef du Parti conservateur, le parti s'effondre lentement. Sans aucun doute, d'autres leaders du parti avaient plus de talent que le premier ministre lui-même, quelqu'un de remarquablement talentueux, mais pour ce qui est de la dévotion envers la province, je ne concéderai pas la supériorité ni au premier ministre ni à n'importe qui d'autre. Cependant, je n'ai pas peur de quelques coups, et même si je tombe, d'autres vont tomber avant moi.

L'honorable premier ministre a été injuste envers le député de Westmount (M. Smart) en déclarant qu'il n'avait accepté de prendre part à la convention conservatrice que parce qu'elle n'avait pas lieu dans la salle des Chevaliers de Colomb. Or, la convention dont il a parlé a été tenue dans la salle des Chevaliers de Colomb. La conduite de M. Smart a été celle d'un gentleman aux idées larges et dépourvues de tout préjugé. Il a tenu une conduite contraire à celle que, pour essayer de soulever des préjugés, le premier ministre lui a prêtée. La convention dont il a parlé a été tenue dans la salle des Chevaliers de Colomb. Pourquoi dire que M. Smart a pris part à la convention de son parti parce qu'elle n'avait pas lieu dans cette salle? Quel nom pourrais-je donner à une fausseté aussi méchante? Celui qui en est coupable parle d'honnêteté et de déloyauté!

J'invite le premier ministre à voir s'il n'y a pas de libéraux qui le menacent de mort. J'espère que si jamais, il est malheureusement assassiné lui aussi, il se trouvera un procureur général pour faire chercher les vrais coupables et les faire pendre, et que l'on ne jettera pas pour cela des innocents en prison pendant que les assassins seront au large.

Le gouvernement habite une maison de verre. Dans cette maison, il y a des filles de Jérusalem qui doivent pleurer sur elles-mêmes. Le premier ministre dit que son parti n'a suivi l'exemple du Parti conservateur rien qu'une fois: sur la session en automne. A-t-il dit la vérité? S'il n'a pas dit la vérité, a-t-il fait un excellent discours? Je connais assez mon histoire; j'ai lu assez de journaux pour savoir que le parti libéral a proclamé l'abolition de Spencer Wood et du Conseil législatif. Il y a bien des années, lorsque le premier ministre était un jeune homme et qu'il faisait parti de la "bonne vieille école libérale" dont il se glorifie encore, il dénonçait bien fort le cérémonial afférent à la monarchie, et il était scandalisé du coût annuel de Spencer Wood dont l'entretien s'élevait à \$7,000 du temps des conservateurs, et qui coûte maintenant au-delà de



\$45,000. Les dépenses du Conseil législatif ont plus que doublé. Le premier ministre a-t-il dit la vérité? N'est-il pas confondu devant les frais?

J'ai un autre exemple pour faire travailler la mémoire. Je me souviens de cette même époque de cette "bonne vieille école libérale", lorsque le premier ministre prêchait la doctrine de la vraie démocratie, il y avait des clameurs contre la Chambre haute. Il criait: "Finissons-en avec la Chambre des lords dans notre chère province de Québec" et "Pourquoi devrions-nous garder ces vieilles atrocités de la renommée de "la bonne vieille école libérale". Au contraire, les représentants de la démocratie vont jusqu'à briser leur bureau en applaudissant le premier ministre, lorsqu'il se réfère aux glorieux anciens leaders libéraux.

Et pourtant, après vingt-cinq ans de glorieux régime libéral ayant de vrais principes démocratiques, la Chambre rouge est toujours là et elle coûte encore plus cher. Il est étrange qu'aucun député libéral ne se lève maintenant pour dénoncer ces vieilles atrocités de la renommée de "la bonne vieille école libérale". Au contraire, les représentants de la démocratie vont jusqu'à briser leur bureau en applaudissant le premier ministre, lorsqu'il se réfère aux glorieux anciens leaders libéraux.

Le premier ministre a combattu les taxes imposées par les conservateurs, le Conseil de l'Instruction publique etc., autant de choses que défendaient les conservateurs. Le gouvernement a-t-il aboli ces choses? Les taxes, il les a doublées dix fois et il n'a pas aboli une seule de celles qu'il reprochait aux conservateurs. Je défie le gouvernement de me prouver le contraire.

Pas un libéral n'a élevé la voix pour demander d'être conséquent avec le passé libéral. Le premier ministre a fait plusieurs étranges déclarations depuis qu'il occupe sa haute position, elles ont toutes été contredites par les faits et par ses propres actes. Je ne rappellerai pas ses déclarations sur les meurtriers de Blanche Garneau. A-t-il promis au peuple de la meilleure boisson et à meilleur marché? Dois-je parler de son assertion concernant les profits de la Commission des liqueurs, 18 %, dit-il!

Le premier ministre a dit que le parti conservateur fédéral ne veut pas de moi. Eh bien, ses organes ne diront donc plus, et lui ne dira plus qu'Arthur Meighen et Arthur Sauvé ne font qu'un seul; ils ne diront plus qu'il ne faut pas avoir confiance dans Arthur Sauvé parce qu'il est l'associé d'Arthur Meighen. Le premier ministre n'a rien dit au sujet des opinions de M. King sur les provinces et la centralisation de l'État. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas répondu? C'est parce que sa politique est en flagrant désaccord avec les idées de M. King.

Dans la dernière partie de son discours, le premier ministre m'a traité comme le dernier des hommes, après m'avoir appelé au commencement: "Mon ami, le chef de l'opposition", "Mon ami, le député des Deux-Montagnes". Cela n'a-t-il pas l'air de manquer de logique et même de sens? Je crois plutôt que le chef du gouvernement a d'abord voulu me traiter comme un premier ministre doit parler à son siège, mais, qu'à la fin, il s'est embarqué sur son maigre dada pour revenir au galop vers sa chère malice, son cher naturel qui, n'eussent été de ses talents, l'aurait complètement et à jamais déconsidéré, il y a plus d'un quart de siècle.

Il appartient à cette école qui a traité ses adversaires avec toutes les injures que la langue française et la férocité iroquoise pouvaient trouver. Cartier fut traité de "charogne" par les gens de l'école du premier ministre. On a dit que M. Tellier était bon pour faire un maire de campagne, mais pas un chef de parti ou de gouvernement. Que n'a-t-on pas dit contre MM. Chapleau, Taillon, Flynn, Chapais, Leblanc, Cousineau? Le 24 novembre 1893, *L'Électeur*, organe du parti du premier ministre disait en parlant des ministres conservateurs: "M. F.-X. Lemieux, habitué à défendre les voleurs, s'est cette fois constitué leur accusé." Quels étaient les ministres voleurs? Était-ce l'honorable M. Alphonse Nantel? Je le demande à l'honorable secrétaire provincial. Était-ce l'honorable M. Flynn? Et c'est le premier ministre, ancien rédacteur de *L'Union libérale* qui se plaint de ma sévérité.

Si le Parti conservateur fut si grand, pourquoi les gens de l'école du premier ministre l'ont-ils toujours traité de "parti pourri"? La vieille école du premier ministre a traité La Fontaine de vendu, de "conservateur fasciné à l'école de Cauchon".

Le premier ministre ne pensait pas que l'opposition lui fournirait l'occasion de dire s'il approuvait l'attitude prise par son parti sur une question d'élections partielles, dans un amendement présenté par les libéraux le 23 novembre 1896. Les libéraux en 1896 proposèrent un amendement pour réclamer la tenue immédiate des élections partielles. Lequel avait raison alors, le Parti libéral ou le Parti conservateur? Que pense le gouvernement de cet amendement des libéraux en 1896? Je lui demande de répondre par lui-même et non par un homme qui en Chambre retire sa parole aussitôt après l'avoir donnée, le député de Saint-Jacques (M. Vautrin).

L'honorable M. Tessier disait de son côté à propos des sièges vacants durant la session: "Des milliers d'électeurs ont été défranchisés au moment où des questions de la plus haute importance,

entraînant la dépense de plusieurs millions de piastres, allaient être soumises au Parlement. Ce n'est plus alors de l'injustice, mais de la tyrannie."

Les élections à date fixe, conformément à l'esprit de la Constitution interprétée par May, s'impose; c'est pour cela que j'ai proposé cette réforme l'an dernier. Pourquoi le gouvernement a-t-il voté contre?

Le premier ministre a une occasion de prouver la valeur de sa parole et la logique de ses actes. Il est opportun pour nous de prouver que le gouvernement n'était ni sincère, ni véridique quand, la semaine dernière, il lançait de son cratère les paroles et les professions d'admiration pour le parti libéral. Lequel avait raison le 23 novembre 1896, ici même dans cette enceinte, le Parti conservateur ou le Parti libéral? Je le demande aux membres du gouvernement et aux députés de la droite.

Quant aux lois dont j'ai parlé dans cette Chambre, je dis ceci: Une loi, mauvaise dans son principe, reste toujours dangereuse dans son application. Et ce n'est pas, ce n'est pas au moment où nos législateurs veulent endormir le peuple, où les autorités intéressées, le gouvernement son auteur en montreront tous les dangers. Au contraire, le gouvernement cherchera alors à la montrer pas méchante du tout. "Voyez, dira-t-il, comme elle n'est pas mauvaise, comme elle est généreuse, comme elle va nous combler de bienfaits. Elle va au devant de vos besoins et vous offre de l'argent. Si vous ne le prenez pas, vous allez mourir. Entre la mort par la faim et le paradis sur terre, vous avez à choisir?"

Le gouvernement, par son chef, n'a pas attaqué mes arguments concernant les principes de sa législation, de ses principales lois. Pas un seul ne fut touché. Peut-il attaquer cette autre autorité que je vais citer? Je le défie. Voici:

"Si la loi frappe d'ostracisme une partie des citoyens, si elle répand l'abondance sur un point, pour augmenter la misère sur un autre, si elle comble ceux-ci pour frapper ceux-là, elle est sans valeur. Sans force également la loi qui ne chercherait que le bien propre du législateur, qui doit vivre pour les autres.

"Non moins tyrannique est la loi qui se préoccupe uniquement du bien de cet être abstrait qu'on appelle l'État, et qui n'est au fond que la puissance gouvernementale, représentée par un petit groupe de citoyens. Cette puissance est redoutable, car sous couleur de bien public, elle peut dissimuler plus facilement, la pire des théocraties, celle du Dieu-État, qui substitue ses activités et ses droits à l'activité et aux droits de l'individu au lieu de le protéger. Le vrai bien commun désigne un bien qui

se répartit entre tous les citoyens selon une mesure proportionnelle." (R.-L. Mignault).

Je le répète, voilà la pure doctrine chrétienne, source des vérités et je ne la renierai pas pour des besoins politiques. Le premier ministre cite des extraits de lettres comme celle du R. P. Lalande, il n'a pas cité toute la lettre. Cette lettre ne réfute pas ce que j'ai dit au sujet des collèges classiques. Le gouvernement cite des documents qui favorisent sa loi de l'Assistance publique, mais il refuse de produire ceux qui le condamnent. Pourquoi a-t-il refusé de produire un document épiscopal à ce sujet? N'est-il pas vrai qu'il a reçu un document savamment préparé par un grand avocat d'une société religieuse ou d'une communauté? Pourquoi ne le cite-t-il pas? J'affirme qu'il y a 85 institutions de bienfaisance qui n'ont pas accepté la loi de l'assistance publique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer une loi passée à une session précédente à moins que ce ne soit sur une motion pour rescinder cette loi ou sur un bill d'amendement à cette loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Passons aux ministres qu'on proclame riches et qui ne disent pas comment ils s'enrichissent? N'est-il pas vrai qu'il y en a qui se sont enrichis avec un tarif que le premier ministre a qualifié d'exorbitant? Est-il vrai, oui ou non, que des bureaux d'avocats ministres plaident pour des individus qui sont poursuivis par le gouvernement? Si c'est vrai, je dis que c'est un abus intolérable.

N'est-il pas vrai que des ministres ont été intéressés et sont intéressés dans le Montreal Power, dans la compagnie du tramway, dans le Quebec Railway? Ces compagnies ne viennent-elles pas demander des privilèges au Parlement? Qui s'est enrichi dans une législation concernant Maisonneuve? Si le premier ministre veut des détails, qu'il les demande au maire Martin, qui ne demanderait pas mieux d'être libéré de son bâillon. Le Parti libéral a-t-il dénoncé un ministre parce qu'il était sénateur et ministre en même temps? Est-ce qu'un ministre n'est pas membre d'un trust qui, par exemple, a bénéficié de la vente des débentures de la ville des Trois-Rivières, après que le Conseil de cette ville, dont un ministre était le maire eût reçu des pouvoirs exorbitants de la Législature? Qui?

J'ai dit que si j'avais voulu me taire, j'aurais pu être nommé conseiller législatif, puisque M. Martin, après avoir dénoncé des ministres comme

des bandits a été nommé conseiller législatif, pour qu'il se taise. J'ai dit que j'aurais pu comme d'autres faire fortune, si j'avais voulu m'associer avec des politiciens ministériels pour faire le commerce de liqueurs en violation de la loi. Comment n'aurais-je pas pu le faire quand d'autres l'ont fait? Le député de l'Assomption peut-il me contredire sur ce point?

Le premier ministre parle de l'argent qu'il donne au peuple, mais il omet de dire que son gouvernement a triplé les taxes et que sa politique a imposé sur nos municipalités des obligations trop lourdes pour leurs revenus; il a fait de l'argent en violant une loi qu'il a faite lui-même. Il omet de dire s'il y a de grosses corporations commerciales et que s'il s'est fait de grosses affaires, cela dépend des débouchés, mais non de son gouvernement. Le gouvernement, lui, par exemple, a profité des autres en les taxant et en les taxant encore. Il donne beaucoup d'argent parce qu'il en retire beaucoup du peuple. Ça n'empêche pas la dette d'augmenter, et les municipalités sont surchargées de taxes, tellement que le problème agraire est plus compliqué, plus menaçant que jamais.

Jamais les municipalités n'ont été aussi surchargées d'obligations alarmantes.

Je crois avoir démontré que la logique du discours du premier ministre n'était pas si grande que les applaudissements qu'il a recueillis, que ses paroles et ses actes étaient en contradiction avec son parti. Le premier ministre, m'a proclamé journaliste-fermier. À coup sûr, avec ce titre, il va chercher à m'empêcher de passer sur la Grande Allée! Pourtant l'honorable premier ministre est aussi avocat et procureur général. Il a tenté ensuite de me ridiculiser parce que journaliste, j'avais dit aux cultivateurs: "J'ai toujours été un des vôtres". C'est vrai. J'ai été rédacteur agricole à *La Presse* et à *La Patrie*. Mais un des organes publiés par les officiers du ministre de l'Agriculture le proclame dans le *Bulletin de la ferme* du mois de juin.

J'ai toujours été profondément attaché au sol et à la classe agricole, et ce fut caractéristique de ma carrière de journaliste. Je n'attends pas, moi, à la veille des élections pour montrer mon dévouement au peuple, pour montrer une réelle considération aux cultivateurs. Ces cultivateurs, qui a défendu leurs intérêts dans cette Chambre? J'irai plus loin, qui dans cette Chambre a le plus aidé mon ami le ministre de l'Agriculture (M. Caron) à obtenir des réformes en faveur de la classe agricole?

Je n'approuverai pas, je n'approuverai jamais ce que je considérerai comme une erreur, pas plus si elle était commise par la classe agricole, mais je dis

encore que le cultivateur a besoin d'une plus grande protection, si l'on veut qu'il reste sur sa terre grevée d'obligations municipales.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le chef de l'opposition, en répondant au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), s'est attaché surtout à poser au martyr. Il a prétendu qu'on avait cherché à la calomnier par toute la province. Nous verrons s'il avait bien raison de se plaindre. Le chef de l'opposition a eu le temps de profiter de la vacance, il nous a donné une œuvre d'imagination remarquable.

Avant de répondre au chef de l'opposition, et de commencer à relever ses prétentions, je répondrai au député de Westmount (M. Smart), pour relever les attaques qu'il a faites contre les examinateurs du Barreau de la province, et réfuter certaines insinuations du député de Joliette (M. Dufresne), concernant le développement de nos industries et de l'agriculture dans notre province.

Le député de Westmount (M. Smart) a dit que les examens du Barreau étaient entre les mains d'une clique et qu'il y avait partialité contre les retours du front. C'est une insulte gratuite, une insulte à tout le Barreau de la province. Le comité est constitué de certains des membres les plus respectés du Barreau du Québec. Les examens sont entre les mains des meilleurs avocats de la province et ces avocats sont choisis par nos universités. Il ne peut y avoir de partialité. En qualité d'ancien bâtonnier général de la province, je considère que la remarque du député de Westmount constitue une insulte gratuite à l'adresse de tous les avocats de la province de Québec.

J'ai souvent eu l'occasion d'étudier la question des examens du Barreau. Ce sont des hommes distingués qui font partie de ce bureau. L'Université McGill et les membres anglais de la Cour d'appel ont adressé des félicitations à ce bureau. Les examens du Barreau de la province sont justes et jamais aucune partialité n'a été commise contre qui que ce soit. De la discrimination? C'est une calomnie basée sur des oui-dires et je défie le député de Westmount de venir prouver qu'il y a eu discrimination sur ce sujet. L'on a pas le droit de dire que les examens du Barreau sont contrôlés par une clique.

Qu'il prouve ses avancés! Ce n'est pas le devoir d'un député ou d'un membre de l'Assemblée législative de saisir la Chambre de oui-dires ou de médire en semant partout la calomnie. Plusieurs fois, la question de l'admission au Barreau de soldats de retour a été discutée par les examinateurs et des

avocats éminents, voire même de savants magistrats même de la Cour d'appel et de la Cour suprême, dont plusieurs de langue anglaise. Tous ont donné raison à la majorité canadienne-française des examinateurs sur cette question.

Ceux qui n'ont pas réussi aux examens pour l'admission au Barreau étaient des incompetents et ne possédaient pas les qualifications requises pour faire partie du Barreau de la province de Québec. Les examens du Barreau sont présidés par les avocats les plus compétents de la province, des hommes qui ont un sens aigu de l'honneur et de la justice.

C'est, dit-il, tout ce qu'il veut retenir du discours du député de Westmount. Quant au discours du député de Joliette (M. Dufresne), il en a retenu deux choses: il a parlé des industries des conserves et du whisky. Que faisons-nous pour encourager l'industrie des conserves, demande-t-on. Nous faisons beaucoup. On fait des comparaisons avec l'Ontario. Sans doute, il y a plus d'industries dans la province sœur. Cela dépend du climat où les fruits ont davantage le temps d'arriver à maturité.

Mais nous faisons plus qu'Ontario même. Nous avons 32 fabriques et, en autant que le gouvernement est concerné, je dois dire que nous subventionnons les fabriques. Cela appert au rapport de l'honorable ministre de l'Agriculture; ce que ne fait pas Ontario. Des subventions de \$400 par année ont été versées.

L'Ontario a plus de fabriques; c'est très naturel. Il y a le climat et certains engrais naturels. Enfin, nous faisons tout pour encourager ces industries. Il y a une usine de Joliette qui a reçu \$700 du gouvernement, mais qui n'a pas réussi parce que les cultivateurs ne voulaient pas leur vendre ses produits, préférant les mettre sur le marché. Les statistiques fédérales prouvent que la province de Québec devance toutes les autres en ce qui a trait aux progrès faits en agriculture. Mais, il y a aussi ces cultivateurs qui préfèrent souvent vendre leurs fruits et légumes sur les marchés locaux qu'aux fabricants de conserves. On ne dira toujours pas que le cultivateur n'est pas libre de vendre ses produits à qui il veut.

Il résume ensuite le discours du chef de l'opposition dont il fait une brève analyse. Il continue son argumentation et rappelle au chef de l'opposition certaines paroles qu'il a prononcées en Chambre ces jours derniers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je les trouve dans le rapport des journaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sur quel journal?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Sur *L'Événement*, c'est un bon journal, n'est-ce pas?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** donne un signe d'assentiment.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition reproche au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) d'avoir fait l'éloge du gouvernement. Il n'est pas le seul. La *Gazette* qui est un bon journal a fait sa quote-part. Il en est de même du *Financial Post*, de Toronto qui dit que le gouvernement a fourni une politique de progrès.

**M. Smart (Westmount):** Combien avez-vous à payer pour ces articles?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le gouvernement n'a rien payé parce que sa politique a de si bons résultats qu'elle impose des commentaires favorables. Les éloges n'ont pas été payés et tout journal de bonne foi doit admettre que notre province est à la tête des provinces de la Confédération. Seule l'excellente administration du gouvernement lui vaut ces éloges. Le chef de l'opposition se demande si le député de Saint-Jacques a donné des chiffres qui ont bien renseigné cette Chambre. Et il se plaint d'accusations portées contre lui dans Labelle. Quand on se proclame de l'école de Cartier, La Fontaine, Morin, quand on est chef de l'opposition, il faut avoir davantage le souci de l'exactitude.

Le chef de l'opposition a prétendu qu'il ne voulait pas faire appel aux préjugés. Ne s'est-il pas rendu coupable d'appels aux préjugés durant cette élection? N'a-t-il rien insinué contre la justice? Il n'était certes pas sincère lorsque, durant la campagne de Labelle, il insinuait, dans un discours prononcé à Mont-Laurier puis répété à Terre-Neuve, que les meurtriers de Blanche Garneau n'étaient pas cachés dans son entourage. Le chef de l'opposition voulait-il insinuer que si les meurtriers n'étaient pas parmi les siens, ils étaient du côté ministériel? Que faisait-il donc quand il écrivait dans *La Minerve* que le gouvernement cache les meurtriers de Blanche Garneau? Que faisait-il quand il disait que la justice n'était pas à la disposition des pauvres comme des riches? À lui de s'expliquer.

Le chef de l'opposition parcourait aussi les paroisses du comté de Labelle en clamant que les argents votés par le gouvernement pour

l'administration des départements de l'Agriculture et de la Colonisation n'étaient pas distribués aux colons, mais qu'ils servaient à l'exploitation d'entreprises qui permettaient à des députés et à quelques favoris du gouvernement de s'enrichir. Il disait que l'argent de la colonisation devait être employé pour les colons et non pour des fins politiques. Voilà des appels aux passions populaires et aux préjugés. Le chef de l'opposition faisait-il bien son devoir à Mont-Laurier? A-t-il toujours bien renseigné la province? Il est un devoir que tout homme public doit accepter. C'est le devoir de la vérité de ne pas tromper les électeurs. Le chef de l'opposition peut-il mentionner les argents qui ont été dépensés pour enrichir les députés? Je le défie de prouver qu'un seul sou voté par le gouvernement pour les agriculteurs ou pour les colons ait été utilisé pour le bénéfice d'un député ou d'un favori, ou pour enrichir des organisations politiques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'accepte, je relève le défi !

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Quels sont ces députés?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement par sa politique de favoritisme a voulu protéger des gens comme le Dr Parrot, l'ex-député de Témiscouata. C'est un de ceux là, le gouvernement l'a protégé en refusant une enquête sur son cas. Il cite aussi le cas des lots du canton Barraute.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il ne s'agit pas ici des lots du Dr Parrot ou d'autres lots. Le chef de l'opposition a fait une grande sortie, mais il l'a fait à côté. Il n'a pas répondu à la question que j'ai posée. Il s'agit de l'argent de la colonisation mal employé et qui a été dépensé pour des députés. C'est beau de faire des sorties et des grands gestes, mais il faut savoir répondre aux questions posées et prouver ce que l'on a avancé.

Le chef de l'opposition ne peut pas prouver ses accusations; il prend du faux-fuyant. Il fait allusion aux lots du Dr Parrot et aux lots de Barraute. Est-ce là aussi un grand scandale? Où est la faute du gouvernement dans cette affaire? Des explications ont été données maintes fois là-dessus. La province n'a pas perdu un seul sou là-dedans; s'il y a eu faute, elle n'est pas du côté du gouvernement.

M. Parrot, après avoir commis certaines irrégularités, a dû renoncer à son mandat après avoir toutefois remboursé au gouvernement une somme de

\$66, seul montant qui n'avait pas été remis en remboursement sur l'achat de lots de colonisation. L'ex-député Parrot a été puni par la perte de son siège et il n'y a pas eu là de détournement des deniers de la colonisation.

Quant aux lots du canton Barraute, l'affaire a été expliquée l'an dernier à la satisfaction de la Chambre. C'est étrange que, sur une dépense de quarante millions de piastres qui a été faite pour donner de bons chemins à la province, l'opposition ne trouve qu'une affaire de \$66 comme prétendu scandale.

Quand on a le sens du devoir, on doit discuter les choses telles qu'elles sont. Nous avons dépensé notre argent honnêtement, nous avons organisé un service d'inspection et nous contrôlons. Les lois passées l'ont été à l'avantage du colon que nous aidons de toutes les manières.

L'argent voté pour la colonisation est allé à la colonisation; nous avons la conscience de l'avoir dépensé honnêtement. On sait ce que nous avons fait pour la colonisation. Les lois qui ont été passées l'ont été tout à l'avantage des colons. Nous aidons le colon dans tous ses travaux. Le colon est-il maltraité? Le chef de l'opposition le prétend. En quoi? À part les deniers publics qui ont été dépensés, nous avons fait un immense travail de propagande.

Depuis trois ans, le gouvernement de cette province a fait de grands sacrifices pour encourager l'agriculture, arrêter l'émigration. Il aide aux colons; il leur construit des chemins, des écoles et des chapelles; il vient d'inaugurer une nouvelle politique pour les aider davantage. Or, pendant ce temps, le chef de l'opposition parcourt la province pour la dénigrer, pour conseiller aux cultivateurs de ne pas faire de colonisation et dire aux colons, sinon directement, du moins indirectement de ne pas travailler ici, car l'argent voté pour eux est détourné de sa fin et destiné à des favoris.

Le premier ministre a livré un discours, jeudi dernier, rempli de faits concernant ce que le gouvernement avait fait dans les différents domaines et ce qu'il entendait faire.

Au lieu de répondre au discours du premier ministre, le chef de l'opposition s'est amusé à exprimer des rêves de pouvoir. Il a parlé avec son imagination. Son discours était un rêve. Il a parlé des successeurs du gouvernement.

Si le chef de l'opposition craint pour la mauvaise application future des lois de l'assistance publique et de la régie des alcools, qu'il se rassure; il n'a rien à redouter pour des longues années, car le gouvernement est appelé à présider longtemps encore aux destinées de la province.

Il parle des progrès accomplis par l'agriculture et la colonisation depuis quelques années surtout. Il termine en se disant convaincu, à son grand regret pour le chef de l'opposition, que le peuple de la province conservera encore longtemps à la tête de son administration, un homme d'énergie, de travail et de progrès comme le premier ministre actuel, et longtemps encore, le gouvernement actuel aura la confiance du peuple de cette province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Glorieux immortels!

**M. l'Orateur** demande si l'amendement sera adopté et le déclare adopté.

**Des députés de l'opposition** applaudissent.

**M. l'Orateur** se corrige et déclare l'amendement battu.

La motion principale est mise aux voix.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

La motion est adoptée.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

---

### NOTES

1. Le discours de M. Sauvé a duré deux heures quinze minutes, selon le *Sherbrooke Daily Record*, à la page 1.

2. M. Sauvé fait ici allusion à la gifle donnée à M. Taschereau par Olivar Asselin en 1909. Il fait aussi

allusion à l'assemblée publique tenue à Saint-Roch de Québec en août 1907 et qui tourna à l'émeute. On accusa alors M. Taschereau d'avoir encouragé les plus agités.

Séance du mardi 31 octobre 1922

**Présidence de G. Lemieux**

La séance est ouverte à 11 h 10.

**M. le greffier** annonce que M. l'Orateur est absent, et conformément à l'article 23 du règlement, le Président des comités le remplace au fauteuil.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de Myer Strudensky et autres demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Beth Yitzchok (M. Bercovitch);
- de la cité de Québec demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec (M. Létourneau);
- de Marie-Eugénie Roy, en religion Saint-Josaphat, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat de Saint-Sauveur (M. Paquet, Saint-Sauveur).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la corporation de la ville du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau).

**Rapports de comités:**

**M. Reed (L'Assomption):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 15 novembre prochain les délais relatifs à la réception des pétitions introductives de bills privés; au 20 novembre prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs de bills privés, qui profiteront des prolongations des délais susdits.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 8 novembre prochain les délais relatifs à la présentation de pétitions introductives de bills privés.

Le rapport est adopté.

**Jurés dans les affaires criminelles**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés dans les affaires criminelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, explique-t-il, la loi dit que les jurés doivent être convoqués deux fois par année à Québec et à Montréal. À Montréal, il n'y a pas d'inconvénient, car il y a des causes pour au moins deux termes des assises criminelles, tous les ans, mais à Québec, nous voulons que les jurés ne soient convoqués que lorsqu'il y aura des causes criminelles à entendre. Et nous proposons d'amender la loi dans ce sens.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Actes notariés**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 amendant la loi validant certains actes notariés soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but simplement de corriger une erreur dans la traduction des statuts de l'année dernière, en ce qui se rapporte aux actes notariés. Il

faut changer un mot dans un acte notarié, afin de rendre la version anglaise de cette loi conforme à la version française.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cour des jeunes délinquants**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des jeunes délinquants soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi des jeunes délinquants dit que le président du tribunal doit être un juge des sessions ou un magistrat. Nous voulons donner au gouvernement le droit de nommer un homme compétent à ce poste; nous ne voulons pas que la loi spécifie que cet homme compétent devra être un magistrat. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner comme juges de ce tribunal des gens qui ne sont pas des magistrats, des juges des sessions ou même des avocats.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce dans le but de tenir une promesse? On a déjà fait la même chose pour la nomination des magistrats. L'an dernier, nous avons passé un projet de loi qui avait l'air d'être dans l'intérêt public, mais qui était proposé tout simplement pour permettre au gouvernement de faire une nomination. C'était ce projet qui réduisait de 10 ans à 5 ans l'expérience d'un avocat au Barreau, pour lui donner le droit d'être nommé magistrat. Ce changement a été fait pour permettre au gouvernement de nommer certains amis.

Si c'est tout simplement pour permettre au gouvernement de donner une position qu'il a promise, je ne vois pas pourquoi on changerait la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami peut calmer ses craintes. Nous n'avons pas fait de promesse. Nous n'avons personne en vue pour le poste, mais nous voulons seulement être prêts pour remplacer M. le juge Choquette, qui préside le tribunal des jeunes délinquants...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le juge Choquette va-t-il avoir une nouvelle position, il a été juge, sénateur, magistrat...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne s'agit pas du juge Choquette de Québec. C'est le juge Choquette, de Montréal, qui va peut-être prendre sa retraite. Le gouvernement ne fait pas de changement dans le but de favoriser quelqu'un qu'il cherche à nommer. Il n'y a actuellement qu'un seul juge au Tribunal des jeunes délinquants, le magistrat Choquette. Il est toujours juge à ce tribunal qu'il dirige depuis ses débuts. Il est âgé et peut démissionner d'un jour à l'autre. C'est pour le remplacer que l'on a présenté l'amendement et aussi pour changer les qualifications requises de celui qui pourrait être nommé juge.

Nous voulons avoir le droit de le remplacer par qui nous voudrions, du moment que ce sera un homme compétent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Puisque les membres du clergé ont toujours montré un vif intérêt pour la santé morale des jeunes, je propose qu'un membre du clergé catholique ainsi qu'un représentant des protestants soient nommés juges au même tribunal. Si je savais que le gouvernement va nommer un religieux à ce poste, je ne ferais pas d'objection. J'espère qu'en effet on nommera un homme compétent.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### Cités et villes

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 concernant les cités et les villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### Demande de documents:

#### Crédit agricole

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et M. Ladislas Paiement et toute autre personne, depuis 1921, relativement à l'établissement d'un crédit agricole dans la province, ainsi qu'au débat de la dernière session sur le même sujet.

Il demande ces documents, car une intéressante correspondance a été reçue à ce sujet par le ministre de l'Agriculture, notamment d'un cultivateur, M. Ladislas Paiement. Il rappelle tous les débats qui ont eu lieu à ce sujet à la Chambre.

À la dernière session, dit-il, c'est le député de Saint-Maurice (M. Ricard) qui avait demandé l'établissement d'un crédit agricole dans notre province. Il y a longtemps que les députés des comtés ruraux réclament cette réforme. Le ministre de l'Agriculture (M. Caron) nous a toujours répondu qu'il était dévoué aux intérêts agricoles, mais qu'il était à étudier cette question. Il disait alors: "Nous allons considérer cette question. Elle semble avoir du bon, mais il faut faire attention. Nous ne voulons pas nuire aux institutions de banque, nous disait-il, nous ne sommes pas prêts à adopter ce projet."

Je proposais alors que la Chambre adopte le principe d'un crédit agricole, sans se prononcer sur l'opportunité d'adopter cette mesure immédiatement. On a rejeté ma proposition pour adopter un amendement du ministre de l'Agriculture. Celui-ci recommandait la formation d'un comité pour étudier cette question. Le comité ne s'est jamais réuni.

Si on était sérieux alors, pourquoi n'a-t-on pas convoqué ce comité? Si on n'avait pas proposé ce comité dans le seul but de berner les cultivateurs, pourquoi le ministre n'a-t-il pas formé ce comité et appelé les membres à étudier cette question?

Qu'est-ce que le ministre de l'Agriculture a l'intention de faire? De nouveau, je suggère la

création d'un comité qui s'occuperait d'étudier la question durant les vacances.

S'il est vrai que le projet a du bon, s'il est nécessaire, c'est au gouvernement de le réaliser. Les députés des comtés ruraux devraient se lever aujourd'hui et en réclamer la réalisation. Le moment va venir où l'on ira dire aux cultivateurs que nous sommes leurs amis. Il faut le leur prouver, non par de belles paroles, par de beaux discours, mais par des actes. Les députés des comtés ruraux seront appelés à expliquer leur conduite aux prochaines élections.

Si le gouvernement veut arrêter l'organisation des cultivateurs, il devra prouver à ceux-ci qu'il s'occupe de leurs problèmes. Il faut leur prouver notre dévouement par autre chose que des promesses.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les banques ne nous ont jamais dit qu'elles étaient contre le crédit agricole. Je n'ai jamais pu dire, par conséquent, qu'il ne faut pas nuire aux banques. Il y a même des banquiers qui m'ont dit qu'ils n'avaient aucune objection à la création d'un crédit agricole.

Il se rappelle avoir reçu de nombreuses lettres au sujet de l'établissement d'un crédit agricole, et il n'a aucune objection à produire ces lettres.

Le débat soulevé l'année dernière a eu lieu à la fin de la session et c'était au chef de l'opposition de nommer les membres de ce comité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'était au ministre de l'Agriculture qu'incombait le devoir de former un comité...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** reproche au chef de l'opposition de trop interrompre les orateurs ministériels dans leurs discours.

L'an dernier, le député de Saint-Maurice a amené cette question devant la Chambre; la motion qui proposait la création d'un comité était incomplète, et tout cela était proposé quatre jours avant la fin de la session. Nous n'aurions pas pu réunir le comité. Si le comité n'a pas été formé pour étudier la question, c'est que celle-ci est venue trop tard devant la Chambre l'an dernier. C'était quatre jours avant la fin de la session, trop tard, par conséquent, pour prendre une décision définitive.

Cette question du crédit agricole est très controversée, l'honorable chef de l'opposition le sait. Il est bon de ne pas précipiter les choses. Il ne se prononce ni contre ni en faveur de cette mesure du crédit agricole. Les experts, dit-il, se divisent en deux camps.

Deux provinces dans la Confédération ont adopté ce système. On en fait l'essai au Manitoba et dans l'Ontario en ce moment. On dit que ça réussit bien. Il est toujours facile de prêter de l'argent. Ne vaut-il pas mieux attendre un peu ici? Il pense qu'il n'y aurait aucun mal à attendre trois, quatre ou cinq ans les résultats des expériences qui ont été tentées à cet égard en Ontario et au Manitoba.

Nous avons quelque chose qui ressemble au crédit agricole; nous avons les caisses populaires. Elles ne sont pas toujours bien administrées; il y a des accidents, mais elles fonctionnent depuis plusieurs années dans la province. Dans les paroisses, elles peuvent rendre de précieux services aux cultivateurs. Ne vaudrait-il pas mieux attendre encore un peu et ne pas risquer de compromettre l'œuvre des caisses populaires? Convierait-il d'établir de ces caisses dans les paroisses où il n'y en a pas, souhaitant ainsi l'établissement de caisses populaires à travers toute la province? C'est une autre question.

Nous sommes toujours prêts à étudier ce problème; je le désire ardemment, mais je voudrais connaître l'opinion des cultivateurs, des intéressés sur ce problème. Si mon honorable ami, le chef de l'opposition, le désire - et nous y avons songé - nous pourrions amener devant le comité de l'agriculture, au cours de la session, des hommes compétents qui pourront nous renseigner là-dessus. Il suggère donc que le problème soit étudié dès cette session par le comité de l'agriculture qui fera venir des experts en crédit agricole et en caisses populaires.

**Des députés ministériels applaudissent<sup>1</sup>.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je regrette que le député de Saint-Maurice (M. Ricard) ne soit pas à son siège. L'honorable député n'a pas été cité à la barre de la Chambre. Quant à l'honorable ministre de l'Agriculture, il a voulu éviter le point que j'ai soulevé. Il y a eu une motion de faite, l'an dernier, pour former un comité spécial, et cette proposition n'a pas été adoptée.

L'établissement d'un crédit agricole ne nuirait en rien aux caisses populaires. Il se déclare en faveur des caisses populaires et affirme que c'est avec ce système de caisses que le crédit agricole pourrait être le plus facilement établi.

Il répète que c'était au ministre de l'Agriculture qu'incombait le devoir de former un comité, puisque la Chambre avait adopté l'amendement qu'il avait proposé. Ce qu'il veut, c'est que l'on étudie sérieusement la question et j'accepte,

dit-il, la suggestion que le ministre nous a faite, concernant le comité de l'agriculture, qui étudierait la question. J'ajoute que je n'ai pas fait ces remarques pour m'attirer les applaudissements de la galerie.

La proposition est adoptée.

### **Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 amendement la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill amende la loi des mines de façon à ne donner des permis aux prospecteurs que lorsque ces derniers auront fait les travaux de prospection nécessaires pour les fins d'exploitation d'une mine.

Nous voulons, par ce projet, abolir les permis d'exploitation, avant le piquetage. Si notre projet est adopté, nous ne donnerons plus de permis avant que le terrain minier soit piqueté. Il dit que l'amendement est nécessaire pour empêcher l'enregistrement de claims qui n'auraient pas été jalonnés ou piquetés.

**M. Smart (Westmount)** dit que cela s'imposait, car c'était un besoin depuis longtemps, et il se demande pourquoi les changements n'avaient pas été faits avant. L'ancienne loi décourageait la prospection dans la province, parce que les prospecteurs trouvaient très décevant d'enregistrer des claims pour ensuite découvrir que quelqu'un d'autre avait déjà obtenu le permis. Il propose aussi que des mesures soient prises pour que l'inscription des claims soit faite dans les différentes localités minières, pour que les prospecteurs n'aient plus à venir à Québec pour le faire.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** et **M. Smart (Westmount)** demandent quelques renseignements au ministre concernant les mines.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne les renseignements demandés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**Questions et réponses:****Ponts entre  
Montréal et l'Île-Perrot**

**M. Renaud (Laval):** 1. Des ponts pour relier Montréal à l'Île-Perrot et celles-ci à Vaudreuil vont-ils être construits?

2. Dans l'affirmative, quelle est la contribution du gouvernement dans la construction de ces ponts?

3. Quand vont commencer ces travaux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. Oui.

2. \$600,000 (Voir *Statuts de la province de Québec*, 11 George V, chapitre 9).

3. Des soumissions pour le pont entre Vaudreuil et l'Île-Perrot doivent être entrées le 7 novembre 1922, et les travaux commenceront dans les quinze jours de l'acceptation de l'une ou l'autre de ces soumissions.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que le mardi 7 novembre prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que le mardi 7 novembre prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

**Demande de documents:****Pont de Batiscan**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de toutes lettres, télégrammes, soumissions, contrats et documents se rapportant à la construction du pont de Batiscan et de ses culées.

Adopté.

**Federal Zinc Lead  
Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de toute correspondance entre tout département du gouvernement et la Federal Zinc Lead Company relativement à la construction d'un chemin jusqu'à la propriété de ladite compagnie.

Adopté.

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, le 2 novembre prochain, à 4 heures.

Adopté.

La séance est levée à midi trente<sup>2</sup>.

**NOTES**

1. Selon le reportage de *L'Événement*: "Les députés soulignèrent par des applaudissements les remarques de l'honorable M. Caron. M. L.-N. Ricard, député de Saint-Maurice, était, à ce moment, dans la galerie des conseillers législatifs, sur le parquet de la Chambre, avec deux curés de son comté. Ces derniers applaudirent des deux mains aux paroles du ministre."

2. Selon Edmond Chassé de *L'Événement*, on ajourna à midi et demi, parce que les députés de Montréal voulaient aller prendre leur train.



Séance du jeudi 2 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 4 h 10.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

(Des bruits s'élèvent.)

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre!

(Les bruits continuent.)<sup>1</sup>

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bédard);

- d'Ernest Rochon et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant, ainsi que les autres grevés et appelés d'une substitution créée par Jacques Rochon, à constituer une compagnie à fonds social (M. Bercovitch);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de faire des emprunts pour des fins scolaires (M. Forest);

- de la ville de Kénogami et autres corporations du comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte d'accord intervenu entre elles et Price Brothers & Co, Limited, et pour autres fins (M. Gaudrault);

- de l'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice, limitée, (The Saint Maurice Cold Storage Limited) demandant l'adoption d'une loi modifiant le chapitre 142, du statut 12 George V, et pour autres fins (M. Mercier (Trois-Rivières));

- de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, du Comptoir coopératif de Montréal et de Société coopérative agricole des producteurs de semence de Québec, demandant l'adoption d'une loi les fusionnant en une nouvelle société sous le nom de Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec ou celui de Quebec Federated Co-operative (M. Ouellet (Dorchester));

- de Joseph Lamoureux et autres, demandant l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs comme exécuteurs testamentaires de la succession de l'honorable J.-Octave Villeneuve (M. Poulin);

- de Jean-Baptiste Delâge, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Poulin);

- de Jean Rodier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente à lui consentie par la succession de feu Alfred Dalbec (M. Vautrin).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Myer Strudensky et autres demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Beth Yitzchok (M. Bercovitch);

- de la cité de Québec demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec (M. Létourneau).

(Les bruits continuent dans les galeries.)<sup>2</sup>

**Une voix dans les galeries:** Laissez-moi passer!

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**Une voix dans les galeries:** J'ai ma carte!

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre! Le silence doit être observé, sinon je ferai évacuer toutes les galeries.

- de Marie-Eugénie Roy, en religion Saint-Josaphat, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat de Saint-Sauveur (M. Paquet, Saint-Sauveur).

**Division territoriale  
de la province**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

(On entend des bruits dans les galeries.)

**M. l'Orateur:** Je désire avertir le public que le plus grand silence doit être observé. Au moindre signe, je ferai évacuer les galeries. Les agents de la paix sont priés de faire observer cet ordre! Ceux qui sont dans les galeries doivent enlever leurs chapeaux.

### **Loi médicale**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Une voix dans les galeries:** Je suis ici avec la permission de mon député!

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Au moindre bruit ou au moindre commentaire, il y aura sanction.

### **Affaire Blanche Garneau**

**M. l'Orateur** informe la Chambre: 1. Que, conformément à la délibération qu'elle a prise à sa séance du 30 octobre 1922, il a adressé au sergent d'armes le mandat suivant, fait et signé en double:

Assemblée législative de Québec

À Monsieur Joseph-Olivier Delisle,  
sergent d'armes de l'Assemblée législative  
de la province de Québec

Vu que l'Assemblée législative de la province de Québec a, ce jour, voté la résolution et l'ordre suivant: Résolu que la partie d'article du journal *The Axe* du 27 octobre 1922 (savoir cette partie qui se trouve dans la première colonne de la page 8 dudit journal immédiatement avant le sous-titre *Sinister Rumors* et qui commence par les mots "The names of two members of the Provincial Legislature" et se termine par les mots "being members of the Legislature") qui vient d'être lue constitue une violation des privilèges de cette Chambre; et ordonné que l'Orateur lance un mandat ordonnant au sergent d'armes d'arrêter M. John H. Roberts, de Montréal, directeur du journal *The Axe* et président de The Axe Publishing Company Limited qui publie ledit journal et d'amener ledit John H. Roberts à la barre de l'Assemblée législative, le deux novembre mil neuf cent vingt-deux, à quatre heures de l'après-midi.

Nous vous mandons en conséquence d'arrêter M. John H. Roberts de Montréal, directeur du journal *The Axe* et président de The Axe Publishing Company Limited, qui publie ledit journal, et d'amener ledit John H. Roberts à la barre de l'Assemblée législative de la province de Québec, le deux novembre mil neuf cent vingt-deux, à quatre heures de l'après-midi.

Fait en double à Québec, ce 30 octobre 1922.

(Signé) J.-N. Francoeur,  
Orateur

(Contresigné) L.-P. Geoffrion,  
greffier

Il informe également la Chambre: 2. Que le sergent d'armes lui a remis, avec un des doubles dudit mandat, le rapport suivant:

Je soussigné, Joseph-Olivier Delisle, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec, certifie que le deux novembre courant, entre deux et trois heures de l'après-midi, au palais de justice en la cité de Québec, j'ai arrêté M. John H. Roberts, de Montréal, directeur du journal *The Axe* et président de The Axe Publishing Company Limited, et lui ai remis en même temps un double du mandat ci-joint.

Québec, ce 2 novembre 1922  
(Signé) J.-O. Delisle

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>3</sup>:  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de faire motion, secondé par l'honorable représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), pour que M. John H. Roberts soit maintenant amené à la barre de cette Chambre.

**M. l'Orateur** lit la motion du premier ministre. Cette motion sera-t-elle adoptée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Avant que l'accusé, M. Roberts, soit admis à la barre de la Chambre, celle-ci me permettra, sans doute, de dire un mot des éléments qui ont précédé cette affaire et de donner certaines explications qui éclaireront la situation. Je crois qu'avec les explications que je vais avoir l'honneur de donner, la Chambre comprendra mieux la signification de l'événement qui va se dérouler dans quelques instants.

Au mois de juillet 1920, une jeune fille, mademoiselle Blanche Garneau, fut assassinée; huit jours après, son cadavre tout meurtri était retrouvé dans un parc. Immédiatement les autorités policières

de la province et celles de la ville de Québec commençaient des recherches pour découvrir les auteurs de ce crime.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande pardon à l'honorable premier ministre, mais sur quoi le premier ministre parle-t-il? Sur quelle règle de la Chambre se base-t-il pour faire ce discours?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je parle sur la motion, sur ma motion. J'explique pourquoi j'ai présenté une motion ordonnant au rédacteur en chef du journal *The Axe* de comparaître devant la barre de l'Assemblée législative.

(On entend des bruits aux portes des galeries.)<sup>4</sup>

**M. l'Orateur** menace de nouveau de faire évacuer les galeries.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avant de continuer, je demanderais au président de la Chambre que la séance soit suspendue pendant quelques minutes afin de rétablir l'ordre.

**M. l'Orateur:** Le sergent d'armes n'est-il pas capable de faire évacuer les chambres attenantes aux galeries? C'est de là que vient le bruit.

(Les bruits continuent. À l'extérieur, on frappe dans les portes à coups de cannes.)

**M. l'Orateur** ordonne au sergent d'armes de faire évacuer immédiatement tous les corridors et les salles voisines de l'Assemblée législative, afin de permettre aux orateurs de s'adresser à l'Assemblée.

(Quelques minutes plus tard.)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mademoiselle Blanche Garneau a donc été assassinée en juillet 1920. Je n'ai pas besoin de rappeler que beaucoup d'émoi et d'émotion ont été causés par ce meurtre. Une enquête du coroner n'a apporté aucun résultat, aucun éclaircissement sur cette affaire. Toutefois, les autorités ne voulurent pas la classer. Ils ordonnèrent que les recherches se continuent, plus nombreuses et plus actives.

En décembre 1920, le département du procureur général fut avisé par un M. Bédard, avocat de Sudbury, qu'en se mettant en communication avec lui, on pourrait peut-être obtenir quelques renseignements au sujet de ce meurtre. Un agent est

allé chez M. Bédard; il en apprit qu'un nommé Dubé, en prison avec un nommé Binet, avait reçu de ce dernier certaines confidences. Binet était sorti de prison, mais il fut retracé quelques jours plus tard. Il déclara alors à la police que le meurtrier de Blanche Garneau était un nommé Cole alias Palmer et qu'il avait lui-même assisté au meurtre; et il donna tous les détails du crime.

Binet déclara aussi que Palmer était dans un pénitencier dans l'Ouest. Palmer fut retracé dans ce pénitencier, où il purgeait une sentence de six ans pour assaut sur un gardien. Binet répéta ses déclarations sous serment à Montréal. Conduit à Québec, il comparut devant le juge Lachance de la Cour des sessions. De nouveau, sous serment, il répéta ce qu'il avait dit aux policiers, soit qu'il était présent au meurtre, qu'il connaissait Palmer, qu'il avait passé plusieurs jours avec lui à Québec juste avant le meurtre, que celui-ci était l'auteur du meurtre.

Il amena les agents dans le parc, à l'endroit où le meurtre avait été commis. Il en donna tous les détails. Il donna même la description des vêtements de la victime. On lui montra des photographies et il nous indiqua l'endroit où Palmer, en sa présence, avait assassiné la jeune fille. Il amena aussi les policiers à d'autres endroits qu'il avait visités. Il jura plusieurs fois sous serment que ses déclarations étaient véridiques.

Une enquête préliminaire se tint. Binet a comparu comme témoin à l'audience préliminaire contre Palmer, et il répéta de nouveau tout ce qu'il avait dit à Montréal et devant le juge Lachance. Il donna les détails complets. Le résultat fut que Palmer fut condamné à subir son procès aux assises criminelles à la Cour du banc du roi. La cause vint devant les grands jurés; ceux-ci condamnèrent Palmer et Binet à subir leur procès devant les petits jurés. Le procès s'instruisit. Les accusés furent acquittés.

Pourquoi? Parce que Binet a rétracté tout ce qu'il avait dit et prétendit qu'il s'était parjuré. La raison à tout cela est facile à comprendre, car Binet avait été accusé du meurtre avec Palmer. La couronne perdait ainsi une forte preuve; mais il restait d'autres preuves, Binet et Palmer avait été vus à Québec à cette époque. Quelques jours avant le crime, les deux hommes étaient à Québec. Mais il restait un doute, à savoir s'ils se trouvaient là le jour même du meurtre.

Nous avons cité plusieurs témoins au procès, et par les témoignages rendus soit à l'enquête préliminaire, soit devant les grands jurés, la couronne a établi que, deux jours avant le meurtre, Binet et Palmer étaient à Québec.

Binet a été parfaitement identifié par un conducteur de tramway, M. Cinq-Mars, pendant que deux autres témoins ont très bien reconnu Palmer. Le conducteur Cinq-Mars a identifié Binet, il l'avait vu sur un tramway à cette époque, et le gardien du parc a reconnu Palmer. Toutefois, cela ne suffit pas pour convaincre les jurés qui, devant l'aveu de Binet à l'effet que ce dernier s'était parjuré en jurant que Palmer était l'assassin de Blanche Garneau, durent acquitter les deux accusés. On sait que quelques jours plus tard, convaincu de parjure, Binet fut condamné à six ans de pénitencier. Depuis l'acquittement de Binet et de Palmer, toutes sortes de rumeurs circulent par toute la province, voulant que les meurtriers réels de Blanche Garneau sont connus et qu'ils sont protégés.

On veut les cacher parce qu'il appartiennent à de bonnes familles. D'où sont parties ces rumeurs? Je crois qu'il n'est pas nécessaire d'en savoir bien long pour comprendre que ce furent des manœuvres politiques. Peu d'hommes à Québec, mêlés à la politique, peuvent dire qu'ils n'ont pas souffert, eux ou leurs enfants, de ces atroces calomnies. Je déclare que toutes ces rumeurs ne constituent d'un bout à l'autre qu'une simple mais basse manœuvre politique. Ces rumeurs étaient absolument et entièrement mal fondées. Tout ce qui a été possible de faire a été fait par le département du procureur général pour découvrir les coupables.

Lors de la campagne qui a précédé les dernières élections fédérales, on conseillait au peuple de voter contre Mackenzie King, parce que les meurtriers de Blanche Garneau étaient connus, et que la justice persistait à ne pas les dévoiler. On disait que voter pour Mackenzie King, c'était voter pour protéger les meurtriers de Blanche Garneau.

Dans les comtés de la ville de Québec même, on a répandu à cette époque les pires insinuations. Dans les comtés de Charlevoix et de Montmorency, on a répandu des circulaires dans lesquelles on disait que l'on avait caché les meurtriers pour protéger des politiciens. Ces circulaires contenaient les pires accusations contre ceux que l'imagination populaire pouvait désigner concernant toujours l'affaire Garneau.

À la suite des élections fédérales, on donna un banquet en l'honneur de M. Armand Lavergne, au Château Frontenac à Québec. Au cours de ce banquet, M. Lavergne déclara, durant son discours, être convaincu que le procureur général de la province, pour faire oublier l'affaire Garneau, avait envoyé chercher, dans les pénitenciers, deux repris de justice qu'il fit accuser d'un crime dont il les savait parfaitement innocents.

Cette prétention pouvait-elle être plus ridicule et pouvait-on réellement douter de la bonne foi du procureur général ou de ses officiers, après les déclarations réitérées de Binet lui-même qui jurait avoir assisté au meurtre de Blanche Garneau et avoir vu son compagnon Palmer assaillir la victime. Après de telles calomnies, je conserve encore assez de sentiment d'honneur pour moi-même et pour la famille, dont je suis le chef, j'ai trop conscience de ma position, de ma réputation, du nom que je porte pour passer sous silence cette accusation.

Un journal de Montréal, *Le Devoir*, a publié cette déclaration de M. Lavergne et j'ai intenté une action dans laquelle je déclarais que ce que je voulais, c'était de permettre aux accusateurs d'établir devant toute la province la véracité de leurs prétentions. Je m'attendais que l'on allait chercher à prouver quelque chose. J'ai reçu une lettre du *Devoir* et cette lettre contenait une rétractation.

On m'a offert \$100 et une confession de jugement. Ainsi, l'action de \$1,000 intentée contre ce journal occasionnait l'offre de celui-ci de rétracter immédiatement la nouvelle libelleuse, offrant même de publier la rétraction que le premier ministre lui-même aurait préparée et dictée. J'ai répondu au *Devoir* que je refusais catégoriquement cette offre. J'ai voulu que la cause passât devant les tribunaux, afin de faire voir que la population devait croire que nous avions fait, dans les circonstances, tout notre devoir. J'ai voulu faire connaître à la population tout ce que mon département avait fait à propos de ce meurtre, afin qu'elle comprenne que nous n'avons absolument rien à nous reprocher. J'ai voulu que la lumière se fasse sur cette affaire. Jugement a été rendu contre *Le Devoir* pour le plein montant de l'action et le juge a flétri la conduite des accusateurs.

Il cite quelques passages du jugement rendu par l'honorable juge Sir François Lemieux en Cour supérieure, ceux qui ont trait au meurtre de Blanche Garneau et aux mesures prises par le procureur général pour découvrir les meurtriers de cette jeune fille. *Le Devoir* est allé en appel, poursuit-il, et le jugement du juge Lemieux a été confirmé.

Il donne aussi lecture de quelques extraits de ce jugement, rendu en appel par le juge Adjutor Rivard, exonérant le procureur général et ses officiers de toute responsabilité dans cette affaire, et reconnaissant au contraire que ces derniers ont fait tout ce qui était humainement possible de faire pour retracer les meurtriers de Blanche Garneau.

Le jugement fut donc ainsi rendu et *le Devoir* fut condamné au plein montant de l'action. Nous avons donné à M. Lavergne toutes les chances



possibles pour prouver ce qu'il avait dit. J'ai affirmé que c'était là une manœuvre politique. Je le répète. On a fait distribuer des lettres, des circulaires dans le comté de Québec et, dans ces circulaires, on y affirmait des choses infâmes. Je me devais de poursuivre; c'est ce que j'ai fait. Des procédures sont pendantes à ce sujet. Mais, encore une fois, l'on n'a pas essayé de faire la moindre preuve.

Dans le comté de Labelle, au cours de la récente élection partielle tenue dans ce comté, un candidat, un avocat s'est permis d'infâmes insinuations. Sous l'œil paternel de ... (il hésite quelques secondes) ... de gens qui devraient mieux savoir, les calomnies furent encore répandues. Il n'y a pas d'infamie qu'on n'a pas faite, il n'y a pas d'insinuations qu'on n'a pas lancées. On est allé jusqu'à dire: Je ne peux pas parler. Je le tiens de M. Taschereau sous le sceau du secret, et si M. Taschereau voulait me laisser parler, je le dirais. Et on a continué à faire circuler les mêmes rumeurs. On a dit des choses infâmes. L'on a été jusqu'à dire que l'on avait trouvé dans les bureaux du procureur général les boutons de manchettes du meurtrier avec un nom dessus.

Et un orateur affirma: On le sait bien au département du procureur général qui a assassiné Blanche Garneau. On a les boutons de manchettes du coupable, mais on ne fait rien. Ces infamies ont été débitées, je le répète, sous l'œil paternel de gens qui devraient savoir mieux. Ces dires ont été appuyés par d'autres personnes dont je ne peux dévoiler les noms, étant lié par le secret professionnel.

M. l'Orateur, je déclare solennellement que je puis me rendre le témoignage devant les membres de cette Chambre, devant Celui qui me jugera, un jour et devant la province, et celle-ci me rendra ce témoignage, que nous avons fait tout notre devoir, nous avons fait tout ce qui était humainement possible pour découvrir les meurtriers, et que nous n'avons rien fait pour essayer de soustraire à la justice une personne ou des personnes quelconques. Rien n'a été omis, aucune piste n'a été négligée et aucune personne n'a été épargnée pour découvrir les meurtriers de Blanche Garneau.

Je n'aurais pas hésité un seul instant de prendre tous les moyens nécessaires pour faire fonctionner le glaive de la justice, même si ce glaive eût dû tomber sur la tête de ceux qui me sont les plus chers et me touchent de plus près. Nous n'aurions rien épargné. Cependant, j'espère que plus tard, justice complète me sera rendue, ainsi qu'à ceux que l'on accuse injustement, et tout simplement dans un but de conduire et mener à bonne fin une infâme manœuvre politique.

Quand en Chambre, j'ai déclaré que nous tenions les meurtriers, je crois que nous avons assez de preuves pour dire cela et que n'importe qui aurait fait la même chose à ma place. J'étais sincère, je le croyais et je le crois encore. Binet a déclaré à trois reprises qu'il était là lorsque le meurtre avait été commis; il en a donné tous les détails.

Allez-vous prétendre que nous avons quelque autre intérêt de ramener ce Palmer de ce pénitencier de l'Ouest? Nous avons découvert qu'il était à Québec au moment du meurtre. Cela était certain. Nous avons toutes les raisons de croire la version de Binet qui avait décrit en détail le costume de la victime. Nous étions sûrs de détenir les coupables.

Quand j'ai déclaré en Chambre que nous tenions les meurtriers, n'importe qui aurait pu faire comme moi. Alors, nous avons les déclarations assermentées de Binet. N'importe qui à ma place aurait fait la même déclaration. Pouvions-nous hésiter un seul instant? Nous n'avons pas hésité, car nous avons toutes les raisons de croire que nous tenions les coupables. Les accusés ont été acquittés, laissons-les bénéficier du doute. Après donc toute cette série d'insinuations méchantes, Roberts est entré dans la manœuvre, et il a donné publicité à ces rumeurs.

L'homme que nous allons voir devant nous a répété ces insinuations dans son journal. M. Roberts dit que les coupables sont des députés de cette Chambre. Il a écrit: "The names of two members of the Provincial Legislature are coupled with this sinister crime and one may hear their names openly mentioned and their alleged guilt publicly discussed in the City of Quebec and it is freely and frankly said that the cause of the inaction on the part of the authorities in clearing up the mystery and bringing the guilty to justice is because of the fact of these two persons being members of the Legislature<sup>5</sup>". Est-il une accusation plus outrageante et plus odieuse qu'il importe à tous les membres de la Chambre d'éclaircir?

Chacun peut en prendre sa part et proclamer bien haut, pour ne pas être soupçonné: ce n'est pas moi. Depuis que j'ai lu cet article, j'ai référé à bien des précédents où l'on avait violé les privilèges de cette Chambre et je n'ai rien vu de plus atroce et de plus infâme. Chaque député de la Chambre peut être actuellement visé. On peut peut-être s'étonner que ce qui arrive aujourd'hui ne soit pas arrivé plus tôt. Car le journal en question fait une sale besogne. Il n'y a pas seulement M. Roberts cependant qui poursuit cette sale besogne.

M. Roberts n'est pas le seul qui écrit dans *The Axe*. Il y a M. E., M. K., M. M., qui collaborent avec M. Roberts. Je n'ai pas besoin de les nommer, car il s'en trouve certainement dans cette salle qui collaborent à son journal, si on peut le qualifier ainsi. Ils se reconnaîtront peut-être ici. Roberts comparaitra devant nous sous peu. Je ne sais pas ce qu'il va dire. Si M. Roberts fait un acte de contrition, je ne croirai pas qu'il soit sincère, car son journal a paru à Montréal aujourd'hui et il est aussi sale que la semaine dernière.

On nous dira: Mais les jurés ont acquitté Binet et Palmer. Qu'est-ce que cela veut dire? L'affaire Garneau, après les fausses déclarations de Binet au sujet de son complice Palmer, a pu être difficilement éclaircie, mais tout récemment, quatre Roumains furent arrêtés et trouvés coupables de meurtre. Trois furent pendus, mais le quatrième obtint un sursis, car ses avocats insistèrent pour discuter de nouveaux points de droit qui furent portés jusqu'en Cour d'appel. Celle-ci confirma le verdict des jurés, mais son jugement fut plus tard renversé par la Cour suprême qui a cassé cette condamnation sur une question légale, et un nouveau procès a été fait à l'accusé. Il fut acquitté.

La justice se voyait en face de plusieurs verdicts, tous rendus de bonne foi. Cependant, le meurtre avait été commis, des preuves accablantes laissaient croire à la culpabilité presque évidente de l'accusé qui jouit toutefois maintenant de sa liberté. Quel fut le bon verdict parmi ceux qui furent rendus dans cette affaire?

J'ai demandé à l'Assemblée législative de faire comparaître M. Roberts à la barre de la Chambre, parce que j'estimais que chacun des membres de l'Assemblée, incluant moi-même, était visé par les soupçons du rédacteur en chef du journal *The Axe*. Tous nous sommes atteints, vous-même M. l'Orateur!

C'est dans le but de nous disculper tous que j'ai présenté cette motion qui fut adoptée à l'unanimité par l'Assemblée. Ce n'est pas seulement l'honneur de cette Assemblée qui fut attaqué par M. Roberts, c'est aussi l'honneur et la réputation de chacun des ses membres, la réputation et l'honneur de leurs familles et l'honneur et la réputation de toute la province.

M. l'Orateur, je demande à la province si le poison de la calomnie n'a pas pénétré trop loin. Je réclame du public le témoignage que la justice a tout fait pour retrouver les assassins de Blanche Garneau et que, si les accusés ont été acquittés, cela ne veut pas dire que nous ayons caché qui que ce soit.

En terminant, je demande aux membres de l'Assemblée législative d'agir comme des juges, de juger l'accusé avec sang-froid. Car ils ont entre leurs mains l'honneur de la Chambre, celui des députés qui la composent et l'honneur de toute la province qu'il est de leur devoir de revendiquer. Je vous prie, Monsieur, de mettre ma motion aux voix.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre et procureur général a demandé aux députés de considérer la question qui nous occupe en ce moment avec sang-froid. C'est avec ce calme et le sang-froid que recommande le premier ministre que je me lève et que j'entends, pour ma part, la considérer. J'entends juger la question à son mérite. J'entends juger l'accusé sur son article, ses explications et ses déclarations. Je veux donner à l'accusé ce qu'il mérite. Mais il faut juger ce dernier sur l'accusation pour laquelle on l'a arrêté, et non sur les faits en dehors de la question.

L'honorable premier ministre et procureur général me permettra de trouver un peu étrange la violence de son réquisitoire contre l'accusé et des adversaires politiques qui ne sont pas en cause, avant même la comparution de l'accusé à la barre de cette Chambre. Si je me lève, c'est pour dire que je n'ai pas de parti pris. Je n'ai pas mission de défendre l'accusé. J'ai voté avec le premier ministre pour citer l'accusé à la barre de la Chambre et pour savoir si l'éditeur de *L'Axe* pouvait prouver ou justifier ce qu'il disait sur deux députés en rapport à l'affaire Blanche Garneau. Je suis député et je puis être visé par cet article et être accusé moi-même par l'opinion publique. Je suis traité dans l'article de l'accusé comme tous les autres députés de cette Chambre. Je ne l'approuve pas. C'est dire que je n'ai aucune faveur à accorder à l'accusé, mais je lui dois quand même justice. Je veux que la Chambre revendique son honneur par des moyens honorables, selon les règles de la Chambre et les règles constitutionnelles.

Je vous le dis franchement, M. l'Orateur, le premier ministre aurait mieux fait d'amener le prisonnier devant la barre de la Chambre avant de prononcer le réquisitoire qu'il vient de nous faire contre lui. Son attitude aurait été, sans doute, plus appréciée par toute la province. Ce n'est pas le temps de faire ici des discours de campagne électorale pour soulever les passions, il faut juger l'accusé avec justice, et c'est ce que je ferai. Il faut considérer dans quelle position nous sommes, c'est-à-dire, accusés et juges à la fois. En effet, nous sommes présentement, nous députés de cette Chambre, les accusés et les juges de Roberts. C'est une position excessivement

délicate devant l'opinion publique. Elle a les yeux sur nous. Si avant d'avoir entendu l'accusé, nous montrons une furieuse détermination à le condamner, si nous proclamons qu'il est un misérable, pourquoi lui faire subir une enquête? Le procédé me paraît étrange.

Je ne suis pas avocat. Qu'il se présente ici, et s'il ne peut pas justifier la publication de cet article, nous rendrons alors le jugement qu'il mérite. Nous le condamnerons selon nos pouvoirs et notre devoir; n'allons pas au-delà, et il convient d'examiner froidement notre position et la portée de l'article. Il me semble que des juges ne devraient pas être influencés, avant même d'avoir entendu une cause. Est-ce que l'opinion publique sera satisfaite de notre conduite? Je préfère entendre l'accusé d'abord. Je ne crois pas que l'on puisse juger l'accusé avant de l'entendre, ici même.

Si je parle ainsi, c'est que je ne veux pas que l'on dise en dehors de la Chambre, que l'on a soulevé les préjugés contre l'accusé et ses défenseurs, que nous l'avons bâillonné. Prenons garde que l'opinion publique nous juge mal et trouve que nous sommes trop empressés à étouffer l'accusé avant qu'il ne parle. Je veux que le public - car nous dépendons du public - puisse dire que nous avons rendu justice à l'accusé avec sang-froid et dignité. Ce n'est pas avec des préjugés ou des appels aux préjugés ou aux passions politiques que nous devons chercher à nous défendre. Le premier ministre a cru devoir attaquer des adversaires politiques dans une circonstance aussi particulière. Je crois qu'il a eu tort.

Quant aux campagnes électorales, et ce qui a pu se dire au cours de ces campagnes, et quant aux insinuations politiques de l'honorable premier ministre, je les repousse pour le moment, vu qu'il ne convient pas d'en parler davantage en pareilles circonstances; mais je reviendrai sur l'élection de Labelle. Je saisirai, moi, une occasion plus convenable pour parler de cette élection, et je n'aurai pas peur d'en parler et de rencontrer le premier ministre.

Ce n'est pas la première fois qu'une affaire semblable passionne l'opinion publique. Il est arrivé des circonstances où l'on s'est servi de l'administration de la justice pour faire de l'agitation politique. Un parti politique a eu beaucoup à souffrir, il y a plusieurs années, dans l'affaire Shortis, par exemple, en 1896<sup>6</sup>. Qu'on se le rappelle bien. Mais ce n'est pas le temps de rappeler ces faits. Nous sommes les juges d'un homme que nous avons accusé nous-mêmes. Sachons le juger convenablement, suivant la justice et la dignité de notre rôle.

Nous avons sommé Roberts de comparaître. Qu'il compare. Nous allons l'entendre. S'il n'est pas capable - et je crois qu'il ne l'est pas - de prouver les accusations qu'il a portées, nous le jugerons.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):**

M. l'Orateur, avant de faire les observations que je crois devoir faire, je veux éclaircir ma situation. Je suis un des avocats dans différents procès criminels pour libelle qui ont été intentés contre M. Roberts, à Montréal, et bien que je pourrais donner d'intéressants détails sur les méthodes de M. Roberts, pour la publication de son journal *The Axe* et rendre compte de sa façon de procéder, je crois que ce n'est ni le temps ni le lieu pour mettre mes collègues au courant de ces procédés qui toutefois ne manquent pas d'intérêt.

Ces causes sont *sub judice* et j'espère que les tribunaux de Montréal, qui entendent actuellement ces causes, rendront à mes clients la justice à laquelle ils ont droit et qu'ils méritent. J'ai assez confiance dans les tribunaux de la province pour savoir que, lorsque cette affaire sera jugée dans un très proche avenir dans le district de Montréal, ils y rendront justice à mon client. Mais je veux dire, cependant, ceci: J'ai remarqué que, depuis quelques mois, nous avons - et surtout depuis que *l'Axe* a fait sa première apparition - une sorte de journalisme qui a pris son origine aux États-Unis et qui a été, malheureusement, introduite dans Montréal.

*The Axe* a commencé une campagne d'un genre auquel nous étions peu habitués. Ce journal est avide de nouvelles à sensation, de scandales et n'épargne la réputation de personne. C'est une forme de journalisme à sensation, qui consiste à jeter de la boue sur les familles les plus respectables et qui puise ses ressources dans le chantage et le scandale. Les personnes qui dirigent ce journal n'ont pas de soucis pour la réputation de qui que ce soit. La réputation d'un homme n'est jamais en sûreté avec ces individus. Le fait est que plus un homme a bonne réputation, plus il est considéré comme une bonne cible par eux. J'irai même jusqu'à dire qu'ils recherchent davantage les meilleures réputations.

**M. Paquet (Saint-Sauveur):** Écoutez! Écoutez!

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Nous savons tous quel précieux héritage constitue pour un père la réputation qu'il laisse à ses enfants. Un homme travaille pour laisser à ses enfants ce qu'il a de plus cher au monde, sa réputation. Ces hommes ne s'arrêtent pas devant la réputation.

Si M. Roberts était à la barre de la Chambre, je lui rappellerais le mot de Shakespeare quand il disait: "Good name in man and woman, dear, my lord, is the immediate jewel of their souls: Who steals my purse, steals trash; 'tis something, nothing; 't was mine, 'tis his, and has been slave to thousands, but he that filches from me my good name robs me of that which not enriches him and makes me poor indeed<sup>7</sup>." (Applaudissements)

M. l'Orateur, quand un journaliste accuse un homme d'être un voleur, un brigand ou un assassin et qu'il sait que c'est faux, ou sans avoir la preuve de ce qu'il affirme, je crois qu'il ne mérite plus l'estime de ses collègues, qu'il doit être considéré comme une disgrâce pour sa profession et une menace pour la communauté au milieu de laquelle il vit. Mais cette attaque portée contre la Législature, que signifie-t-elle vraiment? M. l'Orateur, dans le cas de M. Roberts et de l'accusation portée par *The Axe* contre la Législature, cela signifie que chacun de nous, M. l'Orateur, sommes soupçonnés d'être les auteurs de ce crime infâme, tous.

Vous M. le premier ministre et vous, M. le chef de l'opposition, et vous, vous, vous, (en montrant du doigt quelques-uns de ses collègues), nous tous, députés, nous sommes accusés d'être un des auteurs du meurtre de Blanche Garneau, ou d'avoir participé au meurtre le plus horrible qui ait encore été commis. Nous sommes tous en butte aux soupçons. M. Roberts avait-il un mot de preuve pour porter de telles accusations, pour laisser planer de tels soupçons? Non.

Lorsqu'il écrivait cet article, il mentait, et il le savait. Et s'il ne le savait pas, il aurait dû le savoir. Je n'ajouterai qu'un seul mot. Peut-être M. Roberts nous offrira-t-il des excuses tout à l'heure. Je crois que si nous les acceptons, elles ne devraient servir qu'à atténuer un tant soit peu le châtement que cette Chambre aura jugé bon de lui imposer. Car si nous n'imposons pas de châtement, qu'il mérite s'il est trouvé coupable, le peuple de cette province et des autres provinces croiront que la Législature a peur de M. Roberts. Une rétractation de la part de M. Roberts dans son journal serait loin de suffire pour réparer le mal fait à la réputation de la Chambre.

Il serait temps d'infliger à l'éditeur de l'*Axe* la punition qu'il mérite. Je n'ai pas peur de M. Roberts. Je ne crains pas les accusations de M. Roberts et crains encore moins tout ce que ce dernier pourra dire sur mon compte. Et je crois que pas un seul membre de cette Chambre ne craint ce que M. Roberts peut dire de lui dans son journal. J'ajoute que M. Roberts devrait recevoir une punition, afin de donner une leçon à ceux qui seraient tentés de

publier de semblables articles. Mais avant tout, je crois que nous devons donner justice à l'accusé. Moi pour un, je veux lui donner justice, mais je dis que justice doit aussi nous être rendue, justice aussi à la dignité et à l'honneur de cette Chambre, qui doivent être revendiqués.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que MM. Alexandre Bélinge et Walter John Breen, sténographes officiels au palais de justice, soient autorisés à venir, en deçà de la barre de la Chambre, pour recueillir au moyen de la sténographie et à transcrire les questions qui seront posées à M. John H. Roberts, ainsi que tout ce que celui-ci pourra dire à la barre de la Chambre.

Adopté.

**Le greffier** fait prêter serment à MM. Alexandre Bélinge et Walter John Breen, sténographes officiels du palais de justice pour recueillir par le moyen de la sténographie et de transcrire les questions qui seront posées à M. John H. Roberts, ainsi que tout ce que celui-ci pourra dire à la barre de la Chambre.

**M. le sergent d'armes** quitte la Chambre et reparait quelques secondes plus tard au côté de M. Roberts et escorté de deux officiers de la police provinciale. Aidé par un huissier, le sergent d'armes fixe la barre et l'accusé s'y appuie<sup>8</sup>.

**M. le sergent d'armes (M. Delisle)** s'avance sur le parquet de la Chambre.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous informer que M. John H. Roberts, de Montréal, directeur du journal *The Axe* et président de The Axe Publishing Company Limited qui publie ledit journal, est, en ce moment, à la barre de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la question suivante soit posée à M. Roberts: Êtes-vous John H. Roberts, éditeur de l'*Axe* et président de la Axe Publishing Company Limited?

**M. l'Orateur** donne lecture de la motion en français et en anglais et la soumet à la Chambre<sup>9</sup>.

Adopté.

**M. l'Orateur:** Êtes-vous M. John H. Roberts, éditeur de *The Axe* et président de The Axe Publishing Company Limited?

**M. Roberts:** M. l'Orateur, je demande le privilège d'être représenté par un conseil.

**M. l'Orateur:** Est-ce le désir de la Chambre que l'accusé soit représenté par ses avocats?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'accusé ne peut être représenté par son avocat, mais nous pouvons lui permettre d'être assisté par ses avocats.

**M. l'Orateur:** Vous avez la permission d'être assisté d'un conseil.

(MM. Armand Lavergne et Antoine Rivard entrent et prennent place à côté de M. Roberts. Ils discutent pendant une minute.)

**M. l'Orateur:** Voulez-vous répondre à la question qui vient de vous être posée?

**M. Roberts:** Ne pourrait-on pas me lire de nouveau la question, monsieur l'Orateur?

**M. l'Orateur:** Êtes-vous l'éditeur de *The Axe* et président de The Axe Publishing Company Limited?

**M. Roberts:** Je le suis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Caron), que la question suivante soit posée à M. J. H. Roberts: Qu'avez-vous à dire pour justifier l'article mentionné dans le mandat qui vous ordonne de comparaître à la barre de la Chambre?

**M. l'Orateur** soumet la question à la Chambre.  
Adopté.

**M. l'Orateur** pose la question à M. J. H. Roberts.

**M. Roberts:** Monsieur l'Orateur, je demande qu'il soit permis à mon avocat de répondre pour moi.

**M. l'Orateur:** Non, Monsieur, vous avez la permission d'être assisté par votre conseil, mais votre conseil ne peut pas parler pour vous.

**M. Roberts:** (consulte ses avocats pendant quelques minutes) Monsieur l'Orateur, l'article que j'ai écrit dans le journal *The Axe*, dont je suis l'éditeur, a été écrit par moi-même sans intention quelconque d'attaquer ou d'outrager l'honneur et la dignité de cette Chambre; en vérité, il a été écrit dans un but tout à fait contraire, celui de soutenir, protéger et sauvegarder la dignité et l'honneur de cette Chambre. Je suis un électeur de la province de Québec, je suis un journaliste servant l'intérêt public et j'ai cru qu'il était de mon devoir et conforme à mon respect pour cette Chambre, pour le roi et pour le Dieu que j'ai toujours servi, de dire ce que j'ai dit lorsque j'ai écrit mon article. Si c'est un crime, le crime doit être intentionné, et il n'y a eu aucune intention de porter atteinte à l'honneur et à la dignité de cette Chambre. Je prétends, monsieur l'Orateur, que si mon article avait eu pour résultat de dévoiler les meurtriers de Blanche Garneau, de soustraire les noms et les réputations de certaines personnes aux soupçons, aux doutes, aux insinuations et accusations qui ont circulé pendant plusieurs mois, j'aurais alors rendu un grand et un précieux service à cette honorable Assemblée.

Et si, au contraire, quelque chose que j'aurais pu écrire, eût eu pour effet d'impliquer les membres de cette Chambre, je n'ai nommé aucun d'eux, c'eût été rendre un service à cette assemblée que de divulguer ceux d'entre eux qui n'auraient plus été dignes d'être comptés au nombre de leurs collègues. En conséquence, monsieur l'Orateur, je prétends n'avoir pas besoin de justifier mon article. Il a été écrit de bonne foi. Je suis partisan de la loi et du bon ordre. Je suis un sujet dévoué du souverain et de la couronne. Je crois en l'honneur et en la dignité de cette assemblée, et loin de vouloir la condamner et l'outrager, je verserais volontiers, s'il le fallait, mon sang pour la défendre.

**Des députés** rient.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Roberts:** Monsieur l'Orateur, je suis aussi journaliste et je crois en la liberté de la presse. Et je combats pour la protection de cette liberté de la presse.

Je ne suis pas John H. Roberts, ici aujourd'hui, je ne suis pas simplement éditeur de *The Axe*, je représente la presse libre au Canada, parlant pour sa défense. Et ce que j'ai dit, monsieur l'Orateur, je prétends avoir droit de le dire. Si vous nous niez le droit de critique, si vous prétendez que nous devons

garder le silence, lorsque de graves questions publiques sont en jeu, alors, si vous nous réduisez à la condition des Russes au temps des tsars, il pourrait arriver ici ce qui est arrivé de nos jours au tsarisme en Russie.

(Il consulte ses avocats.)

Je n'ai pas d'autre chose à dire, monsieur l'Orateur. Je prétends qu'il n'y a eu aucune violation, aucun attentat aux privilèges de cette Chambre. Bourinot dit ... à la page 151, article 16 ...

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je ne crois pas que vous ayez le droit de citer des autorités ou qu'il vous soit permis de citer des précédents pour justifier votre article. Vous soulevez une question d'ordre et c'est une question du ressort de la Chambre elle-même.

**M. Roberts:** Votre Seigneurie, pardon, M. l'Orateur, je dis que pour qu'un attentat aux privilèges de la Chambre soit commis, il faut ...

**M. l'Orateur:** Vous n'êtes pas un membre de la Chambre. La Chambre seule a le droit de décider ces questions.

**M. Roberts:** Mon Dieu! Monsieur l'Orateur, je désire simplement dire que, pour qu'il y ait violation de privilège, il doit y avoir un libelle.

Je ne veux pas démontrer, monsieur l'Orateur, que je n'ai pas attaqué les privilèges de cette Chambre et que ...

**M. l'Orateur:** Vous n'êtes pas un membre de cette Chambre. Vous êtes ici comme accusé. Et je veux que vous ne déclariez que ce que vous avez à dire pour justifier votre article.

**M. Roberts:** Je comprends, monsieur l'Orateur, que je suis devant un tribunal ou une cour qui a le pouvoir de me punir et, en conséquence, je prétends respectueusement, qu'ayant été appelé à justifier mon article, je devrais avoir la permission de démontrer qu'à mon avis, il n'y a aucune violation de privilège. Je puis citer des autorités à cet effet. Si j'avais attaqué un membre de cette Chambre en sa qualité de membre, il y aurait eu alors violation de privilège; mais quelle que soit l'attaque qu'il y ait eue, si attaque il y a, ce que je n'admets pas, c'est une attaque contre des députés privément et non comme députés. En conséquence, je sou mets qu'il est de la compétence des cours de justice ordinaires de décider de toute injure qui pourrait avoir été faite à quelque député de

cette Chambre en leur qualité privée. De plus, monsieur l'Orateur, j'ai été, aujourd'hui, traduit et mis en accusation devant une cour de justice pour une offense résultant de la publication du même article, et si le tribunal a pouvoir dans un cas, je sou mets qu'il doit avoir plein et entier pouvoir dans l'autre, et qu'on aurait dû recourir aux cours de justice et non me soumettre à l'humiliation d'être traduit à la barre de cette Chambre.

(Il consulte ses avocats.)

Monsieur l'Orateur, il y a aussi un principe de droit en jeu dans cette question. Assurément, aucun homme ne peut être accusé deux fois et subir deux procès en deux occasions différentes, devant différents tribunaux, pour une seule et même offense. Je prétends que l'offense qui découle de la publication du présent article est la même offense que celle pour laquelle j'ai comparu devant une cour de justice, aujourd'hui, et pour laquelle je puis plus tard être appelé à subir mon procès.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement a déjà choisi le tribunal qui doit faire mon procès, et ayant été traduit devant ce tribunal, comme je l'ai dit, je sou mets que le fair-play britannique justifierait cette Chambre de retirer cette motion pour le moment, jusqu'à ce que les cours de justice en aient fini avec moi, et que je ne recevrai pas justice, si je suis condamné ici, pendant qu'on me fait mon procès dans une autre cour. Et de plus, M. l'Orateur, si cette motion est maintenue par cette honorable Chambre, vous allez me forcer à révéler mes moyens de défense, avant que ma cause soit entendue en temps et lieu par le jury qui sera choisi à cet effet à une date postérieure. Et sûrement, je dois être traité avec la plus élémentaire justice. Si vous décidez réellement que je dois révéler mes moyens de défense, j'en souffrirai un tort grave. Et je sais qu'aucun membre de cette honorable Chambre ne désire, dans son cœur, me causer d'injustice. J'ai fini, monsieur l'Orateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la question suivante soit posée à M. J. H. Roberts: Désirez-vous mentionner quelques noms en rapport avec cet article?

**M. l'Orateur** soumet la question à la Chambre.

Adopté.

**M. l'Orateur** pose la question à M. J. H. Roberts.

**M. Roberts:** Monsieur l'Orateur, je ne désire pas mentionner les noms.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la question suivante soit posée à M. J. H. Roberts: Êtes-vous en état de prouver que deux députés de cette Chambre ont participé au meurtre de Blanche Garneau?

**M. l'Orateur** soumet la question à la Chambre. Adopté.

**M. l'Orateur** pose la question à M. J. H. Roberts.

**M. Roberts:** Je ne puis prouver que ce que j'ai dit dans mon article et je n'ai pas dit que des députés de cette Chambre avaient assassiné Blanche Garneau, ni participé à ce meurtre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'insiste pour qu'il réponde oui ou non.

**M. l'Orateur:** La Chambre désire que vous répondiez catégoriquement à la question qui vous est posée: non ou oui?

**M. Roberts:** Je ne suis pas le procureur général.

**M. l'Orateur:** Vous devez répondre aux questions qui vous sont posées, M. Roberts.

**M. Roberts:** Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à la question du mieux que je le pouvais, et je ne puis donner d'autre réponse.

Je sou mets que la question est illégale, que j'ai des droits comme témoin et que je ne peux être examiné que sur les faits qui découlent de l'article dont il s'agit. Ce fait ne découle pas de cela. La question est hors d'ordre.

**Des députés** rient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la question suivante soit posée à M. J. H. Roberts: Donnez les noms des deux députés auxquels vous réferez dans votre article.

**Des députés** applaudissent.

**M. l'Orateur** soumet la question à la Chambre. Adopté.

**M. l'Orateur** pose la question à M. J. H. Roberts.

**M. Roberts:** Monsieur l'Orateur, je serais prêt à divulguer toutes choses se rapportant à mon article et à donner des informations que je possède devant un comité de cette Chambre. Pour le moment, sur l'avis de mes avocats, je refuse de répondre maintenant à la question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'insiste pour qu'il réponde devant la Chambre. J'insiste sur cela, afin que la Chambre soit mieux informée avant de former un comité.

**M. l'Orateur:** La Chambre insiste pour que vous répondiez à la question qui vient de vous être posée.

**M. Roberts:** Monsieur l'Orateur, je sou mets respectueusement que je ne puis donner à la question aucune autre réponse que celle que j'ai déjà donnée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la question suivante soit posée à M. J. H. Roberts: Pourquoi refusez-vous de donner les noms des deux députés?

**M. l'Orateur** soumet la question à la Chambre. Adopté.

**M. l'Orateur** pose la question à M. J. H. Roberts.

**M. Roberts:** Tout d'abord, j'ai, dans mon article, déclaré que des rumeurs circulaient et que des déclarations étaient faites affectant deux députés de cette Chambre. Mon article ne leur cause donc aucun tort, mais les nommer ainsi publiquement serait commettre une injustice grave à leur égard.

**Des députés** rient.

**M. Roberts:** En second lieu, je suis à subir un procès devant une cour de justice et, de l'avis de mes avocats, dans ces circonstances, je crois que ce serait compromettre ma défense devant ces cours que de révéler les noms des députés, pour le moment. Mais, si je suis traduit devant un comité de cette Chambre, alors je consentirai à révéler tout ce qui se rapporte à mon article.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que cette Chambre ordonne au témoin de déclarer séance tenante les noms des deux députés qui ont participé au meurtre de Blanche Garneau?

**Des députés** applaudissent.

Adopté à l'unanimité.

**M. l'Orateur** informe M. J. H. Roberts de cet ordre ainsi qu'il suit:

Il vous est ordonné par cette Chambre de donner maintenant les noms des deux députés qui ont participé au meurtre de Blanche Garneau.

**M. Roberts:** Monsieur l'Orateur, sur l'avis de mon avocat, je dois respectueusement refuser de répondre, pour le moment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) doute que la Chambre soit présentement en état de rendre un jugement. Personnellement, il s'en sent incapable et préfère attendre.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron): 1. Que lorsque M. John H. Roberts se retirera de cette Chambre, il reste sous la garde du sergent d'armes jusqu'à ce que de nouvelles instructions soient données à ce dernier par cette Chambre; 2. Que le sergent d'armes soit autorisé à conduire sous sa garde ledit John H. Roberts devant tout tribunal, ou magistrat qui requerront sa présence pourvu qu'après sa comparution devant telle cour ou devant tel magistrat, il continue à être sous la garde du sergent d'armes, sujet aux instructions de cette Chambre, comme dit ci-dessus.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons ajourner cette affaire Roberts à mardi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'affaire J. H. Roberts soit ajournée à mardi le 7 novembre courant et que M. John H. Roberts se retire.

Adopté à l'unanimité.

La séance se poursuit<sup>10</sup>.

## Questions et réponses:

**J.-H. Boisvert**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. M. J.-H. Boisvert est-il comptable au département des terres de la couronne?

2. Est-il le même M. Boisvert qui fut ou qui est comptable de la Provincial Securities de Québec?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. Oui. 2. Le gouvernement ignore le nom du comptable de la Provincial Securities de Québec.

## Échange de lots

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il échangé des lots avec quelques citoyens depuis janvier 1922?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms et les résidences de ces citoyens?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. Non. 2. Réponse par 1.

## Impressions payées par le gouvernement

**M. Smart (Westmount):** 1. Quel montant total a été payé par le gouvernement au cours de la dernière année fiscale: a. pour annonces; b. pour impressions et reliures?

2. Quels sont les noms des journaux, compagnies d'impression ou de reliure auxquels ces paiements ont été faits, et quel montant a été payé à chacune de ces compagnies?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le tout apparaît aux comptes publics.

## Licence de pêche à P.-J. Lapointe

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il en 1922 accordé une licence de pêche dans le lac Saint-François à M. P.-J. Lapointe?

2. Dans l'affirmative, pour combien de temps?

3. Est-il vrai que le gouvernement a ensuite annulé cette licence?

4. Dans l'affirmative, pour quelle raison?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.



### Passif des municipalités

**M. Renaud (Laval):** 1. Quel était le passif total des municipalités dans la province de Québec: *a.* en 1915? *b.* en 1919? *c.* en 1921?

2. Quel était le passif des municipalités rurales pour les mêmes années?

3. Quel était le passif total des municipalités, corporations ou commissions scolaires pour les mêmes années?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** (Voir la liste ci-dessous)

#### *Municipalités*

	1915	1919	1921
1. Passif des municipalités au total:	\$182,835,879	\$207,488,833	\$231,232,276
2. Passif des municipalités rurales:	6,266,818	8,111,306	10,448,748

#### *Corporations scolaires*

3. Passif au total:	\$24,700,626	\$34,467,669	\$42,638,543
---------------------	--------------	--------------	--------------

### Valeur des mines

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelle a été la valeur du produit de nos mines en 1920?

2. Même question pour 1922?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. La valeur du produit de nos mines et carrières en 1920: \$28,392,939.

2. La statistique minière se fait pour l'année du calendrier, 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclusivement, et l'année n'étant pas terminée, nous n'avons pas encore les chiffres.

### Lots vendus à M. Campbell

**M. Dufresne (Joliette):** Le gouvernement a-t-il depuis 1912 vendu des lots à un nommé Campbell, des États-Unis?

2. Dans l'affirmative, ce M. Campbell possède-t-il encore ces lots?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Pour répondre à cette question, il faudrait connaître le prénom de M. Campbell, ainsi que le nom du ou des cantons où il aurait obtenu un ou des lots.

### Demande de documents:

#### Fermes à vendre

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du relevé préparé par le bureau de Colonisation de Montréal comprenant le nombre de fermes à vendre dans notre province.

Adopté.

#### Voirie

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc. entre la municipalité de la paroisse de l'Islet et le gouvernement, au sujet de la voirie, depuis 1919, et, aussi, entre le gouvernement et la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, au sujet de la voirie, depuis 1919.

Adopté.

#### Colons établis depuis 1921

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le

lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les noms des colons qui ont acheté des lots depuis le 19 mars 1921 jusqu'au 30 juin 1922; 2. Dans quels cantons ces colons sont-ils établis.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### **Administration financière de la Commission des liqueurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 mars 1922, pour communication des copies de toute correspondance entre le gouvernement ou le trésorier de la province et la Commission des liqueurs de Québec et de toutes instructions données à la Commission par le gouvernement ou le trésorier de la province au sujet des méthodes de comptabilité et de rapports devant être suivies par la Commission et aussi au sujet de la vérification des comptes de la Commission et de la nomination des vérificateurs. (Document de la session no 32)

##### **Rapport du surintendant de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1921-1922. (Document de la session no 8)

##### **Institutions d'assistance**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des institutions d'assistance, pour l'année 1921. (Document de la session no 24)

##### **Rapport de l'archiviste**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour 1921-1922. (Document de la session no 30)

##### **État financier de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922. (Document de la session no 9)

#### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Selon *L'Événement* du 3 novembre 1922, une foule nombreuse attendait depuis plusieurs heures l'ouverture des galeries de l'Assemblée et se précipita sur les sièges libres dès que les portes furent ouvertes. Sur le parquet de la Chambre, près du trône de l'Orateur, six députés fédéraux étaient présents: MM. Georges Parent, E. W. Tobin, Lucien Cannon, L.-F. Fafard, F.-J. Pelletier et E. Danjou.

2. Tous les courriéristes parlementaires signalent que la cohue de la foule dans les galeries créait un grand tumulte. Selon *L'Action catholique*, ce fut une véritable ruée dans les galeries, lorsque les portes furent ouvertes, après l'arrivée de l'Orateur à son fauteuil. On entendait des cris, et des constables qui repoussaient la vague, et des curieux hommes et femmes qui voulaient pénétrer dans la salle. De la galerie des courriéristes, on entendait les suppliques adressées par des dames aux constables sévères: "à certains moments nous craignons que quelques débris de chaises brisées ne fussent jetés dans notre enceinte".

3. Il est 4 h 30 à ce moment, selon le *Montreal Daily Star*.

4. Selon le *Montreal Gazette*, la police avait refermé les portes d'une des galeries dès que toutes les places furent occupées, et une foule de personnes tambourinaient contre ces portes. Dans une autre galerie, le bruit indiquait que la police était de plus en plus active, et avec une certaine efficacité, s'occupait d'expulser graduellement les gens.

5. Les noms de deux membres de la Législature provinciale se trouvent impliqués dans ce sinistre crime et l'on peut entendre ouvertement mentionner leurs noms et discuter publiquement leur prétendue culpabilité dans la cité de Québec. Et l'on dit librement et franchement que la cause de l'inaction de la part des autorités pour élucider le mystère et traduire le coupable en justice tient au fait que ces deux personnes sont membres de la Législature (traduction tirée des *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. LVII, session 1922, à la page 26).

6. Shortis était un Irlandais de famille aisée. Il commit des meurtres à Valleyfield et fut condamné à mort. La famille fit des pressions sur le gouvernement conservateur pour que sa peine soit commuée, ce qu'elle obtint. Les libéraux, en pleine campagne électorale, accusaient les conservateurs de protéger des assassins de bonne famille.

7. "Le bon renom pour l'homme et pour la femme, cher seigneur, est le premier joyau de leurs cœurs. Qui me vole ma bourse vole une camelote: c'est quelque chose et rien; elle était mienne, elle est sienne, elle fut serve de milliers d'hommes; mais qui me filoute de mon bon renom me dérobe ce qui ne l'enrichit pas et me fait pauvre vraiment." *L'Événement* traduit le tout de la façon suivante: "L'homme qui vole la réputation vole plus que la fortune d'un citoyen."

8. Selon la *Gazette* du 3 novembre 1922, à la page 3, l'un des huissiers réussit, après quelques difficultés, à fixer la barre et M. Roberts s'y appuya. La barre est faite de bronze, mais elle n'est pas installée de façon permanente. Pour l'occasion, elle fut astiquée avec soin, ce matin. *The Quebec Chronicle* ajoute: "Mr Roberts was then brought to the Bar and stood there calmly. All eyes were upon him, but he stood unperturbed with his hands behind his back and placidly surveyed the members of the House and the crowds in the galleries."

9. *The Montreal Star* du 3 novembre, à la page 4, explique en détail la procédure exceptionnelle de

cette comparution. Chaque question du premier ministre était présentée comme une motion avec un appuieur. L'Orateur la lisait en français et en anglais, la soumettait à la Chambre avant de la déclarer adoptée et de la poser à Roberts.

10. *Le Soleil* mentionne que "la Chambre passa aussitôt aux affaires du jour. Et la foule se dispersa pendant que le sergent d'armes amenait l'accusé. L'éditeur de *The Axe* est depuis hier soir enfermé dans une cellule des quartiers généraux de la police provinciale à l'Hôtel du gouvernement".

Après la séance, le chef de l'opposition accorda une entrevue au représentant du *Devoir* et déclara: "Ce n'est pas en leur qualité de membres de cette Législature que deux députés seraient impliqués dans le crime de Blanche Garneau, d'après la rumeur mentionnée dans l'article de l'*Axe*. C'est de la vie privée, de la vie du citoyen qu'il s'agit. Mais je veux bien étudier la question avant de me prononcer définitivement. Il y a une grosse question de droit dans cette affaire."



## Séance du vendredi 3 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 amendant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

La clause, qui oblige les compagnies à fournir au département des plans de leurs travaux souterrains, est la même qui existe en Colombie anglaise depuis 1897, et en Nouvelle-Écosse depuis 1900; elle existe aussi en Ontario.

Quand une mine était abandonnée et qu'il n'existait pas de plans des travaux souterrains, il y avait danger d'effondrement et d'inondation pour les autres mines du voisinage. La clause est proposée comme mesure de protection.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande à remettre l'adoption du projet de loi et d'ajouter le vote à la semaine prochaine. Son collègue de Westmount (M. Smart), qui est absent, avait demandé de retarder l'adoption de l'un des amendements, car il voulait consulter les intéressés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** informe le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que son collègue de Westmount n'a plus de critique à formuler. Il l'a rencontré, jeudi soir, après l'affaire Roberts, et le général lui a déclaré: "Vous pouvez proposer vos amendements à la loi des mines, M. le ministre, je les accepte."

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** accepte de passer la nouvelle loi.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);

- de M. Frank Bernard Chauvin, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);

- de Mgr Joseph-Édouard Feuilletault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'hôpital Notre-Dame de la Protection (M. Fortier);

- de dame Caroline Vincent, demandant l'adoption d'une loi conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens (M. Thériault);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Sainte-Catherine de Montréal et les syndics de ladite paroisse, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de compléter la construction de l'église de la paroisse (M. Vautrin);

- de Margaret Gascoigne et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation de The Study Corporation (M. Vautrin).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bédard);

- d'Ernest Rochon et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant, ainsi que les autres grevés et appelés d'une substitution créée par Jacques Rochon, à constituer une compagnie à fonds social (M. Bercovitch);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de faire des emprunts pour des fins scolaires (M. Forest);

- de la ville de Kénogami et autres corporations du comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte d'accord intervenu entre elles et Price Brothers & Co, Limited, et pour autres fins (M. Gaudrault);

- de l'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice, Limitée, (The Saint Maurice Cold Storage Limited) demandant l'adoption d'une loi modifiant le chapitre 142, du statut 12 George V, et pour autres fins (M. Mercier (Trois-Rivières));

- de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, du Comptoir coopératif de Montréal et de la Société coopérative agricole des producteurs de semence de Québec, demandant l'adoption d'une loi les fusionnant en une nouvelle société sous le nom de Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec ou celui de Quebec Federated Co-operative (M. Ouellet, Dorchester);
- de Joseph Lamoureux et autres, demandant l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs comme exécuteurs testamentaires de la succession de l'honorable J.-Octave Villeneuve (M. Poulin);
- de Jean-Baptiste Delâge, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Poulin);
- de Jean Rodier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente à lui consentie par la succession de feu Alfred Dalbec (M. Vautrin).

#### Rapports de comités:

**M. Péloquin (Richelieu):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Temple Emmanu-El, demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation, 46 Victoria, chapitre 67;
- d'Edgar-Albert Bruneau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente par Albert Bruneau à Petrus Cyr;
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs d'emprunt;
- de François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant que, dans la cité de Montréal, les terres en culture seront évaluées à une somme déterminée;
- de The Pentecostal Assemblies of Canada, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant ladite corporation comme corporation ecclésiastique avec droit de tenir registres d'état civil;
- des commissaires de l'école protestante de la municipalité de la cité et paroisse de Lachine, incluant les villes de Lasalle et de Dorval, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite municipalité à élire un conseil de six commissaires et pour autres fins;

- de la Montcalm Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec;
- de la Dominion Corset Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Georges Painchaud, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de rétrocession par Joseph-F. Leblanc, ès qualité, audit Georges Painchaud;
- de la corporation de la ville du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Marie-Eugénie Roy, en religion, Saint-Josaphat et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat de Saint-Sauveur.

#### Terres en culture à Montréal

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 52 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Orphelinat Saint-Sauveur

**M. Paquet (Saint-Sauveur)** demande la permission de présenter le bill 58 constituant en corporation l'orphelinat Saint-Sauveur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Pentecostal Assemblies of Canada

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 54 reconnaissant The Pentecostal Assemblies of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Commission des écoles catholiques de Québec

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rétrocession par  
J. Leblanc à G. Painchaud**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 82 validant un acte de rétrocession par Joseph Leblanc, ès qualité, à Georges Painchaud.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente par  
Edgar-Albert Bruneau  
à Petrus Cyr**

**M. Bullock (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 75 ratifiant une vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dominion Corset  
Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 76 concernant la Dominion Corset Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte du  
Cap-de-la-Madeleine**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 56 amendant la charte de la ville du Cap-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lots de  
Saint-Colomb-de-Sillery**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 89 détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Municipalité scolaire  
protestante de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 64 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et les villes de Lasalle et de Dorval à avoir un bureau de six syndics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Temple  
Emmanu-El**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 65 amendant la charte de Temple Emmanu-El.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Cautionnements des  
fonctionnaires du Trésor**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. La fidélité de tous les fonctionnaires ou de quelques-uns des fonctionnaires du département du trésorier est-elle garantie par des cautionnements?

2. Dans l'affirmative, pour quels montants et dans quelles compagnies ou compagnie?

3. Un cautionnement a-t-il été pris pour garantir la fidélité de M. F. H. Dunn?

4. Dans l'affirmative, pour quel montant et dans quelles compagnies ou compagnie?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui, pour quelques-uns; pour d'autres non.

2. Divers montants de \$500 à \$10,000 inclusivement dans les compagnies ci-dessous:

The London Guarantee and Accident Company;

The Guarantee Company of North America;

The Employers' Liability Assurance Corporation;

The Dominion of Canada Guarantee and Accident Insurance Company;

La Prévoyance, compagnie d'assurances de garantie contre les accidents;

The London and Lancashire Guarantee and Accident Company of Canada;

The Dominion Gresham-Guarantee and Casualty Company;

The Canadian Surety Company;

The Globe Indemnity Company of Canada.

3. Oui.

4. \$5,000, The Employers' Liability Assurance Corporation.

**Défrichement obligatoire  
des lots de colonisation**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de colons, qui ont acheté des lots en 1920, n'ont pas fait le défrichement obligatoire?

2. Combien en 1921?

3. Combien depuis 1921 jusqu'au premier septembre 1922?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. et 2. La réponse à ces deux questions a été produite le 9 mars 1922 et elle se trouve au numéro 56 des documents de la dernière session.

3. En vertu du billet de location, le colon est tenu de défricher trois acres par année; il faudra donc, pour les lots vendus en 1922, attendre qu'il se soit écoulé une année à compter de la date du billet de location pour pouvoir constater quels sont ceux qui n'ont pas fait le défrichement obligatoire.

#### **Annexe du palais de justice de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Les travaux d'excavation et de fondation, en vue de l'érection de l'annexe du palais de justice de Montréal, sont-ils terminés?

2. Combien ont coûté ces travaux au gouvernement jusqu'au mois de septembre dernier?

3. Quels sont les directeurs de la Foundation Company Limited qui fait ces travaux?

4. Où demeurent-ils?

5. Est-il vrai que le gouvernement rembourse, à la Foundation Company de Montréal, le coût des matériaux et de la main d'œuvre et lui paie en plus dix pour cent?

6. Quels sont les noms des personnes qui ont signé ce contrat, et où demeurent-elles?

7. Quelle garantie la Foundation Company Limited a-t-elle donnée au gouvernement?

8. Combien de sacs de ciment ont été employés dans ces travaux et quelle somme a-t-il été payé pour ce ciment?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui, je suis heureux, dit-il, d'annoncer que non seulement les travaux de fondation pour l'annexe du palais de justice de Montréal sont terminés, mais que les contrats pour la charpente sont déjà accordés et ces travaux sont aussi commencés.

2. \$369,959.40

3. et 4. C. W. Allen, R. E. Chadwick, Lawrence MacFarlane, Montréal; John W. Doty, Frank Quillter, New York; G. H. Duggan, Lachine; Franklin Remington, Oyster Bay.

5. Oui.

6. Pour The Foundation Company Limited, R. E. Chadwick, Montréal; pour le gouvernement,

l'honorable L.-A. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail par intérim, et Alphonse Gagnon, secrétaire du département susdit, de Québec.

7. Dix pour cent de retenue sur les paiements, jusqu'à concurrence de \$10,000.00

8. 57,664.00, à soixante centins par sac.

#### **Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill 7 amendant la loi des mines soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que, pour les fins de la construction d'un palais de justice et d'une prison pour le district de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, autorisée par la loi 12 George V, chapitre 21, les villes de Sainte-Agathe et de Sainte-Thérèse seront censées faire partie de la municipalité du comté de Terrebonne, relativement au prélèvement de montant de la souscription pour lesdits palais de justice et prison, conformément aux dispositions de la loi qui accompagne la présente résolution.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.



**Chef-lieu du district judiciaire  
de Terrebonne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Département des  
Travaux publics et du Travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Travaux publics et du Travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, dit-il, la loi oblige le secrétaire du département des Travaux publics et du Travail à signer les contrats avec le ministre. C'est le seul ministère où pareille coutume ait été conservée. Elle entraîne des dépenses de voyage inutiles et nous voulons que la loi décrète que la signature du ministre au bas d'un contrat suffira.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Travaux publics et du Travail.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Acquisitions et  
aliénations d'immeubles**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 amendant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droits sur  
les successions**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 amendant la loi de Québec relative aux droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est une simple formalité que nous changeons.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Pourquoi?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Pour sauver du temps et de l'argent.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Oh! Alors! Adopté.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi le 7 novembre courant.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** À quand?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À mardi après midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 55<sup>1</sup>.

---

### **NOTE**

1. Le journaliste Edmond Chassé de *L'Événement* ajoute que "le sergent d'armes se leva, enleva la masse et sortit, suivi du président, pendant que les députés allumaient des cigares ou leurs pipes, selon qu'ils représentent à la Chambre des divisions de villes ou des comtés de la campagne. De petits groupes se formèrent, car on avait encore une heure et demie avant le train de Montréal, et on causa de l'affaire Roberts. Selon *The Quebec Chronicle*, la séance n'aurait été levée qu'à midi trente.

## Séance du mardi 7 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Caron, Hull);
- d'Armand Bélanger, demandant l'adoption d'une loi faisant remonter au 14 juillet 1920 l'effet de son brevet de cléricature (M. Ashby);
- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une répartition annuelle (M. Renaud);
- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Quebec Tramways Company (M. Richard);
- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Quebec Power Company (M. Richard);
- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Quebec Gas Company (M. Richard);
- de Montreal Public Service Corporation, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom et pour d'autres fins (M. Richard).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de M. Frank Bernard Chauvin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);
- de Mgr Joseph-Édouard Feuilletault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'hôpital Notre-Dame de la Protection (M. Fortier);

- de dame Caroline Vincent, demandant l'adoption d'une loi conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens (M. Thériault);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Sainte-Catherine de Montréal et les syndics de ladite paroisse, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de compléter la construction de l'église de la paroisse (M. Vautrin);

- de Margaret Gascoigne et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation de The Study Corporation (M. Vautrin).

**Jurés  
en Abitibi**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés pour le district d'Abitibi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Divisions territoriales  
dans Nicolet**

**M. Savoie (Nicolet)** demande la permission de présenter le bill 152 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la municipalité de Lemieux, dans le comté de Nicolet, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés  
de secours mutuels**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés de secours mutuels et aux associations charitables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chef-lieu du district judiciaire  
de Terrebonne**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que la troisième lecture soit reportée pour que le bill puisse être reconsidéré.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre adopté par cette Chambre, le vendredi 3 novembre courant,

ordonnant la troisième lecture du bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne, soit révoqué.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Adopté.

### Affaire Roberts<sup>1</sup>

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, sur une question de privilège, avant de mettre entre vos mains la motion que je vais avoir l'honneur de proposer, je tiens à donner quelques explications au sujet de cette affaire Roberts; je désire faire quelques commentaires sur les réponses que nous a données l'homme qui a comparu à la barre de la Chambre, jeudi dernier, sur un ordre de cette Chambre.

**M. l'Orateur** accorde la permission de commenter brièvement l'attitude de l'éditeur de l'*Axe* lors de sa comparution.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Roberts a semblé croire qu'il était accusé de la même offense devant la Chambre et devant les tribunaux. Il a déclaré qu'il ne pouvait répondre aux questions parce que cela pouvait compromettre ses moyens de défense, que cela pouvait lui nuire dans la défense qu'il opposera aux accusations qui ont été portées contre lui. Il prétend aussi que ce n'est pas lui accorder le "British fair play" que de lui faire subir deux procès sur une même offense. Ce n'est pas cela, et je tiens à dissiper toute équivoque. M. Roberts est accusé pour le même article, mais les accusations qui sont portées contre lui sont bien différentes. Il s'agit de deux offenses distinctes et très éloignées. Il est accusé ici d'avoir violé les privilèges de la Chambre, d'avoir porté atteinte à la dignité et à l'honneur de la Législature. C'est une offense dont la Chambre seule peut se défendre. Devant les tribunaux criminels, Roberts est accusé d'un libelle sédition, pour avoir publié un article de nature à attirer le mépris de la population sur l'administration de la justice.

Nous avons le devoir, en cette Chambre, de veiller à l'honneur de la Législature et de ses membres; nous sommes le seul tribunal pour juger de l'offense qui est faite à nos privilèges. Quant à l'accusation de libelle sédition, elle relève des

tribunaux criminels. L'objection de M. Roberts ne tient donc pas; ce n'est pas une seule et même offense, ce sont deux offenses dont chaque tribunal doit décider.

Je veux que la Chambre saisisse bien l'importance de l'accusation qui a été portée contre ses membres. Le directeur de l'*Axe* est accusé d'avoir dit, en termes clairs et précis, que deux députés de cette Chambre sont associés au meurtre de Blanche Garneau, que leur culpabilité est connue du public. Il est compris que, par un ordre de cette Chambre, M. Roberts a été arrêté par le sergent-d'armes et traduit à la barre de l'Assemblée pour se disculper d'avoir violé les privilèges de la Chambre et d'avoir outragé son honneur, en laissant planer d'odieux soupçons sur deux de ses membres qu'il a ensuite refusé de nommer.

M. John H. Roberts est venu à la barre de la Chambre. Qu'a-t-il dit? Nous lui avons posé la question suivante: "Êtes-vous en état de prouver que deux députés de cette Chambre sont impliqués dans le meurtre de Blanche Garneau, ou qu'ils y ont participé?" Nous l'avons sommé plusieurs fois de nommer les deux députés qu'il visait.

M. Roberts a répondu: "Je ne puis prouver que ce que j'ai dit dans mon article et je n'ai pas dit que deux députés étaient impliqués dans l'affaire Garneau ou que des députés de cette Chambre avaient assassiné Blanche Garneau." Il nous a répondu autant de fois que nous le lui avons demandé qu'il ne voulait pas les nommer et, finalement, il a déclaré: "Je refuse de répondre à toute question." et il a ajouté: "Je serais prêt à divulguer toutes choses se rapportant à mon article devant un comité de cette Chambre".

Nous savons lire et apprécier les termes d'un article. Nous prétendons même comprendre le sens d'un écrit, quel qu'il soit, mais surtout du genre de celui publié dans l'*Axe*, relativement à l'affaire Roberts. Or, si nous ouvrons le journal de M. Roberts, nous y voyons, dans son article, qu'il déclare que: "les noms de deux députés sont mentionnés comme étant impliqués dans ce meurtre odieux." Je ne crois pas que l'accusé ait pu écrire des lignes démontrant plus clairement que, d'après lui, deux députés de l'Assemblée législative ont participé au meurtre de Blanche Garneau, que leur culpabilité est admise couramment dans le public et que ces députés sont protégés, qu'ils ne sont pas arrêtés parce qu'ils sont membres de la Législature. Il voudrait maintenant que nous référions toute l'affaire à un comité de la Chambre. Un comité spécial? Pourquoi? Toute la Chambre est accusée et chacun des députés

de cette Chambre est accusé par son journal; chaque député a donc le droit de savoir ce que Roberts peut avoir à dire. Si celui-ci est sincère, il n'a pas plus de raison de craindre de se compromettre, ni de dévoiler ses moyens de défense devant la Chambre que devant un comité. Pourquoi M. Roberts compromettrait-il moins sa défense devant un comité que devant la Chambre elle-même, qu'il a accusée? De plus, chaque député, étant incriminé, a le droit de questionner et de transquestionner (sic). Il a droit de se défendre de cette accusation. Tout le monde a été accusé, tout le monde a droit de l'interroger devant la Chambre. Dans un comité, il n'y aurait qu'un petit nombre de députés qui pourraient l'interroger. Ce n'est pas les quelques membres d'un comité qui ont été attaqués, dont la réputation a été salie, mais toute la Chambre qui doit entendre les explications de l'accusé, si encore ce dernier peut en donner.

La question n'est pas nouvelle. La coutume est établie. Les précédents veulent que ces questions se règlent devant la Chambre qui a été accusée; par conséquent, c'est elle qui accuse, qui somme l'accusé de comparaître, c'est elle qui entend, c'est elle qui juge, c'est elle qui condamnera et qui prononcera le châtiement ou qui prononcera l'acquittement de l'accusé et donnera l'absolution. D'ailleurs, ce n'est plus la pratique en Angleterre même de référer de telles questions au comité des privilèges. L'offense a été commise devant tout le pays; c'est ainsi qu'elle doit être jugée. Je puis citer un grand nombre d'autorités. Dans sa troisième édition, page 161, Bourinot prévoit le cas et cite plusieurs précédents qui approuvent entièrement notre attitude.

"It is no longer the practice in England to refer breaches of privilege to committee of privileges, except the House think it necessary. Indeed the English committee of privileges is now only appointed *pro forma*, and it is the present practice, when a complaint is made, to deal with the matter with the usual formalities in the House itself, and to punish or acquit the offender according to his explanations. The references to a committee appears to be in cases where there is need of particular inquiry in order to reconcile conflicting statements, and then the House suspends judgment until a report is made. May, 86. In 1879, a question of privilege (Messrs. Ward and Grissell for attempting to interfere with a select committee) was referred on the ground that there were essential facts which it was desirable for the House to know before dealing at once with the matter, but strong objections were even then taken as to the necessity or expediency of such a course. 247 E. Hans. (3) 1878-1886."<sup>2</sup>

Je ne crois donc pas que l'on doive accéder à la demande de M. Roberts et lui accorder le comité devant lequel il se dit prêt à faire des déclarations. Roberts devait s'expliquer; ses explications ont aggravé sa situation. S'il a des lumières à jeter sur cette affaire, s'il a des renseignements, il n'a qu'à comparaître devant le juge des sessions de la paix, le juge Choquette. Ce magistrat a ouvert une enquête qui n'est pas close, et si Roberts veut lui fournir les renseignements qu'il peut avoir, il sera protégé dans sa défense. Qu'il compare cet après-midi s'il le veut devant le juge Choquette, et il pourra dire tout ce qu'il sait, il pourra ainsi mieux justifier sa prétendue mission de sauvegarder l'intérêt public.

Lors de sa comparution à la barre de la Chambre, M. Roberts a déclaré que son journal est un grand vengeur et un champion de la moralité publique, que ce qu'il a écrit est dans l'intérêt public et que lui-même était prêt à verser son sang pour l'Empire, pour l'honneur de cette Chambre et pour la justice. Je ne suis pas prêt à croire ce qu'a déclaré l'éditeur de l'*Axe*, surtout si on parcourt même rapidement une seule colonne d'un des numéros de ce journal. Voyons si c'est bien cela qu'il a fait. Pourquoi ne pas lire en Chambre ce que tout le monde peut lire?

M. l'Orateur, après avoir dit que deux députés étaient incriminés dans cette affaire, M. Roberts continue: "On dit aussi que le fils d'un haut fonctionnaire - si haut qu'il n'y en a pas de plus haut - est l'auteur de ce crime infâme et qu'il se cache en Amérique du Sud." Vous le voyez, ce ne sont plus les députés, c'est le fils d'un fonctionnaire. Qu'il aille donc dire cela au juge Choquette. Ce n'est pas tout, Roberts continue: "On dit aussi que c'est le fils d'un personnage politique et qu'il se promène tranquillement à Québec, sans être inquiété. On dit aussi que c'est le fils de la maîtresse d'un ministre..."

Tout le journal de M. Roberts est rempli d'histoires comme cela. M. Roberts nous a dit qu'il était le champion de la morale; son journal ne fait rien autre chose à Montréal que de salir les réputations et de faire chanter les gens. Grâce à lui, un grand nombre de foyers ont été dévastés, des ménages ont été brisés et désunis. Tout cela par ce petit journal, dont les directeurs n'ont d'autre but que d'arracher de l'argent.

Voyons encore, si le journal de M. Roberts est le champion de la morale. Voyons ce qu'il dit dans ce même numéro, où il accusait les députés: "Quel est le 'boss' d'un bureau du bas de la ville qui a été pincé dernièrement sur les genoux de sa sténographe et comment a-t-il expliqué cela?" "Quel

est le gérant d'hôtel de Québec qui s'est débarrassé de son assistant, parce qu'il dérangeait ses plans, et qui veut faire la même chose de son successeur?" "Quel est le citoyen de Sherbrooke qui a été pris en flagrant délit par le mari de la dame?" "Quel est l'homme d'affaires de Toronto qui s'est fait battre dans une maison close de Montréal et comment a-t-il expliqué ses blessures à sa femme?" Je demande à tous les membres de cette Chambre, à tous les honorables citoyens qui m'écoutent, tous les pères de famille, chefs de ménage, ce qu'il disent de ce genre de journalisme?

Ce que je viens de vous lire est un échantillon de ce que M. Roberts publie dans l'intérêt de la morale! Il publie aussi, en ce moment, une histoire inventée de toutes pièces et qui contient, dit-on, les aventures d'une jeune fille et d'un citoyen de Montréal. Cette histoire s'appelle: "L'histoire de vie d'une épouse privée". L'Axe publie ainsi une foule de rumeurs, désignant presque toujours des personnages bien connus de Montréal ou de toute autre partie de la province. Vous savez comment l'on procède? Quand on est pour publier un article, un entrefilet, on en tire une épreuve et on l'envoie à l'homme qui est visé. Le lendemain, un représentant de l'Axe passe et demande à cet homme s'il veut prendre des actions dans le journal en question. Les agents le prient d'acheter des actions du journal, lui faisant comprendre que dans les "circonstances" ce serait un "excellent placement", puisque, comme on le voit, on ne continuerait pas une campagne de presse contre un nouvel "actionnaire" de l'Axe. S'il ne paie pas, on l'attaque. Ce chantage se pratique à Montréal depuis la fondation de l'Axe. Ce journal n'a pas d'autre mission que de faire du chantage, de salir des réputations et d'arracher le plus d'argent possible de ses victimes.

Ceux qui lisent l'Axe peuvent-ils croire un seul mot des histoires fantastiques qui y sont racontées et qui n'ont pu être inventées que par le cerveau malade de l'éditeur ou de l'un des directeurs de ce journal.

Eh bien, M. l'Orateur, si d'autres ont chanté, M. Roberts ne me fera pas chanter, moi. Il ne m'intimidera pas. Vous pouvez être assuré, M. l'Orateur, comme j'assure tous mes collègues de cette Chambre et toute la province, que je ne chanterai pas devant M. Roberts. Qu'il fouille dans ma vie publique et dans ma vie privée, je n'ai pas peur de ce maître-chanteur. Au contraire, je ne craindrai jamais de mettre devant ce monsieur toute ma conduite privée et toute ma conduite politique. Mais s'il veut continuer sa besogne, il me trouvera sur son chemin.

**Des députés ministériels applaudissent.**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si j'ai cité des extraits de ce journal, c'est pour montrer que M. Roberts ne remplit pas le rôle qu'il nous a dit, lorsqu'il a comparu à la barre de la Chambre; je n'ai pas voulu en répétant ces histoires-là, faire aggraver le châtement que la Chambre infligera à leur auteur.

La Chambre a le devoir de défendre son bon renom et sa dignité, et cela ne relève d'aucun autre tribunal. Trois mots de l'article incriminé suffisent pour dresser l'acte d'accusation, savoir: que les noms des deux députés étaient rapprochés du meurtre, que ces noms étaient publiquement mentionnés et que pour cela, le gouvernement empêchait la justice d'informer. Voilà qui est clair et précis. Et c'est en vain que Roberts prétend qu'il n'a accusé personne, à moins que nous ne sachions lire. De cela la Chambre a le droit de le punir; il a porté atteinte à son honneur et à sa dignité. Pour le reste, s'il y a libelle séditieux, il en répondra devant les tribunaux et devant ses pairs.

J'ai maintenant l'honneur de proposer, secondé par le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), la motion suivante:

Attendu que John H. Roberts, de Montréal, éditeur du journal *The Axe* a été traduit à la barre de cette Chambre, le deux novembre courant, pour violation des privilèges de cette Chambre, à raison de la publication d'un article dans ledit journal, lequel a été lu à cette Chambre et fait partie de ses procès-verbaux;

Attendu que cette Chambre a déclaré que ledit article constitue une violation de ses privilèges;

Attendu que ledit John H. Roberts, ayant été traduit à la barre de cette Chambre, a refusé de divulguer les noms des deux députés visés par son article et qu'au lieu de se disculper, il a aggravé son offense par les réponses qu'il a données au cours de son interrogatoire;

Attendu que cette Chambre est seule juge de ses privilèges, de son honneur et de sa dignité;

Attendu que ledit John H. Roberts n'a pas donné d'explications satisfaisantes de manière à se justifier d'avoir violé les privilèges de cette Chambre.

En conséquence, cette Chambre déclare ledit John H. Roberts coupable de ladite violation de ses privilèges et de l'offense d'avoir porté atteinte à son honneur et à sa dignité, en calomniant deux de ses députés de la manière la plus odieuse et la plus atroce, et ordonne que ledit John H. Roberts reste sous la garde du sergent d'armes de cette Chambre jusqu'à ce qu'il ait été statué, au cours de la présente session, sur la punition qui devra lui être infligée.

**M. l'Orateur** donne lecture de la motion du premier ministre en français et en anglais. Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si je me lève, c'est parce que je veux bien saisir la portée de la motion du premier ministre. On demande la condamnation de John Roberts parce qu'il a calomnié deux députés de la Chambre. Or, dans la première motion pour le sommer de comparaître à la barre de la Chambre, on disait qu'il avait attaqué tous les députés de cette Chambre. Maintenant, on dit que ses accusations ne visaient que deux députés. Pourquoi? Ne craint-on pas que le public demande: "Quels sont ces deux députés?"

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a refusé de les nommer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais ne vaut-il pas mieux mentionner, dans la motion, le fait qu'il a jeté des soupçons sur toute la Chambre dans son article? J'ai écouté les paroles du premier ministre; il a été plus conforme aux règles de la Chambre que l'autre jour. Il croit que le procureur général aurait mieux fait d'aller devant les tribunaux avant que le premier ministre ne procède à la Chambre ou vice-versa. Je dois dire, cependant, que l'opinion générale est que la couronne aurait fait mieux d'attendre le jugement de la Chambre avant de faire arrêter Roberts. Je ne suis pas avocat, je ne veux pas prendre la défense de l'accusé, mais je répète ce que l'on dit dans le public. Encore une fois, je crois que la Chambre aurait dû procéder d'abord, et la couronne ensuite. Je ne veux pas répéter ce que j'ai déjà dit en ce qui concerne ce cas, ou défendre l'article de M. Roberts sur les rumeurs qui courent les rues. Je ne veux pas critiquer le bien ou le mal fondé de cette motion, mais je crois que celle-ci n'est pas libellée comme elle devrait l'être.

La Chambre sait ce que je pense du genre d'articles comme ceux que le premier ministre a lus. Le premier ministre sait aussi ce que je pense de M. Roberts et je n'ai pas besoin de le répéter ici. Je voulais tout simplement faire une petite remarque au sujet du libellé de la motion, avant que celle-ci fût mise au vote. Le point que je soulève est l'opportunité de traduire Roberts devant la Chambre et les tribunaux en même temps. Il est étrange que cet homme ait été arrêté pour le même article devant deux cours. L'Assemblée aurait pu attendre avant de procéder jusqu'à ce que la cour ait disposé du cas, ou la cour pourrait attendre jusqu'à ce que la Chambre ait

fini avec M. Roberts. Je ne prends pas la défense de ce dernier, mais simplement, je questionne l'opportunité de procéder contre lui à ce moment-ci. C'est le sentiment général en dehors de la Chambre, et j'attire, dit-il, l'attention du gouvernement sur ce fait.

La Chambre doit juger Roberts sur ce qui la concerne, et non pas sur tout ce qu'il a écrit dans *The Axe*. Je ne parle pas comme un avocat, mais comme un député qui veut que l'honneur et la dignité de la Chambre soient respectés.

La motion est adoptée à l'unanimité.

### Affaire Roberts

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 31 amendant les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer une loi amendant les statuts refondus relativement à l'emprisonnement de John H. Roberts. Je dirai un seul mot au sujet de ce projet de loi. La Chambre n'a le droit de condamner Roberts qu'à être prisonnier du sergent d'armes pour la durée de la session, mais nous avons le droit, de par une loi spéciale, de condamner l'accusé à un emprisonnement. C'est le but du projet de loi que je présente en ce moment. On ne peut mettre en doute le droit de la Législature d'emprisonner un accusé. Notre Code municipal pourvoit à l'emprisonnement des gens qui troublent l'ordre d'une simple assemblée de conseil municipal; notre Code civil pourvoit à la même chose pour ceux qui troublent les réunions publiques; à plus forte raison, le Parlement provincial a-t-il le droit de condamner à la prison un individu qui viole les privilèges de la Chambre, attaque l'honneur et la dignité de ses membres ou encore les calomnie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Ciment utilisé pour la voirie

**M. Renaud (Laval):** 1. Quelle quantité de ciment a été employée par le département de la Voirie depuis le mois de mai 1922 jusqu'au mois de septembre de la même année?

2. Combien a coûté ce ciment?

3. Quelle quantité de ciment a été employée par le département de la voirie ou pour la voirie sous la loi des bons chemins depuis 1912?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 12,172 sacs.

2. \$14,522.95.

3. La réponse à la première partie de cette question exigerait un travail trop considérable; le gouvernement ignore la dernière partie de la question.

#### **Vols à la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de vols ont été commis dans les magasins de la Commission des liqueurs?

2. Dans quels mois, à quelles dates, en quelles années et où ces vols ont-ils été commis?

3. Combien des auteurs de ces vols ont été condamnés?

4. Quelles ont été leurs condamnations?

5. Quelle quantité de boisson a-t-il été volé?

6. Quelle quantité a été retrouvée ou remise?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Le gouvernement n'a pas de données suffisantes pour répondre à cette question.

#### **Commerce de l'alcool**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les noms avec sièges d'affaires des agences ou magasins, fabriques, etc., de qui la Commission des liqueurs achète sa marchandise en Europe?

2. Est-il vrai que la Commission des liqueurs sait que des hommes occupant de hautes positions dans la politique seraient intéressés dans le commerce des liqueurs et qu'ils retireraient une commission sur toutes ou sur des ventes faites pour le Canada ou la province?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Le gouvernement ne croit pas qu'il soit dans l'intérêt public, ni dans l'intérêt du commerce que fait la Commission de faire connaître ce que demande cette question.

2. Le gouvernement ignore ce que peut savoir la Commission, mais il est convaincu que ce qu'affirme cette question n'est pas vrai.

#### **Chemin de fer et colonisation dans Labelle**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À quelle distance se trouve située Notre-Dame-du-Laus, comté de Labelle, de la plus proche gare de chemin de fer?

2. En quelle année les premiers colons se sont-ils établis à Notre-Dame-du-Laus?

3. Mêmes questions pour *a.* Notre-Dame-de-la-Salette; *b.* Val-des-Bois; *c.* Notre-Dame-de-Pontmain?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1, 2 et 3. Le gouvernement n'a pas les données pour répondre à ces questions.

#### **Émigration vers les États-Unis**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de Canadiens habitant la province de Québec ont émigré aux États-Unis en 1921?

2. Combien jusqu'au mois de septembre 1922?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1 et 2. Les gouvernements d'Ottawa et de Québec n'ont pas de statistiques à ce sujet.

#### **Arrêtés en Conseil**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien d'arrêtés en Conseil ont été pris par le gouvernement depuis le dix janvier 1922 jusqu'à ce jour?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Depuis le dix janvier 1922 jusqu'à ce jour, le gouvernement a passé 2,151 arrêtés en Conseil, dont près de 1,500 sont pour: des érections de paroisses et de villages, des annexions de villages et de paroisses, des nominations de juges de paix, des nominations de conseillers municipaux, des nominations de commissaires d'écoles, des ventes de maisons d'écoles, des lettres patentes, des transports de lots du département des Terres à celui de la Colonisation, de paiements aux municipalités en vertu de la loi des bons chemins, d'approbation de règlements, et de résolutions en vertu de la loi de la voirie, d'approbation d'emprunts et règlements municipaux, l'assistance publique, l'approbation de travaux relatifs au flottage, nomination d'employés publics, rajustement de salaires d'employés publics, etc.



**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas demandé pourquoi on les avait adoptés.

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer au député de Deux-Montagnes qu'il ne peut faire de commentaires sur les réponses données aux interpellations.

#### Fermes à vendre

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il de fermes à vendre ou à louer dans les régions de colonisation ou dans nos vieilles paroisses?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le gouvernement ne peut répondre à cette question; les personnes qui ont des fermes à vendre ou à louer ne l'en informent pas généralement.

#### Fermes vendues

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de fermes ont été vendues dans la province en 1921?  
2. Combien en 1920?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1 et 2. Le gouvernement n'a pas de statistiques à ce sujet; il n'est pas informé des transactions qui ont lieu entre particuliers.

#### Taxation des institutions religieuses

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier le projet de rappeler la loi conférant le droit de taxer les institutions religieuses, article 5729, S.R.Q., section 2?

2. Dans l'affirmative, a-t-il l'intention de rappeler cette loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La Chambre aura à étudier cette question lors de l'examen de la loi des cités et villes, qui lui est actuellement soumis.

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement ou le premier ministre a-t-il reçu un document épiscopal demandant la révocation de la législation inscrite, il y a quelques années, dans les statuts de Québec, par laquelle les biens des corporations ecclésiastiques et de communautés religieuses sont assujettis à la taxe municipale?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ni le gouvernement, ni le premier ministre actuel n'ont reçu de document dans le sens indiqué<sup>3</sup>.

#### Personnes rémunérées par la Commission des liqueurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les noms et les prénoms (au long) des personnes dont les services ont été rémunérés de quelque façon par la Commission de liqueurs, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921?

2. Combien chacune a-t-elle reçu: *a.* du 1<sup>er</sup> mai 1921 au 30 avril 1922; *b.* depuis le 1<sup>er</sup> mai 1922, et pour quelles raisons et à quel titre?

3. À qui la Commission des liqueurs a-t-elle avancé ou remboursé des dépenses de voyages et quelles sommes à chacun?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** soulève un point d'ordre. Il n'est pas possible de répondre à une telle question; les renseignements que l'on demande ne peuvent faire l'objet d'une question, ils formeraient des volumes. Il suggère de demander ces renseignements par avis de motion.

**M. l'Orateur** décide que l'objection du premier ministre est fondée et déclare la question irrégulière.

#### Sommes avancées à l'assistant-procureur général

**M. Smart (Westmount):** 1. L'assistant-procureur général a-t-il rendu compte des \$104,900.95 qui, d'après les *Comptes publics de 1917-1918* (p. 162) paraissent lui avoir été avancés?

2. Si oui, à quelle date et à qui?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Ce montant est l'ensemble des balances non dépensées au 30 juin de chaque année et qui sont employées d'année en année, pour des fins de l'administration de la justice, sur pièces justificatives fournies au département.

#### Droit de vote des femmes

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement ou le premier ministre a-t-il reçu un document épiscopal relativement à la question d'accorder aux femmes le droit de suffrage politique?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement aurait-il objection à produire ce document?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ni le gouvernement, ni le premier ministre actuel n'ont reçu de document dans le sens indiqué<sup>4</sup>.

#### **Loi de l'assistance publique de 1921**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que le gouvernement a reçu un document signé par les évêques de cette province, déclarant que la loi de l'assistance publique votée l'année précédente n'est pas sans provoquer de vifs commentaires et sans produire de très graves appréhensions?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il accepté les recommandations dudit document des évêques de notre province?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. La Chambre a refusé à la dernière session la production de certains documents auxquels réfère la question, vu qu'ils étaient confidentiels, et aucun autre document n'a été reçu depuis cette époque.

#### **Employés du département des incendies**

**M. Laurendeau (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant les heures de travail des employés du département des incendies dans certaines cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Depuis plusieurs années, la Législature de Québec a certes passé un grand nombre de mesures humanitaires qui ont puissamment contribué à rendre plus supportable le sort de petits et des humbles. Comme il serait trop long de les énumérer, qu'il me suffise de dire que, tous les jours, la classe ouvrière ressent l'influence bienfaisante de ces lois. Il ne faut pas croire pour cela que notre législation ouvrière soit complète, ni parfaite. Mais j'ai tout lieu d'espérer que le gouvernement ne s'arrêtera pas en si bon chemin, et qu'avec l'aide de la Chambre, il continuera de faire marcher la législation ouvrière de pair avec le progrès de l'industrie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le but de votre bill?

**M. Laurendeau (Maisonnette):** Je vous le dirai tantôt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'aimerais mieux le savoir tout de suite.

**M. Laurendeau (Maisonnette):** On a raison de dire que nous avons ici la population ouvrière la plus modérée, la plus travailleuse, et la plus saine, que les conditions de travail sont ici plus stables et que les relations entre le capital et le travail sont ici plus harmonieuses qu'elle ne le sont partout ailleurs sur le continent américain. Malheureusement, en certains quartiers, on profite de ces bons sentiments et on abuse de la situation pour mesurer parcimonieusement le salaire que l'ouvrier mérite d'avoir et pour lui imposer des conditions de travail arbitraires et inhumaines. Ce bill touche à l'un de ces points et cherche à protéger un groupe de personnes qui ont besoin de protection: les brigades de feu des villes de la province.

Ce bill a pour but d'assurer une meilleure protection à la population des villes. Tous ont été témoins des diverses conflagrations qui ont dévasté à différentes époques les villages entiers, détruisant partiellement des villes prospères. Nos villes ont été dévastées par les grandes conflagrations, et les pompiers ont accompli un travail héroïque pour combattre les flammes et limiter le champ d'action des ravages du feu. Ce fléau, qui souvent ne trouvait jamais de combattant pour arrêter sa marche destructive, trouve aujourd'hui, dans la plupart des villes de quelque importance, une barrière humaine qui le brave et meurt. Nombreux sont ceux qui ont alors payé de leur vie leur ardeur à protéger la propriété menacée, alors que d'autres ont beaucoup souffert dans leur dévouement au devoir public.

Vous les avez vus à l'œuvre, bravant tous les dangers, la nuit comme le jour, par les chaleurs les plus torrides comme par les froids les plus rigoureux. Ils sont là où le devoir les appelle, ne quittant le champ de bataille que lorsque l'ennemi est terrassé et lorsque l'élément destructeur est vaincu. Et tout cela, pour un salaire minime et sans qu'ils puissent avoir jamais un moment de loisir. Pour beaucoup d'entre eux, la vie de famille est une douceur inconnue. C'est que les pompiers, nuit et jour, sont au devoir, risquant sans cesse leur vie pour protéger la vie et les biens de leurs concitoyens.

Si j'ai consenti à être le parrain de la mesure préconisée par les pompiers de toute la province, c'est que je crois que le sort de ces derniers peut être sensiblement amélioré. Les pompiers méritent en effet, plus que toute autre classe d'ouvriers, la protection la plus intense et toute l'attention de nos législateurs comme de nos administrateurs provinciaux et municipaux.

Dans quelques villes, on a changé, par règlement municipal, ce qu'il est convenu d'appeler l'ancien système, qui obligeait les pompiers à travailler sans relâche. Mais ces villes peuvent y retourner par un autre règlement.

Avec l'ancien système, les pompiers sont en devoir 24 heures par jour et 365 jours par année. Ils n'ont qu'une heure pour chaque repas et une soirée de congé par semaine, ce qui fait un total de 19 heures de liberté par semaine, sur un total de 168 heures. Et souvent, même ces congés leur sont enlevés pour des causes de force majeure, en cas d'incendies, et ils ne leur sont jamais remis, car chaque pompier prend son congé à tour de rôle. Il arrive même qu'un pompier perde son heure de repas pour aller au feu. De plus, un pompier demeurant loin de sa caserne n'a pas le temps d'aller manger chez lui, et il est obligé de manger à la caserne ou au restaurant. Le résultat de ce système est que le pompier n'est qu'un esclave et que sa famille en souffre comme lui, puisqu'il n'est presque jamais dans son foyer où l'ennui et l'inquiétude règnent. Sa femme et ses enfants se meurent d'ennui, éloignés constamment de l'être qui leur est cher à tous. Ces familles n'ont pas de chef et celui-ci, comme le cas se présente fréquemment, perd toute autorité dans son foyer. Que devient alors le rôle de père de famille?

Le bill propose donc l'adoption du système de la double équipe dans toutes les villes ayant une population d'au moins 25,000 âmes. Avec ce système, une équipe travaille de 8 heures du matin à 6 heures du soir, et une autre travaille de 6 heures du soir à 8 heures du matin, soit 10 heures de travail pour l'équipe de jour et 14 heures pour l'équipe de nuit. Les repas sont pris à la caserne et le changement d'équipe se fait chaque semaine, le dimanche, de sorte que chaque pompier travaille une semaine le jour, et la semaine suivante, la nuit.

Ce système est beaucoup plus efficace. Les chefs sont toujours certains d'avoir le nombre requis à leur disposition, car aucune sortie n'est tolérée, pas même pour les repas. Ce système place les pompiers sur un pied d'égalité avec les autres travailleurs. Privés depuis longtemps des douceurs de la vie, ils peuvent désormais vivre comme les autres citoyens et veiller à leurs familles.

Il est juste qu'on n'oblige pas les pompiers de rester à leur poste 24 heures par jour, et le bill soumis présentement à la Législature rendra justice, s'il est adopté, à ceux qui, jusqu'ici, ont souffert de cette lacune.

Comme je propose de n'appliquer cette loi qu'aux villes ayant une population d'au moins 25,000

âmes, seules les villes de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Hull, de Verdun, de Sherbrooke, d'Outremont et de Westmount tomberont sous le coup de cette loi.

Le système des deux équipes a déjà été établi avec succès dans quelques villes où les résultats obtenus sont des plus satisfaisants. Pourquoi ne le serait-il pas dans toutes les villes possédant une brigade de feu?

Le système actuellement en vigueur dans ces diverses villes est comme suit: Montréal, double équipe, 10 heures et 14 heures; Québec, double équipe, 24 heures et 24 heures; Trois-Rivières, double équipe, 24 heures et 24 heures.; Hull, double équipe, 10 heures et 14 heures; Verdun, double équipe, 12 heures et 12 heures; Outremont, double équipe 10 heures et 14 heures; Westmount, double équipe, 10 heures et 14 heures.

Seule la ville de Sherbrooke n'a pas encore adopté le système de la double équipe. Ce système existe aussi dans l'Ontario et toutes les provinces de l'Ouest. Dans l'Ontario, on est même allé plus loin et on a décrété que tout pompier aurait, au moins, un jour de congé par semaine.

Je supplie la Chambre d'adopter cette mesure qui garantira les pompiers contre le retour possible à l'ancien système inhumain. Les chefs de pompiers de Montréal, de Hull, de Verdun et d'Outremont ont témoigné en faveur du système de la double équipe.

Je reste convaincu que cette Chambre voudra reconnaître le bien fondé de la requête des pompiers de la province et qu'elle leur accordera, dans l'intérêt de tous, le système qu'ils réclament.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Adopté sur division et référé au comité des bills publics.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives, tel que demandé et que le comité nommé, pour surveiller les impressions du Conseil

durant la présente session et composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Martin, Paradis, Pérodeau, Perron, Robillard, Roberge, Tourigny, Turgeon et Vilas, soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité mixte.

#### **Orphelinat Saint-Sauveur**

**M. Paquet (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 constituant en corporation l'orphelinat Saint-Sauveur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Pentecostal Assemblies of Canada**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 reconnaissant The Pentecostal Assemblies of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Dominion Corset Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 concernant la Dominion Corset Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte du Cap-de-la-Madeleine**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 amendant la charte de la ville du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Lots de Saint-Colomb-de-Sillery**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-

de-Sillery et les annexant à la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Municipalité scolaire protestante de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et les villes de Lasalle et de Dorval à avoir un bureau de six syndics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Commission des écoles catholiques de Québec**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Rétrocession par J. Leblanc à G. Painchaud**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 validant un acte de rétrocession par Joseph Leblanc, ès qualité, à Georges Painchaud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 ratifiant une vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Temple Emmanu-El**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 amendant la

charte de Temple Emmanu-El soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Demande de documents:**

##### **Élections et colonisation dans Labelle**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance etc., entre M. Pierre Lortie du Lac-des-Écorces, et le gouvernement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1922, au sujet des travaux de colonisation dans le comté de Labelle, et aussi au sujet de l'élection parlementaire, qui a eu lieu le 17 août dernier.

Ce M. Lortie, employé par le gouvernement et payé par la province pour s'occuper de l'inspection des chemins de colonisation dans cette partie du comté de Labelle s'est autorisé, ou a été autorisé, à agir comme organisateur politique dans sa région. Il s'est occupé de la dernière élection de Labelle.

Il s'est montré un partisan acharné, fanatique, et il s'est servi de sa position officielle pour influencer indûment des électeurs et les forcer à voter en faveur du candidat du gouvernement. Au lieu d'employer son influence à la colonisation, il a travaillé dans l'intérêt d'un parti politique. Les employés payés par la province ne devraient pas faire de politique.

Je veux savoir si le gouvernement approuve une pareille conduite, et s'il est prêt à déclarer que ses inspecteurs ou ingénieurs du gouvernement peuvent être aussi des agents politiques du gouvernement et se servir de leur position pour influencer l'électorat contre un parti politique en faveur du gouvernement.

Je dis que le devoir de M. Lortie, c'était de s'occuper de bien remplir sa position officielle dans l'intérêt de la colonisation, pour la sage direction des travaux, pour la saine surveillance des dépenses des deniers du peuple, au lieu de vouer son temps ou de faire travailler des gens, de faire des promesses et de dépenser l'argent de la province au bénéfice d'un parti et au détriment de la colonisation.

Voilà ma manière de voir. Je crois que M. Lortie, qui est un homme intelligent, a dû pour agir ainsi, être forcé par de hautes autorités politiques. M. Lortie est un ancien conservateur; il sert le Parti libéral parce qu'il le paie et parce qu'il lui donne des emplois payants, mais il dépasse encore les limites

du bon sens et de la justice, quand il a dit la besogne qu'il a faite dans la région de Mont-Laurier.

Il ferait mieux de dire comment se dépense véritablement l'argent de la colonisation que de dire ou faire injure à ceux qui combattent le gouvernement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je suis en principe de cet avis, mais bien que M. Lortie ne soit pas un employé permanent du gouvernement, je ne crois pas qu'il se soit rendu coupable de ce dont l'accuse le chef de l'opposition.

Le gouvernement ne saurait avoir sur M. Lortie le contrôle qu'il a sur les employés permanents. Nous ne faisons pas de politique au ministère de la colonisation. Nous dépensons l'argent là où les conseils municipaux nous le demandent, et les employés n'emploient pas leur influence à aider un parti politique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'argent voté pour la colonisation est distribué par des députés, souvent, pour des fins politiques. C'est un abus criant qui devrait cesser.

La proposition est adoptée.

##### **Pont de Bellefeuille**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et toute personne depuis 1920, relativement au pont de Bellefeuille entre Saint-Eustache et Sainte-Rose.

Il est étrange que le ministre des Travaux publics, en réponse aux interpellations à la Chambre, ainsi qu'aux délégations des comtés de Laval et Deux-Montagnes, n'a parlé que de l'entretien de ce pont, une fois construit. Il n'a jamais parlé à ces délégations de la part que les municipalités de Laval et des Deux-Montagnes avaient payée sur le coût de la construction.

Cependant, les délégués des comtés ont été rencontrés. Une délégation a déjà demandé au ministre des Travaux publics s'il aiderait à la construction de ce pont. Il a promis qu'il ferait quelque chose. Depuis, on n'en a plus entendu parler. Est-ce parce que ce pont serait bâti dans le comté de Deux-Montagnes?

Le 24 janvier 1922, je posais au gouvernement la question suivante au sujet de ce pont: "Le gouvernement se propose-t-il de prendre immédiatement les moyens d'acheter ce pont pour le reconstruire lui-même?" Le ministre répondit que le gouvernement était disposé à discuter la question avec les intéressés et à les traiter aussi généreusement que possible.

Je posai aussi la question suivante: "Le gouvernement s'est-il occupé de cette entreprise? A-t-il communiqué avec les municipalités intéressées au sujet de la construction de ce pont?" À ces questions, le ministre a répondu oui. Ce pont relevant de deux municipalités de comtés, il faut une résolution de ces municipalités *re-entretien*. La municipalité du comté de Deux-Montagnes demande reconstruction par le gouvernement et se chargerait de l'entretien. La municipalité du comté de Laval ne veut pas se charger de l'entretien.

Aussitôt après la session, plusieurs délégués des municipalités des comtés de Deux-Montagnes et de Laval rencontrèrent le ministre des Travaux publics pour discuter avec lui de la reconstruction de ce pont et de la part de contribution de ces municipalités. Il ne fut question que de l'entretien, et le ministre a répondu: "Du moment que les deux municipalités se seront entendues pour l'entretien, nous commencerons nos négociations pour l'achat et la construction du pont."

Deux-Montagnes accepta le coût de l'entretien. La municipalité en donna avis au gouvernement, et aussitôt le ministre a répondu qu'il s'agissait d'une part de contribution dans la construction du pont, ce qui surprit beaucoup les municipalités qui, suivant le rapport fait par leurs délégués, n'avaient entendu parler que du coût de l'entretien.

Je demande la production de tout document à ce sujet, afin de connaître toutes les négociations sur cette affaire.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Les contribuables sont venus me voir et ils m'ont parlé de l'entretien. Je leur ai dit que ce pont comportait deux problèmes. D'abord, l'abolition du péage, qui nous a coûté entre \$70,000 et \$80,000, puis la construction, qui coûterait \$200,000. Le gouvernement n'a pas discuté la construction d'un pont en ciment, mais le maintien et l'entretien de ce pont. Mon honorable ami le chef de l'opposition ne peut pas s'attendre à ce que le gouvernement paie tout le coût de la construction de ce pont. Il y a \$300,000 votés pour la construction des ponts, et ce

pont coûterait \$200,000. Il faudrait payer, de plus, près de \$50,000 pour l'achat des pavages. Nous n'avons pas changé d'idée. Nous sommes prêts à aider les municipalités, à faire notre part, quand on nous le demandera, et à discuter de nouveau la question de l'entretien de ce pont, mais rien ne peut être fait tant que ces municipalités ne se seront pas entendues pour contribuer à cette construction.

La proposition est adoptée.

**Comptes de la  
Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de rapport de la Commission des liqueurs comprenant l'état de ses recettes et de ses paiements, ainsi que de son compte de banque et des achats faits et paiements à faire, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921.

Certains journaux ont publié des extraits du rapport général avant qu'il ait été déposé sur la table. Cela est un attentat au privilège de la Chambre et devrait être puni.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Les rapports ne seront pas déposés avant quelques jours.

Adopté.

**Loi électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

La séance est levée à 5 h 30.

**NOTES**

1. M. Roberts n'a pas assisté à cette séance, mais *L'Événement* signale "qu'on remarquait dans une des

galeries ses deux avocats, MM. Armand Lavergne et Antoine Rivard. Le Parlement d'Ottawa était encore représenté dans l'assistance par un sénateur, l'honorable M. D.-O. L'Espérance, et par deux députés, M. Siméon Delisle, de Portneuf, et M. Arthur Desaulniers, de Champlain. Il y avait peut-être une couple de cents personnes dans les galeries."

2. Traduction: "Ce n'est plus la pratique en Angleterre que de référer les violations de privilèges au comité des privilèges, à moins que la Chambre pense que c'est nécessaire. En effet, le comité anglais des privilèges ne se réunit maintenant que pour la forme, et lorsqu'une plainte est déposée, la pratique actuelle est de traiter la question selon les formalités habituelles de la Chambre elle-même et de punir ou acquitter le défendeur selon ses explications. Les renvois à un comité semblent se produire dans les cas où il doit y avoir une enquête particulière, afin de réconcilier des déclarations conflictuelles, et là, la Chambre suspend le jugement jusqu'à ce qu'un rapport soit rendu. Mai, 86. En 1879, une question de privilège (MM. Ward et Grissell pour avoir tenté de faire obstruction à un "select committee") fut référée, parce qu'il y avait des faits essentiels dont il était préférable que la Chambre prenne connaissance, avant de traiter du cas, mais de fortes objections apparurent quand même quant à la nécessité ou l'opportunité d'une telle mesure. 247 E. Hans. (3) 1878-1886."

3. Voir la rectification faite par le premier ministre au sujet de cette interpellation à la séance du 8 novembre 1922.

4. Voir la rectification faite par le premier ministre au sujet de cette interpellation à la séance du 8 novembre 1922.





Séance du mercredi 8 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de J.-Avila Valois et autres, demandant l'adoption d'une loi ordonnant aux exécuteurs testamentaires de feu dame Philomène Valois de prendre à même sa succession et le résidu de celle de Simon Valois, une certaine somme pour la distribuer aux descendants des frères et sœur dudit Simon Valois (M. Ashby);

- de Raoul Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Gaudrault);

- de Georges Laurencelle, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Vautrin).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Caron, Hull);

- d'Armand Bélanger, demandant l'adoption d'une loi faisant remonter au 14 juillet 1920 l'effet de son brevet de cléricature (M. Ashby);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une répartition annuelle (M. Renaud);

- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Quebec Tramways Company (M. Richard);

- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Quebec Power Company (M. Richard);

- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Quebec Gas Company (M. Richard);

- de Montreal Public Service Corporation, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom et pour d'autres fins (M. Richard).

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni le 8 courant et a discuté la question de la fondation dans la province de Québec du crédit agricole.

Il a alors été proposé par M. Sauvé, secondé par l'honorable M. Caron, qu'une annonce soit faite dans les journaux invitant ceux que la chose intéresse à se mettre en communication avec le département de l'Agriculture qui les assignera à comparaître devant lui.

Adopté unanimement.

Il est ensuite proposé par l'honorable M. Caron, que messieurs les abbés Philibert Grondin, J.-R.-I. Trudel et M. Charles Gagné soient assignés à comparaître devant le comité permanent d'agriculture, mercredi prochain le 15 courant, pour y donner leur opinion sur le mérite de la fondation, dans la province de Québec, d'un crédit agricole.

La séance est ajournée à mercredi prochain, le 15 courant à 10 heures précises.

**M. Péloquin (Richelieu):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Société des prêts et placements de Québec, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation;

- de Léopold Lamy, demandant l'adoption d'une loi confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente consentie par Léopold Lamy à St. Lawrence Paper Mills Limited;

- de la ville de Kénogami et autres corporations du comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte d'accord intervenu entre elles et Price Brothers & Co. Limited et pour autres fins;

- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Mgr Joseph-Édouard Feuilletault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'hôpital Notre-Dame-de-Protection;

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Sainte-Catherine de Montréal et les syndics de ladite paroisse, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de compléter la construction de l'église de la paroisse;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Myer Strudensky et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Beth Yitzchock;

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

#### **Comité de l'agriculture**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le représentant de Missisquoi (M. Saurette) fasse partie du Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Adopté.

#### **Société de prêts et placements de Québec**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 78 constituant en corporation la Société de prêts et placements de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Renaud (Laval)** demande la permission de présenter le bill 84 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Testament de Désiré Lacerte**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 55 confirmant

l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente par Léopold Lamy à la St. Lawrence Paper Mills Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Église Sainte-Catherine, Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

**M. l'Orateur:** Ce bill de la ville de Montréal est hors d'ordre. La clause 14 du bill dit que la province de Québec doit donner à la ville de Montréal la somme de \$10 sur toute licence d'automobile émise par le percepteur provincial du revenu à Montréal. Ce bill affectant les revenus de la province ne peut être présenté dans un bill privé.

#### **Hôpital de Notre-Dame-de-Protection, Beauce**

**M. Fortier (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame-de-Protection, à Sainte-Marie, Beauce.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Pont sur le Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 79, ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company Limited et certaines municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Charte de Saint-Laurent

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 80 amendant la charte de la ville Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Congregation Beth Yitzchok

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 93 constituant en corporation la Congregation Beth Yitzchok.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Rectification à une réponse donnée sur l'Assistance publique

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je désire apporter une correction à deux réponses que j'ai données hier. À la suite de questions posées par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et par le député de Joliette (M. Dufresne) et portant les numéros 30 et 31 de l'ordre du jour, j'ai répondu que ni le gouvernement, ni le premier ministre actuel n'avaient reçu de document dans le sens indiqué, et j'ai déclaré que le gouvernement n'avait pas reçu de document épiscopal, au sujet de la loi de l'assistance publique. Nous n'avons pas reçu de document d'ordre public, mais des documents confidentiels.

En me référant à ce document épiscopal confidentiel, adressé au premier ministre l'année dernière, je constate que les matières que comportent les questions y sont mentionnées.

La question des amendements à apporter à la loi des cités et villes, relativement à l'immunité des biens ecclésiastiques et le suffrage féminin, sont deux matières mentionnées dans ces documents qui sont d'ordre privé.

La réponse aurait donc dû être, dans les deux cas: "Il n'a pas été transmis de tels documents qui ne fussent d'ordre privé, personnel et confidentiel."

### Fermes de démonstration

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport des opérations de chacune des fermes de démonstration qui ont été établies sous sa direction?

2. Dans l'affirmative, ces rapports comprennent-ils des renseignements sur la qualité de la ferme, la variété de sol, etc.?

3. Combien ces fermes ont-elles coûté au gouvernement jusqu'à ce jour?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1 et 2. Les régisseurs des fermes de démonstration ne sont pas tenus de faire un rapport spécial, parce que leurs travaux sont exécutés sous la surveillance des officiers du département.

3. \$2,179.43

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de fermes de démonstration ont été établies en 1922?

2. Dans quels comtés?

3. Quels sont les noms des propriétaires de ces fermes et dans quelles paroisses sont-elles situées?

4. Est-ce sur le conseil des agronomes que le gouvernement a choisi ces fermes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1. Six. 2. Témiscamingue (Abitibi), Gaspé, Lévis, Montmorency, Saint-Maurice et Verchères.

3. Témiscamingue (Abitibi): - Henri-B. Perron, La Sarre; Gaspé: - Ludovic Roy, Cap-Chat; Lévis: - Alphonse Paquet, Saint-Nicolas; Montmorency: - Eudore Létourneau, Sainte-Famille; Saint-Maurice: - Odzaca Gélina, Saint-Barnabé-Nord; Verchères: - Jos-P. Beauchemin, Verchères.

4. Les fermes de démonstration sont établies sur la recommandation du surintendant des fermes de démonstration.

### Institutions de bienfaisance

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien y a-t-il d'institutions de bienfaisance dans la province de Québec?

2. Combien se sont prévaluées de la loi de l'assistance publique (11 George V, chapitre 79)?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 177.

2. 131 ont demandé à se prévaloir de la loi 11 George V, chapitre 79; 89 ont été reconnues.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés dans les affaires criminelles;
- bill 7 amendant la loi des mines de Québec;
- bill 8 amendant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 14 amendant la loi validant certains actes notariés;
- bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Travaux publics et du Travail;
- bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des jeunes délinquants.

#### **Demande de documents:**

##### **Orphelinat catholique de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, télégrammes, requêtes, etc. entre le gouvernement et l'orphelinat catholique de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 à ce jour.

Je voudrais savoir si l'orphelinat catholique de Montréal a demandé de l'aide à l'assistance publique, si le secrétaire provincial a transmis sa demande au Dr Lessard, le directeur de ce service, et si l'orphelinat s'est conformé aux exigences de la loi de l'assistance publique.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous avons reçu une lettre de madame Ostell, la présidente de cet orphelinat. J'ai référé la chose au directeur du service, car il était plus au courant de l'efficacité de cette institution. Il y a eu correspondance et, finalement, madame Ostell n'a pas voulu mettre son orphelinat sous la loi de l'Assistance publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Madame Ostell a demandé au gouvernement et au secrétaire provincial qu'on lui vote la somme annuelle votée par le gouvernement à toutes les institutions de charité. Elle ne l'a pas eue.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a eu une erreur, cependant, au sujet de cet orphelinat,

dans la distribution des octrois de charité. Nous avouons avoir commis cette erreur...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! oui!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Que mon honorable ami ne se méprenne pas, nous avons par erreur adressé l'octroi de cet orphelinat au Catholic Orphan Institute. Nous avons confondu l'Orphelinat catholique de Notre-Dame-de-Grâce avec ce Roman Catholic Asylum. Mais nous avons corrigé l'erreur et l'Orphelinat catholique sera traité avec justice, comme les autres, dans la distribution des octrois pour la charité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement me reproche de toujours dire: "Ah! non!"; je dois être capable de dire: "Ah! oui!"...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement n'a jamais traité le chef d'opposition d'"ah non!".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne sais pas si la correspondance démontrera que l'orphelinat a dû écrire plusieurs fois pour obtenir une réponse. J'espère que l'erreur ne se répétera plus.

Le fait pour une institution de ne pas se conformer n'est rien d'autre que de respecter l'opinion émise dans un document épiscopal adressé au gouvernement.

La proposition est adoptée.

##### **Assistance publique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre les lettres complètes dont le premier ministre a lu des extraits dans cette Chambre, ainsi que toute autre lettre ou tout autre document adressé au gouvernement par des religieuses, des évêques, par des prêtres et des religieux, par la Société de Saint-Sulpice ou son avocat, par des pères jésuites, au sujet de l'assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je dois dire au chef de l'opposition que nous ne pouvons pas produire les documents confidentiels que nous avons pu recevoir des évêques, au sujet de l'assistance publique.

La proposition est adoptée.

### Collèges classiques

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre lettres, documents, etc., adressés au gouvernement par le révérend père Lalande ou tout autre père jésuite, relativement aux collèges classiques.

Le révérend père Lalande a écrit des remerciements au gouvernement pour l'octroi de \$10,000 qui a été adressé au collège Sainte-Marie. Je désire avoir ce document, afin de savoir si le révérend père Lalande condamne, dans sa lettre, l'attitude que j'ai prise devant cette Chambre et devant l'électorat. Le premier ministre, dans son discours sur l'adresse, a lu une partie de cette lettre pour me blâmer.

Je me rappelle avoir réclamé depuis 1896 une augmentation des subsides aux collèges classiques; il y a quatre ou cinq ans, je réclamaï de nouveau l'encouragement du gouvernement pour les collèges classiques; l'an dernier, j'ai approuvé l'octroi que nous avons voté et le secrétaire provincial m'en a même félicité. Mon attitude n'a pas changé à l'égard des collèges classiques. Mais voilà que le premier ministre, comme récompense, vient dire que j'ai été l'insulteur des collèges classiques.

Pourquoi? Parce que j'ai déclaré que, l'an dernier, le gouvernement avait voulu mettre dans la loi une clause disant que l'argent qui serait donné aux collèges proviendrait des revenus de la Commission des liqueurs. J'avais de bonnes raisons d'affirmer cela et on ne m'a pas contredit. Je considère que le gouvernement, en faisant pareille proposition, a insulté nos collèges.

C'est donc le devoir du premier ministre de déposer cette lettre sur la table de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au cours du débat sur l'adresse, j'ai cité un extrait de la lettre du révérend père Lalande, qui nous remerciait pour l'octroi de \$10,000 que nous avons donné au Collège Sainte-Marie, comme à 18 autres collèges classiques de la province. L'octroi pour les collèges classiques a été augmenté de \$1,000 à \$10,000.

Dans cette lettre, il n'est pas question du chef de l'opposition, ni du beau discours qu'il a prononcé, il y a quatre ou cinq ans, en cette Chambre en faveur des collèges classiques. Le révérend père Lalande m'écrivait que, grâce à cet octroi, il pourrait faire continuer en Europe les études d'une dizaine de jeunes prêtres, et j'ai répondu: Bravo!

En ce qui concerne le chef de l'opposition, il a parlé au cours de l'été dernier; ses discours ont paru dans les journaux, il a dit, dans ces discours, que le gouvernement avait essayé de tout acheter, même les collèges classiques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il nie avoir fait une telle affirmation. Qu'on me cite mes paroles!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'étais pas aux assemblées de mon honorable ami, mais le chef de l'opposition est assez chatouilleux sur ce point, que si *Le Devoir*, *La Presse*, *La Patrie*, qui ont publié ses discours, n'avaient pas fidèlement reproduit ses paroles, il les aurait fait corriger.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne renie pas mon passé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En ce qui concerne les collèges classiques, nous n'avons pas de cachette à faire. Tous les supérieurs des 19 collèges classiques étaient présents lorsque la rencontre a eu lieu avec le gouvernement, relativement aux octrois. Les directeurs des collèges classiques de la province ont, il y a quelque temps, demandé des octrois plus élevés, et on leur a indiqué, premièrement, que ceci ne pouvait être accordé, mais plus tard, quand ils sont venus nous demander un octroi, nous leur avons répondu: "Le gouvernement est en état de vous accorder cet octroi, grâce aux revenus qu'il s'est assuré avec le commerce des liqueurs. Nous ne pourrions continuer à vous accorder cet octroi que si la loi des liqueurs est maintenue en vigueur. Avez-vous objection à ce que nous mettions cela dans la loi?" Ils nous ont répondu: "Ne le mentionnez donc pas." Et nous les avons écoutés. Ils ont consenti à prendre l'octroi en sachant que l'argent venait des sommes perçues par la vente de liqueurs.

L'honorable chef de l'opposition raconte cela à sa façon, maintenant. Nous n'avons pas de cachette à faire, je le répète, et je crois que les collèges classiques sont satisfaits de la façon dont le gouvernement a agi dans cette affaire. J'ai cité la lettre du père Lalande pour montrer que la loi est bonne et efficace. C'est tout. Si j'ai demandé à la délégation des collèges classiques l'autorisation de mettre dans la loi que le subside serait pris à même le revenu du commerce des liqueurs, c'était simplement pour établir que, si la loi des liqueurs cessait de rapporter des revenus à la province, le gouvernement ne serait pas tenu de payer ces \$10,000 par année aux 19 collèges de la province.

Le gouvernement ne cache pas le fait qu'il a dit aux directeurs que l'argent pour leurs collèges viendrait des revenus provenant des liqueurs. Le gouvernement, en fait, a annoncé publiquement qu'il avait l'intention d'utiliser les revenus de la vente des liqueurs pour les routes, l'agriculture, la dette, l'amortissement et, surtout, pour l'éducation.

**Des députés ministériels** applaudissent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Donc, c'est vrai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien sûr que c'est vrai! Mais le chef de l'opposition rapporte le sujet à sa façon. Les directeurs des collèges étaient parfaitement satisfaits, et il n'y a aucune raison d'affirmer que nous cherchons à les contrôler.

La loi des liqueurs a permis au gouvernement de faire 100 fois plus pour l'éducation que ce que les messieurs de l'opposition ont fait, lorsqu'ils étaient au pouvoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est mon devoir de répondre au premier ministre. Le chef du gouvernement aurait pu citer la lettre du révérend père Lalande dans son discours, si j'avais été contre l'octroi aux collèges classiques. Mais j'ai toujours demandé au gouvernement de les aider.

Le premier ministre, en ne lisant qu'une partie de la lettre du père Lalande, cherche à insinuer qu'il (M. Sauvé) s'est opposé à l'augmentation de l'octroi aux collèges classiques, ce qui est faux, car il a toujours été en faveur de les aider davantage. Cependant, je répète ici ce que j'ai dit au cours de l'été que le gouvernement a cherché à obtenir l'approbation des directeurs de collèges classiques et des autorités religieuses pour la loi des liqueurs.

Je répète aussi que le gouvernement, par sa législation, cherche à contrôler toutes les activités dans la province, même les activités intellectuelles. C'est vrai et le gouvernement en donne la preuve chaque jour, et sa législation pèse lourd sur les épaules de la population, sur toutes les classes de la société, et il sait que son affirmation est parfaitement véridique.

Le gouvernement, par sa législation, donne la preuve de ceci tous les jours. Quant à l'aveu du premier ministre, au sujet de la clause pour mentionner que l'argent donné aux collèges classiques provenait du commerce des liqueurs, la Chambre doit en saisir l'importance. Si le

gouvernement avait réussi à insérer la clause des liqueurs dans le bill, les députés libéraux seraient retournés dans leur comté et auraient été fiers du fait que les collèges classiques approuvent que le gouvernement vende des liqueurs, et que seul le chef de l'opposition s'oppose au principe de cette chose.

Le premier ministre a dû, au cours de ce débat, avouer que la déclaration que j'ai faite l'été dernier était vraie. J'ai dit à ce moment, comme je dis aujourd'hui, et comme je suis toujours prêt à répéter - et avant la fin de cette session, j'aurai l'occasion de le mettre en relief plus énergiquement - que le gouvernement cherche par tous les moyens à persuader les autorités religieuses d'accepter le principe de la loi des liqueurs, le principe du gouvernement en affaires, et les autorités religieuses refusent de le faire.

On voit ce qui serait arrivé. Si on avait critiqué la loi des liqueurs, le premier ministre aurait pu dire que les collèges classiques approuvaient le principe de l'étatisme qui est à la base de sa loi des liqueurs.

"Comment, se serait écrié le premier ministre", (ici le chef de l'opposition imite la voix et le geste du premier ministre) "vous osez prétendre que notre loi n'est pas bonne, mais les collèges l'ont approuvée en principe!"

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce comme cela que je parle?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne puis faire mieux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est pas si mal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le gouvernement avait réussi dans sa tentative, des députés de cette Chambre auraient été se promener dans la province en dénonçant le chef de l'opposition et en claironnant le fait que les autorités religieuses ont approuvé la nationalisation du trafic des liqueurs. Je suis content de l'aveu du premier ministre, qui confirme ce que j'ai prétendu. La lettre du père Lalande n'a rien à faire avec l'approbation de la loi des liqueurs.

Mais, je ne peux m'empêcher de regretter la première proposition faite aux collèges classiques par le gouvernement. C'était une tactique à la Waldeck-Rousseau.

La proposition est adoptée.

### Recensement

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 concernant le recensement de la population de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que les traitements et la rémunération des officiers du Bureau de recensement nommés en vertu de la section 3 du bill, qui accompagne les présentes résolutions, seront déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que les dépenses occasionnées par la mise à exécution du bill qui accompagne les présentes résolutions seront payées, dans le cas prévu par le paragraphe 1 de la section 2 dudit bill, sur le fonds consolidé du revenu, après avoir été approuvées par le secrétaire de la province.

Il explique le bill et dit qu'en 1921 des plaintes avaient été formulées à propos des chiffres contenus dans le recensement fédéral. Il y eut plusieurs plaintes, particulièrement en ce qui concerne Montréal et Québec, que le dernier recensement fédéral n'a pas fourni les données exactes sur la population de ces villes. Les chiffres fédéraux indiquent pour la ville de Montréal une population de 618,506, alors que le recensement effectué par les assesseurs de la ville établit la population à 200,000<sup>1</sup> de plus. Pratiquement la même chose s'est produite à Québec. Les données fédérales indiquent une population de 95,193, alors que celles des assesseurs de la ville donnent une population de 120,000.

En ce qui concerne les subsides fédéraux, ces différences énormes sont importantes, car le subside est fixé au taux de 30 cents *per capita*. Seulement pour Montréal, cela représente une différence de \$160,000, dit-il. Ce qui, dans les huit années qui s'écouleront avant le prochain recensement fédéral, s'élèvera à près de un million de dollars en subsides, en supposant que les données tiennent. La représentation du Québec à Ottawa est aussi basée sur la population. Ceci pourrait aussi avoir un effet

sur la représentation des autres provinces aux Communes, car leur représentation est basée sur la population du Québec et le nombre de ses députés. Et il est extrêmement important que les données du recensement soient exactes. Il est important que le gouvernement enquête sur certaines villes et voie si les plaintes sont justifiées.

**M. Smart (Westmount)** souligne que le recensement fut effectué avant que celui de la province pût être effectué et, donc, les chiffres différeront naturellement. Il ne doute pas qu'il y ait une différence. Il ne doute pas que les chiffres fournis pour Montréal sont très peu élevés, et que les données fédérales sont incomplètes, mais quel espoir a le gouvernement que le gouvernement fédéral acceptera le recensement fait par le gouvernement provincial? Il y a peu de chances qu'il l'accepte, sinon il créerait un précédent, et toutes les autres provinces pourraient essayer de faire de même. Il n'est que juste que la province reçoive ce à quoi elle a droit, mais comment y arriver?

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit qu'il est convaincu que les autorités fédérales accepteront les données provinciales lorsqu'il leur sera prouvé que celles-ci sont exactes. Il est vrai que le recensement sera effectué deux ans après celui du fédéral, mais il sera fait huit ans avant le prochain. Ainsi, ce sera utile pour la province au sujet des subsides. Les autorités fédérales seront parfaitement satisfaites d'accepter les données du recensement provincial comme étant exactes, et si elles montrent une grosse différence, comme on le prétend dans certaines régions, il ne sera que juste qu'elles satisfassent les souhaits de la province et modifient le recensement présenté l'année dernière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discute avec le secrétaire provincial.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce que le recensement sera général?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il se tiendra seulement dans certaines localités telles que Montréal, Québec et Trois-Rivières, mais ceci n'a pas été définitivement décidé.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** veut savoir si la loi prévoit qu'un recensement se tienne tous les deux ans. Par ailleurs, il est informé par le ministre qu'il ne s'agit que de régler des circonstances

spéciales créées par le dernier recensement fédéral. Il semble que ce sera une dépense totalement inutile, compte tenu que le gouvernement du dominion n'acceptera pas leurs chiffres.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** réitère sa conviction que si on montre aux autorités fédérales, par un recensement de deux grosses villes de la province, que leurs propres chiffres sont inexacts, ils ne seront que trop contents, même par un bill spécial, de modifier le recensement déposé à la Chambre l'année dernière.

**M. Smart (Westmount)** pose une question relative au financement de l'opération.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les municipalités qui demandent à ce que soit fait un recensement devront en supporter le coût elles-mêmes.

**M. Smart (Westmount):** Cela ne semble pas très juste.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Si ce n'est pas fait de cette façon, les municipalités diront que le gouvernement n'a pas le droit d'intervenir dans leur autonomie. Si le gouvernement décidait de faire un recensement, il paierait, mais si une petite ville voulait en faire un, le gouvernement ne l'empêcherait pas, et elle pourrait le faire à ses propres frais.

**M. Smart (Westmount):** Si un nouveau recensement de Montréal était fait, la province en serait la seule gagnante, parce que c'est la province qui reçoit les subsides fédéraux. Ça ne représente rien en dollars et en cents pour Montréal, mais ce l'est pour le gouvernement et, ainsi, il doit payer.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** ne croit pas que Montréal est désintéressée par le bien-être de la province, et elle serait satisfaite si elle était capable d'aider en faveur du bien-être général de la province.

**M. Smart (Westmount):** Montréal pourrait être ravie d'un point de vue sentimental, mais les autorités provinciales devraient supporter le coût du recensement, car elles en bénéficieraient.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est exactement ce que le gouvernement propose. S'il décide de faire un recensement à Montréal, il en paiera le coût; si des municipalités le demandent, elles devront payer.

**M. Caron (Hull)** veut que Hull soit incluse dans le nouveau recensement, affirmant que le fédéral a établi la population à 24,000 et que le recensement municipal l'a fixée à 31,000.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement prendra sérieusement la question en considération.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 17 concernant le recensement de la population de la province.

#### Recensement

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 concernant le recensement de la population de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

À la suite du recensement fait par le gouvernement d'Ottawa, il y a eu des plaintes. Le recensement fédéral donne une population de 618,503 âmes à Montréal, alors que les recensement des assesseurs de la ville en donne une de 768,503 âmes. Dans la ville de Québec le recensement fédéral donne 95,153 âmes, alors que les chiffres de la ville donnent 120,000. Ces chiffres affectent beaucoup la province, qui se trouve à avoir une population de 100,000 âmes de moins qu'elle devrait avoir, et cela, d'ici à huit ans.

Le subside fédéral, qui nous donne \$80 par tête, se trouve diminué de beaucoup par le fait de ce recensement incomplet. Ceci affecte les subsides fédéraux, la population, l'agriculture, le logement et les routes.

Dans ces domaines, une différence de 100,000 âmes représente beaucoup, sur la période de huit ans entre aujourd'hui et le prochain recensement fédéral. La province souffrira, de ce chef, une perte d'un million de dollars au-delà. De plus, la proportion de la représentation provinciale en sera affectée. C'est pourquoi le gouvernement devrait faire un essai, soit à Montréal, soit à Québec.



Nous proposons d'autoriser le gouvernement provincial à faire lui-même le recensement, sans enlever aux municipalités leur autonomie. Cela aura pour effet de décider le gouvernement fédéral à faire un amendement pour corriger ses chiffres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le secrétaire provincial connaît-il les causes de ce mauvais recensement? Y a-t-il eu correspondance avec Ottawa?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Si nous connaissions les causes, le remède serait facile à trouver. Le recensement s'est fait en été, dans les villes, alors que les gens sont à la campagne, mais cette raison ne justifie pas un écart de 200,000. Il exprime la conviction que si l'on peut montrer au gouvernement fédéral que ses chiffres sont inexacts, un amendement sera apporté concernant la province de Québec.

**M. Smart (Westmount):** Qui paiera pour ce recensement provincial?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les municipalités qui demanderont un nouveau recensement paieront; ce n'est que juste, je crois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce un moyen de faire faire les listes électorales aux frais du gouvernement provincial et de procurer au Parti libéral des listes électorales à date.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oh! non.

**M. Caron (Hull)** demande que la ville de Hull soit au nombre des villes où un nouveau recensement pourra être fait.

**M. Smart (Westmount)** et **M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** discutent le détail de l'affaire.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** objecte que les chiffres diffèrent évidemment de ceux d'il y a deux ans.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** l'admet, mais souligne que, bien que ce soit deux ans après, c'est aussi huit ans avant le prochain recensement fédéral. Il vaut mieux fendre les chiffres de deux ans que d'attendre encore huit ans.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 concernant le recensement de la population de la province.

Adopté.

#### En comité:

**M. Smart (Westmount):** Le système anglais de recensement est beaucoup plus efficace et moins dispendieux. Un formulaire est distribué à chaque maison, et l'occupant est obligé par la loi d'en remplir tous les détails en 24 heures, le formulaire étant recueilli par la police. Un recensement effectué en 24 heures est beaucoup plus précis qu'un autre pouvant s'étendre sur deux semaines ou plus.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Affaire Roberts

L'honorable M. Taschereau (Montmorncy) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 amendement les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je désire faire quelques observations, avant la deuxième lecture de ce projet. Je regrette que les délibérations de ce bill soient si hâtives. C'est une pièce législative démesurément mystérieuse et excessivement sérieuse, de même que très difficile. Nous avons à considérer une législation très grave, qui nous donne de grandes responsabilités, responsabilité législative et responsabilité devant l'opinion publique. Cette mesure établira un précédent dans les Législatures du dominion. Ce projet doit être considéré avec prudence. Ces responsabilités devront être soupesées à leur mérite.

Le bill a pris la Chambre par surprise en quelque sorte. Il faudra être en état de donner les renseignements que le public pourrait nous demander. On connaît mes dispositions à l'égard de M. Roberts. Si le chef du gouvernement le permet, je demande l'ajournement du débat à demain. Ce n'est pas tout de suivre le gouvernement, il faut être en état de rendre compte à ses électeurs. C'est le cas de tous les députés de cette Chambre. Je ne dis pas que je n'en viendrai pas aux mêmes conclusions que le premier ministre, mais je crois que les députés, qui ne sont pas avocats en cette Chambre, seront heureux de pouvoir étudier ce projet avant de l'adopter.

Le principe soulevé par le bill en est un qui doit être évalué avec le maximum de délibérations. Ce fut une surprise, et il a été préparé rapidement. Il n'y a aucun doute qu'il a été préparé avec soin par des officiers très compétents qui ont soigneusement étudié les procédures parlementaires, mais les membres de la Chambre ont à assumer la responsabilité de cette mesure; nous devons l'étudier de la même façon, même plus que ceux qui l'ont préparée. Ainsi, il serait sage d'avoir un petit délai pour qu'ils étudient la question en entier.

Il ne veut pas traiter des mérites de ce cas, mais veut seulement faire sa suggestion pour qu'on ne puisse dire que la Législature a traité de la question à la vapeur. Il suggère donc que la deuxième lecture soit suspendue un certain temps, pour que le bill soit étudié. C'est une question importante et il n'a pas eu, personnellement, le temps de l'étudier. Il veut savoir où le bill va et ne veut pas se décharger de son devoir comme député en suivant simplement le gouvernement.

Les membres de la Législature, à l'ouverture de la session, se sont fait dire d'étudier soigneusement et consciencieusement les mesures déposées devant eux, et il est certain que ses bons amis les députés ruraux, qui ne sont pas avocats, n'ont pu étudier soigneusement le bill pendant le temps qu'il a été devant eux. Chacun de ceux-ci seront responsables de la mesure lorsqu'elle sera passée, et donc, il demande un ajournement, afin que le bill puisse être étudié. L'affaire est trop grave pour la passer à la vapeur; qu'on nous donne quelques heures pour l'étudier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'affaire Roberts a été discutée au long par la Chambre et il (Roberts) a été reconnu coupable. La Chambre a adopté une résolution de façon unanime, déclarant Roberts coupable d'avoir violé les privilèges de la Chambre, et le bill n'apporte qu'un élément supplémentaire, et ce, en prévoyant la sentence qui lui sera infligée. Il ne nous reste plus qu'une chose à faire, c'est de punir le coupable. Pour cela, il faut adopter ce projet de loi maintenant devant la Chambre. Nous allons l'adopter en seconde lecture tout de suite et passer cet après-midi au comité de la Chambre; la troisième lecture sera remise à demain donnant ainsi aux députés le temps de l'analyser. Tout amendement qui pourrait être proposé peut l'être à la troisième lecture, et si l'opposition le désire, le bill pourra alors être référé au comité de la Chambre, pour la discussion des amendements. Nous n'y mettrons aucune objection.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'adoption en deuxième lecture veut dire l'adoption du principe du bill. Il veut étudier la législation de plus près. Une fois que c'est adopté, l'affaire est pratiquement terminée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) reconnaît que le principe a été adopté en deuxième lecture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est une question qui pourrait être sujette à discussion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Encore une fois, M. Roberts a été déclaré coupable; il ne nous reste plus qu'à le punir, et j'insiste pour l'adoption de la deuxième lecture du bill, avec l'entente que le débat pourra être continué demain.

Il pourrait être renvoyé au comité de la Chambre pour étude supplémentaire. Le chef de l'opposition serait libre de proposer n'importe quel amendement qu'il désire au bill lorsqu'il sera appelé à la troisième lecture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, très bien. Adopté sur division et nous en reparlerons demain<sup>2</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est entendu.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Terres en culture à Montréal**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Dépôt de documents:****Chemins de fer  
subventionnés**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**  
dépose sur le bureau de la Chambre les rapports pour les six mois expirés le 31 décembre 1921, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec, et adressées à l'honorable ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, section 5, des statuts refondus de la province de Québec. (Document de session no 13)

**Statistiques des  
compagnies de chemin de fer**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**  
dépose sur le bureau de la Chambre, les états, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 31 décembre 1921, en conformité des articles 6650 et 6652 des statuts refondus 1909. (Document de session no 14)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)  
propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 40.

---

**NOTES**

1. Dans *Le Nouvelliste*, à la page 8, on dit "750,000 âmes au moins" en tout.

2. Le *Montreal Daily Star* du 9 novembre, à la page 4, ajoute l'information suivante: "Après consultation avec le "clerk of the house", M. Sauvé, avec l'assurance qu'on permette la discussion lors de la troisième lecture, a accepté la deuxième lecture, qui fut adoptée sur division."



Séance du jeudi 9 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 10.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Délais pour  
les pétitions**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les délais relatifs aux pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 14 novembre 1922, inclusivement.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de dame Marie-Anne J.-A. Ostell et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal à donner un titre clair à l'acquéreur de propriétés vendues en vertu d'un jugement du 29 juin 1922 (M. Vautrin).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de J.-Avila Valois et autres, demandant l'adoption d'une loi ordonnant aux exécuteurs testamentaires de feu dame Philomène Valois de prendre à même sa succession et le résidu de celle de Simon Valois, une certaine somme pour la distribuer aux descendants des frères et sœur dudit Simon Valois (M. Ashby);

- de Raoul Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Gaudrault);

- de Georges Laurencelle, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Vautrin).

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- d'Armand Bélanger, demandant l'adoption d'une loi faisant remonter au 14 juillet 1920 l'effet de son brevet de cléricature;

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une répartition annuelle.

**Armand Bélanger**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 57 validant la cléricature d'Armand Bélanger.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fabrique de  
Saint-Bernardin-de-Sienne**

**M. Renaud (Laval)** demande la permission de présenter le bill 72 concernant la fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Hull**

**M. Caron (Hull)** demande la permission de présenter le bill 90 amendant la charte de la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au magistrat de district en chef et à la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Lots de colonisation  
remis au gouvernement**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de lots achetés des colons ont été remis au gouvernement en 1921 et combien depuis?

2. Quels sont les noms de ceux qui ont remis leurs lots en 1922?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. En 1921: 100. Du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> novembre 1922: 65.

2. Narcisse Simard, Josaphat Bourgeois, Oscar Leblanc, Donat Cyr, Hervé Chénier, J.-O. Caron, Donat Rioux, Joseph Briand, Arthur Dubois, Ovide de la Durantaye, James Arseneau, Armand Delisle, Adélard Trachy, Esdras Frappier, fils, Antonion Rancourt, Napoléon Fournier, Arthur Déchesne, Vincent Balister, François Fortin, Alcide Jutras, Hervé Gervais, Arthur Brulotte, Albert Vigneault, Donat Provencher, Zéphirin Caron, Willie Cloutier, Joseph Benoit, Ovide Caron, Pierre-Émile Marcotte, François Labrecque, Ulric Bédard, Côme Laliberté, Eugène Filiatrault, Arthur Filiatrault, Louis Laurent, Isaac Paquette, G.-A. Henri Giguère, Henri Richard, Delphis Legault, Étienne Poudrier, Denis Pelletier, Adélard Ranger, Odilon-D. Gaudet, Donat Bordeleau, François Mathieu, Alfred Whessale, Anselme Laquerre, Emery Bigras, J.-A. Laganière, J.-S. Simard, Edward Peter Kelly, Archélas Fournier, Albert Lebel, Antoine Labrie, Alphonse Jean, Philippe Ouellet, Dame Sarah Bouchard, épouse de feu André Bouchard, Albert Beaulieu, Geo. Lemieux, Wilson Irvine, Almas Gagné, Ernest Gagné, fils, Hector Tanguay, Jean-Baptiste St-Pierre.

**Lot no 15  
du canton de Campbell**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Des personnes ont-elles fait application pour s'établir sur le lot no 15, rang E, canton de Campbell?

2. Si oui, quelles sont les résidences et les noms de ces personnes?

3. Est-ce que le lot est déjà occupé?

4. Si oui, par qui?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1 et 2. Oui, Joseph Groslot, du canton de Campbell.

3. Oui.

4. Par Bernard Accamo, qui l'a acquis par transport de Joseph Groslot.

**Ancienne prison  
de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien ont coûté les réparations à l'ancienne prison de Montréal, depuis 1921?

2. Combien ont coûté les bureaux de la Commission des liqueurs dans cette bâtisse?

3. Combien a coûté l'entrepôt de ladite Commission?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. \$490,320.00.

2. Travaux exécutés en vertu du même contrat; coût compris dans l'item précédent.

3. Même réponse que la précédente.

**Fermes  
en exploitation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y avait-il de cultivateurs exploitant et cultivant leurs fermes eux-mêmes, en 1919?

2. Combien en 1921?

3. Où le gouvernement a-t-il puisé ses statistiques?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le recensement décennal n'a pas encore été publié. Le gouvernement a l'intention de faire un recensement.

**Société de prêts  
et placements de Québec**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 constituant en corporation la Société de prêts et placements de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Charte de  
Laval-des-Rapides**

**M. Renaud (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Église Sainte-Catherine,  
Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Hôpital de  
Notre-Dame-de-Protection, Beauce**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame-de-Protection, à Sainte-Marie, Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Charte de  
Saint-Laurent**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 amendement la charte de la ville Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Congregation  
Beth Yitzchok**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 constituant en corporation la Congregation Beth Yitzchok soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Testament de  
Désiré Lacerte**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente par Léopold Lamy à la St. Lawrence Paper Mills Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Pont sur  
le Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company Limited, et certaines municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 23 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au magistrat de district en chef et à la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

**Affaire  
Roberts**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 amendement les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je désire faire quelques remarques sur le bill ainsi qu'au sujet des déclarations faites par l'honorable premier ministre sur l'affaire Roberts. Je vais d'abord résumer les différentes déclarations qui ont été faites, depuis le commencement du débat, afin de mieux comprendre mon attitude.

L'honorable premier ministre a dit d'abord qu'il s'agissait d'une manœuvre politique. J'espère qu'il n'est plus de cette opinion. L'honorable premier ministre a dit aussi que Roberts était un misérable, qu'il avait été aux États-Unis...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai cru comprendre que l'honorable premier ministre a dit que Roberts avait été obligé d'immigrer au Canada et qu'il a été ce qu'il a été au Canada, c'est-à-dire un maître-chanteur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se secoue la tête et dit qu'il n'a pas affirmé que Roberts a été obligé d'émigrer ici.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'accepte votre affirmation, mais vous avez dit qu'il était un misérable. Vous êtes un brillant avocat. L'honorable député de Saint-Louis (M. Bercovitch) est aussi un avocat compétent et brillant; il est avocat dans deux causes contre Roberts, il a été jusqu'à accepter de dénoncer l'accusé et a dit que c'était un misérable. L'honorable député de Saint-Louis ne pouvait pas parler autrement, quand il est intéressé dans deux causes qui sont actuellement pendantes devant les tribunaux.

De mon côté, je trouve que Roberts a eu tort et s'est gravement trompé en disant que la rumeur désignait deux députés de cette Chambre comme les meurtriers de Blanche Garneau. Je n'ai jamais entendu dire cela, bien que j'aie entendu dire d'autres choses très graves sur le compte de politiciens et sur la conduite et l'administration de la justice dans toute cette triste affaire de meurtre. Cette affaire a passionné l'opinion publique, elle la passionne encore, et il sera du devoir du gouvernement de ne refuser aucun moyen qui lui sera offert au cours de cette session pour régler cette question difficile d'une manière définitive et de satisfaire l'opinion publique autant que possible.

Afin qu'il n'y ait pas de fausse prétention, afin que le public et la Chambre ne croient pas un instant qu'il y ait eu des manœuvres politiques malicieuses de la part des députés de l'opposition, je peux dire que je connais à peine Roberts. J'apprends, de ce que j'ai lu des organes du parti qui n'est pas le nôtre, qu'il a toujours été un bon et fervent libéral et a travaillé lors de campagnes pour le Parti libéral. Donc, on ne peut affirmer que les adversaires du gouvernement sont coupables de manœuvre politique à ce sujet. Il ne peut être question d'esprit de parti dans cette affaire, puisque Roberts est un libéral, en autant que j'ai pu m'en assurer.

Roberts a parlé avec des vedettes du Parti libéral, comme M. Rodolphe Lemieux, et M. Jérémie Décarie, aujourd'hui juge en chef. Il a parlé en faveur du Parti libéral et contre les conservateurs. Je sais aussi qu'il a chanté le credo de la prohibition dans

des réunions publiques, avec des personnages distingués. Il a chanté dans le chœur de M. le juge en chef de la Cour supérieure, Sir François Lemieux, de M. le juge Lafontaine, avec l'honorable ministre des Travaux publics, (M. Galipeault) et des sommités des clergés catholique et protestant. Mais, selon moi, là n'est pas la question pour nous législateurs, pour nous députés. Ce n'est pas une question de politique ou de fanatisme de la part de l'opposition contre le gouvernement sur cette question.

Je répète, cependant, comme j'ai dit hier, qu'il n'est pas question de la personnalité de Roberts; cela ne nous concerne pas. La personnalité de Roberts disparaît devant la grandeur de notre devoir. Nous sommes des législateurs. Nous devons autant que possible bien comprendre, sagement interpréter et respecter nos lois. À plus forte raison devons-nous les appliquer avec toute la circonspection et la dignité possibles, quand l'occasion s'en présente. Il est vrai que les lois doivent être respectées et l'honneur et la dignité de la Chambre sauvegardés, mais ces lois doivent être sanctionnées avec justice et impartialité.

Nous devons montrer un réel souci de notre honneur et de l'honneur de notre Législature, non pas seulement dans des protestations sonores et enflammées de colère devant notre accusateur et notre accusé, mais dans tous nos actes. Si nous parlons d'honneur et de dignité, et si après nous posons des actes indignes d'hommes sérieux, des actes qui dénotent un manque de logique, de justice et de sincérité, des actes qui sont eux-mêmes une véritable violation de nos droits constitutionnels et des privilèges de la Chambre, le public n'aurait-il pas le droit de dire: "Ces gens-là jouent au bluff; ils se montrent jaloux de l'honneur quand ils sont mal pris, mais après, ils le foulent aux pieds; ce sont des farceurs et des autocrates à la fois."

N'oublions pas que le sentiment contre la justice que l'on dit ne plus exister et contre l'autorité se développe affreusement, depuis quelques années dans le public, et que les propagateurs de ces sentiments anarchiques disent que c'est à cause des abus, des relâchements et de l'injustice des représentants, de l'autorité. Ceci a pris de l'importance dans tous les pays du monde, dans notre propre dominion et dans notre propre province. Le respect pour l'autorité est considérablement émoussé, si on en juge par certaines opinions émises en certains milieux et par certains journaux. "Il n'y a plus de justice, dit-on, "donc, il ne doit plus y avoir d'autorité. Il n'y a que les gros qui se protègent et qui sont protégés. Les petits ne le sont pas".



Prenons garde en ce moment à ce sentiment qui circule dans l'opinion publique. Gardons-nous de poser en ce moment un acte qui montrerait de la vengeance, de l'intérêt politique, plutôt que de la justice et de la dignité. Nous devons démontrer que non seulement nous voulons venger l'honneur de cette Chambre, mais le faire de manière juste.

(Dans les tribunes, le public manifeste quelque peu.)

**M. l'Orateur** rappelle vigoureusement à l'ordre ceux qui, dans les galeries, manifestent leurs sentiments.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si je parle ainsi, c'est que le peuple, qui est notre maître après tout, entend nous demander compte pour tout ce que nous aurons fait. La politique du gouvernement dans cette affaire ne serait certes pas approuvée par le peuple.

Nous avons cité Roberts à la barre de la Chambre; c'était notre droit. Nous nous sommes servis de l'article 129 des statuts refondus pour nous y autoriser. Nous avons questionné Roberts, nous l'avons entendu. Il a refusé de donner les noms des députés que, d'après lui, la rumeur désignait. Il a déclaré ce qui suit: "Je ne puis prouver que ce que j'ai dit dans mon article, et je n'ai pas dit que des députés de cette Chambre avaient assassiné Blanche Garneau".

Pour moi, je ne puis accepter cette réponse; je considère qu'elle aggrave le cas de l'accusé. Plus loin l'accusé dit: "Je serais prêt à divulguer toutes choses se rapportant à mon article, devant un comité de cette Chambre".

Ainsi, la question à considérer est de savoir si nous avons raison de rejeter cette demande d'aller devant un comité. C'était la raison pour laquelle j'ai demandé un ajournement hier, pour que nous puissions étudier la question et arriver à une décision réfléchie. Pensez à la position dans laquelle nous nous plaçons en rejetant cette demande d'aller devant un comité. Devons-nous rejeter cette demande? Après mûre réflexion, je ne le crois pas. Je soumetts humblement à cette Chambre qu'elle doit donner à Roberts tous les moyens possibles de se défendre devant elle, afin que l'opinion publique puisse dire que nous avons été exonérés, que nous avons hautement revendiqué notre honneur, après avoir fourni à l'accusé tous les moyens de se défendre. Je crois que l'accusé ne pourra pas établir que deux députés sont des meurtriers.

Je suis disposé à l'entendre devant un comité pour lui donner justice, pour qu'il soit largement reconnu que nous lui avons donné tous les moyens possibles pour qu'il se justifie, pour qu'il soit reconnu que nous lui avons donné toutes les opportunités de prouver ses affirmations et qu'il soit incapable de le faire. Les commentaires vont leur train. On dit déjà que l'accusé a été jugé avant d'être entendu. C'est regrettable et cela affaiblit notre cause. Je regrette qu'après avoir entendu l'accusé, nous ne puissions le juger. Avant d'entendre l'accusé, nous n'étions pas en état de nous prononcer sur chacun des actes de la vie privée de chacun des députés ou sur la rumeur qui pouvait circuler dans le public. Nous étions bien moralement convaincus, mais pas assez pour jurer<sup>1</sup>. Nous sommes tous moralement convaincus que l'affirmation faite par l'accusé n'est pas vraie.

La position de la Chambre a été aggravée par l'arrestation de Roberts devant les tribunaux. Et ceci a permis à Roberts d'affirmer qu'il ne devrait pas se faire poser les mêmes questions devant la Chambre que celles qui lui seraient posées en cour.

Je préfère lire mes notes afin d'être plus précis. Il y a des légistes sérieux qui prétendent que la Chambre, sachant que l'accusé avait à répondre à une accusation criminelle devant les tribunaux sur les mêmes faits, n'avait pas le droit d'autoriser le premier ministre à faire poser par l'Orateur les questions qui ont été posées à Roberts. Roberts, dit-on, est accusé; comme tel, personne ne pouvait le forcer à être témoin. C'est un principe fondamental de nos lois que l'accusé ne peut être appelé comme témoin par la poursuite. La couronne, Sa Majesté le roi, n'a pas ce droit, n'a pas ce pouvoir. L'accusé ne peut être forcé à témoigner. La Chambre avait-elle ce droit que le roi n'aurait pas?

On dit que si l'accusé ne le veut pas, que s'il n'offre pas son témoignage, le poursuivant, la couronne, ne peut même pas invoquer contre lui le défaut d'offrir son témoignage? Est-ce vrai? Je veux être corrigé, si je me trompe. On dit enfin, que la Chambre a été trop loin en essayant de faire parler l'accusé, et que la faute de la couronne ou du gouvernement, c'est d'avoir, en même temps, fait arrêter l'accusé devant les tribunaux, saisi ses documents, ses dossiers. Cette arrestation a été faite en même temps que la citation à la barre de la Chambre. Elle a été faite par un représentant du procureur général, qui est traité sévèrement dans l'article que la couronne prétend être un libelle séditieux. Si la couronne ou le gouvernement n'avait pas commis cette erreur, l'accusé n'aurait pas eu de raison de ne pas répondre.

Quels que soient les torts ou la conduite de Roberts, on prétend que la Chambre n'a pas le droit et ne devrait pas violer un principe fondamental. On dit aussi: "Comment l'accusé va-t-il pouvoir faire sa preuve si on a saisi tous ses dossiers, ses documents. Roberts est privé de ses moyens de défense. Ces documents ne peuvent-ils pas se perdre ou être détruits, en dépit des soins de la justice? Il y a déjà eu des dossiers judiciaires de volés dans les archives de la justice. Je mets devant la Chambre les prétentions qui sont soutenues à l'extérieur par des avocats sérieux. Je suis prêt à supporter la part de responsabilité que j'ai assumée jusqu'aujourd'hui et à défendre la conduite que j'ai tenue.

Maintenant, le gouvernement veut mettre de côté l'article 129 qui nous autorisait à défendre l'honneur de la Chambre et à punir notre accusé, s'il était trouvé coupable. L'article 132 dit: "Les actes suivants sont défendus et considérés comme infractions aux dispositions du présent paragraphe: Commettre des voies de fait sur la personne d'un conseiller législatif ou d'un député, ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse, pendant la session, ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session".

Et l'article 136 nous donne l'autorisation suivante: "Quiconque commet une infraction aux dispositions du présent paragraphe devient passible d'un emprisonnement pour telle période de la session alors tenante qui est déterminé par la Chambre qui s'est enquis de cette infraction." Statuts refondus, 131.

Voici que le gouvernement nous arrive avec une loi spéciale, que je trouve excessivement sévère, surtout parce que l'accusé est devant des assises et peut être condamné demain par le tribunal pour le même article. Je crois que cette loi est sans précédent. Je la trouve dangereuse, arbitraire, autocratique. Elle ressemble trop étroitement aux actes des gouvernements avant la conquête de la liberté des peuples. Il s'est versé bien du sang pour la liberté des peuples et il serait bien d'y penser maintenant. Le bill du gouvernement a pris la Chambre par surprise.

J'ai accepté la motion du premier ministre déclarant Roberts coupable, mais la motion ne parlait pas d'une loi spéciale. Pourquoi une nouvelle loi? Il y a déjà une disposition dans les statuts prévoyant de telles offenses. Est-ce que les députés de la Législature d'une autre époque n'ont pas décidé de traiter de tous ces cas? Cette loi me paraît beaucoup plus sévère que celle qui fut adoptée par nos

devanciers et qui est dans nos statuts. Quand ces législateurs ont adopté cette loi, ils ne se sont pas basés sur un cas particulier, mais ils se sont basés sur leurs droits comme députés de punir un accusé, c'est-à-dire, de remplacer le pouvoir judiciaire en matière criminelle.

Ils ont décidé que ce pouvoir ne devait s'étendre que pour la durée de la session, parce que d'abord la Chambre n'avait le droit de sévir contre ses accusés que pour des cas commis vingt jours avant la session, ou durant la session, ou vingt jours après la session.

Je crois cette loi plus sage que celle que nous propose le premier ministre. Puisque le gouvernement veut punir plus sévèrement Roberts, faire adopter une loi spéciale à cet effet, il me semble que la Chambre devrait fournir à Roberts tous les moyens qu'il a demandés pour justifier son article. Le bill soumis par le premier ministre constitue une législation spéciale, et il (M. Sauvé) exprime sa peur que ce précédent soit dangereux.

Il y a un danger que, dans les années futures, l'Assemblée ne considère pas un an d'emprisonnement comme une punition suffisante. Si nous donnons un an de prison à Roberts, pourquoi ne donnerions-nous pas cinq ou même dix ans, l'an prochain, au premier journaliste qui nous attaquera? Si nous créons ce précédent, nous ne sommes plus des législateurs, nous prenons la place des juges. Si un journaliste cause du tort au gouvernement, il le sommera de comparaître à la barre de la Chambre, le condamnera sans l'entendre, l'enverra en prison pour n'importe quelle période de temps et le fera même pendre.

Je crois que c'est là outrepasser nos devoirs et nos droits. Je suis prêt à coopérer avec la Chambre pour punir un coupable, mais je ne veux pas créer de précédent, outrepasser nos droits même pour punir un adversaire détestable. En adoptant cette loi, on s'expose à des injustices dans l'avenir; on détruit la liberté de la presse. Si cette loi est adoptée, un ministre ou un député mécontent des critiques d'un journaliste n'aura qu'à dire que ce journaliste a violé les privilèges de la Chambre et, avec sa majorité, le gouvernement pourra envoyer celui-ci en prison pendant un an ou pour n'importe quelle durée.

Je ne crois pas que la Chambre doive adopter une loi si sévère pour faire son devoir et maintenir ses droits. Je suis prêt à approuver que la Chambre rende un jugement en conformité avec la loi de la Législature pour maintenir la dignité de cette Chambre et de ses membres, mais je ne veux pas que l'on dise que nous avons agi ainsi pour nous venger

d'un opposant. Je ne veux pas être accusé d'avoir été influencé par un sentiment de vengeance ou que l'on dise qu'on cherchait un certain avantage politique, et je suis persuadé que d'autres députés ici ont le sentiment que ce bill est arbitraire et controversé aux yeux de l'opinion publique. Je préfère la loi qui est déjà dans les statuts à celle que propose le premier ministre. Cependant, parce que le gouvernement souhaite punir Roberts plus sévèrement que ce qui est prévu présentement dans les statuts et que le premier ministre, et procureur général, nous dit qu'il y a urgence de punir cet homme, très bien, mais, il me semble que nous devons lui fournir les moyens de se défendre avant de le condamner.

Si la Chambre veut être plus sévère que la loi, qu'elle donne à l'accusé tous les moyens de se défendre. Roberts demande un comité et dit que devant ce dernier, il fera tout en son possible pour justifier son article. Si la Chambre désire être particulièrement sévère et mettre de côté la loi existante, que le gouvernement considère insuffisamment sévère, au moins donnez-lui l'opportunité qu'il cherche, et s'il n'est pas capable de se disculper, le peuple ne pourra pas dire alors, qu'il n'en a pas eu les moyens. Nous pourrions affirmer que nous avons fait tout ce qui est possible pour lui donner une chance et qu'il a été incapable de prendre, et nous pouvons le punir sévèrement. Je crois que ma proposition est raisonnable.

Pour ces raisons et m'appuyant sur l'article 470, j'ai donc l'honneur de proposer, secondé par le député de Westmount (M. Smart), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé au comité des bills publics".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avec quelles instructions?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous pouvons tout simplement référer le bill au comité des bills publics, où Roberts pourra être entendu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais il faudrait dire dans l'amendement ce que vous voulez que le comité des bills publics fasse avec ce projet de loi. Au moins, faites savoir au comité ce qu'il doit en faire.

Cette procédure n'est pas conforme aux règles de la Chambre. Le renvoi au comité des bills publics ne peut être demandé par une motion d'amendement à la motion de troisième lecture, à moins qu'on ne donne, en même temps, des instructions à ce comité,

des instructions pour amender le bill dans un certain sens. Il ne saurait donc être question de renvoyer le bill devant un comité spécial sans définir les pouvoirs du dit comité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce un point d'ordre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre a dit, hier, qu'on pourrait faire, avant la troisième lecture, les amendements qu'on aurait pu proposer avant la seconde.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon objection est basée uniquement sur la procédure parlementaire, et on ne saurait passer outre sans créer un précédent. Mais, avant de discuter le point d'ordre, je veux faire quelques remarques. L'honorable chef de l'opposition a déclaré, dans son discours, que le sentiment du respect de la justice et de l'autorité commençait à s'émousser. J'espère que le chef de l'opposition se trompe grandement et j'espère que la province de Québec, qui a donné de si beaux exemples de respect des lois et de soumission à l'autorité, ne suivra pas ce mouvement. Si cela est vrai, si le sentiment de l'autorité s'émousse, il y en a qui peuvent se frapper la poitrine et dire leur *mea culpa*. Ceux-là semblent n'avoir pour mission que de dénigrer et jeter du discrédit sur cette autorité et ceux qui la représentent.

L'honorable chef de l'opposition a dit aussi que les gros étaient protégés et qu'il n'y avait pas de protection pour les petits. Je voudrais bien savoir quels sont ces gros qui sont protégés et quels sont les petits qui ont à se plaindre du manque de protection. Je l'invite à dire les noms des gros que nous avons protégés et des petits que nous avons frappés. Je l'invite à le dire à la Chambre.

Le chef de l'opposition, à la tête de son parti, a fait des déclarations. Quand il dit que le sentiment pour l'autorité s'émousse, ce sont ses paroles qui causent cela. Lorsqu'un chef de parti dit de son siège à l'Assemblée législative que les gros sont protégés et que les petits seuls sont frappés, il est à la tête et le grand acteur de ceux qui peuvent croire cela dans notre province. C'est le meilleur moyen d'émousser le sentiment du respect de l'autorité que de venir prétendre ici que les gros sont protégés, dans cette province, et qu'il n'y a pas de protection pour les petits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un point d'ordre. Je n'ai pas dit cela. Le premier ministre rapporte mal mes paroles. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je n'ai jamais rien dit de nature à justifier des accusations aussi outrageantes. J'ai simplement critiqué l'administration de la justice dont le premier ministre a l'administration. Tout ce que j'ai dit à ce sujet, c'est qu'on disait dans le public que la justice n'est pas administrée comme elle devrait l'être.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien, M. l'Orateur, c'est encore pis! Ce que je dis est vrai. L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de prêter l'autorité de son nom et de sa position aux racontars qu'il a ramassés ici et là. Il ne devrait pas rapporter ces paroles de la manière dont il l'a fait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit cela! Il affirme que les mots que le premier ministre lui attribue ne sont pas les siens, mais des mots qu'il a cités, et il continue en voulant citer à partir de son discours.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai dit que ça se disait dans le public. Le premier ministre n'a pas le droit de dire cela; ce n'est pas moi qui fais ces affirmations.

**Des députés** chahutent.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition donne à ces commentaires de l'autorité en les colportant, lui, le chef d'un grand parti. Il n'a pas le droit de dire ce que d'autres ont dit et de donner l'autorité de son nom et de sa position à de telles affirmations. (Pointant du doigt le chef de l'opposition) C'est la même idée que lui et ceux autour de lui colportent et c'est une conduite que je ne décrirai pas à cause de l'Orateur.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est mieux ainsi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si je voulais répondre à ces insinuations, je serais obligé d'employer un langage qui ne serait pas parlementaire, mais qui serait vrai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est préférable que vous n'en fassiez rien!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh, je n'ai pas peur!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Moi non plus.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je me retiens d'exprimer une opinion à propos de l'attitude du chef de l'opposition à ce sujet...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ... Ils ont été acquittés, mais ils sont coupables...<sup>2</sup>

**Un député ministériel:** À l'ordre! À l'ordre!

(Un cri strident de l'extrémité de la Chambre provoque les rires et M. Sauvé s'y joint.)

**M. l'Orateur** lance un sévère avertissement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est en faisant des affirmations selon lesquelles l'autorité publique s'émousse que ce sentiment peut apparaître.

L'honorable chef de l'opposition a mis de côté l'aspect légal de cette question. L'article 132 dit que proférer des injures contre des membres de la Chambre est une offense. Cet article cité par le chef de l'opposition a créé l'offense dont Roberts s'est rendu coupable. Je crois que le chef de l'opposition a admis que l'écrit était diffamatoire. L'offense a été commise.

L'article 136 dit que le coupable de cette offense doit être puni par un emprisonnement de la durée de la session. C'est nous qui avons fait cet article 136, qui l'avons mis dans le statut provincial; nous avons le droit de l'amender ou de rappeler cette loi. Le bill propose d'amender la loi en substituant aux mots "pendant la session en cours" les mots "ne dépassant pas une année". Nous avons assurément le droit de faire cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait signe que non de la tête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition dit non, il joue avec la loi, il discute le point de vue légal du bill comme un éléphant qui jouerait aux quilles.

**Les députés** rient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout ce que nous demandons, c'est que la violation des privilèges de la Chambre soit punie, non pas en condamnant le coupable à être le prisonnier du sergent d'armes pendant la durée de la session, mais en le condamnant à être détenu pendant un an dans la prison. Nous ne réclamons pas cette punition pour Roberts seulement, mais pour tous ceux qui porteront atteinte à l'honneur de la Chambre.

Les statuts auxquels le chef de l'opposition a fait allusion ont été formulés par la Législature et, à coup sûr, la Législature peut les amender et même les rappeler. Ce n'est pas une loi spéciale faite spécialement pour Roberts; c'est une loi générale et, à l'avenir, celui qui sera coupable d'une offense envers les privilèges de la Chambre, celui qui sera trouvé coupable d'avoir violé la dignité et l'honneur de l'Assemblée législative sera passible d'un emprisonnement dont la durée n'excédera pas un an. Le bill pourra s'appliquer à chacun des cas semblables qui pourront se présenter devant la Chambre.

Celle-ci a parfaitement le droit d'adopter une loi spéciale imposant, à tout accusé qui comparait devant elle et est trouvé coupable, la punition qu'elle juge à propos d'imposer.

Cette loi est sage. Si Roberts avait commis cette offense à la veille de la prorogation des Chambres, nous ne pourrions le condamner qu'à une journée de détention selon la loi actuelle. Est-ce que ce serait une punition correcte et suffisante? Le respect de l'opinion publique pour l'autorité constituée serait assurément affaibli, si le gouvernement agissait comme le chef de l'opposition le désire. La Chambre a donc pleinement le pouvoir d'agir ainsi. Pour toutes ces raisons, je ne crois pas que la Chambre doive adopter l'amendement du chef de l'opposition; au contraire c'est son devoir de régler définitivement le cas de M. Roberts.

Mais, M. l'Orateur, nous avons adopté une résolution à l'unanimité. Que disait-elle? Que Roberts était coupable, qu'il devait être châtié. Le chef de l'opposition, avec sa petite armée, a voté lui-même la motion déclarant Roberts coupable d'avoir attenté à l'honneur et à la dignité de la Chambre de la façon la plus odieuse et la plus atroce. Il a reconnu que Roberts a calomnié la Chambre, qu'il l'a outragée en soupçonnant, dans son article, que deux de ses membres sont impliqués dans le meurtre de Blanche Garneau. Le chef de l'opposition déclare, d'accord avec ses collègues de la Chambre, que M. Roberts s'est rendu coupable d'un acte vil; et voilà qu'aujourd'hui, après avoir reçu des reproches de gens qui croient que l'opposition n'a pas

suffisamment exploité cette affaire contre le gouvernement, mon honorable ami veut changer d'attitude, prendre l'éponge et tout effacer. Il veut agir de clémence envers l'accusé. Il dit: "Nous sommes trop sévères; n'allons pas si loin; le respect de l'autorité s'émousse..." On continue les mêmes tactiques que dans Labelle.

Le respect de l'autorité et le sentiment de la justice s'émousseront dans notre province et avec raison, si nous laissons les calomnieurs déshonorer la Chambre sans les punir, si nous laissons passer une affaire de cette gravité sans revendiquer, comme il convient, l'honneur de la Chambre.

**Des députés ministériels applaudissent.**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition a dit, l'autre jour, que Roberts était un vulgaire calomniateur et qu'il devait être puni, et maintenant, il ne veut plus que nous le punissions sans l'entendre devant le comité des bills publics. Pourquoi? Il a approuvé tout ce que le gouvernement a fait dans cette affaire jusqu'à présent, mais alors que le bill arrive à sa lecture finale, il veut qu'il soit référé au comité des bills publics.

**Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel mal y a-t-il à demander cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le comité est composé de députés de cette Chambre. Pourquoi, pourquoi le chef de l'opposition désire-t-il envoyer le bill au comité des bills publics? Est-ce que le chef de l'opposition nous dira ce qu'il attend du comité?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce une question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dois-je répondre maintenant?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, allez-y! Pourquoi?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vais faire un discours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux être bien compris, afin que le premier ministre ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit et n'argumente pas pendant une demi-heure à côté de la question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition n'a pas dit pourquoi il veut référer le bill au comité des bills publics... Il n'y a pas de danger!

(On entend des rires dans les tribunes.)

**M. l'Orateur** dit à ceux qui rient dans les tribunes qu'ils doivent garder le silence complet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vais le dire. Je demande que ce bill soit référé au comité des bills publics, parce que je veux avoir toute la chance de l'étudier et de le faire examiner. C'est pour discuter du bill et découvrir tous les moyens possibles pour justifier une peine plus sévère, non pas pour défendre Roberts, comme le premier ministre semble insinuer. Il ne veut pas envoyer le bill au comité afin de justifier Roberts, mais pour découvrir s'il y a une raison pour prolonger l'emprisonnement de Roberts. La voie qu'il propose est bonne et juste, et plus équitable que le langage du premier ministre. La position que j'ai prise devant la Chambre est celle-ci: nous devons justifier notre action d'infliger à Roberts, peu importe qu'il soit et quelle personne il puisse être, une punition plus sévère que celle que lui inflige la loi.

Un juge d'expérience prend son temps avant de rendre un jugement: il pèse le pour et le contre; il entend les accusés et leur donne les moyens de se défendre. Nous, on nous dit que nous sommes accusés; nous nous faisons accusateurs et tout simplement parce que le procureur général nous le demande, nous condamnons l'accusé sans l'entendre; plus que cela, la loi ne nous permet pas de le condamner à la prison; alors, nous amendons la loi afin de le condamner à un an de prison. Je dis que nous devrions entendre l'accusé avant de le condamner, et lui demander dans quel entourage sont les meurtriers. S'il sait quelque chose, il le dira. C'est ma position et elle est logique, juste et généreuse, et plus équitable que les mots du premier ministre.

**Des députés ministériels** protestent.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi cette hâte? Qu'est-ce que ça fait deux jours de plus pour

étudier cette question? C'est pour donner aux membres du comité l'opportunité de l'étudier et d'amener Roberts devant le comité et lui demander s'il a quelque chose à dire pour se justifier. Supposons qu'il refuse encore. Il ne s'agit que de deux heures de plus. Ce n'est pas excessif. Pourquoi refuser cela, alors que des juges ajournent des causes afin de consulter des autorités? Pourquoi le procureur général veut-il que nous allions si vite? Il veut que nous adoptions un bill que nous avons à peine étudié pendant cinq minutes. Pourquoi refuser ceci à la Chambre? Examinons avant de juger.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition lui a donné la réponse qu'il souhaitait. Pourquoi renvoyer le bill devant ce comité? Pour savoir si la punition est trop sévère? Non. Qu'est-ce que le comité des bills publics? Pourquoi devrait-il discuter de la peine à être donnée à Roberts, trouvé coupable par la Chambre, plus que la Chambre? Le chef de l'opposition comprend-il que M. Roberts constitue par lui-même un "bill public", ce qui serait ridicule? D'ailleurs, tous les membres de ce comité sont membres de la Chambre, et comme l'offense concerne tous les membres, c'est celle-ci qui doit juger l'accusé. Je suis ici et le chef de l'opposition est ici. Nous sommes tous ici, devant le monde, devant la province entière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas un comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition dit que c'est pour redemander à Roberts de parler, quand il a refusé de parler devant la Chambre. C'est devant tous les membres de la Chambre et devant la province qu'il faut discuter cette affaire. Le chef de l'opposition a disposé de toutes les opportunités pour discuter du bill en Chambre. Tous les membres du comité des bills publics sont là, et cela peut être discuté ouvertement et en public.

Le chef de l'opposition dit que l'affaire Garneau a créé du malaise dans l'esprit du public. Il disait au Club Sauvé que ceux qui protègent les meurtriers de Blanche Garneau ne sont pas dans son entourage. Il laissait entendre qu'ils étaient dans notre entourage. C'est une manœuvre de l'opposition et de ses amis, et le gouvernement n'en est nullement surpris.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est la première fois que j'entends cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je vais dire ceci au chef de l'opposition. Le gouvernement ne veut pas laisser planer le plus petit soupçon sur l'administration de la justice, dans cette affaire Garneau. Cette affaire a causé en effet du malaise dans le public. Alors, sans avoir besoin de consulter la Chambre, le gouvernement va nommer une Commission royale pour faire une enquête sur la conduite de l'administration de la justice dans l'affaire Garneau. Elle pourra montrer que les amis du chef de l'opposition sont des calomnieurs. Cette commission sera composée de deux juges, au dessus de tout soupçon, devant lesquels nous sommerons le chef de l'opposition, ses amis, M. Roberts, M. Lavergne, enfin tous ceux qui ont calomnié la justice ou qui pourraient l'éclairer, (tous ceux) qui prétendent connaître les assassins de Blanche Garneau et qui affirment aussi que ces meurtriers sont protégés. Tous seront appelés à dénoncer les meurtriers et ceux qui, d'après eux, les ont protégés depuis le soir de la tragédie du Parc Victoria. La commission va demander au chef de l'opposition dans quel entourage sont les meurtriers de Blanche Garneau. Le chef de l'opposition pourra venir...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis prêt à répondre.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Étant donné qu'il est au courant, qu'il vienne devant la Commission royale et, libéré de l'influence du gouvernement, il pourra dire ce qu'il désire. Il viendra devant les juges...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis prêt!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): D'autres pourront comparaître et divulguer tout ce qu'ils savent. Le chef de l'opposition a dit que les individus visés par l'article de M. Roberts n'appartenaient pas à son entourage. Eh bien! Il pourra dire à la commission à quelle compagnie ils appartiennent. Les amis du chef de l'opposition pourront venir aussi, et ils pourront dire à la commission tout ce qu'ils savent. J'y invite spécialement les amis du chef de l'opposition qui sont venus dans le comté de Labelle, et là, sous l'œil bienveillant du chef de l'opposition, ont répandu des calomnies comme celles que Roberts a lancées contre la Chambre, tous ses amis qui ont sali la réputation d'hommes honnêtes avec des histoires reliées à l'affaire Blanche

Garneau. Le gouvernement va nommer une Commission royale et M. Lavergne pourra y venir lui aussi, et là, devant deux juges, il pourra dire dans quel entourage sont les meurtriers de Blanche Garneau.

Avant d'aller en prison, Roberts viendra aussi y témoigner et dire ce qu'il n'a pas voulu dire devant la Chambre. D'autres aussi seront appelés, et tous ceux qui croient pouvoir informer à ce sujet seront invités. Nous inviterons toute personne dans cette province qui croira pouvoir aider à révéler le mystère, à venir se faire entendre devant des juges impeccables et à soumettre à la commission tout ce qu'elle sait à ce sujet, ceci afin que l'on sache bien que le gouvernement a fait son devoir et rien que son devoir!

La province verra alors que le gouvernement a fait tout ce qui était humainement possible pour découvrir les meurtriers de Blanche Garneau, que nous n'avons caché et protégé personne, et la province verra que les amis du chef de l'opposition, pour ne nommer que les amis du chef de l'opposition<sup>3</sup>, ne sont que des calomnieurs, et qu'ils n'ont d'autre désir que celui de profiter de cette affaire pour salir les réputations. Ils font une œuvre bien servile, bien indigne, en salissant la réputation de gens qui valent beaucoup mieux qu'eux-mêmes.

**Des députés ministériels** applaudissent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On va voir enfin qui a calomnié Binet<sup>4</sup>!

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. l'Orateur:** Je crois que la proposition du chef de l'opposition est hors d'ordre et elle est rejetée parce que l'honorable député de Deux-Montagnes n'a pas fait sa proposition comme un amendement. Elle est contraire à l'article 470 du règlement. Cet article dit: "Sur la motion de troisième lecture d'un bill public, il ne peut être proposé que des amendements semblables à ceux qui se proposent à la deuxième lecture, ou des amendements portant renvoi du bill, ou de partie du bill, à un comité avec ou sans instructions." B. p. 672; M. pp. 501-502; C. no 2217; III, Redl. p. 98; XXI, no 1332, note j; Man., no 201.

Les seuls amendements qui puissent être proposés sur la motion de troisième lecture doivent avoir pour objet: 1. - la remise à six mois ou à toute autre date; 2. - une expression d'opinion, sous forme de résolution, énonçant quelque raison particulière à l'encontre de la troisième lecture; 3. - le renvoi du bill ou de quelque partie du bill à un comité plénier ou élu. Art. 456, 457; Halsbury, XXI, no 332, note j.

Dans le cas présent, il ne s'agit pas d'un amendement, car c'est une motion que le chef de l'opposition a présentée. Or, ce qui vient d'être lu ne s'applique qu'à un amendement et non pas à une motion. Ce qui est présenté par le chef de l'opposition n'est pas légal, parce qu'il ne comporte pas un réel amendement à la motion principale et demande tout simplement que l'affaire soit référée au comité des bills publics. Dans les circonstances, je dois déclarer cette motion hors d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): attire l'attention de l'Orateur sur le fait qu'il y a eu un appel contre sa décision par le chef de l'opposition<sup>5</sup>.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition en appelle de ma décision. Ceux qui sont en faveur du maintien de ma décision voudront bien dire "oui" et ceux qui sont contre voudront bien dire "non".

**Des voix:** Oui.

**Des voix:** Non.

**Des députés de l'opposition** demandent le vote.

**M. l'Orateur:** Appelez les députés<sup>6</sup>.

L'appel de la décision de l'Orateur étant fait, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Madden, McDonald, Miles, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Simard, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 57.

**Contre:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

Ainsi, la décision de l'Orateur est maintenue. La motion principale est mise aux voix et est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Recensement

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 17 concernant le recensement de la population de la province.

Adopté.

### En comité:

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit ainsi:

"12. Ce procès-verbal et ces documents sont déposés au Bureau des statistiques de Québec ou, dans le cas d'un recensement demandé par une municipalité, sont transmis au secrétaire-trésorier de cette municipalité pour faire partie des archives de la corporation."

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que cet article soit amendé et qu'il se lise désormais comme suit:

"12. Ce procès-verbal et ces documents, dûment attestés par le chef du bureau, sont déposés au Bureau des statistiques de Québec ou, dans le cas d'un recensement demandé par une municipalité, sont transmis au secrétaire-trésorier de cette municipalité pour faire partie des archives de la corporation."

L'amendement est adopté.

L'article 12 ainsi amendé est adopté.

Les articles 13 à 15 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Prix de musique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en



comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 amendant la loi pour favoriser le développement de l'art musical.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à l'Académie de musique de Québec une subvention annuelle de \$5,000 au lieu de celle de \$3,000 accordée par la section 1 de la loi 1 George V (2<sup>e</sup> session), chapitre 5, et que le paiement de cette subvention sera sujet aux conditions mentionnées dans ladite loi.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 20 amendant la loi pour favoriser le développement de l'art musical.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi actuelle permet au gouvernement d'accorder à l'académie de musique de Québec un octroi annuel de \$3,000 pour envoyer deux élèves perfectionner leurs études musicales en Europe. Par ce bill, on demande que l'on porte le chiffre de cet octroi à \$5,000, ce qui permettra d'envoyer trois élèves étudier en même temps en Europe, au lieu de deux.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Chef-lieu du district judiciaire de Pontiac

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que les coûts de la construction des palais de justice et prison, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement d'iceux, autorisée par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ne devront pas excéder la somme de cent mille dollars.

2. Que, pour assurer la construction desdits palais de justice et prison, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que ce ou ces emprunts ne pourront excéder la somme de cent mille dollars.

3. Que le ou les emprunts autorisés par la résolution précédente pourront être contractés au moyen d'obligations ou de rentes inscrites pour un terme d'excédant pas trente ans, et que ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, au fur et à mesure qu'elles seront requises, les sommes nécessaires pour les acquisitions et les travaux.

5. Que les sommes requises pour lesdites acquisitions et constructions seront payées par le trésorier de la province, sur un certificat du ministre des travaux publics et du travail établissant qu'elles sont nécessaires et qu'elles peuvent être payées.

6. Que dans tous les cas, les frais occasionnés pour la transmission des dossiers, registres, documents, archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant à Bryson, au nouveau chef-lieu à Campbell's Bay, seront à la charge de la province.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 18 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac soit maintenant lu une deuxième fois.

La ville de Bryson a été détruite récemment par un incendie et elle ne s'est pas relevée de ses ruines. On profite de l'occasion pour transporter le chef-lieu à Campbell's Bay qui est un endroit beaucoup plus convenable.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en

considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les dépenses que l'exécution du chapitre deuxième du titre deuxième des statuts refondus de 1909, (Loi électorale de Québec) occasionne au gouvernement et à ses fonctionnaires seront payées sur le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 9 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Chemin de colonisation à Notre-Dame-de-la-Merci**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre l'état détaillé de compte, correspondance, etc., au sujet d'un chemin de colonisation à Notre-Dame-de-la-Merci, depuis le mois de janvier 1921, jusqu'à ce jour.

Adopté.

##### **Inspecteurs de colonisation**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de rapports des inspecteurs chargés de la surveillance des lots de colonisation et des colons, depuis le mois de septembre 1921.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Federal Zinc Lead  
Company**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 31 octobre 1922, pour communication des copies de toute correspondance entre tout département du gouvernement et la Federal Zinc Lead Company, relativement à la construction d'un chemin jusqu'à la propriété de ladite compagnie. (Document de la session no 34)

**Beaulieu Lumber  
Agency**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 février 1922, pour copie de toute correspondance, contrats, etc., relativement à l'échange de terrains dans le comté de Beauce, entre le gouvernement et la Beaulieu Lumber Agency. (Document de la session no 33)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

3. Le journaliste de la *Montreal Gazette* précise que le premier ministre a répété deux fois, et en insistant sur les mots "amis du chef de l'opposition".

4. Un des suspects du meurtre de Blanche Garneau que le premier ministre croyait être le vrai coupable. Il fut acquitté.

5. Apparemment l'Orateur n'avait pas entendu les mots du chef de l'opposition. L'Orateur, le premier ministre, le chef de l'opposition et le greffier se sont tous plongés dans leur règlement. Cette consultation a duré quelques minutes.

6. Selon *La Presse* du 10 novembre 1922, à la page 25, à ce moment, le whip libéral, M. Pilon, est sorti pour aller chercher les députés qui ne sont pas à leurs sièges et il n'a pas tardé à revenir avec quelques autres députés. De son côté, le journaliste de *La Patrie* du 10 novembre 1922, à la page 15, a remarqué que M. Bullock, un des whips ministériels, est aussi sorti au son de la cloche pour réunir les députés, mais qu'il n'est pas revenu pour prendre part au vote.

**NOTES**

1. Certains journaux, dont *L'Événement*, ont écrit le mot "juger" et non "jurer". *Le Devoir*, qui donne une version apparemment complète du discours de M. Sauvé, ne mentionne pas cette phrase. Le sens général porte à croire que le mot prononcé était bien "jurer".

2. Le journaliste de *L'Action catholique* écrit qu'on n'a pu saisir que ces mots de la réplique de M. Sauvé.



Séance du vendredi 10 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 11 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Marie-Anne J.-A. Ostell et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal à donner un titre clair à l'acquéreur de propriétés vendues en vertu d'un jugement du 29 juin 1922 (M. Vautrin);

**Rapports de comités:**

**M. Cannon (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport que M. Sauvé a fait motion qu'une autorisation spéciale soit donnée à votre comité par la Chambre pour faire produire les comptes relatifs à la Commission des liqueurs et à toutes les maisons avec lesquelles ladite Commission fait affaire en Europe, aux États-Unis et dans l'Ontario, et votre comité a décidé de soumettre cette motion à la Chambre pour instructions.

Votre comité recommande que l'autorisation lui soit donnée par la Chambre de faire produire tous les comptes, documents et pièces se rapportant aux impressions, aux annonces à l'achat et à la reliure de livres, durant l'exercice 1921-1922, ainsi que de faire comparaître tout fonctionnaire des départements concernés.

Votre comité recommande que l'autorisation lui soit donnée par la Chambre de faire produire le contrat et les comptes concernant les travaux d'excavation et de fondations de l'annexe du palais de justice de Montréal, ainsi que d'assigner les témoins nécessaires pour cette production.

Votre comité recommande que l'autorisation lui soit donnée par la Chambre de requérir la comparution de personnes et la communication de pièces et dossiers, au sujet des dépenses encourues par le département de la Voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la prise en considération des recommandations du comité soit fixée à la prochaine séance.

Adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Raoul Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

**Raoul Gagnon**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 69 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raoul Gagnon à l'exercice de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Convictions sommaires  
de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 30 amendant la loi des convictions sommaires de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Distribution du combustible  
en temps de crise**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles en temps de crise.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que, selon lui, il ne sera probablement pas mis en opération dans un futur proche, étant donné le sentiment général que la crise du charbon est loin d'être aussi grave qu'elle semblait l'être, il y a de cela deux mois.

Bien qu'il s'attend à une baisse des ressources d'anthracite, le comité consultatif sur le combustible s'entend pour dire que la population n'aura pas froid cet hiver. L'approvisionnement en combustible sera peut-être un inconvénient pour eux, mais le charbon doux et le charbon de Galles sont disponibles en abondance.

Aucune disposition du bill ne permet à Montréal d'acheter et de vendre du charbon aux citoyens. Cela sera réglé dans la charte de Montréal en comité des bills privés, la semaine prochaine.

Il dit avoir informé les autorités de Montréal que, si elles voulaient avoir l'autorisation pour acheter du charbon, elle leur serait accordée, et que, même si rien dans la charte à l'heure actuelle ne le prévoit, un amendement pourra être présenté à cet effet devant le comité.

Lorsqu'il sera créé, le bureau des combustibles et des produits alimentaires n'aura pas le pouvoir de fixer les prix, mais de limiter et fixer les quantités vendues aux clients dans une période donnée. Un membre du gouvernement a déclaré ce matin qu'il était sage de ne pas trop interférer avec le commerce privé.

Si une tentative de fixer les prix était faite, cela pourrait faire échouer l'objet du bill. Les marchands de charbon ou de produits alimentaires pourraient faire comme il s'est fait en Ontario où, dit-on, les prix du charbon sont fixés, mais les marchands déclaraient que le charbon n'était pas disponible et envoyaient leurs marchandises dans les provinces où aucune restriction de prix n'est en vigueur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Chemins à barrières de Montréal**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 21 concernant les syndics des chemins à barrières de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Armand Bélanger**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 validant la cléricature d'Armand Bélanger soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Fabrique de Saint-Bernardin-de-Sienne**

**M. Renaud (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 concernant la fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Hull**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Questions et réponses:**

##### **Lots rétrocedés**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de lots dont la vente a été révoquée ou qui ont été rétrocedés à la couronne dans le cours de l'année 1921-1922?

2. Combien ces lots couvrent-ils d'acres en superficie?

3. Quels sont les noms et résidences des colons qui détenaient ces lots?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 660.

2. 65,818.

3. Paul Chartier, Amédée Michel, J.-A. Veillette, Honoré Copurteau, Lucien Prince, - (Landrienne). Joseph Plante, Joseph St-Onge, Spiridien St. Martin, Alfred Marcoux, Geoffroy Beauchamp, Joseph Lantagne, Eugène Filiatrault, Arthur Filiatrault, - (Desmeloizes). Joseph St-Pierre, Honoré Daignault, Donat Charest, Arthur Marcotte, Frédéric Harcourt, Emra, Joseph Veillette, J. B. Naud, Nazaire Tessier, Pierre Brouillet, Joseph Chevalier, Armand Charest, Ernest Lafontaine, Georges Boudreau, Joseph Goulet, Georges Goulet, Georges Goudreau, Médard Boudreau, Napoléon Fournier, Alfred Dubois, Léon Villeneuve, Georges Laporte, Joseph Perron, Jos. D. Boudreau, - (La Sarre). Joseph Bernier, Joseph Cossette, Philippe Cossette, Léo Provost, Demers Tessier, J. M. Dubeau, A. Cyr, Albert Beaudet, Louis Martin, Henri Fugère, Lucien Fugère, Wellie Brunet, Wellie Lamarche,

Hermile Thomas, Isaac Paquette - (Senneterre), Joseph Raymond, Patrick King, François Tremblay, Alfred Courtois, Fred. Pain, William Philips, R.-H. Chatel, Théodore Benoit, Donat Provencher, Antonio Biron, Alphonse Desruisseaux, Maxime Benoit, Henri Desruisseaux, - (Privat). Fabien Roy, Léon Roy, Thomas McCabe, Omer Allen Adélar Allen, Henri Lafontaine, Théode Goudreau, Wilfrid Aubé, Joseph Dagenais, Adolphe Pronovost, Ernest Richard, Théophile Ricard, Joseph Bronsard, Magloise Larivière, Arthur Veillet, Honoré Côté, H. Desjardins, W. Desjardins, Georges Tremblay, Joseph Roy, Wellie Dubois, Viateur Gervais, Onésime Dubois, Thomas Ouellet, Arthur Dubois, Euclide Desjardins, Ovide de la Durantaye, Ernest Morin. - (Trécesson). Walter Allaire, Lucien Desjardins, M.-E. Jourdain, Narcisse Simard, Josaphat Bourgeois, Joseph Valiquette, Georges Giroux. - (Figuerly). J.-P. Guay, Amédée Guay, Dorilla Guay, Auguste Laverrière, Joseph Laverrière, A. Poulin, Aimé Poulin, Emile Poulin, Arthur Veilleux, Jos.-Louis Marcotte, Arthur Vallée, W. Généreux, A. Généreux, J.-T. Fecteau, S. Fecteau, Ovila Généreux, Euclide Généreux, Benoit Delisle, Théodore Dupuis, J.-Emile Fecteau, Joseph Laroche, Louis Laroche, Azarie Soulard, Alphonse Rancourt, Mauricie Leclerc, Adélar Trachu, Napoléon Lemire, Octave Parent, Narcisse Plante, Narcisse Veillette, Philéas Trudel - (La Reine). F.-E. Boutin, Gédéon Tanguay, Tancrede Bisson, Joseph Bisson, Albert Vigneault, - (Chazel). Georges Mercure, Léon Roy, Georges Mercure, Léon Picard, Albert Picard, Euclide Racette, Arthur Duchesne. - (Languedoc). Alphonse Renaud, Damase Rivest, Albert Rivest, Achille Roussin, P. Bérubé, Hercule Marcotte, J. Corbeil, Moise Boisvert, Jules Boisvert, Alf. Cayer J. Corbeil, Ph. Laganière, Johnny Guay, Joseph Coriveau, Charles Fontaine, Nérée Bolduc, Alphonse Bolduc, Arthur Coriveau, Edm. Bolduc, Maurice Laliberté, Arthur Laliberté, Henri Haway, Charles Haway, Alphonse Haway, Albert Bolduc, Elzéar Rancourt, Antoine Fortin, Elézée Leclair, Ph. Desroberts, Cyrille Germain, Domina Rivest - (La Morandière). Honoré Sigouin, Arthur Bacon, Joseph Tremblay, Jos.-Albert Simard, Aimé Bilodeau, Charles André, Henri Baribeau, Henri Deledieg, Etienne Pitre, Auguste Vendervelden, Achille de Senneville, Georges Gervais, Albert Dorval, Georges Legendre, Azarias Leduc, Reno Legay, Eusèbe Toupin, Emilien Sigouin Arcarde Périard, Louis Laurent, - (La Motte). Polydore Dion, Oliva Vézina, Alyre Tanguay, Édouard Fortin, Oscar Gravel, Ulysse Tremblay, Ovila Allard, - (Lauray).

Ernest Royer, Frank Laliberté, Henri Gosselin, Ludger Goulet, Willie Lahaie, Emile Guénard, Ernest Leblanc, J.-E. Veillet, H. Lesieur, G. Mercier, Joseph Tremblay, Od. Bordeleau, J. Bordeleau, - (Palmarolle). Joseph Frigon, Emérien Plourde, Eugène Lamarée, Onésime Brulotte, Charles Bernier, Arthur Brulotte, Ernest Plourde, - (Poulariès). Albert Lainesse, J.-G. Lainesse, J.-E. Lainesse, N. Renaud, François Labrecque, - (Barraute). Wilfrid Dechatelets, Georges Boutin, Alphonse Boutin, Antonio Daignault, Dame Veuve Gilbert Gaudreau, Télesphore Gagnon, Rosario Gaudreau, Eugène Gaudreau, Adélar Beauchemin, Albert Gauthier, Jean Lefebvre, Albert Gauthier, Arthur Deblois, Joseph Marchand, Philippe Tessier, Alfred Bruneau, Charles Marchand, Wilfrid Girard, Philéas-A. Chagnon, Joseph Langlois, Jos.-Alf. Beaupré, Georges Bigué, Omer Rouleau, - (Dalquier). Charles Jobin, Léon Ouellet, Thomas Ouellet, - (Villemontel). Alex Riopel, Alfred Normandin, Henri Kiolet, A. Aubuchon, Donat Mercure, Alfred Juneau, - (Royal-Roussillon). Denis Blais, Arsène Landreville, Armand Délisle, Jos.-Amédée Boucher, Francis Royer, Léon Brunet, - (Montgay). Alfred Dubuc, Herménégilde Royer, Clovis Pilote, Francis Royer, - (Carpentier). François Tremblay, Xavier Coulombe, Jean Gauthier, Louis-E. Lavoie, Josephat Pepin, Hermé Gervais, - (Courville). Théodule Bertrand, - (Duvernay) Maurice Thibodeau, Amédée Coulombe, Sévère Ricard, Georges Ricard, Armand Ricard, Joseph Ratté, Louis Coulombe, O. Tanguay, Cléophas Roy, - (Clermont). S. Blais, J.-P. Vaillancourt, W. Lambert, Louis Alain, fils, Josaphat Alain, Adjutor Alain, Henri Lefebvre, Ulysse Villeneuve, Wilfrid Lambert, Donat Cyr, Henri Chénier, J.-O. Caron, Arthur Rivard, Zéphir Ledoux, Oscar Leblanc, - (Fiedmont). Lucien Lefebvre, Odilon-D. Gaudet, Donat Bordeleau, Ernest Miljour, - (Laverlochère). Narcisse Belair, - (Mansfield). Pierre Lapierre, J.-Bte Lapierre, - (Aldfield) Arthur Rochon, Arthur Lacombe, - (Guigues). Alcide Therrien, - (Preston). Adélar Bélanger, Adélar Carufel, Philéas Jubinville, Albert Lajeunesse, Ange-Marie Perreault, Napoléon Michaud, Adélar Grenier, Joseph Grenier, Francis Piché, Charles Prince, Bruno Beudet, Ernest Côté, Joseph Paquin, Ovila Brosseau, H. Gauthier, Aimé Paquet, Isidore Génier, Xavier Turgeon, Joseph Rheault, Albert Rheault, Georges Giroux, Hormidas Dumas, Georges Dumas, - (Latulippe). Isaie Durocher, Damase Cayen, Henri Diotte, Édouard Diotte, Thomas Fraser, Horace Sauvageau, Napoléon Sauvageau, - (Guerin). Aimé Turgeon, Ovila DeMontigny, - (Wurtele). Gilbert

Forest, Georges Cauchon, Thomas Deguise, - (Robertson). David Guèvremont, Alfred Whessale, Dominique Pleau, Anselme Laquerre, - (Nédelec), Rosaire Maillé, Zéphir Lalonde, Adrien Paquette, J. Eug. Boileau, Alphonse Gaumont, Emilien Maillé, P.-E. Villemaire, Joseph Husseau, Laurent Houle, Paul Parent, - (Décarie). Ferdinand Samson, Zotique Martin, - (Fabre). Elzéar Lapierre, - (Winslow). Olivier Pagé, Anne Belber, - (Derry). Cléophas Blais, - (Campbell). Stanilas Kopsconki. - (Nantel). Joachim Dumas, - (Kiamika). Dame Pierre Beauregard, - (Clapham). John Muskaleck, John Muskaleck, John Rinsnek, - (Sicotte), Thomas Bizier, - (Garthby). Thomas Graveline, - (Pontefract). Alexander McLeod, François Fournier, - (Whitton). Édouard Therrien, - (Archambault). Adélard Ranger, - (Ripon). François Mathieu. - (Baby). Cyrille St. Laurent, - (Bulstrode). Henri Labelle, - (DeSalaberry). Hugh Calder - (Thorne). Amédée Duquette, Maxime Trempe, jr., Louis Trempe, Montfort, Leduc - (Pope). Honoré Fortin, - (Stratford). Alphonse Roy, - (Turgeon). Alfred Langlois, (Cathcart). William Sim, - (Thorne). Joseph Dion, Isaie Paquette, Joseph Côté, - (Marchand). Louis Pinault, - (Awantjish). Philippe Boulanger, - (Albanel). Albert Michaud, - (Armand). Ferdinand Fournier, - (Awantjish). Joseph William Potvin, - (Ashuapmouchouan). Nap. Dechautel, Albert Duval, Godfroid Boisvert, Emilien Boisvert, Willie Gagnon, Albert Dubé, Fabien Labrecque, - (Bégin). Léon Dubé. Henri Bonenfant, Léon Rioux, Théodore Jean, - (Blais). Xavier Boucher, sr., Charles-Jean, - (Bégon). Joseph Fortin, jr., - (Bourget). Omer Masse, - (Bostfort). Léon Mignault, - (Bédard). Willie Rioux, - (Bédard). Frs. Bouchard, Wm. Boily, - (Bagot). Isidore Ouellet, - (Cabot). Edmond Roy, jr., Télesphore Pelletier, Alfred Michaud, Edgar Dion, - (Cap Chat). Ernest Ouellet, Louis Tanguay, - (Chabot). Thos. Roy et C. Bujol, - (Cox). Benjamin Aubert, Clovis Savard, Édouard Bernier, Joseph Bernier, Albert Fournier, Jean-Émile Rioux, Nérée Harrison, - (Causapscal). Antonio Gagnon, Jules Morneau, Edward Peter Kelly, - (Duquesne). Bazile Simard, Armand Paradis, C. Victor Landry, Pierre Gauthier, jr., - (Dalmás). Alexis Morel, - (Demers). Joseph Coutu. - Dumais). Amédée Bergeron, - (Dolbeau). Archélas Fournier, - (Gaspé-Baie-Nord). Elzéar Bédard, Jean Boivin, Isidore Giroux, fils de Charles, Joseph Fontaine, Jean Touchette, Joseph Laflamme, - (Dequen). Joseph Ross. - (Daaquam). Geo. Bois, - (Fournier). Joseph Veilleux, - (Forsyth). Ernest DeLadurantaye, Henri Lamothe, Joseph Noel, - (Girard). Joseph Pelletier, (Alf.), - (Garneau). Ch. Lepage et N. Bujol, Frédéric Lepage, Alexis Bujol, jr., - (Hamilton). Oscar Fréchette, - (Humqui). Archélas Fortin, jr., - (Jersey), Wm. Ratté, Ephrem Larouche, jr., - (Kénogami). Damase Levasseur, J. Geo. Corbin, Lactance Paquin, Arthur Huard, J.-Alph. Rodrique, Chs.-Aimé Rodrique, Wilfrid Rodrique, Cyrille Rodrique, Isaie Villeneuve, Chs.-J. Langlois, Emile-H. Baron Eméric Dumont, Joseph-E. Dumont, Emile Maher, Claude Gagnon, Henri Fortin, J.-Philippe St-Cœur, Ls.-J. Bigonnesse, Arthur Labonté, Ls.-J. Bigonnesse, J.-A. Bigonnesse, Paul-Henri Bernier. C.-H.-J. Toupin, Donat Thauvette, Émile Auclair, Ls.-Philippe Bernier, Arthur Bernier, Germain Levesque, Philippe-A. Landry, Hormidas Sirois, Léandrus Guimont, Wilfrid Lizotte, Joseph Brodeur, - (Langis). Ernest Dubé, Achille Dubé, Joseph Bolduc, J.-E. Beaulieu, Geo. Arsenault, Arthur Bergeron, Alexis Corneau, - (Lepage). Wilfrid Auclair, Clovis Dorval, - (Langevin). Pierre Aubert, - (Linière). Edmond Allard, Isidore Allard, Elzéar Tremblay, - (Langelier). Stanislas Giasson, Arthur Vallée, Joseph Vallée. - (Letellier). Nicholas Lepage, Paul Frenette, Alphonse Boucher, - (Macpès). Majorique Thivierge, L.-Jos. Yves Guay, Herménégilde Jean. - (Matalik). Alph. Turcotte, Louis Béland, - (McNider). Jean-J. Gallant, - (Matapédia). James Gamsby, - (Massé). Thomas Champagne, - (Mékinac). Joseph Martel, jr., Alphonse Tremblay, jr., - (Matane). Geo. Lucas, - (Malbaie). Elzéar Bélanger, Alex. Legendre, L. Nap. Pelletier, - (Nemtayé). M. Onract, V.-M. Onract, - (New Richmond). Anacler Ruest, jr., - (Neigette). Louis Ross, jr., - (Ouimet). André Flynn, Simon Molloy, Césaire Proulx, Pierre Galarneau, Alfred Donohue, Thomas Simoneau, Rodolphe Stevens, Thos. Cain, jr., Narcisse Lagacé, Joseph Collin, jr., Patrick Fennessy, William Fennessy, Peter Doull, Joseph Couture, jr., Baptiste Flynn, Edmond Flynn, Chs. Pajet, sr., Chas. Lapointe jr., Wm. Couture, Frs. Couture, jr., - (Percé). J.-A. Laganière, J.-S. Simard, Jean Charland, jr., Joseph Charland, Geo. Martel, - (Pelletier). Ozanio Jobin, Chs. Riverin, - (Parent). Dame M. Benwell Wright, - (Port Daniel). Chas. Beaulieu, jr., Nazaire Levesque, Alph. St-Pierre, - (Robitaille). Gédéon Boutin, Léon Lavoie, Joseph Lavoie, Frs. Chassé, - (Robinson). Nap. Goupil, - (Roux). Louis Morin, Gédéon Guay, - (Reberval). Daniel et John Hume, Albert Lecland, - (Restigouche). Norbert Dautueil, - (Raudot). Oscar et Armand Audet, - (Signai). Eugène Gauthier, - Alfred Gauthier, - (Simard). Laurison Stanley, - (Sydenham). Théodule Simard, James Rause, Xavier Grenon, Frs.-Xavier Simard, Chs.-P. Boucher, -



(Tremblay). Joseph Breton, Philomon Perreault, Antoine Provost, - (Thetford), Revd Almas Larouche, Isaac Laplante. - (Taillon). Joseph Maurault, Elie Martin, - (Viger). Elmer Mullin, - (York).

La réponse à cette partie de la question qui concerne les lots remis à la couronne en 1921 a été produite le 7 février 1922.

#### **Licences de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de licences ont été accordées dans le comté de Labelle par la Commission des liqueurs du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> septembre 1922?

2. A qui et à quelle date chacune de ces licences a été accordée et pour quels municipalités, paroisses, villes ou cantons?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 14.

2. Thomas, Isaie, 13 juillet, St-Rémi-d'Amherst; Racine, Téléphore, 13 juillet, Montebello; Legault, Lionel, 20 juillet, Angers; Perrault, Théodore, 20 juillet, L'Annonciation; Danis, Eugène, 27 juillet, L'Annonciation; Bissonnette, Euclide, 27 juillet, Montpellier; Racicot, Raphaël, 7 août, Fassett; Dorion, Zéphir, 7 août, Mont-Laurier; Dufour, Joseph, 7 août, Val Barrette; Maisonneuve, Aristide, 7 août, Buckingham; Périard, Basile, 24 août, St-André-Avelin; Boivenu, Napoléon, 31 août, N.-D. de-la-Salette; Labelle, (père), Alphonse, 31 août, L'Ascension; Labelle, (fils), Alphonse, 31 août, Labelle.

#### **Poursuites par la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Commission des liqueurs a-t-elle poursuivi des MM. McIntyre, Hushion ou Brailey & Cie pour vente ou transports de liqueurs alcooliques?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Non.

#### **Permis de tavernes**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien de permis de taverne la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1922?

2. Combien dans la ville de Québec?

3. Quelle somme a-t-il été payée par les porteurs de licences de tavernes pour 1922?

4. Mêmes questions pour 1921?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 307.

2. 57.

3. Montréal, \$208,295.20; Québec, \$1,433.33; Total: \$259,728.53.

4. 296; 39. Montréal, \$197,391.43; Québec, \$20,033.15; Total: \$217,424.58.

#### **Demande de documents:**

##### **Industrie laitière**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne depuis janvier 1922, relativement à l'encouragement qui devrait être donné à l'industrie laitière ou au manque de protection dont souffrent des propriétaires de fabriques de lait dans les cantons de colonisation.

Le gouvernement n'offre pas assez d'encouragement et de protection aux colons qui veulent se livrer à l'industrie laitière. Au cours de l'été dernier, j'ai fait un voyage, non pas dans l'intérêt de mon parti politique, mais afin de me renseigner. Je regrette que les ministres n'en aient pas fait autant; ils pourraient répondre à nos questions, au cours de la session.

Je suis allé dans le comté de Labelle, et j'y ai constaté qu'il y a de vieilles paroisses, qui sont à une grande distance du chemin de fer. Le gouvernement semble avoir abandonné les colons qui travaillent dans ces paroisses. Par manque de chemins convenables au transport, les colons sont à 60 ou 70 milles de la gare de chemins de fer, quand, avec un bon chemin carrossable, ils seraient à 25 milles environ. Ces colons sont dans l'impossibilité de transporter du beurre à pareille distance. Loin d'y encourager l'industrie laitière, le ministère de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), dans certains cas, a employé les rigueurs de la loi. Le gouvernement a poursuivi des fabricants et colons, propriétaires de fabriques dans des paroisses pauvres, sous prétexte que certains fabricants de beurre et de fromage n'ont pas fait construire les planchers de leur fabrique en ciment, comme le veut la loi; ils ont été poursuivis.

Poursuivis simplement parce qu'ils n'ont pas un bon plancher en ciment. L'inspecteur du gouvernement a déclaré sous serment qu'il n'y avait jamais eu de plainte contre l'accusé au sujet de la qualité de sa fabrication. Le gouvernement aurait dû aider ce fabricant au lieu de le poursuivre, de le ruiner et de fermer sa fabrique, au détriment de ses patrons qui tous ont juré avoir besoin de leur fabrique.

J'ai vu, dans cette région, des colons qui peinent et qui demandent en vain l'aide du gouvernement. Ils voudraient se rapprocher du chemin de fer; le gouvernement ne fait rien pour eux et, cependant, les ministres disent qu'ils font beaucoup pour l'agriculture et la colonisation. Il ne faut pas prouver son dévouement aux colons par des paroles mais par des actes!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami vient de faire une tempête dans un verre d'eau. C'est une mauvaise habitude qu'il a. Il devrait faire une retraite pour s'en corriger.

#### **Des députés rient.**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je m'attendais à ce que le chef de l'opposition nous citât des cas particuliers. Il n'a pas fait autre chose que de nous reprocher de surveiller attentivement les fabriques de beurre et de fromage. Nous n'avons fait que protéger le colon en surveillant ces fabriques. Les avancés du chef de l'opposition sont injustes, des progrès ont été enregistrés au cours de l'année écoulée. Il reste très peu de fabriques qui ne sont pas encore soumises à la loi et qu'il importe d'améliorer pour assurer la production d'un produit de qualité supérieure. Il nous demande si nous avons fait des progrès en industrie laitière. Il y a 15 ans, l'industrie produisait du fromage dont 20 pour cent était de première qualité; l'an dernier, 40 pour cent de notre fromage était de première qualité. La fabrication du fromage de troisième et de quatrième qualité a considérablement diminué et, par contre, la fabrication du fromage spécial et de première qualité a sensiblement augmenté. Voilà des progrès!

Cela est dû au fait que les fabricants observent rigoureusement la loi et acceptent favorablement les conseils et les avis donnés par les inspecteurs du gouvernement. Le chef de l'opposition a tort d'accuser le gouvernement de poursuivre et de fermer même les fabriques de certains fabricants de fromage, au lieu de les aider à améliorer leur production.

Il cite plusieurs autres chiffres qui, dit-il, établissent les immenses progrès accomplis dans notre industrie laitière. Et ces progrès, nous les devons à la surveillance, à l'attention du ministère de l'Agriculture qui a pris toutes les mesures pour rendre nos produits aussi parfaits que possible. Pour cela, l'on n'a pas reculé à passer des règlements qui pouvaient ne pas toujours plaire à des fabricants routiniers, mais les gens de progrès en ont profité de même que tous les cultivateurs qui reçoivent aujourd'hui, beaucoup plus pour leurs produits qu'ils ne recevaient naguère, pour une moindre quantité de lait.

L'honorable chef de l'opposition dit que les colons sont persécutés. Loin d'être persécuté, le colon est protégé. C'est protéger le colon, en effet, que d'exiger des fabricants qu'ils tiennent bien leurs fabriques. Les règlements au sujet de la tenue des fabriques sont une cause des progrès de l'industrie laitière dans la province. Nous n'avons persécuté personne. Le gouvernement a d'ailleurs fermé très peu de fabriques, quelques-unes à peine et, dans ces cas, il s'est montré clément en étant tolérant depuis plusieurs années à l'égard de certains propriétaires de fabriques. Ceux-ci promettaient sans cesse depuis quatre et cinq ans d'améliorer leur fabrique, de remédier au mal que leur désignait l'inspecteur et de se conformer à la loi. Ils promettaient mais ne faisaient rien. S'ils sont punis, c'est de leur propre faute et le gouvernement ne peut être nullement blâmé. Nous avons sévi, non pour persécuter les colons, je le répète, mais pour les protéger. Nous n'avons jamais refusé d'encouragement pour le développement de l'industrie laitière, et les résultats que nous avons obtenus le prouvent à toute la province.

Le gouvernement encourage l'industrie laitière dans les régions de colonisation par des octrois spéciaux. Le chef de l'opposition fait erreur et il a tort de se baser sur les renseignements d'amis qui le trompent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme toujours, le ministre a parlé à côté de la question. Ce n'est pas le point. Je suis surpris que le député de Labelle (M. Lahaie) n'ait pas donné son opinion, qu'il n'ait pas réclamé pour ces colons de vieilles paroisses. Dans l'élection de Labelle, on nous disait que le candidat libéral, le député de Labelle aujourd'hui, était toujours auprès du ministère à demander des faveurs pour le comté. Il n'a pas tenu ses promesses, il ne renseigne pas le ministère et il n'aide pas l'opposition à revendiquer les droits de ses électeurs.

Le ministre de l'Agriculture cherche plutôt à nuire à certains fabricants de beurre et de fromage plutôt que de leur fournir les moyens nécessaires à l'amélioration de leurs fabriques. Si le gouvernement accorde des octrois pour l'outillage des fabriques, pourquoi au lieu de ruiner le fabricant en question par une poursuite coûteuse et de faire fermer la fabrique au détriment des colons, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas accordé un octroi pour lui permettre de se conformer aux règlements du ministère. Comment se fait-il que c'est encore du côté de l'opposition que le colon trouve son défenseur. C'est l'opposition qui réclame pour le comté de Labelle, qui avertit le gouvernement qu'il y a des colons à 60 ou 70 milles du chemin de fer.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** À combien?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À 70 milles. C'est le cas des colons de Notre-Dame-du-Laus, paroisse de cinq années d'existence. Ils sont obligés de faire plus de 60 milles en voiture, avant de pouvoir confier leurs produits aux compagnies de transport.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il n'y a pas de colons à 70 milles du chemin de fer à Notre-Dame-du-Laus. Le chemin de fer passe à Gracefield, à 27 ou 28 milles de Notre-Dame-du-Laus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais il n'y a pas de route carrossable pour se rendre à cette gare. Par conséquent, les colons doivent passer par une autre route, et ils sont à 70 milles du chemin de fer. L'été dernier, les colons de cette région, n'ayant pas un chemin convenable pour aller à Gracefield, étaient obligés de se rendre à la gare de Masson ou à la gare de Mont-Laurier, soit une soixantaine de milles.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je demande pardon à mon honorable ami. Les colons, je le répète, sont à 28 milles du chemin de fer à Notre-Dame-du-Laus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas ce que le ministre a répondu dans une interpellation, hier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Que l'honorable chef de l'opposition se donne donc la peine de regarder l'horaire du chemin de fer; il verra qu'il est dans l'erreur. Il ne doit pas induire la Chambre en erreur.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai dit qu'il n'y avait pas de route carrossable.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je soulève un point d'ordre! L'honorable député de Deux-Montagnes s'éloigne de la question. C'est encore une de ses mauvaises habitudes. Il ne discute plus la question de l'industrie laitière. De plus, il profite de sa réplique, sachant que le gouvernement ne pourra lui répondre une seconde fois, pour émettre de nouvelles accusations. Il ajoute des faits nouveaux quand, en dernier lieu, il n'a droit que de répliquer à ce qui a été dit. C'est une attaque déloyale qui ne devrait pas être employée à la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est l'honorable ministre de la Colonisation qui est intervenu. J'aime mieux suivre l'honorable ministre de l'Agriculture, qui nous a dit qu'il ne persécutait pas les colons.

**M. l'Orateur:** L'honorable député ne doit pas s'éloigner de la question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais qu'on a poursuivi des colons. Et, M. l'Orateur, on ne dira pas que je tiens mes renseignements d'amis qui m'ont écrit. Les ministres disent souvent que je reçois des informations que je ne puis contrôler. J'ai vu moi-même, de mes yeux, le cas dont j'ai parlé. J'ai assisté moi-même, un vendredi du mois d'août, au procès du fabricant à Papineauville, un M. Cabana, devant le juge Millar. On l'a traduit devant le tribunal et il a été condamné.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ah! Si mon honorable ami avait commencé par là. Le chef de l'opposition est trop général dans ses remarques. Toutefois, je ne suis pas étonné de cette tactique, car la Chambre sait parfaitement que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) trouve toujours très difficilement des faits sur lesquels il puisse baser ses prétentions. Je vais m'enquérir au sujet de ce M. Cabana.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble que pas un seul député de la campagne ne me reprochera d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur le fait que des colons sont persécutés. Quant à l'industrie laitière, au lieu de poursuivre ses propriétaires, qu'on les aide donc; le ministre sait ce que veut dire la fermeture d'une fabrique pendant trois mois. J'espère qu'il verra à protéger les colons et tous ceux qui veulent faire progresser l'industrie laitière.

La proposition est adoptée<sup>1</sup>.

### **Distribution du combustible en temps de crise**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles en temps de crise.

Adopté.

### **Chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il préfère, pour la reconsidération du bill, attendre la production des documents qu'il a demandés à ce sujet le 26 octobre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discutent de la question du pont de Bellefeuille à Saint-Eustache.

### **Affaire Blanche Garneau**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avant l'ajournement, je désire informer la chambre qu'un ordre en conseil a été passé, ce matin, et a reçu l'approbation de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, nommant une Commission royale, pour faire une enquête sur les efforts de la justice pour retracer les meurtriers de Blanche Garneau.

Il se réfère au fait que, le jour précédent, il a annoncé l'intention du gouvernement de créer cet organisme. La Chambre est sans doute intéressée à ce que j'en fasse la lecture.

Voici le texte de l'arrêté ministériel créant la Commission royale:

Québec 1<sup>er</sup> novembre 1922

Sur la nomination d'une Commission royale *re* administration de la justice en ce qui regarde l'affaire Blanche Garneau.

Attendu qu'en juillet 1920, une jeune fille nommée Blanche Garneau a été assassinée en la cité de Québec dans des circonstances particulièrement atroces et qui ont ému l'opinion publique;

Attendu que des rumeurs se sont répandues dans le public que les autorités chargées de l'administration de la justice n'avaient pas fait tous leurs efforts pour connaître et traduire devant les tribunaux les auteurs de ce meurtre;

Attendu que les mêmes rumeurs voulaient que les autorités de la justice, dans la recherche des auteurs de ce crime, auraient voulu protéger quelques personnes et ne pas arrêter les meurtriers véritables ou supposés;

Attendu que ces personnes haut placées ont donné cours à ces rumeurs et les ont répétées;

Attendu que de semblables rumeurs ont pu créer un certain malaise parmi notre population et sont de nature à jeter du discrédit sur l'administration de la justice dans cette province;

Attendu qu'une enquête à ce sujet porte sur des faits judiciaires dont l'appréciation appartient surtout aux tribunaux;

Attendu que l'article 584 des statuts refondus de Québec autorise le lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, de faire une enquête qui a trait au bon gouvernement de la province sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, et spécialement sur l'administration de la justice, et à ces fins nommer un ou plusieurs commissaires pour faire une enquête par une commission communément appelée Commission royale;

Attendu qu'il convient, dans les circonstances, de nommer deux commissaires choisis parmi les juges en retraite de cette province, pour s'enquérir pleinement des faits ci-dessus mentionnés.

En conséquence, le procureur général recommande:

1. Que l'honorable M. John Sprott Archibald, juge en chef suppléant de la Cour supérieure de la province de Québec et l'honorable M. Joseph-Éméry Robidoux, juge en retraite de la Cour supérieure de ladite province, soient nommés commissaires en vertu des dispositions de l'article 584 des statuts refondus de Québec, 1909, pour s'enquérir des faits suivants:

a. Si, à la suite du meurtre de ladite Blanche Garneau, les autorités chargées de l'administration de la justice en cette province ont fait tous leurs efforts et toute la diligence possible pour découvrir les auteurs de ce meurtre;

b. Si ces autorités ont essayé de dérober ou ont dérobé qui que ce soit à l'action de la justice;

c. Si ces mêmes autorités ont manqué, en aucune manière, de suivre et de vérifier toutes les indications qui leur ont été fournies.

2. Que les dits commissaires soient chargés et tenus:

a. De commencer leur enquête dès leur nomination et la poursuivre avec diligence;

b. D'entendre toutes les personnes qui voudraient se présenter devant eux pour rendre témoignage;

c. D'assigner tous les témoins qu'ils croient utiles à leur dite enquête;

d. De permettre à qui que ce soit d'être représenté par procureurs;

e. D'exercer tous les pouvoirs prévus par l'article 584 et suivants des statuts refondus de Québec, 1909;

f. De faire leur rapport le ou avant le 1<sup>er</sup> janvier 1923.

3. Que les frais de la Commission n'excèdent pas la somme de dix mille piastres (\$10,000).

Le cabinet a préparé un arrêté ministériel sur des bases assez larges, et s'il y a lieu d'augmenter les privilèges de la commission au cours de l'enquête, nous le ferons et nous donnerons encore plus de latitude aux commissaires. J'invite maintenant tous ceux qui pourraient éclairer la justice dans cette affaire à venir témoigner devant la Commission royale. Je dois dire que je donnerai moi-même des noms à la commission, en la priant de les assigner comme témoins. J'aurai ainsi l'honneur de faire quelques invitations spéciales à certains personnages qui, plus que d'autres, se sont vantés d'en connaître bien long sur cette ténébreuse affaire. Je serais heureux qu'au cours de l'enquête, il soit fait des révélations pouvant éclairer la justice sur cette affaire entourée d'un voile de plus en plus mystérieux.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demanderais au premier ministre de déposer cet ordre en conseil devant la chambre.

#### Dépôt de documents:

##### Affaire Blanche Garneau

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose le document dont il a donné lecture et qui a trait à la nomination d'une Commission royale

administration de la justice en ce qui regarde l'affaire Blanche Garneau. (Document de la session no 35)

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi et demi<sup>2</sup>.

#### NOTES

1. *La Presse* précise que le député de Labelle était à son siège et qu'il a écouté attentivement le débat sans intervenir.

2. Le journaliste Edmond Chassé, de *L'Événement*, ajoute qu'après l'ajournement: Les députés avaient encore une heure pour aller prendre leur train. Ils restèrent quelques minutes sur le parquet à causer de l'enquête royale.

"Savez-vous quel sera le premier témoin devant la Commission royale?" demanda un des députés.

"Non", répondirent tous les autres. Nommez-les...!

"Le député hésita, comme un homme qui va dire un secret, puis il déclara: "Arthur Sauvé!"



## Séance du lundi 13 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La députation, qui s'en va aux élections, n'aura pas de certificat d'assiduité à montrer<sup>2</sup>.

## Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de The Quebec Golf Club, demandant l'adoption d'une loi incorporant ledit club, suivant la loi des compagnies de Québec, 1920, et pour autres fins (M. Cannon).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bordeleau).

**Document de session no 35  
concernant l'affaire Blanche Garneau**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, avant que l'on ne passe à l'ordre du jour, je désire attirer l'attention du premier ministre sur le fait que l'ordre en conseil dont il nous a donné lecture vendredi dernier, et que je lui ai demandé de produire devant la Chambre, n'est pas le décret ministériel en question. Il ne porte point les caractéristiques d'un tel document, parce que, contrairement à ce qu'exigent la constitution et les règlements, il n'est ni daté, ni signé. Je crois, par conséquent, que ce document est sans valeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À la dernière séance, j'ai lu à la Chambre une copie du décret ministériel qui venait d'être signé par le lieutenant-gouverneur. Lorsque mon honorable ami m'a demandé de produire en Chambre cet ordre en conseil, je n'avais pas l'original; je n'en avais qu'une copie au datylographe non certifiée et c'est cette

copie que j'ai déposée pour l'information du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demanderais au premier ministre de bien vouloir produire l'original.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement, je déposerai sinon l'original, du moins une copie certifiée, dès cet après-midi.

**Code municipal,  
article 667**

**Un député pour M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 155 amendement l'article 667 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des explications<sup>3</sup>.

**Convictions sommaires  
de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 amendement la loi des convictions sommaires de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Je désire proposer un petit amendement à la loi au sujet des convictions sommaires. Il s'agit de...

**Une voix:** L'affaire Roberts probablement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Il s'agit de modifier la prestation du serment des sténographes. Actuellement, il faut faire prêter serment à un sténographe dans chacune des causes où ses services sont requis. Nous voulons que le serment d'office d'un sténographe suffise<sup>4</sup>.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Jurés en Abitibi**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés pour le district d'Abitibi soit maintenant lu une deuxième fois.

D'après la loi, pour être grand juré, il faut avoir une qualification foncière de \$2,000 et résider dans un rayon de dix milles du chef-lieu du district judiciaire. Nous voulons que ces dispositions de la loi ne s'appliquent pas au nouveau district judiciaire de l'Abitibi. En Abitibi, où la population est dispersée sur une région très étendue, nous étendrons de dix à 60 milles le rayon autour du chef-lieu où les grands jurés peuvent être recrutés. Et pour le tableau des petits jurés, on choisira tout citoyen valant au moins \$400.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Affaire Blanche Garneau**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande pardon à la Chambre d'interrompre l'étude de ce projet de loi, mais j'ai l'honneur de déposer une copie certifiée de l'ordre en conseil adopté vendredi, au sujet de la Commission royale dans l'affaire Garneau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elle est bonne celle-là?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous la trouverez peut-être aussi mauvaise que l'autre. Il dépose sur le bureau de la Chambre la copie certifiée du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 10 novembre 1922, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 novembre 1922, et portant le no 2299. (Document de la session no 35)<sup>5</sup>.

#### **Jurés en Abitibi**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés pour le district d'Abitibi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Raoul Gagnon**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raoul Gagnon à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Demande de documents:**

##### **Ferme de démonstration dans Saint-Maurice**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soumet à l'approbation de la Chambre, selon l'ordre du jour, l'avis de motion du chef de l'opposition au sujet de la correspondance relative à l'établissement d'une ferme de démonstration dans le comté de Saint-Maurice, l'année dernière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande l'ajournement de cette question à une autre séance.

#### **Engrais agricoles**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre toute personne et le ministère de l'Agriculture ou le gouvernement, concernant les engrais pour les récoltes de la ferme, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1919 jusqu'à ce jour.



Il suit de très près, dit-il, tous les rapports des ministres de l'Agriculture et de la Colonisation, y compris ceux qui se rapportent aux différentes branches des deux services. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) a dit que les cultivateurs ne peuvent se procurer des engrais à des prix convenables. Quelle est l'opinion du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) sur cette question?

Le ministre de l'Agriculture ne prend aucune note de mes remarques et, comme il s'agit d'une affaire de la plus haute importance pour le développement de l'agriculture et de la colonisation, je serais chagrin d'avoir été mal compris; et surtout que le gouvernement cherche à bénéficier d'un malentendu.

Je désire savoir tout simplement si le ministre de l'Agriculture a pris des moyens pratiques pour assurer des engrais aux cultivateurs, pour les récoltes de la ferme. Le ministre de la Colonisation a dit dernièrement qu'il n'y avait pas assez d'engrais pour la culture des tomates. Il a dit au député de Joliette (M. Dufresne) que les industries alimentaires ne fleurissent pas dans la province parce que la culture des légumes, notamment des tomates, se pratique difficilement loin des grands centres, à cause de la rareté des engrais naturels. Il a dit que ces fertilisants sont tellement difficiles à obtenir qu'il faut se résoudre à s'en passer dans certains cas.

Le ministre peut-il nier qu'il ait fait cette déclaration? Alors, si les cultivateurs manquent d'engrais, je voudrais savoir si le gouvernement va en trouver. Le ministre de l'Agriculture a déclaré avoir pris tous les moyens possibles pour encourager la culture intensive. J'espère en trouver la preuve dans les documents que je demande. Il y a les engrais chimiques et les engrais naturels. Les engrais chimiques coûtent aujourd'hui trop cher proportionnellement aux revenus de la culture maraîchère, mais il y a une grande quantité d'engrais naturels qui se perdent par manque de connaissances et d'initiative.

En plusieurs parties de la province, il y a des terres absolument stériles qui produiraient bien, si on y jetait l'engrais que le gouvernement ne fournit pas aux cultivateurs. Les propriétaires de ces terres meurent de faim ou doivent abandonner leur bien par la faute et la négligence du ministère de l'Agriculture qui ne fait pas tout ce qu'il devrait faire pour eux. Qu'a fait le gouvernement pour porter remède à cet état de choses? C'est ce que je veux savoir.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le gouvernement a fait ce qu'il devait faire. Mon ami le chef de l'opposition ne peut faire de reproche au gouvernement qui, en cela, a fait son possible. Mais

je ne suis pas étonné d'entendre le chef de l'opposition critiquer le ministère de l'Agriculture. Cependant, je doute qu'il ait toujours raison et je veux démontrer une fois de plus qu'il a porté des accusations bien injustifiables. Le chef de l'opposition a prétendu que, naguère, le ministre de la Colonisation avait déclaré que les cultivateurs manquaient d'engrais; ce n'est pas tout à fait ce que le ministre a dit. Ce que mon collègue a déclaré, et en cela nul ne saurait le contredire, c'est que la culture maraîchère, dans tel cas spécifié comme celui par exemple de la culture des tomates, peut être une exploitation onéreuse pour celui qui s'y adonne, à cause précisément des difficultés qu'on éprouve à se procurer, loin des villes ou des grands centres, les engrais qu'elle requiert.

Je crois qu'il a parfaitement raison. La question des engrais est une question vitale pour la culture maraîchère, et il est vrai que les cultivateurs ont des difficultés à s'en procurer loin des villes. En fait d'engrais naturels, la province de Québec est derrière celle d'Ontario où les industries alimentaires fleurissent. La ferme ne peut généralement fournir assez d'engrais pour les besoins de la culture intensive.

Il est bien entendu que la question des engrais en est une de première importance, au point de vue de la prospérité du cultivateur. Pour ceux qui connaissent les procédés employés pour rendre fertile une terre stérile, ceux-là connaissent et savent qu'il faut à cette terre, non seulement un engrais chimique qu'il est toujours possible de se procurer à des prix assez variés, mais qu'il faut aussi l'engrais naturel que les cultivateurs savent indispensable pour assurer la bonne production. Mais ce n'est guère qu'autour de Montréal, à cause de la présence des abattoirs et de grandes écuries, que l'on peut se procurer à bon marché des engrais naturels. Il est vrai que l'on peut recourir à l'engrais chimique et le département de l'Agriculture a aidé les cultivateurs à s'en procurer.

Le gouvernement n'a jamais négligé d'en importer d'Europe en quantité suffisante et à bon marché, pour subvenir aux besoins de tous les cultivateurs qui en ont fait la demande; ces engrais rendent de très précieux services et contribuent pour beaucoup à rendre plus efficace la production maraîchère. Mais l'engrais chimique donne le coup de fouet à la terre, il ne constitue pas l'humus qui, seul, a de la valeur. S'il fallait que nos cultivateurs s'en tiennent exclusivement aux engrais chimiques, ils auraient bientôt fait de ruiner leurs terres. Les engrais chimiques coûtent aussi très cher et ne sont pas pratiques partout.

À Montréal, les abattoirs peuvent chaque année, alimenter plusieurs fermes situées à de grandes distances de la métropole. Ces abattoirs expédient l'engrais par chemins de fer, et les compagnies de transport se sont entendues avec le gouvernement pour ne pas exiger des taux exorbitants. On a pu avant la guerre obtenir des tarifs réduits, mais cette réduction a été abolie pendant la guerre. Il est aussi compris que les cultivateurs, établis à des distances de pas plus de dix ou quinze milles de Montréal ou des autres grands centres, peuvent assez facilement eux aussi se procurer leurs engrais, en l'allant chercher eux-mêmes chez les propriétaires d'écuries, des épiciers ou dans les abattoirs avec lesquels ils se sont entendus. L'achat peut donc s'en faire à des conditions avantageuses.

Toutefois, il n'en est pas ainsi des cultivateurs établis dans les régions éloignées. Ceux-là doivent d'abord se procurer les engrais qu'ils ne peuvent faire faire sans faire face à de nombreuses difficultés, puis ils doivent ensuite le transporter sur de très longues distances, ce qui leur occasionne des frais considérables de transport. Le transport de l'engrais naturel dans les places éloignées des grands centres est devenu un problème à cause des taux prohibitifs du fret.

À Montréal, il est relativement facile, pour les maraîchers des environs d'obtenir des engrais naturels à meilleur marché qu'ailleurs; mais si l'on parle de se livrer à la culture maraîchère à une distance de 30 ou 40 milles des sources de production d'engrais, les conditions ne sont plus les mêmes et le coût du transport entre nécessairement en ligne de compte. On trouve rarement des abattoirs dans la province ailleurs qu'à Montréal. Il en résulte que, si les cultivateurs ne peuvent conserver eux-mêmes leurs propres engrais, ils doivent s'en passer. Les taux de transport sont trop élevés pour permettre à ces autres cultivateurs d'acheter l'engrais naturel à un prix minime.

Voilà ce que l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) a voulu dire, et c'est avec raison. Aussi longtemps qu'on n'aura pu réussir à convaincre les compagnies de transport de l'opportunité de réduire leurs taux, il est à craindre que la question des engrais ne puisse être résolue dans un sens pleinement favorable aux intéressés. À Québec même, qui est pourtant une ville d'importance, il en coûte, suivant la distance, de \$120 à \$150 pour charger un wagon d'engrais à destination des régions rurales plus ou moins éloignées.

Cependant, le gouvernement s'applique à trouver les moyens de remédier à cet état de choses et ne désespère pas d'y arriver. Le ministère de l'Agriculture fait tout ce qui est possible pour assurer

des engrais aux cultivateurs, pour les récoltes de la ferme. Le gouvernement s'efforce de faire ce qu'il peut pour aider les cultivateurs et il a commencé à le faire dans le comté de la Beauce, en éduquant les cultivateurs sur le sujet. Nous avons importé d'Europe des engrais chimiques en quantité suffisante et à des prix très accessibles, mais en autant que les engrais naturels sont concernés, le gouvernement ne peut faire plus, pour le moment, et cela, tant que la production de cet engrais n'aura pas augmenté et que les conditions de transport n'auront pas été améliorées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre de l'Agriculture d'avoir sauvé l'honorable ministre de la Colonisation d'une impasse, mais il s'y est lui-même mis. Est-ce que, dans tous les centres d'Ontario, il existe des abattoirs? Y en a-t-il à toutes les portes? Non et cependant la culture intensive est de 50 % plus avancée que chez-nous, quoique les cultivateurs de là-bas ne soient pas plus intelligents que les nôtres.

Parmi les engrais naturels, il y a le purin, par exemple, qui contient au-delà de 75 % d'ammoniaque. Si le purin était mêlé à d'autres détritiques, paillassons, feuillages, etc., il fournirait un excellent engrais. Savoir remettre à la terre les éléments fertilisants qu'on lui a enlevés, voilà l'essentiel sur une ferme, et c'est ce qu'on a négligé. M. Nagant, un professeur savant, a publié des brochures et fait des conférences sur cette question, et je crois qu'avec une campagne d'éducation à ce sujet, notre terre de Québec pourrait produire 40 % de plus. Je savais que le gouvernement compte beaucoup sur les villes pour s'assurer des revenus, mais je ne savais pas qu'il en était rendu à compter sur Montréal pour fournir le fumier et assurer des engrais aux cultivateurs.

**Les députés rient.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement s'est tellement habitué à traiter la ville de Montréal en vache à lait qu'il en est venu à compter sur elle pour obtenir des engrais. L'opposition reviendra sur cet important sujet.

La proposition est adoptée.

#### **Chemin du rang Petit Sainte-Rose**

**M. Renaud (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement et

la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose au sujet d'un chemin dans le rang appelé Petit Sainte-Rose, depuis janvier 1922.

Le ministère de la Voirie a envoyé des machines à Sainte-Rose pour faire un chemin dans le rang appelé le Petit Sainte-Rose. Quelque temps après, les machines ont été envoyées, à Sainte-Dorothée, à un M. Lagacé qui entreprenait la construction de route à Saint-Eustache, et on n'en a plus entendu parler. Mais la municipalité de Sainte-Rose avait donné au gouvernement un chèque de \$1,000 en garantie pour ses machines. Elle veut ravoir son chèque. Le maire de Sainte-Rose a écrit deux lettres au ministère, déclarant que les machines avaient été enlevées et réclamant le renvoi de son chèque donné en garantie pour les machines.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Sainte-Rose a reçu de l'outillage du gouvernement pour faire ce chemin. Quand l'outillage est arrivé, Sainte-Rose a commencé les travaux, puis les a interrompus parce que la construction du chemin n'était pas autorisée par un règlement. Alors, nous avons prêté une partie de l'outillage, un rouleau à vapeur, à la paroisse de Sainte-Dorothée qui, elle, était prête à faire ses travaux de chemin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** appuie les remarques du député de Laval (M. Renaud) et trouve honteux que le gouvernement garde le chèque d'une municipalité, alors que celle-ci n'a plus les objets pour lesquels elle avait été obligée de donner cette garantie. Pourquoi, demande-t-il, le gouvernement ne remet-il pas à Sainte-Rose son chèque de \$1,000? Il pourrait survenir à ce sujet des difficultés donnant lieu à de malheureux procès. Je considère que c'est un acte de mauvaise administration. La position du gouvernement n'est pas défendable.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La mauvaise administration vient plutôt de Sainte-Rose, car on a demandé de l'outillage pour construire un chemin, quand la construction n'était pas autorisée par un règlement. C'est Sainte-Rose qui a demandé les machines quand elle n'était pas prête à les utiliser. Le ministère n'a d'ailleurs repris qu'une partie de l'outillage, un concasseur et un rouleau à la vapeur. La balance est encore à Sainte-Rose.

De plus, la municipalité a autorisé le ministère de la Voirie à prêter les machines à M. Lagacé, et la responsabilité de la municipalité est parfaitement garantie. Elle n'a qu'à ne pas reprendre les machines quand elles lui seront rendues, si celles-ci ne sont pas

en parfait état. La municipalité n'a pas encore remis tous les instruments que le département de la Voirie lui avait prêtés et c'est pour cela que le département garde le chèque qu'elle a donné en garantie.

**M. Renaud (Laval):** J'ai cru comprendre que le maire avait écrit au ministère de la Voirie pour demander son chèque en disant que les machines étaient toutes parties.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le maire de Sainte-Rose m'a dit que l'équipement avait été enlevé sans que la municipalité ait reçu quelque avis que ce soit. C'est un signe de mauvaise administration que de traiter ainsi les municipalités. Le gouvernement n'a pas le droit de garder ce chèque qui revient à la municipalité de Sainte-Rose.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ce n'est pas ce que confirme la dernière lettre reçue par le département. Nous avons reçu une lettre du secrétaire de Sainte-Rose le mois dernier disant que la municipalité a encore en sa possession une partie de cette machinerie. Il y a donc encore une partie de l'outillage à Sainte-Rose. Dès que la municipalité aura rendu toutes les pièces empruntées, le chèque de \$1,000 sera rendu à qui de droit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le maire et le secrétaire ne sont pas du même avis probablement.

**M. Renaud (Laval):** Nous verrons par la correspondance.

La proposition est adoptée.

#### Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande l'adoption de ce rapport<sup>6</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics soit adopté.

Adopté.

**Procès-verbal de l'Assemblée  
relatif au bill 31**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que les procès-verbaux de la séance du 9 novembre 1922 soient rectifiés en ce qui a trait à la troisième lecture du bill 31 amendant les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts, et que les mots "sur division" soient ajoutés aux mots: "Le bill est alors lu une troisième fois".

Je désire faire corriger le procès-verbal de la séance de jeudi. Je veux faire ajouter les mots "sur division" à l'adoption de la troisième lecture du projet de loi no 31. Le greffier ne m'aura pas compris probablement.

Il propose, dit-il, une motion formelle afin de régulariser la requête qu'il a déjà faite verbalement, de sorte qu'il n'y ait aucun malentendu. Sur ce point, il s'agit simplement de régulariser la position des membres de l'opposition dans le cas présent. Je désire qu'il soit connu que l'opposition n'a pas voulu voter unanimement la troisième lecture de ce bill et qu'il n'y ait pas de malentendu sur l'attitude de l'opposition au sujet de ce bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai aucune objection. J'ai consulté mes collègues et le greffier à ce sujet, et ils m'ont dit qu'ils n'avaient pas entendu le chef de l'opposition demander l'adoption "sur division". Je n'ai pas entendu prononcer ces mots et cependant, j'ai suivi le débat avec toute l'attention possible. Cependant, je veux croire que les paroles de mon honorable ami se seront perdues dans le brouhaha.

Le greffier, qui est un jeune homme et ne souffre pas de surdité, ne l'a pas entendu non plus. Si le chef de l'opposition a dit cela, il ne l'a pas dit de façon à être entendu par les membres et les officiels de la Chambre. S'il a réellement prononcé ces mots, il a certainement parlé à voix tellement basse qu'on ne pouvait l'entendre au pupitre du greffier de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre veut-il prétendre que je n'ai pas prononcé ces mots? Il réitère sa déclaration et affirme avoir dit cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'accepte la déclaration du chef de l'opposition. Je ne doute pas du tout de sa parole et je veux bien le croire. Je prends donc sa parole et je n'ai pas d'objection à

ce qu'il fasse corriger les procès verbaux; seulement, il ne faudrait pas créer un précédent dangereux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, tout le monde est content. Le greffier n'est pas sourd et la Chambre n'est pas sourde à ma prière.

**M. l'Orateur:** Je dois dire que le vote a été pris sur l'appel du chef de l'opposition à la Chambre, de la décision de l'Orateur, le vote s'est pris dans le plus grand calme, puis la troisième lecture a été adoptée sans bruit, dans le silence le plus absolu, de sorte que si le chef de l'opposition avait dit "sur division", je l'aurais sûrement entendu. J'aurais alors certainement averti le greffier de la Chambre qu'il avait négligé de les insérer dans le procès-verbal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne mets pas en doute la bonne foi de M. le président...

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, M. l'Orateur...<sup>7</sup>

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voulais simplement savoir ce que voulait dire... La motion a-t-elle été adoptée? Je n'ai pas entendu de déclaration à ce sujet de la part du Président de la Chambre...

**M. l'Orateur:** Si vous aviez écouté, vous auriez compris. Si le chef de l'opposition faisait attention à ce qui se passe, il aurait parfaitement bien entendu!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait une dernière remarque.

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je propose que la Chambre soit ajournée à demain après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 25<sup>8</sup>.

## NOTES

1. À propos de cette séance, le journaliste de *L'Événement* raconte "qu'il n'y avait que treize députés à la chambre à trois heures. À trois heures et quart, on fit sonner les cloches, et ils étaient vingt-et-un, à trois heures et demie", lorsque la séance fut ouverte:

"Où sont donc les députés?" demandèrent les journalistes.

"Des malins prétendirent qu'ils étaient allés au cinéma; d'autres que les trains étaient en retard: on s'informa: tous les trains étaient arrivés, sans les députés. On finit par croire qu'ils avaient lu *L'Action catholique* qui annonçait des élections pour l'hiver, et on conclut:

"Ceux qui ne sont pas sûrs d'être réélus seront retournés dans leurs comtés!"

"Il y avait près de 60 absents!"

2. Il n'y avait que 21 députés présents à l'ouverture de la séance.

3. Le bill n'a pas franchi d'autres étapes car, selon *La Patrie*, personne ne pouvait expliquer ce projet de loi en l'absence de M. Ashby. Voir: "More exemptions from Municipal Taxation Coming", *The Montreal Gazette*, 14 novembre 1922.

4. Le journaliste de *L'Événement* précise qu'à ce moment, "l'honorable M. Perrault, qui revenait d'Arthabaska, entra. Le ministre de la Colonisation remarqua, comme le premier ministre, les nombreux fauteuils vides. Il sourit. Pour une fois, un lundi, il y avait moins de monde sur le parquet de la chambre que dans les galeries".

5. Le document de session no 35 contient les deux versions de l'arrêté en Conseil, celle déposée le 10 novembre ainsi que celle déposée le 13 novembre.

6. Selon *La Presse*, la Chambre a adopté unanimement ce rapport à la demande du chef de l'opposition. Ce rapport demandait l'autorisation de faire venir certains documents pour examiner les comptes publics relativement aux travaux d'impression, de reliure, des annonces du gouvernement, des amendes imposées pour violation des droits de coupe de bois, etc.

7. Le journaliste de *La Patrie* a entendu: "Très bien, M. l'Orateur..."

8. Selon *La Patrie*, la séance a été levée à 5 h 15.



## Séance du mardi 14 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, comme c'est la dernière journée pour la présentation des pétitions, je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les délais pour la présentation des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 17 novembre 1922 inclusivement.

Adopté.

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de convention entre elle, l'œuvre et fabrique de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue (M. Péloquin).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- The Quebec Golf Club, demandant l'adoption d'une loi incorporant ledit club, suivant la loi des compagnies de Québec, 1920, et pour autres fins. (M. Cannon).

## Rapports de comités:

**M. Cannon (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 58 constituant en corporation l'orphelinat Saint-Sauveur.

Et, avec amendement au préambule, le bill suivant:

- bill 89 détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Margaret Gascoigne et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Study Corporation;

- de Dame Marie-Anne-J.-A. Ostell et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal à donner un titre clair à l'acquéreur de propriétés vendues en vertu d'un jugement du 29 juin 1922;

- de Dame Caroline Vincent, demandant l'adoption d'une loi conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi électorale de Québec;  
- bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

## Madame Isabelle Hamel

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 77 conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Charte de Montréal

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Des députés ministériels applaudissent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça ne sera pas si drôle que ça à la fin...

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Permis de tavernes  
à Montréal**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal, du 1<sup>er</sup> mai 1921 au 30 avril 1922?

2. Combien depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, à qui et pour où?

3. Quelle somme le gouvernement a-t-il perçue sur ces tavernes depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 au 30 avril 1922?

4. Est-il vrai que le gouvernement a l'intention de modifier sa loi au sujet des tavernes?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 296.

2. 307. Abrahamson, Abraham, 1301 St-Laurent; Adam, Mme Léda, 951-55 Ontario-Est; Arcand, Jos-Napoléon, 3069 Notre-Dame-Est; Archambault, Edmond, 403 Duluth-Est; Aronoff, Isaac, 2164 Papineau; Aumont, Dame Joséphine, 2597 Ontario-Est; Ayotte, Jos-Alphonse-A., 384 Hibernia; Baillargeon, Adélard, 256 Ste-Catherine-Est; Baillargeon, Jos.-Arthur, 1438 Ste-Catherine-Est; Beauchamp, Jos.-Edouard, 854 Ste-Catherine-Est; Beauchemin, Albert-Pierre, 1217 Mont-Royal-Est; Beaulieu, Jos-Alfred, 1387 Papineau; Beauvilliers, Jos.-Alfred, 595 Ontario-Est; Belhumeur, Paul, 1011 Ontario-Est; Belhumeur, Trefflé, 1318 Ontario-Est; Bélisle, Rodolphe, 203 McGill College; Benoit, Philias-Arthur, 183-85 St-Paul-Est; Bernard, Bernard, 1655 Ontario-Est; Bernstein, Meyer, 125½ St-Antoine; Berthelette, Alexandre, 471 Demontigny-Est; Berthiaume, Frédéric, 2035 St-Laurent; Bigras, Michel, 563 Wellington; Bilodeau, Wilbrod, 57 Dorchester-Ouest; Binette, Eustache-Omer-L., 145 Des Commissaires-Ouest; Blond, Philippe, 627 Notre-Dame-Ouest; Blouin, Paul, 102 Notre-Dame-Est; Boisvert, Edmond, 973 Craig-Est; Bonneau, Arthur, 971 Ste-Catherine-Est; Bouchard, Alfred, 13 Ste-Catherine-Ouest; Bouchard, Alphonse, 153 Des Commissaires; Bouchard, Jos.-Olivier, 130-32 St-Laurent; Bourdon, Etienne, 2208 Jacques-Hertel; Bowden, Joseph-Albert, 217 Notre-Dame-Ouest; Brais, Benjamin-T., 520 Ste-Catherine-Est; Brisson, Ustazarde, 19 Mont-Royal-Ouest; Brophy, Mrs. Nora, 435 Aylmer; Brophy, Patrick, 304 St. Patrick; Brown, Henry P., 50 Carré Victoria; Cagliosi, Joseph, 497 Ontario-Est; Camitses, Peter, 66 St-Gabriel; Campbell, Margaret Th., 117 St-Antoine; Campeau, Télesphore, 1451 St-Jacques; Campion,

Mrs Kate A., 255 Laurier-Est; Carsley, Moses, 95-99 Common; Chalifour, Emile, 2748 Ste-Catherine-Est; Chamberland, Napoléon, 1165 Ste-Catherine Est; Charbonneau, Alfred, 357 St-Louis; Charbonneau, Parmélia, 2710 Ave du Parc; Charbonneau, Raoul, 4080 Notre-Dame-Est; Charron, Jos.-Arthur, 35 Centre; Chénier, Georges-Henri, 358 Craig-Est; Chevalier, Hormisdas, 55 Rachel-Est; Chevalier, Rodolphe, 1280 St-Denis; Clavette, Félix, 583 Wellington; Cléroux, Conrad, 2587 Notre-Dame-Est; Cloutier, Noé, 24 Bernard-Est; Coleman, William-Jos., 346 Bleury; Cooper, Leonard-R., 3750 Notre-Dame-Est; Cormier, Wilfrid, 1234 Ave de l'Eglise; Corneau, Joseph, 931 Notre-Dame-Ouest; Côté, Télesphore, 1220 Mont-Royal-Est; Courville, Walter-Eugène, 4 Place Jacques-Cartier; Couture, Léon, 185-87 St-Laurent; Cyr, Charles, 714 Notre-Dame-Ouest; Daigneault, Emery, 2277 Notre-Dame-Ouest; Daigneault, Joseph, 245 St-Paul-Est; Daigneault, Télesphore, 1991 Ave de l'Eglise; Daniel, Joseph, 482 St-Jacques; Décarie, Adélard, 2156-58 St-Jacques; Décarie, Arthur, 1981-83 Notre-Dame-Ouest; Delisle, Emile, 24 Lagauchetière-Est; Delisle, Joseph, 1251 Notre-Dame-Ouest; Dennison, William-A., 58 Metcalfe; Desgroseilliers, Etienne, 3018 Ontario-Est; Despatie, Gédéas, 2187 Boul. Gouin-Ouest; Despatie, Roméo, 2050-54 Notre-Dame-Ouest; Desrochers, Clovis-P., 1183 Mont-Royal-Est; Desrosiers, Donat, 152 Ste-Catherine-Est; Donohue, Ann, 127 Windsor; Drury, James, 18-20 Osborne; Dubois, Léopold, 2501 Ste-Catherine-Est; Dufour, Médéric, 2163 Ste-Catherine-Est; Dupuis, Alexandre, 1433 Ontario-Est; Durand, Fortunat, 139 Craig-Ouest; Durracq, Maurice, 1346 Notre-Dame-Ouest; Ellis, Omer, 350 Notre-Dame-Ouest; Faulkner, Joseph, 440 Ave Parc Lafontaine; Feldman, Jack, 737 Notre-Dame-Est; Feldman, Salomon, 204 St-Antoine; Finkelberg, Nathan, 121 St-Laurent; Fitzpatrick, Katherine, 121 Craig-Est; Fortier, Alexandre, 23 Mont-Royal-Est; Fortier, Eustache, 577 Mont-Royal-Est; Friedman, Hyman, 1638 St-Jacques; Fuerst, Herbert Benj., 1-3 Craig-Ouest; Gagnon, Jos.-Odilon, 2949 Notre-Dame-Est; Gagnon, Modeste, 220 des Seigneurs; Gagnon, Théotime, 1159-61 St-Jacques; Galarneau, Antonio, 2461 Ontario-Est; Gallat, Jules-Aug., 206 Ste-Catherine-Ouest; Gamelin, Télesphore, 57 St-Antoine; Gariépy, Hermas, 58-60 Place Jacques-Cartier; Gascon, J.-Baptiste, 2304-06 Chateaubriand; Gauthier, Aquila, 19 Carré Chaboillez; Gauthier, Cyrias, 131 Windsor; Gauthier, Jos-Charles, 80 Berri; Gauthier, Uldéric, 56-56a Bonsecours; Gauthier, Zotique, 117 Windsor; Gauvreau, Arthur,



185 Common; Gendron, Joseph, 1045-47 Delorimier; Gervais, Wilfrid, 276 Craig-Est; Gibeault, Oswald, 1537 Notre-Dame-Ouest; Giguère, Joseph, 404 Ste-Catherine-Est; Ginsberman, Sam, 129 Craig-Ouest; Girard, Louis, 117-21 Ste-Catherine-Est; Godbout, Joseph, 285-87 Roy; Godin, Louis-Pierre, 2501 St-Laurent; Gold, Gasper, 305 St-Laurent; Goulet, Alfred, 776 Ste-Catherine-Est; Goulet, Louis, 65a St-Antoine; Grenier, Alfred, 2735 Ontario-Est; Grenier, Emile, 565 Centre; Groleau, Jos-Amédée, 169 St-Laurent; Guay, Joseph, 51 Carré Chaboillez; Guilbault, Alfred, 1026 Mont-Royal-Est; Halpern, Samuel, 2-4 Craig-Est; Hamelin, Uldège, 1873 St-Jacques; Hardy dit Lesage, Arthur, 2 Berri; Henri, Joseph B., 1125 Mont-Royal-Est; Higgins, Ambrose, J., 122 Craig-Ouest; Horn, Abraham, 55 Windsor; Julien, Alexandre, Jr., 2108 Ontario-Est; Karabellas, Théodème, 166 Windsor; Kearns, John Nicholas, 61 Craig-Ouest; Klimovsky, Millie, 389 St-Laurent; Krausmann, John, 80-88 St-Jacques; Krausmann, William, 429 Carré Phillip; Labbé, Albert, 257 Amherst; Laberge, Jos.-Désiré, 2200 Ave de l'église; Labrecque, Alfred, 1137 Notre-Dame-Ouest; La Broquerie de Rouville-C., 186 St-Jacques; Lachaine, Albert, 2007 St-Jacques; Lachapelle, David, 607 Notre-Dame-Ouest; Lacombe, Archie, 373 Notre-Dame-Ouest; Lacombe, Paul, 1319 Notre-Dame-Ouest; Lacoste, Henri-A., 2872 St-Laurent; Lafetière, Louis, 1893 Ste-Catherine-Est; Lafleur, Octave, 509 St-Laurent; Laframboise, Jos-Léandre, 2 Carré Chaboillez; Lafrance, Alexis, 693 Ontario-Est; Laing, Jos. Henry, 10 Laurier-Ouest; Lalande, Ernest, 17-19 Craig-Est; Lamarche, Alphonse, 1730 Notre-Dame-Ouest; Lamarche, Hormisdas, 2489 St-Laurent; Lamarche, Joseph, 642 Ste-Catherine-Est; Lamarre, Ludger, 69 Des Inspecteurs; Lamoureux, Malvina, 1433 Notre-Dame Est; Landry, Joseph, 1493 St-Laurent; Langevin, Jos.-Victor, 132 Mansfield; Langevin, Ludovic, 661 Craig-Est; Lanthier, Cléophas, 941 Ste-Catherine-Est; Lapointe, Arthur, 95 St-Laurent; Laporte, Jos.-Arthur, 2343 St-Jacques; Lareau, Jos.-Edmond, 1341 Rachel-Est; Larin, Francis, 17 McGill College; Larkin, Daniel, 146 St-Antoine; Larose, Emile, 470 Ste-Catherine-Est; Larue, Louis, 2691 Ontario-Est; Lasalle, Joseph, 150 Mont-Royal-Est; Latendresse, Wilfrid, 213 Craig-Est; Latour, Edmond, 1781 De L'Eglise; Latt, Aaron, 554 Notre-Dame-Ouest; Laurin, David, 1030 Ste-Catherine-Est; Laurion, Aldéric, 2539 Notre-Dame-Ouest; Lauzon, Henri, 545 Craig Est; Lavigne, Vve Joseph-Wilf., 747 Notre-Dame-Ouest; Lazare, Samuel, 2652 St-Laurent; Leboeuf, Mathilda, 23-25 Place Jacques-Cartier; Lecavallier, Honorius, 2129

Ste-Catherine-Est; Leclair, Frédéric, 3083-85 Notre-Dame-Est; Leclair, Ulric, 84 Windsor; Leclerc, Ernest, 91 Ste-Catherine-Est; Lemay, Victor, 89 St-Jacques; Lemieux, Raphael, 1261 St-Laurent; Leroux, Achille, 164 Ste-Catherine-Est; Leroux, Aza, 456 Mont-Royal-Est; Leroux, Jos.-Pierre-A., 203 Craig-Est; Leroux, Narger, 1709 St-Jacques; Leroux, Ovila, 598 Ste-Catherine-Est; Létourneau, Joseph, 269 Centre; Levac, Wilfrid-O., 167 McGill; Levine, Harry, 1505 Notre-Dame-Ouest; Lord, Chas-Edouard, 45 Bonsecours; Lowry, Chas-Henri, 235 Craig-Ouest; Lussier, Rémi, 471 Bélanger; Manelli, Francesco, 20 Ontario-Est; Marcil, Louis, 1677 Ste-Catherine-Est; Marion, Léon-Edouard, 1041 Notre-Dame-Est; Maron, Moroc, 490 Notre-Dame-Ouest; Martin, Jos.-Arthur, 274 St-Laurent; Martin, Hormisdas, 13 Place Jacques-Cartier; Martin, J.-Baptiste, 304 Mont-Royal-Est; Martin, Percy-D., 107 Windsor; Masson, Dominique, 1477 Notre-Dame-Est; Mauer, Louis, 129 Wellington; Méthot, Wilfrid, 288 Ontario-Est; Meunier, Israel, 2291 Boul. Gouin-Ouest; Michael, Harry, 39 Ste-Catherine-Ouest; Michael, Raphael, 106-12 Bleury; Millaire, Jos.-Nap.-Edouard, 477 St-Laurent; Millette, Aldéric, 1070-72 Ontario-Est; Miron, Pierre-Mathias, 107 Youville; Morand, Jos-Wilbrod, 951 Craig-Est; Muller, Maurice, 11 Common; Murphy, Michael John, 94 William; Murray, Thomas David, 463 Guy; McCarthy, Thomas John, 311a Bleury; McDonald, Michael, 67 Ste-Catherine-Est; McElroy, Sarah, 341 Bleury; McGuire, John J., 360 Craig-Est; MacMahon, Jeremiah, 1031 St-Jacques; Nantel, Israel, 1451 Ontario-Est; Nantel, J.-Adélard, 137 Hadley; Neveu, Arthur, 1814 St. Patrick; Neveu, Clara, 1849 Notre-Dame-Ouest; Normandeau, Elzéar, 826 Charlevoix; O'Connell, Patrick, 96 William; O'Connor, James, 216 St-Jacques; Parent, Jimmy F., 2717 Notre-Dame-Ouest; Patenaude, Antoine, 319 Amherst; Patenaude, Henri, 2407 Ste-Catherine-Est; Patenaude, Jos.-Léon, 13-17 St-Laurent; Paul, William, 371 St-Dominique; Payette, Georges, 63 St-Jacques; Payette, Léon, 225 St-Paul-Est; Payette, Raoul, 1-3-5-, Windsor; Pepin, Gustave, 759 St-Laurent; Pepin, Roméo, 416 Rivard; Perreault, Jos.-Charles, 543 Ontario-Est; Petitgrew, Ls-Philippe, 684 Centre; Picard, Jos-Hercule, 134 St-Rémi; Picotte, Ls.-Napoléon, 1387 Ste-Catherine-Est; Pigeon, Antoine, 2115 Papineau; Pigeon, Georges-Ovila, 831 Notre-Dame-Ouest; Pilon, Albert, 1625 St-Jacques; Poiré, Louis, 682 Ste-Catherine-Est; Potchin, Abraham, 160 Craig-Est; Poulos, Demetri, 1320 Mont-Royal-Est; Poupert, Jos.-Ernest, 297-99 St-Paul-Est; Presner, Louis, 185 Grand-Tronc; Provost, Elzéar, 880 Ste-

Catherine-Est; Quick, Frank Sydney, 580 Sherbrooke-Ouest; Raymond, Adélar, 2 Windsor; Raymond, Donat, 100 Peel; Renaud, Joseph, 679 St-Jacques; Retter, Joseph, 1160 St-Germain; Richard, Armand, 61 Bleury; Rider, Harry, 1211 Ste-Catherine-Est; Riendeau, Jos., 492 Rachel-E.; Riopel Joseph, 1437 Ste-Catherine-Est; Robert, Arsène, 122 Vinet; Roncari, Angelo, 245 St-Laurent; Robin, Edmond, 356 Notre-Dame-Est; Roy, Marie-Louise, 280 Notre-Dame-Ouest; Rozon, Osias, 352 Craig-Ouest; Ryan, Katherine, 741 St-Jacques; Salman, Albert, 269 Ste-Catherine-Est; Sauvé, Léonide-O., 315-17 Grand-Tronc; Savignac, Joseph-P., 813 Ste-Catherine-Est; Séguin, Orphir, 1001 St-Jacques; Senécal, Alcide, 889 Ontario-Est; Serre, Félix, 309 St-Dominique, Simard, Joseph, 1407 Notre-Dame-Est; Simays, André-Gustave, 70-72 Ste-Catherine-Ouest; Sims, Edward, 25 Notre-Dame-Ouest; Slabosky, Mow, 133 Common; Spector, David, 457 St-Laurent; Spector, Harry, 345 Wellington; Steinman, Jack, 397 Wellington; Steinman, Peter, 307 William; St-Cerny, Zénophile, 2199 Notre-Dame-Est; Ste-Marie, Alfred, 111 Craig-Ouest; St-Vincent, Félix, 1399 St-Laurent; St-Vincent, Ferdinand, 2243 Ontario-Est; Sweet, Meyer, 2097 Ontario-Est; Taillon, Napoléon, 537 Charlevoix; Théoret, Venance, 687 St-Laurent; Therrien, Lionel, 510 St-Jacques; Thibault, Henri, 1019 Notre-Dame-Ouest; Thouin, Absalon, 538 St-Jacques; Thouin, Joseph, 534 St-Jacques; Toupin, Ovil, 1270 Ontario-Est; Tremblay, Adélar, 1591 Ste-Catherine-Est; Trudeau, Ernest, 891 St-Laurent; Trudeau, Narcisse, 1721 Notre-Dame-Est; Trudel, Ludger, 921 Boul. Gouin, Est; Valiquette, Henri, 1701 St-Laurent; Vandelac, Pacifique, 33 Place Jacques-Cartier Vaudreuil, De Lorenzo, 646 Notre-Dame-Ouest; Villeneuve, Honoré, 151 Amherst; Walker, Charles-A., 89 Notre-Dame-Ouest; Westlake, Thomas, 125 Congregation; White, Middie, 18 Carré Chaboillez; Whyte, John Joseph, 360 University; Williams, Georges-Etienne, 1 Carré Chaboillez; Wolf, William, 2823 St-Laurent.

3. \$197,391.43.

4. A l'étude.

#### Dépôt de documents:

##### *État des Comptes publics, 1921-1922*

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics* de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922. (Document de la session no 2)

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1924, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, le 14 novembre 1922  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Monsieur l'Orateur, en soumettant à cette honorable Chambre les résultats de notre dernier exercice financier, mes premières paroles doivent être une expression de reconnaissance envers la Divine Providence qui nous a accordé une année de paix relative, dans tout l'Empire britannique, et d'abondantes récoltes dans la province de Québec.

L'année dernière, nous avons à déplorer un échec partiel dans la culture des céréales et la baisse soudaine des prix de plusieurs produits vendus par les agriculteurs, ce qui a donné cause à une période de sérieuse dépression dans notre classe agricole. Le monde commercial traversait une période de rajustement, mais nous avons espoir en l'avenir, et les événements nous ont donné raison, car l'une des industries les plus fortement atteintes, l'industrie du bois, a depuis repris de l'ascendant, et ceux qui s'y adonnent nous apprennent que l'année prochaine la reverra à son état normal.

Nos manufacturiers dans d'autres classes d'industries annoncent une importante amélioration, prennent plus de monde à leur service et sont plus confiants dans le succès qu'ils ne l'étaient l'an dernier. En somme, notre province a toute raison de faire face à l'avenir avec espoir.

L'état financier de la province est actuellement meilleur encore qu'on ne l'avait prévu, et je suis bien certain que les honorables membres de cette Chambre ont été fiers et heureux d'apprendre que notre année fiscale s'était terminée en accusant un surplus excédant cinq millions.

Personnellement, qu'il me soit permis d'avouer que je me trouve à la fois honoré et heureux de pouvoir servir cette province, sous la direction d'un premier ministre qui sait nous conduire à un succès aussi inouï.

Le résultat de notre année fiscale est unique dans les annales de cette province et l'on n'en a jamais vu d'égal dans aucune province du Canada.

Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire, pour moi, M. l'Orateur, de parler bien longtemps. Les chiffres que je vais citer seront plus éloquentes que toutes les belles paroles qu'il me faudrait rechercher.

J'ai donc grand plaisir à vous soumettre le résultat de nos opérations financières pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1922.

#### Année fiscale 1921-1922

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1922, étaient :

Revenu ordinaire .....	\$13,010,743.18
Dépense ordinaire .....	<u>12,806,787.93</u>
Surplus en prévision.....	\$ 203,955.25

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire .....	\$21,609,396.10
Dépense ordinaire .....	<u>16,575,976.65</u>
Surplus .....	\$5,033,419.45

Le revenu réel ordinaire a excédé les prévisions de \$8,598,652.92, et les prévisions des dépenses ordinaires ont été de \$3,769,188.72. (Voir état no 1)

#### Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions 1921-1922

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions :

Puissance du Canada.....	\$ 286,800.52
Terres et Forêts .....	1,004,432.15
Mines, Pêche et Chasse.....	60,304.92
Timbres judiciaires.....	149,250.20
Timbres d'enregistrement .....	63,270.80
Licences .....	302,736.05
Loi des liqueurs alcooliques (compte du débit) .....	2,860,010.64
Taxes sur corporations commerciales, etc. ....	809,673.32
Droits sur les successions.....	1,505,292.56
Loi des véhicules moteurs.....	932,906.79
Revenu casuel .....	112,563.22
Entretien des aliénés .....	245,461.43
Et il y a eu d'autres services dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de .....	58,461.63

(Voir état no 2)

**Comparaison avec les prévisions,  
Dépenses ordinaires, 1921-1922**

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions des sommes suivantes :

Dette publique .....	\$862,915.48
Législation.....	44,702.13
Gouvernement civil.....	133,714.30
Administration de la justice .....	231,839.70
Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. ....	5,687.28
Instruction publique .....	106,520.11
Asiles d'aliénés .....	99,434.00
Écoles de réforme et d'industrie .....	60,000.00
Colonisation .....	94,998.40
Mines, Pêche et Chasse: service d'enregistrement (cadastre) .....	30,000.00
Hygiène .....	23,199.17
Travaux publics.....	247,371.00
Agriculture .....	469,000.00
Voirie .....	749,703.64
Terres et Forêts .....	275,135.15
Dépenses sur le revenu.....	177,783.70
Services divers .....	<u>157,184.66</u>
	\$3,769,188.72

(Voir état no 3)

**Opérations de caisse en 1921-1922**

Le 1 <sup>er</sup> juillet 1921, il y avait dans diverses banques la somme de .....	\$1,739,321.29
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à .....	<u>806,420.58</u>
	\$ 932,900.71

Les recettes du 1<sup>er</sup> juillet 1921 au 30 juin 1922 ont été :

Revenu ordinaire.....	\$21,609,396.10
Dépôts en fidéicommis .....	808,709.90
Endiguement de la rivière Saint-Maurice .....	1,000.00
Annexe du palais de justice de Montréal .....	2,000.00
Palais de justice, district d'Abitibi, à Amos.....	23,797.54
Loi des bons chemins, 1912.....	505,181.28
Fonds des institutions de bienfaisance.....	581,536.27
Péages perçus sur le pont de Batiscan.....	1,636.40
Emprunt du dominion <i>re</i> logements ouvrier.....	1,262,199.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1936.....	3,904,800.00
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3 .....	200,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2, (obligations des chemins à barrières de la rive nord du Québec).....	<u>2,500.00</u>
	\$28,902,756.49

## Opérations de caisse en 1921-1922 (suite)

Paievements du 1<sup>er</sup> juillet 1921 au 30 juin 1922 :

Dépenses ordinaires .....	\$16,575,976.65	
Dépôts en fidéicommis .....	609,656.44	
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750.00	
Loi des bons chemins, 1912.....	4,765,743.09	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	141,210.34	
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts.....	6,670.02	
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal.....	378,888.64	
Construction du palais de justice, district d'Abitibi à Amos.....	102,150.90	
Nouvelle prison, district de Montréal.....	1,065.00	
Construction d'une annexe, palais de justice, Québec.....	532.75	
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan.....	151,315.12	
Loi autorisant un emprunt pour venir en aide à la colonisation .....	1,550,000.00	
Prêts aux municipalités re logements ouvriers.....	1,262,199.00	
Remboursement d'un emprunt temporaire .....	2,000,000.00	
Fond des institutions de bienfaisance .....	324,672.48	
Péages perçus sur le pont de Batiscan.....	1,636.40	
Chemins à barrières de la rive nord de Québec, échange d'obligations .....	<u>2,500.00</u>	
		<u>27,874,966.83</u>
Excédent des recettes		<u>\$1,027,789.66</u>
		\$1,960,690.37
Savoir:		
Le 30 juin 1922, il y avait en dépôts dans diverses banques .....	\$2,885,807.40	
Sur quoi il y avait à payer des mandats en cours, au montant de.....	<u>925,117.03</u>	
		<u>\$1,960,690.37</u>

**Comparaison des recettes ordinaires de 1921-1922  
avec celles de 1920-1921**

Le total des recettes ordinaires pour 1921-1922 a été de.....	\$21,609,396.10
Le total des recettes ordinaires pour 1920-1921 a été de.....	<u>15,914,521.17</u>
Augmentation dans la recette de 1921-1922.....	\$5,694,874.93

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1920-1921, viz :

Puissance du Canada.....	286,840.29
Terres et Forêts .....	437,244.15
Timbres d'enregistrement .....	1,069.19
Licences, etc.....	303,467.87
Loi des liqueurs alcooliques (compte du débit) .....	2,860,010.64
Loi des vues animées, (revenu).....	17,032.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	368,695.79
Droits sur les successions.....	904,836.65
Loi des véhicules-moteurs .....	488,883.84
Inspection des hôtels et maisons de pension - honoraires.....	353.91
Loi des détectives privés - revenu.....	65.33
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	14,100.42
Entretien des aliénés .....	257,047.95
Écoles de réforme et d'industrie .....	95,778.87
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	17,102.04
Service civil, contributions aux pensions.....	3,084.73
Loi des assurances - revenu .....	5,233.21
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	126,110.52
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	7,170.54
Prêts aux incendiés de Québec.....	<u>600.00</u>
	\$6,194,727.94

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées qu'en 1920-1921, viz :

Mines, Chasse et Pêche.....	\$318,883.38
Administration de la justice .....	6,990.68
Taxes sur transports d'actions, etc.....	11,478.58
Loi des distributeurs automatiques .....	2,458.01
Loi des ingénieurs stationnaires -honoraires.....	1,322.25
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics .....	4,025.85
Législation.....	10,796.46
Revenu casuel .....	65,059.52
Loi des compagnies de fidéicommis - revenu.....	21.60
Intérêt sur dépôts et placements .....	19,037.34
Prime, escompte et change.....	24,337.96
Travaux et édifices publics - loyers .....	998.00
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de	
60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	3,268.78
Remboursement sur subventions aux chemins de fer - taxe .....	6,138.08
Contributions des municipalités en vertu de	
la loi des bons chemins, section 20.....	24,116.52
Contributions des fabriques de beurre et de fromage en vertu de	
5 George V, chapitre 31 .....	<u>920.00</u>
	\$ 499,853.01
Augmentation nette en 1921-1922.....	\$5,694,874.93

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1921-1922  
avec celles de 1920-1921**

Total des dépenses ordinaires en 1921-1922 .....	\$16,575,976.65
Total des dépenses ordinaires en 1920-1921 .....	<u>14,624,088.12</u>

Augmentation sur les dépenses ordinaires de 1921-1922.....	\$1,951,888.53
--	----------------

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1920-1921, viz :

Dette publique .....	1,023,046.96
Gouvernement civil.....	101,578.63
Instruction publique .....	51,723.36
Hygiène .....	33,690.96
Travaux publics (ordinaires) .....	32,440.74
Agriculture .....	286,500.00
Voirie .....	108,828.53
Terres et Forêts .....	30,135.15
Colonisation, Mines et Pêcheries et Immigration .....	112,038.30
Institutions de bienfaisance.....	1,525.00
Écoles de réforme et d'industrie .....	46,728.74
Dépenses sur le revenu.....	81,035.85
Services divers .....	<u>146,779.47</u>
	\$2,056,051.69

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1920-1921, viz :

Législation.....	\$31,150.44
Administration de la justice .....	69,426.72
Asiles d'aliénés .....	<u>3,586.00</u>
	104,163.16

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1921-1922, sur celle de 1920-1921 .....	\$1,951,888.53
--	----------------

Les dépenses extraordinaires pour les travaux et édifices publics durant l'année 1921-1922 ont été de \$60,000 moins élevées de 1920-1921.

La balance des subventions aux chemins de fer, en argent, et des subventions en terre converties

en argent, autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin 1922, était de \$534,883.38.

**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1922**

**Passif**

Dette consolidée courante avant la conversion .....	\$53,861,399.44	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$55,604,926.27
 Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers .....		2,562,699.00
Dépôts en fidéicommiss .....		1,206,845.75
Mandats non payés.....		925,117.03
Obligations du palais de justice de Québec .....		60,000.00
Fonds des institutions de bienfaisance .....		<u>256,863.79</u>
		\$62,115,061.47

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. viz :		
Déposé dans les banques.....	\$259,351.65	
Placement en débetures de la province de Québec.....	80,000.00	
Placement en bons de la Victoire du Canada, (1937) .....	<u>421,028.35</u>	
	\$760,380.00	
 Placement en actions inscrites 3 % de la province de Québec .....	1,020,288.34	
Placement en actions enregistrées 4½ % de la province de Québec .....	541,503.23	
Placement en débetures 4 % de la province de Québec .....	111,461.44	
Placement en débetures 4½ % de la province de Québec .....	153,745.28	
Placement en débetures 5 % de la province de Québec .....	36,617.06	
Placement en débetures 5½ % de la province de Québec .....	200,000.00	
Placement en débetures 6 % de la province de Québec .....	30,295.89	
Placement en bons de guerre du Canada.....	9,600.00	
Déposé en banques.....	<u>15,783.09</u>	
		<u>2,879,674.33</u>



**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1922**

**Actif (suite)**

**Puissance du Canada :**

Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	1,182,981.60	
Argent en banques.....	2,885,807.40	
Coût de l'École normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser		
par la vente de propriété.....	5,000.00	
Prêts à diverses personnes.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,555,828.56	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	742,202.99	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	205,081.33	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avances autorisées		
par la loi 9 George V, chapitre 4.....	180,000.00	
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances		
autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4.....	981,048.47	
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par la loi		
10 George V, chapitre 5 .....	435,459.65	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	2,562,699.00	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi		
7 Édouard VII, chapitre 36.....	3,620,212.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par		
la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par		
la loi 2 George V, chapitre 6.....	36,921.24	
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi, avances autorisées		
par la loi 11 George V, chapitre 13.....	78,353.36	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de		
2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$10,950.26	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts		
en fidéicommis.....	<u>49,049.74</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>\$18,604,319.31</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1922.....		\$43,510,742.16

**Dettes consolidées**

Le 30 juin 1921, la dette consolidée en cours était .....	\$51,652,113.55
Le 30 juin 1921, la dette consolidée en cours était .....	<u>\$55,604,926.27</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1921-1922 .....	\$ 3,952,812.72

Justifiée comme suit :

**Augmentation :**

Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 .....	\$ 2,500.00
--	-------------

**Dette consolidée (suite)**

Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3 .....	4,000,000.00
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3 (balance) .....	<u>200,000.00</u>
	\$4,202,500.00

Diminution :

Obligations et actions rachetées :

Emprunt de 1888.....	\$170,333.34	
Actions inscrites 3% .....	18,653.94	
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2 .....	60,000.00	
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 .....	<u>700.00</u>	
	<u>249,687.28</u>	
		<u>\$3,952,812.72</u>

La dette consolidée au 30 juin 1922, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province, était ..... \$55,604,926.27

Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à..... 2,879,674.33

Soit une balance nette de dette consolidée de ..... \$52,725,251.94

La balance nette de la dette consolidée, au 30 juin 1922 accuse une augmentation de \$3,447,657.09 sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1921.

Cette augmentation s'explique par l'émission de \$2,500 d'obligations en vertu de 6 George V, chapitre 2 \$4,000,000 en vertu de 10 George V, chapitre 3, et \$200,000 en vertu de 11 George V, chapitre 3, moins \$249,687.28 d'obligations et de rentes inscrites, et \$505,155.63 placées au compte du fonds d'amortissement.

**Dette non consolidée**

Au 30 juin 1922, la dette non consolidée consistait en :

Dépôts en fidéicommiss .....	1,206,845.75
Mandats non payés.....	925,117.03
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....	25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers .....	2,562,699.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke .....	60,000.00
Fonds des institutions de bienfaisance .....	<u>256,863.79</u>
	\$6,510,135.20

**Dettes non consolidées (suite)**

Par contre, il y avait à la même date :

Argent en banque .....	\$2,885,807.40	
Coût de l'École normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de propriété.....	5,000.00	
Prêts à diverses personnes.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,555,828.56	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	742,202.99	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	205,081.33	
Nouvelle prison, district de Montréal, avance .....	3,620,212.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avance .....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval .....	36,921.24	
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	1,182,981.60	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avance.....	180,000.00	
Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal, avance.....	981,048.47	
Construction du palais de justice, district d'Abitibi.....	78,353.36	
Pont sur la rivière Batiscan, avance .....	435,459.65	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	2,562,699.00	
Taxe du palais de justice, Sherbrooke.....	<u>60,000.00</u>	
		<u>\$15,724,644.98</u>

Ce qui laisse sur la dette non consolidée un surplus d'actif de..... \$9,214,509.78

**L'année courante**

Les recettes provenant du revenu ordinaire pour les quatre mois finissant le 31 décembre 1922 sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement excédées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation dans les dépenses ordinaires et extraordinaires pour l'année fiscale courante, du montant des prévisions supplémentaires à soumettre à la Chambre, pour rencontrer les sommes requises par les différents services afin de compléter les dépenses nécessaires de l'année courante.

Cette augmentation dans les dépenses, nous l'espérons, sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge d'après les recettes perçues jusqu'au 31 octobre.

**Prévisions pour l'année  
1923-1924**

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1924, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont

été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que de l'effet des conditions actuelles du monde financier, et quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$18,291,346.36
Dépense ordinaire et extraordinaire.....	<u>17,733,437.61</u>
Ce qui laisse un surplus probable de .....	<u>\$ 557,908.75</u>

**Emprunts**

J'ai grand plaisir à pouvoir déclarer que depuis la prorogation de la Chambre, le 21 mars dernier, il n'a été fait aucun emprunt, mais qu'au contraire, des obligations et des actions ont été rachetées au montant de \$249,687.28.

### Bons Chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé, jusqu'au 31 décembre 1922, en vertu de la loi des Bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; 10 George V, chapitre 7 et 12 George V, chapitre 42, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement; le montant reçu provenant des emprunts faits en vertu de la dite loi; le montant avancé à même le fonds du revenu consolidé; le montant accordé aux municipalités, et la balance à payer quand les travaux au montant de leurs crédits auront été faits, viz:

Paiements aux municipalités	
à date .....	\$22,626,597.00
Paiements sur chemins du	
gouvernement à date .....	<u>10,178,087.53</u>
	\$32,804,684.53
Produit net des emprunts.....	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur le	
produit des emprunts.....	<u>\$26,953,879.21</u>
Montant réparti aux municipalités à	
date .....	23,480,358.16
Montant payé sur	
cette somme .....	<u>22,626,597.00</u>
Balance à payer suivant le progrès	
des travaux .....	\$ <u>853,761.16</u>

Ce qui précède fait voir que les paiements aux municipalités et sur les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; 10 George V, chapitre 7 et 12 George V, chapitre 42, s'élèvent à \$32,804,684.53, sur le montant de \$35,000,000 autorisé par la Législature.

Les différents états dont que je viens de donner la lecture démontrent que, durant l'année 1921-22, nous avons dépensé \$3,769,188.72 de plus que les prévisions. Nous nous sommes crus justifiables d'en agir ainsi, vu notre condition exceptionnelle, qui nous permettait d'augmenter la dépense pour les chemins, l'éducation, l'agriculture et autres services à l'avantage de notre population et de notre province en général. Il n'y a pas de doute que les sommes d'argent dépensées pour la voirie et les travaux publics ont bénéficié à nos classes agricoles et ouvrières durant la période critique de l'année.

Tout le monde admettra que cet argent a été bien employé, et qu'il n'aurait pu être dépensé dans un temps plus opportun. Le montant dépensé pour les chemins depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier est de \$4,661,332. Nous avons encore dépensé des sommes très considérables pour la colonisation, l'éducation et l'agriculture depuis cette date.

Les prévisions pour l'année 1923-24 pourvoient à une dépense bien près de \$18,000,000, en pourvoyant à l'augmentation des dépenses pour l'agriculture, la colonisation et l'éducation.

Nous avons, dans le passé, pourvu à nos universités, à nos écoles classiques et à nos écoles techniques. Une somme additionnelle de \$40,000 a été votée à la dernière session, pour l'éducation chez les protestants, et cette année, il est question de soumettre une législation spéciale pour donner une aide appréciable aux écoles élémentaires de la campagne, tant chez les catholiques que chez les protestants.

Le 25 février 1921, cette Législature, après beaucoup de discussions, a passé une loi établissant un nouveau système pour le trafic des liqueurs et pourvoyant à la création d'une commission préposée à son contrôle.

La somme a été nommée le 1<sup>er</sup> mars 1921, et elle nous a dernièrement soumis le résultat financier des opérations de sa première année.

Les membres de cette Chambre peuvent avoir des opinions divergentes sur la question du contrôle du trafic des liqueurs par le gouvernement, mais je suis sûr qu'il ne peut y avoir qu'une seule opinion sur la manière dont la Commission a fait son œuvre durant cette période d'épreuve.

Il y avait des gens qui prédisaient que la loi manquerait son but au point de vue commercial. Il y en avait d'autres qui prétendaient que la Commission ne serait pas capable de faire observer ses dispositions, et que le tout serait un fiasco au point de vue moral.

La Commission a assumé sa tâche ardue et s'est mise à l'œuvre, à un moment où, grâce à certaines déficiences de l'ancienne loi, l'application de la nouvelle était devenue très difficile. Cependant, dans une courte année, elle a su mettre de l'ordre dans ce chaos. Elle a, dans les comtés où la loi s'applique, ouvert des magasins, donné des licences là où c'était nécessaire, et en somme, elle a engagé le public, par sa sincérité et son habileté, à observer et respecter la loi.

La loi Scott est encore en vigueur dans quatre comtés: Brome, Compton, Missisquoi et Stanstead,

et les dispositions de notre loi ne s'y appliquent pas. La loi Scott est publiquement enfreinte, et il en résulte que quelques villes, et plusieurs particuliers du meilleur monde, demandent l'abrogation de cette loi, admettant que les intérêts de la tempérance seraient mieux servis sous notre loi.

Ceux qui disaient que la loi ne serait pas un succès financier auront à réformer leur jugement précipité en présence des chiffres que j'ai mentionnés; car un profit commercial de \$2,860,010.64, pour la première année, est certainement un beau profit. Si vous ajoutez encore le revenu des amendes, des droits, des permis, etc., vous aurez un profit total de plus de \$4,000,000.

Notre condition est-elle moins bonne au point de vue moral; cette question n'est plus discutable, si elle le fut au début.

Il n'y a pas de doute que la mise en opération du système, pendant les premiers mois, en vertu de la nouvelle loi, a requis toute l'énergie de la Commission. Il lui fallait établir une police pour faire observer la loi; et dans l'entretemps, les insoumis, tentés par les profits considérables à faire dans le trafic illégal des liqueurs, ont essayé de s'y livrer, mais l'on peut dire maintenant que la Commission, après bien des difficultés, a pris l'avantage et gagne rapidement dans la lutte entre elle et cet élément.

Le temps vient vite où la loi sera rigoureusement observée, et je pense que tout observateur sans parti pris admettra que la province n'a jamais été plus sobre et moins déshonorée par l'ivrognerie.

L'expérience nous a fait comprendre qu'il y aurait quelques légères modifications à faire à la loi, et des amendements seront soumis à la Législature durant cette session.

Inutile d'en dire davantage maintenant, attendu que la question sera discutée plus amplement

quand un rapport complet des opérations de la Commission aura été déposé.

Je suis heureux de pouvoir informer cette Chambre que, malgré les dépenses considérables, ordinaires et extraordinaires, qui ont été faites dans divers services publics, nous avons pu en venir au résultat susdit sans émettre de nouvelles obligations.

Nous avons été autorisés, à la dernière session, à racheter nos obligations jusqu'à un million de piastres, si les revenus de la loi des liqueurs justifiaient cette dépense.

J'ai eu le plaisir d'informer la Chambre aujourd'hui que nous avons racheté des obligations et des actions au montant de \$249,687.28. À cette époque où pratiquement toutes les provinces du Canada et les nations du monde émettent des obligations, la province de Québec, elle, rachète les siennes.

Ainsi, nous terminons la vingt-cinquième année de l'administration libérale, dans cette province, avec un surplus excédant \$5,000,000.

Les honorables membres de cette Chambre comprendront ce que cela signifie s'ils veulent seulement feuilleter un peu l'histoire et comparer ce qu'il en est avec ce qu'il en était habituellement.

En 1897-98 le revenu ordinaire de	
la province était de.....	\$4,176,139.00
En 1905-06, il était de.....	\$5,340,166.00
En 1915-16, il était de.....	\$9,647,982.00
En 1921-22, il était de.....	\$21,609,396.00

Pour nos principaux services publics durant la même période, la dépense a été: (Voir le tableau ci-dessous)

	1897-1898	1905-1906	1915-16	1921-1922
Éducation	\$434,360.00	\$534,460.18	\$1,545,079.48	\$1,752,342.51
Agriculture	193,226.97	210,600.00	470,861.93	1,351,000.00
Voirie	4,000.00	8,000.00	3,984,124.70	6,346,946.73
Colonisation	110,250.00	140,500.00	209,000.00	2,131,998.50

Je crois pouvoir intéresser les membres de cette Chambre en leur faisant connaître le chiffre du revenu, de la dépense et de la dette, *per capita*, durant les périodes susmentionnées.

En 1898, le revenu était de \$2.44 par tête; la dépense, \$3.06; le déficit, \$0.62; la dette, \$28.77.

En 1906, le revenu était de \$2.81; la dépense, \$2.79; le surplus, \$0.02; la dette, \$17.44.

En 1916, le revenu était de \$4.81; la dépense de \$4.71; le surplus, \$0.10; la dette, \$19.14.

En 1922, le revenu était de \$9.15; le dépense, \$7.02; le surplus, \$2.13; la dette, \$23.55.

Cette province, sous l'habile direction de son chef, a trouvé la voie du succès, et on la regarde aujourd'hui comme la province typique du Canada, à l'administration saine et sûre. C'est la province la moins taxée et la moins endettée, et bien que nous soyons critiqués par nos amis qui siègent en face de nous, nous avons lieu de trouver de la consolation et du réconfort dans les articles que l'on écrit dans des journaux aussi bien connus que le *Montreal Gazette*, le *Montreal Star*, *La Presse*, *La Patrie*, *L'Événement*, le *Financial Post*, et le *Financial Times* pour n'en nommer que quelques-uns. Ces journaux ont plus d'une fois admis que la province de Québec et son premier ministre avaient de bonnes raisons pour s'enorgueillir et se réjouir du résultat de l'administration libérale, car les finances de la province n'ont pas d'égales.

Je propose, maintenant, que M. l'Orateur quitte la présidence et que la Chambre siège en comité des subsides.

**État no 1**

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1922 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$13,010,743.18
Dépense ordinaire .....	<u>12,806,787.93</u>
Surplus en prévision.....	\$203,955.25

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$21,609,396.10
Dépense ordinaire .....	<u>16,575,976.65</u>
Surplus .....	\$5,033,419.45

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1922 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$13,010,743.18
Dépense ordinaire .....	<u>12,806,787.93</u>
Surplus prévu .....	\$203,955.25
Les prévisions du revenu ordinaire étaient .....	\$13,010,743.18
Le revenu ordinaire a été réellement de .....	<u>21,609,396.10</u>
Au-dessus des prévisions .....	\$8,598,652.92
Les prévisions de la dépense ordinaire étaient.....	\$12,806,787.93
Les dépenses ordinaires réelles ont été de .....	<u>16,575,976.65</u>
Au-dessus des prévisions .....	\$3,769,188.72

**État no 2**

**Comparaison avec les prévisions  
Revenu ordinaire 1921-1922**

Dans les services suivants, le revenu a excédé les prévisions des sommes suivantes :

Puissance du Canada.....	286,800.52
Terres et Forêts .....	1,004,432.15
Mines, Pêche et Chasse.....	60,304.92
Intérêt sur dépôts et placements .....	14,343.40
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	32,040.59
Timbres judiciaires.....	149,250.20
Honoraires judiciaires .....	929.58
Entretien des prisonniers.....	8,395.85

## État no 2 (suite)

**Comparaison avec les prévisions  
Revenu ordinaire 1919-1920 (suite)**

Honoraires du grand constable, Québec .....	1,088.53
Fonds du palais de justice de Hull .....	74.00
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	13,867.92
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) .....	63,270.80
Licences .....	302,736.05
Loi des liqueurs alcooliques (compte du débit) .....	2,860,010.64
Loi des vues animées - revenu .....	20,943.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....	809,673.32
Droits sur les successions.....	1,505,292.56
Droits sur transferts d'actions, bons, etc. ....	12,900.16
Loi des véhicules-moteurs .....	932,906.79
Loi des ingénieurs de machines fixes, Québec - honoraires .....	969.75
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	13,211.12
Loi des détectives privés - revenu.....	253.33
Percentage sur honoraires d'officiers publics .....	30,806.61
Entretien des aliénés .....	245,461.43
Entretien des écoles de réforme et d'industrie.....	46,871.58
<i>Gazette officielle</i> .....	8,895.18
Prêts aux incendiés de Québec.....	600.00
Revenu casuel .....	112,563.22
Contributions au fonds de pensions, service civil.....	4,066.87
Prime, escompte et change.....	107,933.30
Loi des assurances, Revenu .....	5,822.18
Loi des compagnies de fidéicommis - revenu.....	256.00
Crédit pour la dette publique, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	<u>143.00</u>
	\$8,657,114.55

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit :

Fonds des bâties et des jurés .....	\$23,562.89
Palais de justice, Montréal à l'exclusion des timbres .....	1,856.11
Inspection des hôtels et maisons de pensions, honoraires .....	536.00
Percentage sur renouvellement d'hypothèques.....	13.27
Législation.....	1,424.01
Loi des distributeurs automatiques .....	5,000.00
Loyer d'édifices publics.....	999.00
Taxe sur les subventions aux chemins de fer.....	4,721.92
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31 .....	760.00
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	3,179.48
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	16,408.95
	<u>58,461.63</u>
Le revenu réel a excédé les prévisions de .....	\$8,598,652.92



**État no 3**

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour  
certains services s'élève à ..... \$3,769,188.72

Voici le détail des items :

**Dettes publiques :***Excédent de dépenses :*

Intérêt sur dette non consolidée .....	\$428,133.32
Rachat de la dette .....	249,687.28
Fonds d'amortissement .....	299,891.30
Frais d'administration .....	4,982.64
Prime, escompte et change .....	<u>19,746.33</u>
	\$1,002,440.87

*Non dépensé :*

Intérêt sur dette consolidée .....	<u>139,525.39</u>	\$862,915.48
------------------------------------	-------------------	--------------

**Législation :***Excédent de dépenses :*

## Conseil législatif :

Traitements, dépenses contingentes, etc. ....	2,500.00
---	----------

## Assemblée législative :

Traitements, dépenses contingentes, etc. ....	22,302.81
Impressions et reliure pour les deux Chambres de la Législature .....	15,000.00
Bibliothèque de la Législature .....	1,500.00
Dépenses contingentes des élections, S. R. Q., article 430.....	3,107.32
Indemnité aux réviseurs et autres dépenses .....	509.13
Loi concernant la préparation des listes électorales dans les cités de Montréal et de Québec .....	<u>3,137.49</u>

\$48,056.75

*Non dépensé :*

Traitement de l'assistant orateur .....	500.00	
Indemnité des députés .....	2,200.00	
Frais de voyage et de pension .....	299.90	
Dépenses contingentes des élections .....	<u>354.72</u>	
	<u>\$3,354.62</u>	\$44,702.13

**Gouvernement civil :***Excédent de dépenses :*

Augmentation des traitements .....	\$79,314.30
Dépenses contingentes .....	<u>54,400.00</u>
	\$133,714.30

## État no 3 (suite)

**Administration de la justice :***Excédent de dépenses :*

Traitement des shérifs, anciens districts .....	223.06
Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne et de la paix et de la Cour d'appel	
Traitements .....	22,172.71
Dépenses contingentes .....	3,001.58
Fonds des bâties et des jurés .....	20,958.17
Poursuites au criminel .....	15,506.92
Dépenses contingentes des shérifs .....	142,533.66
Services des détectives provinciaux .....	10,170.00
Traitements des coroners .....	624.46
Magistrats de districts, salaire .....	2,340.82
Magistrats de districts, dépenses de voyage, etc. ....	2,810.52
Divers .....	16,375.95
Fonds du palais de justice du district de Hull .....	<u>3,868.15</u>
	\$240,586.00

*Non dépensé :*

Honoraires et déboursés des coroners .....	8,204.64
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts .....	310.00
Interprètes des tribunaux .....	41.66
Médecins des prisons .....	<u>190.00</u>
	<u>8,746.30</u>

\$231,839.70

**Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. :**

*Excédent de dépenses* ..... \$5,687.28

**Instruction publique:***Excédent de dépenses:*

École polytechnique de Montréal .....	15,000.00
École technique de Québec .....	10,000.00
École technique de Montréal .....	10,000.00
École technique de Trois-Rivières .....	10,000.00
École des hautes études commerciales de Montréal .....	15,000.00
Inspection des écoles .....	7,000.00
Fonds de pension des instituteurs, S. R. Q., 1909, article 3012, tel qu'amendé .....	20,000.00
Conseil de l'instruction publique .....	500.00
Rapport du surintendant .....	1,200.00
Allocation aux municipalités les plus méritantes .....	1,200.00
Gratifications pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement .....	800.00
Loi concernant la création de bourses pour les élèves qui vont parfaire leurs études à Paris .....	12,000.00

## État no 3 (suite)

**Instruction publique (suite) :**

Monument National, Montréal.....	2,000.00
Conseil des arts et manufactures.....	4,000.00
Archives canadiennes, reliure et renouvellement .....	1,000.00
Bureau des statistiques de Québec .....	<u>1,992.05</u>
	\$111,692.05

*Non dépensé :*

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal .....	\$ 171.94	
Directeur de l'enseignement technique.....	<u>5,000.00</u>	
	<u>5,171.94</u>	\$106,520.11

**Asiles d'aliénés :**

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$99,434.00
-----------------------------------	-------------

**Écoles de réforme et d'industrie :**

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$60,000.00
-----------------------------------	-------------

**Colonisation:***Excédent de dépenses :*

Administration et ventes de terres publiques pour fins agricoles .....	\$40,000.00	
Service d'inspection des lots de colonisation .....	<u>54,998.40</u>	
		\$94,998.40

**Mines, Chasse et Pêche, service d'enregistrement (cadastre):***Excédent de dépenses :*

Chasse et Pêche.....	\$25,000.00	
Compte en suspens.....	<u>5,000.00</u>	
		\$30,000.00

**Hygiène :***Excédent de dépenses :*

Bureau d'hygiène de la province de Québec .....	\$28,699.17
---	-------------

*Non dépensé :*

Octroi pour le traitement de la tuberculose.....	<u>5,500.00</u>	\$23,199.17
--	-----------------	-------------

## État no 3 (suite)

**Travaux publics (ordinaires) :***Excédent de dépenses :*

Entretien, etc., des édifices publics en général .....	\$150,000.00	
Ponts en fer .....	55,000.00	
Ponts et barrières de péage.....	6,635.00	
Abolition des ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières .....	5,736.00	
Réparation des palais de justice et prisons, etc. ....	<u>30,000.00</u>	
		247,371.00

**Agriculture :***Excédent de dépenses :*

Aide à l'agriculture en général.....	\$407,500.00	
Enseignement vétérinaire.....	3,500.00	
École de laiterie, Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme.....	3,000.00	
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers .....	10,000.00	
Horticulture .....	11,500.00	
Journal d'agriculture .....	3,000.00	
Apiculture .....	16,500.00	
École d'industrie laitière et écoles intermédiaires d'agriculture.....	<u>50,000.00</u>	
	\$505,000.00	

*Non dépensé :*

Cercles agricoles, etc .....	<u>36,000.00</u>	\$469,000.00
------------------------------	------------------	--------------

**Voirie :***Excédent de dépenses :*

Améliorations et entretien des chemins .....	\$743,000.00	
Chemins à barrières de la rive nord, Québec .....	5,564.57	
Chemins à barrières de la rive sud, Québec .....	<u>1,139.07</u>	
		\$749,703.64

**Terres et Forêts :***Excédent de dépenses :*

Protection des forêts.....	208,605.00	
Arpentages .....	25,000.00	
Service forestier et inspection des terres.....	48,000.00	
Pépinière de Berthierville (entretien).....	5,000.00	
Commission de géographie de Québec.....	<u>1,530.15</u>	

\$288,135.15

*Non dépensé :*

Dépenses en général.....	<u>13,000.00</u>	\$275,135.15
--------------------------	------------------	--------------

## État no 3 (suite)

**Charges sur le revenu :***Excédent de dépenses :*

Timbres, licences, etc.....	164,081.93
Registrateurs, et dépenses contingentes .....	12,500.00
Registres pour bureaux d'enregistrement .....	8,764.50
Lois des véhicules-moteurs.....	<u>83,411.23</u>
	\$268,757.66

*Non dépensé :*

Perception des licences, etc.....	<u>90,973.66</u>
-----------------------------------	------------------

\$177,783.70

**Services divers :***Excédent de dépenses :*

Service civil, pensions .....	11,091.10
Pensions spéciales en vertu de S. R. Q., 1909, articles 3278 à 3281 (3301a).....	13,813.19
Commission des services publics de Québec.....	7,544.44
Agent Général pour la province en Belgique.....	3,100.00
Commission du régime des eaux de Québec .....	85,926.32
Commission de la refonte des statuts .....	8,200.00
Octroi au Collège de Sainte-Anne-de-La-Pocatière .....	10,000.00
Prime sur polices d'assurance collective pour officiers et fonctionnaires publics .....	10,342.30
Service des Îles de la Madeleine et Pictou .....	5,000.00
Octroi pour le monument à la mémoire de cardinal Taschereau .....	10,000.00
Loi des monuments historiques ou artistiques .....	<u>31.50</u>
	\$165,048.85

*Non dépensé :*

Agent en France .....	\$3,000.00
Fonds des municipalités .....	84.00
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4 .....	3,000.00
Tenure des Îles-de-la-Madeleine.....	112.33
Agent général de la province dans la Grande-Bretagne et l'Irlande .....	85.00
Bureau de censure des vues animées .....	<u>1,582.86</u>

7,864.19

\$157,184.66

### État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année :

#### *Augmentation du passif :*

Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 .....	2,500.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3 .....	4,000,000.00
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3 .....	200,000.00
Emprunts de la Puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers.....	1,262,199.00
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette.....	199,053.46
Mandats non payés, différence entre le montant au 30 juin 1921 et le montant au 30 juin 1922.....	118,696.45
Fonds des institutions de bienfaisance .....	<u>256,863.79</u>
	\$6,039,312.70

#### *Diminution du passif :*

Emprunts temporaires .....	\$2,000,000.00
Obligations du palais de justice de Québec, - Rachat .....	11,000.00
Dette consolidée, rachat .....	<u>249,687.28</u>
	<u>\$2,260,687.28</u>

Augmentation nette du passif durant l'année 1921-1922 ..... \$3,778,625.42

#### *Augmentation de l'actif :*

Fonds d'amortissement :	
Placé en actions enregistrées 3 % achetées durant l'année.....	\$ 133,002.96
Placé en actions inscrites 4½ % achetées durant l'année .....	25,535.01
Placé en débentures 4 % de la province de Québec, achetées durant l'année .....	100,213.02
Placé en obligations 4½ % de la province de Québec achetées durant l'année .....	33,644.27
Placé en obligations 5 % de la province de Québec, achetées durant l'année .....	13,049.41
Placé en obligations 5½ % de la province de Québec, achetées durant l'année .....	200,000.00
Placé en obligations 6 % de la province de Québec, achetées durant l'année .....	19,795.89
Puissance du Canada : Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	9,975.57
Argent en banque, augmentation nette des dépôts.....	1,146,486.11
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane .....	14,210.34
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts .....	6,670.97
Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal .....	376,888.64
Nouvelle prison, district de Montréal .....	1,065.00

**État no 4 (suite)***Augmentation de l'actif (suite) :*

Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi.....	78,353.36	
Pont sur la rivière Batiscan .....	151,315.12	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	<u>1,262,199.00</u>	
		\$3,699,403.21

*Diminution de l'actif :*

Fonds d'amortissement : dépôts en banque .....	\$20,084.93	
Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice .....	1,000.00	
Palais de justice et prison du district de Roberval .....	1,482.69	
Taxe du palais de justice de Québec, reçu .....	<u>11,000.00</u>	
		<u>\$33,567.62</u>

Augmentation nette de l'actif durant l'année 1921-1922 ..... \$3,665,836.10

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1921-1922..... \$112,789.32

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1921 était de ..... \$43,397,952.84

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1922 était de ..... \$43,510,742.16

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1921-1922..... \$112,789.32

## État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1922

	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921	1921-1922
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	2,028,028.06	2,028,069.37	2,028,162.73	2,028,240.81	2,315,081.10
Terres et forêts	1,610,109.71	2,510,141.02	3,033,587.02	3,567,188.00	4,004,432.15
Mines	129,500.34	278,660.23	379,063.91	642,890.38	206,271.21
Pêcheries et Chasse	219,644.14	242,737.40	302,788.23	308,969.26	345,441.28
Terres de la Couronne				27,328.66	108,592.43
Timbres judiciaires	412,748.90	436,342.90	463,318.30	508,829.80	579,250.20
Timbres d'enregistrement	164,682.00	164,976.49	254,006.40	262,201.61	263,270.80
Fonds de bâisses et des jurés	15,898.23	111,860.76	112,748.30	94,867.96	21,437.11
Honoraires judiciaires	18,335.41	19,057.82	16,125.61	32,532.38	30,929.58
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	9,469.20	18,506.30	10,135.20	17,068.30	18,395.85
Palais de justice de Montréal	6,513.68	5,000.00	7,500.00	11,223.96	8,143.89
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Honoraires du grand connétable, Québec	1,384.79	3,403.05	2,917.92	3,184.20	2,588.53
Fonds du palais de justice du district de Hull	220.56	40.38	.....	103.24	74.00
Jeunes délinquants	6,500.00	6,500.00	3,250.00	6,500.00	6,500.00
Amendes, justice	739.39	.....	.....	.....	.....
Licences	1,375,939.31	1,356,104.67	1,554,079.42	1,199,268.18	1,502,736.05
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce)	.....	.....	.....	.....	2,860,010.64
Revenus des vues animées	.....	.....	.....	3,911.00	20,943.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	1,289,038.85	1,529,630.50	1,581,759.12	1,640,977.53	2,009,673.32
Droits sur les successions	4,736,547.84	1,459,015.02	1,786,930.71	2,100,455.91	3,005,292.56
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	27,250.14	61,344.32	132,583.90	99,378.74	87,900.16
Loi des véhicules-moteurs	662,919.16	898,055.94	1,180,725.77	1,494,022.95	1,982,906.79
Loi des distributeurs automatiques	6,740.82	5,240.05	6,331.15	2,458.01	.....
Inspections des hôtels et des maisons de pension					
- Honoraires	.....	640.00	1,544.00	610.09	964.00
Loi des mécaniciens de machines fixes					
- Honoraires	3,250.00	5,660.75	4,483.00	7,292.00	5,969.75
Loi concernant les détectives particuliers					
- Revenu	1,767.00	1,754.00	1,594.00	1,688.00	1,753.33
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	18,025.18	25,196.57	21,730.93	17,110.70	31,211.12
Commission sur honoraires d'officiers publics	25,543.39	24,731.35	42,222.98	59,805.77	55,806.61
Commission sur renouvellement d'hypothèques	71.63	21.37	23.74	63.42	36.73
Législation	28,708.90	25,021.27	34,082.38	30,672.45	19,875.99
Asiles d'aliénés, contributions municipales	219,908.34	537,663.54	263,303.28	367,892.31	630,098.25
Asiles d'aliénés, patients payants	7,579.97	29,507.05	61,035.59	70,521.17	65,363.18
Écoles d'industrie et de réforme	46,283.22	97,720.61	125,707.80	71,092.71	166,871.58
<i>Gazette officielle de Québec</i>	36,544.46	41,050.77	35,849.48	31,793.14	48,895.18
Revenu casuel	108,398.77	188,503.86	309,873.82	327,622.74	262,563.22
Service civil, contributions pour pensions	25,107.84	26,851.01	25,906.44	27,982.14	31,066.87
Revenu en vertu de la loi des assurances	47,765.45	53,340.35	68,657.00	68,938.97	74,172.18
Compagnies de fidéicommis - Loi (Revenu)	4,802.09	7,025.33	5,186.70	5,277.60	5,256.00
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	839.60	1,762.60	5,193.20	1,761.20	763.60
Intérêts sur dépôts et placements	142,497.19	102,329.83	108,124.86	183,380.74	164,343.40
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	192,968.72	205,801.58	265,620.58	305,930.07	432,040.59
Prime, escompte et change	28,846.94	28,260.61	139,354.53	152,271.26	127,933.30
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	36,778.83	38,919.17	38,124.53	38,089.30	34,820.52
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	47,766.58	36,588.72	16,130.90	16,416.16	10,278.08
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	31,412.10	9,900.24	6,254.90	32,707.57	8,591.05
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	143.00	143.00	143.00	143.00	143.00
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	23,880.00	34,647.27	24,875.00	28,160.00	27,240.00



## État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1922

	1917-1918 \$ cts	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	416.24	3,624.96	6,114.54	11,697.38	18,867.92
Contribution des municipalités en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13	.....	1,000.00	.....	.....	.....
Fonds d'emprunt municipal	875.00	.....	.....	.....	.....
Contributions des municipalités re dépenses de la Commission technique et du Directeur des logements	.....	.....	1,500.00	.....	.....
Prêt aux incendiés de Québec	.....	.....	.....	.....	600.00
	13,806,390.97	12,666,352.03	14,472,650.87	15,914,521.17	21,609,396.10
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (acompte)	45,567.12	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	2,270.00	400.00	27.00	2,023.76	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	.....	.....	1,000.00
Loi des bons chemins, 1912	.....	.....	.....	123,539.66	505,181.28
Nouvelle prison du district de Montréal	12,500.00	.....	.....	.....	.....
Annexe au palais de justice, Montréal	.....	.....	.....	.....	2,000.00
Palais de justice, district de l'Abitibi, à Amos	.....	.....	.....	.....	23,797.54
Fonds d'assistance publique	.....	.....	.....	.....	581,536.27
Péages perçus sur le pont Batiscan	.....	.....	.....	.....	1,636.40
Propriété rue St-Gabriel, Montréal, No 76, acompte de vente	8,000.00	.....	.....	.....	.....
Fonds en fidéicommis	487,990.24	441,946.43	445,983.47	872,265.20	808,709.90
	14,362,718.33	13,108,698.46	14,918,661.34	16,912,349.79	23,533,257.49
Placement du fonds du revenu consolidé	.....	545,738.35	.....	.....	.....
Transfert des dépôts spéciaux, fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	421,028.35	.....	.....	.....	.....
Emprunts du Dominion du Canada pour logements ouvriers	.....	.....	85,000.00	1,215,500.00	1,262,199.00
Emprunts temporaires	.....	1,000,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00	.....
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 (emmagasinement des eaux du Saint-Maurice), acompte	513,000.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 4 (Emmagasinement des eaux du St-François)	.....	.....	.....	144,000.00	.....
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec), acompte	4,100.00	3,400.00	1,500.00	.....	2,500.00
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 (obligations des chemins à barrières de la rive sud à Québec)	.....	41,300.00	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 <sup>er</sup> mars, 1925	.....	.....	6,524,700.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3 échéance 1 <sup>er</sup> juin, 1925	.....	.....	.....	2,475,000.00	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 <sup>er</sup> juin, 1930	.....	.....	.....	2,470,300.00	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 <sup>er</sup> déc., 1936	.....	.....	.....	.....	3,904,800.00
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3	.....	.....	.....	5,757,750.00	200,000.00
En caisse au 1 <sup>er</sup> juillet de chaque année	938,764.64	999,484.94	879,233.34	1,783,842.24	1,739,321.29
	16,239,611.32	15,698,621.75	27,409,094.68	32,758,742.03	30,642,077.78

## État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1922

	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921	1921-1922
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	1,983,990.44	2,031,944.17	2,029,721.39	2,427,019.55	3,450,066.51
Législation	444,769.43	520,479.50	562,986.01	571,732.57	540,582.13
Gouvernement civil	705,400.42	725,931.86	809,097.42	877,985.67	979,564.30
Administration de la justice	1,275,291.81	1,266,270.23	1,365,900.74	1,624,727.45	1,555,300.73
Écoles d'industrie et de réforme	185,000.00	243,665.37	226,500.00	258,271.26	305,000.00
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,581,454.80	1,595,969.80	1,673,561.87	1,700,619.15	1,752,342.51
Agriculture	724,244.64	664,800.00	887,400.00	1,064,500.00	1,351,000.00
Voirie	662,858.86	782,338.93	1,336,366.59	1,472,375.11	1,581,203.64
Colonisation	317,048.45	539,935.32	709,000.00	476,960.10	581,998.40
Immigration	20,212.66	29,999.50	30,000.00	30,000.00	30,000.00
Hygiène	58,500.00	71,682.48	119,694.40	155,397.01	189,087.97
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	808,905.28	729,163.73	758,205.48	885,707.21	918,147.95
Extraordinaires	248,334.96	98,455.70	.....	60,000.00	.....
Travail	39,992.51	38,630.28	48,852.20	61,600.00	61,600.00
Asiles des aliénés	1,017,055.55	1,014,284.31	1,017,946.02	1,039,645.00	1,036,059.00
Institutions de bienfaisance	72,445.00	72,945.00	73,745.00	77,245.00	78,770.00
Terres et Forêts	411,163.39	418,050.00	566,000.00	686,000.00	716,135.15
Mines, Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre)	122,436.40	152,579.53	156,646.28	189,500.00	196,500.00
Charges sur le revenu	620,235.60	714,131.03	618,665.16	712,947.85	793,983.70
Services divers	412,492.49	659,874.27	530,451.81	311,855.19	458,634.66
	11,671,832.69	12,371,131.01	13,520,740.37	14,684,088.12	16,575,976.65
Donné pendant la guerre	625,000.00	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	52,144.28	580,935.72	93,314.25	17,296.23	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	84,511.27	47,819.28	145,000.00	7,413.93	.....
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	.....	50,000.00	11,578.20	2,292.79	141,210.34
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, Obligations	.....	21.80	.....	.....	.....
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts	.....	.....	128,932.01	44,397.97	6,670.02
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal	.....	.....	466,329.68	137,830.15	378,888.64
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi, à Amos	.....	.....	.....	.....	102,150.90
Nouvelle prison, district de Montréal	.....	.....	.....	.....	1,065.00
Construction d'une annexe, palais de justice, Québec	.....	.....	.....	.....	532.75
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	.....	.....	27,766.44	256,378.09	151,315.12
Loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation	.....	.....	.....	986,137.06	1,550,000.00
Loi des bons chemins, 1912	1,110,911.44	1,486,808.64	3,413,108.77	5,081,844.03	4,765,743.09
Fonds d'assistance publique	.....	.....	.....	.....	324,672.48
Péages perçus sur le pont Batiscan	.....	.....	.....	.....	1,636.40
Fonds en fidéicommis	407,171.01	412,811.98	408,904.56	643,134.24	609,656.44
	13,951,570.69	14,949,528.43	18,215,674.28	21,860,812.61	24,609,517.83
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	13,952,320.69	14,950,278.43	18,216,424.28	21,861,562.61	24,610,267.83
Placement du fonds du revenu consolidé	545,738.35	.....	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	.....	1,000,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00
Octroi à l'Université de Montréal (en acompte)	.....	.....	.....	200,000.00	.....

## État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1922

	1917-1918 \$ cts	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts
Rachat de la dette publique : remboursement de l'emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	.....	6,000.000.00	.....	.....
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	.....	.....	85,000.00	1,215,500.00	1,262,199.00
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2 section 5	421,028.35	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	513,000.00	.....	.....	.....	.....
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débetures	4,100.00	3,400.00	1,500.00	.....	2,500.00
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, échange de débetures	.....	41,300.00	.....	.....	.....
Octroi à l'Université de Montréal (balance)	.....	.....	.....	800,000.00	.....
Octroi à l'Université McGill	.....	.....	.....	1,000,000.00	.....
Octroi à l'Université Laval	.....	.....	.....	1,000,000.00	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	.....	144,000.00	.....
	15,436,187.39	14,994,978.43	25,302,924.28	31,221,062.61	27,874,966.83
Ajoutez : Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	555,455.84	751,516.85	927,106.87	604,778.71	806,420.58
	15,991,643.23	15,746,495.28	26,230,031.15	31,825,841.32	28,681,387.41
Déduisez : Mandats impayés à la fin de chaque année	751,516.85	927,106.87	604,778.71	806,420.58	925,117.03
	15,240,126.38	14,819,388.41	25,625,252.44	31,019,420.74	27,756,270.38

**Recettes probables, 1923-1924****Puissance du Canada :**

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$1,888,959.20	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	
	\$2,128,959.20	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada .....	<u>127,460.68</u>	
	\$2,256,419.88	
Intérêt sur fonds en fidéicomis .....	<u>59,149.08</u>	
		\$ 2,315,568.96

**Intérêt :**

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	\$ 36,864.80	
Intérêts sur prêts et dépôts .....	320,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	<u>400,000.00</u>	
		756,864.80

<b>Terres et forêts</b> .....		3,300,000.00
<b>Mines</b> .....	\$185,000.00	
<b>Pêcheries et Chasse</b> .....	300,000.00	
<b>Inspections</b> .....	5,000.00	
<b>Terres de la Couronne</b> .....	<u>100,000.00</u>	
		590,000.00

**Administration de la justice :**

Timbres judiciaires .....	\$500,000.00	
Honoraires judiciaires .....	30,000.00	
Fonds de bâties et des jurés .....	45,000.00	
Entretien des prisonniers .....	15,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres .....	10,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	2,000.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	
		612,500.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) .....	225,000.00	
Licences .....	1,250,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce) .....	2,500,000.00	
Revenu de vues animées .....	15,000.00	
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....	1,800,000.00	
Droits sur les successions .....	2,000,000.00	
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc. ....	75,000.00	
Loi concernant les véhicules-moteurs .....	1,700,000.00	

**Recettes probables, 1923-1924 (suite)****Administration de la justice (suite) :**

Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires .....	1,000.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires .....	6,000.00
Protection des édifices publics contre les incendies .....	11,000.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu .....	1,500.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	20,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics .....	40,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques .....	50.00
Entretien des aliénés .....	525,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme .....	150,000.00
Législation .....	17,000.00
<i>Gazette officielle</i> .....	30,000.00
Loyers d'édifices publics .....	1,762.60
Revenu casuel .....	150,000.00
Loi des assurances, revenu .....	69,600.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu .....	5,500.00
Contributions aux pensions, service civil .....	35,000.00
Prime, escompte et change .....	20,000.00
Taxes sur les subventions de chemin de fer .....	10,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière .....	28,000.00
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	25,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2 .....	5,000.00
	<u>\$18,291,346.36</u>

**Dépenses probables, 1923-1924**

Dette publique .....	\$ 3,614,422.41
Législation .....	487,250.00
Gouvernement civil .....	1,091,550.00
Administration de la justice, etc. ....	1,445,038.75
Instruction publique, etc. ....	2,293,522.40
Asiles d'aliénés .....	1,066,625.00
Écoles d'industrie et de réforme .....	340,000.00
Hygiène .....	190,888.80
Travaux publics, (Ordinaires) .....	\$ 904,955.25
Travaux publics, (Extraordinaires) .....	<u>200,000.00</u>
	1,104,955.25
Travail .....	65,600.00
Agriculture .....	1,077,000.00
Voirie .....	2,500,000.00
Terres et Forêts .....	575,000.00
Colonisation, Mines et Pêcheries .....	842,500.00
Institutions de bienfaisance .....	37,935.00
Charges sur le revenu .....	557,000.00
Services divers .....	444,150.00
	<u>\$17,733,437.61</u>
Subventions de chemins de fer .....	<u>7,633.38</u>
	<u>\$17,741,070.99</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1922**

**Passif**

Dette consolidée telle qu'avant la conversion .....	\$53,861,399.41	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	55,604,926.27
 Dominion du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902 .....		1,473,609.63
Dominion du Canada - prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....		25,000.00
Emprunts du Dominion du Canada <i>re</i> logements ouvriers .....		2,562,699.00
Dépôts en fidéicommiss .....		1,206,845.75
Mandats non payés .....		925,117.03
Obligations du palais de justice, Sherbrooke .....		60,000.00
Fonds de l'assistance publique .....		<u>256,863.79</u>
		\$62,115,061.47

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. :

Déposé en banques .....	\$259,351.65	
Placé en débentures de la province de Québec .....	80,000.00	
Placé en bons de l'emprunt de la victoire du Canada (1937) .....	<u>421,028.35</u>	
	\$760,380.00	
 Placé en rentes inscrites 3 % de la province de Québec .....	1,020,288.34	
Placé en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec .....	545,503.23	
Placé en débentures 4 % de la province de Québec .....	111,461.44	
Placé en débentures 4½ % de la province de Québec .....	153,745.28	
Placé en débentures 5 % de la province de Québec .....	36,617.06	
Placé en débentures 5½ % de la province de Québec .....	200,000.00	
Placé en débentures 6 % de la province de Québec .....	30,295.89	
Placé en bons des emprunts de guerre du Canada .....	9,600.00	
Déposé en banque .....	<u>15,783.09</u>	
		\$2,879,674.33

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1922**

**Actif (suite)**

**Fonds d'amortissement (suite) :**

Dominion du Canada : Part de Québec dans le fonds			
des écoles communes .....	1,182,981.60		
Argent en banque .....	2,885,807.40		
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser			
par la vente de la propriété.....	5,000.00		
Avances à diverses personnes.....	107,437.29		
Emmagasinement des eaux			
de la rivière Saint-Maurice.....	2,555,828.56		
Emmagasinement des eaux			
de la rivière Saint-François .....	742,202.99		
Emmagasinement des eaux			
des rivières Sainte-Anne et Savane.....	205,081.33		
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts : extension, avance			
autorisée par 9 George V, chapitre 4 .....	180,000.00		
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avance			
autorisée par 10 George V, chapitre 4 .....	981,048.47		
Pont sur la rivière Batiscau : avances			
autorisées par 10 George V, chapitre 5 .....	435,459.65		
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	2,562,699.00		
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées			
par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	3,620,212.84		
Palais de justice et prison du district de Montcalm : avances autorisées			
par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25		
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées			
par la loi 2 George V, chapitre 6.....	36,921.24		
Construction d'un palais de justice, district de l'Abitibi :			
avances autorisées par la			
loi 11 George V, chapitre 13.....	78,353.36		
Taxe du palais de justice, Sherbrooke, en vertu			
de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$10,950.26		
Fonds d'amortissement compris			
dans les dépôts en fidéicommiss.....	<u>49,049.74</u>	<u>60,000.00</u>	<u>\$18,604,319.31</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1922.....			<u>\$43,510,742.16</u>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai écouté avec la plus grande attention possible le discours que vient de prononcer notre grand argentier, l'honorable trésorier de la province.

Permettez que je signale, tout d'abord, le fait qu'un bien petit nombre de députés ont jugé à propos d'écouter l'exposé budgétaire du trésorier, et peu ont

applaudi à cet enivrant surplus qu'il nous a annoncé, un surplus "d'intoxication". Si on n'a pas semblé applaudir beaucoup à la source d'où nous vient ce surplus, c'est sans doute parce que l'on ne sait quel puits le gouvernement a creusé pour faire couler cette source. Il s'agit de l'examiner et de savoir si elle est propre.

Nous reviendrons sur cet exposé. L'examen des comptes publics et des réponses du gouvernement à nos interpellations nous permet de mieux juger la façon dont le gouvernement bâtit ses surplus et administre les finances de la province.

Avec son plus beau sourire, le trésorier a vanté le succès financier du gouvernement, il nous a parlé de 1897 et de cet enivrant surplus de \$5,000,000. Mais, quand il annonce ce surplus, il ne nous dit pas comment le gouvernement l'a collecté. Il ne dit pas comment la Commission des liqueurs a fait ces revenus. Il n'a pas produit le rapport de cette commission, afin de nous permettre de considérer si ce surplus a été collecté suivant et respectant la loi et la justice, ou si c'est en violant la loi des liqueurs. Il ne nous a pas dit ce que M. Lazure, avocat de Sherbrooke, ancien député de cette Chambre et associé du trésorier provincial dans la pratique du droit, a révélé devant un tribunal. M. Lazure a affirmé, devant un magistrat et 400 personnes au prétoire de Sherbrooke, que la commission vendait de la boisson à la caisse et au char.

**Un député ministériel** rappelle le démenti subséquent de M. Lazure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** défie le gouvernement de lui répondre que cette déclaration n'a pas été faite. La Commission a agi contre la loi. Si la chose est vraie, aucun député ne peut applaudir, ni sourire à aucun chiffre accusant un surplus obtenu en violant la loi. Si la Commission des liqueurs a vendu, contrairement à la loi, les liqueurs au char, est-ce que le surplus du gouvernement devrait être applaudi? Est-il digne des législateurs de cette assemblée? Est-ce digne d'éloges? Est-ce digne d'applaudissements que de constituer un surplus de cette façon? Voilà le point!

On doit reprocher au gouvernement d'avoir brisé et tué l'initiative privée. On doit lui reprocher d'avoir violé un principe en prenant le contrôle du commerce de liqueurs et c'est une injustice envers les initiatives privées. On peut lui reprocher de s'être emparé d'un commerce alors que des hommes d'affaires l'avaient solidement établi. C'est la contrainte de l'État qui intervient dans des initiatives privées et a traité avec injustice des marchands qui avaient érigé laborieusement un commerce. La seule explication que l'on nous donne, c'est: "Regardez donc l'argent que nous avons fait, tout l'argent que ça a rapporté à la province!" Mais si on admet ce principe, on approuve le gouvernement qui tend à prendre le contrôle de toutes les industries. Du

moment qu'un commerce sera payant, est-ce l'intention du gouvernement de s'en emparer pour augmenter son surplus?

C'est bien avec raison qu'on dit du gouvernement qu'il siège dans un hôtel, car, il n'y a pas longtemps, il était rumeur, dans cette enceinte, que le gouvernement prendrait le contrôle du commerce de la bière. C'est un conseiller législatif qui posait l'autre jour la question: pourquoi ne pas tout prendre? Pourquoi ne pas prendre la bière, comme le vin et les alcools?

Est-il vrai, comme on le chuchote dans les corridors du parlement, dans les corridors de cet hôtel du gouvernement, est-il vrai que l'on songe à s'emparer du commerce du bois dans la province? C'est logique. Le gouvernement cherche à s'emparer de tout ce qui paie. Alors, à quand le commerce du bois? Car, pour peu que le gouvernement entre dans cette voie, il aura bientôt fait de s'emparer de tous les commerces payants, ce qui serait une pratique opposée à la doctrine si longtemps prêchée par les chefs du Parti libéral.

Où allons-nous? Demain, si tel commerce est florissant, l'État pourra s'en emparer. Je dis que ce monopole est contraire aux principes du libéralisme.

Je regrette que le trésorier n'ait pas déposé encore le rapport de la Commission des liqueurs. Aucun rapport de la Commission des liqueurs n'a encore été soumis à la Chambre. Qu'est-ce que cela signifie? Pourquoi l'honorable trésorier a-t-il dit que ce rapport serait donné plus tard, quand, depuis deux ans, on l'attend en vain. Comment peut-on savoir la comptabilité qui s'y fait, si elle est acceptable, etc.? Nous ne sommes pas ici pour applaudir, mais pour examiner et travailler. Je tiens à revenir sur ce point, car il touche aux privilèges dont la Chambre est si jalouse, en certaines occasions. Comment se fait-il que les rédacteurs de l'organe officiel du gouvernement aient publié, dans un éditorial ou dans la page des nouvelles, des articles basés sur le rapport et qu'ils nous aient reproché d'avoir critiqué l'administration de la Commission. Le rédacteur du *Soleil* n'avait pas le droit de publier ces extraits du rapport. C'est une dérogation formelle aux règles de la Chambre. Comment se fait-il que *Le Soleil* ait publié des extraits du rapport, quand les députés ne l'ont pas encore reçu? Ou *Le Soleil* savait ce qu'il disait, et il avait eu communication d'un document qui devait être soumis d'abord à la députation; ou il ne savait pas ce qu'il disait et ce ne serait pas la première fois. Il n'a peut-être pas dit la vérité; ce ne serait pas la première fois non plus. Mais alors, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas dit que ce



rapport était faux? Si les articles du *Soleil* étaient vrais, qui a fourni ces renseignements à ce journal? Qui a foulé aux pieds les privilèges des députés?

Ceux qui sont jaloux de ces privilèges n'oseraient pas se lever pour dire quel est le coupable en cette occasion. Quel est le coupable? Est-ce le rédacteur du *Soleil*? Un employé de la trésorerie? De la Commission des liqueurs ou un employé du gouvernement? Je veux démontrer qu'avec ce gouvernement, on fait des protestations en certains temps, mais on ne s'occupe pas des droits des députés.

Ah! On est jaloux des privilèges de la Chambre, mais dans certains cas seulement! Demain, quelle réponse donnera-t-on à la saine doctrine constitutionnelle que j'expose en ce moment? Nouvelles injures des scribes officiels du gouvernement. Illogisme et inconséquence. En certains temps, le gouvernement fait grand cas des députés, mais en d'autres, il n'en tient aucun compte. Et on ne les citera pas à la barre de la Chambre pour cela, ces contempteurs de la Chambre! On les encouragera à continuer ce commerce. On les paiera même, avec l'argent de la province... Je sais ce que je dis.

L'honorable trésorier annonce un surplus, mais il n'a pas dit que, si on a plus de recettes, c'est parce qu'on a plus de taxes; ça coûte plus cher au peuple à tous les points de vue. Le gouvernement se sert d'un système d'administration qu'il a conspué autrefois. Ils avaient dit que les taxes étaient vexatoires et, aujourd'hui, les taxes sont encore plus élevées et plus vexatoires. Si les taxes étaient vexatoires du temps des conservateurs, alors qu'elles étaient de \$3,000,000, comment faut-il les qualifier, cette année, alors qu'elles sont de \$21,000,000 du temps des libéraux?

Les récoltes seront belles. Les cultivateurs sont heureux. Qu'en sait-il? Le gouvernement sait-il que la sécheresse de l'automne les a compromises? Va-t-on prendre des mesures pratiques pour aider les cultivateurs? Le gouvernement a-t-il pris les moyens pour aider aux cultivateurs à vendre leurs produits? Le gouvernement sait-il dans quelles conditions est le commerce actuel? Ce n'est pas tout de chanter que les récoltes ont été bonnes et abondantes, mais il faudrait se demander si les revenus de ces mêmes récoltes représentent proportionnellement un surplus sur les dépenses d'exploitation fermières qu'elles ont exigées. Au lieu de chanter, notre devoir n'est-il pas de veiller aux besoins des cultivateurs? La récolte du foin a-t-elle été bonne? Enfin, les fermiers ont-ils tout ce dont ils ont besoin? Voilà ce qui doit

préoccuper les législateurs. Mais les membres du gouvernement ne connaissent pas le premier mot de la question agricole et n'en ont aucun souci. Le gouvernement est confondu sur cette question de la véritable richesse que l'on dit régner parmi la classe agricole.

M. l'Orateur, je n'en dirai pas davantage aujourd'hui sur l'exposé financier, vu que je désire traiter une autre question d'extrême importance. Je le répète, je reviendrai sur l'exposé budgétaire et sur la politique financière au cours de cette session.

Aux organes du gouvernement, qui nous disent que c'est par ignorance que l'opposition pose des questions au gouvernement, je réponds que lorsque le gouvernement est incapable de répondre à nos questions, c'est lui qui pêche par ignorance; il est confondu.

L'honorable trésorier a terminé son exposé en citant des témoignages de journaux qui complimentent le gouvernement. J'en ai lu, un, moi, un extrait de journal, intitulé "A piece of folly" (Une pièce de folie). J'aurai occasion de le citer.

M. l'Orateur, j'entends traiter seulement plus tard de la politique financière, voulant d'abord traiter une autre question d'une extrême importance. Je désire maintenant parler avec calme et donner mon humble avis sur l'arrêté en conseil nommant une commission royale sur l'administration de la justice, en ce qui concerne l'affaire Garneau<sup>1</sup>.

Je désire discuter cette mesure avec sang-froid, sans tenir compte des injures que me font adresser les politiciens par leurs employés ou leurs rédacteurs. Je veux en discuter honnêtement, avec le désir ardent de voir ce qu'il y a de vrai dans ces rumeurs dont parle l'arrêté en conseil, rumeurs qui se sont greffées d'abord sur certaines déclarations qui ont été faites à l'enquête du coroner et à la suite. L'arrêté en conseil a été présenté précipitamment et déposé devant la Chambre. J'aurais aimé mieux que la question fût d'abord soumise à la Chambre. La Chambre a des pouvoirs que le gouvernement ne peut ignorer. Depuis plusieurs années, j'ai demandé à cette Chambre d'ordonner des enquêtes par des commissions royales suivant l'article 584. On me les a refusées. C'est la Chambre qui devait décider l'enquête par commission royale et c'est la Chambre qui devait recevoir le rapport des commissaires et juger ensuite s'il y avait lieu de modifier l'administration du gouvernement ou de censurer le gouvernement. Les autorités constitutionnelles sont très explicites sur les pouvoirs de la Chambre. Nous sommes toujours régis par le droit constitutionnel anglais. Il ne faut pas l'oublier.

La Chambre a droit d'ordonner des enquêtes royales; c'est même un de ses privilèges reconnus par de nombreuses autorités...

Voici ce que dit Todd, édition française, tome 2, à la page 231 et suivantes: "Le droit théorique du Parlement en cette matière a été affirmé par les autorités constitutionnelles les plus éminentes. Lord Russell dit: Les deux Chambres du Parlement constituent le grand conseil du roi et, sur tout objet qui entre dans sa prérogative, il est de leur privilège, et même de leur devoir, de donner conseil. Toutefois les actes du gouvernement exécutif appartiennent au roi. Parlant des Communes, Burke s'exprime ainsi: C'est son privilège d'intervenir, par des avis autorisés et des remontrances, sur chaque acte du gouvernement exécutif sans exception. En 1784, la Chambre des communes résolut, conformément au rapport d'un "select committee" chargé de rechercher les précédents sur ce point, qu'il est constitutionnel et conforme aux usages que leur Chambre des communes déclare son sentiment et ses opinions pour tout exercice du pouvoir discrétionnaire reconnu dans l'intérêt du service public, soit par acte du Parlement, soit autrement, à un corps constitué, quel qu'il soit.

"En 1788, sur une demande d'enquête relative à la conduite de l'amirauté dans une circonstance déterminée, M. Pitt, premier ministre, dit: Il est incontestable que la Chambre a un droit constitutionnel d'enquête sur la conduite de tout département du gouvernement, en vue de censurer ou de punir; et chaque fois qu'une affaire paraît assez sérieuse pour autoriser un soupçon d'abus méritant d'être censuré ou puni, il faut considérer comme du devoir impérieux de la Chambre de procéder à une enquête. À la même occasion, M. Fox fait remarquer qu'il est du domaine constitutionnel et du devoir incontesté de la Chambre de surveiller les départements exécutifs; lorsqu'elle a des raisons de soupçonner un abus, elle a le droit d'ouvrir une enquête en vue de censurer ou de punir.

"En 1809, Lord Burghersh ayant été irrégulièrement promu à un grade militaire plus élevé, contrairement aux règlements, une plainte fut portée à la Chambre des communes; le secrétaire de la guerre, Lord Castlereagh, eut beau prétendre qu'il rentrait dans la prérogative de Sa Majesté, en sa qualité de chef incontesté de l'armée, d'écarter ses propres règlements quand elle le jugeait à propos, Lord Temple affirma que les Communes, ici, comme en toute autre branche du pouvoir royal, possédaient un droit d'enquête et de contrôle. Après quoi, on passa un vote; les ministres furent battus et obligés d'annuler la promotion critiquée."

May dit: "C'est aujourd'hui un principe reconnu que tout acte politique, accompli par les ministres responsables de la couronne, est susceptible d'être discuté et, au besoin, d'être censuré dans chaque Chambre du Parlement. La Chambre des communes a le droit de conseiller la couronne sur l'exercice de la prérogative elle-même; si les avis étaient dédaignés, elle a le pouvoir d'*impeachment*; de plus, elle tient les cordons de la bourse de l'État."

"Tout acte des ministres, dit Lord Grey, est soumis à la censure de chaque Chambre. Cela est si vrai que s'il y a une cause juste ou même plausible de critiquer une action ou une omission, les ministres ne peuvent échapper à l'obligation de défendre leur conduite. Ainsi, ceux auxquels le pouvoir est confié sentent qu'ils doivent en user de manière à être prêts à affronter la critique d'adversaires continuellement à l'affût des erreurs qu'ils pouvaient commettre; et toute la politique étrangère et intérieure de la nation est soumise à l'épreuve de la libre discussion."

Et à la page 135 du droit parlementaire de Mignault, on lit: "Par contre, le Parlement, qui, d'après la tradition, doit avoir l'initiative en matière des lois, s'est attribué la surveillance de l'exécutif qu'il cherche constamment à contrôler. Voyez maintenant ce qui se passe même au Canada pendant les sessions de la Chambre des communes ou de nos Assemblées législatives. Tous les actes du ministère sont soumis à une série d'enquêtes. On l'accable de questions, d'interpellations sur tous les faits et gestes administratifs. Aucune dépense, si minime qu'elle soit, n'échappe aux investigations de la Chambre qui porte la lumière sur tous les points de la machine administrative. Le cabinet, durant la session, n'est plus qu'un comité de la Chambre et se trouve entièrement soumis à ses ordres" (A.-D. DeCelles, *Crise du régime parlementaire*).

Cette opinion est confirmée par Mignault. À la page 134, Mignault dit: "C'est au sein même des Chambres que le ministère agit, c'est à l'arène où il doit défendre sa politique contre tout venant; il y comparaît devant ses juges et, pendant la durée des sessions, on ne lui accorde ni trêve ni repos. Sortir d'une bataille et combattre à l'instant, c'est pour le ministère l'histoire de tous les jours, de toutes les heures. Et pendant ce temps, le cabinet joue toujours un double rôle. En dehors de la Chambre, il administre avec une entière indépendance les affaires du royaume." Voilà des autorités qui reconnaissent à la Chambre le droit suprême de surveiller les actes du gouvernement. Le gouvernement s'est moqué de la Chambre en décidant de tenir une enquête royale sans l'en avertir. On a ignoré tous les privilèges de

l'Assemblée. Et lorsque l'ordre en conseil a été produit, à la demande d'un député, il n'était ni daté ni signé.

Le gouvernement a le pouvoir en dehors de la Chambre. Mais il n'a pas le droit d'échapper à la discussion, à la censure de la Chambre, en constituant une enquête par commission royale, sans le consentement de la Chambre en session. Le gouvernement a encore moins le droit de dire par la bouche de son chef, par la bouche de son procureur général, à un député siégeant dans cette Chambre: "Je vais vous traduire devant une commission royale que je vais constituer moi-même, avec limitation de pouvoirs, composée de juges que je vais choisir moi-même et je vais choisir moi-même les avocats pour me défendre et même ceux qui représenteront officiellement le public qui pourra m'accuser." C'est absurde, c'est arbitraire, et la Chambre qui paraît si jalouse de ses privilèges devrait être vexée de la conduite du gouvernement.

Je le répète, l'article 584 des statuts refondus autorise le lieutenant-gouverneur à nommer des commissaires pour faire enquête, mais après avoir obtenu l'autorisation de la Chambre. C'est le lieutenant-gouverneur qui, en dehors de la Chambre, administre. Le gouvernement doit même prendre l'initiative des fonctions législatives qui appartiennent exclusivement au Parlement. C'est-à-dire qu'il pouvait soumettre à la Chambre un projet d'enquête par les commissaires royaux, et la Chambre ensuite délibérer et décider. Il y a là un principe en jeu et je veux le discuter, non pas au point de vue de parti, mais au point de vue de droit constitutionnel.

L'honorable premier ministre et procureur général, qui est un grand avocat, va peut-être rejeter avec mépris les autorités que j'ai citées. Je ne suis pas avocat, et le premier ministre ne se gêne pas, chaque fois que je me lève sur une question de droit, pour essayer de jeter du mépris sur mon attitude. Il n'y a pas que le droit, il y a aussi le bon sens! Il se peut, bien sûr, qu'un profane commette une erreur dans une argumentation légale, mais même le plus brillant des avocats est coupable, d'où les constants appels en plus hautes instances et les désaccords même entre juges. Supposons que nous ayons tort. Je ne sais pas si les avocats qui vont à Ottawa et à Londres, les grands avocats qui perdent des causes en Cour suprême et au Conseil privé ont l'air d'éléphants qui jouent avec des quilles<sup>2</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a deux parties en cause: celle du gouvernement et celle du public qui se base sur des faits mis devant lui ou sur des rumeurs ou sur des déclarations du premier ministre et du procureur général, pour croire que l'administration de la justice n'a pas été efficace dans le cas de Blanche Garneau. Le gouvernement, qui est le principal mis en cause, choisit lui-même ses juges, ses avocats et les avocats de ceux qui prétendent que son administration n'a pas été efficace, et ces messieurs seront payés par la province.

Il est vrai que toute personne aura le droit de se faire représenter par un procureur, mais à ses propres frais. Je crois que le public ne sera pas satisfait. Encore une fois, il ne s'agit pas de se fâcher, de perdre la tête et de dire des injures. Il s'agit de rendre justice consciencieusement. La question a été extrêmement compliquée par l'affaire Roberts qui a fait soulever des points de droit qui sont pour moi très embarrassants, puisque des avocats très éminents ne s'entendent pas sur leur interprétation. C'est pour cette raison que je voudrais procéder avec le temps de la prudence.

L'honorable premier ministre a porté à la connaissance de cette Chambre l'adoption d'un arrêté en conseil instituant une commission royale, chargée de s'enquérir de certains faits mentionnés. Il a déposé sur la table de la Chambre un document qui était censé être une copie de l'ordre en conseil, mais il était sans valeur, il n'était pas signé ni par le premier ministre, ni par le lieutenant-gouverneur ou par le greffier du Conseil exécutif. La copie n'était pas certifiée.

Pour justifier l'institution de cette commission royale, le gouvernement affirme dans ledit arrêté en conseil que "des rumeurs se sont répandues dans le public que les autorités chargées de l'administration de la justice n'avaient pas fait tous leurs efforts pour connaître et traduire devant les tribunaux les auteurs du meurtre de Blanche Garneau, commis dans des circonstances particulièrement atroces et qui ont ému l'opinion publique."

La loi ne paraît pas autoriser l'institution de commissions royales que lorsqu'il y a lieu de s'enquérir des faits particuliers relatifs à l'administration des affaires publiques ou de la justice, et il faut que les faits eux-mêmes sur lesquels l'enquête devra porter soient clairement et spécifiquement énoncés dans la nomination des commissions.

L'arrêté en conseil paraît charger les commissaires de s'enquérir, non sur des faits déterminés, mais plutôt de faire une appréciation sur

trois questions qui leur sont posées dans une forme qui limite étroitement le champ de l'enquête.

L'ordre en conseil, l'ordonnance du gouvernement, au mépris du droit des représentants du peuple, n'est pas non plus conforme à l'article 584 des statuts refondus et suivants. Cet arrêté en conseil ne paraît pas donner aux commissaires le pouvoir de s'enquérir généralement de toutes les circonstances et de tous les faits qui ont accompagné et suivi l'assassinat de Blanche Garneau. Cet arrêté en conseil se borne à demander aux commissaires de rechercher si les autorités chargées de l'administration de la justice en cette province "ont fait tous leurs efforts et toute la diligence possible pour découvrir les auteurs de ce meurtre".

Cette commission n'aura, en conséquence, que des pouvoirs négatifs, et les termes de l'arrêté en conseil paraissent tendre à obtenir des commissaires une appréciation que seule la Chambre peut faire sur la conduite des autorités chargées de l'administration de la justice.

En outre, il ne leur donne pas le pouvoir de s'enquérir des circonstances qui ont entouré la mort de Blanche Garneau. On devrait donner plus de pouvoirs à la commission. On devrait permettre l'examen des pièces qui ont été déposées à l'enquête du coroner, de tous les exhibits; on devrait de plus lui donner le droit de s'enquérir sur certains objets qui ont été retracés, dont la découverte a donné lieu à des rumeurs dans le public. Sait-on aussi si ces pièces sont bien au dossier encore?

Toutes sortes de rumeurs circulent. Cette commission est instituée plus de deux ans après la perpétration du crime, alors que les témoins et les pièces à conviction peuvent être difficiles, sinon impossibles, à atteindre et à produire devant cette commission. C'est pourquoi, il conviendrait de donner la plus grande latitude possible pour la recherche de ces pièces et de ces témoins qui seront difficiles à trouver.

Le gouvernement institue cette enquête au moment où l'éditeur de l'*Axe* vient d'être trouvé coupable par cette Chambre. Coupable de quoi? D'avoir violé les privilèges de la Chambre en disant que des rumeurs graves circulaient. Mais, c'est précisément ce que dit l'arrêté en conseil que l'on a adopté! Roberts est coupable d'avoir donné cours à des rumeurs dont la gravité est admise dans l'arrêté en conseil lui-même et qui en justifie l'émission. Cet éditeur a été jugé coupable d'avoir violé les privilèges de cette Chambre, parce qu'il avait affirmé l'existence de rumeurs sur lesquelles s'appuie le gouvernement pour instituer la commission royale.

Alors, monsieur, pourquoi avoir cité Roberts à la barre de la Chambre, pourquoi avoir passé une loi spéciale pour l'envoyer en prison? Cette mesure est anticonstitutionnelle et la Chambre a outrepassé ses droits en ne se servant pas, dans ce cas, de la punition prévue par les règlements parlementaires; c'est-à-dire l'internement, dans l'édifice du parlement, jusqu'au moment de la prorogation des Chambres, de toute personne trouvée coupable d'avoir outragé l'honneur ou d'avoir porté atteinte aux privilèges de la Chambre.

La députation s'est laissée diriger par ceux qui voulaient personnellement l'emprisonnement de Roberts.

J'insisterai pour faire humblement remarquer à cette Chambre que cet éditeur lui-même a demandé, dans son journal, la création d'une telle commission royale, aux fins de s'enquérir des raisons qui ont pu empêcher les officiers de la justice de traduire devant les tribunaux de cette province le ou les assassins de Blanche Garneau. Il réclamait une enquête royale. On la lui accorde, après l'avoir jeté en prison.

**M. Hamel (Portneuf):** Le chef de l'opposition veut défendre Roberts!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne suis pas ici pour défendre Roberts mais pour défendre les privilèges de cette Chambre, au nom de la logique, pour défendre les droits des députés. Je condamne le système qui a été suivi. Nous sommes ici pour interpréter le droit parlementaire, non pas à notre guise, mais comme il a toujours été interprété par les Parlements.

Il eût été de la plus élémentaire justice que cette commission fût instituée et que le rapport qu'elle est chargée de faire soit produit devant la Chambre, avant que cette dernière ne soit appelée à se prononcer sur les rumeurs que Roberts a publiées, rumeurs sur lesquelles on s'appuie pour ordonner une enquête royale.

Il résulte nécessairement des termes de l'arrêté en conseil que ces rumeurs avaient un caractère de gravité tel que les autorités chargées de l'administration de la justice ne peuvent rester sous le coup de ces rumeurs.

**M. Hamel (Portneuf):** L'article de Roberts faisait plus que contenancer des rumeurs! Est-ce que le journal de Roberts a simplement rapporté des rumeurs ou s'il n'a pas aussi accusé des députés d'être impliqués dans cette affaire de meurtre?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai moi-même blâmé Roberts, puisque j'ai voté pour la motion le déclarant coupable d'avoir violé les privilèges de la Chambre. Je sais que demain des hommes (je ne sais trop si je dois dire des hommes) vont dire que j'ai défendu Roberts...

**M. Hamel (Portneuf)** réclame des explications du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas viser le député de Portneuf, car j'ai beaucoup d'estime pour lui, mais il y a d'autres hommes.

Le gouvernement n'a aucunement fait connaître son intention d'instituer une telle commission royale avant que ledit éditeur n'ait été appelé à comparaître devant cette Chambre et n'ait été trouvé coupable par elle-même d'avoir violé ses privilèges.

Il eût été, il me semble, de la plus élémentaire justice que cette commission fût instituée, et que le rapport qu'elle est chargée de faire fût produit devant cette Chambre, quel que soit leur rapport, toute la preuve orale et littérale produite devant eux, afin que cette Chambre puisse en prendre connaissance, l'apprécier et la juger comme elle en a incontestablement le droit, car elle est le tribunal institué par le peuple pour juger les administrateurs de la province.

C'est pourquoi, je crois que le rapport des commissaires devrait être fait avant la fin de la session, afin de permettre à la Chambre de l'étudier et de le discuter, s'il y a lieu. Mais je ne veux pas que les travaux de la commission soient hâtés pour cela. Ce que je suggère, c'est que si les travaux ordinaires étaient terminés avant la fin de l'enquête, la Chambre devrait s'ajourner jusqu'à la fin de l'enquête.

Je veux que ce rapport soit examiné et jugé par les représentants du peuple, afin qu'ils puissent légiférer en conséquence, s'il y a lieu. La Chambre a le droit de se prononcer sur ce rapport, et, je crois que c'est à la Chambre que les commissaires devraient faire leur rapport, et non au gouvernement. Je ne suis pas opposé aux commissions royales avec des pouvoirs raisonnables.

J'en ai déjà demandé. Le gouvernement a toujours été opposé à mes demandes d'enquête par commission royale. Le même gouvernement qui a nommé une commission royale pour enquêter sur cette affaire a refusé à deux reprises des enquêtes semblables sur des questions plus importantes. Je me rappelle bien que le premier ministre d'alors nous a dit qu'il avait choisi deux juges en retraite pour tenir

cette enquête. L'an dernier, on nous disait: "Nous ne pouvons déranger les juges pour tenir des enquêtes royales. Il ne convient pas de traîner des juges dans les affaires publiques". Il y en avait des juges en retraite, l'an dernier, lorsque nous avons réclamé des enquêtes. Dans ce temps-là, la Chambre était suprême! Elle seule pouvait ordonner une enquête, disait-on. Il ne fallait pas toucher aux juges; il fallait les laisser sur leur piédestal!

Aujourd'hui, le gouvernement nous propose une enquête: "Il faut une enquête au plus tôt", nous dit-il, "il faut qu'elle soit finie pour le 1<sup>er</sup> janvier; elle ne devra pas coûter plus de \$10,000". Et le gouvernement nomme des avocats qui, durant l'enquête, représenteront le département de la Justice (le département du procureur général) et le public. Et la somme de \$10,000 votée pour défrayer les dépenses de la commission ne sera pas suffisante. Sur cette question, le gouvernement a fait preuve d'imprévoyance.

Eh bien, moi, M. l'Orateur, je dis que s'il faut prendre tout le mois de janvier, on le prendra; s'il faut dépenser plus de \$10,000, on les dépensera, mais on aura une enquête d'où la vérité sortira. Il y a nécessité d'examiner tous les dossiers, de faire venir tous les témoins, qu'ils soient aux États-Unis ou en Europe.

On nous dit, de plus, que l'enquête portera sur la diligence avec laquelle les officiers de justice ont accompli leur devoir dans cette affaire Garneau. La diligence! Mais pourquoi ne pas faire enquête sur la compétence des officiers de la justice? C'est beaucoup plus important. Nous devons savoir si c'est parce que les officiers de justice ne sont pas compétents que la mort de Blanche Garneau n'a pas encore été vengée. Nous avons le droit de le savoir, comme nous avons le droit de savoir si les officiers de la justice sont assez compétents pour assurer à la société la protection à laquelle elle a droit contre tous les criminels.

Après avoir bien examiné l'arrêté ministériel qui crée la commission royale, on constate qu'elle possède des pouvoirs très limités, puisqu'elle ne peut, en vertu dudit arrêté ministériel, s'enquérir généralement de toutes les circonstances et de tous les faits qui ont accompagné et suivi l'assassinat de Blanche Garneau. La commission royale pourrait être revêtue de pouvoirs plus étendus.

Au cours de cette enquête royale seront dévoilées toutes les irrégularités que le département du procureur général a laissé commettre au cours de la première enquête tenue devant les tribunaux, relativement à l'affaire Garneau.

Dans mon discours de jeudi dernier, j'ai déclaré que, dans le cours de la session, il serait offert au gouvernement de mettre fin à ces rumeurs. Je maintiens ce que je dis et la Chambre sera appelée à considérer une motion à cet effet. Pour moi, c'est l'enquête du coroner sur la mort de Blanche Garneau qui a ouvert la porte à ces rumeurs contre l'administration de la justice.

En conséquence, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Westmount (M. Smart), en amendement à la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides, que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que l'honorable premier ministre et procureur général a porté à la connaissance de cette Chambre l'adoption d'un arrêté en conseil instituant une commission royale chargée de s'enquérir de certains faits y mentionnés;

Attendu que pour justifier l'institution de cette commission royale, le gouvernement affirme dans ledit arrêté en conseil que "des rumeurs se sont répandues dans le public que les autorités chargées de l'administration de la justice n'avaient pas fait tous leurs efforts pour connaître et traduire devant les tribunaux les auteurs du meurtre de Blanche Garneau, commis dans des circonstances particulièrement atroces et qui ont ému l'opinion publique";

Attendu que ledit arrêté en conseil paraît charger les commissaires de s'enquérir, non sur des faits déterminés, mais plutôt de faire une appréciation sur trois questions qui leur sont posées dans une forme qui limite étroitement le champ de l'enquête;

Attendu que cet arrêté en conseil ne donne pas aux commissaires le pouvoir de s'enquérir généralement de toutes les circonstances et de tous les faits qui ont accompagné et suivi l'assassinat de Blanche Garneau;

Attendu que cet arrêté en conseil se borne à demander aux commissaires de rechercher si les autorités chargées de l'administration de la justice en cette province "ont fait tous leurs efforts et toute la diligence possible pour découvrir les auteurs de ce meurtre";

Attendu que cette commission n'a, en conséquence, que des pouvoirs négatifs et que les termes de l'arrêté en conseil paraissent tendre à obtenir des commissaires une appréciation que seule cette Chambre peut faire sur la conduite du département chargé de l'administration de la justice;

Attendu, en outre, que cette commission est instituée plus de deux ans après la perpétration du

crime, alors que les témoins et les pièces à conviction peuvent être excessivement difficiles, sinon impossibles, à atteindre et produire devant cette commission;

Attendu, en outre, que l'arrêté en conseil ne paraît pas pourvoir d'une façon explicite à l'obligation pour les commissaires de rapporter devant cette Chambre, quel que soit leur rapport, toute la preuve orale et littérale produite devant eux, afin que cette Chambre puisse en prendre connaissance, l'apprécier et la juger, comme elle en a incontestablement le droit;

En conséquence, cette Chambre regrette que le gouvernement ait nommé une commission royale sans la consulter; qu'il ait violé le droit indéniable que la Chambre a de juger l'administration des ministres et qu'il ait aussi trop limité le pouvoir d'enquête conféré aux commissaires nommés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce que je prévoyais, ce que la Chambre a prévu, ce que toute la province a prévu, est arrivé. L'honorable chef de l'opposition n'est pas content de la commission royale. Il est incontestable. Il nous a dit, au début de ses remarques, qu'il parlerait avec calme. La Chambre a pu constater avec quel calme il a parlé. L'honorable chef de l'opposition a déjà voté pour des commissions royales, mais il a oublié tout ce qui s'était passé en cette Chambre la semaine dernière; il a oublié pourquoi il avait voté et ce pour quoi il avait voté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, j'ai voté pour que la loi soit respectée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition dit non; je sais que je ne le convaincrai pas, mais je crois que je convaincrai la Chambre. Je rafraîchirai la mémoire du chef de l'opposition. Voici le texte de la motion de la Chambre condamnant Roberts:

"Attendu que John H. Roberts, de Montréal, éditeur du journal *The Axe*, a été traduit à la barre de cette Chambre, le deux novembre courant, pour violation des privilèges de cette Chambre, à raison de la publication d'un article dans ledit journal, lequel a été lu à cette Chambre et fait partie de ses procès-verbaux;

"Attendu que cette Chambre a déclaré que ledit article constitue une violation de ses privilèges;

"Attendu que ledit John H. Roberts, ayant été traduit à la barre de cette Chambre, a refusé de divulguer les noms des deux députés visés par son article et qu'au lieu de se disculper, il a aggravé son

offense par les réponses qu'il a données au cours de son interrogatoire;

"Attendu que cette Chambre est seul juge de ses privilèges, de son honneur et de sa dignité;

"Attendu que ledit John H. Roberts n'a pas donné d'explications satisfaisantes, de manière à se justifier d'avoir violé les privilèges de cette Chambre.

"En conséquence, cette Chambre déclare ledit John H. Roberts coupable de ladite violation de ses privilèges et de l'offense d'avoir porté atteinte à son honneur et à sa dignité, en calomniant deux de ses députés et de la manière la plus odieuse et la plus atroce; et ordonne que ledit John H. Roberts reste sous la garde du sergent d'armes de cette Chambre jusqu'à ce qu'il ait été statué, au cours de la présente session, sur la punition qui devra lui être infligée."

Et qu'a dit Roberts dans son article? L'honorable chef de l'opposition dit qu'il s'est contenté de dire que des rumeurs circulaient. Voyons.

(Il ouvre les procès-verbaux de la Chambre qu'il a devant lui; il ajuste son lorgnon et lit l'extrait de l'article de l'*Axe* dont la Chambre s'est indignée.)

"The names of two members of the Provincial Legislature are coupled with the sinister crime and one may hear their names openly mentioned and their alleged guilt publicly discussed in the city of Quebec. And it is freely and frankly said that the cause of inaction on the part of the authorities in clearing up the mystery and bringing the guilty to justice is because of the fact of these two persons being Members of the Legislature."

*(Traduction)*

"Les noms de deux membres de la Législature provinciale se trouvent impliqués dans ce sinistre crime et l'on peut entendre ouvertement mentionner leurs noms et discuter publiquement leur prétendue culpabilité dans la cité de Québec. Et l'on dit librement et franchement que la cause de l'inaction de la part des autorités pour élucider le mystère et traduire le coupable en justice tient au fait que ces deux personnes sont membres de la Législature."

J'ai donné aussi lecture de l'article incriminé publié dans le journal de Roberts, afin de démontrer la différence entre la raison d'être de la commission royale et la condamnation de Roberts. La commission a mission de chercher à éclaircir tout mystère qui entoure le meurtre de Blanche Garneau, y compris toutes les rumeurs que chacun voudra bien répéter aux avocats du public nommés pour suivre les procédures de la commission. Tandis que dans le

cas de Roberts, il avait tout simplement déclaré que deux députés étaient mêlés à l'affaire Garneau, il a même affirmé que leur culpabilité était reconnue dans le public à Québec. Son article ne rapportait pas seulement des rumeurs, mais constituait une attaque, une accusation directe contre deux membres de la Législature. Il les a accusés de complicité dans le meurtre, sans toutefois les nommer, ce qu'il refusa d'ailleurs de faire lorsqu'il fut amené à la barre de la Chambre.

Jusqu'à ce que le chef de l'opposition change son fusil d'épaule, il pensait comme nous. Je ne sais quel bon ange, ou quel bon génie de son parti lui a suggéré l'attitude qu'il prend aujourd'hui. Son bon ange l'a sans doute convaincu qu'il n'exploitait pas assez cette affaire Garneau. Ce n'est pas une surprise bien grande, étant donné qu'il en est rendu à se protéger pour continuer à faire du bruit autour des affaires Roberts et Garneau. Que disait la motion sur laquelle le chef de l'opposition a voté? Que Roberts avait calomnié toute la Chambre. Pourquoi le chef de l'opposition a-t-il changé son fusil d'épaule? Il nous dit que c'est parce que c'est la Chambre qui aurait dû nommer la commission royale.

Qu'on ne dise pas que le procédé de la création d'une commission royale est mauvais pour enquêter sur l'administration de la justice. L'article 584 prévoit explicitement que cela se doit faire par le lieutenant-gouverneur en conseil. Et sans rien sacrifier des privilèges et prérogatives de la Chambre, au contraire, il ne peut qu'être bon de soumettre une telle question à des juges. Eux sont au courant et au fait de tout ce qui touche à l'administration de la justice, tandis que des détails essentiels échapperaient à quiconque serait moins familiarisé.

Maintenant que le gouvernement a eu le courage de faire ce qu'il a fait, de nommer une commission d'enquête qui scrutera sa conduite dans cette affaire Garneau, le chef de l'opposition vient nous blâmer. Il devrait plutôt féliciter le gouvernement. D'ailleurs, si le chef de l'opposition doute de l'efficacité des pouvoirs conférés à la commission, il n'a qu'à se présenter devant cette dernière et à demander tout ce qu'il est possible d'imaginer; alors le gouvernement s'empressera d'étendre les pouvoirs de la commission, afin de donner pleine et entière satisfaction au chef de l'opposition ainsi qu'à tout le monde.

Le gouvernement a déclaré, en nommant cette commission royale, que l'enquête serait aussi large et aussi compréhensive que possible, que l'on accorderait à la commission tous les pouvoirs que le chef de l'opposition voudrait lui donner.

*(Applaudissements)*

Il pourra demander tout ce qu'il voudra, il peut être sûr de l'obtenir. Il viendra devant cette commission. (Pointant du doigt le chef de l'opposition) Je verrai à ce qu'il s'y rende. Qu'il y aille et qu'il demande ce qu'il veut. Je me charge d'emmener mon honorable ami devant cette commission. (Applaudissements.) Il portera toutes les accusations qu'il voudra!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous emmènerez qui vous plaira...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande à l'honorable chef de l'opposition de prendre quelque chose pour son hoquet. Chaque fois qu'on lui répond, il nous interrompt. Ce bruit nous empêche de parler. Je lui dirais, si l'expression était parlementaire, qu'il n'est pas endurable. C'est une chandelle légale qui a fourni ses petites lumières au chef de l'opposition pour préparer la pièce dont il a donné lecture à la Chambre.

Cette chandelle, à la vérité, nous a bien l'air de donner la lumière d'au moins trois bons avocats. On dit que Me Saint-Jacques, Me Gustave Monet et Me Lucien Gendron ont passé la fin de semaine avec le chef de l'opposition. Je ne sais quelle chandelle lui a mis dans la main l'amendement qu'il a proposé, mais la loi est formelle; le gouvernement a le droit d'ordonner une enquête royale sur l'administration de la justice; il l'a fait. L'an dernier, il nous a demandé une commission royale. Il dit que c'est la Chambre qui devrait demander la commission, et non le gouverneur en conseil.

D'après les *Journaux* de la Chambre, le chef de l'opposition a demandé deux fois une commission royale sur des questions d'importance tout à fait secondaire. Que disait alors sa motion? Il y était stipulé que cette commission devait être nommée par le gouvernement et non par la Chambre, que le gouvernement avait le droit de nommer une commission. C'est tout ce que nous avons fait. Et voilà maintenant qu'il fait un crime au gouvernement d'avoir suivi la procédure, tout à fait légale d'ailleurs, qu'il avait lui-même préconisée au Parlement.

Pourquoi reproche-t-il aujourd'hui au gouvernement d'avoir nommé une commission? A-t-il lui-même (le chef de l'opposition) réclamé une commission royale, puisqu'il voulait que la Chambre le fasse? Pourquoi le chef de l'opposition ne s'est-il pas levé et n'a-t-il pas fait cette demande, s'il voulait fouiller plus avant dans l'affaire Blanche Garneau?

L'honorable chef de l'opposition trouve que les pouvoirs de la commission ne sont pas assez

larges. Nous lui avons dit que nous les élargirions comme il le voudrait. Se rappelle-t-il que, lorsque j'ai donné lecture de l'arrêté en conseil passé vendredi dernier, créant la commission royale, j'ai déclaré, comme je le répète de nouveau, que si la commission constate, à un moment donné que ses pouvoirs ne sont pas assez étendus, le gouvernement élargira immédiatement son champ d'action. Je ne serai donc pas opposé à toute suggestion que pourra faire le chef de l'opposition dans ce sens.

Nous avons nommé deux juges éminents; nous avons nommé deux avocats pour le gouvernement; nous avons nommé deux avocats pour représenter le public. Voudrait-il nommer tous les officiers de la commission lui-même?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, je nommerais des chandelles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a pas que des chandelles dans votre parti, mais il y a la chandelle légale quelconque qui a présidé à votre amendement. Il est aussi ridicule que le chef de l'opposition ait reproché au gouvernement d'avoir pris sur lui de nommer deux avocats qui représenteront les intérêts du public au cours de l'enquête que tiendra la commission royale. La nomination des commissaires ne saurait être critiquée, non plus que celle des avocats du public. Je défie le chef de l'opposition de mettre en doute la droiture, l'honneur et la compétence des juges, des avocats que nous avons nommés pour diriger cette enquête.

Nous avons nommé une commission qui mérite absolument la confiance du public. Nous avons choisi deux juges en retraite; l'un est l'ancien juge en chef de la Cour supérieure à Montréal, l'honorable juge Archibald, l'autre est l'honorable juge Robidoux; ce sont deux magistrats intègres qui ont toujours eu le respect de la magistrature, du Barreau et du public.

Le gouvernement devait se faire représenter à cette enquête, et il a choisi deux avocats qui n'ont aucune attache politique, deux avocats qui se consacreront entièrement à leurs fonctions. L'administration de la justice étant attaquée dans cette affaire, elle avait le choix de ses défenseurs. Nous avons nommé deux avocats éminents du Barreau de Montréal, M. Aimé Geoffrion, C. R. et M. Eugène Lafleur, C. R.

Quant aux avocats qui représenteront les intérêts du public, ils ont été choisis parmi les amis de la politique du chef de l'opposition. Nous avons choisi deux avocats éminents du Barreau, M. Eusèbe Belleau, qui fut bâtonnier du Barreau de Québec,



pendant plusieurs années et M. John Sullivan, C. R., qui est actuellement syndic du Barreau de Montréal, deux amis du chef de l'opposition, qui appartiennent tous deux à son parti. M. Sullivan a même été candidat du chef de l'opposition lors de la dernière élection dans le comté de Beauharnois.

Nous voulons que les gens bénéficient des services de ces deux avocats, qu'ils leur confient leur cas pour obtenir assistance et qu'ils leur donnent toute l'information qu'ils possèdent, et sans aucun frais de leur part. Je suis persuadé que ces avocats conduiront l'affaire de la manière la plus complète, et j'espère qu'ils sauront jeter sur la situation toute la lumière possible. On a choisi deux de ses amis d'une droiture et d'une loyauté que ne contestera pas le chef de l'opposition. Le gouvernement peut-il être blâmé d'avoir agi ainsi? Ces deux avocats conduiront la preuve contre le gouvernement. Pouvions-nous faire plus que cela? De quoi le chef de l'opposition se plaint-il? Voulait-il les nommer lui-même?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que de chandelles pour éclairer ce mystère.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition ferait bien de prendre une deuxième dose pour guérir son hoquet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que c'est du poison que le premier ministre veut m'administrer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tous ceux qui pourraient avoir des renseignements à fournir, des points à éclaircir, n'ont qu'à aller trouver, sans frais, ces avocats qui en feront part à la commission, et on les éclaircira. On pourra faire poser par eux toutes les questions jugées utiles, les prier d'assigner tous les témoins, etc. De même, les avocats du gouvernement sont des hommes éminents dans la carrière et les deux juges en retraite, commissaires enquêteurs, offrent toutes les garanties de compétence et d'impartialité. Je demande à tous les gens de bien, à tous les sains éléments de la province, leur aide et leur participation au maintien de l'autorité. Avons-nous mal agi? Je le demande à ceux qui ne sont pas aveuglés par l'esprit de parti. Le gouvernement pouvait-il faire mieux?

L'honorable chef de l'opposition critique la loi pour punir Roberts. C'est à tort qu'il reproche à la Chambre d'avoir illégalement adopté cette loi pourvoyant à l'emprisonnement de Roberts. M. l'Orateur, les avocats de Roberts ont demandé aux

tribunaux un bref d'*habeas corpus*, et l'honorable juge Bernier, de la Cour supérieure de Québec, qui a entendu leur requête, vient de rendre jugement, rejetant la requête et nous donnant raison sur tous les points. Il a rejeté avec dépens la demande faite par Me Lavergne au nom de John H. Roberts qui prétendait, dans sa requête, être détenu illégalement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande pardon au premier ministre, mais le juge Bernier s'est prononcé sur les statuts refondus. Il n'a pas rendu jugement sur la loi spéciale passée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ou le chef de l'opposition a lu le jugement, ou il ne l'a pas lu. S'il ne l'a pas lu, il ne doit pas parler de ce qu'il ne sait pas. S'il l'a lu, il ne l'a pas compris.  
(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je l'ai lu et...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande à mon honorable ami de prendre une autre dose du remède que je lui ai conseillé tantôt. Qu'il me laisse lire.

Toutes ces questions ont donc été portées devant un juge de la Cour du roi, et le juge Bernier déclare, dans son jugement, que les articles de Roberts constituent une calomnie contre toute la Chambre: "Je suis d'opinion qu'un écrit libelleux dirigé contre les membres d'un corps public, sans désignation de noms, est d'autant plus grave que chacun de ces membres doit supporter solidairement l'accusation qui lui est faite.

"La Cour suprême du Canada a décidé qu'une telle diffamation, à l'adresse de tous les membres d'un corps sans désignation personnelle, donne droit à chacun d'eux de poursuivre, en son nom personnel, l'auteur de la diffamation."

Voilà toute la difficulté que nous avons discutée ici; elle a été soumise à un juge et il nous a donné raison sur tous les points. Il a approuvé entièrement la politique du gouvernement dans cette affaire et a reconnu comme absolument constitutionnelle la mesure adoptée par la Chambre, pourvoyant l'emprisonnement du requérant.

On a dit que c'était inconstitutionnel; on a dit que nous allions trop vite; on a dit que nous ne donnions pas "fair play" à l'accusé, en l'accusant devant deux tribunaux pour la même offense. M. le juge Bernier a disposé de ces objections. Il a cité plusieurs autorités à l'appui de sa décision qui constitue un véritable réquisitoire en faveur du

principe du "fair play" anglais que le président du tribunal reconnaît avoir été accordé dans le cas de la Législature.

L'honorable juge Bernier est une autorité légale et la décision rendue dans cette affaire devrait suffire pour convaincre le chef de l'opposition de l'absurdité de ses avancés. Mais, je dirai ceci au chef de l'opposition et à ses amis: si M. Roberts n'est pas encore satisfait, il y a un tribunal où le "fair play" est reconnu, c'est le Conseil privé, en Angleterre. Je déclare de mon siège que si monsieur Roberts veut porter sa cause devant le plus haut tribunal de l'Empire, devant le Conseil privé, nous consentons tout de suite et nous l'y suivrons. Nous sommes prêts à renoncer à tous les cautionnements pour le droit d'appel, ceux qui tiennent Roberts aux tribunaux criminels dans cette province. Bien plus! Nous paierons ses frais d'avocats! Et nous sommes prêts à payer les dépenses de voyage de son avocat pour qu'il aille plaider la cause à Londres.

Une chose que je sais bien, c'est qu'en Angleterre, on reconnaît mieux que le chef de l'opposition la dignité de la Chambre, et que le Conseil privé nous donnera raison. Je suis convaincu que le "british "fair play"" que Roberts a réclamé et qu'il prétend ne pas avoir eu lui sera donné en Angleterre. S'il est un endroit où l'on connaît le "fair play" britannique et la constitutionnalité des lois, c'est bien là. Je suis convaincu que le Conseil privé dira que nous avons bien fait, comme le juge Bernier l'a déclaré aujourd'hui. On reconnaîtra, j'en suis sûr, le bien-fondé des procédures faites par le gouvernement de la province de Québec dans cette affaire. C'est que nous sommes convaincus que nous sommes dans notre droit et qu'en Angleterre on sait respecter la dignité des législateurs. La Chambre se doit de n'abdiquer jamais le droit de se faire respecter.

(Applaudissements)

Quant à la limite de \$10,000 que nous avons fixée pour les frais de l'enquête, nous l'avons fait parce que la loi nous y oblige, mais nous pouvons adopter d'autres arrêtés ministériels pour augmenter ce chiffre. Il en est de même pour le délai que nous avons fixé. Nous y étions obligés par la loi. Si la commission ne peut faire son rapport d'ici le premier janvier prochain, le gouvernement pourra prolonger ce délai jusqu'au premier janvier 1924, s'il le faut. On peut prolonger la durée de l'enquête à douze mois ou à vingt-quatre mois. Elle ne s'arrêtera que lorsque la vérité sera établie.

Vous y viendrez devant cette commission! Là, ce ne seront plus des insinuations, ni des sous-

entendus. Plus de ces silences qui, parfois, sont pires que des paroles. Le chef de l'opposition a fait allusion à certains dossiers disparus, à certaines déclarations du coroner Jolicoeur. Ces allusions sont pires que des accusations. C'est de la sorte qu'on a procédé dans le comté de Labelle. Tout ce que vous avez dit dans Labelle, vous le répéterez, sous serment, avec des preuves!

**Un député de l'opposition:** Il fait chaud<sup>3</sup>!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous y amènerons toute la bande de Labelle! Les tristes amis du chef de l'opposition qui ne craignaient pas de salir les réputations des personnes les plus en vue de la province, pour assurer le succès de leur campagne.

La récompense qu'ils reçurent pour leurs basses manœuvres fut bien celle qu'ils méritaient. On leur citera le texte écrit de leur discours. On leur lira les propos qu'ils ont proférés. Je suis sûr d'avance qu'ils nieront et qu'ils désavoueront leur discours.

Nous avons demandé à deux juges de présider cette enquête, car nous croyons que les juges sont mieux qualifiés que qui que ce soit pour juger les questions qui touchent à l'administration de la justice.

On nous reproche de ne pas avoir nommé une commission l'an passé. J'ai dit l'an passé que la Chambre était juge de ses actions et de ses officiers et ne pouvait déléguer ses privilèges, mais ici le problème est différent. C'est une question d'administration de la justice, et non de conduite d'un membre de la Chambre en tant que tel, et c'est pourquoi les statuts refondus comportent une disposition spéciale par laquelle le lieutenant-gouverneur en Conseil peut nommer une commission royale pour enquêter dans l'administration de la justice.

Qui est mieux familier avec l'administration de la justice que les juges qui s'en chargent, et qui est le plus apte à traiter de tels cas? Il y a une différence entre le cas des demandes d'enquêtes de l'an dernier et celui-ci. L'honorable chef de l'opposition nous demandait une enquête royale, nous lui offrons une enquête parlementaire pour juger la conduite des députés; cette année, nous lui donnons une enquête royale et il demande une enquête parlementaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai jamais demandé cela; j'ai dit que la Chambre devait nommer elle-même la commission royale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami est mécontent de tout. Avec l'inconséquence du chef de l'opposition, on ne peut pas prendre au sérieux ses remarques. Il n'est satisfait ni d'une commission royale, ni des juges, ni des avocats ou des pouvoirs fournis; il n'est satisfait de rien.

L'honorable chef de l'opposition a fait des insinuations...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lesquelles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vais les lui signaler. Il nous a dit: "Nous pourrions voir s'il ne manque pas des exhibits au dossier, les objets, qui ont donné naissance à des rumeurs dans le public." L'honorable chef de l'opposition a fait toutes sortes d'insinuations de ce genre dans le comté de Labelle. Des amis qui le touchent de près ont fait des insinuations dans Labelle aussi. Nous les inviterons à venir devant la commission répéter ce qu'ils ont dit. Je suis certain d'avance qu'ils diront qu'ils n'ont jamais dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas...

**M. l'Orateur:** En vertu de l'article 73 des règlements, je dois rappeler à l'honorable chef de l'opposition qu'il ne doit pas interrompre le premier ministre sans lui en demander la permission.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour régler le cas, et pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je déclare, une fois pour toutes, que je ne permets pas au chef de l'opposition de m'interrompre.

L'amendement n'ajoute rien à l'ordre en conseil. Nous voulons rassurer nos gens que nous n'avons rien à cacher. Nous allons faire une enquête, une enquête aussi large que possible. Et à supposer que nous ne retrouverions pas les coupables, serait-ce la première fois qu'un crime reste impuni? On n'a pas découvert l'assassin de Small à Toronto; on n'a pas non plus retrouvé les auteurs de l'explosion meurtrière de Wall Street à New York, qui a fait périr 75 personnes et que les meilleurs limiers des États-Unis n'ont pu parvenir à éclaircir. Ce que nous voulons dire, c'est que, s'il fallait tenir les gouvernements responsables de tous les crimes impunis, ce serait à désespérer de tout gouvernement et de toute administration publique; il serait impossible pour un homme de remplir son devoir public et sans espoir de vivre dans un pays civilisé.

Nous avons fait tout ce qu'il est possible de faire. Le chef de l'opposition nous demande si les rumeurs n'existent pas, pourquoi instituer une commission royale. Il a laissé entendre que c'est parce que nous sommes à la veille des élections que le gouvernement a ordonné cette enquête royale. Nous sommes en effet à la veille d'élections générales et nos adversaires n'ont rien à reprocher à notre administration sous aucun rapport. La conduite du gouvernement est en toutes choses irréprochable.

M. l'Orateur, quand on n'a que des éloges à faire au gouvernement sur sa politique de voirie, sa politique de colonisation, sa politique agricole, sa politique de l'instruction publique, de l'assistance publique, de l'hygiène publique, quand on est obligé de reconnaître que la situation financière n'a jamais été en meilleur état, que la province est prospère et que sa population vit dans la paix, l'harmonie et la concorde, alors, on va chercher tous les Roberts du pays et toute la valetaille du chef de l'opposition, et on lui demande de nous jeter la boue de la calomnie à la face, d'essayer de nous salir, nous et nos familles, salir la réputation des honnêtes gens, pour aboutir à leurs infâmes projets, et afin de pouvoir dire au peuple, quand viendront les élections: "Le gouvernement n'a pas mérité votre confiance parce que les meurtriers de Blanche Garneau n'ont pas été pendus". Le peuple se rendra compte qu'il n'y a que ces gens là qui puissent se prêter à de telles vilénies et c'est pour mettre fin à ces rumeurs, pour confondre ces calomniateurs que nous nommons une commission. (Applaudissements)<sup>4</sup>

**M. Smart (Westmount):** Je propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Code municipal, article 667**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 amendant l'article 667 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

La séance est levée à 5 h 50.

**NOTES**

1. *L'Événement* précise que les ministres ne s'attendaient pas à ce brusque changement de cap dans le discours du chef de l'opposition: "On vit des ministres consulter les règles de la chambre, en même temps que le président. M. Sauvé était dans son droit, évidemment, car on le laissa continuer."

2. Voir la séance du 9 novembre 1922.

3. La phrase a été dite par un député anglophone de l'opposition.

4. Les journaux ajoutent que le discours du premier ministre fut salué par une longue ovation des députés ministériels.

Séance du mercredi 15 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 10.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de convention entre elle, l'œuvre et fabrique de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue (M. Péloquin).

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Québec Tramways Compagny;

- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Québec Power Company;

- de Edmund Arthur Robert et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Québec Gas Company;

- de J.-Avila Valois et autres, demandant l'adoption d'une loi ordonnant aux exécuteurs testamentaires de feu Dame Philomène Valois de prendre, à même sa succession et le résidu de celle de Simon Valois, une certaine somme pour la distribuer aux descendants des frères et sœurs dudit Simon Valois;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 17 courant inclusivement les délais relatifs à la réception des pétitions introductives des bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 64 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et les villes de Lasalle et de Dorval à avoir un bureau de six syndics;

- bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal;

- bill 57 validant la cléricature d'Armand Bélanger.

Votre comité recommande de prolonger au 17 novembre courant inclusivement les délais relatifs à la réception des pétitions introductives des bills privés.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 65 amendement la charte de Temple Emmanu-El;

- bill 79 ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company, Limited, et certaines municipalités pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes municipalités pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont.

**Québec Gas Company**

**M. Richard (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 61 constituant en corporation la Québec Gas Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Québec Power Company**

**M. Richard (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 62 constituant en corporation la Québec Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Quebec Tramways  
and Gas Company**

**M. Richard (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Study Corporation**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 81 constituant en corporation The Study Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
Éléonore Gauvin**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 83 concernant la succession de dame Éléonore Gauvin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 74 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Successions Simon  
et Philomène Valois**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 99 concernant les successions de feu Simon Valois et de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Département  
de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 24 concernant le département de la Voirie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Hygiène publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 32 amendant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Protonotaires  
et registrateurs**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains députés-protonotaires et députés-registrateurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés  
de secours mutuels**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés de secours mutuels et aux associations charitables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Département  
de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant le département de la Voirie.

Adopté.

**Madame Isabelle Hamel**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Charte  
de Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement qui a été proposé, le mardi 14 novembre courant, sur la motion dont elle a été saisie:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Et qui se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que l'honorable premier ministre et procureur général a porté à la connaissance de cette Chambre l'adoption d'un arrêté en conseil instituant une Commission royale chargée de s'enquérir de certains faits y mentionnés;

Attendu que pour justifier l'institution de cette Commission royale le gouvernement affirme dans ledit arrêté en conseil que "des rumeurs se sont répandues dans le public que les autorités chargées de l'administration de la justice n'avaient pas fait tous leurs efforts pour connaître et traduire devant les tribunaux les auteurs du meurtre de Blanche Garneau commis dans des circonstances particulièrement atroces et qui ont ému l'opinion publique";

Attendu que ledit arrêté en conseil paraît charger les commissaires de s'enquérir, non sur des faits déterminés, mais plutôt de faire une appréciation sur trois questions qui leur sont posées dans une forme qui limite étroitement le champ de l'enquête;

Attendu que cet arrêté en conseil ne donne pas aux commissaires le pouvoir de s'enquérir généralement de toutes les circonstances et de tous les faits qui ont accompagné et suivi l'assassinat de Blanche Garneau;

Attendu que cet arrêté en conseil se borne à demander aux commissaires de rechercher si les autorités chargées de l'administration de la justice en cette province "ont fait tous leurs efforts et toute la diligence possible pour découvrir les auteurs de ce meurtre";

Attendu que cette commission n'a, en conséquence, que des pouvoirs négatifs et que les termes de l'arrêté en conseil paraissent tendre à obtenir des commissaires une appréciation que seule cette Chambre peut faire sur la conduite du département chargé de l'administration de la justice;

Attendu, en outre, que cette commission est instituée plus de deux ans après la perpétration du crime, alors que les témoins et les pièces à conviction peuvent être excessivement difficiles, sinon impossibles, à atteindre et produire devant cette commission;

Attendu, en outre, que l'arrêté en conseil ne paraît pas pouvoir d'une façon explicite à l'obligation pour les commissaires de rapporter devant cette Chambre, quel que soit leur rapport, toute la preuve orale et littérale produite devant eux, afin que cette Chambre puisse en prendre connaissance, l'apprécier, la juger comme elle en a incontestablement le droit;

En conséquence, cette Chambre regrette que le gouvernement ait nommé une Commission royale sans la consulter; qu'il ait violé le droit indéniable que la Chambre a de juger l'administration des ministres et qu'il ait aussi trop limité le pouvoir d'enquête conféré aux Commissaires nommés.

**M. Smart (Westmount):** Le gouvernement a reproché à l'opposition l'attitude que nous prenons sur l'affaire Garneau et l'affaire Roberts. Mais l'attitude de l'opposition est sérieuse, conforme à ses principes, et cette attitude est endossée par la presse non subventionnée par le gouvernement. Je sais que les journaux à la dévotion du gouvernement ont approuvé la conduite de ce dernier à ce sujet, mais il y en a qui ne pensent pas ainsi. On me permettra de citer ici un journal que le gouvernement se plaint à citer souvent, la *Gazette de Montréal*, qui dénonce le projet de loi spécial qui a été proposé pour emprisonner Roberts et qui blâme sévèrement le gouvernement. Cet article dit...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je soulève un point d'ordre. L'article 245 des règles de la Chambre dit qu'un député ne peut discuter une décision prise par la Chambre ou une loi qui est adoptée. Or, le député de Westmount (M. Smart) critique les décisions prises par la Chambre. Celle-ci a statué sur trois points, d'abord en trouvant Roberts coupable, puis en le confiant à la garde du sergent d'armes et enfin en passant une loi spéciale pour l'emprisonner pendant un an. Le député n'a plus le droit de discuter maintenant ces trois points.

**M. Smart (Westmount):** Je réponds tout simplement au discours du premier ministre et aux questions qu'il a posées hier. Je considère que j'en ai parfaitement le droit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De deux choses l'une; ou le point d'ordre soulevé par le premier ministre est conforme aux règlements de la Chambre, ou il ne l'est pas. S'il ne l'est pas, le premier ministre n'avait pas le droit de faire le discours qu'il a fait hier.

Si la Chambre a permis au premier ministre de traiter au long cette question, elle doit permettre au député de Westmount de lui répondre. S'il n'en a pas le droit, je n'avais pas le droit de parler moi-même de cette question, hier. Je dois dire que le premier ministre lui-même a soulevé des points nouveaux en commentant le jugement du juge Bernier, pour dire que nous avons raison de passer une loi spéciale, quand le juge Bernier n'a pas dit cela dans son jugement; le juge a décidé au sujet des statuts actuels et non de la loi spéciale. L'opposition et la Chambre lui ont permis de parler hier et voici qu'il veut empêcher qu'on lui réponde.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le point d'ordre n'a pas été soulevé hier. Ce qui s'est passé hier ne nous occupe plus. Le chef de l'opposition a parlé, je lui ai répondu, l'incident est clos, et les règles de la chambre ne permettent pas au député de Westmount de recommencer le débat sur la loi spéciale que nous avons adoptée.

**M. l'Orateur:** L'honorable député ne doit pas s'éloigner des sujets du débat; il doit limiter ses remarques à l'amendement qui est devant la Chambre. Si le député de Westmount (M. Smart) désire se conformer aux règlements de la Chambre, il devra se borner à la discussion de l'amendement; s'il s'en éloigne je le rappellerai à l'ordre. On doit s'en tenir à la motion, mais je ne crois pas que jusqu'ici le député de Westmount (M. Smart) se soit éloigné de la question.

**M. Smart (Westmount)** ajoute qu'il ne fait que répondre aux remarques du premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'incident est clos.

**M. l'Orateur:** Continuez.

**M. Smart (Westmount):** Je disais donc que la *Gazette*...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député ne respecte pas la décision de l'Orateur.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le représentant de Westmount (M. Smart) ne critique pas; il se contente d'un simple exposé des faits.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si le député de Westmount ne discute pas le bill Roberts, je me demande ce qu'il discute. Si ce n'est pas là de la critique, je me demande ce que c'est!

**M. Smart (Westmount):** Puisque le premier ministre s'y oppose, je ne lirai pas l'article. Le gouvernement, évidemment, a intérêt à ce que l'article en question ne reçoive pas plus de publicité qu'il en a déjà reçu.

Il est, dit-il, favorable à l'amendement du chef de l'opposition et il approuve son attitude sur l'enquête royale. Le premier ministre a fait une colère contre les députés oppositionnistes, parce que ces derniers étaient contre le bill Roberts. Je ne vois pas comment nous nous sommes trompés dans cette affaire. Le premier ministre a tort de croire que, parce que les députés de la gauche ont voté deux fois en faveur de certaines propositions concernant Roberts, cela suffit pour nous engager à toujours voter avec le gouvernement. Le premier ministre a une bien singulière idée des prérogatives et des devoirs de l'opposition. Le premier ministre, qui est habitué à conduire une si grande majorité depuis quelques temps, croit qu'il n'a qu'à faire claquer son fouet pour que l'opposition approuve tout, sous prétexte que nous avons voté pour la motion déclarant Roberts coupable de violation des privilèges de la Législature.

On devrait obéir à son coup de fouet et se mettre en ligne. L'opposition a une bien autre conception de ses devoirs. On nous a traités d'éléphants, mais nous n'obéirons pas quand nous avons le droit de parler. Il est vrai qu'il n'y a pas d'avocat du côté de la gauche, et le peuple de cette province en sait assez sur ce sujet pour renvoyer à leurs foyers plusieurs avocats politiques et les remplacer par des députés indépendants jouissant de sens commun. En avocat habile et chevronné, le premier ministre peut fendre les cheveux en quatre, mais la gauche sait trouver la vérité au milieu du fouillis qui lui est offert et n'est pas intimidée. Le problème du manque d'avocats parmi les membres de l'opposition sera remédié par la population aux prochaines élections.

La Commission royale ne fera que ce que le gouvernement lui commandera de faire. Les instructions qui lui ont été données restreignent son enquête. Que le gouvernement fasse cette enquête aussi vaste que possible. L'opposition veut que la commission ait carte blanche, avec les plus larges pouvoirs possible. Il est vrai que le premier ministre a fait une promesse hier d'augmenter indéfiniment les pouvoirs de la Commission, mais le public verra bien ce qui arrivera.



La commission, comme l'a dit le chef de l'opposition, aurait dû être nommée par la Chambre. Le premier ministre a tort de prétendre que le lieutenant-gouverneur en conseil a ce pouvoir. La Chambre aurait au moins dû être consultée sur sa création, parce que, pendant les sessions, le cabinet n'est qu'un comité de la Chambre, le comité exécutif, mais puisqu'on a préféré nommer cette commission par arrêté en conseil, et comme il est évident que le gouvernement ne changera pas d'opinion, le premier ministre se doit de tenir sa promesse et de se servir de toutes les suggestions que la gauche lui fournira. Il revient donc clairement au gouvernement d'étendre la portée de l'enquête, et l'opposition lui fera quelques suggestions à ce sujet. Il faut du moins espérer que les pouvoirs de la commission seront augmentés.

Tout d'abord, ce que le public veut savoir, c'est qui a tué Blanche Garneau? La Commission royale devrait avoir le pouvoir d'éclaircir ce point. L'enquête doit porter surtout sur les circonstances qui ont entouré et suivi la mort de Blanche Garneau, remonter jusqu'à l'enquête du coroner et examiner tout, à partir de la date du meurtre jusqu'à ce jour. Par exemple, pourquoi un des jurés du coroner a-t-il refusé de signer le verdict? On me dit qu'il habite encore Québec, de sorte qu'il ne devrait pas être difficile de le trouver. Cet homme devrait être entendu devant la commission.

Il semble, et on m'affirme, que cet incident fut le départ des rumeurs qui n'ont cessé de circuler depuis. Dans le débat de l'autre jour, le premier ministre a voulu faire porter la responsabilité de ces rumeurs au chef de l'opposition, mais ce n'était qu'une tactique politique et personne ne le croit. Il sait qu'il n'en croit rien lui-même et que les rumeurs qui circulent dans le public existaient bien longtemps avant que le chef de l'opposition en ait entendu parler et interpellé le gouvernement à ce sujet. Il importe de laisser le public juger où se trouve la bonne foi dans cette affaire.

Le gouvernement ferait mieux de répondre à toutes les questions qui lui ont été posées. L'opposition avait parfaitement le droit de poser ces questions et le premier ministre et procureur général de la province y a répondu. Voyons ce que furent ces réponses et laissons au public le soin de juger et de voir si elles ont apaisé le sentiment populaire, ou si elles n'ont fait qu'alimenter encore plus les rumeurs. Il a été question de cette affaire en Chambre lors de la session de 1921, dans des circonstances assez particulières. Le premier ministre avait répondu alors à une question de l'opposition: "Nous tenons les

meurtriers et ils seront pendus". Quels étaient les meurtriers auxquels il songeait? Étaient-ce Binet et Palmer, ou y en avait-il d'autres? Il s'agit sans doute de Binet et Palmer. C'est à eux qu'il faisait référence, lesquels étaient alors en état d'arrestation, mais n'avaient pas été traduits en cour. Mais il n'existait pas de preuve contre eux, sauf un affidavit donné par Binet qu'il démentit plus tard, et les deux hommes furent acquittés au procès, devant jury.

Binet et Palmer furent ainsi jugés, trouvés coupables et condamnés à être pendus par le premier ministre avant même d'avoir eu l'occasion de se défendre devant les tribunaux. Mais ils furent acquittés par douze de leurs pairs devant le tribunal. Le cas de Roberts est un peu le même, puisqu'il a été condamné par le premier ministre avant d'avoir été entendu. Trouvé coupable sans avoir l'occasion de se défendre contrairement à tous les principes du "fair play" britannique. Le public est en droit de se demander comment il se fait que le premier ministre administre la justice de pareille manière.

Il est vrai que le premier ministre a toujours prétendu que Binet et Palmer sont toujours coupables malgré leur acquittement; ce qui le place comme procureur général dans une situation délicate, puisqu'il se met au-dessus d'un juge et de douze jurés. Il n'a pas dit qu'il croyait avoir en mains des preuves suffisantes pour amener la condamnation des accusés. Il a dit catégoriquement: "Nous avons les meurtriers et nous allons les pendre". Pour le procureur général de la province, c'était parler là un langage étrange. Il serait intéressant d'entendre le premier ministre devant la Commission royale, car il a peut-être des détails intéressants à donner pour aider à découvrir les meurtriers.

De deux choses l'une: ou le premier ministre se donnait comme une autorité supérieure à celle du juge et des jurés, ou alors il avait en sa possession des faits nouveaux qui n'avaient pas été produits à l'enquête et, alors, lui et son département n'avaient pas fait leur devoir en n'amenant pas ces preuves devant les tribunaux, lors du premier procès. De quelque façon que l'on envisage l'attitude du premier ministre, elle est inexplicable et il n'est pas étonnant que les rumeurs aient continué de circuler.

Une autre chose que le public ne peut comprendre et qui doit être éclaircie à l'enquête, c'est pourquoi la police a reçu Binet d'une singulière façon après son arrestation. Binet, au lieu d'être détenu comme tous les autres accusés, dans la prison commune, fut amené de la prison de Québec à Montréal et demeura pendant des semaines dans la maison du détective Rioux.

Il serait intéressant de savoir pourquoi Binet a été reçu chez un policier, au lieu d'être enfermé en prison. Cette façon d'agir de la part du gouvernement n'est-elle pas suffisante pour stimuler les rumeurs les plus variées qui circulaient? Naturellement, cela a scandalisé le public.

De plus, il serait intéressant de savoir s'il est vrai qu'un homme respectable du nom d'Alain vint à Québec pour déclarer au département du procureur général que, le soir où ce meurtre avait été commis, Binet ne pouvait être à Québec, puisqu'il était avec lui dans les camps de bûcheron de la Brown Corporation, à Saint-Raymond non loin de Québec. Le chronométrier ainsi que d'autres pourraient confirmer cette déclaration. À l'enquête de Binet, Alain a encore vainement tenté de voir l'accusé qu'il affirmait avoir vu chez lui, le soir du meurtre et qu'il ne pouvait pas se trouver à Québec, mais la chose lui fut refusée. Cet alibi a été communiqué à la justice, mais on n'a prêté apparemment aucune attention à cette déclaration. N'empêche que, lors du procès, c'est le témoignage d'Alain qui fit acquitter Binet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député prétend-il qu'Alain a donné cette information à la justice? Êtes-vous sûr de cela?

**M. Smart (Westmount):** Je suis informé qu'il est venu à Québec pour donner ce renseignement à Rioux. C'est le détective Rioux qui a été informé ainsi par Alain. Si ce renseignement vous fut donné, une telle démarche aurait dû rendre le procureur général plus prudent quant à la dénonciation faite par Binet, au moins éveiller vos soupçons relativement à son affidavit. Plus tard, après le procès, Binet a bien été arrêté sur une accusation de parjure basée sur son affidavit et condamné à passer cinq ans au bagne. La couronne était évidemment satisfaite du verdict, puisqu'elle fit condamner Binet pour parjure. Il purge actuellement sa condamnation de cinq ans au pénitencier. L'acquiescement de Binet et de Palmer a fermé la porte à toute enquête possible sur la culpabilité de ces deux hommes, bien que le premier ministre ait déclaré formellement devant la Chambre, avant le procès, que ces deux hommes étaient les meurtriers de Blanche Garneau et qu'ils seraient pendus.

Et il prétend encore que Binet et Palmer sont les meurtriers. Bref, il y eut assez de gaffes commises au cours des procédures judiciaires dans cette affaire pour donner prise aux rumeurs les plus extraordinaires qui ont circulé. Je soumets qu'en l'accusant de parjure, la couronne mettait de côté les

déclarations de Binet accusant Palmer. En le poursuivant pour parjure, à savoir pour avoir admis que l'affidavit où se trouvaient tous les détails du meurtre était faux, on ferme ainsi définitivement la porte à toute investigation additionnelle sur l'affaire; si on les croit toujours coupables et s'il y a eu erreur de justice, cela ferme la porte à la recherche d'indices supplémentaires; et si les meurtriers ne sont ni Binet ni Palmer, ils doivent avoir le sommeil confortable, sans inquiétudes de poursuites.

Le premier ministre a tenté comme à son habitude de déformer les remarques du chef de l'opposition en déclarant que nous ne voulions pas d'enquête royale; or il n'en est rien, nous en réclamons une, mais nous la voulons complète. Nous la réclamons depuis longtemps. Mais nous ne voulons pas d'une commission qui sera tellement restreinte qu'elle ne fera pas ressortir les faits de l'affaire, non seulement pour déterminer si le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu, afin de trouver le meurtrier et donner suite aux rumeurs qui, admet-il lui-même, circulent partout, mais aussi pour mettre la responsabilité où elle devrait revenir. On ne peut la rendre trop large ou enquêter trop profondément, pensons-nous, et satisfaire l'opinion publique. Le premier ministre a tort de vouloir entortiller et dénaturer les paroles du chef de l'opposition sur cette affaire Garneau ainsi que celle de Roberts, car si l'on cherche à faire du capital politique, les dommages pourraient être autres que ceux que le gouvernement compte toucher.

L'opposition n'a pas peur des menaces du premier ministre. Lorsque le premier ministre a affirmé mardi que le chef de l'opposition serait appelé devant la commission, il savait très bien qu'aucun membre de la Chambre ne pouvait être convoqué devant la commission. Celui-ci ne peut ignorer que les députés ne peuvent être appelés par *sub poena* devant un tribunal pendant la session. C'est uniquement de la politique. Menacer les députés n'a pas d'effet sur le public et sûrement pas d'effet sur nous. Le chef de l'opposition comparaitra devant la commission sans avoir besoin d'y être appelé par *sub poena*.

Si un député peut aider la justice, il n'aura pas besoin d'être assigné. S'il y a des défections de ce côté, ce ne sera certainement pas du côté de l'opposition. On ne prend pas les rumeurs à notre compte et nous comparaitrons comme des hommes à l'enquête, si nous avons quelque chose à dire. Il nous suffit de laisser cette question entre les mains du public; nous n'avons aucune raison de craindre quoi que ce soit; nous sollicitons l'enquête la plus complète et nous nous engageons auprès du gouvernement à offrir notre entier support, afin que cette affaire soit clarifiée.

L'opposition aurait voulu provoquer un vote sur cet amendement au sujet d'une Commission royale, mais, malheureusement, l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est absent, à cause d'un deuil dans sa famille. Il vient de perdre son frère, ce pourquoi la Chambre voudra lui offrir ses sympathies. Je suis persuadé que tous les membres de cette Chambre se joignent à mes collègues de l'opposition pour offrir leurs sympathies à l'honorable député. La gauche ne peut donc réclamer un vote sur l'amendement, attendu qu'il est nécessaire d'avoir cinq députés pour demander un vote et nous ne sommes que quatre membres de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela ne fait rien. Si vous n'avez pas assez de députés, nous vous en prêterons pour demander le vote.

**M. Smart (Westmount):** Il y a des députés indépendants en cette Chambre pour appuyer l'opposition en cette circonstance, comme ceux de Sainte-Marie (M. Gauthier) et de Maisonneuve (M. Laurendeau). J'espère qu'ils voteront avec nous pour réclamer une enquête complète sur l'affaire Garneau.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon premier devoir, qui est en même temps un plaisir, c'est de féliciter mon collègue, le trésorier, pour son magnifique surplus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre parle-t-il sur l'amendement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si l'honorable chef de l'opposition veut m'empêcher de parler des finances de la province, il n'a qu'à soulever un point d'ordre. Il y aura toujours moyen de parler ailleurs ou en d'autres temps.

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre a le droit de parler sur l'amendement du chef de l'opposition et sur la motion principale qui comporte le discours du budget.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En vertu de quel règle?

**M. l'Orateur:** En vertu de la règle qui dit que sur la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides, on peut parler sur tout sujet d'intérêt public.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est un des plus remarquables discours que j'aie

entendu prononcer, depuis les 21 années que je siége dans cette Chambre.

Non seulement le trésorier provincial a annoncé un surplus qui dépasse celui des autres provinces de la Confédération, mais ce surplus dépasse les surplus réunis de toutes les provinces.

Il est étrange que le chef de l'opposition soit opposé à ce que le gouvernement réalise, à la fin d'une année fiscale remplie d'une foule d'activités, un surplus qui place notre province à la tête de toutes les provinces de la Confédération.

L'honorable chef de l'opposition a prétendu que le surplus était enivrant, et l'on se sent pris en effet d'une sorte d'enivrement à constater de pareils résultats. Le chef de l'opposition a foi en nos surplus maintenant, après en avoir nié l'authenticité pendant longtemps. Le chef de l'opposition ne croyait jamais au surplus; d'après lui, c'étaient toujours des surplus fictifs, des surplus compensés des lourdes taxes imposées aux contribuables.

Il ne peut qualifier le surplus de cette année de fictif quand lui-même reconnaît que ce surplus existe en déclarant ouvertement en pleine Chambre qu'il aurait préféré voir les bénéfices moins considérables. Il n'a jamais voulu admettre qu'il y avait un surplus, mais cette fois, il est forcé de se rendre à l'évidence.

C'est sans doute cette foi qui l'enivre. Je ne sais pas, mais dans tous les cas, c'est avec un plaisir enivrant que nous avons constaté la maîtrise avec laquelle cette province est dirigée et administrée et qui lui permet d'obtenir de si beaux résultats. Ce surplus, le chef de l'opposition, à cheval sur son dada, le trouve évidemment trop gros - preuve qu'il est véritable - et il n'en est pas content.

On a tort d'attribuer au seul commerce des liqueurs ce beau surplus, car le trésorier nous a démontré hier que sans ce commerce, en mettant de côté les revenus de la loi des liqueurs, nous aurions eu un surplus d'un million et demi provenant des sources ordinaires. Mais si ce surplus provient des liqueurs, si une partie provient de cette source, faut-il dire que ce surplus est mauvais? Cet argent de la Commission des liqueurs, c'est de l'argent tout de même et que nous dépensons pour le bien-être de la province!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un nouveau point d'ordre! L'honorable ministre n'a le droit de parler que de l'amendement. Je maintiens que l'honorable ministre n'a pas droit de parler actuellement du budget. Il a droit de parler de l'amendement seulement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne vois pas pourquoi. Comment peut-on raisonnablement émettre une telle prétention? Il est évident que, pour discuter un amendement, il faut parler de la motion que cet amendement veut amender. Cela est le bon sens même. Comment peut-on discuter de l'amendement sans faire allusion à la motion principale? Moi, je siège dans cette Chambre depuis 22 ans et c'est la première fois que j'entends émettre une théorie qui est en dehors des limites du bon sens.

**M. l'Orateur:** J'ai déjà déclaré que le ministre était dans l'ordre. J'ai rendu ma décision et je ne vois pas pourquoi je ne la maintiendrais pas!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) rappelle la progression ascendante des surplus depuis une dizaine d'années dans chacun des services de l'administration et il les énumère. Voilà, dit-il des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. L'honorable chef de l'opposition prétend que tous nos revenus sont formés par des taxes, que nous avons taxé pour obtenir ces surplus. Il s'en scandalise et affirme que le peuple est écrasé de taxes. Non. Ces revenus ne proviennent pas tous des taxes. Voyons ce qu'il en est. Nous recevons d'Ottawa le subside de \$2,315,000 du gouvernement fédéral; cela ne vient pas de taxes provinciales, le revenu des terres donne au département des Terres et Forêts \$4,004,432.15; ce n'est pas le peuple qui est taxé pour cela, les licences nous rapportent plus d'un million, soit \$1,502,736.05; les taxes sur les corporations commerciales nous assurent \$2,009,673.05, celles des successions nous donnent \$3,005,292.56. Ces montants forment un revenu d'au moins \$10,000,000 sur les \$21,000,000. Voilà des revenus qui ne pèsent pas sur le peuple de cette province! Ce ne sont pas des taxes que le peuple en général a payées.

Il y a aussi une autre taxe qui a rapporté \$1,982,906.79, mais ce ne sont pas les cultivateurs, les ouvriers et les pauvres qui la paient; nous voulons parler de la taxe sur les véhicules-moteurs. Cette taxe provient de gens qui possèdent les moyens de se payer une automobile, et il est juste que ceux-là contribuent dans une large mesure à l'administration financière de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement taxe les machines agricoles, les tracteurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est faux! Les tracteurs des cultivateurs ne sont pas

taxés, et le chef de l'opposition sait très bien que le gouvernement n'a jamais taxé les machines agricoles et encore moins les tracteurs.

Ces contributions ne sont-elles pas agencées de la façon la plus raisonnable et la plus propre à maintenir la prospérité de l'État, tout en restant fort supportable au particulier. Où voit-on que le cultivateur, l'ouvrier, la grande masse du peuple en un mot est lourdement taxée? Où ne voit-on pas au contraire, le constant souci du gouvernement d'épargner au pauvre autant qu'au riche lui-même l'imposition de taxes trop lourdes?

Le chef de l'opposition avec ses collègues de la gauche critiquent très sévèrement l'administration du commerce des liqueurs par le gouvernement qui a confié le contrôle de ce commerce à une commission. Le chef de l'opposition critique aussi le revenu du commerce des liqueurs. Il attribue à ce commerce la plus grande partie du surplus. On a crié contre la Commission des liqueurs, on a dit que c'était un abus de pouvoir et un acte indécent, et que le gouvernement n'aurait jamais dû s'emparer d'un commerce légitime. Que la Commission des liqueurs est la chose la plus abominable qui ait été ingénérée depuis la Confédération, que le gouvernement devrait remettre le contrôle de ce commerce à ceux qui l'avaient avant lui.

En parlant comme il le fait de la loi des liqueurs, le chef de l'opposition oublie complètement le côté moral de cette loi qui est cependant le plus important. Le commerce des liqueurs constitue un commerce légitime, mais il comporte aussi de graves dangers. Nous avons pris le contrôle de ce commerce par obligation morale. Il fallait changer l'état de choses désastreux qui existait auparavant, faire casser dans notre province les abus qu'autrefois on enregistrait en trop grand nombre.

Tout autour de nous, nous avons la prohibition. Tant que les autres provinces ont eu le commerce des liqueurs, l'ordre était maintenu dans notre province, mais lorsque la prohibition s'est établie partout autour de nous et que nous fûmes seuls à faire le commerce des liqueurs, il y eut alors de grands désordres, et nous avons pris le contrôle de ce commerce parce que c'était un devoir moral pour nous.

La question commerciale est devenue une question secondaire; ce que nous voulions, c'étaient les résultats moraux et, depuis que nous avons pris le contrôle des liqueurs, les crimes sont diminués dans une proportion notable. La Commission des liqueurs a non seulement obtenu un succès financier remarquable, mais ses effets moraux ont été très

précieux, puisqu'il est admis que le nombre des crimes a considérablement diminué depuis qu'elle a été instituée. La chose se constate tous les jours. Voyez ce qui se passe dans nos provinces prohibitrices voisines. Voyez ce qui se passe dans l'Ontario et, jetez un coup d'œil de l'autre côté de la frontière, aux États-Unis, en Nouvelle-Angleterre. La plus grande débauche règne dans le commerce illicite à cause des contrebandiers. Non seulement on vend des liqueurs à toute personne, mais on vend aux enfants mêmes.

Le spectacle de la débauche s'est incrusté aux États-Unis ou dans la province voisine où les liqueurs sont vendues illégalement par des gens aussi peu scrupuleux de la santé de leurs clients que du bien-être et la tranquillité de leur conscience. Ces marchands, sans licence ou dépourvus de conscience, emploient tous les moyens possibles pour débaucher les gens, et nos voisins du sud perdent également une source légitime de revenu. Courrons-nous le risque d'une situation semblable dans cette province? Cela ne démontre-t-il pas qu'ici, le système adopté et mis en pratique par les législateurs est bien le procédé par excellence qui doit être employé pour en arriver à une consommation moins périlleuse des alcools et pour éviter de tels scandales.

Il faut aussi remarquer que le gouvernement, en administrant sa loi, parvient à réaliser des profits qui lui permettent de se montrer plus généreux dans les octrois. Ailleurs, non seulement on perd le revenu de cette vente légitime, mais on fait d'énormes dépenses pour maintenir en application cette loi; des centaines de millions ont été dépensés aux États-Unis pour essayer d'enrayer le commerce illicite des liqueurs qui déborde partout. Dans ce pays, la violation de la loi est quasi générale. Notre loi donc, au lieu d'occasionner de nouveaux sacrifices au peuple, lui rapporte assez pour que l'agriculture, la colonisation, la voirie et principalement l'éducation en bénéficient largement, et cela, pour le bien général de notre province. Une comparaison entre ce qui règne dans les États prohibitionnistes et ce qui règne ici amène toute personne de bonne foi à reconnaître la supériorité de notre système sur le fait: débauche et désordre, là-bas; ordre et discipline ici.

Comme gouvernement, nous avons une responsabilité immense, situés comme nous le sommes dans un pays et parmi des provinces où se pratique la prohibition. Nous avons dans notre province respecté l'opinion publique qui ne voulait pas de la prohibition, et nous avons pris le commerce des liqueurs par devoir. Nous n'avons pas hésité à prendre le contrôle du commerce. Si le

gouvernement avait eu un autre moyen de combattre les conditions qui prévalaient sous l'ancien système des liqueurs, il n'aurait jamais pris le contrôle du commerce des liqueurs. Ce commerce comporte tellement de responsabilités que nous ne l'aurions pas pris par plaisir; nous avons fait notre devoir en dépit de tout.

Le gouvernement avait une obligation morale absolue de mettre fin aux désordres existants et il n'y avait pas d'autres moyens que de prendre sous son contrôle le commerce des liqueurs; il ne l'a pas fait de gaieté de cœur, ni pour l'appât du gain. Il a tout simplement assumé une obligation morale, une responsabilité très lourde, mais qu'il porte aussi allègrement que possible. Il y avait d'abord le devoir d'adopter une loi à ce sujet. Et maintenant que nous avons le contrôle de ce commerce, c'est notre devoir plus rigoureux encore, d'appliquer la loi, de la faire observer, de faire en sorte que ça coûte le moins cher possible au peuple de cette province et de faire que ce commerce rapporte un profit raisonnable. Le commerce des liqueurs est raisonnablement mené.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, au char.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition a dit que le profit des ventes de la Commission, c'est-à-dire une somme de \$2,800,000, est un profit exagéré. Je ne le crois pas. La Commission n'a pas fait des profits de 150 % à 200 %, comme l'a dit le député de Joliette (M. Dufresne). Les prix fantaisistes de ce député ont été contredits par les prix officiels de la Commission et, lorsque le rapport de celle-ci sera produit, on verra mieux la fausseté des prix qu'on a donnés en Chambre. Après tout, la Commission ne réalise pas des profits exorbitants. Un profit de deux millions sur une vente de quinze millions n'est pas exagéré. D'ailleurs, la liste des prix de la Commission, comparée au rapport de la Commission relatant les obligations auxquelles celle-ci doit faire face pour assurer aux consommateurs une distribution de produits de bonne qualité, démontre que les prix sont au contraire très modérés.

Le chef de l'opposition a parlé de l'affaire Lazure et a dit que cet avocat avait déclaré à Sherbrooke, dans un plaidoyer, que la Commission des liqueurs vendait sa boisson au char et à la caisse dans la ville précitée. Le chef de l'opposition a eu tort de rapporter et de déclarer ouvertement, en public, ces propos de M. Lazure. Il a oublié que M. Lazure a lui-même dénié ce qu'on lui faisait dire. M. Lazure est un avocat, un citoyen honnête...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre veut-il prétendre que la négation de Lazure vaut mieux que les déclarations du journaliste, représentant de la *Gazette* qui n'a pas nié ce qu'il avait affirmé? Que le ministre apporte une déclaration du magistrat disant que Lazure n'a pas fait cette déclaration. Je l'accepterai.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition en demande trop. Le reporter qui a publié cela s'est rétracté dans le même journal. Il y a une rétractation dans...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans quel journal? Dans la *Gazette*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a eu une réaction dans la *Gazette*.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas vrai!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le démenti était dans le *Sherbrooke Record*.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le journal de qui?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est un journal respectable...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le journal de qui? Du trésorier provincial?

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) donne lecture de la rétractation du représentant de la *Gazette* dans le journal *The Record*. M. Lazure lui-même a déclaré n'avoir jamais fait cette assertion, et je préfère, dit-il, prendre la parole de M. Lazure que de me fier aux racontars de ceux qui ont pu renseigner faussement le chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition reproche au gouvernement de s'accaparer un commerce qui ne lui appartient pas. Il n'a pas besoin de craindre que le gouvernement s'empare d'autres commerces. Je dois lui faire remarquer que le gouvernement n'agira ainsi que lorsqu'il se verra moralement forcé de le faire. D'ailleurs, il n'y a pas seulement au sujet des liqueurs que le gouvernement peut intervenir. Il y a d'autres commerces comme ceux de la cocaïne, du poison, des narcotiques et des drogues, que le gouvernement peut non

seulement contrôler et restreindre, mais aussi empêcher, pour protéger le peuple de cette province. Jamais le gouvernement ne s'est emparé d'un commerce sans être obligé moralement et il ne le fera jamais.

Le chef de l'opposition a toujours prétendu que les journaux ne lui donnent pas justice et que les sujets que traitent les journalistes ne lui conviennent pas et, dans le cas qui nous occupe, il voudrait que la presse soit absolument digne de foi. Il attaque toujours *Le Soleil* et son pauvre éditeur. Le chef de l'opposition s'en est pris durement à la presse parce qu'elle a imprimé le rapport de la Commission des liqueurs. Ces reproches, adressés par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) au *Soleil*, ne devaient pas s'adresser à ce journal.

Il s'est trompé, parce que le rédacteur de cet article avait pris ses chiffres dans un rapport publié par la *Gazette*. C'est plutôt la *Gazette* qui l'a publié. La Législature n'a pas souffert de cela; il y a peut-être eu un manque de délicatesse, mais ce n'est pas la faute de la Commission. Une indiscretion a pu être commise à Montréal et on a donné ces chiffres à la *Gazette*. Il est très possible qu'un membre de la Commission des liqueurs ait distribué le rapport, mais le gouvernement ne peut être blâmé pour cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'était un long éditorial paru dans *Le Soleil* et qui faisait l'éloge de la Commission des liqueurs sur des statistiques dont se plaint l'opposition.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les statistiques auxquelles *Le Soleil* réfère dans son éditorial ont été tirées du rapport de la *Gazette*, et pour cause: c'est précisément ce journal qui les a publiées. Comment *The Gazette* s'est-elle prise pour les publier? Je ne le sais pas. Peut-être que le chef de l'opposition est en droit de se plaindre de la *Gazette*; en tout cas, ce n'est pas la faute du gouvernement.

L'honorable député de Joliette (M. Dufresne) nous a reproché à tort de faire des profits exorbitants: il a accusé le gouvernement de ne pas faire assez pour les cultivateurs; il a déclaré que les agriculteurs étaient arriérés. Les rapports déjà publiés sur les activités du département provincial de l'Agriculture démontrent que les progrès sous tous les rapports ont été plus que satisfaisants, et que les assertions de l'opposition, à l'effet que notre classe agricole serait arriérée, ne peuvent être prises au sérieux.

Le chef de l'opposition s'est souvent plaint des compliments que la *Gazette* avait à l'endroit du gouvernement. Même si la *Gazette* est conservatrice, elle est certainement quelquefois assez franche pour

reconnaître le bon travail du gouvernement, mais d'autres journaux à part la *Gazette* ont parlé en bien du gouvernement.

Il cite des articles de la *Gazette* et de la revue *Canadian Magazine* et de divers journaux, articles qui contiennent des éloges à l'adresse du gouvernement, pour bien montrer que c'est un bon gouvernement, que la province est progressive et que l'agriculture se développe, malgré ce qu'en pense le député de Laval (M. Renaud). Il cite plusieurs éditoriaux de la *Gazette* parus à diverses périodes. L'article élogieux de M. John Boyd dans le *Canadian Magazine* et cet autre de la *Gazette* sont, dit-il, entre cent autres des témoignages impartiaux de la bonne administration libérale du Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'auteur de l'article dans le *Canadian Magazine*, M. J. Boyd, est un employé du gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce surplus, nous l'emploierons pour le bien de la province. Nous avons déjà aboli des taxes; nous avons enlevé la taxe sur le transfert des propriétés...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En quelle année?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne peux pas dire, mais c'est fait. Nous avons enlevé les taxes concernant les pêcheries. Nous abolirons certaines autres contributions qui ne sont pas des taxes, mais que la population doit payer. Ainsi, les propriétaires de beurreries et de fromagerie n'auront plus à payer certaines taxes. À l'avenir, le gouvernement prendra à sa charge les frais de l'inspection de ces établissements qui n'auront plus à s'en acquitter envers le département.

Le gouvernement se chargera aussi des salaires et de l'entretien des agronomes dont le nombre augmente tous les ans et dont les services sont des plus efficaces et contribuent considérablement au progrès de la production agricole. Et c'est ainsi que les conseils de comtés n'auront plus à payer une somme d'au moins \$40,000.

Les cultivateurs n'auront plus à payer le montant de \$15,000 pour l'inspection des beurreries et des fromageries. C'est une dépense de près de \$55,000 que le gouvernement enlève aux contribuables et prend à sa charge. Voilà à quoi servent les revenus dont le chef de l'opposition se plaint. Voilà un exemple de la façon dont on emploie les revenus de la Commission des liqueurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le programme de l'opposition. Le gouvernement vole encore deux mesures préconisées par l'opposition.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est une bonne chose d'inclure de bonnes mesures dans un programme, mais si le chef de l'opposition avait, à la place du gouvernement, à mettre ces mesures en pratique, il serait peut-être obligé bien souvent d'attendre le moment propice pour ce faire. Il est facile de faire des programmes, mais il est plus difficile de les appliquer.

Au sujet de la récolte, le gouvernement n'est pas le seul redevable de son succès, mais le département de l'Agriculture et le gouvernement ont beaucoup aidé les cultivateurs. Depuis dix ans, le gouvernement a accompli beaucoup pour le développement de l'agriculture et fait beaucoup de dépenses. Le département de l'Agriculture a dépensé une somme de \$220,000 pour l'achat des grains de semences fournis aux cultivateurs qui en ont fait la demande. Le gouvernement qui, en 1897, ne pouvait consacrer au développement de l'agriculture qu'une somme de \$30,000, en dépense aujourd'hui \$1,500,000 pour les mêmes fins.

C'est ainsi qu'il a pu multiplier le nombre des fermes expérimentales, de démonstration, agrandir l'Institut agricole d'Oka, fonder celui de Saint-Anne-de-la-Pocatière, contribuer largement à l'entretien du collège Macdonald. Le gouvernement a aussi fondé dans la province cinq écoles ménagères, accordé des octrois à 300 couvents pour encourager l'enseignement ménager. Il a aussi pris l'initiative d'organiser les jardins scolaires avec le résultat qu'aujourd'hui, plus de 36,000 élèves<sup>1</sup> s'entraînent au grand art de la culture maraîchère et participent annuellement aux expositions agricoles scolaires, et sont heureux d'exhiber au public leur produits cultivés par eux-mêmes, sous la direction des agronomes, des conférenciers qui ne leur ménagent pas leurs conseils et les font bénéficier de leur science.

Le gouvernement a fortement encouragé, depuis quelques années surtout, la mise en conserve des viandes et de plusieurs autres produits, dans nos campagnes. Il a pris sur lui aussi d'accorder des octrois additionnels pour contribuer, dans la mesure de ses forces, à la réorganisation des écoles vétérinaires, et par des subsides, d'encourager les expositions, les conférences, les cercles de fermières, les cercles agricoles, les collèges d'agriculture, les jardins scolaires, l'industrie animale, les trains-écoles, les deux ordres du Mérite agricole, les silos,

les poulaillers froids, les trains expositions et cent autres initiatives, l'encouragement à la culture des fruits, et à leur mise en conserve, les fermes démonstration, l'organisation du corps agronomique, etc.

Comment les membres de l'opposition peuvent-ils critiquer la politique du gouvernement en autant que l'agriculture et son avancement sont concernés? Le gouvernement s'est préoccupé d'une façon toute particulière du développement et du progrès des diverses sociétés coopératives que compte notre province, et tous les cultivateurs qui se sont soumis à ces sociétés ont pu trouver sur les marchés où leurs produits furent mis en vente des prix assez bien rémunérateurs, tandis que les dissidents ont eu beaucoup à souffrir de la compétition étrangère.

Il donne ensuite lecture de plusieurs articles de journaux et de revues, tels la *Gazette*, la *Belgique-Canada*, la *Minerve*, la *Liberté du Manitoba*. Il trouve dans ces articles des éloges à l'adresse de la province de Québec. La *Gazette* est un journal que le chef de l'opposition doit aimer, bien qu'il n'aime pas les journalistes. L'article parut le 9 juin dernier et on y félicite le gouvernement d'avoir attribué une partie des surplus à la réduction de la dette. C'est ainsi que l'honorable trésorier (M. Nicol) a pu annoncer qu'il avait commencé à racheter les bons de la province. Dans la revue *Belgique-Canada* est parue une longue étude, à la suite d'un congrès d'apiculteur tenu à Marseille, et une brochure écrite par M. Roch, du ministère fédéral de l'Agriculture, qui permettent de montrer avec quelle ferveur les progrès agricoles dans le Québec sont considérés ailleurs. À son tour, la *Liberté*, un journal de l'Ouest, a souligné dans un article la banqueroute dans laquelle se débattait la province des prairies comparée à l'état prospère et solvable du Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député du collège électoral des Îles-de-la-Madeleine s'écarte du sujet de l'amendement en débat.

Je ne voudrais pas empêcher l'honorable ministre de l'Agriculture de se délivrer de son discours, mais il aura une autre occasion de se débarrasser de la dernière partie. Je tiens à maintenir que le ministre n'a pas le droit de parler ainsi sur mon amendement. Si cet amendement est rejeté, la Chambre pourra continuer à discuter la motion de l'honorable trésorier. Je m'appuie sur l'article 322 du règlement, paragraphe 8, qui dit: "Quand un amendement est proposé, le débat ne doit porter que

sur le sujet de cet amendement tant qu'il n'a pas été décidé. Si cet amendement est rejeté (par la Chambre) le débat reprend sur la motion principale comme si l'amendement n'avait pas été proposé. (Bourinot, p. 586; May, p. 610; Desjardins, 904)."

**M. l'Orateur:** Il y a autre règle de la Chambre qui dit que, lorsque l'amendement proposé a pour but d'écarter complètement la motion principale au lieu de l'amender simplement, un député peut parler sur l'amendement et sur la motion elle-même.

Je regrette de différer d'opinion avec l'honorable chef de l'opposition. Je ne crois pas devoir changer ma décision. Aux termes de l'article 322 du règlement, le débat peut porter sur tout sujet d'intérêt public. Le ministre pourrait parler uniquement du budget, malgré la proposition d'amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait appel de la décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur** demande si sa décision doit être maintenue.

**Des voix:** Oui!

La Chambre se divise, et l'appel est rejeté. En conséquence, la décision de l'Orateur est maintenue<sup>2</sup>.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Depuis 20 ans que je siège en cette Chambre, c'est la première fois qu'un pareil point d'ordre est soulevé!

Il continue en citant d'autres articles de journaux, de brochures et de témoignages de colons. L'honorable chef de l'opposition dit que les cultivateurs sont trop taxés. Mais, que dit-on dans les autres provinces? Je lis dans un journal qu'un député de Québec étant de passage à Winnipeg s'extasiait devant la beauté des édifices publics et disait: "C'est plus beau que chez nous." Oui, ajoutait le journal, "mais dans la province de Québec, le gouvernement est solvable, tandis qu'au Manitoba, il est près de la banqueroute". C'est un journal dirigé par un ami du chef de l'opposition qui dit ça, la *Liberté*, journal de M. Joseph Bernier, de Winnipeg.

Tous ces témoignages sont la meilleure réponse à offrir aux allégations du député de Laval (M. Renaud), et aux remarques qu'il a faites au cours de la récente campagne électorale de Labelle, portant à croire que nos agronomes ne connaissent rien, que nos ingénieurs sont des incompetents, que la province de Québec est arriérée.



Non, ce qui est arriéré, c'est ce langage de dénigrement systématique en face du progrès dont l'évidence crève les yeux. Mais toutes les critiques n'empêcheront pas le gouvernement de poursuivre l'œuvre bienfaisante de l'instruction des masses dans la province.

Que disent les amis du chef de l'opposition dans la province de Québec? M. Patenaude, lors d'une réunion à Montréal, dit que les colons n'ont pas de chemins; que nous n'avons pas d'écoles d'agriculture quand nous en avons trois et que l'Ontario n'en a que deux. Ou bien M. Patenaude est mal informé, ou bien il est de mauvaise foi, particulièrement dans ses déclarations à propos des collègues d'agriculture.

Il est vrai que mon honorable ami de Laval (M. Renaud) est contre les écoles. Il considère que les agronomes à l'emploi du gouvernement ne sont pas qualifiés pour remplir la tâche qui leur est confiée. Le député de Laval juge de la valeur des agronomes d'après le salaire qui leur est payé et, dans ses remarques, il a ridiculisé les agronomes, ces fonctionnaires si dévoués, en déclarant qu'ils n'étaient bons que pour faire pondre les poules au clair de lune et qu'ils ne pouvaient rien montrer aux cultivateurs.

Ce genre de langage n'a certes pas pour objet d'aider au développement de l'agriculture chez-nous. Voilà un langage arriéré, un langage antinational, antiprovincial, un langage absolument contre l'instruction publique. Il est prouvé que la science est la cause de tous les progrès en agriculture. Et je proteste contre le langage que l'honorable député de Laval a tenu contre les agronomes aux assemblées de Sainte-Scholastique, de Saint-Eustache et à Saint-Jean-Port-Joli, lorsqu'il a parlé avec le chef de l'opposition.

L'honorable chef de l'opposition a demandé: "Les cultivateurs ont-ils des marchés?" Les marchés agricoles sont tombés dans le marasme, dit-on, et l'on s'empresse d'en rejeter la cause sur le gouvernement. Injustice encore et toujours d'une critique malveillante. Il se peut que les marchés ne soient pas aussi nombreux. Là comme ailleurs, l'on a subi la crise du contrecoup de la guerre. Il est vrai que le tarif de Fordney a causé du tort au marché des produits de la ferme, mais peut-on pour cela tenir le gouvernement provincial responsable? Il y a des cultivateurs qui sont gênés. Pourquoi? Parce que comme les manufacturiers, comme les industriels, ils ont trop escompté l'avenir pendant la guerre. Si les cultivateurs ne vendent pas leurs produits à des prix aussi avantageux qu'ils ont obtenus dans le passé,

cela ne dépend pas du gouvernement, mais de la crise mondiale qui s'est fait sentir à la fin de la guerre. Des centaines de cultivateurs n'ont pas été assez prévoyants, et ils se sont trop endettés au cours des années prospères. Les cultivateurs ont vécu, pendant quelques années, des jours qu'ils ne reverront plus.

Les lendemains sont venus, moins brillants, non pas seulement chez-nous, mais dans le monde entier. La dépression dans les prix s'est fait sentir partout. L'on a été en tous lieux obligé de taxer les gens de la terre excepté dans la province de Québec, qui avait pourtant une autre difficulté créée par la barrière élevée contre nos produits par les États-Unis. Tout cela, est-ce la faute du gouvernement? Les coopératives leur offrent des marchés pour les produits des cultivateurs; ceux qui en ont profité ont réalisé de bons prix; ils ont réussi à vendre leurs produits à des prix satisfaisants. Les autres cultivateurs devraient être incités - et c'est le cas actuellement - à joindre les coopératives. Ceux qui ne sont pas venus aux coopératives y viendront j'espère. Leur avantage est là.

L'honorable chef de l'opposition a aussi parlé d'un fabricant de beurre qui avait été poursuivi par le ministère.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre n'a pas le droit de référer à un débat antérieur!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je réponds à mon honorable ami. Il nous a accusés d'un grand péché que nous n'avons pas commis. Ce n'est pas le ministère qui a poursuivi M. Ernest Cabana<sup>3</sup>, dans le comté de Labelle. C'est un M. Lévesque qui a pris une action contre ce fabricant de beurre et de fromage. Nous avons, au contraire, aidé M. Cabana à se défendre et nous l'avons aidé lorsque sa fabrique a été incendiée, pour la reconstruire. Le gouvernement a donné beaucoup d'avantages à Cabana, mais celui-ci n'en a pas profité. Le chef de l'opposition a dit qu'il avait été poursuivi par le gouvernement pour n'avoir pas voulu se soumettre aux dictées de l'inspecteur qui avait visité son établissement. Cabana n'a pas été poursuivi par le gouvernement, mais par un voisin avec lequel il ne s'entendait pas et qui, à l'appel de l'inspecteur du gouvernement, a témoigné en sa faveur. Cet inspecteur ne témoigna pas au nom du gouvernement, car il n'avait pas poursuivi lui-même comme il était autorisé de le faire, au nom du gouvernement, s'il l'avait jugé à propos.

L'honorable chef de l'opposition et le député de Laval ont dit que nous ne faisons pas de bons chemins. Cependant, je lis dans un journal de Toronto que l'honorable M. Briggs, ministre de la Voirie, après avoir parcouru nos routes, a dit: "Si vous voulez voir de beaux chemins, construits à des prix raisonnables, allez dans la province de Québec."

Le ministre fait l'éloge de l'honorable secrétaire provincial, de son administration du département de l'instruction publique.

On critique la loi de l'assistance publique, mais le gouvernement actuel est bien disposé vis-à-vis les institutions de charité. Je veux dire au chef de l'opposition et à ceux qui, dans cette province, craignent que les autres gouvernements fassent du mal avec cette loi, qu'ils n'ont pas besoin de craindre. Toute loi ne vaut qu'en autant que valent ceux qui l'appliquent. Si le gouvernement actuel, comme on l'admet, est bien disposé, il n'y a rien à craindre ici d'une ingérence indue de l'État en matière religieuse. Le jour où un gouvernement sera mal disposé vis-à-vis les autorités religieuses et les institutions religieuses, si ce gouvernement ne trouve pas de lois déjà faites pour faire le mal, il en fera lui-même, de mauvaises lois...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il les trouvera toutes faites.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Combes a passé des lois contre les communautés religieuses en France, lorsqu'il est arrivé au pouvoir. Elles n'existaient pas avant lui ces lois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et le principe? Que faites-vous du principe en jeu?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est dans l'application d'une loi que réside toute sa valeur...

M. l'Orateur, il y a deux surplus en question aujourd'hui, celui du gouvernement et le surplus de Blanche Garneau. Il y a plusieurs choses regrettables relativement à cette affaire, et toute la province en a été affligée. Le corps de la jeune fille a été trouvé huit jours après le meurtre, alors que les traces étaient difficiles à recueillir et que beaucoup d'indices manquaient. Ainsi, les meurtriers n'ont pas été punis. Mon honorable ami est-il sincère quand il prétend indirectement qu'il y a conspiration dans le gouvernement pour cacher les meurtriers de Blanche Garneau? Que mon honorable ami y aille donc courageusement comme Roberts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'honorable ministre prétend que j'ai manqué de courage, il va voir à qui il a affaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Dans l'élection de Labelle, l'honorable chef de l'opposition et ses amis ont répandu les plus infâmes calomnies contre les membres du gouvernement. L'accusation a été faite indirectement, et le chef de l'opposition aurait montré plus de courage si l'accusation avait été plus directe, comme l'a fait Roberts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre ne peut pas me citer un mot pour prouver que j'ai accusé les ministres. Je demande que le ministre répète ce que j'ai dit.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le candidat a affirmé dans une assemblée qu'on avait, au département du procureur général, les boutons de manchettes du meurtrier de Blanche Garneau, avec son nom inscrit dessus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il pourra venir répéter cette accusation devant la Commission royale.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne me suis pas sauvé. Ma visite aux Îles-de-la-Madeleine a été prévue bien avant l'élection dans Labelle, et je ne pouvais la changer. Nous verrons si les amis du chef de l'opposition répéteront leurs infâmes calomnies! Nous leur en fournirons l'occasion devant la Commission royale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'irai quand je voudrai, personne ne m'y forcera.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Quelle erreur mon honorable ami le chef de l'opposition commet en voulant jeter du discrédit sur la justice. Les déclarations faites en regard de l'affaire Blanche Garneau dans le comté de Labelle ne sont que d'ignobles calomnies. Il cite dans la *Gazette* un discours du chef de l'opposition, dans lequel il a dit dans le comté de Labelle que l'administration de la justice dans cette province était pourrie! C'est une parole malheureuse pour le chef de l'opposition qui réalisera sûrement sous peu que ses paroles n'ont pas eu le résultat qu'il attend.

Ah! M. l'Orateur, nous voyons bien quel sera le cheval de bataille du chef de l'opposition aux

prochaines élections, ce ne sera plus la position financière de la province, la colonisation ou l'agriculture, ce sera Blanche Garneau. N'ayant rien à reprocher au gouvernement, c'est avec l'histoire du meurtre de cette malheureuse jeune fille que le chef de l'opposition et ses collègues entendent mener leur prochaine campagne politique. On exploitera ce drame horrible pour réclamer les suffrages du peuple.

Ce ne sont pas des conservateurs qui sont accusés de cacher les auteurs de ce crime. Ce sont les libéraux, que l'on accuse par des insinuations perfides, par des discours dangereux, séditions... Le chef de l'opposition affirme que c'est seulement les libéraux qu'il faut blâmer dans l'affaire Blanche Garneau.

Ceux qui s'en prennent à l'administration de la justice assument une lourde responsabilité et sont à tenir responsable pour toute tendance à la rébellion contre l'autorité. Les auteurs de ces ignobles calomnies sont connus; ils auront à prouver ce qu'ils ont dit. Que l'on prenne garde! C'est avec des phrases incendiaires comme celles-là que se sont faites les révolutions du passé, et nul ne saurait dire ce que l'avenir nous réserve à nous.

Le mépris de la justice entraîne le mépris de l'autorité et les révolutions futures pourraient bien avoir leur source dans l'agitation malsaine d'aujourd'hui. Des discours comme ceux des conservateurs sont de nature à miner les fondations de la société et à démolir les autorités religieuses et légales. Et une fois que cela se produit, il faut s'attendre à ce qu'une révolution s'enclenche.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre n'a pas le droit de dire cela. Je n'ai jamais fait d'agitation malsaine! Les discours incendiaires ont été prononcés autrefois par les amis du premier ministre et du ministre de l'Agriculture. Ils sont venus de ceux de la droite.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): N'a-t-on pas dit en une occasion: "Je ne suis pas de ceux qui cachent les meurtriers de Blanche Garneau?" Il cite des propos de M. Sauvé dans *La Minerve* où celui-ci affirme que ceux qui cachaient les meurtriers de Blanche Garneau ne sont pas de son entourage. Que signifie une telle affirmation? Cela sous-entend qu'ils sont de l'entourage du gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous verrons cela.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): En déclarant que ceux qui protègent les meurtriers de Blanche Garneau ne sont pas de son entourage, il signifie qu'ils sont de l'entourage de quelqu'un d'autre. De quel entourage sont-ils? Qu'il ait le courage de dire ce qu'il entend par là. Qui donc cache les meurtriers de Blanche Garneau? Est-ce le premier ministre? Est-ce le ministre de l'Agriculture? Est-ce le ministre des Terres?

Est-ce le ministre de la Colonisation? Qu'il parle! Que mon honorable ami le dise donc au lieu d'insinuer. C'est une insinuation calomnieuse. Je crois qu'il n'y a rien de pire que la calomnie par insinuation. L'insinuation perfide est cent fois pire que l'accusation directe, et Dieu sait si l'on s'en est donné à cœur joie. On a lancé dans le public les plus infâmes et les plus odieux racontars, pour le seul plaisir d'en faire du capital politique.

Mais ce n'est pas tout. N'a-t-on pas dit aussi que les ministres du cabinet s'étaient enrichis dans la politique? L'honorable chef de l'opposition l'a dit à Saint-Canut. Lui et ses amis ont jugé à propos d'insinuer qu'il fallait être riche pour avoir de l'influence dans notre province. Ce qui est insinué, c'est qu'ils se sont enrichis à même le trésor public. De qui parle-t-il? Qui est riche? Est-ce le premier ministre? Il n'est pas riche. Le ministre des Travaux publics? Il n'est pas riche. Le ministre de la Colonisation? Il n'est pas riche. Le ministre des Terres et Forêts? Lui non plus n'est pas riche.

Mais où sont les ministres riches dans le cabinet libéral actuel? Ils ne sont pas aussi riches qu'on a voulu le faire croire<sup>4</sup>. Moi? Je ne suis pas riche. Si mon honorable ami voulait payer seulement l'intérêt des dettes que j'ai contractées dans la politique, il verrait si je me suis enrichi. Les ministres sans porte-folio? Ils ne sont pas riches. Il ne reste plus que deux ministres. Et le chef de l'opposition a même mentionné des noms. Il a prétendu que deux ministres étaient riches, le ministre de la Voirie et le trésorier provincial. Ils sont riches, mais est-ce un crime que d'être riche, et la santé de mes deux collègues est-elle scandaleuse?

Est-ce dans le gouvernement qu'ils ont gagné cela? L'un d'eux est ministre depuis un an et demi à peine; l'autre depuis moins d'un an. Le trésorier provincial n'a pas tiré sa richesse de la vie publique, car il n'est ici que depuis quelques mois. Le ministre de la Voirie n'a pas fait sa richesse en construisant des routes, car il est bien connu qu'il était très riche avant même qu'il devienne ministre. Ils étaient donc riches - si tant est qu'ils le soient - avant leur entrée dans l'arène politique.

Que ces messieurs aient acquis honorablement une petite fortune non pas d'un demi-million, ni d'un quart de million, grâce à leur profession et à leurs affaires, rien d'étonnant. S'ils ont pu s'accumuler une fortune quelle qu'elle soit, le peuple réalisera que c'est par leur travail, l'exercice honnête de leur profession, et une gestion intelligente de leurs affaires.

Encore un mot de l'affaire Garneau et de l'affaire Roberts. Tout le monde reconnaît que l'*Axe* est une feuille méprisable; tout le monde voudrait la supprimer. Au mois de mai, le département du procureur général recevait la lettre suivante:

Montréal, 25 mai 1922

M. Charles Lanctôt, C. R.,  
assistant-procureur général,  
Québec

Cher M. Lanctôt,

Pensez-vous que l'on pourrait faire quelque chose pour arrêter la publication de *The Axe*. C'est une méprisable feuille qui est nuisible à l'intérêt public et à la morale.

Bien sincèrement à vous.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui a signé cette lettre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Voulez-vous que je le nomme?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Certainement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La lettre était signée par M. C.-E. Gault, député de Saint-Georges.

**Des députés ministériels** applaudissent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste pour que copie de cette lettre soit déposée sur la table de la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) accepte.

**M. Smart (Westmount):** Nous savions que cette lettre avait été écrite, mais le fait de supprimer, d'emprisonner Roberts veut-il dire que vous supprimez l'*Axe*.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Généralement, quand on supprime celui qui écrit des malpropretés, on supprime les malpropretés. Je ne sais trop comment l'emprisonnement de John H. Roberts stoppera l'*Axe*, mais un chat échaudé craint l'eau froide. Pourquoi s'offenser de l'emprisonnement de Roberts. Mon honorable ami veut-il que Roberts soit emprisonné seulement durant la session et qu'il soit libre ensuite de poursuivre son travail? S'il souhaite le voir arrêter ce genre d'activité, est-il sage de ne le faire emprisonner que pour deux mois? On voudrait qu'il soit libre après la session, pour continuer à injurier le gouvernement avec l'affaire Garneau. On a prétendu que nous n'avions pas le droit de punir Roberts parce que, à l'époque où il a commis l'offense, la pénalité était fixée et il savait très bien alors quelle pénalité existait. C'est vrai, mais M. Roberts savait également qu'une Législature était là qui pouvait augmenter la pénalité existante. Il savait cela, au moment où il a publié cet article.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'éditeur du *Soleil* décédait, est-ce que le journal cesserait d'être sale?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, parce que ce n'est pas le cas à l'heure actuelle.

L'enquête royale portera sur les accusations de Roberts, et tous ceux qui ont fait des déclarations semblables seront appelés à comparaître devant la Commission royale. Peut-être qu'il n'y a pas, dans la police provinciale, que les meilleurs hommes, que ce service est, comme tous les autres services, composé de bons et de moins bons éléments, mais cela ne justifie pas pour autant l'accusation infâme qui est portée contre le gouvernement à l'effet qu'il protégerait délibérément les meurtriers de Blanche Garneau. Il y a une enquête devant le juge Choquette qui est toujours ouverte, et il y a maintenant la Commission royale qui enquête, afin de déterminer si oui ou non le gouvernement a fait son devoir. Le chef de l'opposition en aura pour son argent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre parle d'insinuations. L'autre jour, l'honorable premier ministre a dit qu'il avait nommé, en tant que commissaires dans l'affaire Blanche Garneau, deux juges honnêtes et compétents, cela veut-il dire que les autres ne le sont pas?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne vois pas le rapport. Je le répète, la Commission royale va siéger bientôt. Les amis du chef de

l'opposition pourront alors venir répéter les calomnies qu'ils ont répandues dans Labelle. Peut-être ai-je été un peu loin, mais les accusations portées contre le gouvernement sont sérieuses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Écoutez! Écoutez!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le procureur général a dit que les meurtriers de cette jeune fille étaient Binet et Palmer. J'en suis convaincu moi-même et je le crois toujours. Les déclarations du premier ministre ont été justifiées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voulez-vous dire que les hommes qui ont juré que Binet n'était pas à Québec le jour du meurtre se sont parjurés?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les témoins étaient probablement de bonne foi, mais susceptibles également de s'être trompés quant aux dates exactes. Il y a des choses que l'on jure de bonne foi, et dont on n'est pas toujours certain. Les jurés qui ont jugé Palmer et Binet ont pu se tromper, et les témoins qui ont prouvé l'alibi en faveur de Binet ont pu oublier des dates.

Nous ne nous plaignons pas des griefs que l'on pourrait avoir contre les policiers. Ils peuvent avoir commis des erreurs; la police n'est jamais parfaite dans aucun pays. Les auteurs d'attentats sont déjà restés impunis et introuvables dans des villes comme Toronto, New York et Jersey City. Comme l'a dit hier le premier ministre, le gouvernement peut difficilement être blâmé.

Il existe d'autres affaires dans lesquelles les meurtriers ne sont pas traduits en justice, comme c'est le cas par exemple dans l'affaire Small, et tout récemment, il y a eu un double meurtre au New Jersey où les deux corps ont été trouvés ensemble dans un champ, et quoique les meilleurs détectives des États-Unis s'y soient penchés, aucun résultat n'a pu être obtenu. Si le gouvernement de Québec n'est pas capable de résoudre l'affaire, faut-il en conclure par là qu'il cherche à cacher les coupables?

Parce que, même si l'accusation n'a pas été faite directement, cela revient à le dire. Mais nous protestons contre les insinuations lancées contre les ministres; on veut laisser entendre que les ministres cachent les meurtriers de Blanche Garneau. Il serait beaucoup plus courageux de les porter directement, comme l'a fait Roberts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande au ministre de répéter mon affirmation à cet égard.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Un peu de patience, mon ami, je vais la citer. Le chef de l'opposition craint-il de venir dire devant cette commission, où se trouve le drap qui recouvrait le corps de Blanche Garneau et où se trouvent encore les boutons de manchette auxquels il a fait souvent allusion dans la dernière campagne électorale dans Labelle? Voici ce qu'a affirmé quelqu'un de ses proches, et en sa présence aussi d'ailleurs. Il fait lecture d'un journal qui cite un discours fait lors des élections dans le comté de Labelle où il est dit que le procureur général de la province avait en sa possession des boutons de manchette et un drap, tous deux comportant des indications qui permettraient au procureur général d'en trouver les propriétaires. C'est ce qu'a affirmé le candidat conservateur du comté de Labelle, dit-il.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle réunion était-ce et quand le candidat conservateur a-t-il prononcé ce discours? Je sais que le ministre de l'Agriculture était dans le comté de Labelle, mais il s'est enfui dans les Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne me suis pas enfui. Ma visite aux Îles-de-la-Madeleine a été prévue bien avant l'élection dans Labelle.

Toute cette affaire Garneau est un mouvement politique. Ce sont seulement des libéraux qui sont désignés dans ce mouvement. Le chef de l'opposition attaque les ministres dans leur vie privée; jamais nous n'avons fait de personnalités, nous. Nous ne lui reprochons pas de dépenser son indemnité de chef de l'opposition à parcourir la province pour lancer des calomnies contre les ministres. Le chef de l'opposition et ses amis ont directement ou indirectement prononcé des paroles dans des assemblées politiques ou autres, de nature à diminuer le respect de l'autorité. La vérité se traîne et la calomnie va au galop.

Le gouvernement n'ira jamais fouiller dans les affaires personnelles du chef de l'opposition ou prétendre qu'il s'enrichit à même les dépenses publiques. Le chef de l'opposition doit reconnaître qu'il y a trois choses que l'on ne doit jamais attaquer, trois choses saintes qu'on ne devrait jamais toucher en discutant les choses politiques: ce sont la religion, la famille et la justice. L'honorable chef de l'opposition devrait se rappeler cette grande vérité.

(Applaudissements)

Ces trois choses devraient rester absolument neutres et ne jamais être mêlées au domaine politique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La patrie!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le gouvernement a fait tout son devoir. Il a fait des progrès dans le développement de la colonisation, l'avancement de l'éducation et l'amélioration des bons chemins. Il défie de chef de l'opposition et ses collègues de prouver leur sincérité quand ils s'attaqueront à la politique du gouvernement, sous quelque rapport que ce soit.

Et je demande à la Chambre de rejeter l'amendement de l'opposition<sup>5</sup>.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise.

**Des députés de l'opposition** demandent le vote.

(Comme on ne compte pas le nombre de cinq députés nécessaire pour demander un vote minimal, l'Orateur s'apprête à déclarer l'amendement rejeté.)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** rappelle que le premier ministre a promis de lui prêter des députés. Je demande le vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): demande le vote<sup>6</sup>.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** Dufresne, Renaud, Sauvé, Smart, 4.

**Contre:** Bédard, Bouthillier, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, Daniel, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dujour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils (Chateauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Simard, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 54.

L'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 4 amendant la loi de Québec relative aux droits sur les successions.

**Droits sur les successions**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 4 amendant la loi de Québec relative aux droits sur les successions. L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Travaux de la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la séance soit ajournée à demain à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

**NOTES**

1. 26,000 élèves, selon *Le Soleil*.
2. Le chef de l'opposition aurait souhaité obtenir un vote enregistré, mais l'opposition ne comptait en Chambre que quatre représentants, nombre insuffisant pour demander un vote.
3. D'après *Le Canada*, le nom de ce personnage est Kavanagh.
4. Selon *The Gazette*, ces remarques du ministre sur la richesse de ses collègues ont fait rire les députés.
5. Selon *La Presse*, le discours du ministre a duré deux heures et demie.
6. D'après *L'Événement* et *The Gazette*, une dizaine de députés se sont levés pour appuyer le premier ministre. À la demande du chef de l'opposition, le premier ministre a demandé au député de Saint-Jacques (M. Vautrin) de se lever, ce qu'il fit, et d'autres députés l'imitèrent y compris le premier ministre, suivi de M. Mercier fils et de M. Perrault. L'opposition, ne comptant que quatre député présents, ne pouvait demander le vote. L'empressement du côté des banquettes ministérielles à répondre à l'appel du chef de l'opposition a amusé l'Assemblée.





Séance du jeudi 16 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 10.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de The Scottish Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);
- des curé et marguilliers de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, demandant l'adoption d'une loi autorisant la reconstruction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal (M. Gauthier).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Charles-L. Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt (M. Vautrin).

**Rapports de comités:**

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 56 amendant la charte de la ville du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 54 reconnaissant The Pentecostal Assemblies of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 76 concernant la Dominion Corset Company.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas-ci-après:

- de Montreal Public Service Corporation, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom et pour autres fins.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 55 confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente par Léopold Lamy à St. Lawrence Paper Mills, Limited;
- bill 75 ratifiant une vente par Eugène-Albert Bruneau à Petrus Cyr.

**Montreal Public Service Corporation**

**M. Richard (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 60 amendant la charte de la compagnie The Montreal Public Service Corporation et changeant son nom en celui de Quebec New England Hydro-Electric Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Barreau**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal, article 320**

**M. Ouellet (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 156 amendant l'article 320 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Industrie de la tourbe**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle fut la production de tourbe fabriquée dans la province de Québec de 1918 à 1921 inclusivement?

2. Combien y a-t-il de tourbières ou d'établissements fabriquant de la tourbe dans la province?

3. Combien y en a-t-il eu depuis dix ans?

4. Quelle a été la production de chacune?

5. Le gouvernement a-t-il encouragé cette industrie? Si oui, comment et quel octroi a-t-il accordé à chacun de ces établissements?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 486 tonnes, d'après les données statistiques recueillies par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

2. Nous n'en connaissons pas fabriquant commercialement à présent. Deux compagnies "La Tourbe Canadienne Inc." et "Le Combustible National" ont fait de l'expérimentation dans le cours de l'été 1922.

3. et 4. Peat Industries, Ltd: 675 tonnes; Tourbière des Laurentides: 486 tonnes; Le Combustible National; La Tourbe Canadienne, Inc.

Si les deux dernières compagnies ont produit commercialement, ce n'est qu'en 1922, et nous n'avons pas encore recueilli la statistique de l'année, qui n'est, du reste, pas terminée.

5. En réponse à une demande d'aide, de la part de La Tourbe Canadienne Inc., le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a répondu qu'il serait prêt à recommander l'octroi d'une subvention par tonne de tourbe produite. Les pourparlers se continuent entre cette compagnie et le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

#### **Licence de pêche à P.-J. Lapointe**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a-t-il accordé à monsieur P.-J. Lapointe, une licence de pêche dans le lac Saint-François jusqu'au 30 septembre 1922?

2. Si oui, cette licence a-t-elle été annulée?

3. Dans l'affirmative, quand?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Oui.

3. Le 31 mai 1922.

#### **Magasins de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle quantité de liqueurs a été vendue depuis le 1<sup>er</sup> mai 1922 dans

les magasins de la Commission des liqueurs: *a.* Valleyfield; *b.* Saint-Jean; *c.* Sherbrooke; *d.* Trois-Rivières; *e.* Saint-Jérôme; *f.* Joliette; *g.* Berthierville; *h.* Sorel?

2. Quelle somme d'argent le gouvernement a-t-il perçue par mois depuis le 1<sup>er</sup> mai 1922 de chacun de ces magasins?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. La quantité de liqueurs vendue depuis le 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre 1922 dans les magasins ci-dessous mentionnés, est la suivante:

	Spiritueux Bouteilles	Vins Gallons
<i>a.</i> Valleyfield	102,636	23,081
<i>b.</i> Saint-Jean	36,541	15,337
<i>c.</i> Sherbrooke	102,587	28,698
<i>d.</i> Trois-Rivières	38,524	15,022
<i>e.</i> Saint-Jérôme	8,113	3,614
<i>f.</i> Joliette	12,753	3,586
<i>g.</i> Berthierville	7,730	4,752
<i>h.</i> Sorel	9,727	3,547

2. Voici le détail des sommes d'argent reçues par mois, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1922 de chacun des magasins mentionnés précédemment: (Voir la liste à la page suivante)

<i>1922</i>	<i>Valleyfield</i>	<i>Saint-Jean</i>	<i>Sherbrooke</i>	<i>Trois Rivières</i>
Mai .....	\$ 36,161.50	\$ 23,430.80	\$ 57,067.95	\$ 17,215.30
Juin.....	49,491.50	20,679.20	51,650.55	17,971.35
Juillet.....	57,781.05	23,176.40	56,392.35	18,880.00
Août.....	86,836.85	25,799.75	76,188.10	23,539.40
Septembre .....	116,108.77	26,798.05	76,637.55	23,310.20
Octobre.....	80,031.05	19,975.55	59,435.25	28,474.85
Total	\$426,410.72	\$139,359.75	\$377,371.75	\$129,391.10

  

<i>1922</i>	<i>Saint-Jérôme</i>	<i>Joliette</i>	<i>Berthierville</i>	<i>Sorel</i>
Mai .....	3,218.50	7,156.70	3,278.95	3,562.00
Juin.....	3,490.70	9,312.50	2,092.80	3,682.45
Juillet.....	4,058.50	5,711.65	2,486.95	4,546.10
Août.....	5,073.25	5,570.65	3,021.75	5,250.10
Septembre .....	5,229.80	5,800.05	3,156.70	5,793.20
Octobre.....	4,485.85	5,823.60	3,179.50	5,202.45
Total	\$ 25,556.60	\$ 39,375.15	\$ 17,216.65	\$ 28,036.30

#### **Protonotaires et registraires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 33 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à certains députés-protonotaires et députés-registraires.

Adopté.

#### **Chemins à barrières de Montréal**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant les syndicats des chemins à barrières de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Les péages sont disparus, explique-t-il, et les chemins ont été retournés aux municipalités. Les seuls devoirs des syndicats sont de payer les intérêts sur les débentures, qui sont toutes entre les mains du Canada. Nous considérons que les syndicats ne doivent plus être maintenus en fonctions, car c'est une dépense inutile. Le ministre de la Justice d'Ottawa nous a d'ailleurs demandé cette loi. Le gouvernement du Canada, qui détient les débentures des syndicats, est

le seul intéressé. Il s'agit donc de régulariser la situation créée à ces syndicats par l'abolition des péages.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois que la loi désigne mon honorable ami comme le ministre des Travaux publics; il n'est pas fait mention dans la loi de son portefeuille de ministre du Travail. Est-ce que cela veut dire que le gouvernement va diviser son ministère?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le ministre des Travaux publics est, en même temps, ministre du Travail dans le gouvernement actuel; je comprends que l'honorable chef de l'opposition a dit que, lorsqu'il serait premier ministre, il donnerait le portefeuille du Travail à un ouvrier. Mais alors, les ouvriers devront attendre longtemps. La loi, telle que nous la proposons, conviendra admirablement au gouvernement de mon honorable ami. L'honorable chef de l'opposition a fait bien des promesses, mais il n'a pas dit s'il prendrait comme ministre du Travail un ouvrier international ou un membre des unions catholiques.

C'est une difficulté intéressante. Que ferait-il à notre place?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que le premier ministre me laisse prendre sa place, et je promets de rendre justice sans délais à tous les ouvriers.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Je crains que les ouvriers ne prennent pas cette réponse au sérieux. Pourquoi le chef de l'opposition ne répond-il pas à ma question? Si l'honorable chef de l'opposition ne répond pas, les ouvriers penseront qu'il n'était pas sérieux quand il leur a fait ces promesses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne réponds pas parce que j'ai peur que le gouvernement me fasse jeter en prison, si je réponds.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des écoles catholiques  
de Québec**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Orphelinat  
Saint-Sauveur**

**M. Paquet (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 58 constituant en corporation l'orphelinat Saint-Sauveur.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 6 du bill qui se lit comme suit:

"6. La corporation devra transmettre, chaque année, au secrétaire de la province, un état de ses biens meubles et immeubles, et les noms de ses officières."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce que cela veut dire?

**M. Paquet (Saint-Sauveur):** Je comprends que cela veut dire que les religieuses dirigeront encore l'orphelinat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela veut dire que la nouvelle corporation prendra les biens de l'ancienne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demandais des informations au promoteur du bill, mais j'accepte les explications du procureur général.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Paquet (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Lots de  
Saint-Colomb-de-Sillery**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Municipalité scolaire protestante  
de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 64 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et les villes de Lasalle et de Dorval à avoir un bureau de six syndics.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Église Sainte-Catherine, Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Armand Bélanger**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 validant la cléricature d'Armand Bélanger.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont sur le Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company Limited, et certaines municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes

municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Study Corporation**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 constituant en corporation The Study Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Succession Éléonore Gauvin**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 concernant la succession de dame Éléonore Gauvin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Successions Simon et Philomène Valois**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 concernant les successions de feu Simon Valois et de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Demande de documents:****Ferme de démonstration  
dans Saint-Maurice**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant l'établissement d'une ferme de démonstration dans le comté de Saint-Maurice, en 1921 et 1922.

Lorsque l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous a proposé une loi, l'an dernier, pour établir des fermes de démonstration, il nous a dit que cette loi n'avait d'autre but que de rendre justice à la classe agricole. Il a donné sa parole que la politique de parti n'aurait rien à faire dans l'application de cette loi et que ces fermes seraient choisies non en considération des intérêts de parti, mais en considérant uniquement les intérêts agricoles.

Je demande la production des documents pour la ferme de Saint-Maurice, parce que je veux établir que cette ferme a été choisie par esprit de parti, par déni de justice, et cela, de la façon la plus odieuse. Je ne veux pas accuser le ministre de l'Agriculture; je voudrais dire encore mon ami l'honorable ministre de l'Agriculture, mais certains passages d'un de ses discours récents, un de ses plus malheureux discours, m'en empêche. Je n'entrerais pas sur le terrain des pires personnalités où déjà il s'est mis lui-même. Je ne m'en plaindrai pas, car j'aurai mon tour sur un terrain plus élevé. Je pensais que nous pouvions travailler ensemble pour le bien des cultivateurs.

Cela n'est pas possible si nous faisons des personnalités. Je croyais que l'on pouvait tous les deux aimer la classe agricole et chercher à servir ses intérêts; je pensais que le ministre, me connaissant comme il me connaît, pouvait se réserver, se conserver, et ne pas faire le jeu de ceux qui méprisent son titre, quand moi je ne méprise que certains moyens que son énervement ou ses intérêts ministériels lui font employer.

Je veux établir aujourd'hui que c'est le fanatisme politique, rien de moins, qui a fait choisir la ferme de M. Odzaca Gélinas, de Saint-Barnabé, comme ferme de démonstration pour Saint-Maurice. Quant au premier ministre, il peut être assuré que je lui éviterai le hoquet en me gardant bien de me servir de son langage et de ses insinuations que sa nature mexicaine lui inspire.

Je demande aux ministres d'abandonner leur tactique de changer le sens de mes paroles et de mes arguments pour tenter de m'incriminer, dans le but de cacher leur faute. Nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition, mais nous resterons debout devant les loups qui se battent en bandes, mais qui se sauvent quand ils ne sont pas nombreux.

Le 8 novembre 1922, en réponse à mes questions et à celles du représentant de Laval (M. Renaud), l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a déclaré officiellement: "Les fermes de démonstration sont établies sur la recommandation du surintendant des fermes de démonstration". (*Procès verbaux*, 8 novembre 1922, à la page 60) Cela n'a pas été fait dans le cas du comté de Saint-Maurice, et c'est mon devoir de m'indigner devant les abus politiques qui sont fréquents dans cette administration. Les fonds votés pour fins agricoles ont été employés à des fins politiques et pour venir en aide aux favoris du gouvernement.

Le surintendant de ces fermes est M. Léo Brown. M. Évariste Leblanc, de Saint-Boniface, prétend que le surintendant, M. Brown, a fortement recommandé sa ferme auprès du ministre. Le député de Saint-Maurice (M. Ricard), après avoir fortement recommandé M. Pellerin, aurait recommandé aussi M. Odzaca Gélinas et Hormidas Garceau de Saint-Barnabé, M. Arthur Héroux, de Yamachiche, aurait recommandé M. Eugène Lambert de la même paroisse. Le député de Saint-Maurice (M. Ricard) promet à M. Héroux de se faire son interprète auprès de l'honorable ministre de l'Agriculture pour aider beaucoup "l'ami commun". M. Pellerin affirme que sa ferme a été le choix du surintendant des fermes. M. Pellerin est un lauréat du Mérite agricole. Sa ferme, sa terre sont décrites dans le rapport des médailliers de 1918. Elle est située près des chars et près du village. Elle a la grandeur spécifiée dans les règlements du ministère de l'Agriculture. Je veux savoir pourquoi on a choisi la ferme de M. Odzaca Gélinas qui, dit-on, est trop grande et qui était mal bâtie.

En dehors de la considération de M. Brown, qui avait choisi la ferme de M. Pellerin, il y avait un groupe d'amis politiques qui avait réussi à faire accepter celle de M. Hormidas Garceau. Mais, il y aurait eu une réunion à Saint-Barnabé avec le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard) pour l'ôter à M. Garceau qui avait voté pour M. Guillemette, le candidat du gouvernement et pour faire choisir la ferme de M. Atché Ricard, frère du député de Saint-Maurice. M. Héroux a été trompé au sujet de M.

Lambert. Je me demande pourquoi le député du comté est intervenu dans le choix de cette ferme. Quelle compétence, lui notaire, en avait-il?

Ce que je prétends, d'après les renseignements que je possède, c'est que la ferme de M. Pellerin fut choisie par l'agronome du district dont je ne me rappelle pas du nom et M. Léo Brown, surintendant des fermes de démonstration. On a mis ces recommandations de côté pour choisir la ferme Odzaca Gélinas, et pour la rendre un peu convenable, le gouvernement a été obligé d'y faire ériger des bâtisses coûteuses. Il est possible que l'on se serve du moyen des "renseignements personnels" pour ne point mettre devant la Chambre la principale correspondance. Je ferai remarquer que les mêmes gens entrent dans le domaine privé pour faire les pires insinuations inspirées par le mensonge, dans le but d'atteindre un adversaire qu'on n'est pas capable de combattre avec la logique et la vérité.

Je crois que les agronomes font leur possible pour remplir leur rôle avec dignité et compétence. Sont-ils toujours capables de le faire? Je ne le crois pas. Voilà un fait patent, celui de Saint-Maurice, qui démontre comment on dépense, pour des fins de parti, l'argent destiné aux intérêts agricoles; un cas qui démontre comment le gouvernement considère le mérite d'un cultivateur.

Dans le cas qui nous occupe, le surintendant des fermes de démonstration, M. Brown, et l'agronome du comté avaient recommandé la ferme de M. Pellerin. Des petits politiciens sont intervenus et ont fait donner le contrat à un M. Gélinas par esprit de vengeance. Pourquoi n'a-t-on pas respecté la parole du ministre de l'Agriculture? Pourquoi n'a-t-on pas accepté le rapport des officiers compétents? Et l'on dira que l'opposition ne doit pas critiquer, ne doit pas dire que l'argent de la province est employé pour des fins politiques.

Et l'on blâmera le chef de l'opposition de dire que le gouvernement administre la province dans l'intérêt d'un parti, au lieu de veiller à l'intérêt public; on nous reprochera de condamner ces hommes qui ne se trompent jamais, qui ne prononcent jamais une parole sévère. Pourquoi a-t-on mis de côté un lauréat du mérite agricole? Parce qu'il était conservateur probablement. On invite les cultivateurs à Québec, on épingle sur leur poitrine des médailles et puis on leur dit: "Allez-vous en chez vous, on ne s'occupera plus de vous!" Voilà une étrange façon d'abandonner les lauréats du mérite agricole.

Il est, dit-il, en mesure d'établir que le choix de la ferme de M. Gélinas dans le comté de Saint-Maurice ne fut arrêté qu'après la réunion de quelques

politiciens. Il y a eu des intrigues du député de Saint-Maurice (M. Ricard), concernant le choix de cette ferme.

Il ne faut pas avoir l'âme agricole pour mettre de côté, pour mépriser un médaillé du Mérite agricole, à cause de sa couleur politique. Ah! Pauvres médaillés, on vous fait réunir à l'Exposition de Québec pour vous accrocher un ruban ou une médaille, et l'on vous renvoie en vous disant que vous êtes les rois de la terre. Mais après, on méprise vos mérites et vos droits. Eh bien, les hommes qui agissent ainsi devraient être les derniers à mériter la confiance des cultivateurs.

Ce sont des actes comme celui-là qui poussent les cultivateurs à s'organiser pour se mieux protéger.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Je suis surpris que le chef de l'opposition parle si longtemps pour ne rien dire...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est que le député de Saint-Maurice (M. Ricard) ne comprend rien.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Je n'ai peut-être pas le génie du chef de l'opposition, mais je suis mieux renseigné. Les affirmations du chef de l'opposition sont fausses du début jusqu'à la fin, et s'il continue ainsi, il restera encore longtemps dans l'opposition. Je me demande d'abord comment le chef de l'opposition peut affirmer que M. Pellerin, son candidat de prédilection qu'il plaint de n'avoir pu obtenir du gouvernement le choix de sa ferme pour qu'elle soit convertie en ferme de démonstration, est un ennemi du gouvernement. M. Pellerin n'est pas un bleu.

Lors de la dernière campagne fédérale, M. Pellerin fut un des principaux organisateurs de l'élection de l'honorable Jacques Bureau, candidat libéral, adversaire du docteur Normand, candidat meigheniste. La chose est encore plus difficile à croire quand on sait que, lors de mon élection, le même M. Pellerin m'a appuyé durant toute ma campagne et il a voté pour moi. Il (M. Ricard) nie avoir rencontré M. Gélinas qui lui aurait demandé d'user de son influence pour lui faire obtenir des faveurs du gouvernement. M. Gélinas, à qui l'on a donné la ferme de démonstration, n'est pas un libéral. Le choix n'a pas été une question politique, car M. Gélinas appartient à une famille absolument conservatrice...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh, ce n'est rien. Le premier ministre aussi! (Rires)

**M. Ricard (Saint-Maurice):** ...qui n'a jamais cessé d'appuyer la politique préconisée par le chef de l'opposition. Ce dernier a donc tort de critiquer le gouvernement d'avoir reconnu le mérite d'un conservateur. Je ne me suis pas occupé du choix de la ferme de démonstration. Je n'ai jamais rencontré Hormidas Garceau au sujet du choix de la ferme de démonstration de Saint-Barnabé et il ne m'a jamais écrit. Il n'a jamais été question de mon frère, Atché Ricard, et je n'ai jamais promis de recommander Lambert. Et ils n'ont jamais été candidats pour l'obtention de la dite ferme de démonstration.

Il nie avoir correspondu avec MM. Garceau, Héroux et Ricard, ni directement, ni indirectement sur le sujet qu'on lui prête. Fausseté que tout cela, dit-il, faussetés qui peuvent bien provenir du mauvais souvenir d'une assemblée tenue autrefois à Saint-Canut.

Il explique pourquoi le gouvernement a décidé de laisser tomber son choix sur la ferme de M. Gélinas, au lieu de choisir celle de M. Pellerin. Il veut cependant déclarer immédiatement que, lorsque ces deux cultivateurs réclamèrent son appui auprès du ministère de l'Agriculture, il accepta de la présenter à l'honorable ministre (l'honorable M. Caron). Mais ne voulant intervenir d'aucune façon dans cette affaire, il les pria tout simplement d'exposer leurs raisons. Ce qu'ils firent. J'ai présenté, dit-il, tous les candidats au ministre. J'ai présenté Pellerin et Gélinas au ministre de l'Agriculture et leur ai dit de soumettre leur cause, sans me mêler du choix définitif que l'on ferait entre eux.

On a choisi la ferme de M. Gélinas et le ministre de l'Agriculture a été bien inspiré à cause de la position centrale qu'elle occupe dans le comté. Elle est située au centre du comté, très près du terrain de l'exposition régionale, près du siège de la société d'agriculture, tandis que celle de M. Pellerin est située à l'extrémité du comté. La moyenne des distances d'une extrémité à l'autre du comté est, à Saint-Barnabé, de 10 milles et un dixième. De plus, le fait que dans la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès se trouve déjà une ferme de démonstration contrôlée par le département fédéral d'Agriculture excuse le gouvernement provincial d'avoir voulu favoriser l'autre partie du comté.

Il y a des constructions qui ont été faites sur la ferme de M. Gélinas, même depuis que cette ferme a été choisie par le gouvernement comme devant devenir une ferme de démonstration, mais le gouvernement n'a pas payé pour ces constructions que Gélinas a faites sur sa ferme; c'est le propriétaire qui a payé les frais. Je ne fais pas de "politicaillerie"!

Nous, libéraux, nous ne faisons pas de partisanerie. Le chef de l'opposition ne saurait en dire autant et, quand il accuse ses adversaires de répandre des préjugés, c'est lui même qu'il devrait regarder. On nous parle de partisanerie politique. Regardez donc ce que les conservateurs ont fait en 1911; ils ont tout balayé dans les bureaux publics. Ils ont balayé tous les rangs des fonctionnaires libéraux pour les remplacer par des conservateurs et des amis du gouvernement Borden. Que le chef de l'opposition prouve que la même chose fut faite en 1921, lorsque les libéraux obtinrent le pouvoir à Ottawa. Les libéraux n'ont rien fait de cela en 1921. Quand on habite une maison de verre, on ne lance pas de pierres sur la maison de son voisin.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef de l'opposition a paru aujourd'hui particulièrement amer. Je n'ai jamais manqué de courtoisie envers le chef de l'opposition et je l'assure de mes meilleurs sentiments. Il a tort de douter de l'amitié que, pour ma part, je n'ai jamais cessé de lui porter, malgré nos divergences d'opinions politiques. J'espère que nos discussions politiques n'atténueront pas nos relations personnelles et qu'elles demeureront toujours aussi amicales que dans le passé.

Si avant-hier soir, il (M. Caron) s'est élevé contre les accusations infamantes portées contre lui et les autres membres du cabinet à propos de l'affaire Roberts ou de l'affaire Garneau, c'est qu'il avait d'amples raisons de le faire, mais cela n'affecte en rien les excellentes relations personnelles qu'il a toujours entretenues avec le chef de l'opposition et qu'il souhaite voir se continuer. Il voudrait qu'une fois pour tout le chef de l'opposition décide de s'en tenir aux questions administratives et non personnelles. Il a, dit-il, un grand respect personnel pour le chef de l'opposition dans sa vie privée, jamais il ne voudrait faire la moindre insinuation qui puisse porter atteinte à sa réputation. Il regrette que le chef de l'opposition se soit engagé dans la voie des personnalités.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre de bien vouloir répéter les insinuations, accusations ou injures personnelles qu'on l'accuse d'avoir portées.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il n'en tiendra qu'au chef de l'opposition que continuent d'exister les mêmes bonnes relations qui ont existé entre nous depuis de nombreuses années.



Il y a du vrai dans les remarques du chef de l'opposition, mais il a dû être mal renseigné sur certains points. Le chef de l'opposition a dû travailler beaucoup pour obtenir tous les renseignements qu'il a donnés à la Chambre, au sujet du choix de la ferme de démonstration du comté de Saint-Maurice. Cela a dû nécessiter de la part du chef de l'opposition beaucoup de travail et de recherche. Ce n'est pas lui sans doute qui a voulu tromper la Chambre, mais ce sont d'autres qui l'ont trompé lui-même.

La chose pourtant est la plus simple du monde. On a choisi la ferme de M. Gélinas parce qu'elle était géographiquement la mieux située pour le but qu'on se proposait, et qu'elle offrait par ailleurs de meilleures conditions que ses concurrentes, au point de vue des éléments de démonstration agricole. En un mot, on a tenu compte de la nature du sol et de la position avantageuse que cette ferme occupait dans le centre du comté pour en faire le choix. Si on lui a dit que le gouvernement avait érigé des constructions, le chef de l'opposition a été mal informé. Ces constructions ont été érigées par le propriétaire de la ferme.

Nous n'abandonnons pas les médaillés du Mérite agricole. Loin de les dédaigner, nous voulons les traiter en privilégiés. Mon honorable ami s'étonne que nous n'ayons pas donné la ferme de démonstration du comté de Saint-Maurice à un lauréat du Mérite agricole. Il a tort de s'étonner. Comme dans aucun comté de la province, cette ferme n'est pas installée sur celle d'un diplômé du Mérite agricole. Ce serait une erreur d'établir des fermes de démonstration chez des lauréats du Mérite agricole, qui ont des fermes modèles, sur lesquelles il est inutile de faire des expériences et des démonstrations, attendu qu'ils ont tout expérimenté et qu'ils ont bien réussi.

Ces fermes deviennent moins propres aux fins de la démonstration. Quelque étrange que cela puisse paraître, les médaillés du Mérite agricole sont ceux qui ont le moins de chance de voir choisir leurs fermes pour des fermes de démonstration. Ces médaillés ont prouvé qu'ils savaient faire la culture et ont obtenu de très bons résultats. Pour mériter leurs lauriers, ces diplômés ont dû eux-mêmes donner les mêmes démonstrations que le gouvernement préfère tenter de donner sur des terres moins fertiles, espérant obtenir de ces terres, grâce à ces méthodes nouvelles, un meilleur rendement et démontrer l'efficacité de ces procédés. Sur une terre où tout a été accompli selon la règle, il ne reste plus rien à démontrer par l'expérience immédiate. Celle-ci se fait beaucoup mieux sur une terre dont le sol est

devenu appauvri et où s'est manifesté pendant longtemps une culture routinière. Notre but est d'améliorer des fermes. Que dirait-on si nous établissions une ferme de démonstration chez M. Robert Ness, de Howick, qui a la plus belle ferme de la province et peut-être du Canada. On ne pourrait établir une ferme de démonstration à cet endroit; ce serait tout simplement ridicule. Nous ne pourrions pas faire d'expériences pratiques sur une ferme modèle comme celle-là, la meilleure du Canada!

La politique du département de l'Agriculture est de choisir non pas une ferme modèle, mais une ferme de qualité moyenne, afin de prouver aux cultivateurs du comté que, par des moyens de culture modernes, on peut arriver à améliorer une ferme moyenne et à en rendre la culture payante. Le but des fermes de démonstration, c'est de prendre une terre où on a fait généralement de la culture routinière et d'y appliquer les principes de rotation, d'utilisation et de conservation des engrais et de la culture scientifique; c'est de prendre une terre sur laquelle il n'y a pas de bâtiments modernes, de les transformer et de montrer les résultats après, disons, cinq années d'expérience.

Une ferme de démonstration doit être une ferme sur laquelle il est possible de démontrer à cinq ans d'intervalle qu'elle a été améliorée. C'est une ferme où il est possible de prouver que les récoltes peuvent être augmentées de 50 ou de 100 %, une ferme dont on peut améliorer la construction des étables, où il est possible de prouver aux autres ce que l'expérience a obtenu dans sa lutte contre la routine. C'est pour toutes ces raisons qu'un décoré du Mérite agricole a moins de chance que quiconque de voir établir sur sa terre une ferme de démonstration.

Les officiers du département ont visité plusieurs fermes dans le comté de Saint-Maurice et ils ont fait rapport au ministère. Il appartient au surintendant des fermes et aux agronomes de dire quelles sont les conditions des fermes et de constater si elles peuvent être employées comme fermes de démonstration. Mais le ministre est capable de décider du site de ces fermes. Généralement, le département prend en considération la recommandation faite par le surintendant, l'agronome quelquefois, mais je tiens à faire remarquer que seul le ministère de l'Agriculture et non pas le surintendant, comme l'a insinué le chef de l'opposition, a le privilège de faire le choix des fermes de démonstration.

Le surintendant, l'agronome peuvent très bien se prononcer quant aux avantages agricoles qu'offrent certaines fermes, mais en autant que la

question du site et de l'intérêt général du comté est concernée, le ministère de l'Agriculture est autant qualifié pour se prononcer que le surintendant et l'agronome.

La ferme de M. Pellerin convenait à toutes les conditions exigées pour l'établissement d'une ferme de démonstration, mais cette ferme avait le tort d'être d'abord située à une trop grande distance du centre du comté et d'être trop avancée pour les fins du gouvernement. La ferme de M. Gélinas était trop grande, mais nous l'avons choisie parce qu'elle était la mieux située, au centre du comté, près de l'exposition et que le propriétaire pouvait la diviser en deux parties. Le chef de l'opposition a bien tort de faire un crime à M. Gélinas de porter le prénom d'Odzaca. Il y a des gens qui ont déjà été ministres dans le gouvernement conservateur malgré leur prénom d'"Éséophe"<sup>1</sup>.

Cette ferme n'a jamais connu jusqu'ici qu'une culture plutôt médiocre et le gouvernement voit l'opportunité pour lui de donner, dans le cœur même du comté de Saint-Maurice, une démonstration des procédés qu'il entend employer pour obtenir du sol presque stérile que possède M. Gélinas une production beaucoup plus considérable qu'il n'a obtenue jusqu'à aujourd'hui. Nous n'avons fait qu'un contrat d'un an avec lui. C'est M. Gélinas qui a construit, à ses frais, les nouvelles bâtisses qui s'élèvent sur sa ferme.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lisez le rapport de M. Brown!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) donne lecture du rapport de l'agronome du district recommandant plusieurs fermes:

Trois-Rivières, le 31 janvier 1921

L'honorable J.-É. Caron,  
ministre de l'Agriculture,  
Québec

M. le Ministre,

Lorsque vous avez décidé d'établir des fermes de démonstration dans la province, j'ai demandé au département pour en avoir une dans mon comté. On m'a remis au printemps.

Je renouvelle donc ma demande avec l'espoir de l'obtenir cette fois. Nous en avons probablement besoin ici plus qu'en aucun autre endroit, cela pour plusieurs raisons:

1. La proximité de trois villes locales qui attirent beaucoup de cultivateurs, de là l'urgence de rendre l'agriculture payante.

2. La nécessité absolue, pour répondre au marché local, de changer le système de culture; faire moins de foin pour produire plus de lait, de légumes, de viandes et d'œufs.

3. Le fait que Saint-Maurice n'a un agronome que depuis deux ans et que notre comté n'a pas encore eu le temps de recevoir complètement sa part de l'enseignement agricole.

4. Que j'aurais justement quelques cultivateurs disposés et préparés à conduire une telle ferme de démonstration à bonne fin et dont l'état de la terre, le troupeau et la localité réunissent toutes les conditions exigées.

Nous n'avons pas besoin d'attendre au printemps pour en faire le choix. Je connais parfaitement les terres des cultivateurs que j'ai en vue. Je puis vous les nommer. Ce seraient: M. Évariste Pellerin, de Saint-Boniface. C'est un lauréat, médaille d'argent, du Mérite agricole en 1918. Sa terre y est décrite en détail dans le rapport. Elle conviendrait parfaitement et la ferme est située près des chars et près du village.

De plus, le propriétaire est un cultivateur instruit. C'est le préfet du comté depuis plusieurs années. Nous aurions maintenant à Saint-Barnabé au moins deux fermes où l'on pourrait avoir d'égales chances de succès. Ce serait chez M. Odzaca Gélinas et M. Hormidas Garceau. Si vous m'accordez cet avantage, cette année, et de suite, je ne craindrais pas de vous en garantir le succès et d'en prendre la responsabilité.

Espérant recevoir une réponse favorable, je vous prie de me croire, Monsieur le Ministre, votre bien respectueux et dévoué,

(signé) Henri Cloutier, agronome.

Cette appréciation de l'agronome du comté justifie le gouvernement d'avoir fait le choix mentionné par le chef de l'opposition, car M. Cloutier, que l'on peut considérer comme un expert en matières agricoles admet que la ferme de M. Gélinas, tout comme celle de M. Pellerin, peut obtenir d'excellents résultats. Le gouvernement n'avait donc, après cette appréciation, qu'à considérer la question au point de vue général, et c'est pour faciliter l'accès à cette ferme de démonstration à tous les cultivateurs du comté qu'il a décidé de choisir celle de M. Gélinas, située au centre du comté. Quel reproche peut-il mériter après avoir agi ainsi?

Il lit aussi une lettre de la Société d'agriculture de Saint-Boniface exprimant la satisfaction du fait que le gouvernement a placé la ferme de démonstration à Saint-Barnabé:

Saint-Barnabé, le 6 février 1922

Honorable Joseph-Édouard Caron,  
ministre de l'Agriculture,  
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous offrir mes félicitations pour le choix que vous avez fait dans la personne de M. O. Gélinas, comme fermier modèle. Cette nomination répond au vœu unanime de la paroisse de Saint-Barnabé et du comté de Saint-Maurice en général.

Saint-Barnabé étant le centre du comté de Saint-Maurice, et la ferme de M. Gélinas étant à proximité du terrain de l'Exposition aidera la Société d'agriculture et attirera un grand nombre de visiteurs. C'est un avantage inappréciable.

Votre humble et dévoué serviteur,

(signé) Charles Marcouiller,  
secrétaire d'agriculture du  
comté de Saint-Maurice

La ferme de M. Pellerin était à l'extrémité du comté, tandis que la ferme de M. Gélinas se trouve dans le centre du comté. On a agi là selon les principes établis pour le choix de toutes les fermes de démonstration et notre choix a reçu l'approbation de tout le monde. Vraiment, nous n'avons pas d'objection à ce que le chef de l'opposition nous critique, surtout quand nous avons d'aussi bonnes réponses que cela à lui donner.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre a répondu habilement. Il est souple; il nous a prouvé qu'il n'est pas nécessaire d'être avocat pour bien défendre sa cause contre un adversaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous êtes une preuve vivante de la vérité de ce que vous dites.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Merci. Mon honorable ami le député de Saint-Maurice (M. Ricard) a dit que M. Gélinas était de famille

conservatrice; cela ne veut rien dire. Mon ami le député de Berthier est bien le fils d'un des chefs conservateurs du comté de Berthier et cela ne l'empêche pas d'être un bon rouge. Il est, dit-il, étonné que le député n'ait pas préparé une meilleure réponse, étant donné que sa motion a été annoncée depuis trois semaines. Il lui reproche aussi de n'avoir pas produit le rapport du surintendant des fermes de démonstration. Le député est très étroit et n'a parlé que de politique et de questions politiques. Il a eu trois semaines pour se préparer à répondre sur cette question. Le député a été d'une faiblesse lamentable et il est évident qu'il restera toujours très jeune.

Quant au plaidoyer de l'honorable ministre, il est habile, mais mon honorable ami ne peut nier que si on avait écouté le rapport du surintendant des fermes, on aurait donné la ferme de démonstration de Saint-Maurice à M. Pellerin. Le ministre de l'Agriculture n'a pas, lui non plus, produit le rapport du surintendant des fermes de démonstration, M. Brown. Il doit y avoir quelque chose que le ministre veut cacher, puisqu'il ne l'a pas produit. Le ministre a peur du rapport de l'agronome, M. Brown, lequel condamnait la ferme de Gélinas et recommandait celle de Pellerin. Le gouvernement doit se fier à ses employés; s'il ne s'y fie pas, cela signifie qu'ils n'ont pas de compétence et, dans ce cas, il doit les congédier. Si vous donnez des pouvoirs aux agronomes, donnez leur donc la liberté de les exercer, ces pouvoirs.

Si vous voulez que ces agronomes soient respectés, commencez donc par les respecter vous-même au lieu de nier leur compétence pour protéger un pauvre politicien. Ou le surintendant des fermes de démonstration est compétent ou il ne l'est pas. S'il l'est, et je crois qu'il l'est, pourquoi le gouvernement l'empêche-t-il d'exercer sa compétence? S'il ne l'est pas, pourquoi l'employer? Le ministre justifie aujourd'hui les propos du député de Laval (M. Renaud). On a tort de reprocher à ce dernier de mépriser les agronomes officiels, puisque le ministère de l'Agriculture lui-même méprise les avis de ces derniers.

Le gouvernement donne le pire exemple en ne tenant aucun compte de leurs conseils et en les discréditant auprès de la population qu'il sont censés diriger. Que le gouvernement ne s'attende pas d'obtenir quelque succès que ce soit, s'il continue de traiter en valets ses experts agricoles. En tout cas, cette affaire viendra devant le comité d'agriculture alors que des témoins seront appelés pour prouver que la politique joue toujours le premier rôle dans l'administration du gouvernement provincial.

Chaque fois qu'il existe un document compromettant pour le gouvernement et dont l'opposition demande la production, un ministre répond invariablement que tel document étant marqué "confidentiel", il ne peut être produit. J'espère qu'il n'en sera pas ainsi de M. Brown.

En terminant, il reproche au ministre sa mauvaise foi en créant un incident du prénom de M. Gélinas, car il n'a jamais fait allusion à cette affaire dans son discours. Il dénonce les procédés déloyaux de certains ministres tonitruants qui dénaturent, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, ses déclarations, afin de faire du capital politique contre lui.

La proposition est adoptée.

#### **Voirie à Sainte-Dorothée**

**M. Renaud (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, rapports., etc., concernant la voirie dans la paroisse de Sainte-Dorothée, depuis janvier 1921.

Je voudrais savoir par cette correspondance comment le gouvernement a traité la municipalité de Sainte-Dorothée. J'ai reçu plusieurs plaintes au sujet de la conduite du gouvernement concernant le chemin appelé "Petit Bois". J'ai appris que de grosses difficultés avaient surgi entre le gouvernement, les entrepreneurs et la municipalité de Sainte-Dorothée. Je veux voir, par la correspondance et le dossier officiel, quelle a été la conduite du gouvernement dans cette affaire. D'après ce que je puis voir à la lumière des renseignements que j'ai eus, le gouvernement n'a pas fait mieux là qu'ailleurs. Le gouvernement aurait fait des oublis, des omissions, et protégé un entrepreneur qui aurait ignoré les devis, au détriment de la municipalité. Lorsque le chemin a été construit, la municipalité s'est plainte au département de la Voirie que les entrepreneurs n'avaient pas suivi les devis.

Par ses refus, ses contradictions et ses omissions, le gouvernement n'a pas traité la municipalité comme il aurait dû la traiter, quand il s'agissait d'un contrat de \$30,367 pour un chemin mal fait, tel qu'on le voit par une lettre du conseil au sous-ministre de la Voirie et par les remarques d'un ingénieur du nom de M. Henry. Ce chemin a donc coûté \$30,367 à la municipalité et l'ingénieur Henry a affirmé qu'il était mal fait.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Un chemin a été construit à la demande de la municipalité de Sainte-Dorothée. Lorsque le chemin a été construit, des plaintes ont été faites au département de la Voirie. Un M. Fournier, à la demande de la municipalité, a été nommé inspecteur de ce chemin. Il a fait un rapport au département, disant que le chemin était bien fait. D'autres plaintes ont été faites; M. l'ingénieur Henry a été envoyé sur les lieux, il a fait l'inspection du chemin et il a constaté que le chemin dont on se plaignait avait en effet besoin de réparations. Il a fait rapport en conséquence au ministre de la Voirie et il a dit que le macadam devrait être réparé. Il y a lieu de croire que les réparations nécessaires seront faites à la satisfaction des intéressés et des contribuables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait des remarques à ce sujet.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les réparations en question n'ont pas encore été réalisées, mais elles le seront incessamment.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que le débat soit ajourné.

Il parlera, dit-il, sur ce sujet à la prochaine séance.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Conseil supérieur d'hygiène**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le 28<sup>e</sup> rapport annuel du Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec. (Document de la session no 27)

##### **Orphelinat catholique de Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 novembre 1922, pour copie de correspondance, télégrammes, requêtes, etc., entre le gouvernement et l'orphelinat catholique de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 à ce jour. (Document de la session no 36)

**Achats de  
lots de colonisation**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 novembre 1922, pour, communication d'un état indiquant: 1. Quels sont les noms des colons qui ont acheté des lots depuis le 19 mars 1921 jusqu'au 30 juin 1922; 2. Dans quels cantons ces colons sont établis. (Document de la session no 37)

**NOTE**

1. Le ministre fait allusion à Ésiöff-Léon Patenaude, ministre dans le cabinet fédéral.

**Assistance  
publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 novembre 1922, pour copie de lettres complètes dont le premier ministre a lu les extraits dans cette Chambre ainsi que toute autre lettre ou tout autre document adressés au gouvernement par des religieuses, des évêques, par des prêtres et des religieux, par la Société de Saint-Sulpice ou son avocat, par des Pères Jésuites au sujet de l'assistance publique. (Document de la session no 38)

**Voirie à  
Saint-Jean-Port-Joli**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 novembre 1922, pour copie de toute correspondance, etc., entre la municipalité de la paroisse de l'Islet et le gouvernement, au sujet de la voirie, depuis 1919, et aussi entre le gouvernement et la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, au sujet de la voirie, depuis 1919. (Document de la session no 39)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 11 heures et demie demain matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 45.

---



Séance du vendredi 17 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de "The Scottish Trust Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);

- des curé et marguilliers de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, demandant l'adoption d'une loi autorisant la reconstruction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal (M. Gauthier).

**Rapports de comités:**

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 69 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raoul Gagnon à l'exercice de la profession d'avocat.

Votre comité recommande de prolonger au 5 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 12 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- d'Arthème Dutilly, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen;

- de Joseph Lamoureux et autres, demandant l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs comme exécuteurs testamentaires de la succession de l'honorable J.-Octave Villeneuve;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de faire des emprunts pour des fins scolaires;

- de Jean-Baptiste Delâge, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Votre comité recommande de prolonger au 5 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 12 décembre prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Instruction publique  
à Sherbrooke**

**M. Forest (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 71 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
J.-O. Villeneuve**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 59 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Arthème Dutilly**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 73 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Arthème Dutilly à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Jean-Baptiste Delâge**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 91 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Delâge à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Affaire  
Roberts**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** soulève une question de privilège. Dans son discours prononcé sur l'amendement du chef de l'opposition au sujet de l'affaire Roberts, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a lu en Chambre, mercredi, une lettre que j'ai écrite au département du procureur général, au mois de mai, demandant si on ne pourrait pas faire quelque chose, pour supprimer l'Axe, le journal de John H. Roberts. J'étais absent de la séance de mercredi pour des raisons incontrôlables. Le ministre a cru bien faire en donnant lecture de cette lettre. La lettre était adressée au département du procureur général, à M. Charles Lanctôt, et elle était confidentielle; je ne vois aucune raison pour l'avoir rendue publique et je ne peux comprendre ce qui l'a porté à en donner lecture. Cela n'avait rien à faire avec l'accusation portée contre Roberts d'avoir insulté et violé l'honneur et la dignité de la Chambre et il n'y était pas question de l'affaire Garneau.

Cette lettre n'a rien à faire avec ce meurtre, elle ne peut servir à aucune fin politique. S'il a fait cela dans le but de faire du potin politique, ça pourrait expliquer son action, mais il n'y a rien de tel dans la lettre. J'espère que le but du ministre n'était pas de me faire du tort en permettant à ce journal de me traiter comme il l'a fait le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), de m'injurier en parlant de moi, comme il a parlé de lui. Si c'était pour lui procurer un peu de prestige politique, ça pourrait être compréhensible, mais il n'y avait rien dans la lettre pour l'aider. J'ai un nom honorable et

respectable, qui m'a été légué par mes ancêtres, et je serais fâché qu'on le traînât dans une polémique de journal. Lorsque j'ai écrit cette lettre, le journal de Roberts publiait des récits sensationnels de troubles dans les familles, et c'est en voyant des jeunes filles et d'autres personnes lire ces histoires, en tramway, que j'ai pensé et que je pense encore que de pareilles histoires ne devraient pas être rendues publiques. Je crois que c'est contre l'intérêt public que les affaires de familles soient ainsi divulguées. Roberts publiait des notes indignes d'être imprimées dans un journal. Cet état de choses est loin du bill Roberts que le gouvernement veut faire adopter.

Il y a peut-être des gens qui ne pensent pas comme moi et qui croient que l'Axe avait un bon but en publiant cela. Tout le monde a droit à son opinion, mais j'admettrai que si le journal réussissait à faire découvrir les auteurs de ce meurtre odieux et atroce, il aurait amplement justifié son existence.

Cette lettre avait un caractère plutôt personnel, et d'ailleurs, son contenu n'était pas en relation avec la motion, ne concernait aucunement l'amendement du chef de l'opposition et ne signifiait encore moins que je condamnais le chef de l'opposition, en me rangeant du côté ministériel. Le gouvernement a tort de chercher à faire croire dans le public que je suis favorable à cette mesure, parce que je demandais la suppression de l'Axe en mai dernier. Au contraire, car je ne puis qu'approuver les démarches faites par qui que ce soit tendant à découvrir les meurtriers de Blanche Garneau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas que la lettre de l'honorable représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) était confidentielle. Sa lettre ayant été adressée à M. Lanctôt en sa qualité d'assistant-procureur général, sans porter aucune mention de confidentielle ou de personnelle, elle était par conséquent un document public et faisait partie des archives du gouvernement et fut considérée comme un document officiel. Il ne voit donc pas pourquoi on pourrait reprocher au ministre de l'Agriculture d'en avoir donné lecture à la Chambre.

**Questions et réponses:****Emprunts de la  
Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle fait des emprunts du 1<sup>er</sup> mai 1921 au 30 avril 1922?



2. Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* Dans quelles banques? *c.* Quelle somme?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 2. La Commission des liqueurs ne fait pas d'emprunt mais a, aux banques de Montréal et d'Hochelaga, un compte ouvert au débit, et qui varie d'un jour à l'autre.

#### **Destitution d'Édouard Giguère**

**M. Renaud (Laval):** 1. Édouard Giguère, inspecteur de fromagerie, résidant à Saint-Gérard d'Yamaska, a-t-il été destitué?

2. Si oui, qui l'a remplacé?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
1. Non, mais M. Édouard Giguère n'a pas été réengagé au printemps de 1922.

2. M. Adélard Hamel l'a remplacé.

#### **J.-Eugène Caron, inspecteur des assurances**

**M. Smart (Westmount):** M. J.-Eugène Caron est-il encore à l'emploi du gouvernement comme inspecteur des assurances?

2. Le gouvernement a-t-il constaté des irrégularités dans ses examens ou ses rapports?

3. Le gouvernement a-t-il approuvé sa conduite dans l'exercice de ses fonctions?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Non, car il a résigné sa position.

2. Non.

3. Le gouvernement n'a pas été appelé à approuver ni à désapprouver sa conduite.

#### **Traité de médecine vétérinaire**

**M. Smart (Westmount):** 1. Le gouvernement a-t-il acheté des traités de médecine vétérinaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1915?

2. Si oui, quels sont les noms des auteurs, de qui a-t-il acheté ces traités et à quelles conditions?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
1. Oui.

2. 1,000 exemplaires du *Médecin Vétérinaire à la ferme*, par le Dr F. Nicolle, ont été achetés de la Compagnie de Publication du Soleil à raison de

\$250; 1,900 exemplaires du même ouvrage ont été achetés de I.-P. Déry & Fils à raison de \$670; 5,000 exemplaires du *Manuel de Médecine Vétérinaire à l'usage du cultivateur*, par le Dr John D. DuChêne, ont été achetés de l'auteur lui-même à raison de \$848.

#### **Licences de pêche au lac Saint-François**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Est-il vrai que le gouvernement aurait été poursuivi par Peter J. Lapointe, pêcheur de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, pour annulation de licence de pêche dans le lac Saint-François?

2. Est-il vrai que son procureur, M. Paul Mercier, avocat et député, aurait déclaré dans son action que l'acte du gouvernement ou du département des pêcheries de la province était illégal, dommageable et injustifiable?

3. Est-il vrai que cette licence aurait été obtenue sur recommandation de députés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Une pétition de droit a été adressée au gouvernement par M. P. J. Lapointe.

2. La requête contient un allégué à cet effet.

3. Non.

#### **Inspecteur des hôtels**

**M. Smart (Westmount):** 1. Quel est le nom de l'inspecteur des hôtels?

2. Quels sont ses devoirs?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
1. W. C. Murray, division de Montréal; P.-J. Jobin et St. Desrochers, division de Québec, R. H. Gooley, division des cantons de l'Est.

2. 4 George V, chapitre 41.

#### **Statistiques de colonisation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de Canadiens des États-Unis se sont établis comme colons dans notre province en 1921?

2. Combien de Canadiens d'Ontario?

3. Combien des autres provinces?

4. Quels sont leurs noms et les lots où ils sont établis?

5. Quels sont ceux qui venaient *a.* des États-Unis; *b.* d'Ontario; *c.* des autres provinces?

6. Combien de Canadiens français et où sont-ils établis?

7. Combien de colons établis dans cette province ont émigré à l'étranger depuis le mois de janvier 1921?

8. Combien de personnes, demeurant dans la province, l'ont quittée depuis janvier 1921?

9. Où le gouvernement a-t-il puisé ses statistiques?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Cette statistique, compilée pour l'année 1920-21, se trouve au rapport du ministre de la Colonisation, page 300.

2. et 3. Il n'existe aucune statistique relative au déplacement temporaire ou permanent des canadiens d'une province à l'autre.

4. 5. et 6. Ci-après la liste des Canadiens rapatriés et dirigés vers les régions de colonisation:

<i>Noms</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination</i>	<i>No.</i>
N. Cyr	Woonsocket, R. I.	Abitibi	1
P. Gagné	Laconia, N. H.	Abitibi	1
L. Héту	Woonsocket, R. I.	Abitibi	1
C. Chouinard	Lowell, Mass.	Témiscouata	1
T. Caux	Lawrence, Mass.	Abitibi	1
A. Dion	Lawrence, Mass.	Abitibi	1
A. Lévesque	Fall River, Mass.	Témiscamingue	1
Dame C. Gouin	Lowell, Mass.	Abitibi	1
Paul Gouin	Lowell, Mass.	Abitibi	1
A. Gouin	Lowell, Mass.	Abitibi	1
F. Verville	Rochester, N. H.	Abitibi	1
A. Guilbault	Woonsocket, R. I.	Abitibi	1
Jos. Grégoire	Manchang, Mass.	Labelle	1
E. Lafrenière	North Adams, Mass.	Témiscamingue	1
H. Lavoie et fils	Manchester, N. H.	Abitibi	2
A. Guilmette et femme	Lowell, Mass.	Témiscamingue	2
C.-N. Hébert	Holyoke, Mass.	Labelle	1
A. Laflamme	Central Falls, R. I.	Témiscamingue	1
L. Thibault	Franklin Falls, N. H.	Témiscamingue	1
Ex. Lafrenière et famille	Lowell, Mass.	Témiscamingue	8
T. Caux	Lawrence, Mass.	Témiscamingue	1
A. Dion	Lawrence, Mass.	Témiscamingue	1
J.-B. Bibault ou Baribault	Lowell, Mass.	Abitibi	1
N. Racicot	Berlin, N. H.	Abitibi	1
A. Allaire et femme	Berlin, N. H.	Abitibi	2
A. Mailley	Berlin, N. H.	Abitibi	1
A. Tremblay	Berlin, N. H.	Abitibi	1
L. Morin	New Market, N. H.	Abitibi	1
H. Goupil	New Market, N. H.	Abitibi	1
F. Gagnon	New Market, N. H.	Abitibi	1
A. Rondeau	New Market, N. H.	Abitibi	1
F. Bolduc	New Market, N. H.	Abitibi	1
J. Malo	New Market, N. H.	Abitibi	1
A. Pratte	New Market, N. H.	Abitibi	1
W. Nault	Manchester, N. H.	Abitibi	1
G. Charron	Manchester, N. H.	Abitibi	1
H. Trudel	Ipswich, Mass.	Abitibi	1
A. Guimond	Manchester, N. H.	Abitibi	1
H. Gosselin	Manchester, N. H.	Abitibi	1
D. Gosselin	Manchester, N. H.	Abitibi	1
G. Perron et famille	Worcester, Mass.	Lac-Saint-Jean	5

<i>Noms</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination</i>	<i>No.</i>
Geo. Tremblay	Berlin, N. H.	Abitibi	1
J. J. Harvey	Patterson, N. J.	Lac-Saint-Jean	1
O. Deguire	Detroit, Mich.	Abitibi	1
J.-B. Turcotte	Fall River, Mass.	Témiscamingue	1
W. Routhier	Fall River, Mass.	Témiscamingue	1
Eug. Lafrenière et famille	North Adams, Mass.	Témiscamingue	11
L. Carey et famille	Morse, Wisconsin	Abitibi	10
Dame E. Gobeil et famille	Chicago, Ill.		6
Jos. Bond	Fall River, Mass.	Lac-Saint-Jean	1
C. Lambert et famille	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	10
A. Bergeron et femme	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	2
A. Chaloux et famille	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	7
H. Roy et famille	Lowell, Mass.	Lac-Saint-Jean	5
A. Laflamme	Central Falls, R. I.	Témiscamingue	1
J. Aubé	Lorrington, Conn.	Abitibi	1
C. Chouinard	Lowell, Mass.	Témiscamingue	1
A. Dubois et enfant	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	2
E. Lanoue	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
R. Brunet et femme	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	2
J. Mailloux et famille	Lowell, Mass.	Abitibi	8
P. Turgeon et femme	Central Falls, R. I.	Témiscamingue	2
Delle Y. Turgeon	Central Falls, R. I.	Témiscamingue	1
J. Turgeon	Central Falls, R. I.	Témiscamingue	1
L. Lagarde	Pawtucket, Mass.	Témiscamingue	1
Eug. Perrault	Fall River, Mass.	Abitibi	1
G. Lévesque	Fall River, Mass.	Abitibi	1
D. Champoux	Fall River, Mass.	Abitibi	1
A. Marais		Abitibi	1
G. Bélanger	Fall River, Mass.	Abitibi	1
P. Lévesque		Matapédia	1
T. E. et T. Arsenault	Fall River, Mass.	Abitibi	3
J. Turcotte	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
A. Turcotte	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
Ed. Turcotte	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
W. Biron	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
A. Sinclair	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
A. Gagnon	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
W. Arcand	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
O. Morin	Woonsocket, R. I.	Témiscamingue	1
A. Plante	Central Falls, R. I.	Témiscamingue	1
Joseph Allard	Lowell, Mass.	Abitibi	1
Henri Gariépy	New Market, N. H.	Abitibi	1
Paul Gagnon	New Market, N. H.	Abitibi	1
Adelbert Rondeau	New Market, N. H.	Abitibi	1
Fred. Bolduc	New Market, N. H.	Abitibi	1
J. Malo	New Market, N. H.	Abitibi	1
A. Pratte	New Market, N. H.	Abitibi	1
A. Bouvier	New Market, N. H.	Abitibi	1
Léon Chalifoux et famille	Manchester, N. H.	Saint-Agapit, P.Q.	5
B. Vallières	Lewiston, Maine	Beauce	1
Léonidas Veilleux		Saint-Méthot	1

<i>Noms</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination</i>	<i>No.</i>
B. Boulet et famille	Lewiston, Maine	Saint-Benjamin	3
J. Dumas			1
Albert Noël	Biddeford, Maine		1
A. Rodrigue	Biddeford, Maine	Beauceville	1
M. Savoie	Biddeford, Maine	Saint-Maurice	1

7. et 8. Une réponse a déjà été donnée au cours de la présente session à une question de même nature.

9. Archives du département.

#### Étienne Ally

**M. Dufresne (Joliette):** 1. M. Etienne Ally est-il ou a-t-il été à l'emploi du gouvernement?

2. A-t-il été destitué?

3. Si oui, pour quelles raisons?

4. Par qui avait-il été recommandé au gouvernement?

5. Un M. Noé Lindsay a-t-il donné des références?

6. Est-ce qu'il y a eu arrestation au sujet de la conduite de M. Ally?

7. Pourquoi?

8. Y a-t-il eu enquête sur la conduite de M. Ally?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Il a été, mais il n'est plus à l'emploi du gouvernement.

2. Oui.

3. Parce qu'il n'a pas fait remise au gouvernement de montants perçus par lui.

4. Son nom a été mentionné sans aucune recommandation au gouvernement.

5. Non.

6. Oui.

7. Même réponse que pour la question 3.

8. Oui.

#### Demande de documents:

##### Dépenses de l'assistant-procureur général

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de l'état détaillé des paiements faits par l'assistant-procureur général pour le mandat comptable de

\$104,900.95 porté aux comptes publics de 1917-18, page 162.

Adopté.

##### Dépenses de colonisation à Saint-François-de-Sales

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, rapports, états, "listes de paye", etc., concernant l'argent dépensé pour les fins de colonisation dans la municipalité de Saint-François-de-Sales, comté du Lac Saint-Jean, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Adopté.

##### Voirie à Sainte-Dorothée

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 16 novembre courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, rapports, etc., concernant la voirie dans la paroisse de Sainte-Dorothée, depuis janvier 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un nouveau débat, à propos de l'outillage du ministère de la Voirie, qui avait été prêté à la municipalité de Sainte-Rose, et dont une partie fut envoyée plus tard à Sainte-Dorothée. Il dit qu'il n'a pas voulu laisser passer cette discussion sans dire à son tour combien il a constaté que le gouvernement s'est montré négligent dans la construction et l'entretien de ce chemin. Il dit qu'il a pu se rendre compte lui-même du triste état de la route traversant le Petit-Bois de Sainte-Dorothée. Il a aussi constaté que les réparations faites à cette route ne répondaient aucunement aux besoins signalés par les inspecteurs des chemins.

Tous les chemins de Sainte-Dorothée ont été macadamisés en vertu de la loi des bons chemins avec l'emprunt du gouvernement, sauf celui du Petit-

Bois qui a été omis du devis. Quand le conseil municipal de Sainte-Dorothée a fini de régler avec les entrepreneurs, certaines difficultés ont surgi entre ces derniers, la municipalité et le gouvernement.

La municipalité a établi des conditions de règlement, par une résolution du 7 février 1920, acceptées par une lettre de M. Arthur Pigeon, officier en loi, à M. Thibaut Rinfret, avocat, en date du 14 février 1920. Le gouvernement s'engageait à fournir l'argent nécessaire pour le chemin du Petit-Bois à 3 % pendant 41 ans.

Le 5 avril 1920, le conseil de Sainte-Dorothée demandait les plans et devis pour ce chemin. Le 7 avril 1920, M. Arthur Pigeon répondait que ces plans et devis allaient être envoyés. Le 9 juin 1920, le secrétaire du conseil écrit à M. E.-W. Gauvreau, ingénieur du département de la Voirie que le conseil attend les plans et devis. Le 5 juillet, même demande du conseil à M. Gauvreau. Le 10 septembre 1921, M. Pigeon écrit au conseil que le ministre a donné instruction aux ingénieurs de préparer les plans et devis du chemin du Petit-Bois, mais qu'il lui est impossible d'accorder de l'argent cette année-là.

Le 18 avril 1922, le conseil demande les plans et devis du chemin du Petit-Bois. Le 16 mai, l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) écrit au conseil qu'il accordera une allocation de \$2,340 à 3 % pour le chemin du Petit-Bois. Le 22 mai 1922, résolution du conseil demandant les plans et devis du chemin du Petit-Bois. Le 29 mai 1922, le ministre écrit à M. Pesant, maire de Sainte-Dorothée que, conformément à la résolution du 22 mai, il fait envoyer les plans et devis, formules de soumission, etc. pour le chemin du Petit-Bois. Le 7 juin 1922, M. Arthur Pigeon écrit au conseil pour lui envoyer ces plans et devis et il ajoute:

"Aucun ouvrage ne devra être commencé avant que la municipalité n'ait obtenu l'autorisation du département. Sous ce pli, je vous transmets également une formule du règlement no 1 pour ordonner l'exécution des travaux aux frais de la municipalité. Pour l'adoption de ce règlement, vous devrez vous conformer scrupuleusement aux instructions imprimées sur le feuillet rose attaché à la formule. Le conseil devra lire le devis avec soin et, s'il y a lieu de faire des changements, le renvoyer au département avant d'adopter le règlement."

Le conseil n'eut pas la peine de passer ce règlement ni de l'amender, parce que le chemin du Petit-Bois était presque terminé à cette date. L'inspecteur du district McGill l'avait fait faire. En voilà, un département bien administré! En voilà, une municipalité bien traitée!

Maintenant, abordons la question de la réfection des chemins en 1922 à Sainte-Dorothée. Le 22 février 1922, M. Albert Gosselin écrit au conseil pour l'avertir de faire savoir au ministre, avant le 6 mars, ce qu'il entend faire pour réparer les chemins mentionnés dans sa lettre, savoir: Le chemin du Bord de l'eau, la montée Gravel, le rang de Sainte-Dorothée, la montée Lachapelle, la partie ouest du rang Saint-Antoine et la montée Labrie; en tout, 51,780 pieds, réparation évaluée à \$52,500.

Le 5 mars, le maire Pesant écrit au sous-ministre, alors M. Michaud, que le conseil est disposé à faire tout ce qui sera en son pouvoir et il demande une entrevue à ce sujet avec le ministre. Le 8 mars, l'honorable ministre de la Voirie écrit pour dire qu'il fixera cette entrevue après la session. Le 10 mai, le ministre donne avis au conseil d'avoir à commencer les réparations d'ici au 30 mai, réparations consistant à recouvrir le chemin d'une couche de macadam de 3 pouces, arrosée d'huile bitumineuse. Le 29 mai, M. Damase Lagacé signe une soumission datée de l'Abord-à-Plouffe.

Le 13 mai, M. A.-J. Bibeau, conseiller, fait rapport au conseil de Sainte-Dorothée qu'il a eu une entrevue avec le ministre de la Voirie au sujet de la réfection et de l'entretien du macadam de cette municipalité; que le gouvernement accordera 60 % pour la réfection du macadam et 63 % pour l'entretien, à condition que la municipalité devra quand même entretenir ces chemins, conformément aux plans et devis du gouvernement, et cela, aux frais de la municipalité. Quant aux réclamations de la municipalité pour les travaux de 1919, 1920 et 1921, le ministre actuel ne peut rien faire.

Sur ce rapport, le conseil décide de convoquer une assemblée spéciale le 20 mai, et il y invite les contribuables. À cette assemblée, le conseil décide de répondre au ministre comme suit:

1. Que cette corporation est prête à faire exécuter les travaux exigés par le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins.

2. Qu'elle prie le gouvernement de bien vouloir lui transmettre sous le plus court délai les devis nécessaires afin que le conseil puisse demander immédiatement des soumissions pour l'exécution de ces travaux.

3. Que le conseil ajourne cette assemblée au 26 mai afin de prendre immédiatement action sur réception desdits devis.

Sur réception de la lettre annonçant cette résolution du conseil, l'ingénieur Gauvreau téléphone au maire Pesant disant qu'il envoie les devis; ils ne furent envoyés que le 10 juillet.

Le 2 juin, une entrevue eut lieu au Viger à Montréal, entre l'ingénieur Gauvreau, le maire Pesant, le conseiller Goyer et le secrétaire du conseil. M. Gauvreau expliqua que le gouvernement avait demandé des soumissions publiques, que celle de M. Damase Lagacé était la plus basse, et qu'on devrait consentir à lui accorder le contrat.

La municipalité fit valoir ses plaintes relativement au chemin du Petit-Bois qui avait été fait sans les consulter à propos de dépenses énormes faites en 1919, en 1920 et en 1921, à propos du refus du ministre d'accorder à Sainte-Dorothée ce qu'il accordait aux autres municipalités, savoir: 60 % pour la réfection et 65 % pour l'entretien, pour la seule raison que la municipalité ne voulait pas donner ses chemins au gouvernement.

Le 8 juin, l'honorable ministre de la Voirie écrit au conseil de Sainte-Dorothée offrant 50 % pour les travaux de 1919, de 1920 et 1921, 60 % pour la réfection de 1922, à condition que les chemins soient mis à la charge du gouvernement pour le temps que dureront les travaux de réfection. Le 13 juin, le conseil adopte une résolution acceptant les offres du ministre et consentant à ce que la réfection des chemins pour cette année soit faite par le gouvernement à la condition que ce dernier ne charge à cette municipalité que ce qu'elle peut raisonnablement payer, en tenant compte de sa position financière, et aussi du fait que les chemins sont détériorés dans une proportion considérable par le trafic étranger. Le 15 juin, le surintendant général de l'entretien des chemins écrit au conseil qu'il a pris connaissance de sa résolution du 13 juin.

Le 24 juin, le ministre signe un contrat à Montréal avec M. Damase Lagacé pour la réfection de ce macadam. C'est un contrat pour un macadam à l'eau recouvert d'une couche de bitume. Ce contrat est en deux parties, l'une pour le chemin du Bord de l'eau, l'autre pour la route Montréal-Hull.

Pour garantir la parfaite exécution du premier contrat au montant de \$36,350, l'entrepreneur a déposé un chèque accepté de \$2,000 et pour le second qui est de \$30,367, il a encore déposé un autre chèque accepté de \$2,000, lequel servira à garantir l'exécution des autres contrats du même entrepreneur, quoique les soumissions eussent été demandées avec un chèque accepté de 10 % du montant de la soumission. Le 10 juillet, M. Arthur Pigeon écrit au conseil de Sainte-Dorothée, lui transmettant les contrats passés avec M. Lagacé.

Le 14 juillet, le maire Pesant et M. L.-J. Laurin écrivent au ministre de la Voirie pour l'informer que le devis n'est pas suivi, quant à la

partie de la montée Graveline au golf Islemere, que sans avis du conseil et sans règlement de ce dernier, le devis est changé: au lieu du macadam à l'eau, on fait du macadam pénétration. Le 15 juillet, le maire Pesant écrit au ministre pour demander que le peseur de pierre soit un homme de Sainte-Dorothée. Le 19 juillet, l'ingénieur en chef du département de la Voirie écrit au maire Pesant pour lui dire que le gouvernement ne peut se passer du peseur qu'il a engagé.

Le 2 septembre, le conseil de Sainte-Dorothée adopte une résolution qu'il envoie le 6 septembre au ministre de la Voirie; il se plaint que le devis est ignoré par l'entrepreneur, que le macadam n'est pas fait selon les règles élémentaires du bon sens et qu'il vaudrait mieux ne rien faire du tout que de faire ce qu'on fait. Il se plaint que l'inspecteur ne visite les lieux que lorsqu'il le désire, environ une fois par mois, qu'on charroie de la pierre et toujours de la pierre sans s'occuper si elle est roulée ou non. Dans les circonstances, le conseil entend n'être tenu responsable d'aucune partie du chemin ainsi fait jusqu'à ce jour. Le 7 septembre, M. Boulanger, le nouveau sous-ministre de la Voirie, écrit au conseil qu'il demandera à l'ingénieur en chef de voir à ce que les devis soient suivis, etc.

Le 26 septembre, M. Boulanger écrit au conseil qu'un rapport de l'ingénieur de ces travaux établit que les plans et devis ont été suivis, que la pierre a été mise sur la largeur et l'épaisseur et de la dimension requises. L'arrosage a été fait d'après la qualité de liquide bitumineux spécifiée. M. Boulanger demande si la municipalité a constaté le contraire.

Le 10 octobre, le conseil répond à M. Boulanger: "La pierre n'a pas les dimensions requises par les devis; les accotements, les fossés sont mal faits et insuffisants; les dernières couches de pierre et de tarvia sont complètement gaspillées. Il n'y a qu'un seul rouleau pour deux concasseurs. Les chemins auraient déjà besoin de réparation quand ils sont à peine terminés. Il suffit d'ailleurs de marcher sur nos chemins pour constater que le devis n'a pas été suivi, comme le dit l'ingénieur en charge du district, ou s'il l'a été, le conseil est d'opinion que le département devrait l'amender sans délai, dans l'intérêt public et du gouvernement.

"Il se fait un gaspillage considérable de pierre. Le conseil demande que l'on termine les côtes sans mettre de tarvia ou d'huile bitumineuse, car il est impossible aux chevaux de passer ou plutôt de traîner une charge quelconque dans les côtes ainsi terminées; c'est de nature à causer un dommage

considérable à tous ceux qui n'ont pas de véhicules-moteurs, ce qui est le cas pour le plus grand nombre dans nos campagnes et pour la presque totalité dans la plupart des municipalités de la province."

Le 12 octobre, M. Boulanger écrit au conseil pour le remercier de ses renseignements et pour l'informer qu'il enverra un ingénieur. Le 14 octobre, M. Henry, ingénieur en chef du département de la Voirie, va visiter les travaux. Il se dit fort surpris que le devis ait été changé, c'est-à-dire qu'on ait fait du macadam de pénétration au lieu du macadam à l'eau, sans que le conseil ait passé un règlement à cette fin. Il parcourt le chemin, il voit l'étendue de pierre non roulée; il voit posé le tarvia sur la pierre qui n'est presque pas liée; il constate que les accotements sont faits avec de la tourbe; il marche sur différentes parties du chemin en compagnie des conseillers et du secrétaire du conseil, puis il déclare que la réponse du conseil à la lettre de M. Boulanger est correcte.

Voilà un échantillon de l'administration du gouvernement. Voilà comment le gouvernement traite ses municipalités, voilà comment il respecte leur autonomie, voilà comment le gouvernement dépense l'argent du peuple.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

L'honorable chef de l'opposition est mal fondé à dire que la paroisse de Sainte-Dorothée n'a pas été bien traitée par le département de la Voirie et que le cas qu'il a relaté au long démontre l'inertie et l'incompétence de certains employés de ce département.

La paroisse de Sainte-Dorothée a macadamisé en 1912 tous ses chemins presque entièrement; des travaux de réfection et même de construction sont devenus nécessaires cette année. L'honorable chef de l'opposition a traité trois questions. En premier lieu, il a parlé des dépenses pour les travaux d'entretien à Sainte-Dorothée en 1919, 1920 et 1921. La loi 1 George V, chapitre 21 (2e session) accordait une subvention de \$400 pour l'entretien de ses chemins.

La municipalité a répondu au département que cette subvention était insuffisante, car les dépenses d'entretien étaient très élevées, à raison du trafic considérable qui se faisait à travers Sainte-Dorothée.

Le département de la Voirie, après avoir étudié ces représentations, a décidé d'accorder 50 % du coût des dépenses et, le 13 juin 1922, le maire et le secrétaire de Sainte-Dorothée écrivaient au département qu'ils acceptaient avec reconnaissance cet octroi de 50 %. Cette question des dépenses d'entretien des chemins pour 1919, 1920 et 1921 a

donc été réglée à la satisfaction du conseil municipal de Sainte-Dorothée. L'honorable chef de l'opposition n'a donc pas raison de se plaindre.

Le deuxième point soulevé par l'honorable chef de l'opposition est au sujet de la construction de 1,004 pieds de macadam dans le chemin du Petit-Bois, chemin situé entre Saint-Martin et Sainte-Dorothée. Le département avait offert 50 % du coût de sa construction. La municipalité a refusé cet octroi et a demandé au département de la Voirie de lui prêter le l'argent à 3 %, l'intérêt payable pendant 41 ans. Après des pourparlers, le département a accédé à la demande de Sainte-Dorothée.

Le coût de la construction a été de \$2,336.00 et le département a accordé \$2,340.00 à 3 %. Il n'y a donc de ce côté aucun blâme à adresser au département de la Voirie. Mais, dit le chef de l'opposition, les travaux ont été faits plus tôt que la municipalité ne s'y attendait. Le département de la Voirie ne saurait être blâmé pour cela. Les travaux devaient être faits par le département cet été ou l'été dernier, et ils l'ont été selon les plans et devis préparés.

Le troisième point soulevé par le chef de l'opposition est au sujet des travaux de réfection exécutés à Sainte-Dorothée dans ses divers chemins, cet été et l'été dernier. Le printemps dernier, M. Gabriel Henry, ingénieur du département de la Voirie, faisait rapport au ministre qu'un certain nombre de chemins à Sainte-Dorothée avaient besoin d'être réparés et que ces réparations étaient urgentes, savoir: le chemin du Bord de l'eau, la montée Gravel, le chemin du village, la montée Lachapelle, le rang Saint-Antoine et la montée Labrie. M. Henry, dans son rapport, informait le ministre que Sainte-Dorothée négligeait d'entretenir ses chemins. Le département de la Voirie informa la paroisse et la requit de faire les réparations nécessaires et qu'il paierait 60 % du coût de la réfection. La corporation consentit à ce que les travaux fussent faits par le département de la Voirie; des plans et devis furent préparés et un contrat fut signé entre le département de la Voirie et un entrepreneur, M. Damase Lagacé, pour ces travaux de réparation.

La corporation avait demandé de nommer elle-même un surveillant pour ces travaux de réfection et de macadam et, le 20 juin 1922, le maire écrivait à M. Gauvreau, ingénieur, que le conseil municipal recommandait M. S. Fournier comme surveillant, en faisant de M. Fournier de grands éloges. Sur cette recommandation, le département de la Voirie nomma M. J. Fournier comme surveillant des travaux de réfection.

En septembre, le conseil se plaignit que les travaux n'étaient pas exécutés par l'entrepreneur selon les plans et devis; le département demanda un rapport et le surveillant des travaux écrivit au département, en date du 19 septembre, que les chemins faits jusqu'alors l'avaient été d'après les spécifications et les devis requis. En octobre, le conseil se plaignit de nouveau et le département envoya sur les lieux M. Henry, ingénieur, qui constata que les travaux avaient été faits par l'entrepreneur selon les instructions qui avaient été données. Ces travaux ne sont pas terminés, ils sont à s'exécuter, et l'honorable chef de l'opposition peut être assuré que le département de la Voirie n'acceptera ces travaux que s'ils sont bien faits selon les plans et devis.

Mais, dit l'honorable chef de l'opposition, les plans et devis que devaient exécuter en premier lieu l'entrepreneur ont été changés, et, au lieu de faire le macadam à l'eau avec une couche d'huile, le macadam a été fait avec du bitume. Le changement n'a pu être fait hors la connaissance du conseil municipal, parce que le conseil était représenté sur les lieux par M. Fournier, surveillant, et le changement a été fait pour que le chemin soit plus solide à raison du trafic considérable passant par Sainte-Dorothée. L'honorable chef de l'opposition dit encore que la seule garantie exigée de l'entrepreneur Lagacé est un chèque accepté de \$2,000 pour un contrat de \$36,000 et un autre chèque accepté de \$2,000 sur un deuxième contrat de \$30,000. L'entrepreneur avait de fait remis au département, comme garantie de sa fidèle exécution des travaux, deux chèques acceptés de \$2,000 chacun, mais le devis prévoyait une autre garantie.

Les clauses 24 et 25 déclaraient que, pendant l'exécution des travaux, des paiements pouvaient être faits à l'entrepreneur pour des montants n'excédant pas 90 % de la valeur des travaux faits et approuvés par le département et qu'une retenue de 10 % devait être faite sur la valeur des travaux exécutés. Cette retenue de 10 % a été payée à l'entrepreneur un an après l'exécution des travaux. C'est donc dire que le département de la Voirie avait entre les mains au-delà de \$10,000 de garantie, soit \$6,000, représentant la retenue de 10 %, et la somme de \$4,000 représentée par les deux chèques acceptés.

L'honorable chef de l'opposition se plaint aussi que le département de la Voirie n'avait pas son propre peseur sur les lieux. Pourquoi? Les travaux se faisaient sous le contrôle du département de la Voirie, et il était de l'intérêt des intéressés d'avoir un employé pour peser la pierre entrant dans la confection du chemin.

Voilà toute l'affaire de Sainte-Dorothée. La Chambre admettra que le chef de l'opposition n'a pas raison de se plaindre comme il le fait.

Le gouvernement a bien agi dans cette affaire et n'a commis aucune injustice envers les municipalités intéressées. Le département de la Voirie a fait, à travers toute la province, des travaux considérables. Qu'il y ait là quelques difficultés, la chose n'est pas surprenante comme cela arrive partout dans les grandes administrations et pour des travaux de l'importance de ceux exécutés par le département de la Voirie. Je le répète, le département de la Voirie n'acceptera ces travaux de réfection que s'ils sont bien faits. Le chef de l'opposition... Le chef de l'opposition...

(M. Sauvé, Deux-Montagnes, ayant dû quitter la Chambre avant la fin du discours du ministre ainsi que tous les autres représentants de l'opposition, le représentant d'Iberville (M. Forget) qui siège derrière le chef de l'opposition et se trouvant presque seul à la gauche de l'Orateur s'est installé au fauteuil du chef de l'opposition.)

**Les députés éclatent de rire.**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'espère que le chef de l'opposition est satisfait de ces explications.

**M. Forget (Iberville)** remercie d'un signe de tête.

**Un député:** Qu'en pense le chef de l'opposition?

**M. Forget (Iberville):** Il est entièrement satisfait.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre! L'honorable député ne peut parler que de son siège<sup>1</sup>!

**M. Forget (Iberville):** Oh! je n'ai qu'un mot à dire, M. l'Orateur, c'est que pour ma part, je me déclare absolument satisfait de ces explications!

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le département de la Voirie n'a aucune objection à déposer devant la Chambre la correspondance relative à cette affaire<sup>2</sup>.

La motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.



**Lots de  
Saint-Colomb-de-Sillery**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 89 détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec.

Adopté.

**En comité:**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** s'oppose à l'adoption de ce bill d'annexion et il propose le rejet du projet de loi et demande un vote.

La motion étant soumise au comité, celui-ci la rejette par 15 voix contre 6.

Le comité étudie le bill et l'adopte par 25 voix contre 5.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Dominion Corset  
Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 76 concernant la Dominion Corset Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-

Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure<sup>3</sup>.

**NOTES**

1. Selon *La Patrie*, l'Orateur avait peine à conserver son sérieux. M. Forget était le seul à ne pas rire.

2. Le ministre a fourni au journaliste du *Soleil* d'autres détails justifiant le gouvernement dans cette affaire: "La lumière sur le fameux scandale de Sainte-Dorothée", *Le Soleil*, 20 novembre 1922, aux pages 2 et 6.

3. La séance fut levée à midi trente, selon *The Quebec Chronicle*, à la page 5.



## Séance du lundi 20 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de The Anglo American Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);

- de la Commission Métropolitaine de l'île de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Vautrin).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'article 511 du règlement soit suspendu en ce qui concerne les pétitions qui viennent d'être lues.

Adopté.

En conséquence, lesdites pétitions sont lues et reçues.

Code de procédure civile,  
articles 55 et 1142

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 36 amendant les articles 55 et 1142 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Transport de  
biens de succession

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 38 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Produits laitiers

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 25

amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.

À l'heure actuelle, les fabriques de lait doivent contribuer aux coûts de leur inspection. Avec ce bill, le gouvernement supportera l'ensemble des coûts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte du  
Cap-de-la-Madeleine

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 amendant la charte de la ville du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament de  
Désiré Lacerte

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 55 confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente par Léopold Lamy à la St. Lawrence Paper Mills Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente par Edgard-Albert Bruneau  
à Petrus Cyr

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 75 ratifiant une vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Raoul Gagnon**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raoul Gagnon à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Instruction publique à Sherbrooke**

**M. Forest (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Succession J.-O. Villeneuve**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Barreau**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Arthème Dutilly**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Arthème Dutilly à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Jean-Baptiste Delâge**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Delâge à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Code municipal, article 320**

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 amendant l'article 320 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### **Prix d'Europe**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 amendant la loi concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels à Paris, en France.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose  
1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à payer,

annuellement, à même le fonds consolidé du revenu, à chacun des quinze élèves ou professeurs ayant obtenu leurs degrés et désignés en la manière ci-après prévue, une somme de mille deux cents piastres pour aider ces personnes à défrayer les dépenses à encourir pour suivre des cours et compléter leurs études, en Europe.

2. Que ces quinze allocations annuelles de mille deux cents piastres chacune seront attribuées en la manière et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera par règlement publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois que la loi dit qu'il sera loisible au gouverneur-en-conseil de payer à même le fonds consolidé de la province pour l'envoi de jeunes gens en Europe. C'est le terme ordinaire, cela? Qui aura à décider de l'octroi de ces bourses? Est-ce que cela veut dire que même si la loi des liqueurs disparaissait, si on vendait moins de bouteilles à Valleyfield et ailleurs, on continuerait d'envoyer des étudiants en Europe?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je ne sais si le chef de l'opposition pose la question sérieusement. Le projet de loi a pour but d'envoyer des jeunes gens en Europe pour parfaire les études qu'ils ont bien commencées au pays.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne vois pas ce qui pourrait ne pas être sérieux, dans ce que j'ai demandé. Je veux savoir si, au cas où la loi des liqueurs disparaîtrait, on continuerait d'envoyer des étudiants en Europe. Est-ce que le gouvernement a l'intention bien arrêtée de continuer ces bourses à l'avenir ou bien s'il ne pourrait les accorder qu'en autant qu'il recevra des revenus supplémentaires provenant du commerce des liqueurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'est pas question, dans cette mesure, du commerce des liqueurs ni des revenus provenant de ce commerce. Je ne sais si la province de Québec sera toujours assez riche pour donner des bourses à nos étudiants, mais je l'espère. Je ne crois pas que les revenus généraux de la province baissent jamais assez pour faire discontinuer l'une des plus belles œuvres entreprises. La loi permettant au gouvernement de distribuer des bourses existe déjà depuis deux ans. Elle existait bien avant la Commission des liqueurs et c'est la même loi qui existe encore. Le texte même de la loi fournit la réponse au chef de l'opposition, puisqu'il y est dit que les crédits seront pris à même

le revenu consolidé de la province. De sorte que les boursiers pourront rester en Europe, même si les revenus de la Commission des liqueurs baissent. Il n'a jamais été question de prendre cet argent dans le fonds des revenus de la loi des liqueurs. Nous amendons la loi de façon à augmenter le nombre des bourses offertes aux étudiants qui veulent aller faire des études spéciales en Europe parce que nous avons considéré que nous avions de plus en plus besoin de jeunes professeurs, capables et bien qualifiés pour enseigner dans nos grandes institutions d'enseignement secondaire. S'il est opportun de porter ce chiffre à 15, je ne crois pas que les revenus consolidés de la province puissent à ce point diminuer que le gouvernement se verrait dans l'obligation de réduire le nombre de ses bourses ou de les supprimer entièrement. Le gouvernement, au contraire, a compris que l'octroi de ces bourses est d'une nécessité presque absolue, et ce n'est pas encore le temps pour lui, et d'ailleurs il n'en a jamais exprimé le désir, de penser à les supprimer. Au contraire, puisqu'il désire en tripler le nombre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je félicite le secrétaire provincial, alors, de nous annoncer que l'argent qui servira à envoyer nos jeunes gens en Europe, ne proviendra pas du commerce des liqueurs. Est-ce l'intention d'envoyer les étudiants à Paris seulement? Où les jeunes étudiants seront-ils dirigés pour aller parfaire leurs études?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Jusqu'à présent, la loi ne donnait pas au gouvernement le droit d'envoyer les boursiers ailleurs qu'à Paris. Mais nous avons réalisé que certaines études spéciales devaient s'acquérir dans d'autres universités que celles de Paris. Il y a d'autres endroits en Europe où il faut aller pour se spécialiser dans certaines sciences. Nous avons voulu que la loi permette au gouvernement de diriger les boursiers en n'importe quelle université d'Europe.

Non seulement à Paris, mais en Suisse, en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Angleterre. Récemment, un cas s'est présenté où la sagesse de cet amendement fut montrée. Il y avait un jeune étudiant en théologie qui avait été recommandé pour des études outre-mer, mais les directeurs de son institution voulaient Rome et non Paris, et en vertu de la loi, ceci n'était pas permis. Pour certaines professions, il peut être nécessaire d'envoyer des étudiants dans différents pays où ils peuvent le mieux acquérir les connaissances que la province souhaite qu'ils obtiennent.

Le bill pourvoit donc à remplacer les mots "à Paris" par les mots "en Europe".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui décidera le pays où les étudiants iront étudier? Nos institutions d'enseignement sont-elles libres d'envoyer où elles le jugent à propos leurs élèves décrochant ces bourses? Qui décidera que certains étudiants iront en Chine, d'autres en Allemagne, d'autres enfin en Belgique?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** D'abord, il ne s'agit pas de la Chine, mais de l'Europe. Nous laisserons le choix aux universités. Ce sont nos universités, nos grandes institutions d'enseignement secondaire qui décideront l'endroit où devront aller les boursiers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a rien qui dit, dans la loi, qui choisira les endroits où les étudiants iront étudier, et à qui on donnera des bourses. Il devrait y avoir dans la loi quelque chose qui indique plus clairement que le choix des boursiers sera laissé aux universités.

Un danger a été signalé. L'on a craint, un certain temps, que les élèves qui étaient envoyés exclusivement à Paris nous reviennent avec une mentalité qui peut nous être préjudiciable. On a dit que nos jeunes gens revenaient d'Europe avec une mentalité différente, avec des idées contraires à nos traditions, à notre caractère; qu'ils se familiarisaient là-bas avec des idées nouvelles, des idées révolutionnaires, parfois. Je veux croire que les étudiants que nous enverrons en Europe nous reviendront avec des idées saines; c'est très important, car ils seront les dirigeants de notre société. Je n'ai donc pas d'objections, dit-il, que les boursiers soient envoyés dans d'autres universités d'Europe.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** S'il s'agissait de jeunes gens qui n'ont pas subi l'épreuve du cours classique, il pourrait peut-être y avoir du danger à envoyer des étudiants en Europe. En autant que l'octroi des bourses est concerné, la chose relève du gouvernement qui toutefois exige, de la part du candidat qui se croit digne de l'octroi d'une bourse, la recommandation des autorités de l'institution où ce candidat a complété ses études ou acquis une connaissance assez approfondie de la science dans laquelle il désire se spécialiser. Le gouvernement veut accomplir l'œuvre qu'il s'est tracée. Il n'y a pas de protection dans le choix des étudiants, jamais il n'a pratiqué le favoritisme.

Je pourrais citer au chef de l'opposition des cas où des requêtes n'ont pas été considérées, parce que les étudiants étaient les parents de politiciens; dans un cas, parce que le candidat était le parent d'un employé du ministère, des jeunes gens d'un incontestable talent ne sont pas partis, parce qu'ils étaient de trop près de certains membres de la Législature. Nous n'avons pas voulu les envoyer, pas même discuter une semblable proposition. Lorsque des candidats sont de près ou de loin apparentés aux députés, aux ministres ou à des fonctionnaires en vue du gouvernement, ces candidats ne peuvent obtenir la faveur accordée à d'autres aspirants. Ceci est dû au fait que le gouvernement ne veut pas mériter le reproche d'avoir favorisé le parent d'un ministre, d'un député ou d'un haut fonctionnaire. Nous voulons rester libres de ce côté, nous avons toujours tenu, du reste, à ce que le choix soit libre.

Cependant, le gouvernement ne s'est jamais refusé de considérer la recommandation faite par les autorités de nos universités. Les sujets que nous envoyons en Europe nous sont recommandés par elles. Je ne crois pas qu'il y ait eu un seul cas où les bourses aient été accordées à d'autres qu'à ceux qui étaient recommandés par les autorités compétentes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis en faveur de la loi, je veux bien que nous entrions dans la voie de la lumière, de l'émancipation, mais je veux que les jeunes gens que l'on envoie ainsi soient choisis par nos universités, nos vieilles institutions. Je veux surtout qu'ils soient choisis par nos véritables éducateurs, ceux à qui nous nous devons nos belles traditions. Je ne suis pas réactionnaire; je suis pour le progrès. On a bien critiqué ceux qui prêchaient autrefois le progrès dans l'ordre, mais on est obligé de revenir à leur saine doctrine pour gouverner.

Je veux discuter la loi et non la critiquer, et nous discutons un projet de loi très important en ce moment. Il est regrettable de voir que la chambre soit presque vide<sup>1</sup>; l'éducation devrait intéresser davantage les législateurs. Mais, il est de mon devoir de faire observer au gouvernement l'importance de bien choisir les étudiants qu'il envoie en Europe. Nous avons des doutes sur la sagesse de la méthode suivie.

Nous serions plus en faveur de cette loi si elle ne semblait pas vouloir cacher les pouvoirs des institutions d'enseignement dans le choix des boursiers. On craint que le Parti libéral, qui demandait autrefois la création d'un ministère de l'Instruction publique, ne verse dans l'étatisation et ne pratique le favoritisme.

Après tout, l'honorable secrétaire de la province n'est pas ministre de l'Instruction publique, quoi qu'on dise. Ce n'est pas l'homme que je veux critiquer, c'est seulement le système de laisser le ministre maître du choix des boursiers. Je cherche à sauvegarder le principe.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable chef de l'opposition craint que l'État fasse mainmise sur les pouvoirs des institutions d'enseignement, mais il a trop de contrôle sur l'éducation. Nous sommes prêts à accepter les suggestions d'où qu'elles viennent. Dans le cas qui nous occupe, je ne crois pas - en autant que ma mémoire me sert - que le gouvernement ait donné une seule bourse à un étudiant qui ne lui était pas recommandé par les universités, comme un sujet apte à devenir professeur.

J'ai exigé, pour Québec, des recommandations du recteur de l'Université Laval, la même chose pour Montréal, ou McGill ou de l'École des hautes études. Je serai heureux le jour où les écoles techniques et l'École polytechnique nous donneront des étudiants que nous pourrions envoyer en Europe, qui iront se spécialiser dans les sciences exactes, ou dans la mécanique ou les arts décoratifs.

On a suggéré la création d'une commission pour choisir les étudiants. C'était un article écrit récemment par M. Georges Pelletier, dans *Le Devoir*, lequel article suggérerait la formation d'une commission qui aurait à décider ou à déclarer lequel des candidats inscrits pourrait bénéficier des bourses provinciales. Cette commission, nous en entendrons parler demain. Il ne croit pas opportun de former une commission. Il a, déclare-t-il, étudié l'idée et n'a pas cessé de l'étudier, et ses collègues ont fait de même. La création d'une telle commission ne pourrait en aucune façon améliorer le système de distribution employé actuellement. Le système suivi actuellement donne au point de vue pratique des résultats meilleurs.

En effet, n'est-il pas mieux pour le gouvernement qui a à distribuer des bourses de s'en tenir aux recommandations faites par les autorités des universités ou des écoles supérieures, que de tenter de trouver - ce qui serait pratiquement impossible - trouver une commission dont les membres seraient des experts dans toutes les questions qu'ils auraient à discuter, avant d'octroyer une bourse quelconque. Il serait impossible de former une commission composée d'hommes ayant toutes les connaissances techniques nécessaires et qui pût se prononcer avec une parfaite compétence

sur tous les cas qui se présentent dans des domaines d'études si nombreux et différents: droit, médecine, sciences, arts, peinture, sculpture, mécanique, et le reste?

Par exemple, un médecin expert, le directeur d'une faculté de médecine, pourrait-il être assez bien qualifié pour déclarer si un jeune artiste a toutes les dispositions nécessaires pour suivre en Europe un enseignement supérieur qui le perfectionnerait dans son art, sachant que la raison pour envoyer de jeunes hommes à l'extérieur est que, lorsqu'ils reviendront dans la province, ils auront acquis des connaissances qui profiteront au public. Ce même médecin pourrait-il déclarer si un jeune mécanicien est assez bien doué et assez capable pour qu'on ait raison d'espérer que, plus tard, ce jeune homme sera très utile à sa province, si l'occasion lui est donnée d'aller acquérir outre-mer des connaissances plus approfondies.

Un groupe d'hommes pourrait très difficilement juger qui sont les étudiants les plus qualifiés en droit, les meilleurs en chimie, en génie, en mécanique et tous les autres domaines d'études. Ce que fait le gouvernement, c'est qu'il se renseigne auprès de ceux qui se sont chargés de l'éducation des candidats, s'il est de l'intérêt de la province d'envoyer ces candidats à l'extérieur. Et il ne se rappelle d'un cas où ce système n'ait pas été suivi.

Je crois plutôt qu'il est sage, dans chacun des cas, de s'en tenir aux recommandations fournies par les institutions fréquentées par les candidats. Ainsi, un jeune médecin devra fournir la recommandation du doyen de la faculté de médecine de son université, tout comme un jeune finissant de l'École polytechnique devra, s'il veut être candidat, être recommandé par le directeur de son école. Je désire ici exprimer l'espoir que bientôt les principaux des écoles techniques pourront recommander au gouvernement provincial quelques-uns de leurs meilleurs étudiants afin que, dans un espace de temps relativement peu éloigné, notre province puisse compter des jeunes ouvriers experts qui contribueront considérablement au développement plus intense encore de nos industries.

La pratique suivie à l'heure actuelle offre ainsi plus de garanties. Je crois qu'avec les recommandations des directeurs de nos universités, de l'École des hautes études, etc., le gouvernement fait un choix aussi bon que celui que pourrait faire une commission. Je le déclare au chef de l'opposition, nous sommes au service des institutions. Nous ne désirons qu'une chose: les aider. Ce ne sont pas elles qui sont à notre service.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le secrétaire provincial pour l'heureuse initiative qu'il prend en encourageant de cette façon, chez les jeunes, le développement de l'art, des sciences et de la littérature. Il déclare qu'il ne s'objecte aucunement à ce que les institutions chargées de désigner les boursiers et de les recommander agissent de la sorte, même quand il s'agirait du parent d'un ministre, d'un député ou d'un fonctionnaire. Cela est excessif. Il n'y a pas de raison de refuser un sujet recommandable, parce qu'il est parent d'un législateur. S'ils le méritent, dit-il, ils y ont droit et je suis en faveur qu'on leur accorde le même privilège en autant qu'on ne se permettra pas d'en abuser. Au reste, le gouvernement n'a pas toujours eu de pareilles délicatesses de conscience, par exemple, quand il s'agit de recommander des boursiers pour les écoles normales. On tient compte parfois des avis des députés.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 12 amendement la loi concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels à Paris, en France.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 9 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit de rendre les lois uniformes, pour que les bureaux de votation soient ouverts de 9 heures du matin à 6 heures du soir. Ces amendements rectifient certaines omissions faites dans la loi l'année dernière, alors que l'heure de votation fut prolongée de 5 à 6 heures, permettant neuf heures pour voter. La clause stipulant qu'aucune usine, atelier ou magasin dans toute division ou section dans laquelle on tient le vote ne doit être ouverte entre une et six heures est changée par la nouvelle loi, pour y lire de deux heures à sept heures, sous peine de \$100 d'amende. Une autre clause prévoit que le résultat du vote ne soit pas scellé dans l'urne avec les enveloppes contenant les bulletins de votes, le registre du scrutin et la liste électorale.

Présentement, la loi n'est pas claire, avec le résultat que certains adjoints au président d'élection ont scellé le résultat du vote dans les urnes, et les présidents d'élection ne pouvaient connaître le résultat du vote avant que les urnes ne soient ouvertes après le délai légal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il n'y a pas eu une demande de la part des ouvriers pour que le jour des élections soit chômé? C'est peut-être le ministre du Travail qui les a fait changer d'idée. Je voudrais savoir s'il y a des objections sérieuses à cette demande.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** En effet, nous avons reçu une demande des ouvriers internationaux et nous avons étudié la question, mais il n'y a pas que les ouvriers dans la province. Plusieurs objections sont faites à ce sujet et nous voyons de graves inconvénients dans la réalisation de cette suggestion. Le chef de l'opposition serait-il en faveur d'une pareille mesure?

L'honorable chef de l'opposition sait très bien que nous avons, déjà dans la province, un grand nombre de fêtes légales; on constate même que nous en avons trop actuellement et qu'il y en a plus que dans toutes les autres provinces. On dit souvent que, lorsque les fêtes sont trop nombreuses, elles nuisent considérablement aux affaires, au commerce et aux industries. Le chef de l'opposition sait que les maisons de commerce et les banques s'en plaignent. Nous conseillerait-il d'en constituer de nouveau?

Le jour de la votation est important pour les ouvriers comme pour les hommes d'affaires. Est-il nécessaire de décréter que le jour des élections sera



une fête légale? C'est une question discutable. Les ouvriers ont tous les avantages voulus pour aller voter, sans qu'il soit besoin de proclamer de fêtes légales. Cependant, le gouvernement est à étudier toutes les demandes faites par les ouvriers, et personnellement, je ne dis pas que les ouvriers ne finiront pas par nous convaincre, et qu'au cours de la session, nous ne demanderons pas à la Chambre d'accorder la demande des ouvriers internationaux, si on en vient à la conclusion, après avoir étudié la question, que la chose pourra être de quelque utilité. C'est une recommandation sérieuse qu'ils nous ont faite et nous l'étudierons sérieusement. Il peut fort bien se faire qu'on lui donne droit un jour.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les banques se plaignent, de même que les institutions de commerce, du grand nombre de nos fêtes légales. Si cette demande était accordée, en dépit des nombreuses protestations qu'on pourra faire entendre dans plusieurs milieux, la province de Québec serait la seule à édicter une mesure semblable.

De plus, dans quelle impasse se trouverait le gouvernement au cours d'une élection partielle, par exemple, alors qu'il lui faudrait, le jour du scrutin, déclarer ce jour-là fête légale, mais pour un seul ou deux comtés seulement. Cet exemple suffit à démontrer qu'en autant que cette demande est concernée, il se peut que plusieurs objections soient soulevées. D'ailleurs, le bill que l'on présente en ce moment était prêt quand les ouvriers sont venus faire au gouvernement des demandes au gouvernement parmi lesquelles celle du jour de congé le jour du scrutin.

Les ouvriers ont soumis une trentaine ou une quarantaine de demandes au gouvernement, ils ont même insisté sur quelques-unes, pendant que sur d'autres, ils insistèrent beaucoup moins. Celle ayant trait au jour de votation est une de ces dernières questions auxquelles toutefois le gouvernement apportera une attention toute spéciale.

Si nous trouvons que les ouvriers insistent pour faire de la journée de la votation une fête légale, et si nous pouvons le faire, nous n'aurions aucune objection d'amender encore une fois la loi, même pendant cette session. La loi actuelle qui permet aux patrons d'accorder les heures de congé, les heures de congé nécessaires à leurs ouvriers, pour aller voter a du bon. Le gouvernement ne veut pas ennuyer indûment les gens avec une fête légale. En tout cas, la demande des ouvriers pour le jour des congés sera soigneusement étudiée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas à la Chambre les raisons qui l'empêchent de se rendre tout de suite à cette demande des ouvriers? Nous pourrions peut-être ajourner l'étude du projet, afin de connaître l'opinion du gouvernement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable chef de l'opposition est-il en faveur de cette proposition de chômer le jour des élections? Qu'en pense-t-il?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est de l'autre côté que repose la responsabilité de l'administration, et non de ce côté. C'est au ministre à prendre les responsabilités. Quand nous siégerons de l'autre côté de la Chambre, nous n'aurons pas peur de prendre des responsabilités, et je répondrai à toutes les questions. Avant longtemps, je serai à la place du premier ministre. Quand je serai le chef du parti au pouvoir, je donnerai au ministre tous les conseils et toutes les informations qu'il peut désirer, car un gouvernement qui est obligé de demander s'il devrait passer un amendement ou non, un gouvernement qui ne sait quelle attitude prendre et qui veut constamment être dirigé par l'opposition et est obligé de lui demander conseil donne des signes de faiblesse et de décadence! Il chancèlera certainement vers sa chute.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Ne vous fâchez pas. Le chef de l'opposition prend tôt la mouche.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre est frais, le ministre est dispos. Il vient d'arriver du palais. Pour nous, il y a près de deux heures que nous travaillons. Quand nous serons là, ce ne sera pas long!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voulez-vous dire que vous n'y resterez pas longtemps?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre du Travail pourrait nous donner l'opinion du gouvernement, il travaille assez.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Et il ne fait pas autant de bruit que d'autres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai le droit de demander l'opinion du ministère. Quand on en est rendu à demander l'opinion de l'opposition, c'est la fin du régime.

Si l'honorable ministre des Travaux publics était un homme de second plan, on pourrait hésiter à lui demander l'opinion du ministère, mais c'est un homme de premier ordre...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** assure au chef de l'opposition que la question recevra l'attention du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement sera toujours prêt à considérer tout amendement jugé nécessaire et pratique. En ce qui concerne la suggestion faite par les ouvriers, le gouvernement sera toujours prêt à étudier tout ce qui pourra sembler nécessaire et pratique dans l'amendement de la loi.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Opérations de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir de toutes opérations de la Commission des liqueurs de Québec et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont il pourra avoir besoin à ce sujet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** soutient que, sans vouloir s'opposer à la production de ces comptes, il croit la procédure inutile. Il n'est pas nécessaire qu'une telle motion soit adoptée. Le comité des comptes publics a le pouvoir d'enquêter sur ces questions. Ce pouvoir a été accordé aux comités lorsqu'ils ont été formés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai fait la même demande lors de la rencontre du comité, mais le président, député de Québec-Centre (M. Cannon), et la majorité des membres du comité ont dit autrement et ont affirmé que toute demande de documents doit être référée à la Chambre pour approbation. Le président a décrété que le comité des comptes

publics ne traite que des dépenses votées par la Législature et qu'il n'a pas le pouvoir d'enquêter sur les sources de revenus sans directive spéciale de la Chambre. Le comité n'a pas voulu accepter ce pouvoir sans l'autorisation de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ne pense pas de cette façon et soutient que la motion du chef de l'opposition est hors d'ordre. Il maintient que le comité a déjà les pleins pouvoirs dévolus par la Législature.

**M. l'Orateur** (Après avoir consulté les règlements) donne raison au chef de l'opposition et déclare régulière sa motion. La motion est dans l'ordre, car elle demande une enquête spéciale que le comité des comptes publics n'a pas le pouvoir de tenir. Le pouvoir dévolu au comité ne couvre pas le sujet de la motion, celui-ci n'étant pas un crédit voté par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** accepte gracieusement la décision de l'Orateur. Il suggère donc que la proposition soit adoptée, séance tenante.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il ne veut pas que ça passe du comité à la Chambre, et de nouveau au comité, et il soupçonne, espérant avoir tort, qu'on cherche à empêcher le comité d'examiner les comptes ou à laisser traîner les travaux jusqu'aux derniers jours de la session, alors que les députés sont occupés à faire leurs bagages en vue de quitter pour la maison.

La proposition est adoptée<sup>2</sup>.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Collèges classiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 novembre 1922, pour copie de lettres, documents, etc., adressés au gouvernement par le R. P. Lalande, ou tout autre Père Jésuite, relativement aux collèges classiques. (Document de la session no 40)

##### **Industrie laitière**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 novembre, 1922, pour copie de toute

correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne depuis janvier 1922, relativement à l'encouragement qui devrait être donné à l'industrie laitière ou au manque de protection dont souffrent des propriétaires de fabrique de lait, dans les cantons de colonisation. (Document de la session no 41)

#### **Changement de chef-lieu dans Terrebonne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 octobre, 1922, pour copie de toute correspondance, télégrammes, requêtes, résolutions, etc., adressés au gouvernement et des réponses du gouvernement concernant le changement du chef-lieu du district de Terrebonne. (Document de la session no 42)

La séance est levée à 5 heures.

---

#### **NOTES**

1. À cause peut-être de la première bordée de neige sur Québec, il manque 56 députés à l'Assemblée, 19 seulement sont présents et 14, selon *The Montreal Daily Star*, à la page 4 au début de la séance.

2. Louis Dupire, dans *Le Devoir* du 21 novembre, à la page 1, écrit: "Le succès avait été si prompt que M. Sauvé n'en croyait pas ses oreilles et il a fallu lui dire deux fois que l'adresse était votée et qu'il aurait ses précieux papiers."



Séance du mardi 21 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame-de-Protection, à Sainte-Marie, Beauce.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, du Comptoir coopératif de Montréal et de la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec demandant l'adoption d'une loi fusionnant en une nouvelle société sous le nom de Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec ou sous celui de Coopérative fédérée de Québec ou celui de Quebec Federated Co-operative.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.

Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés de secours mutuels et aux associations charitables.

**Société coopérative fédérée  
des agriculteurs**

**M. Ouellet (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 95 constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 70 amendant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Demande de documents:**

**Commission  
des liqueurs**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien la Commission des liqueurs a de magasins?

2. Où ils sont situés?

3. Quels sont les noms des propriétaires et quel est le loyer payé pour chacun d'eux?

4. Quel est le nombre des personnes employées par la Commission?

5. Quel est le nom de ces personnes et quelle rémunération reçoit chacune d'elles?

6. Les vins et liqueurs sont-ils achetés par l'entremise d'agents ou directement des fabricants, et si c'est par des agents, quels sont les noms de ces derniers?

Adopté.

**Dépôt de documents:**

**Commission  
des liqueurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date d'aujourd'hui, pour un état indiquant:

1. Combien la Commission des liqueurs a-t-elle de magasins?
2. Où ils sont situés?
3. Quels sont les noms des propriétaires et quel est le loyer payé pour chacun d'eux?
4. Quel est le nombre de personnes employées par la Commission?
5. Quel est le nom de ces personnes et quelle rémunération reçoit chacune d'elles?
6. Les vins et liqueurs sont-ils achetés par l'entremise d'agents ou directement des fabricants, et si c'est par des agents, quels sont les noms de ces derniers. (Document de la session no 43)

#### Questions et réponses:

##### Affaire Blanche Garneau

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le nommé Binet, arrêté sur l'ordre du procureur général, comme l'un des meurtriers ou comme l'un des inculpés dans le meurtre de Blanche Garneau, a-t-il été condamné à cinq ans de pénitencier sous l'accusation de parjure parce qu'il aurait, en substance, dit sous serment qu'il connaissait le meurtrier de Blanche Garneau?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non<sup>1</sup>.

##### Albert Caya

**M. Renaud (Laval):** Albert Caya, employé de la Commission des liqueurs et résidant à Saint-François-du-Lac a-t-il été destitué?

2. Si oui, pourquoi?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.  
2. Parce que la Commission a cru devoir se dispenser de ses services.

##### Produits laitiers

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le but du projet?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le but est bien simple, nous voulons enlever aux fabricants les frais d'inspection de leurs fabriques. Les frais d'inspection ont toujours été, dans le passé, à la charge des fabricants de beurre et de fromage. Désormais, le gouvernement défrayera lui-même l'inspection des beurreries et des fromageries.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas par orgueil, mais je tiens à souligner le fait que voilà encore une suggestion de l'opposition que le gouvernement accepte. Je ne regrette pas cette mesure, je m'en réjouis. La mesure maintenant mise de l'avant par le ministre de l'Agriculture a toujours été incluse dans la plateforme du Parti conservateur. Je suis content de voir que le gouvernement accepte le programme de l'opposition. Le bill fait exactement ce qu'il a demandé il y a deux ans, et donc, certaines de ses idées ont été utiles, en dépit du fait que le ministre et des députés vont partout en province en prêchant la doctrine selon laquelle tout ce que dit le chef de l'opposition ne mérite aucune attention. Ce n'est pas le partisan politique qui parle en ce moment, c'est le député qui a reçu un mandat du peuple qui a juré d'y être fidèle.

C'est une bonne mesure que l'on nous propose; elle a été préconisée par l'opposition et le gouvernement s'y rend. La mesure actuelle en est une de justice pour les cultivateurs et, pour cette raison, il est satisfait, car son sens de la citoyenneté et son désir de faire le bien comme législateur dépassent grandement toute idée partisane. Mais c'est mon devoir de dire qu'il s'y rend un peu tard, au moment où il va comparaître devant l'électorat. Je m'étonne que le gouvernement n'ait pas aboli cette taxe plus tôt. Il en avait les moyens, puisque le trésorier nous a annoncé chaque année des gros surplus.

Le gouvernement, craignant l'électorat, s'est dit qu'il était mieux d'adopter quelques mesures préconisées par l'opposition. Les mesures du gouvernement, pour pacifier les gens, peuvent être préconisées pour que le gouvernement soit pardonné de ses autres fautes. Maintes fois nous avons demandé ce que l'on accorde aujourd'hui par mesure de prudence. Nous avons dit depuis quelques années: "Puisque vous avez de si gros surplus, pourquoi continuez-vous à taxer les cultivateurs?" Pourquoi n'a-t-on pas employé ces surplus à payer l'inspection des beurreries et des fromageries? On a eu tort de taxer les cultivateurs en leur faisant payer le coût de l'inspection des fabriques de produits laitiers, et l'on a tort de prétendre que le gouvernement ne taxe que les gens riches.

Nous avons réclamé le paiement de l'inspection des fabriques par le gouvernement; on ne nous a pas écoutés; on nous écoute aujourd'hui, un peu tard, mais vaut mieux tard que jamais. Comment le gouvernement pourrait-il prétendre que les idées de l'opposition ne sont pas dignes de confiance si, pour faire face au peuple, il s'en empare pour les réaliser?

Le gouvernement a peur du peuple, à la veille des élections. Il sait que le peuple se plaint d'avoir été maltraité et qu'il est disposé à rendre justice à l'opposition. Il est prêt à tout faire pour essayer d'échapper à la colère populaire. Il est aussi bien d'avouer toutes ses fautes et de prendre tout le programme de l'opposition; il y aurait moins de critique. Ce bill sent les élections. L'idée a simplement été volée par le gouvernement et mise en œuvre pour des objectifs électoraux et politiques. C'est une loi d'élections; elle fait pressentir les élections très prochainement. Le gouvernement sait très bien qu'il a fait plusieurs erreurs sérieuses et a réalisé qu'à moins qu'il ne fasse quelque chose pour contrebalancer ces erreurs, la population pourrait se tourner contre lui à la prochaine élection.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je me réjouis, moi aussi, de voir le chef de l'opposition appuyer notre projet, et je le félicite de son grand amour pour sa province natale et de l'intérêt que son parti a toujours pris pour elle. Mon honorable ami dit qu'il l'a préconisé; il regrette que nous n'ayons pas adopté cette réforme plus tôt. Il est vrai qu'il a réclamé l'abolition de cette contribution dans le passé, mais il ne s'agit pas seulement de réclamer l'enlèvement des contributions; il s'agit pour nous de trouver les moyens de trouver les revenus pour administrer la province. Il y a de la marge entre réclamer l'abolition de ces frais d'inspection des fabriques de produits laitiers et combler le déficit causé par cette abolition. Il est bien facile pour l'opposition de préconiser des réformes, quand c'est simplement une question de réduire ou de couper des sources de revenus.

Elle n'a pas besoin de se procurer l'argent nécessaire pour conduire les affaires de la province. Les réformes du gouvernement se font par progression. Ce qui peut se faire dans un temps ne peut pas toujours se faire dans un autre. Il faut procéder graduellement, non pas pour des besoins politiques, mais suivant les besoins des cultivateurs et les moyens dont on dispose. Le gouvernement a décidé de payer le coût d'inspection, quand il est venu en possession d'un surplus substantiel qui a permis de rencontrer ces dépenses.

Nous avions, il y a quelques années, cinq ou six ans, 1,600 fabricants seulement qui payaient eux-mêmes l'inspection de leurs fabriques. Avant que le gouvernement ne prenne en charge l'inspection des fabriques en question, elles étaient conduites par les coopératives, ce qui coûtait aux fabriques plus que ce que demandait le gouvernement. L'inspection se faisait alors suivant la loi des syndicats, et il en coûtait aux propriétaires environ \$20 annuellement. Le gouvernement décida, alors, de voir lui-même à cette inspection; 2,000 fabriques ont été inspectées, depuis quelques années, et nous avons réalisé une économie de six à sept mille dollars. Les fabricants continuaient de payer; ils versaient au gouvernement une somme de \$15 chacun par année. Cela représentait \$30,000.

Il est vrai que nous avions de beaux surplus et le chef de l'opposition nous reproche de n'avoir pas pris à notre charge les frais d'inspection plus tôt. Nous devons administrer avec sagesse; il est facile de parler de réformes, mais lorsqu'il faut en prendre la responsabilité, c'est une autre affaire. Le fait que nous n'avons pas profité de ces surplus pour dégrever les cultivateurs de cette contribution aux frais d'inspection des fabriques de produits laitiers s'explique facilement. Nous avons eu des surplus, mais nous les avons surtout employés, ces surplus, à cette époque, à voter des crédits à l'agriculture. Toutefois, les surplus passés étaient minimes, en comparaison du surplus de cette année. Nous n'avons pas les moyens de combler les déficits qui se seraient creusés par le fait de l'abolition de ces frais d'inspection.

Maintenant, le surplus est plus considérable. Le gouvernement emploie ces revenus au développement des divers départements, et le revenu actuel permettra de faire disparaître certaines taxes. Il nous permet de faire plus que nous faisons autrefois, plus que de voter des crédits à l'agriculture. Aussi, la première chose à laquelle nous avons pensé est d'enlever cette contribution aux cultivateurs. Nous ne réalisons pas cette réforme parce que nous sommes à la veille des élections, mais nous remercions le chef de l'opposition de son adhésion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce que ça coûte aux fabriques pour l'inspection et combien cette contribution du gouvernement représente-t-elle d'argent?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le montant total de la souscription s'élevait à près de \$35,000<sup>2</sup>. Le gouvernement paiera cette somme à l'avenir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je tiens à remercier l'honorable ministre de ses compliments, mais je diffère un peu d'opinion avec lui. On avait des surplus, il y a quelques années. Eh bien, si c'est justice aujourd'hui d'enlever aux fabriques les frais d'inspection, pourquoi ne l'a-t-on pas fait plus tôt? Est-ce que le député de Deux-Montagnes était justifiable de demander cette réforme? Le ministre pourrait dire non, si le gouvernement avait eu, il y a quelques années, des petits surplus de \$25,000, mais on réclamait des surplus de \$500,000, de \$800,000. Il était alors facile pour le gouvernement d'enlever cette taxe qui pesait sur les cultivateurs.

Si nos surplus étaient réels, on aurait dû le faire, mais je crois qu'ils ne l'étaient pas. Si le gouvernement payait ses dettes; si le gouvernement ne donnait pas de billets non négociables pour les montants de \$160,000, les surplus n'auraient pas existé. Le rôle du chef de l'opposition ne consiste pas seulement à critiquer le gouvernement, mais l'opposition énonce un programme afin que les électeurs puissent être à même de choisir entre ce programme et celui du gouvernement, et l'opposition est capable de faire quelque chose de pratique; pour cela, il n'est pas nécessaire d'avoir la responsabilité de l'administration.

L'honorable ministre dit que c'est facile de semer des idées, quand on est dans l'opposition. Et il a ajouté que c'était une autre affaire de prendre des responsabilités, quand on a la direction du gouvernement. L'opposition aura son tour dans cette responsabilité. C'est manquer de sérieux que d'affirmer que l'opposition n'est bonne qu'à prêcher des idées, mais qu'elle n'en a pas réalisé une seule. Il faut le pouvoir pour les réaliser, pour administrer. Mais l'opposition peut se vanter d'avoir fait réaliser quelques-unes de ses idées par le gouvernement qui les avait d'abord combattues. Le peuple le sait, il ne l'oubliera pas.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le gouvernement prendra soin des fabriques de beurre et de fromage, même quand il n'aura plus les revenus de la vente des liqueurs<sup>3</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement ne doit pas s'attendre à rester au pouvoir pendant toute l'éternité. Les ministres qui siègent de l'autre côté de la Chambre ne seront pas toujours là; ça ne s'est jamais vu, dans aucun pays, des gouvernements qui ne changent pas. Il n'est pas loyal de venir prétendre que l'opposition est incapable de prendre des responsabilités. On verra, dans ce temps-là, si nous sommes capables de gouverner. Lorsque

l'opposition sera du côté droit de la Chambre, elle ne fera pas que suggérer de bonnes choses. Nous serons bientôt en mesure de mettre à exécution toutes les mesures que nous préconisons. En attendant, je félicite le gouvernement, qui, par cette loi, proclame qu'il taxait les cultivateurs, avant d'adopter la réforme que nous avons préconisée.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code de procédure civile, articles 55 et 1142**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 amendement les articles 55 et 1142 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Transport de biens de succession**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.



L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'amendement apporté porte qu'à l'avenir, les actes de transport, qui ont été faits pour les bons sujets à l'impôt de succession, soient valides du moment que l'on se conformera à la loi des droits sur les successions en payant l'impôt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce vexatoire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'entendez-vous par ces paroles?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande si cette disposition ne serait pas arbitraire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas le moins du monde.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Vente par Edgard-Albert Bruneau à Petrus Cyr

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 75 ratifiant une vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bullock (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Temple Emmanu-El

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 amendant la charte de Temple Emmanu-El.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Pentecostal Assemblies of Canada

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 reconnaissant The Pentecostal Assemblies of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Montreal Public Service Corporation

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 amendant la charte de la compagnie The Montreal Public Service Corporation et changeant son nom en celui de Quebec New England Hydro-Electric Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourrions-nous avoir des explications?

**M. Richard (Verchères):** Ce n'est pas l'habitude de donner des explications à la seconde lecture d'un bill, quand la Chambre n'a qu'à l'envoyer en comité des bills privés, où il sera étudié.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le moment, au contraire, de demander des explications.

**M. Richard (Verchères):** Les parties intéressées sont prêtes à donner toutes les explications que l'on voudra, devant le comité. Je suis insuffisamment documenté sur leurs projets; je ne voudrais pas les compromettre en donnant une explication forcément incomplète. Je ne présente ce bill que pour permettre à ceux qui y sont intéressés de donner toutes les explications qu'ils voudront au comité des bills privés. Je ne saurais donc, en cette Chambre, donner les explications que l'on me demande. Je propose donc la seconde lecture des projets de loi et leur envoi au comité des bills privés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Chambre a le droit de prendre connaissance du bill avant qu'il ne soit référé au comité.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Demande de documents:**

##### **Congrès des médecins de langue française**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance, lettres, etc., entre le VIIe Congrès des médecins de langue française de l'Amérique du Nord, tenu à Montréal en septembre dernier, et le gouvernement.

M. l'Orateur, Ce qui est important pour vous députés, l'est également pour tous et chacun des citoyens de notre province. Rassurez-vous, Monsieur, je n'ai nullement l'intention de commenter aujourd'hui ce principe élémentaire; mais je veux simplement rappeler à la Chambre une grave conséquence qui en découle: c'est que notre premier devoir comme législateurs et mandataires du peuple consiste à ne jamais perdre de vue les intérêts vitaux (c'est bien le mot), de nos électeurs et même de ceux qui ont cru bien faire en votant contre nous au dernier scrutin.

Veiller constamment sur la vie et la santé des contribuables, prendre soin des malades déjà atteints et leur assurer une protection efficace; voilà certainement notre première obligation. Il existe dans la province une nécessité vitale de traiter du problème des aliénés criminels d'une manière plus scientifique que le système actuel, qui mène à des procès scandaleux.

La santé de nos électeurs doit nous préoccuper autant que leur bien-être. Le premier devoir des législateurs est de veiller sur la santé et le bien-être moral et physique de leurs commettants; en proposant certains amendements à nos lois existantes, le législateur remplit exactement ce devoir. N'est-il pas vrai qu'il faut d'abord commencer par assurer l'être, avant de songer au bien-être? Sans doute, nous avons d'autres questions à considérer. La bonne administration de la justice, la colonisation, le relèvement de l'agriculture et même les "bons chemins" sont d'une importance indéniable, et je tiens à le dire et à le répéter pour ne donner prise à aucun malentendu.

Aussi, chaque fois qu'un bon mouvement en ce sens s'est fait jour, ici, dans cette Chambre, non seulement je m'y suis intéressé, mais je ne lui ai jamais refusé mon plus cordial appui. L'honorable secrétaire de la province peut me rendre ce témoignage que chaque fois qu'il a fait un beau geste en faveur de l'éducation, je n'ai épargné ni mon temps ni mes peines pour seconder ses efforts. Et sans vouloir engager ma liberté plus qu'il ne faut, je tiens à déclarer que j'ai le ferme propos de toujours accorder à mes collègues, le même concours empressé, au meilleur de ma connaissance. En retour, il me semble ne pas dépasser la mesure en espérant pareil traitement de la part de mes collègues, lorsque je viens ici comme député et comme médecin, exposer en toute liberté les besoins de mes concitoyens et les réclamations du corps médical de la province.

Je me sens d'autant plus à l'aise pour m'acquitter de ce devoir que, dans le monde entier, il s'opère actuellement un véritable réveil et que tous les pays civilisés se préoccupent de plus en plus des questions d'hygiène et d'assistance publique. Nous avons encore dans l'oreille et dans le cœur le magistral exposé que faisait, ici même, l'honorable premier ministre au début de la présente session.

Sans doute, le gouvernement a déjà fait beaucoup. Il a accompli des progrès immenses, en particulier dans le champ de l'hygiène. N'est-il pas vrai, Monsieur, que si quelqu'un eût osé dire, il y a dix ans, quinze ans, qu'en l'an de grâce 1922 le gouvernement de Québec consacrerait \$500,000 pour le soutien de nos institutions de charité, qu'il établirait 1,000 lits pour les tuberculeux, qu'il aurait déclaré la guerre au cancer et engagé à fond la lutte anti-vénéérienne, n'est-il pas vrai que les Lachapelle et les vieux médecins de la province de Québec auraient considéré cette prophétie comme un rêve? Voilà, cependant, ce qui est aujourd'hui l'indiscutable

réalité. Tout cela, c'est l'œuvre du gouvernement; elle est admirable, je promets d'appuyer cette œuvre de toutes mes forces en autant qu'il s'agira de la rendre plus humanitaire, plus efficace et plus bienfaisante pour notre population.

Je ne surprendrai personne, j'espère, si j'affirme que, depuis un quart de siècle, la médecine a fait plus de progrès qu'aucune autre science connue, et non seulement sur le terrain de la chirurgie, mais sur tous les terrains sans exception. Ces progrès peuvent être constatés, non seulement dans nos manuels, dans les grandes universités d'Europe ou des États-Unis, mais ici même à Québec, à Montréal et dans d'autres coins de la province.

Je veux bien rendre à César ce qui appartient à César, et je m'empresse de reconnaître que ces progrès étonnants auraient été impossibles sans la sage prévoyance et la royale générosité de l'administration libérale; mais, d'un autre côté, les médecins ont leur part de mérite. Il faut bien admettre que, même avec le gouvernement le mieux inspiré, ces progrès auraient été impossibles, si la majorité de nos médecins ne s'étaient montrés à la hauteur de la situation, s'ils n'avaient eu ni idéal ni orgueil de leur profession, si depuis trente ans ils n'étaient pas allés à leurs frais compléter leurs études aux sources vives en Europe ou aux États-Unis, si surtout ils n'avaient pas eu assez de dévouement pour sacrifier leur avenir et leur clientèle pour le bien public, pour servir l'intérêt général avec des salaires ridicules, quitte à se faire mettre parfois au rang des "gratteurs de rues" par ceux qui jugent de la valeur des hommes sur la seule échelle des salaires.

Dans leur admirable mission, les médecins ont toujours reçu le plus entier appui de la part du gouvernement. Et, pour continuer sa politique progressive, pour maintenir sa marche en avant, le gouvernement a besoin du concours des médecins, comme le ministre de l'Agriculture a besoin du concours des cultivateurs pour continuer ses réformes, comme le ministre de la Colonisation a besoin de s'informer des besoins des colons et s'assurer de leur coopération pour mener à bonne fin et perfectionner s'il y a lieu, l'œuvre si éminemment patriotique qu'il poursuit.

Lors du septième Congrès de l'Association des médecins de langue française de l'Amérique du Nord, au mois de septembre dernier, les congressistes ont rapporté des progrès sur toute la ligne et ils ont, par un vote unanime, offert au gouvernement l'hommage de leur reconnaissance; mais ils se sont bien donné garde de s'oublier, dans une heureuse contemplation des conquêtes du passé.

Ils se sont inquiétés de l'avenir et ils ont émis des vœux que cette Chambre sera heureuse de connaître, j'en suis sûr, avant de voter les nouveaux crédits et de fermer la liste des nouveaux projets de loi.

Actuellement, il y a dans la province 5,116 aliénés, répartis dans cinq établissements, souffrant de maladies mentales, et les asiles ne suffisent pas pour leur entretien. Ces hôpitaux sont déjà trop petits et littéralement encombrés, comme le prouve le rapport du surintendant, et il faudra de toute nécessité songer, dans un avenir prochain, à les agrandir ou jeter les bases de nouveaux établissements. Il serait opportun d'aménager des asiles spéciaux à certaines classes de patients qui n'ont pas encore de milieux propices pour être traités avec profit pour eux-mêmes et pour la société.

Nous avons dans la province un certain nombre d'aliénés criminels dont la présence gêne le bon fonctionnement des asiles déjà établis. La question se pose maintenant à savoir si nous devons les agrandir ou si nous ne devons pas définir une nouvelle base pour traiter des cas spéciaux. Il ne croit pas que les aliénés criminels devraient être gardés avec les aliénés innocents. Il y a aussi, parmi les malades, des alcooliques, des morphinomanes, des cocaïnomanes. Ces derniers devraient avoir un refuge spécial. C'est une des plaies de notre société moderne, dont le traitement réclame l'intervention des législateurs. Dans les grandes villes surtout, on compte les dégénérés par milliers. Ils devraient être protégés contre eux-mêmes, contre les innombrables misères qu'engendre l'affaiblissement de la volonté. Ils errent en liberté, à moins qu'on ne les prenne en flagrant délit.

N'ayant aucun refuge, ils demeurent dans des taudis et ils exposent perpétuellement le public aux effets néfastes de leur conduite déréglée. La charité chrétienne la plus élémentaire, en même temps que le souci de la sécurité, celle de nous tous, doivent nous pousser à hospitaliser ces malheureux pour qu'ils soient soignés selon leurs besoins. Il faut des asiles spéciaux pour certaines classes d'aliénés (épileptiques, etc.), car les asiles ne suffisent plus pour en prendre soin. Le temps n'est-il pas venu de créer une fondation spéciale pour ces malheureux?

Le second vœu des médecins tend à faire classer les malades par un bureau d'examineurs composés de membres éminents de la profession médicale, afin d'utiliser certains malades, qui encombrant les asiles, et qui, séparés des criminels, pourraient redevenir des sujets utiles pour la société. Ce sont des débiles et des arriérés mentaux. Un certain nombre d'entre eux ne sont pas perdus, sans ressources.

Il est scientifiquement démontré qu'en leur portant une attention spéciale, des résultats importants et intéressants peuvent être obtenus. Dans nos maisons de réforme, ces malheureux ne profitent guère de leurs contacts avec des criminels, pas plus qu'ils profitent du contact avec les aliénés de nos asiles. Dans tous les pays, on porte une attention spéciale à cette catégorie de malades. Pourquoi n'en ferions nous pas autant?

Nos établissements actuels, soulagés de ce contingent, pourraient fonctionner encore plusieurs années avant de se trouver dans la nécessité de s'agrandir, et tous nos malades sans exception ne s'en porteraient que mieux. En adaptant à leurs besoins des écoles spéciales, il serait possible d'activer leur développement mental. Ces réformes ne se feront pas toutes seules et sont d'accomplissements difficiles, mais elles doivent être tentées dans l'intérêt de la population.

Ne me dites pas que le triage de ces patients n'est pas une chose facile, qu'il exigerait des transbordements continuels, des tiraillements, des frais considérables, etc. etc. J'admets volontiers que, dans l'état actuel des choses, la classification régulière de nos malades serait un rude problème, mais le jour ne peut tarder, il est même venu, où le grand public, les juges, les avocats, les notaires, les médecins et les ouvriers même, tout le monde tombera d'accord pour demander une réforme fondamentale dans notre organisation, pour exiger au plus tôt la création d'un bureau unique et permanent d'experts, chargés par le gouvernement, de se prononcer officiellement sur tous les cas pathologiques qui peuvent avoir quelque relation avec nos lois.

La formation des commissions spéciales est importante. Ces experts seraient payés par le gouvernement et indépendants dans toute la force du mot. On les utiliserait dans les procès, tant pour éclairer le tribunal sur l'état mental des accusés que pour déterminer le taux d'invalidité des ouvriers qui poursuivent leurs patrons en vertu de la loi de compensation des accidents du travail. Ce bureau serait appelé à déterminer le degré de responsabilité des criminels, la gravité des blessures causées dans les cas d'accidents de travail ou autres, des recherches de cause de mort et, de façon générale, de toute preuve médico-légale.

Il faut une commission permanente. Ce bureau doit être établi au centre démographique de la province, c'est-à-dire dans la ville de Montréal. Ces membres seraient absolument indépendants, dans tous les sens du mot, de toutes les parties en cause. Il

devrait être outillé sans épargne, suivant toutes les exigences de la science moderne, car rien ne doit être épargné pour assurer le fonctionnement parfait. L'important, c'est qu'il soit composé de compétences indiscutées, qu'il soit confié à la direction de sommités, des spécialistes les mieux qualifiés de notre province, dont les décisions serviraient de critères définitifs à toutes les procédures pour l'application de nos lois.

Qui devra désigner ces compétences? C'est une question secondaire. On peut être d'avis que le gouvernement doit les désigner, ou encore la faculté de médecins des universités, ou enfin le Collège des chirurgiens et des médecins, ou un autre corps public. On peut discuter si ces experts seront nommés à vie ou pour un terme plus ou moins long, mais ce qui est indiscutable, c'est que ces experts doivent être payés par le gouvernement, complètement indépendants de toutes les parties en cause, et ne relevant que de leur savoir et de leur conscience. Un jour ou l'autre, bon gré mal gré, il faudra en venir là, car c'est là qu'est la clef.

Cette commission d'experts déciderait seule si un accusé est aliéné et doit être tenu responsable, si c'est un malheureux ou un criminel. Aussi longtemps que cette réforme ne sera pas accomplie, nous serons exposés chaque jour aux plus cruels et aux plus lamentables mécomptes, confondant l'innocent avec le coupable, les accidents avec les crimes, les éraflures avec les blessures graves et surtout les aliénés avec ceux qui ne le sont pas.

Aussi longtemps que nous n'aurons pas cette réforme, nous verrons se combattre et se déprécier, aux yeux du public, des professions qui doivent être universellement respectées. Vous avez vu dans ces dernières années la science de la médecine se fractionner en une multitude de spécialités. Pourquoi? Parce que la vie est trop courte pour que le même homme puisse tout apprendre et tout observer, ce qui se rapporte aux différentes maladies qui affligent notre pauvre humanité. Il va sans dire que ce sont les maladies nerveuses et les dérangements cérébraux qui sont les plus difficiles à analyser, à cause de l'infinie variété de leurs formes.

Si parfois la folie est évidente, dans une foule de cas, il est extrêmement difficile de distinguer entre un homme sain d'esprit et un aliéné dangereux, d'autant plus dangereux que, par instinct, il prend mille moyens pour dissimuler sa faiblesse. La question est de savoir si un accusé est sain d'esprit ou fou n'est pas de la compétence d'un juge ou même d'un simple médecin, mais réclame l'attention et la science d'hommes qui ont consacré leur vie à l'étude

de ces maladies mentales, qui sont absolument indépendants des parties en cause et qui décideront d'après leurs science et leur conscience.

Pour se prononcer avec quelque autorité dans ces matières, il ne suffit pas à un juré d'être un homme honnête, d'avoir du bon sens et même du coup d'œil, il ne suffit pas à un magistrat d'être intègre et bien pondéré, il ne suffit pas à un médecin d'être désintéressé, mais il faut une longue expérience des maladies mentales. Il faut avoir concentré sur ce seul point toutes les études et les observations de sa vie. Il faut de plus le temps de bien observer le patient, non pas dans la cellule d'une prison quelconque, dans de courtes et rares entrevues, mais il faut pouvoir l'observer à loisir, dans un lieu propice aménagé à cet effet.

Lorsque l'an dernier le célèbre aliéniste de Boston, le Dr Briggs, dans un livre intitulé: *La manie des gens qui tuent*, eut le courage de déclarer au peuple américain qu'en envoyant à la chaise électrique Bertram Spencer et Czolgosz, l'assassin du président McKinley et du ministre baptiste Richardson, il avait frappé probablement trois irresponsables. Ce fut toute une révélation. Le Dr Briggs affirme que les États-Unis sont coupables d'avoir envoyé trois hommes à la chaise électrique qui méritaient la pitié et non la mort. Ces trois mêmes malheureux avaient indubitablement tué. Ils l'avaient avoué eux-mêmes; mais cédant à la pression de l'opinion publique qui, après un crime retentissant, réclame toujours un châtiment immédiat, les juges s'étaient trop pressés et avaient commis une erreur irréparable.

Le Dr Briggs disait: "Pourquoi ne sauvons-nous pas plus d'individus? Que faisons-nous pour prévenir le crime qui sévit dans nos voisinages, qui entraîne la perte de vies et de propriétés ainsi que l'augmentation du nombre des personnes à charge? Il faut porter à l'attention du public les situations mentionnées plus tôt, il faut faire en sorte que les communautés réalisent que les crimes, incluant le meurtre, peuvent souvent être évités, si les gens se rendent compte que j'ai écrit l'histoire de trois crimes qui auraient pu être évités, des crimes qui sont inexcusables et qui sont une honte pour notre pays. La société a puni la personne qu'elle a créée. La faute originelle est celle de la société. La société, sur laquelle revient la responsabilité, pourrait être amenée devant la justice, jugée et reconnue coupable plutôt que son produit."

Et quelles conclusions le Dr Briggs tirait-il de son expérience? Il demandait aux juges de son pays de laisser aux aliénistes qualifiés le soin de fixer le

degré de responsabilité des criminels et de se contenter d'appliquer la loi d'après ces décisions. Il demandait aux législateurs de Massachusetts la création d'un bureau d'observation qu'il ne prétendait pas infaillible, mais qui donnait les meilleures garanties possibles pour expliquer les lois d'une manière satisfaisante.

De nouveau, je suggère qu'une loi soit passée, qui abolirait la distinction entre l'aliénation médicale et légale pour les cas chroniques, sinon pour tous les cas, et en même temps éviterait la situation déplorable existant présentement dans laquelle les malades mentaux retournent dans nos prisons encore et encore. La loi que je suggérerais va comme suit: Lorsqu'une personne est accusée devant un Grand Jury ou devant la Cour supérieure et qu'elle a précédemment été condamnée pour un crime ou été accusée, le greffier de la cour où l'accusation est portée de nouveau ou le greffier du district ou le juge du procès, selon le cas, en avisera le département des maladies mentales, et celui-ci fera en sorte que cette personne soit examinée en vue d'évaluer sa condition mentale et de découvrir l'existence d'une maladie ou déficience mentale.

Le département fera rapport de son analyse au greffier de la cour où le procès doit se tenir, et ce rapport sera présenté à la cour ou au jury comme preuve de la condition mentale de l'accusé. Ceci ne violera d'aucune façon le droit de l'individu d'utiliser des experts, mais aidera à régler toutes les questions, en ce qui concerne l'État, et prévenir les situations déplorables qui existent présentement dans tant de cas, alors que nos médecins sont apparemment confrontés les uns aux autres et ridiculisés.

Ce bureau, nous ne l'avons pas et nous devons l'avoir. C'est absolument la même question, quand il s'agit de fixer le degré de gravité des accidents de travail ou autres qui peuvent entraîner des poursuites légales. Cette question d'appréciation est exclusivement du ressort de la médecine; elle ne saurait être décidée par des médecins quelconques que l'on arme les uns contre les autres, sans profit pour la vérité, et au grand détriment de la profession médicale. C'est aux experts et aux experts seuls à décider de ces questions.

C'est encore la même question, quand il s'agit des recherches des causes de mort; et d'une façon générale, de toutes les preuves médico-légales, destinées à établir l'innocence ou la culpabilité d'un accusé. Ce sont des experts qui devraient être les seuls à rédiger un rapport officiel motivé, pour servir de base à toutes les plaidoiries. D'une façon générale, toutes les causes de mort et toutes celles où il s'agit

d'établir l'innocence ou la culpabilité d'un homme ne devraient pas être confiées, en ce qui concerne la preuve à établir, aux témoins appelés par des parties adverses.

Grâce à ce bureau d'observation, non seulement nous aurions de meilleures garanties d'atteindre la vérité, mais nous ferions cesser ces contestations disgracieuses et sans fin; et par le fait même les malades, les blessés du travail, qui pour la plupart sont de pauvres gens, seraient assurés d'une sérieuse protection. C'est vers ce bureau qu'il faudrait diriger tous nos cas douteux qui mettent dans les transes à tout moment non seulement les juges, mais les curés, les médecins et les parents des malades.

Pensez-vous que si nos récidivistes des cours de justice, qui en sont parfois rendus à la vingtième condamnation pour les mêmes offenses, étaient mis à l'observation dans ce bureau, ils ne seraient pas classés par nos experts dans la catégorie des dégénérés et placés en traitement dans une institution appropriée?

Je parlais au début du triage de nos malades; voilà le bureau qui pourrait faire une sélection opportune, avant de les interner dans nos établissements. Sans doute c'est une réforme considérable, mais elle s'impose. Nous pouvons en discuter les détails, mais nous ne pouvons pas douter de son opportunité, de son urgence et de sa nécessité.

Il faudra y mettre le prix. Des experts, rétribués sur le tarif des gratteurs de rue, n'inspirent pas confiance à tout le monde. Récemment, un juge a parlé du traitement des experts. Ce magistrat a conclu à l'incompétence d'un aliéniste, parce que celui-ci gagnait un traitement inférieur à celui d'un boueur.

D'où l'on aurait pu conclure que bon nombre de juges ne valent pas les meilleurs avocats qui gagnent des honoraires bien supérieurs à ceux des juges. Des experts obligés de manœuvrer sans laboratoire, dans des milieux impropres, seraient de peu d'utilité, mais ne croyez-vous pas qu'une meilleure organisation, devrait-elle nous coûter beaucoup d'argent, nous apporterait bientôt des résultats mille fois plus appréciables que nos dépenses?

Ces réformes n'auraient-elles pour effet que de sauver chaque année quelques innocents, quelques dégénérés, quelques arriérés mentaux, n'auraient-elles pour effet que de sauvegarder l'intérêt de nos ouvriers et de leurs enfants: n'auraient-elles pour effet que de rétablir parmi nous un peu plus de logique, d'union et de paix, qu'il me semble que nous devrions tous les voter de bonne grâce.

**M. Grégoire (Frontenac)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que le débat ajourné.  
Adopté.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**Des députés de l'opposition** questionnent le ministre des Terres et forêts au sujet du service forestier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond à plusieurs questions de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dépenses générales... \$70,000. Cela comprend les salaires des agents des terres?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que M. Hector Authier a reçu plus que les \$600 qui sont inscrits comme son salaire d'agent des terres?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Je crois que M. Authier a aussi reçu un salaire comme agent du ministère de la Colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Authier a envoyé sa démission dernièrement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Oui, il y a quelque temps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Pour des raisons personnelles que je ne connais pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'était un officier compétent?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, je suis sous cette impression.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien va-t-elle coûter, cette impression?

**Des députés** rient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande cela parce que les comptes publics nous démontrent que les impressions du gouvernement coûtent cher. M. Authier a-t-il fait des rapports?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Comme il devait en faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Supposons que J.-B. Ricard achète des lots; il déclare que ces lots sont pour lui, qu'il entend les occuper. S'il ne les occupe pas; s'il ne se conforme pas à la loi des Terres; s'il ne fait rien de ce qu'exige la loi et si l'agent des terres ne fait rien, lui non plus, s'il n'enlève pas ses lots à J.-B. Ricard, conformément à la loi, a-t-il fait son devoir? Supposons que J.-B. Ricard déclare que les lots sont pour son frère; si l'agent des terres ne fait rien, ne change rien, a-t-il fait son devoir, a-t-il renseigné le ministre comme il convient?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. Authier a toujours fait rapport des opérations de son agence. Il a pu faire des choses que le ministre n'approuvait pas, il a pu se tromper. La chose est possible dans le nombre de transactions qu'il faisait dans son agence. Mais je ne crois pas que M. Authier ait commis d'erreur au détriment de la province. Quant au cas de J.-B. Ricard, les rapports de M. Authier ont dû être faits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le nom de J.-B. Ricard importe peu. Je demande si M. Authier a toujours fait son devoir convenablement et s'il a bien toute la confiance du département. Le ministre répond oui. "Il a toujours été un employé au-dessus de tout reproche", dit le ministre. Le cas est assez grave. On me permettra, par délicatesse, de ne pas insister sur les noms. Si M. Authier n'a pas communiqué un rapport dans un cas extrêmement grave, s'il a permis à des hommes de détenir des lots quand ils n'en avaient pas le droit, je dis qu'il a fait

un acte de partisanerie politique et non l'acte d'un bon administrateur. Je n'ai aucun grief personnel contre M. Authier.

C'est un ancien confrère en journalisme, mais c'est comme agent des Terres qu'il a pu se tromper. Pourquoi n'a-t-il pas fait rapport au ministre qu'un homme avait acheté des lots et qu'il l'avait informé que c'était pour son frère? Ou M. Authier a eu tort de ne pas communiquer son rapport au ministre, ou nous avons été trompés, en cette Chambre, l'an dernier. Il y a un coupable dans cette affaire. Si M. Authier n'a pas reçu ce rapport, c'est le faux colon qui a tort, et c'est lui qui a trompé ceux à qui il devait la vérité. Il est évident qu'en cette circonstance l'agent des terres n'a pas fait tout son devoir. Il a cédé des lots plus tard rétrocédés à un particulier qui ne pouvait être colon de bonne foi. Voilà ce que je veux savoir avant de voter cet argent.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le cas auquel mon honorable ami réfère remonte à 1920. Je croyais l'incident clos, en autant que le monsieur en question est concerné. M. Authier a toujours donné satisfaction comme agent des terres. Il a toujours généralement très bien fait ses rapports, il a été un employé excessivement dévoué. En faisant ses rapports, M. Authier n'a jamais voulu tromper le gouvernement. Cependant, il peut se faire qu'un agent des terres puisse se tromper comme les autres, surtout quand, ainsi que dans le cas de M. Authier qui fait des affaires très considérables, il y avait tant de demandes de lots et d'autres procédures. Encore une fois, il a pu se tromper.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais s'est-il trompé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Peut-être, dans ce cas-ci. Je n'hésite pas à dire que, dans ce cas-ci, M. Authier n'a pas plu au ministre. Il a pu faire des erreurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** A-t-il été blâmé? Car s'il ne l'a pas été, c'est que le gouvernement encourage les agents des terres, employés du public, à ne point faire leur devoir, à protéger les politiciens.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, je n'hésite pas à le dire, M. Authier a été blâmé. Il a été blâmé pour une erreur de jugement. Mais M. Authier a fait rapport que les lots avaient été rétrocédés au ministère.

Cependant, un agent des terres ne doit accepter de rapports, d'où qu'ils viennent, sans en informer le ministère.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, l'an dernier, nous avons été trompés, car le gouvernement nous a dit qu'il n'y avait rien dans cette affaire, que tout avait été arrangé. Il y avait quelque chose, puisque le ministre a blâmé M. Authier d'avoir accepté un rapport du colon et de ne pas en avoir informé le ministre immédiatement<sup>4</sup>.

A-t-on porté des plaintes contre l'agent?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, mais M. Authier a tout de même été blâmé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment? Par lettre? Est-ce que le ministre a écrit à M. Authier pour le blâmer?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, je ne l'ai pas fait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lui a-t-on télégraphié?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le ministre lui a téléphoné?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'a pas été nécessaire d'écrire, ni de téléphoner, puisque M. Authier a été appelé à Québec pour ses affaires. Il est arrivé à mon bureau et je lui en ai parlé à ce moment.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh, je vois, une simple question de télépathie mentale. Le type en Abitibi a eu le sentiment que vous vouliez le voir, donc il est venu au bureau du ministre pour entendre les plaintes.

**Les députés rient.**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'y a pas eu de plaintes contre M. Authier et il n'en a fait aucune. Je ne fais pas de plainte contre mes employés, même lorsqu'ils agissent mal. Je les blâme, mais je ne fais pas de plainte. Cela n'implique pas les rapports de M. Authier qui ont toujours été généralement corrects.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre joue avec les mots pour se sortir de cette situation. Il n'a pas fait de plainte contre M. Authier en raison de fausses représentations, mais il l'a blâmé et a dit à la Chambre, il y a quelques minutes à peine, que M. Authier était au-dessus de tout reproche.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.  
Adopté

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Dépôt de documents:

##### Chemin du rang Petit Sainte-Rose

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 novembre 1922, pour copie de toute correspondance, télégramme, etc., échangés entre le gouvernement et la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose au sujet d'un chemin dans le rang appelé Petit Saint-Rose, depuis janvier 1922. (Document de la session no 44)

La séance est levée à 5 h 55.

#### NOTES

1. *Le Devoir* du 22 novembre 1994, à la page 2, mentionne que cette réponse brève du premier ministre a déconcerté le chef de l'opposition, comme d'ailleurs la réponse de M. Nicol à la question suivante.



2. *Le Soleil* et *L'Événement* parlent de \$30,000.

3. Le ministre peut avoir lancé cette phrase en boutade, car l'opposition conservatrice a toujours combattu le principe de la Commission des liqueurs qui permettait au gouvernement d'enregistrer des surplus à son budget.

4. L'insistance du chef de l'opposition sur le cas de Hector Authier vient du fait qu'il était désigné comme candidat libéral dans la circonscription d'Abitibi. Il fut effectivement élu député de ce comté l'année suivante.



Séance du mercredi 22 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 10.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de John H. Roberts, demandant que l'Assemblée législative le remette en liberté sur parole pour le temps que siégera la Commission royale chargée de faire enquête concernant l'affaire Blanche Garneau, et qu'elle nomme MM. Lavergne et Rivard pour le représenter aux séances de ladite Commission (M. Smart).

**M. Smart (Westmount):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer devant la Chambre une pétition de la part de John H. Roberts. La pétition que je demande la permission de présenter est donc adressée aux membres de cette Chambre par John H. Roberts, actuellement sous la garde du sergent d'armes, détenu sur l'ordre de cette Chambre. Il demande d'être libéré sur parole afin de lui permettre d'assister à l'enquête de la Commission royale. En présentant cette pétition, je désire que ma position soit bien comprise.

Je suis arrivé à Québec hier soir seulement et, en arrivant à la Chambre ce matin, j'ai appris qu'un article publié dans un journal local disait que j'allais présenter cette pétition aujourd'hui, et interrogé là-dessus, j'ai déclaré que j'en ignorais le premier mot, ce qui était parfaitement vrai. Cependant, en entrant à la Chambre ce matin, j'ai trouvé la requête de M. Rivard qui m'attendait avec une requête de M. Antoine Rivard, un des procureurs de M. Roberts, me demandant de présenter cette pétition à la Chambre.

Je crois que je manquerais à mon devoir d'homme public si je refusais de me rendre à cette demande de M. Rivard, car c'est seulement par l'entremise d'un membre de cette Chambre que cette pétition peut être présentée. Je n'exprime aucune opinion sur cette requête de M. Roberts. Je n'en prends aucune responsabilité et je ne voudrais pas que le fait que je présente cette pétition soit considéré comme une approbation de ma part à la demande qu'elle contient. Elle est adressée à cette honorable Chambre et je ne fais que la soumettre. La Chambre en fera ce qu'elle voudra. Elle décidera

quelle attitude elle doit prendre à ce sujet. Je ne présente cette pétition que parce qu'elle ne peut être présentée que par un député de la Chambre.

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 77 conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Jean Rodier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente à lui consenti par la succession de feu Alfred Dalbec.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 78 constituant en corporation la Société de prêts et placements de Québec;

- bill 80 amendant la charte de la ville Saint-Laurent;

- bill 90 amendant la charte de la cité de Hull;

- bill 81 constituant en corporation The Study Corporation;

- bill 74 amendant la charte de la cité de Verdun.

**Succession  
Alfred Dalbec**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 67 concernant la succession de feu Alfred Dalbec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Établissement des immigrants

**M. Renaud (Laval):** 1. Sur les 11,825 immigrants arrivés dans la province depuis le premier juillet 1921 jusqu'au 30 juin 1922, combien se sont établis: *a.* sur des fermes; *b.* sur des lots de colonisation?

2. Quels sont leurs noms et dans quels paroisses et cantons sont-ils établis?

3. Combien ont quitté leurs lots depuis leur établissement?

4. Quels sont leurs noms?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. *a.* 356. Ce chiffre ne comprend pas les Franco-canadiens rapatriés; *b.* Dans la statistique de la vente des lots de colonisation, il n'est pas fait de distinction entre les colons immigrants ou non.

3. et 4. Il n'y a pas de statistique à ce sujet.

2. (Voir la liste ci-dessous)

#### Liste des immigrants établis dans la province durant 1921-1922

William Voss, Orsmtown, Qué.; G. Van Nuffel, femme et 1 enfant, St-Laurent, près Montréal; René de Villebonne, Chemin Ste-Catherine, Montréal; Alabert West et femme; Dunham, Qué.; André Fégeais, N.-D.-de-Grâces, près Montréal; James West, Dunham, Qué.; A. Rochat, Rapides Lachine, Qué.; Chas. Jean Rochat, Rapides Lachine, Qué.; Lancelot Rolleton, St-Laurent, près Montréal; Philippe Rolleton, St-Laurent, près Montréal; Paul Poche, femme et 3 enfants, Vaudreuil, Qué.; Chs Henry Price, St. Andrews East, Qué.; Thos Parker et femme, Vaudreuil, Qué.; Jules Ninslaus, St-Martin, Qué.; Victor Ninslaus, St-Martin, Qué.; Adam McKibbin, femme et 1 enfant, Richmond, Qué.; Joseph McGarigle, Lachine, Qué.; R. C. MacDougall, Côte St-Paul, près Montréal; Wm. Mann, femme et 2 enfants, St. Andrews East, Qué.; Charles Martin, Notre-Dame-de-Grâces, Montréal; Henri Martin, N.-D.-de-Grâces, Montréal; Ovila Lauzon (E.-U.), Côte St-Paul (près Montréal); Frank A. Hinchcliffe et femme, Ormstown, Qué.; Frank Littlewood et femme, Lochater Bay, Qué.; Daniel Kernan et sa sœur, Chemin Ste-Catherine, Montréal; James Kennedy et femme, Ormstown, Qué.; André L.

Contant, Côte St-Paul, (près Montréal); John Garside, femme et 3 enfants, Côte St-Paul (près Montréal); Fred Bridger, Bedford, Qué.; George Gorman, St. Andrews East, Qué.; Chs Nelson, Stoneham, Qué.; William Deakin et femme, Buckingham, Qué.; Fernand Zufferey, Lachine (près Montréal); William Wilson, Frelighsburg, Qué.; Hugh Williamson, Côte St-Paul (près Montréal); Ern. Thompson, Richelieu, Qué.; Liwvin Sterremans, Champlain, Qué.; Red. Reid, St. Andrews East, Qué.; Ernest Prestage, Ayer's Cliff, Qué.; Alb. Powell et femme, Vaudreuil, Qué.; Sidney Chester, Riv. Beaudette, Qué.; Edward Marrat, Frelighsburg, Qué.; Sydney H. Mabbott, Athelstan, Qué.; F. Theuwissen, femme et 2 enfants, Notre-Dame-de-Grâces, Montréal; François Tholl, Côte St-Paul, près Montréal; A. E. Sharer, Vaudreuil, Qué.; Émile Simon, Notre-Dame-de-Grâces, Montréal; Wm. Reid et femme, St-Jovite Station, Qué.; Jean Roussel, Côte St-Paul, près Montréal; Joseph Reilley, Côte St-Paul, près Montréal; P. Reilly, Côte St-Paul, près Montréal; William Millington et femme, St. Andrews East, Qué.; William Watkinson, Bedford, Qué.; Harry Wilson, Lachine, Qué.; Théophile Vandandeghel, Lachine, Qué.; Patrick Byrne, Côte St-Paul, Qué., (près Montréal); John Byrne, Côte St-Paul, Qué., (près Montréal); James J. Campbell, Lachute, Qué.; Alfred Brown, Magog, Qué.; Edward Burnett, Vaudreuil Station, Qué.; Thomas Clarke, Beaconsfield, Qué.; Reginald Ashley et femme, Bryson Station, Qué.; Claude Bourachot, Laval-des-Rapides, Qué.; Alfred Jones et femme, Franklynn Centre, Qué.; R. Hillman, Lachute, Qué.; James Hughes, Dorval, Qué.; F. L. Brown, femme et enfant, N.-D.-de-Grâces, (près Montréal); Thomas Constable et femme, Arundel, Qué.; Ernest Howe, Ormstown, Qué.; Albert Sharpe, St. Jean, Qué. (Sabrevois); Allan Conway, Lochaber Bay, Qué.; John Summer, Bryson Station, Qué.; James Haney, Lachine, Qué.; Edmund Todd, Howick, Qué.; Oliver Leslie, St-Laurent, près Montréal; E. F. Wood, Huntingdon, Qué.; Leslie Hills, Dewittville, Qué.; David Flynn, Howick, Qué.; Harold McKay, Côte St-Paul (près de Montréal); William F. Smith, Lachine, (près Montréal); John Philipps et femme, St. Andrews East, Qué.; Harry Gardner, St. Andrews East, Qué.; Lionel Kane, femme et enfants, Magog, Qué.; Alfred Caley et femme, Dewittville, Qué.; John Mead, Lachine, près Montréal; Arthur Savage, Chemin Ste-Catherine, Mtl.; John McCaw, Huntingdon, Qué.; Edward Reeves, St. Andrews East, Qué.; Thos. Murray, Brome, Qué.; Alexis Bertusi, Rapides Lachine, Mtl.;

E. H. Anderson, Lachine, Qué.; Charles Aubert, Côte St-Paul, près Montréal; Joseph Marsden et femme, N.-D.-de-Grâces, près Montréal; James F. Cullen, Vaudreuil, Qué.; C. John Mowatt, St-Laurent, près Montréal; Oliver Lyle et femme, Bryson Station, Qué.; A. Woods et fils, Arundel Qué.; Albert Lawton et femme, Ile au Cerf, (St-Hilaire), Qué.; James W. Lawrence, Dewittville, Qué.; H. F. Burns, N.-D.-de-Grâces, près Montréal; Chas. Lowery et femme, St. Andrews East, Qué.; L. Simms, Beaconsfield, Qué.; Barney Flynn et femme, Franklynn Centre, Qué.; Harold Baldie, Lachine, Qué.; Joseph Martin, Côte St-Paul, près Montréal; Thos. Marshall et femme, Brome, Qué.; James Weston et femme, Stottsville, Qué.; Alfred F. Racey, Howick, Qué.; H. B. Tracey et femme, N.-D.-de-Grâces, près de Montréal; James John Berry, St-Laurent, près Montréal; Wm. Rigbey et femme, Dorval, Qué.; Frd. Salter, femme et 2 enfants, Buckingham, Qué.; R. Telfer, Rapides Lachine, Qué.; Alf. Ro. Jones, Beaconsfield, Qué.; Henry Quinn et femme, Côte St-Paul, près Montréal; John Quinn, Côte St-Paul, près Montréal; Victor Bates, St. Andrews East, Qué.; B. A. Grey et femme, Cartierville, Qué.; Ernest Pyke, Riv. Beaudette, Qué.; Chas. Kean, DANby, Qué.; A. M. Cleaver, N.-D.-de-Grâces, près Montréal; Edmund Ganley et femme, St. Jean, Qué.; Francis Madden et femme, Dewittville, Qué.; L. Snow, Carrs Crossing, Qué.; R. B. Wight, Côte St-Paul, près Montréal; Frs. H. Norton et femme, St-Laurent, près Montréal; John Oakes, Lachine, Qué.; Percy Nash, Lachute, Qué.; Edwin Olive, Vaudreuil, Qué.; Carl Olsen, Côte St-Paul, près Montréal; Ole Anderson, Côte St-Paul, près Montréal; P. Travers, Dewittville, Qué.; G. Green, N.-D.-de-Grâces, près Montréal; Alex Johnston, femme et enf., Lochaber Bay, Qué.; Frs. Hébert, Châteauguay-Bassin; Alf Greenwood et femme, Montréal-Ouest; Pierre Jacquenaud, Beaconsfield, Qué.; Maurice-A. Laurent, Côte St-Paul, près Montréal; David Gardner et femme, Inverness, Qué.; Pierre Fleishman, St-Laurent, Qué.; Jean Fleishman, St-Laurent, Qué.; Etienne Fondeur, femme et enf., Chemin Ste-Catherine, Montréal; Rutherford Graty, Laprairie, Qué.; Charles Easdale, Franklynn Centre, Qué.; H. de la P. Evans, St-Sébastien, Qué.; Joseph Diet, St-Martin, Qué.; Jacques Devezeaux, Lachute, Qué.; Louis Debiarn et femme, Brome, Qué.; Ph-Alb. Damhoff, femme et enf., Beaucharnois, Qué.; François Charles, Côte St-Paul, Qué.; René Duboc, Beaconsfield; André Cabanette, Dewittville, Qué.; Frank Carter, N.-D.-de-Grâces, près Montréal; Hary E. Crew, femme et enf., Howick, Qué.; Lucien

Breton, St-Laurent, Qué.; Arthur Beale et femme, Lachute, Qué.; F. W. Brockley, femme et 2 enfants, Cowansville, Qué.; W. J. Boddington, Ste-Anne de Bellevue, Qué.; John Brazer et femme, Glenelm, Qué.; Pierre Blanchaud, Bringham, Qué.; John Wm. Bell et femme, Danville, Qué.; Alfred Eddy, femme et enfant, Howick, Qué.; John S. Kennedy, Dunham, Qué.; F. B. Mullen, N.-D.-de-Grâces, près Montréal; Alex Buckley et femme, Crs's crossing, Qué.; Vincent Hall, Stottsville, Qué.; Howard Kelgin, Côte St-Paul, près Montréal; Wm. Goodhall, Lochaber Bay, Qué.; Ph. Ranson et femme, White's Qué.; T. Teeds, St-Laurent, près Montréal; Archibald Taylor, Ormstown, Qué.; Charles Maynard, White's Qué.; Henry Dougall, Dunham, Qué.; Francis Wald, Chemin Ste-Catherine, près Montréal; Victor Denson, Arundel, Qué.; René Descloids, St-Hubert de Chambly; S. Jenkins et femme, N.-D.-de-Grâces, Montréal; Albert Manning et femme, Franklynn Centre, Qué.; Edward Parker, Knowlton, Qué.; Patrick Whelan, Côte St-Paul, près Montréal; Frank Whelan, Côte-St-Paul, près Montréal; Ph.-H. Suttie, Franklynn Centre, Qué.; Joseph Owens, St. Jean, Qué.; John Cavey, Ormstown, Qué.; Arthur Blake et femme, Rosemere, Qué.; Albert Snell, Montréal-Ouest; Edward Caldwell, Lachine, Qué., près Montréal; Francis Brown, Lachine, Qué., près Montréal; William Cameron, Côte-St-Paul, près Montréal; F. W. Burnside et femme, Lochaber Bay, Qué.; John Ph. Rayson et femme, Vaudreuil, Qué.; Edward D. Lewiss, Ste-Anne-de-Bellevue, Qué.; Hans Peterson, Magog, Qué.; William Anderson, Bulwer, Qué.; Lucien Beauchamp, Milby, Qué.; T. C. Bassitt, Sherbrooke, Qué.; Marguerite Colville, Lennoxville, Qué.; Marguerite Crearie, Ayer's Cliff, Qué.; Agnes Campbell, Massawipi, Qué.; A. Canner, Iron Hill, Qué.; William Cooper, femme et enf., Sherbrooke, Qué.; Hans Chrisianson, Lisgar, Qué.; Chas. Coulter, Milby, Qué.; H. Curtis, Lachute, Qué.; Marguerite Colville, Lennoxville, Qué.; Henry Dyer, femme et 2 enf., Abbots-ford, Qué.; Lizzie Foster, Lennoxville, Qué.; G. L. Fisher, Cowansville, Qué.; Madame G. L. Fisher, Cowansville, Qué.; Mademoiselle Grace Fisher, Cowansville, Qué.; Mademoiselle Bridget Fisher, Cowansville, Qué.; Nellie Graham, North Hatley, Qué.; Chas. Hodson, Lennoxville, Qué.; Arthur Hodson, Lennoxville, Qué.; Lizzie Hodgart, Ayer's Cliff, Qué.; Edward Hickson, Bulwer, Qué.; P. S. Jenson, Lisgar, Qué.; E. T. Judson, Sawyerville, Qué.; A. Jennings, Melbourne, Qué.; J. A. Lepodevin, femme et 10 enfants, Stanstead, Qué.; Isobel Lennox, Sherbrooke, Qué.; Jessie McDonald, Sherbrooke,

Qué.; Arthur McDonald, Mansonville, Qué.; Hugh McDonald, femme et 3 enfants, Harley, Qué.; Michael Madden, Ayer's Cliff, Qué.; Martha Masson, Massawipi, Qué.; Helen Marron, Sherbrooke, Qué.; Agnès Masson, Lennoxville, Qué.; Annie Marron, Sherbrooke, Qué.; Edward Moscop, Frelighsburg, Qué.; J. Mitchell, Frelighsburg, Qué.; J. B. Neale, Highwater, Qué.; Daniel Peppin, Danville, Qué.; Ernest Prestage, Ayer's Cliffe, Qué.; A. J. Penfold, Lisgar, Qué.; T. P. Perry, Lennoxville, Qué.; Harry Robinson, Bondville, Qué.; Harry Robinson, Bondville, Qué.; William Rily, et femme, Standbridge, Qué.; Marguerite Stevenson, Lennoxville, Qué.; James Sorotor, West Shefford, Qué.; Steve Smith, South Stukely, Qué.; A. F. Taylor, femme et 1 enfant, Sherbrooke, Qué.; A. H. Woodward, Kingsbury, Qué.; T. Wiles, Knowlton, Qué.; T. Whye, Bulwer, Qué.; Chas. Watt, Sherbrooke, Qué.; E. C. Watkins, Coaticook, Qué.; Joseph Wadsworth, Disville, Qué.; J. C. Wilkes, Cooskshire, Qué.; James Watt, Sherbrooke, Qué.

#### **Frais judiciaires de la Commissions des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien la Commission ou le gouvernement a-t-il payé pour frais d'avocats dans les causes intentées en vertu de la loi des liqueurs alcooliques, 11 George V?

2. À quelles sociétés légales ou à quels avocats ces sommes ont-elles été payées?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. D'après les rapports reçus, le montant payé est de \$22,685.00.

2. G. Dutaud; Phaneuf & Poirier; J.-E. Phaneuf; Jules Desmarais; L.-C. Cordeau, Power & Roy; J.-A. Beauchamp.

#### **Saisies d'alcool dans les maisons de prostitution**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien de saisies de liqueurs alcooliques ont été opérées dans les maisons de prostitutions de cette province?

2. Combien à Montréal et combien à Québec?

3. Quelle quantité a été saisie: a. à Montréal; b. à Québec?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 9.  
2. 9 à Montréal, aucune à Québec.

3. a. À Montréal: 153 bouteilles de bière; 2 bouteilles de brandy; 4 bouteilles de gin; 1 bouteille de scotch; 1 bouteille d'alcool. b. À Québec: aucune.

#### **Route Montréal-Hull**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les noms et résidences des entrepreneurs de la route Montréal-Hull?

2. Sur quelles parties de la route, chacun de ces entrepreneurs fait-il ses travaux?

3. S'il y a des compagnies ou sociétés, quels sont les noms et résidences des directeurs de chacune?

4. Quel est le prix au mille de chacun des contrats?

5. Quelle garantie de solvabilité ces compagnies ou sociétés ou individus ont-ils données au gouvernement?

6. Cette garantie protège-t-elle les personnes employées par les entrepreneurs aux travaux desdits chemins ainsi que les cultivateurs ou autres vendeurs de matériaux employés dans la confection de ces chemins, tels que pierre, gravier, etc.? Si oui, en est-il ainsi dans tous les contrats de même nature pour les autres chemins dans la province?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Universal Contractors Incorporated, 213 Édifice Drummond, Montréal; Engineers & Contractors Limited, Annapolis Royal, Nouvelle-Écosse.

2. Universal Contractors, Inc.; St-Eustache, paroisse, montée Cazeau, section F; St-Augustin, chemin Petit Brûlé, section G; Ste-Scholastique, chemin Petit Brûlé, section H. Engineers & Constructors, Ltd.: Ste-Scholastique, montée Paiement, section H; St-Hermas, montée Paiement, section I; St-Jérusalem, montée East Settlement, section J.

3. Thomas Cozzolino est le président et Hamilton Lindsay, le vice-président, de la Universal Contractors, Inc. E. R. Reid est le président de la Engineers & Constructors Ltd.

Le département de la voirie ne possède aucun autre renseignement sur les directeurs de ces compagnies.

4. Ces contrats n'ont pas été donnés à prix fixes, mais à des prix unitaires; les travaux n'étant pas encore terminés, il est impossible de déterminer le coût moyen par mille de chacun des contrats.

5. Un chèque accepté pour un montant égal à 10 % du prix des soumissions avec en plus une retenue additionnelle de 10 % sur tous les estimés payés.

6. *a.* Les dépôts et retenues mentionnés dans la réponse à la question 5 garantissent la bonne exécution des travaux et les créanciers sont protégés d'après les règles ordinaires du droit.

*b.* Il en est de même pour tous les contrats du département de la voirie.

#### **Contrats à Uldéric Paris**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé depuis 1912 un contrat à Uldéric Paris, ex-maire de Deschaillons, pour des travaux de voirie? Si oui, en quelles années?

2. Quel est le montant de ce ou de chacun de ces contrats?

3. Combien a coûté le ponceau entre Sainte-Émélie et Deschaillons?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui. En 1920 et 1922.

2. 1er: \$121,166.80; 2ème, \$2,000.00.

3. \$21,123.80.

#### **Travaux de voirie à Hudson**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien ont coûté les réparations ou réfections des chemins dans la municipalité de Hudson, comté de Vaudreuil, en 1922?

2. Qui était le ou les entrepreneurs de ces travaux?

3. Quel fut le prix du contrat et pour combien de milles?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Ces travaux sont exécutés à des prix unitaires, et, comme ils ne sont pas encore terminés, il est impossible d'en établir le prix total.

2. H. Marchessault.

3. *a.* Même réponse qu'à la question numéro 1. *b.* 4.58 milles.

#### **Barreau**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Sociétés de secours mutuels**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés de secours mutuels et aux associations charitables.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Hôpital de Notre-Dame-de-Protection, Beauce**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame-de-Protection, à Sainte-Marie, Beauce.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fortier (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Divisions territoriales dans Nicolet**

**M. Savoie (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la municipalité de Lemieux, dans le comté de Nicolet, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Société coopérative fédérée  
des agriculteurs**

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Quebec Gas  
Company**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 constituant en corporation la Quebec Gas Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Quebec Power  
Company**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 constituant en corporation la Quebec Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Quebec Tramways  
and Gas Company**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Charte  
de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 amendant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre ajourne ses travaux à demain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 45<sup>1</sup>.

---

**NOTE**

1. La séance fut levée rapidement pour permettre aux députés de se rendre à la séance du Conseil législatif où se poursuivait le débat en deuxième lecture du bill Roberts.



## Séance du jeudi 23 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Montefiore Hebrew Orphans  
Home of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Ashby), que les articles 510, 432 et 511 du règlement soient suspendus; qu'il soit permis de présenter une pétition de Julius B. Miller et autres demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Julius B. Miller et autres demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal est lue et reçue par la Chambre.

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de John H. Roberts, demandant que l'Assemblée législative le remette en liberté sur parole pour le temps que siégera la Commission royale chargée de faire enquête concernant l'affaire Blanche Garneau, et qu'elle nomme MM. Lavergne et Rivard pour le représenter aux séances de ladite Commission (M. Smart).

**M. l'Orateur** fait lecture du texte de cette pétition:

À l'Assemblée législative de la province de Québec:

L'humble pétition de John H. Roberts, journaliste, actuellement détenu aux quartiers-généraux de la police provinciale à Québec, expose ce qui suit:

Qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de nommer une Commission royale dans l'affaire Blanche Garneau, ainsi que le requérant l'a demandé dans son journal, *The Axe*, le 27 octobre dernier;

Que la dite Commission royale va constituer un procès public pour le requérant, en ce qu'elle prouvera ou non l'existence de certaines rumeurs, au sujet du meurtre de Blanche Garneau, rumeurs que le requérant a déclaré exister;

Que le requérant souffrira une grave injustice s'il n'est pas en mesure de faire la preuve pour justifier la publication des dites rumeurs et que, partant, les fins de la justice souffriront de son incarcération;

Pourquoi le requérant prie cette honorable assemblée de le remettre en liberté sur parole et de le laisser en liberté, pendant la durée de l'enquête royale, et aussi que cette honorable assemblée nomme M. Armand Lavergne, conseil du roi, et M. Antoine Rivard, avocat, pour le représenter devant la Commission royale.

(Signé) John H. Roberts.

Québec, 20 novembre 1922

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je comprends que les avocats de Roberts ont demandé à la commission le droit de représenter leur client à l'enquête. Je ne sais quelle réponse la commission leur donnera, mais je crois que nous devrions attendre avant de considérer cette pétition. Cependant, je n'ai pas d'objection à ce que la pétition soit reçue et nous verrons plus tard ce que nous ferons.

**M. le greffier:** La pétition sera reçue?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

**M. l'Orateur** déclare la pétition reçue.

## Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'entrepôt frigorifique Saint-Maurice limitée (The St. Maurice Cold Storage, Limited), demandant l'adoption d'une loi modifiant le chapitre 142 du statut 12 George V, et pour autres fins;

- de Georges Laurencelle, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Charles-L. Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi concernant la succession de feu John Pratt;

- de "The Quebec Golf Club", demandant l'adoption d'une loi incorporant ledit club suivant la loi des compagnies de Québec, 1920, et pour autres fins.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 72 concernant la fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 73 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Arthème Dutilly à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

**M. Daniel (Montcalm):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 156 amendement l'article 320 du Code municipal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 155 amendement l'article 667 du Code municipal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 82 validant un acte de rétrocession par Joseph Leblanc, ès qualité, à Georges Painchaud.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 71 amendement la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

#### **Ville de Trois-Rivières**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 92 amendement la loi

12 George V, chapitre 142, validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession John Pratt**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 94 amendement la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Georges Laurencelle**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 88 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges Laurencelle au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Quebec Golf Club**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 98 constituant en corporation The Quebec Golf Club.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code de procédure civile, articles 48, 54 et 551**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 158 amendement les articles 48, 54 et 551 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **Contrats avec la Montreal Dump Co. Ltd**

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il fait un contrat avec la Montreal Dump Truck Co. Ltd ?

2. Si oui, pour quel montant et quels travaux?

3. Où et quand ont-ils été faits?

4. Quels sont les directeurs de cette compagnie et où demeurent-ils?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.

2. 3 et 4. Répondu à la question no 1.

### Travaux de la Montreal Dump Co. Ltd

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Montreal Dump Truck, Ltée, a-t-elle entrepris des travaux de voirie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921? Si oui, dans quels comtés et dans quelles paroisses de comtés?

2. Cette compagnie a-t-elle signé un contrat pour ces travaux? Si oui, avec qui?

3. Quels sont les noms et résidences des directeurs de cette compagnie?

4. La Montreal Dump Truck Ltée a-t-elle donné une garantie de solvabilité au gouvernement?

5. Le gouvernement a-t-il exigé que cette garantie protège les personnes employées par elle ou ses entrepreneurs aux travaux des dits chemins ainsi que les cultivateurs ou autres vendeurs de matériaux employés dans la confection de ces chemins, tels que pierre, gravier, gazoline, etc.?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. La Montreal Dump Truck, Ltée, n'a pas entrepris de travaux de voirie pour le compte du département de la voirie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921.

2. 3. 4. et 5. Répondu à la question no 1.

### L'opposition et l'affaire Roberts (Article paru dans *Le Canada*)

**M. Renaud (Laval)** se lève pour une question de privilège. Je veux, dit-il, protester contre une dépêche de Québec, publiée dans le journal *Le Canada*, de Montréal, ce matin, et qui dit que le député de Laval a eu une altercation avec le chef de l'opposition et lui a reproché son silence sur l'affaire Roberts. Cette dépêche dit: "Dans les cercles parlementaires, on cause beaucoup, depuis quelques jours, des difficultés que M. Sauvé a eues avec un de ses députés au sujet de l'affaire Roberts."

"On sait que M. Sauvé n'avait fait aucune objection, lors de la deuxième lecture, au principe du projet de loi relatif à John H. Roberts. M. Sauvé était d'opinion que la Législature ne pouvait laisser attaquer l'honneur de ses membres et qu'il était temps que l'on crie halte à M. Roberts."

"Son silence fut mal interprété par M. Jos. Renaud qui, dès la fin de la séance, lui demanda une entrevue. Elle eut lieu au restaurant de la Chambre, - après le dîner, - entre la poire et le fromage, - l'histoire ne dit pas qui fut la poire. L'entrevue fut orageuse et M. Renaud, dit-on, se "déboutonna" dans les grands prix. Il reprocha à M. Sauvé de conduire l'opposition au désastre. Vous avez fait des

déclarations à tout casser, dans Labelle, dit M. Renaud, et maintenant que vous êtes rendu à Québec, vous êtes comme un mouton. Il vous faut vous opposer à l'emprisonnement de Roberts ou bien moi je lâche tout, je ne souscris plus pour l'organisation de vos assemblées."

"Voilà en quelques mots les raisons du changement d'attitude de M. Sauvé sur l'affaire Roberts."

"Le chef de l'opposition a eu peur qu'on le laissât seul: MM. Smart et Gault fréquentent peu ses bureaux depuis le commencement de la session. Ils se prétendent supérieurs à leur chef. Quant à M. Dufresne, il est conservateur, mais il dit ouvertement: Tant que Sauvé sera chef, jamais nous n'arriverons à rien. Dans une phrase, M. Dufresne résume ce que pense de M. Sauvé l'opinion publique de la province."

Pour ma part, je tiens à déclarer, de mon siège que cet écrit est un tissu de mensonges de faussetés et de calomnies. Je suis autorisé par mes collègues à faire cette déclaration au nom de l'opposition. Je ne comprends pas que le gouvernement, qui est pourtant assez fort, emploie de pareils moyens, de telles tactiques contre l'opposition, et je regrette que ses organes aient recours à de pareils moyens pour combattre le distingué chef de l'opposition."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me lève aussi sur une question de privilège. Cet article du *Canada* dit: "On sait que M. Sauvé n'avait fait aucune objection, lors de la deuxième lecture, au principe du projet de loi relatif à John H. Roberts".

Évidemment, cet article a été inspiré, mais je n'aurai pas même recours aux limiers qui se sont chargés de trouver \$70,000<sup>1</sup> volés à Montmagny, le vol de l'Océan Limitée, il y a deux ou trois ans, pour retracer les coupables de ce mensonge et savoir qui a inspiré cet article."

Je tiens à déclarer, et je compte sur la loyauté de cette Chambre pour admettre que c'est la vérité, que sur proposition de la deuxième lecture du bill 31, le bill Roberts, je me suis levé pour m'opposer à la deuxième lecture "maintenant", car, à ce moment, je n'avais pas eu le temps d'étudier le bill. Le premier ministre me demanda alors de remettre mes remarques ou objections à la troisième lecture, déclarant à la Chambre que mes objections auraient la même portée que si je les eusse faites sur la deuxième lecture. C'est à la demande du premier ministre que j'ai consenti à remettre l'amendement et mes remarques à la troisième lecture et j'ai demandé que la deuxième lecture fut votée sur division, et la Chambre a alors voté la deuxième lecture du bill sur

division. C'est sur la troisième lecture que j'ai donné mon opinion sur le bill. Il est faux que l'opposition ait voté pour le principe du bill. Elle a refusé de voter en faveur de la deuxième lecture du bill. Je tenais à donner ces explications parce que l'honorable Président du conseil législatif (l'honorable M. Turgeon), j'ignore en vertu de quelle règle, a dit hier que cela avait été une opposition insignifiante. L'honorable président a ignoré la demande du premier ministre pour essayer d'affaiblir notre attitude.

Ni le président du Conseil, ni le conseiller de la division de Rougemont (l'honorable M. Choquette) n'avaient le droit de commenter au Conseil l'attitude de l'opposition à l'Assemblée législative. C'est pour cela que j'ai relevé le gant que M. Turgeon, gardien des règles de la Chambre haute, a lancé par-dessus la clôture de la Constitution<sup>2</sup>.

#### **Congrès des médecins de langue française**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose la continuation du débat lancé par le député de Montréal-Laurier (M. Poulin), à propos de la médecine et des experts en maladies mentales.

**M. Grégoire (Frontenac)** déclare qu'il n'est pas prêt.

#### **Société de prêts et placements de Québec**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 constituant en corporation la Société de prêts et placements de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 31 amendant les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts.

#### **Charte de Saint-Laurent**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 amendant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Study Corporation**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 81 constituant en corporation The Study Corporation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Madame Isabelle Hamel**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession  
Alfred Dalbec**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 concernant la succession de feu Alfred Dalbec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Chef-lieu du district  
judiciaire de Terrebonne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare que ce changement de chef-lieu a soulevé des protestations dans Deux-Montagnes et qu'il constitue une injustice pour Saint-Scholastique, où était le chef-lieu auparavant. Il s'est opposé l'an dernier à l'adoption de cette mesure. J'aurais voulu, dit-il, avoir l'appui de mon ami le député d'Argenteuil (M. Hay) pour essayer de convaincre le gouvernement qu'il faisait acte d'injustice en changeant le chef-lieu du district de Terrebonne et une injustice toute particulière à Sainte-Scholastique, une paroisse qui a toujours donné au Parti libéral un solide appui.

Je n'ai pas changé d'opinion. Au contraire, mon opinion est appuyée aujourd'hui par tous les conseils des municipalités du comté des Deux-Montagnes, par M. Éthier, député libéral du comté aux Communes à Ottawa depuis au-delà de 25 ans. Je constate par le document qui a été produit hier devant la Chambre, au sujet de ce chef-lieu, que le

député d'Argenteuil n'a fait aucune démarche pour empêcher l'adoption du bill.

Naturellement, étant seul l'année dernière, à une séance de vendredi soir, à m'opposer à ce bill, je n'ai pu convaincre la Chambre et il a été adopté malgré mes protestations comme député des Deux-Montagnes, mais je crois avoir fait mon devoir comme député de ce comté. Il affirme que le document produit à la Chambre au sujet de ce changement de chef-lieu est incomplet en ce qu'il ne contient pas un télégramme et plusieurs lettres importantes. Il demande au ministre et représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe) ce qu'il pense de la question.

L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion): Le changement m'a fait de la peine à cause de Sainte-Scholastique, mais dans cette question, dit-il, j'ai fait passer l'intérêt général avant l'intérêt d'une partie du comté. Le bien général du comté obligeait le gouvernement à faire ce changement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** déclare que le grand nombre des justiciables du comté de Terrebonne justifiait l'établissement de la cour à Saint-Jérôme.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avant que M. l'Orateur ordonne que la Chambre se forme en comité des subsides, je tiens à protester contre la façon dont le gouvernement répond aux questions des membres de l'opposition. La conduite du gouvernement n'est ni parlementaire, ni constitutionnelle et est contraire aux meilleurs intérêts de la province. Il se croit le maître de tout et de tous.

Il ne respecte ni les droits du peuple, ni ceux de ses représentants. Nous sommes ici pour connaître les détails de l'administration et non pour nous contenter des discours du trésorier et de ses collègues. Il n'y a pas besoin de Chambre, ni de députés, si le gouvernement refuse de renseigner ces derniers sur les comptes publics.

Sans ces renseignements, il est impossible aux membres de la Chambre de suivre la législation d'une manière intelligente et de critiquer l'administration. Une pareille attitude de la part du gouvernement est anticonstitutionnelle, contraire aux règles parlementaires et contraires aux meilleurs intérêts de la province. Pour que les députés puissent examiner et comprendre l'administration, il faut qu'ils aient tous les documents dont ils ont besoin. Lorsqu'ils demandent des documents par motion, le gouvernement ne devrait pas, par des moyens détournés, essayer d'éviter ces questions. Les talents et la bonne volonté des députés comptent peu, et leur travail ne saurait être effectif si le gouvernement refuse les informations qu'ils demandent. Depuis le commencement de la session, l'opposition a fait plusieurs interpellations et elle ne peut obtenir de réponse, bien que ces questions concernent les départements.

En 1884 (sic), le premier ministre, qui était alors simple député, posait lui-même des questions assez surprenantes. Pas un député ne peut approuver l'administration du gouvernement s'il n'est pas suffisamment mis au courant pour la connaître et la justifier. Lorsque le gouvernement refuse, par exemple, de nous donner les noms de ceux avec lesquels la Commission des liqueurs fait des affaires en Europe, il viole les privilèges de la Chambre, dont il se montre pourtant jaloux en certaines occasions. Pourquoi n'a-t-on pas voulu donner les informations demandées relativement à l'administration de la Commission des liqueurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je soulève une question d'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Un point d'ordre. Quand ça chauffe trop, on a toujours recours à un point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Le chef de l'opposition a demandé les noms des maisons européennes avec lesquelles le gouvernement fait affaires, et on lui a répondu qu'il n'était pas dans l'intérêt public de les donner. C'est là un droit du gouvernement. Un ministre n'est pas obligé de donner des renseignements, quand c'est contraire à l'intérêt public. L'article 575 dit qu'un ministre de la couronne peut refuser de répondre à une question, s'il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés ou si ces renseignements sont contenus dans un document dont la communication peut être demandée au moyen

d'un ordre ou d'une adresse de la Chambre. Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de commenter ainsi une réponse faite par le trésorier à l'interpellation en question de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lorsqu'on parle des questions financières, le gouvernement devrait fournir toutes les informations dont la Chambre a besoin. Est-ce que nous n'avons pas le droit d'examiner les documents pour démontrer si les ministres sont coupables ou non des fautes qui sont dénoncées dans cette Chambre et dans le public? Après les surplus déclarés par le gouvernement, nous devrions avoir le droit de scruter tous les comptes et d'avoir les noms des maisons avec lesquelles le gouvernement fait affaires. Je n'insiste pas. Je tiens à signaler le fait pour illustrer le régime.

On nous a fait venir ici pour étudier, entre autres choses, un projet de loi relativement à la crise du combustible. La session a été convoquée sous le fallacieux prétexte de la nécessité d'adopter cette loi pour le contrôle du combustible. Il y a un mois qu'elle dure et on n'en entend plus parler. Cette mesure n'est même pas devant la Chambre.

Le gouvernement retarde l'adoption de ce bill alors que cette question est urgente et qu'elle est une des raisons données pour la convocation de la Législature. L'objet réel de cette session d'automne était de faire deux sessions dans la même année et aussi d'en arriver à l'étatisation du combustible comme on veut étatiser tout le reste. Le véritable objet du bill du combustible est de prendre le contrôle du commerce du charbon, tout comme le gouvernement essaye de prendre contrôle de tout. Les besoins du peuple ne comptent plus du tout, et le gouvernement est atteint de la rage du pouvoir. Il ignore les besoins de la population.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je soulève une nouvelle question d'ordre! Sur une motion pour étudier les subsides, un député n'a pas le droit de discuter un projet de loi qui est sur le feuillet de l'ordre du jour, de la Chambre, ce qui est le cas pour le bill du combustible. Il réclame une décision de l'Orateur et le prie de faire respecter les règles de la Chambre.

Le chef de l'opposition peut-il discuter et reprocher au gouvernement de n'avoir pas encore soumis à la Chambre une mesure concernant le combustible? Le chef de l'opposition a servi à la Chambre une salade et des verres d'eau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Plusieurs verres d'eau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre peut dire ce qu'il veut à la Chambre.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre est bien fondé. Je fais remarquer au chef de l'opposition que la question à l'ordre du jour ne concerne nullement celle qu'il a discutée. Je crois que le meilleur moment pour l'honorable chef de l'opposition de discuter la question du combustible serait celui où cet item sera inscrit à l'ordre du jour de la Chambre et appelé par le président.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** formule tout de même l'espoir que le bill du combustible soit bientôt étudié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Vous serez bientôt satisfait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au gouvernement de se hâter davantage de déposer devant la Chambre les documents réclamés par l'opposition, au lieu d'attendre les derniers jours de la session. Il proteste de toutes ses forces contre la désinvolture avec laquelle le gouvernement traite les députés. Durant la session, c'est la Chambre qui est maîtresse, et le gouvernement n'est qu'un comité de la Chambre. Il doit rendre des comptes à celle-ci, qui représente les contribuables. Le gouvernement agit ainsi par malice et les renseignements demandés sont nécessaires à tous les députés qui ont le droit d'être éclairés sur les moyens administratifs employés par le gouvernement de cette province.

Personne ne peut consciencieusement féliciter ou blâmer le gouvernement pour son administration, s'il n'a pu obtenir de ce gouvernement les renseignements qui le mettent en mesure d'apprécier à son juste mérite ladite administration. Le gouvernement traite les députés, non comme des législateurs, mais comme des serviteurs. Le bolchévisme ne sera jamais reconnu ici. Il ne faut pas oublier que les premiers dynamitards de l'autorité ne sont pas de ce côté-ci de la chambre...

**M. l'Orateur** rappelle le chef de l'opposition à l'ordre, disant qu'il s'écarte de la question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** persiste à blâmer le gouvernement pour refuser aux députés oppositionnistes les renseignements qu'ils réclament.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
L'honorable député n'a pas le droit de s'écarter de la question! Jamais le gouvernement n'a fait plus de diligence que durant la présente session. Dès les premiers jours, la plupart des ministres ont remis leurs rapports annuels à la Chambre. C'est la première fois, depuis plusieurs années, que les ministres présentent les rapports annuels de leurs départements respectifs au début de la session. Sous ce rapport, le chef de l'opposition n'a aucun reproche à formuler.

En autant qu'il s'agit des questions posées par le chef de l'opposition et ses amis, le gouvernement fait tout son possible pour y répondre, mais il faut réaliser que souvent ces questions exigent un travail considérable qui ne peut se faire du jour au lendemain. On a fourni au chef de l'opposition tous les renseignements qu'il a demandés. Mais il arrive qu'il doive attendre. Cela n'est pas la faute du ministère. On ne peut exiger la transcription de documents interminables en quelques heures, au milieu du travail ordinaire de la session. Jamais on n'a vu autant de demandes de renseignements de la part de l'opposition, et jamais on s'est tant efforcé de satisfaire sa curiosité.

La plupart des questions qui sont posées au ministère le sont pour faire de l'esprit ou pour essayer d'embêter le gouvernement. Jamais jusqu'ici le gouvernement n'a eu à répondre à un aussi grand nombre de questions rédigées dans une forme impossible et qui nécessitent des volumes presque, pour y inclure les réponses. Les employés du gouvernement travaillent jour et nuit pour fournir les renseignements demandés par l'opposition, et il ne croit pas qu'il y ait jamais eu une session où autant de renseignements aient été donnés sitôt. Nulle part on a montré plus de complaisance.

Si l'on compare ce qui se passe ici avec ce qui se fait ailleurs, on verra que les renseignements demandés au gouvernement exigent un travail énorme, ce qui n'empêche pas le gouvernement de répondre avec promptitude à toutes les interpellations. Dans un autre Parlement, on refuserait certainement de répondre aux questions de mon honorable ami, le chef de l'opposition. À Ottawa, le gouvernement ne juge jamais à propos de répondre aux questions du genre de celles posées par l'opposition. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les amis du chef de l'opposition à Ottawa refusaient catégoriquement de répondre aux questions relatives à l'administration confiée à la commission des chemins de fer en disant qu'ils n'étaient pas sous le contrôle du gouvernement, mais sous la juridiction d'une commission indépendante.

Les colères du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) n'effraient pas le gouvernement, qui continuera de faire son devoir et de fournir tous les renseignements qu'on lui demandera. En un mot, les plaintes du chef de l'opposition sont injustifiées. Le gouvernement fait tout son possible pour renseigner l'opposition et c'est à celle-ci d'être raisonnable et de ne demander que des choses auxquelles il peut être possible au gouvernement de répondre.

Il n'a pas non plus à s'étonner du fait que des documents dont on a demandé la production ne sont produits que plusieurs mois après la demande faite à ce sujet. C'est qu'il a fallu plusieurs mois de travail pour agréer à cette demande. Il est arrivé aussi que le gouvernement a refusé de donner des renseignements demandés par le chef de l'opposition parce que lui fournir ces renseignements aurait été contraire à l'intérêt public. Le gouvernement ne faisait alors qu'exercer un droit.

Le débat est déclaré clos et la proposition est adoptée.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement de la province de Québec n'épargnera rien pour protéger ses étendues de forêts contre les ravages du feu, et s'il fallait que les feux destructifs qui sont passés par nos forêts l'été dernier reviennent dans l'avenir, le gouvernement se verra dans l'obligation d'adopter des restrictions encore plus rigoureuses qu'il ne l'a fait dans le passé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose des questions au sujet des feux de forêts, de la colonisation, de l'agriculture, etc.

**Les honorables MM. Mercier fils (Châteauguay), Perrault (Arthabaska) et Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répondent au chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** questionne le ministre des Terres et Forêts au sujet des feux survenus en forêts pendant la dernière saison.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond au chef de l'opposition qu'il n'a pas encore tous les rapports permettant d'évaluer exactement les dommages causés par les feux de forêt l'été dernier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** défend le colon qui est trop souvent accusé d'avoir allumé les feux de forêts, alors que les coupables sont bien souvent des spéculateurs dans les forêts de la couronne.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) se défend d'avoir jamais imputé aux colons le plus grand nombre des feux de forêts. Il fait retracer les causes de tous les feux de forêts. On en trouve, malheureusement, dans un grand nombre de cas, où il est impossible de retracer les causes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discute des mesures adoptées pour la protection des forêts contre le feu.

**M. Smart (Westmount)** demande si on a pu retracer la cause des feux de forêt de l'été dernier et si des personnes ont été accusées.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Plusieurs causes des feux ont été retracées, et plus d'actions que d'habitude ont été entreprises.

**M. Smart (Westmount):** On m'informe que, dans certaines parties des Laurentides, il y a plusieurs feux et les gens savent qui les a déclenchés, et aucune accusation ne fut portée. Les cultivateurs ne respectent pas les réglementations et allument des broussailles sans l'autorité et sont responsables d'énormes dommages.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'y a aucun cas rapporté au département ou à ses officiers pour lequel aucune accusation ou action de quelque genre ne fut prise. Dans chaque cas où un homme fut responsable d'un feu, une action a été prise.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Dans les comptes publics, il y avait un item de \$156,823 pour la lutte au feu. Selon quel arrangement fonctionne le département?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement subventionne les différentes associations de protection, et, en plus, ils ont contribué aux dépenses faites pour lutter contre les



feux. Dans les régions de coupe, le gouvernement paie la moitié du coût, et quand les feux se produisent sur des terres de la couronne ou des terres privées qui ne sont pas sous licence, le gouvernement paie en entier. Ils n'interviennent pas pour les feux sur des terres privées, à moins qu'il soient près des terres de la couronne. Dans le cas de feux chez les particuliers, le gouvernement paie tous les frais, mais lorsqu'il s'agit de feux sur les terres du gouvernement sous bail, il ne paie que 50 %.

**M. Smart (Westmount):** Pourquoi cette différence? Pourquoi le gouvernement devrait payer le coût entier pour la lutte aux feux sur les terres privées et seulement la moitié pour les terres sous licence?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous voulons empêcher le feu de s'étendre à nos terres qui ne sont pas sous licence. Nous ne payons pas un sou en dommages pour les feux sur des terres privées ou n'importe où ailleurs, mais seulement pour les hommes employés dans la lutte contre le feu. Dans les contrats que nous avons avec les détenteurs de licence de limites de bois, ils sont obligés de protéger la terre qu'ils ont sous licence, et nous ne sommes pas obligés de payer quoi que ce soit. Mais nous voulons aider à protéger nos forêts. Il n'y a pas de loi qui nous permette de faire payer les propriétaires de terres privées.

Dans le cas de particuliers, le gouvernement ne cherche pas à aider ces derniers, mais veut seulement empêcher le feu de se propager sur les terres de la couronne. Si les feux de forêt continuent à l'avenir comme l'année dernière, il faudra adopter des mesures préventives. Les mesures prises et les permis donnés ont produit d'excellents résultats, mais si cela devient insuffisant, rien de devra être épargné pour la protection de nos richesses forestières. Le ministère se verra obligé de prendre des mesures encore plus sévères que l'été dernier pour protéger la forêt québécoise, qui est l'une des plus belles sources de revenus et de richesses de la province.

**M. Smart (Westmount):** Alors, nous devons avoir une législation pour la protéger. Ça ne semble pas correct que nous devions payer plus pour protéger les terres privées que ce que nous payons pour protéger celles pour lesquelles le gouvernement a un intérêt.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Généralement, les propriétaires privés sont des colons pauvres ou des cultivateurs en difficulté et il

ne serait pas juste de leur demander le montant qui a été dépensé pour la lutte contre le feu, souvent une somme considérable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait allusion aux Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous pourriez peut-être être très heureux d'avoir les Îles-de-la-Madeleine, après les prochaines élections.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement va-t-il faire passer une loi spéciale pour faire battre tous les députés de l'opposition, aux prochaines élections?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, nous les laisserons battre par l'électorat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À moins que vous ne proposiez une loi spéciale pour les envoyer en prison.

**Un député:** Il est six heures.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Dépôt de documents:

##### Pont entre Saint-Eustache et Sainte-Rose

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 novembre 1922, pour copie de toute correspondance, télégrammes etc., entre le gouvernement et toute personne, depuis 1920, relativement au pont de Bellefeuille, entre Saint-Eustache et Sainte Rose. (Document de la session no 45)

##### Crédit agricole

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 31 octobre 1922, pour copie de toute

correspondance, etc. entre le gouvernement et M Ladislas Paiement et toute autre personne, depuis 1921, relativement à l'établissement d'un crédit agricole dans la province, ainsi qu'au débat de la dernière session sur le même sujet. (Document de la session no 46)

### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 11 heures demain<sup>3</sup>.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

### **NOTES**

1. Selon *L'Événement*, ce chiffre est de \$75,000.
2. *Le Nouvelliste* du 24 novembre 1922, à la page 10, rapporte que M. Sauvé a fait cette dernière déclaration aux journalistes après la séance.
3. À 11 h 30, selon *L'Événement*.

## Séance du vendredi 24 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans les cas ci-après:

- d'Ernest Rochon et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant, ainsi que les autres grevés et appelés d'une substitution créée par Jacques Rochon, à constituer une compagnie à fonds social.

Compagnie d'immeubles  
Jacques Rochon

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 106 constituant en corporation la Compagnie d'immeubles Jacques Rochon limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

## Chasse aux loups

**M. Dufresne (Joliette):** Est-ce que le gouvernement donne une prime dans cette province pour tuer les loups?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui en se conformant à l'article 2358*d* des statuts refondus de Québec, 1909.

## Sou du pauvre

**M. Dufresne (Joliette):** Quelle somme le gouvernement perçoit-il de la taxe du sou pauvre?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Le gouvernement a perçu, au 30 juin 1922, \$206,665.93 pour les droits du pauvre, suivant les dispositions des

sections 46 et 54 de la loi de l'assistance publique, 11 George V, chapitre 79.

Revenu provenant  
des successions

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelles sont, à Montréal, les successions qui, depuis cinq ans, ont payé des droits au gouvernement?

2. Quelles sommes ont-elles payées chacune?

3. Mêmes questions pour Québec et Sherbrooke?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1, 2 et 3. Ces renseignements sont contenus dans l'état no 10 des *Comptes publics* de chaque année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas tous... Nous verrons bien.

## Demande de documents:

Chemin à Notre-Dame-du-Laus,  
dans Labelle

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1916, au sujet d'un chemin de Notre-Dame-de-la-Salette, de Val-des-Bois ou de Notre-Dame-du-Laus à la gare de Gracefield.

Le gouvernement a choisi un vendredi pour discuter cette motion, probablement parce que les octrois accordés à la colonisation sont maigres...! Je regrette que la motion soit appelée à une séance du vendredi alors que plusieurs députés sont absents, particulièrement en l'absence du député de Labelle, qui n'est pas à son siège. Mais, encore une fois, je représenterai les intérêts de Labelle, en l'absence de son député, parce que cette affaire est beaucoup plus importante qu'on ne le croit.

J'ai posé devant les électeurs de Labelle, lors de l'élection partielle dans ce comté, la question de colonisation telle que je la comprenais. J'ai dit alors que le gouvernement aurait dû chercher à compléter autant que possible l'organisation des vieux cantons, avant d'en ouvrir de nouveaux dans des régions éloignées.

Or, ce n'est pas cela qu'a fait le gouvernement puisque, par exemple, il a laissé des paroisses comme Notre-Dame-du-Laus, sans organisation, sans moyen de communiquer avantageusement avec les centres commerciaux. Notre-Dame-du-Laus existe depuis au-delà de cinquante ans, et lors de mon passage dans cette paroisse, l'été dernier, j'ai appris des principaux colons qu'il n'y avait pas encore de chemin convenable pour se rendre à la gare la plus rapprochée, à Gracefield, qui se trouve à 27 milles de Notre-Dame. Ces colons m'ont dit qu'ils étaient encore obligés de se rendre, pour se transporter par chemin de fer, à Mont-Laurier ou à Masson, soit à une distance de plus de cinquante milles. C'est inouï. Le chemin ouvert pour aller à Gracefield était pratiquement impassable, surtout dans la région Notre-Dame-du-Laus.

Et j'ai constaté cet état de choses dans une paroisse d'un demi-siècle d'existence! Si ces colons ne pouvaient avoir un chemin de fer à leurs portes, le gouvernement aurait dû leur procurer un bon chemin. Il a fallu l'élection partielle de Labelle et la lutte vigoureuse de l'opposition pour décider le gouvernement à faire quelque chose de pratique dans ce chemin. Le gouvernement, lors de la dernière campagne électorale dans le comté de Labelle, a promis d'améliorer le chemin qui relie Notre-Dame-du-Laus à la paroisse de Gracefield où se trouve une gare de chemin de fer que les colons ne peuvent atteindre, vu le mauvais état du chemin sur lequel les voitures ne peuvent circuler.

Malgré que le gouvernement et ses amis aient promis de dépenser des milliers de dollars pour améliorer ce chemin, on n'a pas jugé bon de dépenser plus de deux ou trois cents dollars à cette fin et le chemin est encore dans le même état. Quand les colons ont besoin de \$2,000 ou \$3,000, le gouvernement leur donne \$200 ou \$300; quand ils ont besoin de \$12,000 pour faire le chemin de Notre-Dame - Gracefield, on en dépense à peu près \$3,000, et encore faut-il que ce soit en temps d'élections. C'est une honte!

Le gouvernement a trop négligé les colons de la paroisse Notre-Dame-du-Laus et des paroisses environnantes qui, malgré qu'ils soient établis dans cette région depuis quarante, cinquante et même soixante ans, pour quelques-uns d'entre eux, sont encore obligés de parcourir soixante milles de chemins en voiture pour atteindre la première gare de chemin de fer.

Le gouvernement n'a pas rempli ses promesses, et si le député de Labelle (M. Lahaie) était ici, il serait obligé de l'admettre. Le gouvernement

maltraite les colons et est coupable de négligence criminelle à leur égard. Ces braves colons méritent un meilleur sort. J'accuse donc le gouvernement d'avoir été injuste pour ces colons et d'avoir mal répondu aux intérêts de la colonisation. Il a vendu des lots et laissé s'établir de pauvres gens à 50 milles des communications.

**M. Caron (Hull):** Les colons dont parle le chef de l'opposition sont absolument satisfaits, surtout ceux de Gracefield. Le gouvernement a généreusement répondu à leurs demandes et ils ont donné, du reste, une éloquente réponse lors de l'élection de Labelle. Même avant la convention dans le comté de Labelle, il a, dit-il, conduit une délégation des électeurs de Labelle auprès du ministre de la Colonisation qui promet d'améliorer le chemin de Notre-Dame-du-Laus à l'entière satisfaction des délégués. Je tiens, dit-il, à déclarer que, dans ce cas, le gouvernement a répondu généreusement aux demandes faites par les colons de Notre-Dame-du-Laus et des autres paroisses intéressées. Le gouvernement a fait son devoir, il a fourni suffisamment cette région.

La route est belle et je n'en veux d'autres preuves que le fait que les automobiles circulent aujourd'hui de Gracefield à Notre-Dame-du-Laus. D'ailleurs, j'invite le chef de l'opposition à parcourir lui-même le chemin dont il a fait mention et il constatera que non seulement de lourdes voitures y passent journellement (sic), mais que les automobiles peuvent aussi y circuler librement. Elles y font même de la vitesse.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** interrompt le député de Hull (M. Caron).

**M. l'Orateur** rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** répond à M. l'Orateur.

**Des députés ministériels:** À l'ordre!

**M. l'Orateur** prie le chef de l'opposition de formuler ses objections de façon parlementaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela n'en vaut pas la peine.

**Des voix** protestent et exigent que l'Orateur rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** explique qu'il voulait tout simplement dire que les déclarations du député de Hull (M. Caron) n'en valait pas la peine. Il souhaite que l'on accorde plus de latitude aux députés dans les débats.

**M. l'Orateur:** Si l'honorable député veut faire amender les règles de la Chambre, dit-il, il devra en donner avis...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est bien mon intention!

**M. Caron (Hull):** Le chef de l'opposition s'est montré en toute cette affaire, autour de laquelle il a fait beaucoup de tapage, bien peu informé. Je crois que si ce sont là les renseignements que le chef de l'opposition peut donner à la Chambre, il n'est pas plus renseigné qu'il ne l'était sur l'affaire Garneau.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le chef de l'opposition a tort de se plaindre que cette question soit discutée un vendredi, puisqu'il pouvait parfaitement faire remettre sa motion à une autre séance.

Le chef de l'opposition est mal renseigné sur cette question. Je connais bien cette région; Notre-Dame-du-Laus est à 26 milles de Gracefield. Le chef de l'opposition nous dit que nous n'avons rien fait pour améliorer le chemin, que, malgré ses promesses, le gouvernement n'aurait dépensé que deux à trois cents piastres pour améliorer le chemin de Notre-Dame-du-Laus à Gracefield.

Si le chef de l'opposition veut des précisions, voici: Ce n'est pas deux cents ou trois cents dollars que nous avons dépensés, mais \$3,500, - exactement \$3,506.85 - desquels \$1,507 ont été dépensés dans le comté de Hull et \$1,999 dans la partie située dans le comté de Labelle. Nous avons dépensé \$3,000 l'été dernier, pour donner à cette région une bonne route pour se rendre à la gare de Gracefield. Il est évident que les renseignements du chef de l'opposition ne sont plus exacts. Je connais assez les lieux et les distances pour l'affirmer.

Le gouvernement a dépensé \$62,000 cette année dans la région de la Lièvre; il en avait dépensé autant l'année précédente, et l'opposition a tort de prétendre que les colons se plaignent, quand nous savons qu'ils sont satisfaits de leur situation, qu'ils sont contents de leur sort. Le chemin a été convenablement réparé et les colons sont capables d'y transporter tout ce dont ils ont besoin.

Les chemins répondent parfaitement au besoin du trafic. Depuis qu'il est au département, dit-il, une seule demande lui a été faite par le député de Hull (M. Caron) et les travaux nécessaires ont été faits. Les améliorations sont terminées et le gouvernement, contrairement à ce qu'avance le chef de l'opposition, a tenu sa promesse.

Quant à compléter l'organisation des vieux cantons avant d'en ouvrir d'autres, dans les régions éloignées, je ne partage pas l'opinion du chef de l'opposition. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a tort de prétendre que le gouvernement devrait s'occuper exclusivement des vieilles régions de colonisation, plutôt que d'en ouvrir de nouvelles. C'est un faux principe qu'émet le chef de l'opposition. Que nous reproche-t-on d'ouvrir de nouvelles régions? Il faut certainement aider les vieilles régions à se développer, mais il serait de mauvaise politique de se contenter de développer ces anciennes régions.

Où seraient allés, si non au-delà de la ligne du 45<sup>e</sup>, aux États-Unis, les 15,000 colons qui sont maintenant établis dans cette belle région de l'Abitibi, si le gouvernement toujours anxieux de conserver chez-nous nos colons et nos braves cultivateurs n'avait pas pris les moyens nécessaires pour établir ces colons aux meilleures conditions possibles. Et de même tous ces groupements féconds établis dans la Matapédia et ailleurs? Le département s'inspire du même désir qui pousse les colons à s'avancer dans les terres et à tout braver, et c'est de créer des terres nouvelles et d'agrandir notre domaine producteur.

Ce n'est pas à dire que le gouvernement ne s'applique pas en même temps à aider les colons à faire en sorte qu'ils ne souffrent pas trop de privations et à faciliter, en un mot, leur courageuse marche en avant.

Encore une fois, le chef de l'opposition fait erreur lorsqu'il affirme que les colons de Notre-Dame-du-Laus et des environs doivent faire plus de 60 milles en voiture avant d'atteindre les gares de Masson ou de Buckingham. Il devrait se rendre sur la route de Notre-Dame-du-Laus conduisant à Gracefield et il verrait que non seulement la route est maintenant en bon état, mais que la distance à parcourir est de 26 milles seulement, et non 27, et que le chemin qui relie les deux endroits est réparé et dans un état excellent.

Les habitants, ainsi que l'a affirmé le député de Hull (M. Caron), y peuvent transporter toutes leurs charges. Et même les automobilistes peuvent y passer. On a fait autant et même plus pour le comté de Labelle que pour tout autre comté. On a satisfait à toutes les demandes qui ont été faites de la part des colons de Labelle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** nie les propos que lui prêtent le représentant de Hull (M. Caron) et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault). Il dit que son information est aussi véridique que celle que le ministre a donnée à la Chambre.

J'admire le ministre, comme les autres, et aussi sa candeur. Car... (il consulte les *Procès verbaux de l'Assemblée*) si le ministre est si bien renseigné, pourquoi a-t-il r pond  en Chambre le 7 novembre qu'il ne savait pas à quelle distance était Notre-Dame-du-Laus, Notre-Dame-de-la-Salette, de la plus proche gare de chemin de fer, et qu'il ne savait même pas en quelle année les premiers colons s'étaient établis dans ces paroisses.

Quand le gouvernement dit-il la vérité à la Chambre: le 7 novembre quand il ne connaît rien, de cette région, ou bien aujourd'hui quand il affirme qu'il connaît mieux cette région que le chef de l'opposition semble la connaître?

Si le chemin est bon aujourd'hui, c'est parce qu'on l'a amélioré à la dernière élection, mais pourquoi a-t-on attendu jusqu'à aujourd'hui, quand ces colons attendent depuis au moins 25 ans l'amélioration des chemins.

Si les vieux cantons étaient bien organisés, le surplus de la population de nos vieilles paroisses irait s'y établir, et ne s'en irait plus aux  tats-Unis. Ce qui décourage le colon, ce sont les difficultés de communication. Voilà le résultat incroyable de la politique de ce gouvernement qui, depuis 25 ans, proclame des surplus. Il dépense beaucoup d'argent, mais comment?

Pour des favoris et non pour les colons, pour de faux inspecteurs ou surveillants. Pourquoi le gouvernement a-t-il tant tardé à faire le chemin et a-t-il attendu aux élections? On montre de gros chiffres, mais les résultats sont très petits, et c'est de cela que les colons se plaignent.

La proposition est adoptée.

#### **Arthème Dutilly**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 73 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Arthème Dutilly à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Instruction publique à Sherbrooke**

**M. Forest (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Forest (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Fabrique de Saint-Bernardin-de-Sienne**

**M. Renaud (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 concernant la fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Renaud (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Trois-Rivières**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 amendant la loi 12 George V, chapitre 142, validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Succession  
John Pratt**

La séance est levée à midi et demi.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Division territoriale  
de la province**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Georges  
Laurencelle**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges Laurencelle au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Quebec Golf  
Club**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 constituant en corporation The Quebec Golf Club soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Travaux  
de la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.





## Séance du lundi 27 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Professions libérales

**M. Bergevin (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les professions libérales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rétrocession par  
J. Leblanc à G. Painchaud

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 82 validant un acte de rétrocession par Joseph Leblanc, ès qualité, à Georges Painchaud.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie d'immeubles  
Jacques Rochon

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 constituant en corporation la Compagnie d'immeubles Jacques Rochon limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

## Questions et réponses:

Assurances prises  
par la Commission des liqueurs

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Quel montant d'assurance possède la Commission des liqueurs? Combien sur les bâtisses? Combien sur l'aménagement et le mobilier? Combien sur le stock?

2. Quels sont les noms des compagnies d'assurance et quel est le montant couvert par chacune d'elles?

3. La Commission des liqueurs s'assure-t-elle aux compagnies d'assurance, directement ou par l'entremise d'un agent? Dans ce dernier cas, quel est le nom de l'agent?

4. Les assurances sur toutes les bâtisses et les propriétés du gouvernement sont-elles prises par l'intermédiaire d'agents? Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces agents?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. \$7,890,300. Sur les bâtisses \$285,000; Sur l'aménagement et le mobilier: \$116,000; Sur le Stock: \$7,890,300.

2. "North America", \$665,800.; "Queen Insurance", \$470,275.; "Employers Liability", \$217,400.; "Guardian Insurance", \$258,100.; "Western Insurance", \$184,750.; "Liverpool, London & Globe", \$81,400.; Cie du Canada, \$64,100.; Providence de Washington, \$382,775.; "Union Insurance", \$290,100.; "British Underwriters" \$32,500.; "Norwich Union", \$31,000.; "Home Insurance Co.", \$135,000.; "British America Ins." \$12,000.; "Accidental Insurance", \$10,000.; "Royal Exchange", \$169,000.; "Niagara Fire Insurance", \$10,000.; "Quebec Fire", \$47,050.; "Newark Insurance Co." \$15,000.; "Palatine" \$10,000.; "London & Lancashire Ins. Co.", \$226,700.; "Essex & Suffolk Inc.", \$44,500.; "Queensland Insurance", \$124,000.; "Globe Indemnity", \$5,000.; "Protector Underwriters", \$5,000.; "Yorkshire Insurance Co.", \$11,000.; "Royal Scottish", \$127,400.; "Alliance Assurance", \$41,000.; "Alliance of Philadelphia", \$200,000.; "American Lloyds", \$5,000.; "Atlas Insurance", \$20,000.; "Equitable des États-Unis", \$120,000.; "Auto Car Insurance", \$159,750.; "Agricultural Insurance", \$2,500.; "British Crown", \$6,250.; "British Colonial", \$80,000.; "Century Insurance", \$58,000.; "Car & General Insurance", \$8,500.; "Canadian Accident Ins.", \$75,000.; "Canadian Fire Ins.", \$50,000.; "Canada Accident & Life", \$11,000.; "Commercial Union", \$225,000.; "Eagle & Star Insurance", \$105,000.; "Equitable Insurance", \$25,000.; "Fire Insurance of Canada", \$357,000.; "Fidelity Phoenix Ins.", \$25,000.; "Fireman's Fund", \$250,000.; "Fireman's Underwriters", \$10,000.; "Great American Insurance", \$33,000.; "Globe & Rutgers", \$70,000.; "Glens Falls Insurance Co.", \$100,000.; "Hartford Ins. Co.", \$322,000.; "Imperial Underwriters", \$15,000.; "London Assurance Co."

\$51,000.; "London Guarantee Co.", \$25,000.; "Motor Union", \$41,500.; "Merchants Marine", \$50,000.; "National Fire Insurance", \$411,000.; "Nova Scotia Insurance", \$38,000.; "North British & Mercantile", \$231,000.; "Niagara & Detroit", \$64,750.; "North West Insurance Co.", \$50,000.; "Phoenix Insurance", \$84,000.; "Pacific Coast", \$5,000.; "Phoenix Fire Insurance", \$95,000.; "Royal Insurance", \$125,000.; "Sun Assurance", \$176,000.; "Tokio Insurance Co.", \$8,000.; "Union of Canada", \$121,200.; "United States Ins.", \$210,000.; "Westchester Ins.", \$100,000.

3. Par l'entremise d'agents: J.-A. Allard; Adams & Sise; F.-B. Brunelle; A. Baby; Belleau, Auger & Turgeon; Courtois Frères; C. Cantin; C. P. Cleghorn; Clement & Hampson; A. Crépeau; J.-E. Deserres; E. Dennam; H. A. Fromings; J.-O. Ginn; C.-E. Geoffrion; T. Howard; Hare & Mackenzie; E. Hurtubise; H.-J. Labrecque; G. Lyman; C. Leblanc; J. Laurent; Le Crédit Royal Inc.; McBean, & Hanna Ltd.; T. Meunier; Mousseau & Fleury; W. M. McComb; J. MacBride; Normandin & Desrosiers; E.-A. Panet; W. H. Perram; G.-U. Price Ltd; A. Philips; J.-A. Patry; G. W. Pacaud; L.-H. Painchaud; T. E. Quinn; H. W. Raphael; G. Ross Robertson & Sons; Campbell Stewart; C. E. Spragge; E. A. Whithead & Co. Ltd.; Wickham & Wickham.

4. Oui. Clément & Hampson.

#### **Emprunts de l'hôpital des aliénés protestants de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Les obligations de l'hôpital des aliénés protestants de Montréal, s'élevant à \$65,000.00 et dues le 9 juin 1922, ont-elles été payées?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Des obligations ont-elles été émises pour les remplacer; dans l'affirmative, pour quel montant, à quel terme, à quels taux d'intérêt et à qui ont-elles été vendues?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. L'hôpital des aliénés protestants, Montréal, a contracté un emprunt temporaire pour payer ces obligations.

2. Le 5 octobre 1922.

3. Réponse au no 1.

#### **Équipements de la Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien de machines à capsuler sont-elles employées à la Commission des liqueurs?

2. Quel est le nom de la compagnie qui a vendu ces machines au gouvernement?

3. Quelle est la royauté payée au vendeur des machines pour chaque bouteille?

4. Où était situé le bureau de la compagnie vendeuse des machines à capsuler, lorsque celles-ci ont été vendues à la Commission?

5. Est-il vrai que chaque capsule coûterait environ un centin au propriétaire des machines et que celui-ci percevrait six centins par bouteille?

6. A qui cette royauté est-elle payée?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Cinq.

2. "Freyseng Cork Company, Ltd".

3. Aucune.

4. Montréal.

5. Non.

6. À personne.

#### **Demande de documents:**

##### **Licences d'alcool dans Labelle**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Leclerc), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, lettres, etc., entre toute personne et la Commission des liqueurs dans les mois de juillet et août derniers, au sujet de licences dans le comté de Labelle.

Il dit qu'il ne veut pas aller au-delà des limites permises par les règles de la Chambre ou de s'attaquer à quelques-uns de ceux qui ont pris une part active à l'élection partielle de Labelle. Il voudrait avoir toutes les informations sous ce rapport. En réponse à une interpellation de l'opposition, le trésorier provincial a répondu, ces jours derniers, que des licences avaient été accordées dans le comté de Labelle, au cours des mois de juillet et août, c'est-à-dire pendant la dernière élection partielle dans ce comté. À la dernière session, le premier ministre a déclaré que la Commission était composée d'hommes en dehors de la politique. Pourquoi a-t-elle accordé des licences en temps d'élection dans un comté? Il y a eu des manigances politiques. La réponse prouve que l'élection partielle de l'été dernier dans Labelle ne s'est pas faite avec des prières. Des licences ont été octroyées simplement comme manœuvre politique à la demande des organisateurs libéraux du comté qui sentaient que, sans cela, c'en était fait du candidat du gouvernement.

Il connaît des personnes dans le comté de Labelle qui ont demandé des permis en maintes occasions l'hiver dernier, mais on le leur refusa. Ces personnes avaient fait des instances auprès de la Commission des liqueurs et celle-ci a refusé d'accorder ces licences. Plusieurs personnes du comté de Labelle se sont plaintes de l'injustice avec laquelle elles étaient traitées sous ce rapport. Ces personnes, des hôteliers parfaitement dignes d'exploiter une licence de la Commission, ont vu leur demande refusée, pendant que le jour même de l'élection dans Labelle, à l'heure du vote, d'autres candidats surgis à la dernière minute obtinrent leur licence.

Au cours de l'été, quand le temps de l'élection partielle est arrivé, ces personnes ont obtenu les licences qu'elles réclamaient en vain depuis longtemps. Pourquoi des personnes qui ont demandé des licences dans le mois d'avril n'ont pas été trouvées qualifiées pour les obtenir quand elles ont été jugées aptes à détenir ces licences dans les mois de juillet et d'août, alors que l'on allait entrer en campagne électorale? Ou ces personnes étaient dignes de confiance et remplissaient les conditions de la loi, ou elles ne méritaient pas de licence. Il est évident qu'un bon nombre d'hôteliers qui n'avaient pas de licence ont réagi très froidement à l'égard du gouvernement, et certains avaient commencé à travailler contre le candidat du gouvernement, Désiré Lahaie, et se sont fait promettre qu'ils obtiendraient ce qu'ils voulaient s'ils changeaient leur opinion politique.

Je présume que c'était évidemment parce que ces personnes s'engageaient à appuyer le candidat du gouvernement. C'est du favoritisme! Je réalise aujourd'hui que si la Commission est devenue une organisation politique, un système d'intimidation, un engin politique, elle est dangereuse, beaucoup plus dangereuse encore que l'opposition ne l'avait cru tout d'abord, et elle ne rencontre pas le but du gouvernement qui l'a créée. La Commission est partielle, elle est un engin de corruption, une machine à patronage.

Je me rappelle que le premier ministre, en faisant adopter la loi des liqueurs, a promis l'an dernier que la Commission des liqueurs se tiendrait à l'écart des influences politiques et serait composée d'hommes indépendants de la politique. Le premier ministre était-il sincère et sérieux en promettant cela? Je le crois, mais je dis que la Commission des liqueurs ne suit pas les instructions qui lui ont été données, qu'elle se laisse influencer par des considérations politiques et qu'elle ne fait pas son devoir.

La Commission s'est rendue aux demandes des organisateurs politiques du Parti libéral lors des élections et a accordé des licences à ceux qui accepteraient de travailler pour le candidat libéral. Si les organisateurs du gouvernement ont usé de leur influence jusqu'à ce point avec la Commission des liqueurs, peut-on dire que la Commission n'a pas été respectée et elle n'a pas été mise en vigueur comme on en avait fait la promesse solennelle à la Chambre lorsqu'elle fut adoptée. Lorsque le premier ministre a présenté sa loi des liqueurs, il y a de cela deux sessions, si un député de l'opposition s'était levé et avait déclaré: "Voilà une organisation pour capter des votes, pour forcer les gens à voter pour le gouvernement quand ils veulent voter contre!", on voit d'ici les protestations qu'il aurait soulevées.

Si la Commission des liqueurs est l'instrument des organisateurs du Parti libéral, elle est encore plus dangereuse et néfaste que nous l'avions prévu et elle ne remplit pas le rôle pour lequel elle a été nommée. Il rappelle à la Chambre ce qu'il avait dit lorsque la loi fut adoptée: il déclarait alors à la Chambre que la Commission des liqueurs servirait à des fins politiques, mais si elle est devenue un engin de corruption, il est temps de la dénoncer. Le fait que M. Untel et M. Untel ont obtenu des licences en temps d'élection, dans le comté de Labelle, démontre que l'octroi des licences est une preuve que des pratiques politiques ont été employées pour obtenir des votes.

Je sais un cas où on a fait attendre un homme jusqu'au jour de la votation! Est-ce ainsi que le gouvernement entend expliquer sa loi à l'électorat? Et après cela, on dira: "Labelle a parlé et s'est prononcé pour le gouvernement!" Est-ce ainsi que le gouvernement présente ses politiques au peuple et cherche une opinion favorable pour ses agissements? C'est de la corruption électorale! Un hôtelier a demandé une licence pendant plusieurs mois et on l'a fait attendre; cet hôtelier a obtenu sa licence le jour de la votation. D'autres cas seront soumis à la Chambre au cours de la session qui feront voir comment le gouvernement a gagné l'élection de Labelle. Si on voulait accorder une licence à Papineauville, pourquoi a-t-on attendu au mois de juillet, à la veille de l'élection partielle, quand les licences se donnent au mois de mai?

Le gouvernement se targue que ses politiques aient trouvé grâce auprès des gens du comté de Labelle, mais il n'en a pas le droit. Il n'a pas le droit de dire qu'il a soumis l'administration de la loi des liqueurs aux électeurs de Labelle et que les électeurs y avaient donné leur approbation.

C'est un cas flagrant de corruption contre le gouvernement et contre la Commission des liqueurs. C'est ainsi que le gouvernement agit. Ce sont-là quelques-uns des cyniques abus de pouvoirs.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Mon honorable ami a certainement tort d'accuser le gouvernement de favoritisme en autant que les licences accordées dans le comté de Labelle sont concernées. La règle générale imposée à la Commission des liqueurs n'a pas été violée. L'émission de permis est entièrement entre les mains de la Commission des liqueurs et il dit qu'il n'est au courant qu'aucune exception ait été faite pour le comté de Labelle. Le système suivi dans le comté de Labelle n'est pas différent du système suivi dans les autres comtés. L'octroi des licences est du ressort de la Commission. Il est vrai que des licences ont été accordées dans Labelle au mois de juillet, mais la Commission avait ses raisons et la même chose s'est produite dans plusieurs autres comtés.

On accorde beaucoup de licences dans d'autres comtés de la province. Lorsque les demandes sont faites, il faut d'abord examiner soigneusement ces demandes, recevoir les requêtes des citoyens de la localité. Il arrive fréquemment, pour ne pas dire dans la plupart des cas, qu'il y a de fortes oppositions contre l'octroi de ces licences. Il faut alors faire des enquêtes au sujet des plaintes portées ou des objections posées; et ces enquêtes nécessitent des recherches qui prennent plusieurs semaines et quelques fois des mois. Quand toutes ces formalités sont remplies, on accorde des licences, s'il y a lieu.

D'autre part, lorsqu'il n'y a pas d'opposition, il peut aussi arriver souvent que les établissements des licenciés ne sont pas terminés et, alors, on ne demande les licences que lorsque les locaux sont prêts. Ou bien, il faut faire une enquête et s'occuper même de la condition matérielle de l'établissement projeté. Les inspecteurs, chargés par la Commission de visiter les lieux où les candidats déclarent vouloir exploiter la licence demandée, font rapport que les lieux en question ne sont pas propices au genre de commerce désiré par l'applicant (sic). Il arrive que cet établissement laisse à désirer et que la Commission doive retarder l'émission d'une patente jusqu'à ce que le postulant se soit conformé au point de vue sanitaire à ses justes exigences.

La Commission permet alors à l'applicant (sic), si la chose est possible, d'améliorer son établissement et de le mettre dans l'état stipulé dans la loi. Tout cela retarde souvent et considérablement l'octroi de ladite licence qui n'arrive aux applicants

(sic) qu'au moment où ils s'y attendent le moins. Mon honorable ami, le chef de l'opposition a affirmé qu'une licence a été accordée à Papineauville le jour du vote. Je crois qu'il n'y a pas eu d'octroi de licence dans cette ville. Après avoir parcouru les rapports qui m'ont été remis au sujet des licences accordées dans Papineauville, je ne vois pas le nom d'aucune personne ayant obtenu une licence le jour ou même à la veille des élections. Il n'y a rien dans la réponse qu'il a récemment donnée à la Chambre pour justifier cette déclaration.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'ingérence de la politique dans l'administration de la Commission des liqueurs est manifeste. La Commission n'a-t-elle pas donné une licence à un monsieur Périard, hôtelier à Papineauville?

**M. Lahaie (Labelle):** Si l'honorable chef de l'opposition me le permet, je lui dirai que M. Périard, l'hôtelier en question, n'a pas encore reçu de licence.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Tout le monde reconnaît la haute probité, le caractère des commissaires des liqueurs, et bien qu'il me soit difficile d'entrer dans les détails, vu que l'octroi des licences est laissé entièrement à la Commission, je crois qu'il n'y a pas de raison de se plaindre. La Commission des liqueurs a fait preuve, depuis sa création, du plus grand esprit d'indépendance possible et je ne crois pas qu'elle ait fait des exceptions dans aucun cas ou favorise plus un comté qu'un autre. C'est une règle générale.

Dans le comté de Labelle, il n'y a pas eu plus de partialité qu'ailleurs. Ce qui s'est passé dans ce comté se produit dans tous les autres comtés de la province. Des licences ont en effet été octroyées en juillet et en août dans le comté de Labelle, mais si l'on examine les autres comtés de la province, on voit que la même chose y a été faite. Il n'y a eu aucune influence politique quelconque non plus. La Commission est absolument indépendante et elle agit en dehors de tout mouvement politique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois, dans la réponse du ministre à mon interpellation, que l'on a accordé des licences dans Labelle, au cours du mois de juillet à Montpellier, à l'Annonciation, à Mont-Laurier, à Val Barrette. Le 24 août, une autre licence a été accordée dans Labelle... Selon la réponse que le gouvernement a faite à notre interpellation du 10 novembre dernier, ont obtenu leur licence entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> septembre

derniers: Isaie Thomas, le 13 juillet à Saint-Rémi-d'Amherst; Télésphore Racine, le 13 juillet à Montebello; Lionel Legault, le 20 juillet, à Angers; Théodore Perrault, le 20 juillet, à L'Annonciation; Eugène Danis, le 27 juillet à L'Annonciation; Euclide Bissonnette, le 27 juillet à Montpellier; Raphaël Racicot, le 7 août, à Fassett.

Ce restaurateur du nom de Racicot s'était prononcé contre le gouvernement et une licence lui a été accordée dans le but de le ramener au bercail. La Commission n'a pas deviné cela et c'est à la demande d'organisateurs et même de ministres que ces choses-là se sont faites. Ont aussi obtenu leur licence: Zéphir Dorion, le 7 août à Mont-Laurier; Joseph Dufour, le 7 août à Val Barrette; Aristide Maisonneuve le 7 août, à Buckingham; Basile Périard, le 24 août à Saint-André-Avelin; Napoléon Boivenu, le 31 août, à Notre-Dame-de-la-Salette; Alphonse Labelle (père) et Alphonse Labelle (fils), le 31 août à L'Ascension et à Labelle. Pourquoi a-t-on attendu la période électorale pour accorder des licences à ces personnes?

Si elles en étaient dignes, pourquoi ne leur a-t-on pas accordé avant? Si elles en étaient indignes, pourquoi leur a-t-on accordé? Si elles étaient dignes en juillet et en août, pourquoi ne l'étaient-elles pas en avril, mai et juin? Si elles ne méritaient pas de licence au début, pourquoi leur en avoir donné en juillet et août? Est-ce que la Commission n'a pas violé la loi en se rendant aux demandes des politiciens et en accordant des licences à ceux qui voulaient travailler pour le candidat du gouvernement? Est-ce que la Commission se conforme aux instructions reçues du gouvernement? Il y a quelqu'un qui ne respecte pas la loi, est-ce la Commission ou le gouvernement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'est question que d'un monsieur Périard d'Acton Vale? Il a obtenu sa patente le 25 août. C'était plusieurs jours après l'élection. L'élection était faite et la promesse n'était pas tenue.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais, en ce cas, c'était le résultat de promesses électorales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce qui veut dire que nous tenons nos promesses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dois-je comprendre que le gouvernement admet avoir fait des promesses et qu'il s'est servi de la Commission des liqueurs dans un but électoral?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nullement. Je ne dis pas cela. Mais le chef de l'opposition prétend que nous avons fait des promesses. Je dis simplement que si le gouvernement avait promis des licences, le fait de les avoir accordées après les élections est une preuve qu'il sait tenir les promesses qu'il a faites. Dans ce cas, le chef de l'opposition doit reconnaître qu'elles ont été tenues, si elles ont été faites.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a donc eu promesse, puisque le premier ministre dit qu'elle n'a pas été tenue. Voilà des faits! Cela démontre à quels moyens recourt le gouvernement, et la Commission est plus dangereuse que jamais. L'honorable trésorier, dans sa réponse tout à l'heure, n'a pas parlé de ces détails; il a préféré vanter la haute probité des commissaires; il est resté dans les hauteurs; il a plané dans les hautes sphères, dans l'azur!...

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** sourit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ceux qui s'étaient vu refuser des licences se sont mis à travailler contre le gouvernement, mais on les a convaincus de changer leur opinion en leur accordant des licences. On a demandé aux ministres d'obtenir des licences, et une licence a été accordée aussi tard que le 31 août.

La proposition est adoptée.

#### **Rapports de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de tous rapports et comptes-rendus adressés au gouvernement ou au trésorier de la province par la Commission des liqueurs de Québec.

Les journaux en ont donné des extraits sans que le rapport soit officiel. Je ne veux donc pas avoir les rapports que le *Soleil* a publiés. Je m'étonne que ce rapport ait pu être consulté et même commenté dans certains journaux avant même que les députés en aient pris connaissance. Le rapport n'a pas encore été déposé, bien que des chiffres pris dans le rapport aient paru dans un certain nombre de journaux pour influencer l'opinion publique, avant la présentation du budget. Il se demande pourquoi les députés n'ont pas encore reçu le rapport alors que le discours du budget, basé sur ce rapport, a été prononcé.

Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier le rapport et de le garder sous secret jusqu'aux derniers jours de la session? Il dit qu'il veut avoir le rapport dont des extraits ont été publiés dans *Le Soleil*.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** J'ai déjà eu l'occasion de dire à mon honorable ami que nous produirions le rapport bientôt, dans quelques jours. La Commission est prête à présenter son rapport. Nous avons un peu de difficultés dans son impression; il y a beaucoup de fautes à corriger dans la version anglaise et dans la version française. Le rapport a été remis aux imprimeurs qui en font maintenant des revues, afin que lorsqu'il sera distribué, il ne contienne aucune erreur. Plusieurs provinces ont demandé ce rapport; on le réclame à l'étranger, il doit donc être exact et correctement imprimé.

Ce qui en a paru dans les journaux était coulé de fautes typographiques. Il faut le temps de le corriger, de remédier à ces erreurs d'impressions et parfois à des erreurs de chiffres. Le gouvernement veut que ce rapport fasse honneur à la Chambre et à la province. Quant aux renseignements qui ont été publiés par des journaux, le chef de l'opposition se vante d'avoir été lui-même journaliste et il sait que ses anciens confrères ont des moyens à eux d'obtenir des renseignements. Ils savent, en dépit de la plus stricte consigne et des ordres les plus sévères, obtenir des renseignements que le gouvernement, réalisant que ce n'est pas encore le temps de le faire, refuse de leur communiquer.

Je dois dire que le trésorier n'a jamais autorisé la publication de ces renseignements et que ce n'est pas lui qui les a donnés aux journaux. Je ne sais où ces renseignements ont pu être obtenus et sans vouloir déclarer qu'ils sont absolument faux, je puis affirmer qu'ils n'ont été donnés par aucun membre du gouvernement et qu'aucun de ces extraits n'a été officiellement remis à aucun journaliste. Je crois que nous pourrions présenter à la Chambre dans quelques jours le rapport de la Commission des liqueurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce sont des fautes dans les chiffres du rapport que l'on est en train de corriger?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Des fautes typographiques et d'autres erreurs aussi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle importance doit-on alors accorder aux articles de certains

journaux ministériels qui se sont servis de ces renseignements pour louer la Commission des liqueurs? Ce n'est pas surprenant qu'il y ait tant de fautes dans ce rapport. La loi des liqueurs est basée sur une faute du gouvernement. Et de toute façon, les opérations de la Commission ne sont pas moins de fautes commises. Le gouvernement devrait faire attention lorsqu'il laisse circuler ses rapports avant que les députés les aient consultés.

**Une voix:** Une faute d'amour, peut-être!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne connais pas cela. Mais, je ne suis pas surpris que le ministre ait déclaré que le rapport est cousu de fautes...

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Oh! Je n'ai pas dit "cousu". "Cousu" est bien fort.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Il doit bien y avoir quelque couture<sup>2</sup>. *Le Soleil*, un organe du gouvernement, devrait être le dernier à faire pareille indiscipline. Certains fonctionnaires du gouvernement ne devraient pas avoir le droit d'écrire aux journaux, vu qu'ils sont trop familiers avec les secrets ministériels.

La proposition est adoptée.

#### **Paiements à l'assistant-procureur général**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre l'état détaillé des comptes payés par l'assistant-procureur général pour le mandat de \$70,337.18 mentionné aux comptes publics de 1916-1917, page 225.

Adopté.

#### **Paiements supplémentaires aux fonctionnaires**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre: la copie de tous les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920 et autorisant de payer à des personnes employées dans le service civil quelque rémunération en sus du traitement régulier attaché aux fonctions de ces personnes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait remarquer au chef de l'opposition que, malgré qu'il soit prêt de voter en faveur de cette motion, il se pourrait que la préparation des copies demandées nécessite un très long travail. Et comme il ne veut mériter aucun reproche de l'opposition, il désire suggérer au représentant de Deux-Montagnes que celui-ci fournisse s'il le désire les noms des personnes au sujet desquelles il voudrait être renseigné immédiatement; il se ferait un plaisir de se rendre à cette demande. C'est un dossier énorme, ce sera long à préparer, dit-il. Si mon honorable ami veut nous citer les cas particuliers qui l'intéressent, la réponse viendra plus rapidement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça ne prendra pas deux ans, je suppose?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, mais ce sera long. Deux semaines au moins. En tout cas, si cela retarde, le chef de l'opposition n'aura pas à se plaindre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous attendrons. J'ai besoin de tous les documents que je demande. Je veux savoir ce qui se passe au sujet de tous ces arrêtés en conseil et quels sont les fonctionnaires privilégiés du gouvernement. Il est nécessaire que les membres sachent quels mandats ont été délivrés. Le système adopté par le gouvernement, et qui consiste à effectuer des dépenses départementales par le biais de mandats, laisse croire que beaucoup de choses sont passées sans que la Chambre n'a pas eu l'occasion de discuter, puisqu'elles n'apparaissent pas dans les évaluations. C'est pourquoi le gouvernement peut se permettre d'annoncer de gros surplus; certains travaux ne se retrouvent pas dans les évaluations et sont exécutés plus tard, par mandats spéciaux.

La proposition est adoptée.

#### **Code municipal, article 320**

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 156 amendant l'article 320 du Code municipal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Ouellet (Dorchester)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Registreur de Montréal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Montréal.

Adopté.

#### **Prévention des incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé, par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 amendant la loi pour prévenir les incendies.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Voirie à l'Anse à Valteau**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, liste de paye, documents, etc., concernant le gouvernement au sujet de travaux de voirie à l'Anse à Valteau, comté de Gaspé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Adopté.

##### **Fournitures pour le bureau de l'assistant-procureur général**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de la facture du tapis ainsi que de la facture du bureau que l'on a achetés en 1922, pour le bureau de l'assistant-procureur général.

Adopté.

### **Inspection de limites d'exploitation**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie du rapport de l'inspection qui a été faite par M. Roussel, de Saint-Joseph de Lepage, dans les limites exploitées par M. Jos. Dufour.

Adopté.

### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplanes (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ce service d'hydroplane a rendu de grands services dans le nord du Lac-Saint-Jean par des expertises, des photographies et la découverte de feux de forêt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien a-t-on dépensé pour l'aviation, l'an dernier?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Le gouvernement, s'est entendu avec le bureau d'aviation d'Ottawa (Air Board) pour le maintien de la station d'hydravions de Roberval...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le service des hydroplanes devrait être placé sous le contrôle du secrétariat de la province afin que les statistiques soient fournies avec plus de diligence.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
La contribution du gouvernement de Québec est de \$10,000 par année. On y emploie trois hydro-avions, sur lesquels les aviateurs font des envolées pour faire des observations, pour découvrir les feux de forêt, etc.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'informe de la mission de ce service.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ce service a pour mission de faire le relevé aérien des rivières et des forêts, de signaler les feux de forêt qui éclatent dans les régions lointaines, de prendre des photographies aériennes pour déterminer la topographie de certains lieux. Des ingénieurs forestiers ont accompagné les aviateurs et ont pris des photographies.

L'an dernier, on a pris en somme, par ce moyen, 800 photographies aériennes et parcouru au-delà de 2,000 milles. On a fait des relevés des rivières Ashuatomouchouan, Mistassini, au Saumon et Métabetchouan. Des données de valeur ont pu être obtenues.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On n'est pas encore allé dans l'Ungava?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Non, pas encore, mais nous irons. Cette année, on a pris 2,325 photographies aériennes verticales et 75 obliques, et on a survolé 3,400 milles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il eu des accidents?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ou., Il n'y a eu qu'un accident au cours de l'été dernier. Un hydro-avion était dans l'air, au nord du lac Saint-Jean, lorsque le moteur a refusé de fonctionner. La machine a dû descendre en vol plané et est allée tomber dans un petit lac; Les passagers se trouvèrent sains et saufs, mais la superficie du lac était trop petite pour permettre à la machine de partir. Il lui a été impossible de reprendre son vol. Il fallut la dégager de cet endroit tout récemment et il faudra attendre les chemins de neige, des chemins spéciaux, pour ramener l'hydro-avion à Roberval.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas eu d'autres accidents?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Aucun autre. Le personnel de l'Air Board de Roberval est présentement de six hommes, pilotes, photographes et mécaniciens. Les hydravions servent aussi à signaler les incendies.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il eu des rapports à ce sujet?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Il y a eu très peu d'incendies de forêts dans cette



région. Les grandes compagnies d'exploitation forestière ont aussi des services d'hydravions spécialement destinés aux feux dans la région du Lac-Saint-Jean; la compagnie Price Brothers a un service de ce genre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces compagnies rendent-elles des services?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, dans leurs limites. La Price Brothers a des avions en service dans le district de Chicoutimi et la compagnie Laurentide s'occupe de la même manière des relevés dans leurs limites sur la Saint-Maurice. Les compagnies apportent leur aide également en cas de feux hors de leurs limites propres, et travaillent de manière générale avec le gouvernement pour la protection des forêts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et le gouvernement reconnaît ces services?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Assurément, nous aimons à protéger les associations de protection.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre peut-il citer un cas où l'on a ainsi reconnu les services des compagnies d'exploitation forestière?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'en ai pas actuellement à la mémoire, mais j'en signalerai au chef de l'opposition quand j'aurai pris connaissance des dossiers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une série de questions au ministre<sup>3</sup>.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) tente de répondre au chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** taquine le ministre et remarque soudain qu'il rit.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le chef de l'opposition croit-il qu'on puisse discuter longtemps avec lui sans rire? Il exprime le regret de la disparition de la vieille coutume qui voulait que les sous-ministres se tinssent à côté de leurs ministres respectifs, afin de leur fournir les renseignements demandés par les députés dans l'étude du budget. Nous serions deux alors, dit-il, pour répondre à mon honorable ami.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se plaint de ne pouvoir obtenir les renseignements qu'il désire. Il demande pourquoi, en effet, l'on ne reviendrait pas au temps où, pendant le vote des crédits, les sous-ministres se tenaient aux côtés de chaque ministre pour fournir les renseignements demandés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Même si mon sous-ministre était ici, il ne pourrait répondre à toutes les questions du chef de l'opposition sans aller plusieurs fois consulter les dossiers du département des Terres et Forêts. L'on ne peut toujours pas apporter à la Chambre toute cette documentation quand l'on ne sait pas sur quoi, surtout, vont rouler les questions du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste pour avoir le document qu'il a demandé.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est le même montant que l'année dernière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministère des Terres et Forêts a-t-il émis des mandats spéciaux pendant l'année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On n'a pas dépassé les estimés?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non. L'année dernière, il y a eu des arpentages spéciaux à faire, nous avons donc ajouté \$25,000 pour dépenses non prévues, dans le budget de l'an dernier.

Il y a des dépenses, naturellement, que nous ne pouvons prévoir avant le vote des crédits; mais nous n'avons eu recours à aucun mandat spécial.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce l'habitude au département des Terres d'avoir recours aux mandats spéciaux?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, il y aura mandat spécial quand il y aura nécessité de certains travaux qui exigeront des dépenses non prévues dans le budget.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** exprime que ces mandats spéciaux ne soient émis que quand il y aura urgence et non pas seulement nécessité. Il dénonce les abus que le gouvernement fait, dit-il, des mandats spéciaux.

D'après les auteurs en droit constitutionnel, dit-il, les mandats spéciaux sont toujours une mauvaise pratique.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cette question ne regarde pas le ministère des Terres et Forêts, puisque je viens de dire que mon département n'a pas fait émettre des mandats spéciaux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) donne des explications sur le fait que l'on demande cette année \$10,000 de plus à cause des besoins nouveaux nécessités par l'extension du service.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose de nombreuses questions concernant les détails du service et surtout en ce qui regarde les ingénieurs forestiers. Parlant du salaire de ces ingénieurs, il demande qui d'entre eux reçoit le plus fort salaire.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est M. Henri Kiefer, parce que c'est lui qui a le plus grand territoire à desservir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Kiefer ne s'occupe-t-il pas de politique?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. Kiefer est libre de s'occuper de politique générale, du moment que ce n'est pas pour fins d'élections. Quant à cela, on n'a jamais eu de plaintes contre M. Kiefer.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Dépôt de documents:

#### Engrais agricoles

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 novembre 1922, pour la copie de toute correspondance, documents, etc., entre toute personne et le ministère de l'Agriculture ou le gouvernement, concernant les engrais pour les récoltes de la ferme, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1919 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 47)

La séance est levée à 5 h 30.

### NOTES

1. Un des associés d'affaires du trésorier portait le nom de Lazure.
2. Un autre associé du trésorier s'appelait Couture.
3. Selon *L'Événement*, le chef de l'opposition a questionné le ministre pendant une heure.

## Séance du mardi 28 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**St. Francis Valley Railway  
Company**

**M. Bullock (Shefford)** propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M. Hay), que l'article 511 du règlement soit suspendu et que la pétition de The St. Francis Valley Railway Company demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte soit présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de The St. Francis Valley Railway Company demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte est présentée, lue et reçue.

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 59 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les pétitions de The Anglo American Trust Company, et The Scottish Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte, et de la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de convention entre elle, l'œuvre et fabrique de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue, sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment

annoncées et que ces irrégularités ne peuvent cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de ces irrégularités.

Le rapport est adopté.

**Succession  
J.-Aimé Massue**

**M. Péloquin (Richelieu)** demande la permission de présenter le bill 101 ratifiant un acte de convention entre la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé et la corporation de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Scottish Trust  
Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 105 amendement la charte de la Scottish Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Anglo American Trust  
Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 104 amendement la charte de The Anglo American Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Productions agricoles**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien y avait-il de salaisons dans la province de Québec, en 1921?

2. Quelle quantité de lard salé la province de Québec a-t-elle importée en 1921?

3. Quelle quantité de tomates a-t-elle importée?

4. Quelle quantité de fraises?

5. Quelle quantité de fèves mises en conserves?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 9.

2. 3. 4. et 5. Aucuns détails statistiques. Cette statistique nous est fournie par le Bureau de la statistique d'Ottawa.

### Ferme de démonstration dans Champlain

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il établi une ferme de démonstration dans le comté de Champlain?

2. Si oui, est-il vrai que le département de l'agriculture a choisi la ferme d'un M. Bigué, de Sainte-Anne de la Pérade?

3. Sainte-Anne de la Pérade est-elle une paroisse située dans le centre du comté?

4. Si non, à quelle distance se trouve-t-elle située du centre du comté?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1. et 2. Oui

3. Non.

4. Nous ne connaissons pas la distance exacte.

### Manufactures de lait condensé

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien y a-t-il de manufactures de lait condensé au Canada?

2. Combien dans la province de Québec?

3. Quelle quantité de lait a été condensé en 1921 dans la province?

4. Quelle quantité dans Ontario?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 28.  
2. 1.  
3. 7,407,713 lbs.  
4. Sans statistique. Cette statistique nous est fournie par le Bureau de la statistique d'Ottawa.

### Importation de bestiaux

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien la province de Québec a-t-elle importé de bestiaux en 1921?

a. Combien de vaches à lait?

b. Combien de bestiaux à boucherie?

c. Combien de moutons?

d. Combien de porcs?

2. Combien en a-t-elle exporté?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous n'avons pas de détails statistiques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est vraiment pas la peine d'interroger le gouvernement, il ne répond pas.

### Correspondance relative au Dr Parrot

**M. Smart (Westmount):** 1. Le premier ministre ou le procureur général a-t-il, depuis mars 1922, reçu de M. François Pouliot une ou des lettres concernant le docteur Louis-Eugène Parrot?

2. Si oui, le premier ministre ou le procureur général s'est-il rendu à la demande de M. Pouliot?

3. Si non, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai reçu plusieurs lettres de M. Pouliot et je demanderais à l'honorable député de Westmount de préciser quelles sont les lettres dont il demande la production. (M. Sauvé et M. Smart échangent quelques mots entre eux) Peut-être que l'honorable député ne le sait pas...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas un discours que l'honorable premier ministre veut prononcer...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, et je demanderais que la question, telle que redigée, soit biffée.

**M. l'Orateur** déclare la question biffée.

### Bénéfices de la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quels bénéfices la Commission des liqueurs a-t-elle faits depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922?

2. Quels bénéfices la Commission des liqueurs a-t-elle versés au gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922?

3. A quelle date ces versements ont-ils été faits?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Les bénéfices que la Commission des liqueurs a pu faire depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922 ne pourront être établis que lors de la clôture de l'exercice financier, le 30 avril 1923.

2. et 3. Aucun.

### Revenus gouvernementaux

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelles sommes le gouvernement a-t-il perçues depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922: a. sur les licences? b. sur les corporations commerciales, etc.? c. sur les successions? d. sur les véhicules-moteurs?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Au 25 novembre 1922 inclusivement: *a.* \$809,004.39; *b.* \$1,934,088.47; *c.* \$1,095,621.74; *d.* \$274,572.00.

**Sommes en dépôt  
pour la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels montants la Commission des liqueurs de Québec avait-elle en dépôt ou devait-elle à chacune des banques avec lesquelles elle faisait affaires: *a.* le 30 juin 1921; *b.* le 31 décembre 1921; *c.* le 30 juin 1922; *d.* le 31 octobre 1922?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** *a.* La Commission devait: \$21,312.79 à la Banque de Montréal, Montréal, et \$4,179.85 à la Banque d'Hochelaga, Montréal;

*b.* Dépôt de \$4,122.45 à la Banque de Montréal, Paris, France. Devait: \$1,088,134.28 à la Banque de Montréal, Montréal, et \$887,496.14 à la Banque d'Hochelaga, Montréal;

*c.* Dépôt de \$101,027.25 à la Banque Nationale, Montréal, et de \$11,748.03 à la Banque de Montréal, Montréal, Paris, France. Devait: \$1,281,235.12 à la Banque de Montréal, Montréal, et \$556,512.36 à la Banque d'Hochelaga, Montréal;

*d.* Dépôt de \$218,124.21 à la Banque de Montréal, Paris, France. Devait: \$1,268,509.18 à la Banque de Montréal, Montréal; \$847,255.18 à la Banque d'Hochelaga, Montréal, et \$3,088.15 à la Banque Nationale, Montréal.

**Greffe de la paix  
à Montréal**

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il réorganisé le greffe de la paix du district de Montréal?

2. Si oui, quand?

3. Qui a été chargé de cette réorganisation?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
1. Le gouvernement a fait de nouvelles nominations à ce greffe.

2. Le 10 octobre 1922.

3. Personne.

**Droits de coupe payés  
par J. Dufour**

**M. Renaud (Laval):** Quel montant monsieur Joseph Dufour, détenteur de limites à bois, a-t-il payé au gouvernement pour ses droits de coupe en 1921?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** \$1,389.42.

**Prévention des incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 amendant la loi pour prévenir les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement une somme n'excédant pas \$60,000, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, au lieu de la somme de \$40,000 mentionnée dans la loi 12 George V, chapitre 71, section 1, pour accorder une prime aux municipalités de village ou de ville ayant une population de moins de deux mille âmes, qui se pourvoiront d'appareils effectifs pour combattre les incendies, à la satisfaction du commissaire nommé en vertu de l'article 3822a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 38, section 1.

Le but du projet est de porter de \$40,000 à \$60,000 le montant qui est à la disposition du ministre, pour aider les municipalités à se protéger contre les incendies. La popularité de cette loi est telle que, voilà cinq ans, l'on n'accordait que \$25,000 d'octrois; l'année dernière le ministère a fait augmenter ce montant à \$40,000, et cette année, il veut le porter à \$60,000, à cause des nombreuses demandes que nous recevons de tous côtés et qui font que ce montant de \$40,000 est absolument insuffisant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les municipalités qui achètent des bornes-fontaines ont-elles droit à un octroi du gouvernement?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non, nous donnons 30 pour cent aux municipalités qui se pourvoient d'appareils pour la protection contre le feu. Notre inspecteur, M. Jobin, contrôle les

dépenses faites par les municipalités qui achètent ces appareils et, quand la dépense est justifiée, le gouvernement en paie trente pour cent. Le fait d'être pourvu de bornes-fontaines ne suffit pas. Cependant, il n'y a pas d'objections à ce qu'une municipalité pauvre pourvue seulement de bornes-fontaines obtienne cet octroi si elle fait preuve d'une véritable bonne foi dans l'intention de se protéger contre le feu. Dès que nous voyons qu'il y a de véritables efforts pour se préserver des incendies, nous accordons cet octroi.

**M. Renaud (Laval):** À toutes les municipalités de villages?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, du moment que leur population est de moins de 2,500 âmes. D'après la loi, on sait que toute municipalité dont la population est moindre que 2,500 âmes a droit de bénéficier de la loi actuelle.

**Un député de l'opposition:** Combien de municipalités ont demandé de bénéficier de la loi?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Actuellement, 20 municipalités de villages ont demandé de bénéficier de la loi.

**Un député de l'opposition** demande comment les octrois sont accordés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est sur le rapport de notre employé spécial, M. Jobin, qui fait enquête sur les demandes des municipalités que les octrois sont accordés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La pose des bornes-fontaines coûte souvent très cher aux municipalités. Le gouvernement ne peut-il pas les aider dans ce cas?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il faudrait qu'elles fassent un peu plus. Nous sommes heureux de constater que les municipalités profitent beaucoup de cet avantage. Le montant de \$40,000 ne suffit plus, puisque nous le portons à \$60,000. J'espère que nous serons obligés de l'augmenter encore. Du moment qu'une municipalité fera un mouvement sérieux, elle peut compter sur l'appui du gouvernement pour s'assurer la protection contre le feu. Et on reviendra peut-être l'année prochaine demander d'augmenter encore le montant alloué en vertu de cette loi.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 37 amendant la loi pour prévenir les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi médicale

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**Des députés** murmurent.

**Des voix:** Perdu, perdu!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Renvoyé au comité des bills publics sur division.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics<sup>1</sup>.

#### Demande de documents:

##### Affaire Mousseau-Bergevin

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance adressée au premier ministre depuis 1919 au sujet d'une enquête concernant un ancien conseiller législatif.

J'ai constaté que, malgré que l'opposition et que plusieurs personnes aient demandé maintes fois la reprise de l'enquête sur cette affaire, le gouvernement n'a encore rien fait.

Je comprends que le représentant de Beauharnois, et ancien conseiller législatif (M. Bergevin) a promis à ses électeurs qu'il ferait recommencer cette enquête, afin d'avoir l'occasion de prouver son innocence. Que connaît-il de l'affaire et surtout de la prétendue enquête. Je veux tout simplement savoir où l'affaire en est rendue.

**M. Bergevin (Beauharnois)<sup>2</sup>:** En 1914 comme aujourd'hui, j'étais prêt à faire face à une enquête que j'ai demandée moi-même afin d'établir mon innocence. Je désire déclarer à la Chambre que le soir même où les comités chargés de faire une enquête présentèrent leur rapport à la Chambre, je communiquai avec le premier ministre d'alors, Sir Lomer Gouin, et lui demandai de recommencer, dès que je serais rétabli de la maladie qui m'avait jusqu'alors retenu chez-moi, cette enquête au cours de laquelle j'aurais voulu avoir le droit de parler, de faire d'importantes déclarations, et de faire certaines révélations.

Il a été question plusieurs fois depuis 1914 de cette enquête durant laquelle j'ai été accusé. J'ai fait la promesse à mes électeurs que je demanderais la reprise de l'enquête. Je dois dire que, non pas une fois, mais au moins cent fois, j'en ai fait la demande au gouvernement. Je suis venu à Québec et j'ai demandé la même chose à Sir Lomer, afin d'avoir l'occasion de prouver mon innocence et de ne plus subir l'opprobre de certains journaux. J'étais sincère lorsque j'ai réclamé cette reprise d'enquête. Lorsque l'ancien député de Témiscouata (M. Bérubé) a soulevé la question en Chambre, il y a quelques années, j'ai écrit au premier ministre du temps, Sir Lomer Gouin, pour lui dire que je regrettais que l'enquête ne fut pas rouverte.

Lorsque j'ai adressé ma lettre de démission au lieutenant-gouverneur comme conseiller législatif, je lui ai demandé expressément de faire continuer l'enquête, afin d'avoir l'occasion de prouver mon innocence. J'ai écrit au premier ministre actuel et à son prédécesseur, à plusieurs reprises, et mes demandes ont été vaines. Il donne lecture de plusieurs lettres à Sir Lomer Gouin, à l'honorable M. Taschereau et au lieutenant-gouverneur. Dans les deux premières lettres, il demande la reprise de l'enquête sur l'affaire Mousseau; dans la troisième, il donne sa démission comme conseiller législatif en demandant la reprise de l'enquête, afin de prouver son innocence.

J'ai rempli ma promesse, j'ai demandé cette enquête cent fois au moins. Je me suis traîné auprès de l'ancien premier ministre de cette province; j'ai

fait des voyages spéciaux à Québec; j'ai supplié même de rouvrir cette enquête, afin de me donner la chance de prouver cette innocence dont je me sens fort. Le chef de l'opposition a fait venir ce sujet à la Chambre, et si je ne me suis pas levé alors, c'est que j'attendais le retour d'Europe de Sir Lomer Gouin à qui j'avais demandé, avant son départ, de m'accorder cette enquête. Je ne voulais pas qu'il fût question du nom de Sir Lomer pendant que celui-ci était à l'étranger. Depuis, j'ai fait encore d'autres demandes. J'étais donc sincère auprès de mes électeurs et je le suis encore.

Je suis heureux que le député de Joliette (M. Dufresne) ait présenté à la Chambre sa motion. Ce débat me permet de déclarer dans cette Chambre et devant toute ma province que je suis prêt à faire face à toute enquête sur mon compte. J'ai promis à mes électeurs, je l'admets, de demander qu'une enquête soit instituée. J'ai tenu ma promesse. Vous voyez, M. l'Orateur, je l'ai réclamée depuis longtemps cette enquête promise à mes électeurs. Je l'ai demandée cent fois et les lettres dont je vous ai donné lecture établissent ma sincérité. Si les autorités ont décidé de ne pas accéder à ma demande, je ne puis en assumer la responsabilité.

Cependant, j'espère qu'elle me sera accordée un jour, et j'insiste de nouveau pour qu'elle soit tenue, afin que je puisse établir mon innocence et la culpabilité des bandits et des forbans, qui avaient comploté de détruire la bonne renommée de la province de Québec, pour nuire à l'honneur de la Législature et démolir le Parti libéral, dont je me suis toujours fait le défenseur dans mon comté. Ces bandits n'ont jamais eu d'autre but que de tenter de détruire mon honneur, celui de ma famille et de mon parti. Ils n'étaient pas sérieux et n'avaient aucune raison de porter contre moi les accusations que l'on sait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai écouté, avec attention, comme toute la Chambre, les déclarations de l'honorable député de Beauharnois. En 1919, l'honorable député de Beauharnois a demandé au gouvernement ou à son chef de rouvrir l'enquête au sujet des accusations portées contre lui et d'autres personnes. Il n'a pas eu de réponse satisfaisante; il réitéra sa demande et, enfin, il écrivit une supplique au premier ministre lui demandant de bien vouloir lui accorder cette enquête, afin de lui permettre de prouver son innocence.

J'ai attendu pour voir si le chef du gouvernement allait répondre au député, mais il n'a rien fait. Je m'attendais à ce que le premier ministre

nous dise pourquoi cette enquête lui a été refusée. Quelle sont les raisons du gouvernement pour refuser cette reprise d'enquête demandée par le député de Beauharnois, ancien conseiller législatif, et par l'opposition? En 1915, l'opposition a réclamé la réouverture de l'enquête, et on a refusé. Nous voudrions savoir pourquoi le gouvernement a refusé de se rendre à la demande du député, demande qui lui fut réitérée pendant un mandat de trois ans. Pour quelles raisons a-t-il refusé? Qui est-ce qui a pu empêcher le gouvernement de répondre favorablement? Pourquoi n'a-t-il pas accepté une enquête complète?

La Chambre me permettra de signaler combien l'opposition avait raison de protester et de demander la reprise de l'enquête, en 1914. Le gouvernement n'a pas voulu. Quant aux bandits dont l'honorable député a parlé et qu'il a dénoncés, il faudrait attendre la fin de l'enquête avant le des juger. Les accusateurs n'ont pas demandé à notre collègue de démissionner comme conseiller législatif.

Le député de Beauharnois demande une enquête depuis trois ans et le gouvernement refuse. Pourquoi? Le député de Beauharnois a démissionné. À la demande de qui a-t-il démissionné? S'il a démissionné de son plein gré, pourquoi l'a-t-il fait? On avait porté contre lui des accusations sérieuses et sa démission était de nature à les faire croire fondées. Enfin, pourquoi a-t-il démissionné s'il n'était pas coupable?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les faits que soulève la motion du député de Joliette (M. Dufresne) datent de huit années. Il y a eu des enquêtes, en 1914, au sujet des accusations portées par deux journalistes contre un député et deux conseillers législatifs. Tous se rappellent que lorsque les deux Chambres furent saisies de l'affaire Mousseau, l'Assemblée législative nomma un comité spécial d'enquête pour disposer du cas du député accusé dans cette affaire, tout comme le Conseil législatif nomma à son tour un second comité pour disposer du cas des deux conseillers législatifs incriminés.

Ces comités procédèrent à une enquête dont tous se rappellent les résultats. Depuis, huit années ont passé et bien que je rends au député de Beauharnois le témoignage qu'il a demandé à plusieurs reprises que l'enquête soit rouverte, je dois déclarer que le gouvernement n'a pas jugé à propos de le faire. Nous ne pouvons recommencer une enquête car, entendons-nous, les enquêtes ont été

terminées après les trois démissions des accusés; nous ne pouvons donc recommencer une enquête à l'Assemblée législative pour des accusations portées contre un conseiller législatif. En 1914, lorsque les accusations ont été portées, le député de Beauharnois faisait partie du Conseil législatif, et le Conseil s'est prononcé sur son cas.

Nous ne pouvons juger les actes d'un conseiller législatif. La Chambre ne peut aujourd'hui ordonner une enquête, puisque celui qui serait accusé n'appartenait pas à la Chambre au moment où, d'après l'accusation portée, l'offense aurait été commise. De son côté, le Conseil ne peut instituer une enquête sur la conduite d'un de ses anciens membres qui n'en fait pas partie depuis plus de huit années. Nous ne pouvions faire cela, pas plus que le Conseil législatif ne peut faire enquête sur un député de cette Chambre.

Le seul jugement qui devait être rendu le fut par le comité chargé de l'enquête primitive, laquelle enquête fut complète. C'est la Chambre qui devait juger des accusations portées contre un député; le Conseil législatif devait juger de celles portées contre deux de ses membres. Le député de Beauharnois a résigné à cette époque son siège à la Chambre haute...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À qui a-t-il envoyé sa démission de conseiller législatif?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle a été adressée au lieutenant-gouverneur comme doivent le faire tous les conseillers législatifs qui démissionnent; c'est comme cela que ça se fait. Depuis, et je tiens encore à rendre le témoignage à l'honorable député de Beauharnois qu'il nous a demandé, à mon prédécesseur et à moi, en plusieurs occasions, de faire une nouvelle enquête. Nous n'avons pu nous rendre à sa demande. Si le gouvernement a refusé... et la Chambre a refusé aussi d'accorder cette enquête... c'est que cet incident est clos, et nous considérons toujours l'incident clos. Pourquoi la Chambre ordonnerait-elle une nouvelle enquête, aujourd'hui?

Le député de Beauharnois a fait son devoir. Après avoir démissionné, il a fait tout ce qu'il a pu pour obtenir la reprise de l'enquête. Nous ne pouvons pas le faire. Il aurait voulu établir son innocence; je ne sais s'il l'aurait établie.

Je ne sais ce que l'honorable député de Beauharnois pourrait prouver, mais ce que je sais, c'est qu'il a fait ce qu'un homme de cœur doit faire: il ne se contenta pas de donner sa démission comme



conseiller législatif. Il crut bon d'aller devant le peuple, recevoir le jugement que ce dernier était aussi en droit de prononcer contre lui ou en sa faveur. Il est allé devant ses électeurs qui l'ont élu à une immense majorité. (Applaudissements) La population de Beauharnois a confirmé, en élisant M. Bergevin en 1919, le jugement rendu par les comités chargés de l'enquête et dont tous se rappellent. Il est allé devant le meilleur tribunal qui pouvait le juger, l'électorat, et il a obtenu un éclatant témoignage de confiance. J'espère - je suis certain - que ses électeurs lui rendront le même témoignage que ce même peuple redonnera à l'honorable député actuel de cette division la même confiance lors des prochaines élections.

La proposition est adoptée.

#### **Rapports sur les hôtels de province**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre les copies de tous rapports concernant les hôtels situés ailleurs que dans les cités de Montréal et de Québec, soumis au gouvernement par les divers inspecteurs des hôtels entre le 1<sup>er</sup> juillet 1921 et le 15 novembre 1922.

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me lève, M. l'Orateur, pour exposer certains griefs que j'ai à formuler contre cette Chambre, avant de consentir à voter cette motion. Un budgétivore, qui sort de la forêt pour défendre son nourricier contre les attaques de l'opposition, a dit dans la chronique d'un journal de Montréal, dont il est le collaborateur, que l'opposition hésite à parler de l'affaire Blanche Garneau depuis que l'enquête est commencée. Cet employé civil protestait, dans ses brillants et littéraires efforts contre l'opposition, pour que le chef de l'opposition ne parle plus de l'affaire Blanche Garneau parce qu'il a peur. Le pauvre serviteur du gouvernement qui écrit cela a tort de faire autant de zèle et de perfides insinuations contre l'opposition. Je prie amicalement le secrétaire provincial, s'il n'a plus

de conférences ou d'éloges à faire noter, d'employer sa petite éminence rousse à une autre besogne que celle de faire injure à l'opposition en défigurant ses arguments et sa pensée, et en servant si mal le journal qui le paie si bien. En tout cas, nous allons réviser bientôt les comptes des faux journalistes<sup>3</sup>.

Il nous répugne comme il nous a toujours répugné, de parler de nouveau de cette malheureuse affaire. Si j'y reviens aujourd'hui, c'est pour démontrer jusqu'à quel point le gouvernement ne tient pas du tout à éclairer le public et la Chambre sur les démarches faites par les policiers et par les officiers de la justice au sujet de la mort de cette malheureuse jeune fille, et pour éclaircir le mystère de ce pénible et douloureux drame. Je vais en fournir la preuve aujourd'hui.

J'accuse le gouvernement d'avoir préféré violer les privilèges de la Chambre plutôt que de déposer les documents qu'elle lui a ordonné de produire au sujet du meurtre de la malheureuse jeune fille.

Le 18 janvier 1921, je demandais à la Chambre de voter la motion suivante: "Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et les substituts du procureur général ou toute autre personne à Québec au sujet de l'affaire Blanche Garneau." Cette motion fut alors votée par la Chambre.

L'article 583 du *Règlement* dit que dès qu'une adresse ou un ordre demandant communication de quelque rapport ou document est voté, le greffier transmet cette adresse ou cet ordre au secrétaire de la province. Bourinot dit la même chose à la page 364, no 914. Cushing et Bourinot disent "qu'il est du devoir des personnes et départements appelés à fournir des documents de le faire avec diligence et de les préparer avec soin. Si une personne, dit Bourinot, néglige de fournir les documents demandés ou les prépare de façon à induire la Chambre en erreur, elle viole les privilèges de la Chambre et peut être de ce fait réprimandée et punie."

Or, l'ordre de la Chambre émis le 18 janvier 1921 n'a pas été respecté, puisque les documents que la Chambre a ordonné de produire n'ont pas été déposés. Au début de la dernière session, j'ai attiré l'attention du gouvernement sur le fait que les documents importants dont la Chambre avait ordonné la production à la session précédente n'ont pas encore été déposés. Le gouvernement promit de faire diligence pour les produire.

Vers la fin de la session, j'attirai l'attention de la Chambre sur le fait que le gouvernement n'avait pas encore déposé les documents. Le gouvernement promit de les produire dans le plus bref délai. Il ne les a pas produits. Pourquoi ne les a-t-il pas produits?

Ai-je raison de croire qu'il y a dans ces dossiers des documents compromettants pour le gouvernement? Des documents qui démontreraient davantage l'incompétence, l'inefficacité, de ceux qui sont responsables de l'administration de la justice dans cette province? Une chose certaine, c'est que le gouvernement est coupable de négligence. Ce qui est encore plus grave, c'est que le gouvernement a méprisé l'ordre de la Chambre plutôt que de produire les documents, la correspondance au sujet du meurtre de Blanche Garneau. Il a violé les privilèges de la Chambre et peut être réprimandé et puni.

S'il y avait dans ces documents des choses qui ne pouvaient être divulguées au public, le devoir du gouvernement était d'en avertir la Chambre avant qu'elle adoptât ma motion. Mon avis a été sur l'ordre du jour longtemps avant que la motion fût votée, le 18 janvier 1921. Par conséquent, le gouvernement avait eu le temps de savoir s'il était contraire à l'intérêt public de communiquer ces documents. Quand la Chambre fut appelée à voter ma motion, le gouvernement n'a fait aucune objection. Il a même promis, l'an dernier, de les produire, d'exécuter l'ordre de la Chambre. Pourquoi n'a-t-il pas rempli sa promesse?

Je demande à la Chambre d'être juste. Je lui demande encore une fois de ne pas se dégager. Elle vient de se montrer violemment et extrêmement jalouse de ses privilèges dans l'affaire Roberts. Approuve-t-elle le gouvernement qui, lui aussi, a violé ses privilèges? Je demande ce qu'elle va dire et faire.

**M. l'Orateur:** Je regrette d'interrompre l'honorable chef de l'opposition, mais sur la motion pour aller en subsides, il ne doit discuter que sur question d'intérêt public ou général et non soulever un débat qui n'intéresse que la régie de la Chambre. Il parle ici de questions concernant les privilèges de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève une question de privilège. Il admet que l'article 583 ne lui permet pas de discuter, de faire une motion spéciale, mais il déclare simplement que, dès qu'une adresse ou un ordre demandant communication de quelque rapport ou document est voté, le greffier transmet cette adresse ou cet ordre au secrétaire de la province.

Si le gouvernement ne dépose pas le document ordonné par la Chambre, tout député aura raison et a le droit, en vertu de l'article 322 du *Règlement*, d'exprimer ses griefs contre le gouvernement qui refuse de produire le document ordonné, parce que, sur une motion décrétant la formation du comité des subsides, il est permis de discuter sur tout sujet d'intérêt public. Je veux avoir des documents dont la Chambre a ordonné la production. Ces documents intéressent le public.

J'ai le droit de demander à la Chambre de se prononcer sur la conduite du gouvernement, quand elle ne s'est pas déjà prononcée sur ce sujet.

**M. l'Orateur:** Cette question soulevée par le chef de l'opposition relève plutôt des privilèges de la Chambre. Le chef de l'opposition ne peut parler de violation de privilège à raison de négligence à fournir les documents dont la production a été ordonnée, mais doit s'en tenir à un sujet d'intérêt public, suivant les prescriptions de l'article 322 du règlement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je discute une question d'intérêt public. Je demande la production de documents se rattachant à une question d'intérêt public et je suis absolument dans les limites de la procédure parlementaire. J'ai le droit de reprocher au gouvernement son refus de produire des documents pour lesquels une motion a été adoptée par la Chambre en 1921.

**M. l'Orateur:** Je maintiens ma décision et j'appelle le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, M. le Président, j'en appelle de votre décision.

**M. l'Orateur:** Que ceux qui sont en faveur de la décision de l'Orateur se lèvent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande le vote.

La Chambre se divise et les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bercovitch, Bissonnet, Bordeleau, Bouthillier, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine) Cédilot, Conroy, Daniel, David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Forest, Forget, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Madden, MacDonald,

Mercier fils (Chateauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Simard, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 60.

**Contre:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'article 322 des règlements de la Chambre me permet d'exposer mes griefs sur une question d'intérêt public<sup>4</sup>. Lorsque la Chambre vote un ordre, à l'unanimité, comme dans le cas qui nous occupe, c'est le devoir du gouvernement... J'ai des griefs à porter contre cette Chambre. J'accuse le gouvernement de ne pas avoir produit les documents que j'ai demandés...

**M. l'Orateur:** Est-ce que le chef de l'opposition veut discuter le point d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, je veux expliquer les paroles que je vais prononcer. Je soumetts que le gouvernement ne donne pas à la Chambre les renseignements qu'elle demande et dont elle a besoin pour étudier son administration. Le gouvernement devrait fournir plus d'explications, surtout celles qui lui sont demandées, pour bien juger sa politique. Je soumetts que quand un membre de cette Chambre, appuyé par la totalité, demande des documents, le gouvernement doit les donner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition veut-il discuter la décision de l'Orateur, qui vient d'être ratifiée par la Chambre?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux faire part à la Chambre de mes griefs. Je soumetts que le gouvernement ne donne pas les renseignements que nous demandons...

**M. l'Orateur:** Je ne nie pas que le chef de l'opposition a le droit de porter des plaintes, mais il doit le faire en suivant les procédures et, dans les circonstances, il n'a pas le droit de le faire. Il doit parler sur un sujet d'intérêt public. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler sur cette question. Il a le droit d'exprimer des griefs, mais pas sur une motion pour aller en subsides. Il a suivi une mauvaise procédure. Que l'honorable chef de l'opposition continue, je verrai...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux simplement expliquer ce que je vais dire. Je soumetts que lorsqu'un député a des griefs à exposer, c'est lorsque la Chambre doit aller en subsides.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous venons de voter là-dessus. Allons-nous tout recommencer? Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler sur cette question. L'incident est clos.

**M. l'Orateur:** Je croyais que l'honorable chef de l'opposition avait un deuxième point d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me lève cette fois pour discuter un sujet d'intérêt public... si la Chambre ne veut pas qu'on m'impose le bâillon... Je ne saurai plus quel moyen employer pour exposer mes griefs...

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. l'Orateur:** Je rappelle l'honorable chef de l'opposition à l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que l'on attende au moins ce que j'ai à dire, avant de m'empêcher de parler et d'imposer le silence! Je ne veux pas qu'on me bâillonne. La Chambre veut-elle m'imposer le bâillon quand je veux discuter une question d'intérêt public.

Je ne veux pas être comme la majorité de la Chambre et me borner au rôle de faire des inclinations devant le gouvernement. Je prétends que le gouvernement n'a pas fait son devoir et l'on veut forcer les députés à l'approuver, pendant que cette Chambre est en session et que les députés sont agenouillés servilement devant la force ministérielle...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Il n'a pas le droit de tenir ce langage à l'égard de la députation; elle en a assez de ses airs et de ses leçons de maître d'école. (Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est vous seul, M. l'Orateur, qui pouvez me rappeler à l'ordre et non pas le premier ministre.

**M. l'Orateur:** Si l'honorable chef de l'opposition ne se soumet pas aux règles de la Chambre, je serai obligé de le rappeler à l'ordre nommément.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Très bien. Et le premier ministre lui? Vous ne le appellerez pas à l'ordre par exemple!

**M. l'Orateur:** Je rappelle à l'ordre ceux qui s'en écartent...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais pas le premier ministre.

**M. l'Orateur:** ...et j'ai rappelé le chef de l'opposition à l'ordre comme je rappellerai le premier ministre à l'ordre s'il le mérite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous ai demandé, M. l'Orateur, de rappeler à l'ordre le chef de l'opposition et je demande d'être rappelé à l'ordre si je ne respecte pas les règles de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vais donc essayer encore une fois... Je soumets que j'ai le droit de critiquer le gouvernement; c'est le devoir de l'opposition de critiquer les actions du gouvernement, je manquerais à mon devoir si, sachant que le gouvernement est coupable, je ne me levais pour protester... Il arrive souvent à l'opposition d'appuyer le gouvernement dans ses bonnes mesures mais, quand il ne peut justifier sa conduite, c'est son devoir de lui en faire le reproche. J'accuse le gouvernement de ne pas avoir produit les documents dans l'affaire Garneau comme la Chambre le lui a ordonné.

**M. l'Orateur:** Je rappelle de nouveau le chef de l'opposition à l'ordre, et cela, pour la dernière fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sur quoi voulez-vous que je parle?

La motion principale étant alors mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**M. l'Orateur** déclare la motion adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien de la Pépinière de Berthierville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** questionne le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) sur son administration.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) donne des renseignements sur cette pépinière dont le but n'est pas tant de donner des revenus que de fournir les plants d'arbres dont on a besoin. Toutefois, la pépinière a rapporté chaque année entre \$4,000 et \$5,000. Il y a sur la pépinière six employés qui sont sous la direction de M. Ménard qui est chargé de l'exploitation. L'on compte actuellement sur la ferme plusieurs millions de plants de toutes sortes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre de donner la liste des plants que l'on peut y trouver.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) donne cette liste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande quelles sont les propriétés du noyer cendré.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond et poursuit l'énumération de sa liste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans quelle terre vient surtout le peuplier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond et poursuit l'énumération de sa liste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** engage une discussion sur les propriétés de certaines terres ou de certains arbres.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 17 concernant le recensement de la population de la province;
- bill 18 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac;
- bill 20 amendant la loi pour favoriser le développement de l'art musical;
- bill 21 concernant les syndicats des chemins à barrières de Montréal;
- bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés pour le district d'Abitibi;
- bill 30 amendant la loi des convictions sommaires de Québec;
- bill 36 amendant les articles 55 et 1142 du Code de procédure civile;
- bill 38 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

#### Dépôt de documents:

##### *Statistiques municipales*

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les *Statistiques municipales* pour l'année civile 1921. (Document de la session no 18)

La séance est levée à 5 h 30.

comité, où on pourrait bien lui donner un coup de bistouri qui lui sera fatal!"

2. *Le Canada* du 29 novembre 1922 mentionne que M. Bergevin avait devant lui "une foule de documents qui devaient lui servir à confondre ceux qui [...] portent des accusations contre lui".

3. Il s'agit du journaliste André Laforest qui rédigeait une "Lettre parlementaire" publiée dans *La Patrie*.

4. *L'Événement* écrit que le chef de l'opposition s'est levé avec à la main des ouvrages de droit parlementaire faisant autorité.

#### NOTES

1. Voici les explications que donne *L'Événement* du 29 novembre 1922 à propos de cet incident: "Le Dr Poulin propose la seconde lecture du fameux bill de la faculté de Médecine. On sait que les médecins, dans ce projet de loi, veulent faire rendre possibles des amendes jusqu'aux petits conseils que l'on peut donner à un ami qui ne se porte pas bien. Le bill n'est pas populaire, car dès que le docteur Poulin en eût proposé la seconde lecture, on entendit des murmures dans la chambre. Et le bill s'en alla à ce



Séance du mercredi 29 novembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Women's Hospital of Montreal**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions pour l'introduction des bills privés et à l'examen préliminaire par le comité des ordres permanents, soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Women's Hospital of Montreal"; que cette pétition soit lue et reçue aussitôt qu'elle sera présentée et qu'il lui soit permis de présenter un bill exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de The Women's Hospital of Montreal est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** demande la permission de présenter le bill 109 exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 84 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

**Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 28

amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des chemins à barrières  
de la rive nord, Québec**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 35 concernant la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,  
article 407**

**M. Lafrenière (Berthier)** demande la permission de présenter le bill 160 amendant l'article 407 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemins, ponts et  
cours d'eau municipaux**

**M. Richard (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 157 concernant les chemins, ponts et cours d'eau municipaux.

Par cette loi, tout conseil de comté pourra, si tous les conseils locaux du comté le requièrent par résolution, nommer un surintendant général des chemins ponts et cours d'eau situés dans ce comté qui sera désigné sous le nom de "surintendant général de la voirie du comté de Verchères" par exemple. Ce sera le grand voyer comme il existait autrefois, mais il y en aura un pour chaque comté qui le désirera.

Ce sera de nature à éviter un grand nombre de procès. Ce ne sera pas du goût des avocats, mais, croit-il, ce sera dans l'intérêt du public et c'est tout ce qu'il désire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pétition de  
John H. Roberts**

**M. Smart (Westmount)** s'informe de la pétition de John H. Roberts, qui a demandé d'être remis en liberté, afin de pouvoir assister à l'enquête royale sur l'affaire Garneau.

Qu'est-il advenu de cette pétition, demande-t-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Roberts est représenté à l'enquête par ses avocats et ces derniers n'ont pas encore manifesté l'intention de le faire comparaître. Nous ne voyons pas pourquoi Roberts serait libéré sur parole pour les raisons qu'il donne. S'il veut être entendu à l'enquête, nous le lui permettrons et il sera libéré pour la circonstance.

#### **Documents non déposés**

**M. Dufresne (Joliette):** M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège, et j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le député de Laval (M. Renaud), la motion suivante:

Attendu que dès qu'une adresse ou un ordre demandant communication de quelque rapport ou document est voté par la Chambre, il est du devoir des personnes et départements appelés à fournir des documents à le faire avec diligence et de les préparer avec soin;

Attendu que si une personne néglige de fournir les documents demandés, elle viole les privilèges de la Chambre et peut être, à raison de ce fait, reprimandée ou punie;

Attendu que, à la session de 1921, la Chambre a ordonné la production des documents suivants: correspondance concernant l'administration de la justice en 1918, 1919 et 1920; correspondance au sujet de la mort de Blanche Garneau; correspondance, etc., depuis 1920, avec M. Napoléon Laliberté, avocat, concernant le meurtre de Auger Ena; correspondance de la "Dominion Detective Agency" ou Gonzalve Savard au sujet de la loi de prohibition; correspondance concernant l'inapplication de la loi 9 George V, chapitre 18;

Attendu que ces documents n'ont pas été déposés au cours de la session de 1921;

Attendu que dans le cours de la session suivante, du 10 janvier au 21 mars 1922, ces documents n'ont pas été non plus déposés;

En conséquence, cette Chambre déclare que le gouvernement a violé les privilèges de cette Chambre et elle le censure<sup>1</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Joliette (M. Dufresne) présente une motion dans laquelle il réfère à des documents dont il n'a pas été question hier...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'est pas question d'hier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se lève sur un point d'ordre. La motion se rapporte à une question déjà réglée hier. Je demanderais à l'honorable député de Joliette de présenter sa motion comme un avis de motion, et le faire inscrire sur l'ordre du jour, afin que le gouvernement en prenne connaissance et voie quels sont les documents dont il demande la production. Je soulève une question d'ordre et je demande que la prise en considération de cette motion soit ajournée afin de la discuter demain, après avoir fait les recherches nécessaires pour en disposer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne vois pas pourquoi la motion devrait être ajournée. Les documents dont il est question dans la motion ont été produits ou ils ne l'ont pas été? C'est tout ce qu'il s'agit de décider.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Voilà une procédure inusitée. Cette motion a été présentée sans le moindre avis au début de la séance alors que, nécessairement, il eût fallu du temps pour l'étudier et savoir ce que l'on voulait. On mentionne des documents assez volumineux. C'est une procédure tout à fait inusitée que prend le chef de l'opposition. Pourquoi ne pas donner un avis? Pourquoi exiger que nous disposions immédiatement de cette motion? Toutes les motions sont précédées d'avis.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne vois pas pourquoi.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Comment veut-on que nous disposions de celle-là, qui est très compliquée, sans l'avoir étudiée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami le chef de l'opposition ne peut prononcer un discours avant que la motion ne soit devant la chambre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais, tout le monde parle. J'ai le droit de parler, cette question s'adresse à l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je comprends que le premier ministre a proposé que la motion reste sur la table jusqu'à la prochaine séance et le chef de l'opposition a le droit de parler sur cette proposition. Je donne la parole au chef de l'opposition.



**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture soulève un point explicable pour un député qui siège ici pour la première fois, mais pas un homme qui a autant d'expérience parlementaire. Tous les ans et dans toutes les Législatures britanniques, il y a des motions de censure et ces motions ne sont pas annoncées sur l'ordre du jour. Depuis quand une motion de censure est-elle annoncée? Depuis quand une motion de censure est-elle annoncée longtemps d'avance? La motion du député de Joliette est dans l'ordre. Parce que depuis deux ou trois ans on n'a pas présenté une motion sans avis à la Législature, ce n'est pas une raison pour qu'on ne le fasse pas aujourd'hui. Il ne s'est jamais vu qu'une motion de censure soit restée plus longtemps sur l'ordre du jour. La motion de l'honorable député de Joliette est dans l'ordre. Il cite plusieurs autorités à l'appui.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Pourquoi ne pas donner un avis de motion? Nous voulons savoir ce dont il s'agit et nous en avons le droit. Le chef de l'opposition n'a pas compris l'argumentation du ministre de l'Agriculture. Le chef de l'opposition présente une motion inusitée. C'est une motion tout à fait draconienne qui a besoin d'être étudiée, elle sort de l'ordinaire. Donnez-nous au moins le temps de la lire. Je vois qu'elle est remplie de plaintes, de griefs *et caetera*. Le chef de l'opposition ne veut pas que la Chambre ait le temps de la prendre en considération et nous dit: "Vous allez la discuter de suite!" Nous demandons le temps nécessaire pour prendre connaissance des documents, et nous demandons l'application des règles ordinaires pour une motion ordinaire.

Pourquoi le chef de l'opposition ne veut-il pas que nous allions au fond des choses? Pourquoi ne veut-il pas nous laisser une seule minute pour étudier la question? Le chef de l'opposition a bien pris le temps lui, de la rédiger soigneusement avant de la passer à son collègue de Joliette. L'honorable chef de l'opposition l'a passée à son collègue de Joliette au commencement de la séance. Je n'ai pas entendu la lecture de cette motion. Mon honorable ami de Joliette l'a lue timidement, personne ne l'a compris. Il ne sait peut-être même pas ce qu'elle contient. Son chef la lui a remise sans la lire...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève une question d'ordre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** ...tout comme si le document ne venait pas de lui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève une question d'ordre. L'honorable ministre n'a pas le droit de dire cela, d'affirmer que la motion du député de Joliette (M. Dufresne) n'est pas son document. Je demande de rappeler le ministre à l'ordre!

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre parle sur la première question d'ordre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je dis simplement ce que tout le monde dans la Chambre a vu. L'honorable député de Joliette s'est même trompé de document en commençant à lire sa motion. Il a commencé à en lire une autre. Son chef lui a dit: "Pas celui-là".

**M. Dufresne (Joliette):** Non. Je déclare que ce n'est pas vrai; j'ai lu une seule motion et c'est celle que vous avez. Le chef de l'opposition m'a demandé de lire plus fort et c'est tout.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** J'aurai mal compris. Je veux des renseignements. Je ne suis pas comme le chef de l'opposition; il ne prend de renseignements de personne et c'est pourquoi il agit parfois de façon si étrange.

(Applaudissements)

Encore une fois, pourquoi toute cette hâte? Pourquoi cette mesure draconienne? Voici cette motion: (Il donne de nouveau lecture du texte de la motion). Croit-on qu'il n'est pas convenable de nous donner le temps pour voir si c'est bien vrai? S'il est vrai que ces documents ont été votés par la Chambre, s'il est vrai qu'ils n'ont pas été produits? Il a pu se glisser des erreurs graves et il me semble que c'est une demande rationnelle de mettre la motion à l'ordre du jour? L'opposition est bien chatouilleuse. On ne veut même pas que le gouvernement étudie la motion. Je considère que l'on devrait en ajourner le débat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** En vertu de l'article 132 des règlements de la Chambre, la question peut être soulevée sans qu'il soit besoin de donner un avis. L'article 190 dit qu'une telle motion doit être prise en considération immédiatement. On peut cependant demander l'ajournement du débat. L'honorable député de Joliette a parfaitement le droit de présenter une motion, dans ce cas-ci. La motion de l'opposition ne nécessite pas d'avis, mais l'honorable premier ministre peut proposer l'ajournement du débat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien, alors. Je savais bien que j'avais raison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, c'est ce que je demande!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas ça, pas tout à fait.

**M. l'Orateur:** J'ai compris que ce n'était pas cela. Il dit comprendre que le point d'ordre a été soulevé à l'effet que la motion était hors d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est bien cela.

**M. l'Orateur** fait lecture de la motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, je demande l'ajournement du débat. Je propose donc, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le débat soit ajourné.

**M. l'Orateur:** L'honorable premier ministre (l'honorable M. Taschereau) ajournerait le débat sur cette motion. La motion est-elle adoptée?

**Des voix:** Adopté!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** taquine le premier ministre, regardant en direction du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault).

**Les députés de l'opposition** applaudissent vivement.

Adopté à l'unanimité<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Alors, tout le monde est content. Nous sommes d'accord pour une fois<sup>3</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et c'est un ancien Orateur de la Chambre (regardant obliquement l'honorable M. Galipeault.)

#### Questions et réponses:

##### Balances non dépensées

**M. Smart (Westmount):** 1. De quel crédit provenaient les "balances non dépensées" dont parle

le procureur général dans la réponse qu'il m'a faite le 7 novembre courant et qui est rapportée à la page 54 des *Procès-verbaux* de la présente session?

2. Toutes ces balances ont-elles été dépensées depuis? Si oui, quel montant a été dépensé pendant chacun des exercices subséquents au 30 juin 1918?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Les balances non dépensées provenaient de l'item "administration de la justice".

2. Oui, et ces montants, pendant chacun des exercices subséquents au 30 juin 1918, ont été dépensés comme suit: 1918-19, \$49,988.61; 1919-20, \$53,326.26; 1920-21, \$1,586.08; Total, \$104,900.95; Plus intérêt, \$1,276.58; Grand total, \$106,177.53

#### Constructeurs de la route Montréal-Sherbrooke

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les noms et résidences des entrepreneurs de la route Montréal-Sherbrooke?

2. Cette route se fait-elle par contrat?

3. Si oui, quelles sont les conditions de ces contrats?

4. Des sous-contrats ont-ils été donnés?

5. Si oui, quels sont les noms et demeures des sous-entrepreneurs?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Sections A et C 2.- Alfred Rousseau et Joseph Guertin, notaire, tous deux faisant affaires sous la raison sociale de Rousseau & Guertin, tous deux de Lambton, comté de Frontenac.

Section B et J - F. Laroche, Coaticook, comté de Stanstead.

Sections C-1, H-1, Q-2, Q-3 et S. - The Kennedy Construction Company, Limited, 310 Shaughnessy Building, Montréal.

Section E-1 - J. W. French, Cookshire.

Sections E-2 et G. - Newton Dakin Construction Company, Limited, Sherbrooke.

Sections F, H-2 et I.- Nova Scotia Company Limited, 175 Lower Water Street, Halifax, N. S.

Sections J-2 et L. - Adélar Lizotte, Ham-Sud, comté de Wolfe.

Sections M-2 et N. - Montreal Road Construction Company, Limited, 20, rue Hermine, Montréal.

Sections O et P. - Edmond Bélanger, 134a, rue Boyer, Montréal et Armand Sicotte, 745, Avenue Davaar, Outremont, faisant affaires sous la raison sociale d'Armand Sicotte & Cie.

Sections U, V, W, X et Y. - P. Lyall & Sons, Construction Company, Limited, associés avec William I. Bishop Limited, nouvel édifice Birks, Montréal.

2. Oui, excepté les sections D 1, M 1 et Q 1 où les travaux ont été faits à la journée.

3. Les conditions énoncées dans la formule de contrat que le département est prêt à produire.

4. Non, pas à la connaissance du département.

5. Réponse donnée par la réponse à la question 4.

#### **Rémunération de H. Authier**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel traitement le gouvernement a payé à M. Hector Authier pour chacun des mois écoulés depuis le premier juillet 1922?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries: *a.* Comme agent des terres: \$108.33 en juillet; \$108.33 en août; *b.* comme agent des mines: \$20.83 en juillet et \$20.83 en août.

Par le département des Terres et Forêts: Comme agent des lots de village: \$50.00 en juillet et \$50.00 en août.

#### **Police provinciale**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La police provinciale a-t-elle été réorganisée depuis la sanction de la loi 12 George V, chapitre 69?

2. Quelles sont les personnes qui font maintenant partie de la police provinciale, avec indication de leurs fonctions et de la date de leur entrée dans cette police?

3. Quels sont les noms des personnes qui faisaient partie de la police provinciale avant cette réorganisation et qui n'en font plus partie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui, pour Montréal.

Montréal: (Voir la liste ci-dessous)

2. D.-D. Lorrain, chef, nommé le 18 août 1913.

F.-H. Rioux, détective, nommé le 1<sup>er</sup> janv. 1918.

J.-A. Houle, détective, nommé le 3 déc. 1917. E. Larivière, détective, nommé le 1<sup>er</sup> nov. 1918.

W. Crevier, détective, nommé le 24 août 1920.

W. Germain, détective, nommé le 29 nov. 1920.

Ed. Samson, détective, nommé le 18 août 1908.

Richer Danis, constable, nommé le 4 janv. 1922.

God. Charland, constable, nommé le 18 janv. 1922.

Alf. Pickering, constable, nommé le 10 avril 1922.

Phil. Lafleur, constable, nommé le 18 janv. 1922.

Geo. Shannon, sergent, nommé le 18 janv. 1922.

Art. Giroux, constable, nommé le 8 avril 1922.

Jos Page, constable, nommé le 31 mars 1922. O. Vincent, constable, nommé le 30 août 1922.

A. Deschênes, constable, nommé le 30 août 1922.

W.-Jos.-Allaire, constable, nommé le 24 octobre 1922.

J.-P. Dalpé, constable, nommé le 1<sup>er</sup> sept. 1922.

Luc. Berthiaume, constable, nommé le 2 nov. 1922.

3. Armand Gravel, constable, nommé le 18 janv. 1922, démis le 10 avril 1922.

Aldéric Goyer, constable, nommé le 18 janv. 1922, démis le 10 avril 1922.

Québec: (Voir la liste ci-dessous)

1. ...

2. A. McCarthy, chef, nommé le 1<sup>er</sup> janv. 1888.

J. Buteau, sergent, nommé le 9 août 1885. T. Mulroney, sergent, nommé le 18 juil. 1901.

C. Thorne, sergent, nommé le 22 sept. 1890. F. Sylvain, détective, nommé le 14 sept. 1892.

J. Gagnon, constable, nommé le 28 sept. 1892. J. Laliberté, constable, nommé le 3 oct. 1892.

1898. T. Bouchard, constable, nommé le 15 juin  
 1898. J. Morency, constable, nommé le 31 déc.  
 1898. E. Bernard, constable, nommé le 29 mai  
 1906. R. Hunter, constable, nommé le 19 juin 1908.  
 J. Masse, constable, nommé le 8 fév. 1909.  
 J. Power, constable, nommé le 16 mars 1909.  
 J. Verret, constable, nommé le 16 avril 1910.  
 L. Lamothe, constable, nommé le 1<sup>er</sup> mai 1912.  
 J. Boucher, constable, nommé le 1<sup>er</sup> mai  
 1912. A. Sommerville constable, nommé le 16 janv.  
 1913. J. O'Connor, constable, nommé le 14 sept.  
 1913. O. Côté, constable, nommé le 8 sept. 1914.  
 S. Lecavalier, constable, nommé le 8 sept.  
 1914. L. Couture, constable, nommé le 28 sept.  
 1915. E. Bégin, constable, nommé le 15 nov. 1917.  
 J. Chamberland, constable, nommé le 1<sup>er</sup> nov.  
 1920. O. Lambert, constable, nommé le 1<sup>er</sup> nov.  
 1920. Marc Gosselin, constable, nommé le 15 juin  
 1921. Xav. Poulin, constable, nommé le 15 juin  
 1922. Joseph Pelchat, constable, nommé le 8 oct.  
 1921. Zeph. Beaulieu, constable, nommé le 18 oct.  
 1921. Walter Hunter, constable, nommé le 11 nov.  
 1921. Jos.-A. Lapointe, constable, nommé le  
 11 nov. 1921.  
 Art. Beauchemin, constable, nommé le  
 21 juin 1922.  
 Roméo Parent, constable, nommé le 15 juin  
 1922. Emile McCarthy, constable, nommé le  
 15 nov. 1922.  
 Benjamin Turgeon, constable, nommé le  
 15 oct. 1922.  
 3. F.-E. Blouin, constable, nommé le 11 oct.  
 1921, démis le 15 juin 1922.  
 D.-L. Guérin, constable, nommé le 28 nov.  
 1921, démis le 22 avril 1922.  
 On. Levesque, constable nommé le 11 nov.  
 1921, démis le 15 juin 1922.

### Dépenses de voyages de M. L. A. Cannon

**M. Renaud (Laval):** 1. Quels sont les prénoms et la profession de monsieur L. A. Cannon, qui a reçu \$350.00 du gouvernement pour "dépenses de voyage", (page 267 des *Comptes publics de 1921-22*)?  
 2. Quel était l'objet de ce voyage?  
 3. Quel en a été le résultat?  
 4. Où M. L. A. Cannon est-il allé?  
 5. A-t-il fourni un état détaillé de ces dépenses de voyage? Si oui, quand?  
 6. A-t-il fait un rapport de sa mission? Si oui, quand?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
 1. L. Arthur Cannon.

2. Représenter la province au congrès de la Catholic Truth Society, à Winnipeg, sur l'invitation de sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Winnipeg.

3. Les autorités du congrès ont manifesté par écrit leur satisfaction de l'envoi d'un représentant par le gouvernement de la province et du choix qui avait été fait.

4. À Winnipeg et à Saint-Boniface. Le voyage a duré du 22 juin au 4 juillet 1922.

5. M. Cannon n'a pas fourni d'état détaillé de ses dépenses, mais a déclaré que ses déboursés, à l'occasion de ce voyage, ont été de \$51.95 plus élevés que le montant avancé; il n'a pas produit de réclamation pour cette différence.

6. Oui, verbalement, dès son retour.

### M. J.-A. Lesage, échevin

**M. Renaud (Laval):** 1. L'échevin Lesage de Québec, dont la candidature au siège de Québec-Centre a été mentionnée en juin 1919, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis 1919?

2. Si oui, en quelle qualité?

3. À la demande de qui a-t-il été nommé à tel emploi?

4. Sur la recommandation de qui?

5. Par qui a-t-il été nommé?

6. Quand a-t-il été nommé?

7. À quel salaire ou traitement?

8. Est-il encore à l'emploi du gouvernement?

9. Si non, depuis quand a-t-il cessé de l'être?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
 1. Oui, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1919.

2. Comme commissaire-enquêteur des chemins à barrières et des ponts de péage de la province.

3. Ignore.

4. Ignore.

5. Par le lieutenant-gouverneur en Conseil.

6. Ordre en conseil du 21 août 1919.

7. \$1,200.00 par année.

8. Oui.

9. Répondu par 8.

#### **Demande de documents:**

#### **Créances de la Montreal Dump Truck Company**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, contrats, etc., entre le gouvernement et la Montreal Dump Truck Co. Limited, de Montréal, pour le contrat de la route Montréal-Sherbrooke.

Il y a quelque temps, j'ai demandé si le gouvernement avait fait des affaires avec cette compagnie. On m'a répondu que non. Le gouvernement avait répondu que la Montreal Dump Truck Company Limited n'avait pas entrepris les travaux de voirie pour le compte du département de la Voirie depuis le mois de janvier 1921. Nous voulions savoir si la Montreal Dump Truck Company Limited a fait des travaux, que ce soit directement pour le gouvernement ou pour certaines municipalités, en vertu de la loi des bons chemins. Le gouvernement a répondu (page 123 des *Procès verbaux* de 1922) relativement à la route Montréal-Hull que le dépôt de 10 % garantit la bonne exécution des travaux et que les créanciers sont protégés par les règles ordinaires du droit.

Dans le cas de faillite ou d'insolvabilité de l'entrepreneur, les fournisseurs de matériaux et les employés se trouvent sans recours, car il n'y a rien qui puisse leur permettre d'enregistrer leurs créances comme dans le cas des articles 2013*d* et suivants du Code civil.

Le dépôt de 10 % dans le cas de non exécution est confisqué au bénéfice du gouvernement et de la municipalité, et ne peut constituer une garantie pour les ouvriers ou les fournisseurs de matériaux.

Dans le cas où les travaux sont terminés par les entrepreneurs, ne serait-il pas opportun que le département se rende compte si les ouvriers ou fournisseurs de matériaux ont été payés par les entrepreneurs avant de remettre le dépôt?

Je suis informé que cette compagnie, la Montreal Dump Truck Company Limited, a obtenu un contrat pour la construction d'une route dans le comté de Rouville. Elle fait des travaux et, plus tard, elle a fait faillite. Elle a immédiatement complété les travaux, et à présent elle doit des sommes considérables aux cultivateurs et aux travailleurs. Résultat, plusieurs citoyens de Saint-Paul d'Abbotsford, qui avaient fourni des matériaux ou travaillé pour la compagnie, n'ont pas été payés. Ces personnes du comté de Rouville, la plupart des cultivateurs du comté, vont souffrir de pertes considérables, par suite du fait qu'une compagnie à laquelle un contrat pour la construction du chemin Montréal-Sherbrooke avait été consenti, a fait faillite et fut mise en liquidation, avant d'avoir payé ces cultivateurs pour les services qu'ils ont rendus en travaillant à la construction dudit chemin.

La Montreal Dump Truck est en faillite et le gouvernement n'a pas protégé les citoyens et la municipalité contre cette compagnie. Il donne lecture d'une liste de 40 noms de contribuables de Saint-Paul d'Abbotsford, comté de Rouville, qui ont fourni des matériaux ou travaillé pour la compagnie Montreal Dump Truck qui est actuellement en faillite. Il précise le montant réclamé par chacune de ces personnes. Les montants réclamés, dit-il, s'élèvent à \$2,897.52, et en plus, M. Xavier Charbonneau réclame 12,000 verges de gravelle pour lesquelles il n'a pas reçu un sou. Toutes ces personnes se plaignent de n'avoir pas été payées.

Le gouvernement n'est pas assez prudent, lorsqu'il accorde des contrats pour la construction des chemins pour inclure, dans ces contrats, des clauses protégeant les ouvriers dont les services sont requis pour effectuer les travaux. Je suis croyablement informé que les compagnies qui obtiennent ces contrats ne sont formées que pour la durée des travaux, et qu'aussitôt que le chemin ou la partie de chemin est terminée, elles se font liquider, se souciant peu des créances auxquelles elles devraient pouvoir faire face.

Je sais même que plusieurs de ces compagnies sont actuellement en voie de liquidation et c'est au gouvernement que revient tout le blâme pour la négligence coupable dont il a fait preuve envers les ouvriers. Grâce à l'incurie du ministère de la Voirie, des cultivateurs ont ainsi perdu ces sommes d'argent se chiffrant à \$2,897.00.

Le gouvernement devrait exiger des entrepreneurs la garantie que les ouvriers et les fournisseurs de ces compagnies seront suffisamment protégés pour ne point perdre l'argent qu'ils ont gagné. Le gouvernement protège, par indifférence ou favoritisme, ces compagnies qui, chose irrégulière, portent presque toutes des noms anglais, des noms d'étrangers ne résidant pas dans cette province, mais aux États-Unis, au Nouveau Brunswick, etc. Il y a là quelque chose d'extraordinaire. Ces nouvelles compagnies ont toujours eu des noms anglais, mais les entrepreneurs et ceux qui sont responsables des travaux sont généralement des Canadiens français.

**Un député:** La compagnie a un nom anglais, mais elle se composait de Canadiens français de Montréal<sup>4</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais elle paraît avoir été formée uniquement pour cacher les noms de ceux qui faisaient le travail; elle s'est dissoute aussitôt le travail terminé. Pourquoi tant de sous-contrats?

La Montreal Dump Truck Company n'est pas la seule à avoir agi de manière impropre, c'est-à-dire en obtenant matériaux et fournitures de la part des cultivateurs sans les payer et en négligeant également de payer leurs travailleurs. Les cultivateurs ont accordé leur crédit parce qu'il s'agissait de travaux du gouvernement. Des mesures doivent être prises pour protéger les citoyens contre de telles pertes qui interviennent dans le cadre de travaux de nature gouvernementale.

Le gouvernement, dans l'octroi de ces contrats, ne fait rien pour protéger le peuple et, notamment, les cultivateurs et les ouvriers avec lesquels les compagnies en contrat avec le gouvernement font des affaires. La politique de voirie du gouvernement est vexatoire pour le peuple. Je regrette que le gouvernement n'ait pas tenu d'élection dans le comté de Rouville, dont le siège est vacant, en cette Chambre. Le gouvernement serait mieux au courant de la situation dans le comté de Rouville, s'il avait fait l'élection partielle dans ce comté. La loi de la voirie est une loi draconienne - on a employé ce terme sans raison tout à l'heure. Il est juste en ce moment. - Pourquoi dans cette loi n'a-t-on pas prévu des cas comme celui de la Montreal Dump Truck? Je suis convaincu que le gouvernement va changer sa loi maintenant, afin de protéger les ouvriers contre les entrepreneurs, contre ces compagnies constituées qui volent le public. Pourquoi? Parce que nous sommes à la veille des élections. Vous verrez que les ministres se vanteront d'avoir accompli cette

réforme. Et si quelqu'un dit que c'est à la suggestion de l'opposition, on répondra: "Ce n'est pas vrai!".

Je réclame justice pour les contribuables de ma province en demandant au gouvernement de les protéger contre l'insolvabilité des compagnies ou des entrepreneurs qui font des travaux de voirie dans nos municipalités. Le gouvernement devrait dans ses contrats inclure une clause spéciale pour protéger nos cultivateurs et ouvriers qui travaillent pour ces entrepreneurs de voirie. Si le gouvernement refuse plus longtemps cette justice, je réclamerai encore, jusqu'à ce que mes concitoyens aient obtenu justice.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La liste que nous a lue le chef de l'opposition, nous l'avons, et je suis en mesure d'expliquer à la Chambre la situation réelle de ceux qui ont fait des réclamations contre la Montreal Dump Truck Company. Le gouvernement n'a pas besoin des reproches, des revendications ni des sermons du chef de l'opposition pour faire son devoir, comme il l'a toujours fait, surtout dans la circonstance. Le gouvernement l'a prouvé depuis longtemps à la province. Il a pris toutes les mesures nécessaires pour protéger les cultivateurs qui ont travaillé aux chemins. Le chef de l'opposition a parlé de la Montreal Dump Truck Company et il a pris l'intérêt des contribuables de Rouville qui sont menacés de perdre leurs gages ou de l'argent. D'un cas particulier, pour lequel le gouvernement ne mérite aucun blâme du reste, le chef de l'opposition a conclu au général. C'est encore une tempête dans un verre d'eau.

Voici les faits: le ministère de la Voirie a donné un contrat à M. Adélarde Lizotte, de Ham-Nord, pour la construction d'une partie de la route Montréal-Sherbrooke entre Granby et Abbotsford. Lizotte, sans le consentement et sans avoir consulté le département de la Voirie, a fait un contrat pour le transport des matériaux avec la Montreal Dump Truck. C'était un sous-contrat pour le transport du gravier qui devait servir à la construction de ladite partie du chemin. Plus tard, cette compagnie a fait faillite et plusieurs citoyens à qui elle devait de l'argent n'ont pas été payés. Le gouvernement l'ignorait, mais, il y a quelque temps, le département de la Voirie a été avisé par le syndic de la faillite. M. Bernard, du conseil de faillite, a fait parvenir au gouvernement une liste complète (celle lue par le chef de l'opposition) des personnes qui, ayant travaillé au transport dudit gravier, pour la Montreal Pump, n'avaient pas été payées pour leurs services. Le ministère de la Voirie a donc été avisé et a immédiatement donné instruction à Lizotte d'avoir à

payer ces employés, car c'est Lizotte qui est responsable.

Je déclare que M. Lizotte, d'après le contrat qui lui avait été consenti par le gouvernement, n'avait pas le droit d'accorder de sous-contrat à qui que ce soit, et que de ce fait, le département de la Voirie ne pouvait que le tenir responsable des créances portées à la connaissance du gouvernement. Le ministre de la Voirie a écrit une lettre dans ce sens à Lizotte, dès qu'il a été prévenu de l'affaire.

Il donne lecture de cette lettre adressée à M. Lizotte par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), qui avisait premièrement qu'en vertu de son contrat, il n'avait pas le droit de le passer à un autre ou de le changer. Par suite de sa violation du contrat qui lui avait été accordé, le département le considérait responsable des créances qu'il était prié d'honorer dans un délai raisonnable. Lizotte est responsable et les créanciers de la Montreal Dump sont ses créanciers.

Je déclare aussi que nous avons la précaution d'exiger un chèque de garantie, quand nous signons un contrat avec un entrepreneur. Chaque fois qu'il exige un contrat, le gouvernement exige que celui ou ceux qui obtiennent ces contrats soient des hommes solvables et responsables. Dans le cas de M. Lizotte, le gouvernement détient son chèque représentant 10 % de la valeur des travaux exécutés, et si M. Lizotte ne paie pas les créances de la Montreal Dump Truck Company, le gouvernement le fera avec le 10 % qu'il détient en garantie, jusqu'à ce que toutes les clauses du contrat aient été complètement respectées. Le gouvernement confisquera le dépôt de Lizotte et nous paierons les employés.

(Applaudissements)

Aucun de ceux-ci ne perdra de l'argent.

Voilà comment le gouvernement protège les cultivateurs et les autres contribuables de cette province. Le gouvernement a des clauses spéciales pour protéger les cultivateurs dans les contrats des chemins. Quant aux vendeurs de matériaux, le moins que devraient faire les vendeurs en vendant leur marchandise à une compagnie, quelle qu'elle soit, c'est de s'enquérir de la solvabilité de cette compagnie. Nous savons si ceux à qui nous accordons des contrats sont solvables et nous défendons aux contracteurs de transmettre ces contrats à d'autres, sans nous avertir et sans notre consentement.

On le voit, le gouvernement a pris toutes les précautions nécessaires, pour protéger les intéressés et le chef de l'opposition a encore fait une tempête dans un verre d'eau! Le gouvernement n'a

aucunement besoin des sermons du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Produisez donc la lettre du ministre de la Voirie.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La voici. Je déposerai devant la Chambre tout le dossier, si vous le voulez, et le chef de l'opposition constatera que nous avons protégé les intéressés, qui ne perdront rien, grâce à la sage administration du gouvernement. Il demande une suspension du débat.

Accordé. Le débat est suspendu.

#### Dépôt de documents:

**Lettre à  
A. Lizotte**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre la copie d'une lettre de l'honorable M. Perron à M. Adélard Lizotte, de Ham-Nord, en date du 21 novembre 1922. (Document de la session no 48)

#### Demande de documents:

**Créances de la  
Montreal Dump Truck Company**

La Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) pour qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, contrats, etc., entre le gouvernement et la Montreal Dump Truck Company Limited, de Montréal, pour le contrat de la route Montréal-Sherbrooke.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre s'il y a une clause dans les contrats qui oblige les contracteurs à payer leurs employés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'il n'y en a pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement devrait avoir, dans ses contrats, une clause spéciale pour protéger les ouvriers contre les entrepreneurs. Il devrait être renseigné par ses inspecteurs. Le point soulevé reste en dépit des applaudissements de la majorité. Le gouvernement n'a pas de clause spéciale

et c'est ce que je veux, parce que le Code civil, en pareil cas, ne protège pas suffisamment les créanciers.

Il est content pour lui de l'aveu du ministre, mais il le regrette pour les contribuables qui paient des taxes pour la confection ou la réfection des chemins et qui perdent le fruit de leur travail, parce que le gouvernement n'a pas voulu les protéger comme il s'est protégé lui-même. Le gouvernement n'est pas l'ami du peuple s'il ne le protège pas. Le gouvernement ne pouvait pas ignorer que Lizotte et Dansereau avaient donné un sous-contrat à la Montreal Dump Truck Company Limited, puisqu'il avait sur les lieux des ingénieurs et des inspecteurs à son service qui devaient lui faire des rapports. Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu la faillite de la compagnie et l'intervention du curateur pour agir? Que serait-il arrivé si le gouvernement avait remis son chèque à Lizotte? Que vaut son intervention tardive? Si le curateur à la faillite et ancien député de Shefford, (M. L.-P. Bernard) n'avait pas prévenu le gouvernement, les intéressés auraient perdu leur argent. Si le gouvernement n'était pas au courant de ce qui s'était passé et de la cession de son contrat par M. Lizotte, c'est que le service de la Voirie fonctionne mal et qu'il n'est pas renseigné par tous ses inspecteurs et ses ingénieurs. C'est une preuve de négligence dans l'administration.

D'ailleurs, le département de la Voirie ne pourrait garder ce montant et payer les créanciers en l'absence d'une clause dans le contrat qui lui permet de le faire. Le dépôt ne restera-t-il pas entre les mains du département, si les travaux ne sont pas terminés? Si la compagnie fait faillite, le dépôt ne doit-il pas retourner au curateur de la faillite? Qu'advient-il alors de la prétendue garantie qu'ont les ouvriers, les cultivateurs, et les fournisseurs de matériaux? Il demande que justice soit faite à tous les contribuables.

La proposition est adoptée.

#### **Code municipal, article 667**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier que le bill 155 amendement l'article 667 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Aide à la colonisation**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 amendement la loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation.

Adopté.

#### **Recettes et paiements de la province**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre l'état des recettes et des paiements de la province depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922.

Adopté.

#### **Comptes payés par M. C. Lanctôt**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre l'état détaillé des comptes payés par l'assistant-procureur général pour le mandat comptable de \$50,506.81 mentionné aux *Comptes publics de 1918-19*, page 135.

Adopté.

#### **Requêtes de citoyens de Rimouski et de Matane**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance et requêtes adressées en 1921 par les contribuables de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, comté de Rimouski, et de Sainte-Jeanne-d'Arc, comté de Matane.

Adopté.

#### **Succession J.-O. Villeneuve**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.



Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Succession**

#### **J.-Aimé Massue**

**M. Péloquin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 ratifiant un acte de convention entre la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé et la corporation de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### **Scottish Trust**

#### **Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 amendement la charte de la Scottish Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### **Anglo American Trust**

#### **Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 amendement la charte de The Anglo American Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** explique les différents items, pour une somme de \$782,822.40

portée au crédit du département de l'Instruction publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande quelques renseignements concernant l'octroi de certaines parties de ce montant.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond aux questions du chef de l'opposition et signale plusieurs augmentations dans certaines allocations. Le gouvernement va plus que jamais encourager l'instruction primaire dans les centres de colonisation.

### **L'honorable M. Nicol (Richmond) propose:**

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles modèles et académiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

### **L'honorable M. David (Terrebonne):**

À propos des écoles primaires et des écoles modèles, il informe la Chambre que les octrois destinés à aider à la construction d'écoles, octrois qui s'élevaient à peine à \$20,000 en 1908, s'élevèrent en 1920 à plus de \$150,000. Cette année, une somme de \$192,165 a été affectée à cette fin.

La résolution est adoptée.

### **L'honorable M. Nicol (Richmond) propose:**

2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille huit cent cinquante-deux piastres et quarante centins (\$16,852.40) soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, statuts refondus, 1909, et 12 George V, chapitre 5, sections 3 et 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)**, en référence à un item de \$5,000 pour l'École des hautes études commerciales sur la rue Sherbrooke, qui appartient à la commission scolaire protestante de Montréal, dit que les sommes engagées par le gouvernement ont bien servi, que l'école fait un excellent travail et qu'il serait bien d'augmenter l'octroi.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit que le conseil protestant s'occupe très bien de l'école, et que, même si les informations relatives au travail accompli sont plutôt maigres, il est confiant qu'un excellent travail y est effectué.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour High Schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V, (2e session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1; 8 George V, chapitre 41, section 1; 1 George V, chapitre 53, section 1, et 12 George V, chapitre 51, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** trouve cette subvention élevée et demande s'il s'agit là d'un traitement de faveur.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** justifie une fois de plus les crédits alloués à l'École polytechnique. Il indique que l'École polytechnique de Montréal compte 128 élèves et admet que l'École est dispendieuse, considérant le nombre d'élèves qui s'y trouvent, mais certains types de professeurs doivent être engagés, et ce, peu importe la quantité

d'inscriptions. Il explique au représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) qu'il n'existe pas de faculté de génie civil à l'Université de Montréal et que l'école est tout à fait distincte. C'est pourquoi elle bénéficie d'un octroi aussi substantiel. Il en va autrement dans les universités anglaises. Il ne s'agit donc pas là d'un traitement de faveur.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose;

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal et pour professionnels. (12 George V, chapitre 54, section 2), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les écoles techniques sont remplies à déborder. À ce taux, il faudra bientôt agrandir l'école de Montréal. L'École des hautes études commerciales est aussi complètement remplie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces écoles ne dépendent pas du surintendant de l'Instruction publique, mais sont directement sous le contrôle du secrétaire de la province. Est-ce que l'on songe, par la loi qui les créa, à habituer le peuple à l'appellation de "ministre de l'Instruction publique"?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le chef de l'opposition tombe bien mal, après les déclarations très nettes que j'ai eu l'occasion de faire à ce sujet.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nos écoles normales forment trop de professionnels et pas assez de professeurs, ce qui, essentiellement, est leur but. Et la raison est que la carrière n'est pas assez avantageuse pour retenir les meilleurs sujets et ceux qui ont de l'ambition. Où vont ceux qui semblaient se

destiner au grand œuvre d'éducation nationale? On les perd de vue à leur sortie de l'école. Le gouvernement devrait aider les corporations scolaires à payer comme il convient de bons professeurs.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement a tant fait dans le sens que l'on demande que les professeurs à qui l'on offrait un salaire de \$120 par année, en 1883, reçoivent aujourd'hui un traitement moyen de \$2,000.

Mais, la crise dont on vient de parler n'existe pas que parmi la classe enseignante; elle existe parmi les professionnels. Par exemple, le ministère s'emploie depuis bientôt un an à trouver un jeune médecin qui consentirait à aller s'établir dans le Lac-Saint-Jean, sans pouvoir le trouver. La municipalité intéressée offre cependant comme appât un salaire de \$1,800.

Mais si le nombre des instituteurs diminue dans les campagnes, la cause se trouve dans le fait que partout s'établissent des collèges et des couvents. Il n'est guère de paroisse qui n'ait pas ou ne veuille pas avoir et son collège et son couvent. Presque toutes les municipalités demandent actuellement des institutions religieuses pour faire de l'enseignement. Ceci dit sans intention de critique, loin de là, et sans imputer que la transaction soit mauvaise. Mais il reste que les instituteurs forcément sont concentrés dans les villes. Il faut ajouter que les salaires y sont plus élevés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** signale une constatation qui lui a été faite par un supérieur d'ordre enseignant. Nombre de frères, dit-il, étaient de nationalité française ou belge et sont partis faire leur service durant la Guerre. Le plus grand nombre n'est pas revenu. Et les vocations parmi les nôtres sont peu nombreuses apparemment, de sorte qu'il y a grande disette de sujets. Et c'est le problème auquel doivent aussi faire face les communautés enseignantes.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
12. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de

l'instruction publique. Paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-six mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour filles, Montréal, \$25,000; Institut Nazareth, Montréal, \$1,600; Institut Mackay, Montréal, \$4,600, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Smart (Westmount)** questionne le secrétaire provincial à propos de ce crédit.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement a soulevé la question des soins accordés aux aveugles avec M. Layton de l'Association pour les aveugles de Montréal, et il a été convenu du principe que l'éducation pour les aveugles est une question d'octrois éducationnels plutôt que d'octrois de charité. Le gouvernement prend en considération présentement la question des coûts. M. Layton a suggéré un montant de \$400 par année pour chaque élève, et bien que le gouvernement n'est pas prêt à affirmer que ce montant est excessif, il peut dire que plusieurs institutions prennent soin des gens à moindre coût.

**M. Smart (Westmount)** croit que la province de Québec ne fait pas suffisamment pour prendre soin des aveugles et donne l'exemple de ce qui se fait à Vancouver.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Jusqu'ici les aveugles ont été pris en charge dans des institutions religieuses et leur cause n'a ainsi pas vraiment été portée à l'attention du public. Il dit que, l'année dernière, le problème était d'une importance telle à ses yeux qu'il a pris de l'assistance publique une somme de \$10,000 pour les institutions qui s'occupent des aveugles, et il espère que, dans un avenir rapproché, la question sera définitivement réglée à l'entière satisfaction de tous ceux qui sont concernés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies

pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, telles qu'approuvées par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation; \$29,000 transférés de l'éducation sup. protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement accorde cette année une somme de \$50,000 de plus que les années passées pour les fins de l'instruction élémentaire dans les centres ruraux de la province. Le montant voté à cette fin, les années dernières, était de \$150,000, il sera cette année de \$200,000<sup>5</sup>. Il servira au développement de l'instruction élémentaire dans les municipalités pauvres. Cette somme servira à aider les écoles fréquentées par les enfants des ouvriers dans les villes, à améliorer les conditions des instituteurs et des institutrices, à fournir gratuitement les livres de classe et, en général, à répandre dans tous les comtés de la province l'instruction élémentaire.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 amendant la loi concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels à Paris, en France;

- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;

- bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 57 validant la cléricature d'Armand Bélanger;

- bill 64 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et les villes de Lasalle et de Dorval à avoir un bureau de six syndics;

- bill 76 concernant la Dominion Corset Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 58 constituant en corporation l'orphelinat Saint-Sauveur.

#### Orphelinat Saint-Sauveur

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 constituant en corporation l'orphelinat Saint-Sauveur. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Dépôt de documents:

#### Ferme de démonstration dans Saint-Maurice

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 novembre 1922, pour copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant l'établissement d'une ferme de démonstration dans le comté de Saint-Maurice, en 1921 et 1922. (Document de la session no 49)

#### Licences d'alcool dans Labelle

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 27 novembre 1922, pour copie de toute correspondance, lettres, etc., entre toute personne et la Commission des liqueurs dans les mois de juillet et août derniers, au sujet de licences dans le comté de Labelle. (Document de la session no 50)

La séance est levée à 5 h 50.

---

## NOTES

1. Selon *L'Action catholique*, pendant que l'Orateur lisait la motion, le premier ministre parlait au greffier, M. Geoffrion.

2. Les députés de l'opposition ont applaudi la décision de l'Orateur. On lit dans *Le Nouvelliste* du 30 novembre 1922, à la page 1: "Quelques instants plus tard, on vit M. Sauvé envoyer un billet au premier ministre. Ce dernier le lut puis remit en riant à l'honorable M. Galipeault le livre des règlements de la Chambre. Le trio éclata d'un large rire et l'Orateur remarquant ce qui se passait se prit à sourire."

3. Le chroniqueur de *L'Action catholique* écrit que plus tard, au cours de la séance, M. Sauvé envoya un billet à M. Taschereau, et ce dernier remit à M. Galipeault, ministre des Travaux publics et ex-Orateur de la Chambre, le livre qui contient les règlements de la Chambre. Celui du *Quebec Chronicle* ajoute que l'Orateur a bien remarqué les rires que cet échange en aparté suscitait sur le parquet de la Chambre.

4. *Le Devoir* intègre cette phrase dans l'intervention de M. Sauvé. Elle est cependant en contradiction avec le texte de *L'Action catholique* qui précède. Nous avons donc pensé que cette rectification pouvait venir d'un député.

5. Selon les journaux ministériels, des applaudissements ont salué l'adoption de ces crédits pour l'éducation.



## Séance du jeudi 30 novembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 60 amendant la charte de la compagnie de "The Montreal Public Service Corporation", et changeant son nom en celui de "Quebec New England Hydro Electric Corporation".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 92 amendant la loi 12 George V, chapitre 142, validant la garantie et l'endossement donnés par la ville des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

Votre comité a rejeté le bill suivant:

- bill 99 amendant les successions de feu Simon Valois et de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de "The St. Francis Valley Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que les pétitions des curé et marguilliers de la paroisse du Sacré-cœur de Jésus, demandant l'adoption d'une loi

autorisant la reconstruction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Sacré-cœur de Jésus, en la cité de Montréal, et de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées et que ces irrégularités ne peuvent cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de ces irrégularités.

Le rapport est adopté.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 70 amendant la charte de la cité de Québec.

**St. Francis Valley Railway  
Company**

**M. Bissonnet (Stanstead)** demande la permission de présenter le bill 102 amendant la charte de The St. Francis Valley Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Église du  
Sacré-Cœur-de-Jésus,  
Montréal**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission métropolitaine  
de l'île de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de La Tuque**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 97 amendant la charte de la ville de La Tuque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de pharmacie**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 161 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Déclaration de M. Armand Lavergne**

**M. Hamel (Portneuf):** Je me lève sur une question de privilège. Je désire attirer l'attention de cette Chambre sur des paroles qui ont été prononcées dans une assemblée publique tenue récemment dans la cité de Montréal. Je désire protester contre ces paroles qui constituent une insulte grave et une injure gratuite à la majorité de la population de cette province que représentent les députés de cette Chambre. Un citoyen de cette province, Canadien français de nom et d'origine, adressait la parole le 20 de ce mois dans la cité de Montréal en présence d'une assemblée qui, paraît-il, remplissait le Monument national. Prenant pour thèmes de son discours le meurtre de Blanche Garneau, la liberté de la presse et la prétendue sévérité de la Législature dans la sentence qu'elle a prononcée contre le directeur du journal *The Axe*, M. Armand Lavergne s'est fait de nouveau le défenseur de celui qui a porté atteinte à l'honneur et aux privilèges de cette Chambre, M. Roberts, et il a parlé dans cette circonstance avec la violence de langage qui lui est coutumière et que tout le monde connaît.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève une question d'ordre, l'honorable député de Portneuf a soulevé une question de privilège parce qu'un citoyen a prononcé un discours; est-ce que cela constitue vraiment une violation des privilèges de la Chambre. L'honorable député prétend parler sur un fait personnel. On ne peut parler sur une telle question que lorsqu'il s'agit d'une affaire intéressant la Chambre ou l'un de ses membres, mais en sa qualité de député. Le député n'a pas le droit de protester en Chambre contre les propos d'un citoyen

quelconque qui ne tient en rien à l'Assemblée législative. Par une protestation de cette nature, il faudrait entendre que les droits de cette Chambre sont lésés et que les membres de l'Assemblée sont attaqués comme députés. Je me demande si, en vertu de l'article 181 des règlements de cette Chambre, on peut soulever une question de privilège à propos de paroles prononcées en dehors de cette Chambre et qui ne sont pas des attaques contre les membres de la Législature. L'affaire ne saurait être traitée comme une question de privilège, puisqu'elle n'intéresse pas la Chambre comme corps.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'intervention du chef de l'opposition est trop hâtive. Il faut savoir d'abord de quoi il s'agit. Qu'on laisse parler le député de Portneuf (M. Hamel), on verra si ce qu'il doit dire tombe sous le coup de cette règle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Portneuf nous a déclaré en commençant que les paroles en question ne s'adressent pas à la Législature. On a pour se prononcer assez des premières paroles du député de Portneuf. Celui-ci a dit qu'il veut protester contre les paroles d'un citoyen qui a insulté la population de cette province. Je crois que ce qu'il va dire doit nécessairement se rapporter à ce qu'il vient d'annoncer.

Cette protestation ne concerne pas du tout les députés de la Chambre. Les paroles de M. Armand Lavergne ne portent atteinte ni à la liberté, ni à la sécurité, ni aux droits de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a qu'un moyen de le savoir, c'est d'entendre les paroles dont l'honorable député se plaint. Nous verrons, après, si cela constitue une infraction aux privilèges de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais la Chambre a autre chose à faire que de censurer les discours qui se prononcent ici et là par des avocats! Je ne vois pas pourquoi nous aurions un débat à propos d'un discours prononcé dans une réunion publique qui ne porte pas atteinte aux membres de la Législature.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons toujours voir. Attendons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il l'a déjà dit; et je crois que ça ne concerne pas cette Chambre et que ce n'est pas conforme à ce que je viens de citer. Il a déclaré formellement qu'il ne s'agit pas d'attaques



portées contre la Législature. L'article 181 des règlements ne permet donc pas qu'on soulève une question de privilège à ce sujet.

**M. Hamel (Portneuf):** Il est vrai que j'ai dit que les injures s'adressaient à la population de cette province: mais ces attaques sont si graves qu'elles s'adressent aux représentants de cette population à la Chambre et j'ai dit que cette population est représentée par nous dans cette Chambre.

Je disais donc, qu'un discours a été prononcé par M. Armand Lavergne qui, prenant pour base de son discours une loi passée par cette Chambre, qui condamnait John H. Roberts à l'emprisonnement, le citoyen en question a insulté la majorité de la population de cette province, qui est représentée par la majorité des députés en cette Chambre; ces injures s'adressaient à chaque député, et je crois qu'il est de notre devoir de protester...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande l'opinion du Président.

**M. l'Orateur:** J'ai des doutes sérieux concernant le droit qu'ont ces paroles d'être le sujet d'une question de privilège et sur la régularité de la proposition du député de Portneuf. Il n'y a pas d'article des règlements qui définisse ce qui constitue une infraction aux privilèges de la Chambre. En ce cas, c'est la Chambre qui doit veiller à ses privilèges, et elle est maîtresse de décider s'il y a infraction ou non. La Chambre sera juge de décider si les paroles dont se plaint le député de Portneuf (M. Hamel) constituent une violation de ses privilèges.

**M. Hamel (Portneuf):** J'étais à dire, que M. Armand Lavergne s'est fait de nouveau le champion de celui qui a porté atteinte à l'honneur et aux privilèges de cette Chambre, M. Roberts. Il a parlé dans cette circonstance au Monument national et il a insulté ses compatriotes, ses frères, en disant qu'ils sont lâches, moutonniers et serviles. Il fait lecture de la traduction la plus fidèle possible des paroles prononcées en anglais par M. Armand Lavergne, telles que rapportées par les journaux et vérifiées par le sténographe qui les a prises<sup>1</sup>.

Voilà, M. le Président, dit-il, les paroles qui ont été prononcées dans la métropole du Canada, en présence d'une assemblée nombreuse, par un compatriote canadien-français, par un homme qui, en maintes circonstances, durant sa vie publique, s'est posé devant l'électorat comme le patriote le plus sincère de sa race, comme le seul juge éclairé des

intérêts de notre peuple, comme le seul juste tendant avoir le monopole de la vertu dans la Gomorrhe de notre vie politique.

Je vous avoue, M. le Président, que j'ai honte presque de répéter dans cette enceinte des épithètes comme celles de lâches, moutonniers, serviles. Quand je sais qu'on les appliquait à mes compatriotes, et quand je vois dans cette salle, au-dessus de ma tête, dans le tableau qui orne ce plafond, tous les braves défenseurs de ma province et de ma race, toute cette lignée de valeureux ancêtres, les Papineau, les Taschereau, les Lafontaine, les Morin, les Cartier, les Mercier et les Laurier; tous les grands Canadiens français qui ont illustré leur race; tous ceux qui ont lutté, tant peiné et tant bataillé, pour que notre jeune pays existe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève une nouvelle question d'ordre. Je comprends que le député ne veut pas parler de M. Taschereau, premier ministre et député de Montmorency...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mes ancêtres étaient plus grands que moi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si chaque fois qu'un homme attaque une race en ce pays, il faut le censurer, nous n'en finirons pas. Je prétends que la motion du député de Portneuf n'est pas conforme aux règlements de la Chambre.

**M. l'Orateur:** J'ai dit que j'avais des doutes sur la question de privilège et sur la régularité du débat, mais que je laissais la Chambre libre de décider de ce qu'elle voulait. L'Assemblée a le soin de décider s'il y a, dans la protestation du député de Portneuf, une question de privilège. Attendu que j'ai des doutes à ce sujet, je ne change pas ma décision.

**M. Hamel (Portneuf):** Quand je parlais des Taschereau, je voulais dire les ancêtres du premier ministre, mais le chef du gouvernement, la Chambre le sait, est digne de ses ancêtres et est fidèle à leurs traditions.

Mais j'ai honte presque de répéter ici le langage d'Armand Lavergne quand j'ai devant moi le tableau magnifique, où je vois l'un de nos ancêtres réclamer pour les siens avec toute la fierté orgueilleuse de fils de bonne race, le respect de ce qu'il y a de plus cher.

Dire de notre petit peuple canadien français qui, depuis au-delà de 150 ans, lutte et se débat seul sur ce grand continent, pour la conservation de sa

langue, de sa foi et de ses droits, dire de ce petit peuple, après plus d'un siècle et demi de luttes incessantes, qu'il est moutonnier, lâche et servile, voilà la pire des infamies que jamais homme public ait osé dire, voilà le langage le plus inconcevable qui puisse sortir de la bouche d'un homme qui est censé connaître l'histoire de son pays.

Quelle que soit l'intensité de la passion politique, quels que soient l'affolement et le vertige du politicien désarmé qui voit s'écrouler ses derniers retranchements, il n'y a pas d'excuse pour lui de noircir ainsi gratuitement la réputation de sa race.

Et j'éprouve le besoin, M. le Président, de protester dans cette Chambre avec toute l'énergie dont je suis capable, contre les paroles de M. Armand Lavergne, paroles néfastes et monstreuises comme jamais il ne s'en est prononcé. J'éprouve le besoin de protester au nom des électeurs qui m'ont confié le mandat que je tiens dans cette Chambre et que je ne veux pas voir outragés sans protestation.

En parlant en ce moment, au nom des électeurs de Portneuf, comme au nom des électeurs de toute la province, je dis et j'affirme, en réponse aux paroles odieuses de M. Lavergne, que mes compatriotes sont obéissants, qu'ils sont respectueux de l'autorité civile et de l'autorité religieuse, mais qu'ils ne connaissent, Dieu merci, ni la lâcheté ni la servilité.

Je dis encore, en réponse aux paroles odieuses de M. Lavergne, qu'il est moutonnier, lâche et servile, celui qui est capable de commettre une infamie semblable, dans l'espérance de capter un peu les sympathies et un peu de faveur chez quelques-uns de ses auditeurs.

M. Lavergne a dit que c'est notre éducation qui nous a rendus serviles. On nous enseigne à croire à l'autorité, dit M. Lavergne; l'éducation que nous recevons nous rend non seulement obéissants, mais elle nous rend serviles. Quelle injure à nos éducateurs! À notre vaillant clergé! Quelles belles paroles dans la bouche d'un homme qui a reçu son instruction et son éducation dans les institutions canadiennes-françaises.

Quel hommage aux collèges classiques et aux universités dont nous sommes si fiers et pour lesquels nos populations citadines ou rurales et notre gouvernement viennent de souscrire si généreusement. Quelle gratitude pour les prêtres et les professeurs distingués de nos collèges et de nos universités, qui ont pour mission de former la classe dirigeante de notre société et qui se sont dévoués et sacrifiés pour nous tous, comme pour l'élève qui leur crache aujourd'hui l'injure.

Ses invectives, ses vitupérations, ses imprécations contre l'autorité et contre ceux qui ont la charge d'administrer la justice dans cette province, ses appels aux passions et son arrogance n'ont surpris personne. Mais ce qui a surpris et ce qui a étonné tout le monde, les Canadiens français comme nos compatriotes de langue anglaise, ce sont les paroles extraordinairement blessantes qu'il a prononcées dans cette circonstance, contre ceux de sa race, contre ses frères, contre ses compatriotes Canadiens français.

Oui, M. le Président, on nous enseigne à croire en l'autorité dans cette province, et l'autorité civile et religieuse est encore respectée. Dieu merci, dans toutes les paroisses de la province, et dans ses hameaux les plus reculés, notre population garde encore de l'ordre social des idées saines et justes. Et nous n'avons pas à la regretter ni à nous en plaindre. Les peuples qui cessent d'être respectueux aux lois ne sont pas loin de leur déchéance. Et c'est précisément parce qu'on respecte encore l'autorité ici que notre province reste debout, quand tant d'autres, qui sont aux prises avec les idées perverses du socialisme ou du bolchevisme, chancellent.

C'est précisément pour cela que notre province est aujourd'hui citée en exemple, tant au point de vue administratif qu'au point de vue social et moral, et que, suivant les expressions de ceux-là même qui n'habitent pas notre province, qui ne parlent pas notre langue et qui ne partagent pas nos croyances: "C'est une province où la raison règne" - "Une force d'ordre et de stabilisation dans la Confédération". La majorité des députés de cette Chambre appartiennent à la nationalité à qui l'on a lancé l'injure et l'insulte. M. Lavergne n'a fait exception pour personne, lorsqu'il a dit de la population canadienne-française qu'elle est lâche et servile. Les qualificatifs dont il s'est servi s'appliquent aux mandataires comme aux mandants. L'injure est gratuite et générale, et je ne veux pas chercher à en restreindre la portée.

Nous ne savons pas cependant si M. Lavergne, lorsqu'il a prononcé ses paroles, a embrassé sa province dans une magnifique vision d'ensemble, ou si sa pensée s'est portée plus spécialement vers la ville aux vieilles tours, la vieille capitale de sa province.

À tout événement, sachant que c'est à tous les Canadiens français sans exception que s'adressent les paroles de M. Lavergne, à ceux qui siègent dans cette Chambre comme à ceux qui les ont envoyés ici, je tiens à dire, en terminant mes remarques, que les insultes de M. Lavergne, ses invectives et ses

attaques ne font pas peur aux députés de cette Chambre. L'agitation et le malaise que l'on cherche à créer parmi notre population, avec les questions que nos adversaires agitent aujourd'hui, ne nous effrayent pas.

Nos adversaires peuvent avoir toutes les audaces, ils peuvent faire toutes les bravades et lancer tous les défis qu'il leur plaira, ils peuvent être certains que les députés canadiens-français de cette Chambre ont assez de courage pour faire leur devoir. Nous avons assez de courage et assez de patriotisme pour faire la guerre sans merci à tous ceux qui, comme Roberts et ses défenseurs, répandent dans le peuple les ferments, les idées subversives.

Ils nous trouveront sur leur chemin, comme ils trouvent aujourd'hui sur leur chemin celui qui est à la tête des affaires de notre province dans la personne du premier ministre, et qui tous les jours se révèle homme d'action, homme d'énergie, homme de courage et homme de cœur dans la législation qu'il soumet et dans les attitudes qu'il sait prendre sur les questions qui viennent devant cette Chambre.

Je tiens donc à protester contre les paroles de M. Lavergne, au nom de mes électeurs. Ses insultes ne nous feront pas peur et nous n'avons pas besoin de lui pour faire notre devoir. Fidèles à nos institutions, à notre langue, à notre race, nous protestons contre les paroles de M. Lavergne et j'ai l'honneur de proposer, secondé par le député de Verchères (M. Richard), la motion suivante:

Attendu, que le 20 novembre courant, à une assemblée publique, tenue au Monument national, à Montréal, M. Armand Lavergne a prononcé, d'après un compte rendu public dans les journaux et confirmé depuis par un rapport sténographié et certifié, les paroles suivantes:

"I know it is not necessary to appeal to the English speaking Canadians to defend liberty. I have in the past had opportunities to cross swords sometimes with my English speaking compatriots, but I have always found them loyal. Never have we appealed in vain to their spirit of justice and fair play and it is for fair play we are speaking tonight.

"You know in the past, sometimes our English speaking compatriots denied us justice and fair play, but as I said at that time, we were the first guilty parties because we did not have the courage to claim-and ask for our liberty. We did not have the courage of our opinions and being cowards, we were treated as cowards. But of all the bad we have received sometimes from the majority in this country we have been the makers.

"So I say that tonight, thank God, it is an English speaking Canadian who is the jail of Alexandre Taschereau, because I know it is easier to arouse English mentality than the dull, obedient, sheep like mentality, of my compatriots.

"We, French Canadians, unfortunately have a wonderful respect for authority. We are taught to believe in authority and that education that we receive not only makes us obedient, but it makes us servile. But, thank, God, that servility is dying way."

Attendu qu'une traduction littérale de ces paroles se lit comme suit:

"Je sais qu'il n'est pas nécessaire de faire appel aux Canadiens de langue anglaise pour défendre la liberté. Dans le passé, j'ai eu parfois l'occasion de croiser le fer avec mes compatriotes de langue anglaise, mais je les ai toujours trouvés loyaux. Nous n'avons jamais fait appel en vain à leur esprit de justice et de fair play, et c'est pour le fair play que je parle ce soir.

"Vous savez que, dans le passé, nos compatriotes de langue anglaise nous ont parfois refusé la justice et le "fair play", mais comme je l'ai dit, nous étions les premiers coupables, parce que nous n'avons pas le courage de réclamer et de demander notre liberté. Nous n'avons pas le courage de nos opinions, et étant des lâches, nous avons été traités comme des lâches. Mais tous les mauvais traitements que nous avons parfois reçus de la majorité en ce pays, nous en avons été les propres artisans.

"Je dis donc ce soir, Dieu merci, c'est un Canadien de langue anglaise qui est dans la prison d'Alexandre Taschereau, parce que je sais qu'il est plus facile de réveiller la mentalité anglaise, que la mentalité lourde, soumise et moutonnière de mes compatriotes.

"Nous, Canadiens français, avons malheureusement un prodigieux respect pour l'autorité. On nous enseigne à croire à l'autorité, et l'éducation que nous recevons nous rend non seulement obéissants, mais elle nous rend serviles. Mais, Dieu merci, cette servilité est en voie de disparaître."

Attendu que ces paroles constituent une grave insulte et une injure gratuite à la majorité de la population de cette province et partant aux députés qui représentent cette population;

Attendu que ces paroles calomnient le système éducationnel en vigueur en notre province, et dont cette Chambre est responsable, et s'attaquent aux éléments mêmes qui ont fait la force et la stabilité de la race canadienne-française, et qui ont valu à notre province la belle réputation dont elle jouit dans la crise d'après guerre;

Qu'il soit résolu que cette Chambre, sans mettre en cause les éloges décernés par M. Armand Lavergne à nos compatriotes d'origine anglaise, proteste énergiquement contre les paroles injurieuses que ledit Armand Lavergne a eues à l'adresse de la race canadienne-française, répudie les accusations qu'il a portées et regrette profondément que de telles paroles aient été prononcées.

**M. l'Orateur** fait lecture en français de la proposition du député de Portneuf (M. Hamel).

**M. Smart (Westmount)** demande au Président d'en donner la lecture en anglais.

**M. Richard (Verchères):** M. le Président....

**M. Renaud (Laval)** propose l'ajournement du débat.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Il fait lecture en anglais de la proposition.

**M. Richard (Verchères):** M. le Président, secondant la motion de l'honorable député de Portneuf (M. Hamel), je demande qu'il me soit permis de dire ce que je pense des paroles prononcées par M. Armand Lavergne à Montréal, au Monument national, le 20 novembre courant.

Après avoir lu le discours sténographié de M. Lavergne, si j'ai bien compris ce texte de la partie du discours qu'on vient de lire, et si ma mémoire me rappelle bien les circonstances, j'en conclus que l'un de nos plus talentueux démagogues a dit que nous étions lâches, moutonniers et serviles. Le code d'honneur garde encore chez-nous, Dieu merci, ses droits imprescriptibles. Et ce n'est pas un mot d'un démagogue talentueux qui peut faire oublier notre passé. Il ne faut pas, d'ailleurs, le prendre trop au sérieux. Qu'il garde le rang qu'il veut s'attribuer à lui-même. Pour nous, nous tenons qu'on peut être respectueux des lois et de l'autorité, sans abdiquer sa dignité.

M. Lavergne a prétendu, devant une nombreuse assemblée composée de citoyens de langue française et anglaise, qu'en face de l'autorité et du pouvoir, nous, Canadiens français, ses compatriotes, sommes et avons été esclaves et serviles; qu'en face de nos libertés à défendre, nous sommes et avons été des lâcheurs; que ces vices de mentalités sont chez nous caractéristiques et imputables à l'éducation et à la formation qu'on nous donne. M. le Président, malgré tout cela, je me

glorifie d'être Canadien français, d'appartenir à notre vieille province de Québec, par sept générations qui en ont cultivé le sol généreux. Et je m'honore de défendre et de représenter en cette Chambre un comté où vivent dans la paix et l'harmonie des citoyens d'origine française et anglaise, mais à cause de cela, je comprends que mon devoir n'est pas de rester froid et indifférent, lorsque l'on veut déprécier notre race et ses institutions essentielles.

Je dirai donc, de mon siège, à M. Armand Lavergne sans autre prétention que celle de vouloir faire mon devoir que: tenant compte des vertus et des défauts qu'on peut loyalement imputer au peuple canadien-français, que soucieux de ses origines, de son évolution religieuse, sociale et politique, en face de notre histoire et de nos traditions - qu'il n'a pas dit la vérité, que le code de l'honneur conserve chez nous ses lois imprescriptibles et ses partisans, que la prétention actuelle de M. Lavergne restera vaine et sans succès, comme l'ont été les insultes gratuites à notre race, s'il croit qu'une simple affirmation mensongère pourra nous faire déchoir au rang qu'il peut s'attribuer à lui-même, mais qu'il n'a pas le droit d'assigner à ses compatriotes, s'il a pensé qu'un mot de sa bouche et de son autorité peut suffire pour faire oublier un glorieux passé, où l'on trouve en grand nombre les faits et gestes qui illustrent le patriotisme et la plus haute valeur morale de la race.

M. le Président, je crois à la dignité, à la science et à l'esprit d'abnégation de notre clergé, à la haute intégrité et compétence de nos juges et autres officiers de la justice en cette province, à la prudence et à la clairvoyance de nos hommes d'État, de nos journalistes et de tous ceux à qui ont été confiées dans le passé la garde et la destinée de notre peuple et qui le dirigent aujourd'hui.

Je ne crois et ne crains pas d'affirmer qu'un peuple peut être respectueux des lois et soumis à l'autorité religieuse et civile, sans abdiquer par le fait même ses prérogatives d'homme libre, sans tolérer l'oppression et le despotisme et que, notre race, si elle a su conquérir et réclamer ses droits civils et politiques et autres droits acquis, n'a jamais pour cela abdicé ses droits innés, sa fierté et son indépendance nationale, que notre race n'a pas déchu, si elle a accompli ses devoirs de religion et de citoyen, servi son Dieu, sa patrie et son roi.

Il me reste à ajouter que notre mentalité n'a jamais souffert de l'éducation et de la formation reçue, à faire apologie et à rendre justice à la cause de l'éducation en cette province. Ce n'est pas parce que nos enfants vont parfaire leur éducation élémentaire dans nos collèges et les couvents où les

professeurs sont des prêtres religieux ou religieuses que l'on peut proclamer que notre race tend vers l'esclavage, le servilisme et l'abandon de nos libertés. Je prétendrai que la formation française et religieuse qu'on y donne protège notre mentalité contre la maladie que M. Lavergne a diagnostiquée.

Je demande donc à mes compatriotes de ne pas prendre au sérieux le cri des démagogues qui, désespérant de pouvoir régner, voudraient tout renverser, qui nous mesurent et nous comparent défavorablement aux citoyens d'autres origines que la nôtre pour les flagorner en se servant d'une fausse mesure et en spéculant indûment sur l'émotivité. En disant que nous sommes des lâches, que notre éducation a fait de nous des moutons, M. Lavergne a attaqué nos institutions, notre langue et nos lois. C'est tout cela que M. Lavergne a attaqué. Je proteste, M. l'Orateur, contre ces insultes à ma race. Je me rappelle toute l'histoire de mon pays et je rougis de voir que l'un des miens ait pu tenir ce langage<sup>2</sup>.

**M. Fortier (Beauce)** se lève pour prendre la parole.

**M. Renaud (Laval):** Je propose l'ajournement du débat.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Beauce s'est levé avant vous, il a la parole.

**M. Fortier (Beauce):** À titre de représentant d'un comté essentiellement canadien-français, le devoir m'incombe d'élever la voix contre les paroles de M. Armand Lavergne au Monument national, à Montréal, le 20 novembre courant. Comme nous avons tenu M. Lavergne pour intelligent, voire homme d'esprit, l'intelligence de ses paroles constitue tout un problème.

Au premier alinéa, l'ancien député de Montmagny proclame que la liberté, la loyauté, l'esprit de justice, le fair-play trouvent leur expression originale chez la race britannique; qu'il suffit d'en appeler aux Anglais pour que ceux-ci les défendent tous les premiers, étant naturellement libres, justes et loyaux. Que si les Anglais ont parfois dénié aux Canadiens français justice, la raison en est bien simple, c'est parce que, contrairement aux Anglais, nous ne sommes pas dignes d'être traités avec justice, parce que nous sommes des lâches. "Notre mentalité est lourde, épaisse, soumise et moutonnaire. L'éducation qu'on nous donne nous rend serviles."

Eh bien M. l'Orateur, la race anglaise, qui fut autrefois la cible de notre détracteur, n'a jamais proféré d'injures aussi abjectes à notre endroit, jamais proféré de telles paroles à l'adresse des Canadiens de langue française. Je lui rends ce témoignage. Je crois à l'harmonie des races. Mais si le diffamateur d'un autre sang joue le rôle le plus antipatriotique en calomniant ses concitoyens d'une origine différente, comment qualifier l'acte de l'un des nôtres qui nous dénonce comme des lâches, comme une race servile, un peuple d'esclaves aux Anglais.

Ceux qui nous ont enseigné le respect de l'autorité, ce sont nos éducateurs: c'est notre clergé. Il possède en effet tout notre respect, nous n'en rougissons pas devant personne et nous marchons le front haut, comme des hommes libres et fiers. Mais nous vénérons ce qui est vénérable et respectons ce qui est respectable.

La haine du Parti libéral a poussé M. Lavergne à ce degré d'aberration, de contradiction. Il dénonçait l'esprit de parti naguère, voulant nous enrégimenter sous ses drapeaux. Parce que nous sommes restés sourds à ses appels et fidèles à Laurier, à qui il devait tant, envers qui il a été si injuste; parce que nous avons respecté Gouin, qu'il vilipendait; parce que nous sommes loyaux à notre chef gardien de l'autorité civile et défenseur de l'honnêteté publique, M. Lavergne dit que nous sommes des esclaves. Seule la haine de parti a pu pousser M. Lavergne à dire de telles choses.

Je plains ce démagogue qui s'en va flagorner les Anglais, aux dépens des siens et qui croit trouver ainsi un piédestal. Ce n'est pas à dire qu'il changera l'opinion de ceux qui, jusqu'alors, l'avaient cru petit!...Pour nous, nous respectons et nous avons toujours respecté, malgré ce qu'il en disait, les Anglais qu'il a plus d'une fois injuriés. Nous vénérons ce qui est vénérable; nous respectons, sans vergogne, ce qui est respectable. Nous ne sommes pas des lâches ni des esclaves, mais nous poursuivons altiers, notre carrière, soumis en effet aux lois divines et humaines et confiants dans l'avenir.

**M. Renaud (Laval):** Je propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'objecte.

**Des députés ministériels:** Non, non!

**M. Renaud (Laval)** propose en amendement, appuyé par le député de Joliette (M. Dufresne), que le débat soit maintenant ajourné.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a à peine 24 heures, la majorité de cette Chambre, à la demande de son chef, votait l'ajournement d'un débat sur une motion que nous propositions. Le premier ministre nous disait: "Donnez-nous du temps!" sous prétexte qu'il n'avait pas été donné avis d'une question de privilège. La Chambre l'a approuvé. Aujourd'hui, c'est la même chose; la motion du député de Portneuf prend la Chambre par surprise. N'avons-nous pas le droit de demander à notre tour le temps d'étudier cette motion qui est grave, d'en étudier la signification, les conséquences? La Chambre n'a-t-elle pas le droit de demander l'ajournement pour savoir si elle peut faire ce qui lui est demandé? Je soumets que ce qui était juste hier, l'est aujourd'hui. La Chambre va-t-elle se déjuger en 24 heures? La question est excessivement grave et vaut la peine d'être pesée avant d'être décidée. C'est une grave responsabilité qu'il ne faut pas prendre sans réfléchir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La question n'est pas la même que celle d'hier. Nous sommes prêts, de ce côté-ci de la Chambre, à prendre la responsabilité de cette motion. Hier, c'était un cas bien différent. On nous parlait de documents qui avaient été demandés, il y a deux ans. Par cette motion de censure du député de Joliette (M. Dufresne), il nous fallait référer à des dossiers pour avoir des renseignements sur ce dont se plaignait l'opposition. Il nous fallait du temps pour cela, et voilà pourquoi nous avons dû demander l'ajournement. Tel n'est assurément pas le cas aujourd'hui. L'incident d'aujourd'hui remonte à hier.

Le débat doit continuer; il ne s'agit pas d'une question nouvelle. Il s'agit de paroles injurieuses qui ont soulevé l'indignation de tout le monde. Le chef de l'opposition a vu ces insultes rapportées dans les journaux. Il est au courant. La Chambre est prête à prendre la pleine responsabilité de ses décisions. Les deux questions que met en parallèle le chef de l'opposition diffèrent. Tous les journaux ont publié les paroles injurieuses que M. Lavergne a eues à l'endroit des Canadiens français. La protestation ne doit pas tarder davantage. On n'attend pas pour protester contre des injures. C'est le devoir de tout homme de cœur de répondre à des injures qu'on lui adresse. La Chambre a le droit de protester. C'est le devoir des députés, qui sont des hommes de cœur, de

montrer qu'ils ont ressenti l'injure, et nous ne devons pas ajourner ce débat. Si le chef de l'opposition est prêt à combattre la motion, nous verrons plus tard. En attendant, il y a d'autres députés qui sont prêts à parler et je crois que la Chambre devrait les entendre de suite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dois-je comprendre que lorsque tous les membres auront parlé l'opposition pourra proposer l'ajournement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, vous ne devez pas comprendre cela. Nous verrons ce que le chef de l'opposition fera et nous agirons; je ne veux pas m'engager à ajourner le débat.

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** et **M. Laurendeau (Maisonneuve)** veulent voter pour l'ajournement du débat.

L'amendement étant mis aux voix est rejeté.

Et le débat se poursuit.

**M. McDonald (Pontiac)** dit quelques mots pour protester au nom des députés anglais. Il proteste violemment contre les paroles que M. Armand Lavergne a prononcées au Monument national contre ses compatriotes canadiens-français. Il apprécie le propos à sa juste valeur, mais il ne suffit pas à susciter en lui de préjugés. Il apprécie les Canadiens français parce qu'il les connaît, et fait plus de cas d'eux que d'un Roberts.

Ce doit être un sinistre motif qui a poussé ainsi M. Lavergne à adresser de tels compliments à la population anglaise. La raison pour laquelle il est si pressé de plaire à la population anglaise apparaît évidente à la lecture de son discours. Il cherchait tout simplement à exciter la population de langue anglaise de la province parce que l'éditeur de l'*Axe* est un anglais. Voilà ce qui motive réellement M. Lavergne dans ses tentatives de plaire aux anglais de la province et d'en appeler au préjudice de la minorité dans la province. Les anglais, cependant, ont reculé devant les insinuations qui pullulaient dans le discours de M. Lavergne. Connaissant les Canadiens français, il apprécie leurs qualités et s'oppose aux attaques faites par M. Lavergne à leur endroit.

Il fait remarquer qu'il représente un comté où l'on compte 50 % de Canadiens français, et il tient à protester au nom de ses électeurs. Il rend hommage aux qualités de ses électeurs canadiens-français, dont

il fait l'éloge. Ils ne méritent pas, dit-il, que l'on vienne ainsi jeter l'insulte à la figure... Il félicite le député de Portneuf (M. Hamel) pour sa motion qu'il croit opportune.

**M. Grégoire (Frontenac)** félicite chaleureusement le député de Pontiac (M. McDonald) pour les bonnes paroles qu'il vient de prononcer, à l'adresse des Canadiens français. Il ne comprend pas, déclare-t-il, pourquoi l'on cherche à protéger Roberts et ses comparses et, notamment, celui dont la Chambre se plaint présentement. Celui-là nous a insulté dans notre réputation, dans notre renommée. La population canadienne a été insultée dans ce qu'elle a de plus cher. Ce sont des paroles comme celles de M. Lavergne qui allument les guerres de race dans notre province. L'harmonie des races, qui est l'œuvre de Laurier, est ce que nous avons de plus cher au Canada. C'était le but de Sir Wilfrid Laurier de créer la bonne entente dans ce pays où deux nations, diamétralement opposées dans certaines ambitions, sont destinées par la Providence à vivre côte à côte.

Il fait allusion aux Anglais qui vivent dans son comté et rappelle la légende de Philippe Aubert de Gaspé où celui-ci raconte qu'avant la bataille des Plaines d'Abraham, Montcalm et Wolfe se serraient la main et se promenaient dans une rue de la ville comme des amis. C'est ainsi, dit-il, que les représentants des deux Chambres devraient vivre dans cette province, car deux de nos héros, Wolfe et Montcalm, nous en ont donné l'exemple. Les deux races vivent dans la province de Québec en termes amicaux. Nous sommes deux races qui vivent ici, côte à côte, opposées dans certaines tendances, il est vrai, mais vivant ensemble tout de même. Nous devrions au moins leur donner l'exemple de la bonne entente. Pourquoi empêcher de stigmatiser celui qui vient de lancer les insultes les plus criantes contre sa race? Et pourtant, celui-là, nous l'avons entendu, en Chambre, se faire le protecteur de cette même race. De nouveau, encore une fois, nous n'avons pas à protéger ceux qui cherchent à protéger Roberts et celui qui le défend dans ses actes infâmes. Il s'étonne de voir cet homme habitué à dénigrer les Anglais venir aujourd'hui insulter les Canadiens français en anglais en les traitant de lâches. Et dans quel but? Pour défendre un maître-chanteur.

Il plaint, lui aussi, le pauvre démagogue qui dément le sang de ses pères. Il mériterait, dit-il, le traitement qu'infligèrent naguère, à un traître qui leur avait livré une place, les légionnaires romains: dans un geste de mépris, ils l'écrasèrent sous l'amas des boucliers qu'ils lui jetèrent. Il croit à l'harmonie des

racas. Jamais autant que depuis quelque temps, il ne s'est trouvé à l'aise et en confiance devant les Anglais. Les hommes des deux races commencent à se connaître et à réaliser que l'homme de Toronto n'est pas si différent en somme de celui de Montréal ou de Québec, et que l'intelligence peut être la même.

Il s'élève contre la politique sournoise. Il reproche à M. Lavergne les paroles qu'on lui impute. Les insultes de M. Lavergne à la race canadienne-française, dit-il, sont une trahison. Il a aspergé sa nation de tout ce qu'il y a de plus ignoble et je ne crois pas que le chef de l'opposition s'allie avec M. Lavergne, mais qu'il appuiera le chef libéral pour défendre sa race. Il devrait en effet plutôt s'allier au premier ministre, avec lequel il aurait dû aller à Toronto, quand ce dernier est allé nous défendre dans la capitale de l'Ontario. Le chef de l'opposition aurait pu, en faisant de même, donner la mesure de sa taille. Il vante le discours que le premier ministre a fait à Toronto, voilà quelque temps, sur nos origines. Il lui appartenait à lui, descendant d'une de nos plus belles familles, d'aller dire ce que nous sommes. Le premier ministre n'a pas reculé et est allé au cœur même du pays orangiste défendre sa race. Et c'est après ce noble exemple que l'on voit un autre Canadien français se faire, devant l'autre race, le détracteur des siens.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** dit quelques mots en faveur de la motion et parle du travail accompli par nos ancêtres pour la conservation de nos droits, de notre langue et de notre foi. Ce travail, ces luttes que nos ancêtres ont entreprises toujours avec succès, mais en dépit de grands sacrifices, notre race les continue aujourd'hui et personne n'a le droit de venir l'insulter.

Un jour, rappelle-t-il, il a entendu un chef de parti, un des nôtres, dire que sa province et ceux de sa race étaient des arriérés; celui-là n'est plus rien maintenant. La province est au premier rang, tandis que le nom même de son détracteur est oublié. M. Lavergne a déjà traité les siens de serviles; cela ne lui a pas porté bonheur. Il rappelle à ce sujet, un débat qui eut lieu à la Chambre dans les dernières années.

On m'a déjà traité de fils soumis et obéissant. Je n'ai pas honte de ce titre. Je suis fier d'être un fils soumis et obéissant à toutes les lois civiles et religieuses, aux lois divines et humaines. Chaque fois que j'aurai à défendre une loi juste et bienfaisante pour mon pays, je croirai avoir fait mon devoir envers ma race. Chaque fois que j'obéis à une loi juste, et chaque fois que j'obéis à l'autorité, j'ai conscience de poser un acte utile; j'aide au respect de

l'autorité, et j'ai conscience d'ajouter une pierre nouvelle à l'édifice où, dans cette province, en dernier ressort, pourront s'abriter les vraies libertés! Le respect de l'autorité est le pilier de notre prospérité et de notre bonheur. Je suis heureux d'habiter ce coin de terre d'Amérique, où pourront toujours s'abriter ces vraies libertés. Dans l'avenir, le Canada sera le seul endroit où elles pourront s'exercer.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** proteste également avec énergie contre les paroles de Armand Lavergne contre ses bons amis les Canadiens français dont il fait l'éloge. Il dit qu'il juge approprié de faire quelques remarques, justement parce que tant a été dit à propos des affirmations de M. Lavergne dans la presse hors Québec. Il a longtemps vécu parmi les Canadiens français et connaît leur mentalité, et tout spécialement leurs vertus.

Au nom du peuple de langue anglaise, il dit regretter ce qui s'est produit, et espère que cela servira de leçon à l'opposition de la Chambre et leur montrera qu'une fois l'allumette craquée ou le feu allumé, il est très difficile de l'éteindre, et qu'ils ne connaissent peut-être pas les conséquences de ce qu'ils déclenchent. M. Lavergne, dit-il, a voulu rallumer la guerre de race, et je me demande si l'opposition ne lui a pas prêté une allumette, pour cela... L'opposition de cette province ne sait ce qu'elle fait. Elle ne sait jamais quelles peuvent en être les conséquences. En jetant parfois une simple allumette, on ne sait trop quelles proportions prendra l'incendie.

**M. Smart (Westmount):** Je proteste contre cette insinuation! Je demande que l'honorable député se rétracte. Nous n'avons eu rien à faire avec cette assemblée de M. Lavergne.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** Je n'ai pas dit que l'opposition avait organisé cette assemblée du Monument national.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que l'honorable député se rétracte!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) n'a pas prononcé les paroles que lui prête le député de Westmount (M. Smart).

**M. l'Orateur:** Je n'ai surpris rien de contraire aux règles dans les propos du député de Saint-

Laurent. Je n'ai pas compris que le député de Saint-Laurent ait accusé l'opposition d'avoir participé à l'assemblée en question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soutient le contraire.

**M. Smart (Westmount):** Je ne souhaite pas profiter de cette occasion pour attaquer quiconque en cette Chambre, mais il est évident que les remarques du député de Saint-Laurent comportent une forte insinuation, et je demande à ce qu'elles soient retirées. Le député a clairement insinué que les députés de l'opposition ont organisé l'assemblée de Montréal et qu'ils y étaient mêlés. Je demande qu'on l'oblige à retirer ses paroles.

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas ce que j'ai compris.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors quoi? Est-ce que l'opposition prétend que ce soit une injure que de la supposer mêlée à cette manifestation? Et est-ce aussi une injure aussi de dire que l'opposition n'a pas participé à l'organisation de cette assemblée?

**M. Smart (Westmount):** Je déclare avec la plus grande énergie qu'aucun député de l'opposition n'est mêlé à cette assemblée de Montréal, et si le député de Saint-Laurent affirme le contraire, je dis que cette déclaration ne correspond pas aux faits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les députés de l'opposition n'ont pas participé à l'assemblée et ne devraient pas se voir accusés ainsi par le député de Saint-Laurent. Il affirme qu'aucun député de l'opposition n'est mêlé à cette assemblée de Montréal et que les propos du député de Saint-Laurent doivent être retirés.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** Je n'entends pas accepter de telles affirmations. Je ne porte aucune accusation. Je parle de manière générale, et c'est à la conduite de l'opposition en général que j'ai souhaité faire référence. Ce n'est qu'à la conduite générale de l'opposition que j'ai souhaité faire référence.

**M. Smart (Westmount):** Je me lève à nouveau sur un point d'ordre. Le député de Saint-Laurent n'a fait qu'empirer le problème. Ou bien il accepte ma parole, ou bien il ne l'accepte pas.



Et je demande qu'on l'oblige à prendre ma parole: que les députés de l'opposition ne sont en aucune façon mêlés à cette assemblée de Montréal. Il insiste sur une décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je ne crois pas que les paroles du député de Saint-Laurent soient non-parlementaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Du moment que le député de Westmount déclare qu'il n'a pas participé à cette assemblée...

**M. l'Orateur:** Le député de Westmount n'a pas déclaré cela.

**M. Smart (Westmount):** Je déclare que je n'ai rien eu à faire avec cette assemblée et qu'aucun membre de l'opposition n'a eu à y voir.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** Je suis prêt à accepter les déclarations du député de Westmount (M. Smart). Je n'ai pas voulu dire que l'opposition avait organisé cette réunion. J'ignore si vous avez été présents à la réunion ou si vous êtes impliqués en quelque façon que ce soit au paiement de la salle ou à l'organisation de l'assemblée, mais je connais l'attitude générale des députés de l'opposition, et c'est ce qui est au fondement de la conduite et des discours enflammés dont nous avons été témoins au Monument national. Aucun député de l'opposition ne peut contredire cela. Je suis prêt à en rester là. L'affirmation qui concerne les Canadiens français est aussi infâme que fausse, et je veux dire qu'il y a des anglais dans cette province qui respectent les Canadiens français et qui prendront leur parti dans toute occasion.

**M. Smart (Westmount):** Le député de Saint-Laurent n'est pas le seul député de langue anglaise, dans cette Chambre, à avoir une haute opinion des Canadiens français, mais quand il se met à faire des insinuations à propos de l'opposition, il ne respecte pas les faits, il ne joue pas le jeu. Vous n'êtes pas tout seul, mais les autres n'en font pas un jeu politique.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** Je regrette que les Canadiens français aient reçu pareil outrage de l'un des leurs et en anglais. La Législature ne saurait trop blâmer le citoyen qui, dans cette province, ne craint pas de lancer de la boue à la face de ses compatriotes, à la figure de ceux de sa race. Je

réprouve entièrement M. Lavergne et l'œuvre qu'il accomplit est bien triste. Il est étrange que des membres de l'opposition aient été présents à l'assemblée tenue par M. Lavergne au Monument national et qu'ils aient même applaudi aux paroles de ce dernier. Il blâme l'attitude de l'opposition dans toute cette affaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je propose l'ajournement du débat.

**Des voix ministérielles:** Non, non, non!

**M. Laurendeau (Maisonnette) et M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** Oui! Oui!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) s'y oppose<sup>3</sup>.

**Des députés** demandent que le chef de l'opposition se prononce immédiatement.

**M. l'Orateur:** La motion a déjà été faite et elle a été écartée. La Chambre a refusé l'ajournement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais nous sommes à une nouvelle phase du débat.

**M. l'Orateur:** La motion d'ajournement a déjà été faite et écartée; mais, cependant, si la Chambre veut voter l'ajournement...

**Des voix ministérielles:** Non, non, non! Carry!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'y oppose également.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, je me soumetts au vœu de la majorité et je retire la motion.

Il débute en disant qu'il aime sa race, sa province, ses compatriotes. Cependant, il ne croit pas que les règles parlementaires permettent à la Chambre de discuter, ni de commenter les paroles qu'a pu prononcer contre ses compatriotes, M. Armand Lavergne. La députation n'a aucun droit de reprocher quoi que ce soit à ce dernier.

Nous vivons sur une terre de liberté et nous avons toujours vécu ici sur une terre de liberté. La majorité canadienne-française, vient-on de dire, avec raison, a toujours manifesté une grande largeur de

vues et un esprit de justice indiscutable, et ceux qui ont présidé à sa direction, dans quelque sphère, ont donné une grande preuve de tolérance, de justice et d'amour pour la liberté.

La majorité en cette province accorde une grande liberté à la minorité et je suis fier de la proclamer, mais peut-on dire que la majorité en cette Chambre accorde la même liberté à la minorité qui siège à votre gauche, M. le Président? On ne trouve pas non plus, dans la Chambre, la largeur de vue et l'esprit de tolérance, ce même esprit de justice que la majorité manifeste au dehors envers la minorité, puisque la Chambre n'a pas voulu entendre ma voix, lorsque j'ai demandé l'ajournement.

La race canadienne-française a été fidèle à sa mission et elle est logique. Mais, si nous voulons avoir le prestige que nous voulons avoir, a dit un homme politique récemment, il faut respecter la justice et l'autorité. C'est parce que le chef de l'opposition et député de Deux-Montagnes veut donner un exemple du respect pour l'autorité constitutionnelle, l'autorité constituée par nos pères, dit-il, qu'il n'a pas agi comme politicien en cette circonstance, mais comme un Canadien français qui respecte l'autorité.

Il a peur, poursuit-il, que l'acte que discute en ce moment la Chambre soit mal jugé. Nos actes dépassent l'enceinte du parlement. Demain, ils seront jugés non seulement par toute la province, mais par tout le pays et par toute l'Amérique. Que pensera-t-on du respect témoigné envers nos droits constitutionnels? On se demandera ce qu'on a fait de nos droits dans une circonstance comme celle-ci.

Est-ce une atmosphère de liberté qui flotte actuellement en cette Chambre? Lorsque le député de Portneuf avoue que les paroles prononcées à cette assemblée de M. Lavergne ne sont pas sérieuses...

**M. Hamel (Portneuf):** Je n'ai jamais dit cela!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**... Si l'on ne veut pas prendre au sérieux, comme l'a fait entendre le député de Portneuf, les paroles de M. Lavergne, alors pourquoi poser un acte aussi sérieux. Où est la logique?

**M. Hamel (Portneuf):** Je n'ai nulle part dans mon discours déclaré que les paroles de M. Lavergne n'étaient pas sérieuses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais ce sont les propres mots de l'honorable député de Portneuf. Je les ai inscrits sur mes notes. Mes notes ici disent

le contraire. Voici ce que j'ai pris au moment où le député de Portneuf parlait: "Je demande à mes compatriotes de ne pas prendre au sérieux les paroles de M. A. Lavergne."

**M. Hamel (Portneuf):** Je répète que je n'ai pas dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors la Législature et la majorité de cette Chambre décréteront que je ne sais pas écrire.

**M. Hamel (Portneuf):** J'ai mes notes aussi et je vais les donner au chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je les garderai précieusement en souvenir, parce qu'un député vient de décréter que je ne sais pas écrire. L'honorable député de Saint-Laurent... - je regrette qu'il ne soit pas à son siège - a laissé voir plus que tout autre ce que l'on voulait faire avec cette motion du député de Portneuf. Le député de Saint-Laurent - qui revient à son siège - a insinué que l'assemblée du Monument national avait été organisée par l'opposition. Il doit regretter d'avoir prétendu cela.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** À l'ordre. Je dois dire que je n'ai pas fait une telle déclaration. Je n'ai jamais prétendu cela.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Mais il y avait insinuation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit déclaration, j'ai dit insinuation, et j'ai appris du premier ministre et du ministre de l'Agriculture que les insinuations sont pires que les accusations. Je déclare que personne de l'opposition, ni des amis du parti de l'opposition, n'ont pris part à cette assemblée, ni n'étaient dans l'organisation. Parmi les orateurs qui ont parlé en cette circonstance, il n'y en a pas qui soient membres de l'opposition. Mais il y en avait qui n'étaient pas du parti de l'opposition, mais du parti du gouvernement. Un fils du sénateur Béique, président de la Compagnie de publication du *Canada*, y était; et ce n'est pas un conservateur, mais un libéral.

J'ai déclaré formellement à un représentant de *L'Action catholique* que l'opposition n'a rien eu à faire avec cette assemblée. Soutenir le contraire, c'est montrer de la mauvaise foi. Ceux qui disent cela ont tort et ils le savent bien. Lorsque l'assemblée eut lieu, je n'étais pas à Montréal, mais j'étais ici à mon bureau, à Québec, et ceux qui, de l'autre côté veulent

laisser entendre que cette assemblée a été organisée par nous ont tort. Ils ont montré leur *animus* en faisant un pareil débat.

Avec tout le respect que j'ai pour vous, M. l'Orateur, et avec tout le respect que je dois à la majorité de cette Chambre, je dis que la motion de l'honorable député de Portneuf n'est pas régulière, qu'elle n'est pas conforme aux règlements de cette Chambre et qu'elle est inopportune.

Nous avons été convoqués par le lieutenant-gouverneur et par le gouvernement pour voir à l'administration du gouvernement. La Chambre s'est réunie en session d'urgence, au mois d'octobre, pour discuter d'affaires importantes. Le premier ministre a dit qu'il y avait des problèmes urgents qui nécessitaient une session extraordinaire, une session au mois d'octobre. Les problèmes étaient urgents et la population attend la solution de ces problèmes. Nous sommes ici depuis plusieurs semaines; amis, où sont ces mesures urgentes proclamées par le gouvernement? Est-ce que c'est contenu dans la motion du député de Portneuf? Le gouvernement dit qu'il a des problèmes urgents et nous les attendons encore.

Est-ce que nous n'abusons pas de nos pouvoirs? Commençons par respecter la Constitution si nous voulons que le peuple la respecte. Nous ne devons pas permettre une telle procédure destinée à entretenir les inimitiés de race. Par intérêt politique, on veut soulever des questions de race, pour abriter les exactions des politiciens. Essayons d'avoir au moins de la décence et de la convenance dans nos actes. Que le député de Portneuf aille donc dans son comté ou ailleurs pour dénoncer M. Lavergne, au lieu de venir faire un discours académique devant la Chambre.

Il adjure les journalistes de bien noter que son opposition est fondée sur les autorités constitutionnelles, telles que Bourinot, Todd et May. La motion du député de Portneuf n'est pas conforme aux règlements et elle crée un précédent dangereux. Avons-nous été insultés comme députés?

Je veux savoir si, chaque fois que quelque chose est dit contre une race dans cette province, un député doit se lever et faire un discours, et faire passer une résolution. Parce que tel député a attaqué la race irlandaise dans un grand congrès à Winnipeg, les Irlandais doivent-ils se lever et faire un vote de censure? Supposons que demain un homme attaque la race irlandaise dans les Îles de la Madeleine?

Si le frère de l'honorable trésorier ou, disons, son partenaire, M. Lazure, de Sherbrooke, se rendent dans le comté de Labelle, où les occasions de

discourir ne manquent pas, et parlent contre le peuple écossais, est-ce que le député de Pontiac se lèvera et protestera par le biais d'une résolution pour censurer M. Lazure? Supposons, dit-il, très en forme et parlant alors avec beaucoup d'émotion, que le député de St-James, l'organisateur libéral, se rend dans le comté de Labelle, où il doit avoir de tristes souvenirs, et parle contre les Anglais, est-ce que le député de Westmount ou le député de Saint-Laurent proposeront alors une motion de censure?

Qu'arrivera-t-il dans l'avenir si un frère, un parent ou un ami d'un ministre ou d'un député prononçait des paroles contre les Anglais, les Irlandais ou les Écossais et contre les Canadiens français. La Chambre sera-t-elle appelée de nouveau à assister à un débat pour protester contre les paroles de cet orateur? La Chambre se met dans l'obligation de protester contre toute parole prononcée contre nous dans l'avenir. Les députés anglais devront protester contre ce qui serait dit d'eux, de même que les Écossais. Demain, un autre orateur peut parler contre les Juifs? La Chambre devra-t-elle aussi intervenir? Voyez-vous où cette motion peut nous mener?

Est-ce le moment de sortir de la constitutionnalité pour prendre le temps de la députation? Qu'arrivera-t-il si nous nous engageons dans cette voie? Nous serons exposés à des protestations durant chaque session. Il ne s'agit pas de la race française, ici, il s'agit de nos privilèges constitutionnels, il s'agit de savoir si nous allons abuser de notre pouvoir, si nous allons sortir de la Constitution pour censurer un avocat qui a prononcé un discours. Voulons-nous mériter le respect de notre population? Commençons donc par nous respecter nous-mêmes, par respecter nos lois, la Constitution et la justice, avant de demander que l'on nous respecte.

J'en appelle au bon sens, à la justice de cette Chambre. Avons-nous été convoqués en session pour nous occuper de ce que M. Lavergne et les avocats peuvent dire ici et là, à propos des Canadiens français? Où allons-nous avec ce système? Où est l'esprit de la Constitution? Où est le Parlement? N'est-ce pas aimer sa race que de défendre ses institutions? Allons-nous encore traîner la question de races dans un débat politique, pour essayer de cacher la conduite du gouvernement, et cela, au moment où l'heure de l'appel au peuple va sonner? Nous ne devons pas soulever cette querelle de races. Dans l'intérêt commun de toutes les races qui composent le peuple canadien, il faut sortir ces questions de la politique, afin de les juger sans passion.

Il ne s'agit pas ici d'une question de race, mais d'une question de convenance. Le plus grand intérêt de la race canadienne-française et des représentants des autres races, c'est de sortir ces questions de la politique, afin de les juger sans aveuglement et à leur juste point de vue.

Celui qui est en cause est connu. Il n'a pas de position officielle. Il est avocat de talent. Il a pu commettre des erreurs, dans le passé. Ce n'est pas la première qu'il commet, ni peut-être la dernière. Est-ce que nous allons nous préoccuper de tout ce que vont dire les avocats? Si, demain, M. Lavergne invite le premier ministre, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) ou le sage ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) à aller le rencontrer dans une autre assemblée à Saint-Sauveur, à Québec ou à Montréal, pour discuter les questions politiques qui intéressent le peuple en ce moment, l'honorable député de Portneuf va-t-il proposer une nouvelle motion de censure? Se lèvera-t-il de son siège en protestation à ce que M. Lavergne aura pu dire lors d'une telle assemblée contradictoire? Voilà la position que nous prenons. J'en appelle à mes collègues, faisons preuve de bon sens.

Que les avocats de cette Chambre, que le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), de Terrebonne (l'honorable M. David), de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), de Richmond (l'honorable M. Nicol), de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), de Bonaventure (M. Bugeaud), de Québec-Centre (M. Cannon), de Beauce (M. Fortier), de Drummond (M. Laferté), et le député de L'Islet (M. Thériault) provoquent M. Lavergne en assemblée contradictoire et lui demandent de rendre compte de sa conduite. C'est leur affaire. Mais ce n'est pas ici, ce n'est pas dans un Parlement que l'on doit vider de pareilles querelles.

Comportons-nous avec dignité, avec calme, et mettons de côté les petites querelles. Souvenons-nous que de telles questions seront la cause de périodes difficiles, et de périodes que tous les membres de cette Chambre regretteront.

N'est-ce pas respecter sa race que de vouloir la tenir aussi haute qu'elle doit se tenir? Est-ce qu'on va encore se servir du nom de la race pour défendre des intérêts politiques? Allons-nous exploiter la question de race pour gagner les élections? Est-ce que les politiciens qui ont peur de se faire juger sur leurs actes vont exploiter cette question de race?

Quelle est l'utilité d'un discours académique tel que celui prononcé par le député de Portneuf? Il y a sûrement de meilleurs moyens de montrer son

patriotisme qu'en faisant des discours. Le meilleur moyen de montrer son patriotisme n'est-il pas de faire preuve, dans chaque acte, d'une sage législation? Que le gouvernement nous apporte des actes de sagesse qui témoignent d'un authentique patriotisme et d'une préoccupation pour le bien-être du peuple.

Une presse organisée, une presse subventionnée par le gouvernement dira demain que les députés sont des patriotes, qu'ils aiment leur race et leur province. Diront-ils la vérité? Dans les journaux qui touchent \$120,000 par année et plus, on dira que le député de Deux-Montagnes a eu tort de parler comme cela et qu'il ne représente pas le sentiment patriotique. On dira qu'il n'est pas un patriote, qu'il manque de patriotisme, qu'il a trahi sa race et sa province. Ces journaux diront que les autres députés sont des patriotes, mais que le député des Deux-Montagnes - qui n'est pas engagé, qui n'a pas de lien - n'a pas l'amour de la patrie, qu'il n'a pas non plus l'amour de la religion, car on a osé mêler la religion à ce débat.

On dira que, dans l'âme du chef de l'opposition, il n'y a rien de bon. On nous insultera pour des fins politiques. On m'insultera, on insultera un compatriote qui aime sa race, on l'insultera non parce qu'il aura trahi, mais parce qu'il aura fait son devoir; on l'insultera parce qu'il n'aura pas voulu faire l'affaire des politiciens du gouvernement. Je suis libre, je ne suis pas engagé, je ne suis pas gagé. Je puis dire toute ma pensée. J'ai été journaliste, je n'ai jamais vendu ma plume pour injurier mes adversaires<sup>4</sup>.

Dans une circonstance aussi grave, nous devrions peser nos paroles, puisque nous nous avisons de reprocher à un autre ses violences de langage. Je dis que si, pour condamner un acte de violence, on commet soi-même un acte de violence, on attente à la logique, on ne peut être pris au sérieux.

La prétention de cette motion Hamel est clairement visible, mais la Chambre doit certainement s'arrêter et réfléchir sur ses actes. Ayons donc de la décence dans nos actes! On dit de M. Lavergne qu'il est un brillant orateur, mais il y a d'autres brillants hommes, et peut-être pourraient-ils le rencontrer devant le public et débattre avec lui. C'est bien beau de faire du patriotisme, de mêler la religion à tout cela. Mais, pourquoi le député de Portneuf ne va-t-il pas dans son comté, pourquoi n'invite-t-il pas M. Lavergne à aller l'y rencontrer, afin de lui répondre en sa présence? C'est bien beau de parler de patriotisme, mais il vaut mieux le prouver par ses actes. Agissons en législateurs, et

non en politiciens à la veille des élections! Les politiciens qui ont peur de se faire juger sur leurs exactions vont-ils, dans l'espoir d'être absous par l'électeur, s'abriter derrière un patriotisme menteur?

Demain, je le répète, on m'insultera dans la presse du gouvernement. Ce n'est pas du sang jaune qui coule dans mes veines; j'aime autant ma race que tous les orateurs qui se sont levés, aujourd'hui, mais pour condamner un acte de violence, doit-on user de violence? Où est notre sincérité? Il est temps pour nous de réfléchir avant de nous occuper de cette affaire, au mépris des règles de la Chambre.

Si M. Lavergne a prononcé ces paroles, il a commis une erreur. Qui n'en fait pas? Mais allons-nous suivre tous ses pas? Il faut avoir du bon sens. Essayons tous ensemble d'avoir de la décence et des convenances dans nos actes les plus sérieux. Nous allons traverser, à cause de ce qui se passe ici, des jours difficiles; nous allons allumer un incendie qui sera peut-être regrettable.

Non! Je ne vendrai ni ma plume, ni ma parole pour écrire et dire des injures à mes adversaires. Au contraire, dans des circonstances aussi mémorables et aussi graves pour nous, je dis qu'il est temps de peser nos paroles, puisqu'on reproche à un autre des violences de langage. Il faut faire attention de ne pas tomber sur le même terrain dont le député de Portneuf l'accuse d'avoir glissé au Monument national.

Ayons donc de la modération et de la pondération dans nos actes et dans nos paroles. Je dis que si, pour condamner un acte de violence, on fait soi-même un acte de violence, on n'est pas logique et l'on ne mérite pas d'être pris au sérieux. Le chef de l'opposition condamne les paroles de M. Lavergne autant que ses amis de la droite, si elles ont été prononcées. Je dis qu'il a commis une grave erreur, et je ressens autant que qui que ce soit l'insulte qui a été faite aux Canadiens français. Mais est-ce que cela nous justifie de censurer ces paroles? Leur gravité peut-elle justifier l'intervention de la Chambre?

Si leur auteur était lieutenant-gouverneur ou ministre des Travaux publics, je comprendrais leur importance; mais il n'a d'autre titre que celui d'avocat de talent. Il n'a pas le monopole de l'éloquence. Allons-nous intervenir chaque fois que, hors de cette Chambre, un homme éloquent dira quelque chose contre l'une quelconque des races qui composent ce pays? Avons-nous le droit de décréter, par une motion que, chaque fois qu'un citoyen attaquera quelqu'un, la Législature peut intervenir et le censurer? Nous allons dire ici que, chaque fois qu'un Canadien critiquera les actes de quelque représentant de sa race d'une façon exagérée et injuste, la

Législature protestera contrairement à la Constitution. L'incident du Monument national ne concerne pas la députation prise comme corps. Je prétends que la motion n'est pas opportune et qu'elle n'a aucun caractère constitutionnel. Pas une autorité ne peut être citée à l'appui de cette proposition. Nous n'avons pas ce droit et nous ne devons pas nous l'arroger.

La Législature n'a pas été convoquée pour cela. Ce n'est pas une question de race, mais une question politique. Si nous n'avons pas le droit de prendre cette attitude, il est dangereux de s'arroger un tel droit. C'est un précédent excessivement embarrassant. Devant ces faits, et, pour ces raisons, M. l'Orateur, je propose, en amendement, appuyé par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault): Que tous les mots après le mot "que" soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre a été convoquée pour expédier les affaires publiques qui concernent l'administration de la province et que les paroles ou discours prononcés en dehors de cette Chambre, tout regrettables qu'ils puissent être, sont de son ressort dans le seul cas où ils violent les privilèges de cette Chambre prise comme corps ou de quelque député considéré comme représentant.

**M. l'Orateur:** Cet amendement sera-t-il adopté?

**Les députés de l'opposition** réclament le vote<sup>5</sup>.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Conroy, Daniel, David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Paquet (Montmagny), Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Perrault, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Simard, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 62.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

**M. l'Orateur** demande la décision de la Chambre au sujet de la motion principale.

**M. Smart (Westmount):** Je propose l'ajournement du débat sur la motion principale.

**Des députés ministériels::** Non, non, non!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) refuse de l'accorder.

**M. Smart (Westmount)** retire sa motion. Il remarque que le gouvernement n'est pas juste en l'obligeant à parler sur la motion, alors que l'horloge marque six heures. Je considère, moi aussi, dit-il, que la Chambre n'a pas le droit d'intervenir dans cette affaire. Les sentiments de la minorité anglaise sont connus. Résumant le débat sur la motion principale, il dit que la Chambre ne donne pas un très bon exemple de sa libéralité, en refusant ainsi de laisser ajourner le débat. Il se demande si les Canadiens français de la province devraient honorer M. Lavergne d'une motion comme celle qui est devant la Chambre. L'intention de la motion du député de Portneuf semble être la défense des Canadiens français, mais il se demande si les Canadiens français doivent ainsi honorer M. Lavergne, car il ne croit pas que l'opinion de M. Lavergne aura une bien grande influence auprès des Canadiens français, ni auprès des anglais de la province. Il n'y a pas si longtemps, M. Lavergne s'était exprimé de façon très différente à propos des anglais de la province, et il voudrait rappeler personnellement à la Chambre que la population anglaise n'a pas oublié certains discours de M. Lavergne.

Il ose même dire que tout ce que pourra dire M. Lavergne contre les Canadiens français n'affectera pas les Canadiens anglais. Il se rappelle, lorsqu'il était outre-mer, durant la guerre, s'efforçant de servir son pays du mieux qu'il pouvait, que M. Lavergne, alors membre de la Chambre, avait fait quelques déclarations en Chambre concernant la population de langue anglaise et également contre lui personnellement, en son absence, et, à sa connaissance, le député de Saint-Laurent ne s'était pas levé pour répondre aux attaques de M. Lavergne. En fait, autant qu'il sache, pas un seul membre ne s'est alors levé pour le défendre. Il n'a pas oublié ce petit incident, ni le fait que le député de Saint-Laurent était resté silencieux à son siège.

M. le Président, j'attire votre attention sur le fait qu'il est six heures...<sup>6</sup>

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, il est 6 heures.

**M. l'Orateur:** Il est six heures!

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

**M. l'Orateur** prend place de nouveau au fauteuil<sup>7</sup> et communique à la Chambre le document suivant, qu'il a reçu, et dont il donne lecture, comme suit:

Quand à six heures ce soir, la séance a été suspendue, l'Orateur n'a pas dit à quelle heure la Chambre reprendrait sa besogne. Et vu que, en ce cas, en vertu de l'article 103 du règlement, la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie (Bourinot page 320), nous soussignés, membres de la loyale Opposition de Sa Majesté, avons pris nos sièges conformément au dit article 103, ayant constaté et fait constater qu'il n'y avait pas quorum et aussi l'absence de l'Orateur au fauteuil, nous avons quitté la Chambre en regrettant la violation, par nos autres collègues, de la règle 103.

Et nous avons signé, ce jeudi, trentième jour de novembre 1922.

Arthur Sauvé,  
Chas-A. Smart,  
C.-E. Gault,  
J. Dufresne,  
J.-O. Renaud.

Je dois dire que, lors de l'ajournement à 6 heures, j'ai bien dit que la séance continuerait à 8 heures, sur la suggestion du premier ministre et en répétant ses paroles. Le premier ministre a déclaré que la séance serait reprise à 8 heures. J'ai répété "8 heures" et je ne sais pas si tous les députés m'ont entendu, mais je me le rappelle très bien. Si tout le monde n'a pas entendu, je le regrette, mais je suis convaincu que je l'ai dit et je crois que nous devons procéder immédiatement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande que l'on reprenne le débat sur la motion du député de Portneuf (M. Hamel).

**Déclaration de  
M. Armand Lavergne**

La Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Portneuf (M. Hamel).

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** déclare qu'il ne peut rester silencieux quand une attaque aussi regrettable est faite contre ses citoyens de langue française. Brièvement, ne voulant pas prendre trop longuement le temps de la Chambre, dit-il, il déclare que les Irlandais et les Anglais de cette province tiennent les Canadiens français en trop haute estime pour les laisser insulter. Il passe en revue l'histoire de la race canadienne-française, rappelant l'héroïsme et la bravoure dont nos pères ont fait preuve aux premières années de notre pays. Il rappelle surtout avec quelle générosité les travailleurs canadiens-français résidant sur les bords enchanteurs du Saint-Laurent secouraient les pauvres immigrants irlandais en 47 et 48, lors de l'épidémie qui les décima sur la Grosse-Île.

Les Irlandais, dit-il, se rappellent trop bien du dévouement des Canadiens français pour leurs compatriotes, lors d'un événement historique, pour ne pas protester quand on injurie toute leur race. Il rappelle encore les principaux faits de l'histoire du pays et l'héroïsme du 22<sup>e</sup> Régiment pendant la Guerre. Ce sont, dit-il, autant de choses qui nous font oublier les calomnies qui ont été lancées au Monument national contre les Canadiens français.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande le vote et insiste pour que l'enregistrement des votes ait lieu.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Ashby, Bédard, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Conroy, Daniel, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Leclerc, Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Paquet (Montmagny), Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Perrault, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Savoie, Simard, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 56.

**Contre:** 0.

La motion est adoptée à l'unanimité<sup>8</sup>.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 71 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;
- bill 74 amendant la charte de la cité de Verdun.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 54 reconnaissant The Pentecostal Assemblies of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;
- bill 65 amendant la charte de Temple Emmanu-El;
- bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame-de-Protection, à Sainte-Marie, Beauce;
- bill 75 ratifiant une vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr;
- bill 77 conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens.

**Pentecostal Assemblies  
of Canada**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 reconnaissant The Pentecostal Assemblies of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Hôpital de  
Notre-Dame-de-Protection,  
Beauce**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame-de-Protection, à Sainte-Marie, Beauce. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Vente par Edgard-Albert Bruneau  
à Petrus Cyr**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 ratifiant une vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Madame Isabelle Hamel**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 77 conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Temple Emmanu-El**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 65 amendant la charte de Temple Emmanu-El. Les amendements sont lus une première fois.

**Questions et réponses:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les oppositionnistes ayant jugé à propos de ne pas apparaître à leur siège, il demande au député de Mégantic (M. Lapierre) et au député de Québec-Comté (M. Leclerc) de bien vouloir donner lecture des questions posées par les députés de Joliette (M. Dufresne), de Laval (M. Renaud) et de Montréal-Saint-Georges (M. Gault).

**Employés  
des greffes judiciaires**

**M. Lapierre (Mégantic) pour M. Dufresne (Joliette):** 1. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées depuis le mois de janvier 1922 au greffe de la Cour de Circuit, au greffe de la Cour des Magistrats, au Palais de Justice, à Québec?

2. Pendant combien de temps chacun des employés a-t-il travaillé?

3. Combien ont-ils été payés?

4. Quel était leur salaire mensuel?

5. Ont-ils pris des vacances? Si oui, pendant combien de temps?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1 et 2. MM. Achille Larue - du 1<sup>er</sup> janvier au 21 mai; J.-B. Dionne, Ern. Robitaille, J.-L. Blanchet, George Fréchette, J.-A. Dussault, L.-A. Lagueux, R. Egan, O. Lauriault, Émile Trudel, R. Morissette, L. Tremblay, Jos. Fradet, du 7 juillet; Achille Trudel, du 18 octobre; Gerald Coote, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août.; Jos. P. Béland.

3 et 4. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Noms</i>	<i>Période</i>	<i>Par mois</i>
Achille Larue	du 1 <sup>er</sup> janvier au 21 mai	\$166.66
J.-B. Dionne,	de janvier à juin	154.16
	de juin à juillet	166.66
	juillet	175.00
Ern. Robitaille,	de janvier à juin	112.50
	de juin à juillet	120.83
	juillet	129.16
J.-L. Blanchet,	de janvier à juillet	95.83
	juillet	100.00
Geor. Fréchette,	de janvier à juillet	100.00
	juillet	104.16
J.-A. Dussault,	de janvier à juillet	104.16
	juillet	108.33
L.-A. Lagueux,	de janvier à juillet	87.50
	juillet	91.66
R. Egan,	janvier	70.83
O. Lauriault,	de janvier à juillet	70.83
	juillet	75.00
Émile Trudel,	de janvier à juillet	79.16
	de juillet à octobre	83.33
	octobre	100.00
R. Morissette,	de janvier à juillet	75.00
	juillet	79.16
L. Tremblay,	de janvier à février	50.00
	de février à juin	54.13
	de juin à juillet	75.00
	juillet	79.16
Jos Fradet,	juillet	58.33
Achille Trudel,	octobre	50.00
Gerald Coote,	juillet à août	60.00
Jos. P. Béland,	janvier à août	112.50

5. Du 1<sup>er</sup> juillet au 4 août: MM. Dionne, Lauriault, Morissette, Trudel (Émile), Dussault;

- du 5 août au 8 septembre: MM. Blanchet, Robitaille, Fréchette, Béland, Lagueux;

- du 19 juillet au 22 août: M. Tremblay;

- du 23 août au 28 août: M. Fradet.



**Notaires employés  
par les Travaux publics**

**M. Lapierre (Mégantic)** pour **M. Dufresne (Joliette)**: 1. Quels sont les notaires de Montréal dont les services ont été retenus par le ministère des travaux publics et le secrétariat provincial au cours des années 1920, 1921 et 1922?

2. Quels sont les actes que ces notaires ont reçus et passés au cours de ces trois années pour le compte de ces ministères?

3. Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à chacun d'eux pendant cette période et à quelles dates?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**:

1. 2. et 3. (Voir le tableau ci-dessous)

1	2	3	
Walsh & Mulcair	Acte d'achat, propriété Fabre-Surveyer	11 juin 1920	\$176.75
Walsh & Mulcair	Acte d'achat de propriété Guertin et de Tonnancourt	9 juillet 1920	396.65
Biron & Poirier	Pontiac Financial	2 août 1920	243.50
Biron & Poirier	Propriété Saint-Charles F.-X.	2 août 1920	123.20
Biron & Poirier	Pontiac Financial	2 août 1920	77.90
Biron & Poirier	Prop. L. W. Drum	2 août 1920	51.30
A. A. Clermont	Honoraires professionnels <i>re</i> construction palais de justice, Montréal	28 juillet 1921	43.50
Émile Massicotte	Honoraires professionnels <i>re</i> achat de terrains et de propriétés en rapport avec la construction de l'année du palais de justice	6 octobre 1921	717.75
Papineau, Couture & Massicotte	Services relatifs au contrat passé entre le gouvernement et la Cie W. Lajeunesse <i>re</i> achat propriété Ouimet	12 juin 1922	27.9(?)
A. A. Clermont	Services professionnels <i>re</i> démolition propriété Léon Larue	31 août 1922	89.00
A. A. Clermont	Services professionnels <i>re</i> transport de bail Léon Larue	12 septembre 1922	41.00
A. A. Clermont	Acte de vente propriété Léon Larue	27 octobre 1922	100.50
Jean Beaudoin	Services professionnels <i>re</i> convention entre la cité de Montréal et le gouvernement <i>re</i> passage souterrain rue Notre-Dame	7 novembre 1922	45.75

**Rapports  
de compagnies**

**M. Lapierre (Mégantic)** pour **M. Dufresne (Joliette)**: 1. Le secrétaire de la province a-t-il reçu de la compagnie "Century Coal Company" l'état sommaire annuel, suivant la section 6031 des statuts refondus de Québec, amendée par 10 George V chapitre 92, section 30?

2. Si oui, à quelle date?

3. Quels sont les noms et adresses des directeurs de cette compagnie ou de ceux qui sont mentionnés dans ce sommaire?

4. Si non, quelles dispositions le secrétaire de la province a-t-il prises pour obtenir tel sommaire?

5. Mêmes questions pour les compagnies suivantes:

- a. Geo. Hall Coal Company of Canada, Limited;
- b. O. Faucher & Fils, Limitée;
- c. Hamon & Hesse;
- d. Rudel Belnap Machinery Co. Ltée;
- e. Pontiac Financial Company;
- f. Phoenix Construction Co. Ltd.;
- g. The Canadian Highway Engineering & Construction Co.;
- h. The Foundation Co. Ltd.;

- i. Jos. Gosselin, Limitée;
- j. MacKinnon Steel Co. Ltd.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Le gouvernement de la province de Québec n'a pas émis de lettres patentes en faveur d'une compagnie du nom de "Century Coal Company" et par conséquent, celle-ci ne peut envoyer l'état sommaire prescrit par l'article 6031 des S. R. Q., tel qu'amendé par 10 George V, chapitre 72.

La même réponse s'applique aux compagnies suivantes:

- a. Geo. Hall Company of Canada, Ltd.;
- b. O. Faucher & Fils, Itée.;
- c. Hamon et Hesse.;
- d. Rudel Belnap Machinery Co., Itée.;
- f. Phoenix Construction Co., Ltd.;
- g. The Canadian Highway Engineering and Construction Co.;
- h. The Foundation Co. Ltd.;
- i. Jos. Gosselin, Itée.;
- j. MacKinnon Steel Co. Ltd.;
- e. La "Pontiac Financial Company" qui doit transmettre cet état sommaire, ne l'a pas encore transmis, bien qu'elle ait été mise en demeure, à plusieurs reprises de le faire.

#### **Banques utilisées par la Commission des liqueurs**

**M. Lapierre (Mégantic)** pour **M. Dufresne (Joliette):** 1. A quelles banques le trésorier de la province a-t-il demandé à la Commission des liqueurs de Québec de faire ses emprunts?

2. A quelles banques le trésorier de la province a-t-il demandé à la Commission des liqueurs de Québec de déposer ses recettes?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Banque de Montréal et Banque d'Hochelaga.

2. Banque de Montréal, Banque d'Hochelaga et Banque Nationale.

#### **É. Thériault**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** pour **M. Renaud (Laval):** 1. Quel est le prénom, et quelle est la profession de M. É. Thériault, qui a reçu \$350 du département de la Colonisation des Mines et des Pêcheries pour des dépenses de voyage aux États-Unis (page 246 des *Comptes publics* 1921-22)?

- 2. Quel était l'objet de ce voyage?
- 3. Quel en a été le résultat?

4. Où ledit "É. Thériault" est-il allé aux États-Unis?

5. A-t-il fait un rapport de sa mission? Si oui, quand?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Élisée Thériault.

2. Représenter la province à une fête organisée par les Franco-Américains.

3. D'après les comptes rendus des journaux qui nous ont été envoyés dans le temps, il ne faisait aucun doute que les Franco-Américains avaient été très heureux que la province de Québec ait pris part à leur fête.

4. À Chicago.

5. Oui. En août 1921.

#### **Annexe du palais de justice de Montréal**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** pour **M. Renaud (Laval):** 1. Les plans de l'annexe du palais de justice de Montréal sont-ils terminés?

2. Si oui, sont-ils en possession du gouvernement?

3. Le gouvernement aurait-il objection de les produire?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Non.

2. et 3. Disposé par la réponse précédente.

#### **Livres de comptes de F. H. Dunn**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** pour **M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Le gouvernement a-t-il fait l'audition des livres de F. H. Dunn, ex-employé à la perception du revenu?

2. Si oui, a-t-il reçu un rapport ou des rapports à ce sujet?

3. Quel déficit les livres de caisse accusaient-ils?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 2. et 3. F. H. Dunn ne tenait pas les livres; il était surintendant du service des licences.

#### **Code municipal, article 407**

**M. Lafrenière (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 amendant l'article 407 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est aujourd'hui la fête de Saint-André. Je propose l'ajournement de la Chambre, en l'honneur de la fête nationale de nos compatriotes d'origine écossaise. Je propose donc que cette Chambre s'ajourne à demain 3 heures en l'honneur de la Saint-André, la fête nationale des Écossais.

Adopté.

La séance est levée<sup>9</sup>.

### NOTES

1. Selon *L'Action catholique*, le député a lu le texte d'Armand Lavergne tel que rapporté dans les pages du *Soleil*.

2. Selon *L'Événement*, le député de Verchères a parlé pendant 20 minutes.

3. Le premier ministre ayant quitté l'Assemblée pendant quelques instants, M. Caron le remplaçait. M. Taschereau revint à son siège à cet instant.

4. *Le Devoir* ajoute qu'en prononçant cette phrase, le chef de l'opposition lève les yeux et le doigt vers la tribune où se trouve seul, un directeur de feuille ministérielle.

5. *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> décembre 1922, à la page 7, écrit qu'au moment du vote, les deux "députés ouvriers qui avaient été en faveur de l'ajournement du débat, se sont retirés de la Chambre et n'ont pas voté."

6. *L'Événement* précise que c'est M. Sauvé qui a fait remarquer l'heure à son lieutenant et *Le Canada* affirme que c'est le premier ministre qui a fait remarquer au Président qu'il était 6 heures.

7. Dans son édition du 1<sup>er</sup> décembre 1922, à la page 1, *L'Événement* relate ainsi le déroulement des

faits: "L'opposition se réunit en caucus immédiatement, et se rappela que lorsque l'Orateur n'a pas dit à quelle heure la séance continuera, les députés doivent revenir en Chambre à sept heures et demie. À l'heure dite, M. Sauvé et ses quatre lieutenants entrèrent solennellement à l'Assemblée et, constatant qu'il n'y avait que deux députés présents, qu'il n'y avait pas de quorum, par conséquent, l'opposition se retira. Un peu après 8 heures, le président Francoeur rouvrit la séance, après une conférence avec le premier ministre."

*Le Devoir* du 1<sup>er</sup> décembre 1922, à la page 1, donne pour sa part quelques détails supplémentaires sur cet incident: "Les règlements portent (article 103) que, lorsque l'Orateur n'indique pas l'heure à laquelle la Chambre est ajournée, quand elle lève séance à 6 heures, elle doit se réunir à sept heures et demie. M. Taschereau avait proposé l'ajournement à 8 heures, selon un bon nombre de députés. L'Orateur a lui-même déclaré avoir répété la proposition de M. Taschereau; mais les cinq membres de l'opposition affirment ne l'avoir pas entendu.

"Les rares députés qui se trouvaient présents à la Chambre à sept heures et demie ont été les témoins ahuris d'une scène étrange. Comme la grande aiguille au grand cadran de la Chambre se plaçait exactement au milieu du chiffre six, M. Sauvé entra suivi de ses quatre partisans et tous les cinq prenaient leur siège. Un moment plus tard, M. Sauvé faisait signe à deux députés MM. Macdonald de Pontiac et Conroy de Saint-Anne, de s'approcher. Puis, il se levait et déclarait solennellement: "Nous constatons qu'il n'y a pas quorum et nous nous retirons". Les cinq repartaient ensuite à la file indienne et se rendaient chez le greffier à qui ils tendaient un procès-verbal de ce qui venait de se passer".

8. Le journaliste du *Quebec Chronicle* raconte ainsi la prise de ce vote: "Le vote a alors été appelé sur la motion proposée par les députés libéraux qui se sont levés de la manière habituelle. "Que ceux qui sont contre la motion se lèvent, s'il vous plaît", demanda l'Orateur. Les députés de l'opposition n'étaient pas dans la Chambre et les membres du Parti libéral ont alors bruyamment applaudi. Le greffier a ensuite annoncé le résultat du vote." *The Montreal Daily Star*, ajoute: "Le résultat a été reçu par des applaudissements amusés. On a remarqué que les députés ouvriers n'ont voté en aucune occasion, quittant la Chambre avant la mise aux voix."

9. Un caucus ministériel a suivi la séance, On y discuta de la dissolution des Chambres et de la date des élections générales.

Séance du vendredi 1<sup>er</sup> décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Code municipal,  
article 730

**M. Fortier (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 163 amendant l'article 730 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne;

- bill 69 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raoul Gagnon à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 73 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Arthème Dutilly à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Déclaration de  
M. Armand Lavergne

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me lève sur une question de privilège, concernant l'économie intérieure de la Chambre. J'ai vu par *L'Événement* de ce matin que la séance de la Chambre s'est continuée, hier soir, à 8 heures.

Il donne comme suit lecture de la déclaration que l'opposition a fait parvenir au greffier de la Chambre hier soir avant de quitter le parlement: "Quand à six heures ce soir, la séance a été suspendue, l'Orateur n'a pas dit à quelle heure la Chambre reprendrait sa besogne. Et vu que, en ce cas, en vertu de l'article 103 du règlement, la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie (Bourinot

page 320), nous soussignés, membres de la loyale Opposition de Sa Majesté, avons pris nos sièges conformément audit article 103, ayant constaté et fait constater qu'il n'y avait pas quorum et aussi l'absence de l'Orateur au fauteuil, nous avons quitté la Chambre en regrettant la violation, par nos autres collègues, de la règle 103.

"Et nous avons signé, ce jeudi, trentième jour de novembre 1922".

Arthur Sauvé,  
Chas-A. Smart,  
C.-E. Gault,  
J. Dufresne,  
J.-O. Renaud.

Je dois dire qu'à 6 heures, j'étais à mon siège, au moment de la suspension de la séance, et lorsque l'Orateur a quitté son fauteuil, il n'a pas dit à quelle heure la séance continuerait. Dans ce cas, l'article 103 décrète que les travaux doivent être repris à 7 heures 30. Les membres de l'opposition se sont rendus à leur siège à cette heure, mais ils ont constaté que l'Orateur n'était pas à son siège et qu'il n'y avait pas quorum. Alors, ils sont partis.

Je tiens à déclarer que les députés de ce côté-ci de la Chambre n'ont pas entendu l'Orateur spécifier l'heure de la reprise de la séance. De plus, vers 7 heures 20, l'Orateur est passé dans la Chambre et ayant aperçu trois des membres de l'opposition, il a demandé au député de Laval (M. Renaud) à quelle heure devait reprendre la séance. Le député lui a répondu qu'il ne savait pas. L'opposition en a donc conclu qu'il n'y avait pas eu d'heure indiquée.

**M. l'Orateur:** Avant que les membres de l'opposition n'aillent plus loin, je tiens à déclarer qu'en vertu de l'article 245 des règlements, s'ils désirent blâmer la conduite de l'Orateur, ils ont pleinement le droit de le faire, mais par motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'est pas question de cela. Je ne veux pas blâmer le Président, mais je veux constater un fait qui ne comporte aucun blâme. Nous voulons simplement rétablir les faits et exposer la situation telle que nous l'avons comprise. La séance devait continuer, d'après le règlement, à 7 heures 30. À cette heure-là, nous sommes venus en Chambre, mes collègues et moi, et constatant qu'il n'y avait pas de quorum, je me suis retiré. Le

Président n'avait évidemment pas dit l'heure de la reprise de la séance, puisqu'en présence de trois députés de l'opposition, il a demandé à quelle heure la séance continuerait.

**M. Renaud (Laval)** se lève sur une question de privilège également. À l'appui de cette déclaration, dit-il, je produis l'affidavit qui suit:

"Je soussigné, Joseph Olier Renaud, déclare solennellement que le jeudi 30 novembre 1922, à sept heures et vingt minutes du soir environ, dans la salle des délibérations de l'Assemblée législative, près de la table du greffier, l'Orateur de la Chambre, l'honorable M. Francoeur, en présence de M. C. A. Smart, député de Westmount, de M. Joseph Dufresne, député de Joliette et de moi-même, a demandé pour quelle heure la séance avait été ajournée, et je lui ai répondu: "Je ne connais pas cela".

"Vu que l'Orateur ignorait à quelle heure la séance avait été ajournée et que je l'ignorais moi-même, je me suis rendu à mon siège, à sept heures et demie, conformément à l'article 103 du règlement, avec mes collègues, les députés des Deux-Montagnes, de Saint-Georges, de Joliette et de Westmount.

"Et je fais la présente déclaration la sachant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et effet que si elle était faite en vertu de l'acte de la preuve du Canada".

(signé) J.-O. Renaud

"Déclaré devant moi, à Québec, ce dernier jour de novembre mil neuf cent vingt-deux".

(signé) J.-G. Verrault, N. P.

**M. Smart (Westmount):** Le premier ministre fait toujours appel aux règlements de la Chambre et aurait dû être préparé à s'y conformer lorsqu'ils ont été invoqués. Il lit aussi un affidavit dans lequel il affirme avoir entendu le Président, vers 7 heures 20, demander au représentant de Laval (M. Renaud) à quelle heure la séance continuait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je soulève à mon tour une question de privilège. Hier à 6 heures, toute la députation libérale a bien compris que la séance était suspendue jusqu'à 8 heures. Il n'y a que l'opposition qui ne l'a pas compris. C'est une pratique invariable en cette Chambre. On n'a jamais vu la Chambre reprendre ses séances à 7 heures 30. La pratique veut que ce soit à 8 heures ou 8 heures 30. L'opposition, venue à 7 heures 30, est

repartie aussi vite. Si l'opposition est partie, hier, n'est-ce pas plutôt pour ne pas voter sur la motion condamnant les paroles de M. Lavergne? Est-ce que l'opposition manœuvrait pour ne pas voter cette motion qui était devant la Chambre?

Je ne veux pas l'affirmer. Je ne sais pas si l'opposition aurait voté pour la motion, mais je peux lui dire que, si elle croit que le gouvernement est cause de quelque façon de ce malentendu, il est prêt à faire rescinder le vote d'hier et à demander que la Chambre vote de nouveau. Si le chef de l'opposition y consent, nous allons rescinder la résolution et le vote d'hier soir pour donner à ces messieurs l'occasion d'exprimer par le vote leur opinion sur la motion du député de Portneuf. Cet incident, sera soumis à l'approbation de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce un nouveau débat que le premier ministre soulève? Ce n'est pas un débat dont il s'agit...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je me lève comme vous sur une question de privilège.

**M. l'Orateur:** Le premier ministre et procureur général parle en effet sur une question de privilège. Il a parfaitement le droit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En l'absence de l'opposition, nous avons procédé quand même. Le gouvernement n'a voulu passer aucune mesure. Nous avons laissé sur l'ordre du jour les articles qui requéraient la présence de l'opposition, et le gouvernement s'est contenté de répondre à quelques interpellations que d'autres députés que les membres de l'opposition pouvaient faire, et nous avons voté sur la motion Hamel. Mais encore une fois, je ne veux pas dire que le chef de l'opposition et ses amis se sont sauvés, mais je laisse la chose à l'appréciation de la Chambre, à l'imagination de chacun, et à la population de la province de juger leur conduite.

Je tiens à dire de nouveau, que c'est une pratique courante, en cette Chambre, qu'à 6 heures, quand la séance est suspendue, c'est jusqu'à 8 heures. Pourquoi nos adversaires ne sont-ils pas venus enregistrer leurs votes sur cette question? Je ne le sais pas. Il est possible que l'opposition ait voulu éviter le vote. Encore une fois, à 8 heures exactement, la députation libérale était présente, mais l'opposition n'y était pas. On a dit que l'opposition s'était sauvée...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève une question d'ordre. Le premier ministre n'a pas droit de nous injurier de cette façon, en disant que l'opposition s'est sauvée!

**M. l'Orateur:** Je crois que le chef de l'opposition interprète mal les paroles du premier ministre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment les interprétez-vous?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne dis pas d'injures. Je dis ce que tout le monde dit, ce que les journaux répètent tous les jours, que l'opposition, ce n'est qu'un seul homme. L'opposition, c'est Sauvé! Ce n'est pas là une injure!

**Des députés** rient et applaudissent.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) prend la parole sur une question de privilège. Il a eu, dit-il, parfaitement connaissance de ce qui s'est passé hier. J'ai entendu sur la motion d'ajournement l'Orateur annoncer la reprise de la séance à 8 heures. Il était alors, en s'en allant, sur la deuxième marche du trône. Il ne peut y avoir d'erreur à ce sujet.

**M. Grégoire (Frontenac)** affirme aussi avoir bel et bien entendu l'Orateur annoncer que la séance reprendrait à 8 heures, et selon lui, si l'opposition était absente jeudi soir, c'est parce qu'elle s'était sauvée.

**M. Dufresne (Joliette)** donne lecture d'un autre affidavit corroborant la déclaration du député de Laval (M. Renaud), et contredit les députés des Îles-de-la-Madeleine et de Frontenac.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève une question d'ordre et prétend que la production de ces déclarations est irrégulière. Pourquoi toutes ces déclarations solennelles! Cette série de déclarations est inutile, je crois. Si l'opposition tient à protester contre le fait qu'elle a été privée du vote, encore une fois, nous sommes prêts à rescinder le vote d'hier et à prendre un nouveau vote. Si c'est ce que veut l'honorable chef de l'opposition, nous allons reprendre le vote.

**M. l'Orateur:** Je tiens à répéter que, hier, le premier ministre en m'indiquant l'heure de la reprise de la séance a dit: 8 heures ou 8 heures et demie. Je n'ai pas très bien saisi. Mais je me rappelle bien avoir

annoncé à 8 heures la reprise de la séance. Il est aussi vrai que, quelque temps après la séance, je suis venu consulter un document sur la table du greffier et j'ai demandé aux députés qui étaient présents, si la séance était bien à 8 heures ou 8 heures et demie. Quant au règlement, cette règle 103, sur laquelle l'opposition s'appuie pour expliquer sa conduite, dit que la séance ne doit pas être reprise avant 7 heures et demie, mais la coutume est de recommencer à 8 heures.

J'ai fait faire des recherches et j'ai consulté les autorités, et selon mon opinion, l'article 103 ne dit pas que la séance suspendue à 6 heures doit être reprise absolument à 7 heures 30, s'il n'est pas spécifié autrement, mais qu'elle ne devra pas être suspendue moins qu'à 7 heures 30.

Ce qui veut dire que la Chambre ne peut reprendre ses travaux avant 7 heures 30, mais qu'elle peut les reprendre plus tard si elle le désire. Si les députés veulent que je sois à mon siège à 3 heures précises, l'après-midi, et à 7 heures et demie, le soir, j'y serai. Quant à une déclaration du député de Westmount (M. Smart), je dois dire que j'interprète les règlements de la Chambre avec la plus grande impartialité, au meilleur de ma connaissance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** accepte la déclaration du Président. Il est heureux, dit-il, de constater qu'elle s'appuie sur les autorités et que l'Orateur reconnaisse que les autorités ont du bon autant que les règles de la Chambre. Il n'y a pas eu de notre part de mauvaise intention.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** M. l'Orateur, je vous ai parfaitement entendu, hier, dire sur la seconde marche du trône, que la séance était suspendue jusqu'à 8 heures. Mon honorable ami le chef de l'opposition doit se rappeler que je l'ai rencontré à 8 heures moins dix, dans le corridor. Je me rendais à la Chambre et j'ai constaté que nos amis de l'opposition retournaient à leurs quartiers, un peu plus pressés que les autres jours. Nous n'avons pas l'habitude de presser le chef de l'opposition et nous aurions pu continuer ce débat toute la soirée, s'il avait voulu.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le représentant de Westmount (M. Smart) aurait-il voté pour la motion? Était-il pour ou contre la motion?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre l'intervention du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin). Ce n'est pas là du reste la question.

**M. Smart (Westmount)** se lève pour prendre la parole sur une question de privilège.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comment auriez-vous voté sur la motion, hier?

**M. Smart (Westmount):** J'aurais voté selon ma conscience; je n'aurais pas eu peur de prendre la responsabilité de mon vote. Il a, dit-il, autant d'estime pour les Canadiens français que tout autre membre de la Chambre. L'opposition avait raison de croire que l'heure n'avait pas été indiquée et qu'en vertu des règles de la Chambre, ça devait être à 7 heures 30. Puisque le gouvernement veut nous astreindre à suivre les règles de la Chambre quand cela fait son affaire, l'opposition a droit de faire la même chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous que nous rescindions le vote?

**M. Smart (Westmount):** Cela n'a rien à faire avec le point que nous discutons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève une question d'ordre. Je m'objecte à ce qu'on appelle une affaire autre que celle qui porte le no 1 sur le feuillet. Il y a sur le feuillet cette question de privilège qui est là depuis trois jours, et elle doit avoir priorité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond qu'il n'a pas encore les documents nécessaires pour répondre à cette question de privilège du député de Joliette (M. Dufresne).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande qu'à l'avenir, on suive autant que possible l'ordre du jour.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas toujours facile, nous faisons de notre mieux pour accommoder l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les questions de privilège doivent toujours avoir préséance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, j'ai l'honneur de proposer, alors, la reconsidération de la motion de l'honorable député de Portneuf, et je demanderais à l'honorable chef de l'opposition de seconder ma motion pour que la Chambre vote de nouveau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'indigne du procédé du premier ministre. Je n'ai jamais secondé les mesures du gouvernement...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Même les bonnes? (riant).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ... et je refuse de seconder celle-là. Que le gouvernement porte seul la responsabilité de son acte. Je ne ferai pas le jeu du gouvernement. L'opposition se compose de tous ceux qui sont mécontents du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce pour cela que vous n'êtes que cinq ici<sup>1</sup>? Dans ce cas, je propose la chose, secondé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron). Il remet sa proposition au Président.

**M. l'Orateur** déclare la motion hors d'ordre parce qu'au terme des règlements, une motion pour rescinder une motion adoptée par la Chambre doit être accompagnée du texte de cette motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'offre à corriger sa motion pour qu'elle soit dans l'ordre.

Je propose donc, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), et du consentement unanime de la Chambre que l'ordre de la Chambre, à la séance du 30 novembre dernier, adoptant la motion de M. Hamel, soit rescindé, laquelle motion étant comme suit:

Qu'attendu, que le 20 novembre courant, à une assemblée publique, tenue au monument National, à Montréal, M. Armand Lavergne a prononcé, d'après un compte rendu public dans les journaux et confirmé depuis par un rapport sténographié et certifié, les paroles suivantes:

"I know it is not necessary to appeal to the English speaking Canadians to defend liberty. I have in the past had opportunities to cross swords sometimes with my English speaking compatriots, but I have always found them loyal. Never have we appealed in vain to their spirit of justice and fair play and it is for fair play we are speaking tonight.

"You know in the past, sometimes our English speaking compatriots denied us justice and fair play, but as I said at that time, we were the first guilty parties because we did not have the courage to claim-and ask for our liberty. We did not have the courage of our opinions and being cowards, we were treated as cowards. But of all the bad, we have



received sometimes from the majority in this country we have been the makers.

"So I say that tonight, thank God, it is an English speaking Canadian who is the jail of Alexandre Taschereau, because I know it is easier to arouse English mentality than the dull, obedient, sheep like mentality, of my compatriots.

"We, French Canadians, unfortunately have a wonderful respect for authority. We are taught to believe in authority and that education that we receive not only makes us obedient, but it makes us servile. But, thank, God, that servility is dying way."

Attendu qu'une traduction littérale de ces paroles se lit comme suit:

"Je sais qu'il n'est pas nécessaire de faire appel aux Canadiens de langue anglaise pour défendre la liberté. Dans le passé, j'ai eu parfois l'occasion de croiser le fer avec mes compatriotes de langue anglaise, mais je les ai toujours trouvés loyaux. Nous n'avons jamais fait appel en vain à leur esprit de justice et de "fair play", et c'est pour le "fair play" que je parle ce soir.

"Vous savez que, dans le passé, nos compatriotes de langue anglaise nous ont parfois refusé la justice et le *fair play*, mais comme je l'ai dit, nous étions les premiers coupables, parce que nous n'avions pas le courage de réclamer et de demander notre liberté. Nous n'avions pas le courage de nos opinions, et étant des lâches, nous avons été traités comme des lâches. Mais tous les mauvais traitements que nous avons parfois reçus de la majorité en ce pays, nous en avons été les propres artisans.

"Je dis donc ce soir, Dieu merci, c'est un Canadien de langue anglaise qui est dans la prison d'Alexandre Taschereau, parce que je sais qu'il est plus facile de réveiller la mentalité anglaise, que la mentalité lourde, soumise et moutonnière de mes compatriotes.

"Nous, Canadiens français, avons malheureusement un prodigieux respect pour l'autorité. On nous enseigne à croire à l'autorité, et l'éducation que nous recevons nous rend non seulement obéissants, mais elle nous rend serviles. Mais, Dieu merci, cette servilité est en voie de disparaître."

Attendu que ces paroles constituent une grave insulte, et une injure gratuite à la majorité de la population de cette province et, partant, aux députés qui représentent cette population;

Attendu que ces paroles calomnient le système éducationnel en vigueur en notre province, et dont cette Chambre est responsable, et s'attaquent aux éléments mêmes qui ont fait la force et la stabilité de la race canadienne française, et qui ont

valu à notre province la belle réputation dont elle jouit dans la crise d'après guerre;

Qu'il soit résolu que cette Chambre, sans mettre en cause les éloges décernés par M. Armand Lavergne à nos compatriotes d'origine anglaise, proteste énergiquement contre les paroles injurieuses que ledit Armand Lavergne a eues à l'adresse de la race canadienne française, répudie les accusations qu'il a portées et regrette profondément que de telles paroles aient été prononcées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne voudrais pas faire d'obstruction à la proposition que l'honorable premier ministre nous fait avec l'esprit qui le caractérise. Mais, j'aurais pu me prévaloir des règles de la Chambre. Les règlements disent qu'une motion pour rescinder une résolution doit être précédée d'un avis de motion et que la question ne peut être reconsidérée le même jour. Cependant, je ne soulèverai pas d'objection, afin de montrer le courage de l'opposition et combien sont mal fondées les insinuations et les paroles des membres de la droite à son adresse. Puisque le gouvernement le veut, l'opposition n'insistera pas pour faire respecter les règlements que le gouvernement veut ignorer. L'opposition va prouver qu'elle a le courage de ses opinions.

C'est pour avoir voulu respecter les règles de la Chambre que les membres de l'opposition sont venus à leur siège à 7 heures 30. On dit qu'ils se sont sauvés. L'opposition ne s'est pas sauvée hier ni à aucune autre occasion. On nous a reproché de n'avoir pas voté sur cette motion, hier, mais, où étaient les 19 députés qui n'étaient pas à leur siège à 8 heures et qui n'ont pas voté? Est-ce qu'ils se sont sauvés? Ce n'est pas le chef de l'opposition qui les guide. Comment leur chef les juge-t-il eux? Où était le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils)? Où étaient les 18 autres députés libéraux qui n'ont pas voté? En attaquant le chef de l'opposition comme il l'a fait, le premier ministre a porté un jugement excessivement sévère sur ses partisans. Pourquoi les accuserait-il d'avoir fait cela?

L'opposition reste conséquente, elle a prétendu et prétend encore que cette question n'est pas du ressort de la Chambre. En votant contre l'amendement, hier, la Chambre a ni plus ni moins déclaré qu'elle n'avait pas été convoquée pour expédier les affaires de la province. La majorité ministérielle a voté contre l'esprit de la Constitution. Nous sommes ici pour nous occuper des affaires de la province et non pas pour exprimer des sentiments de race ou de religion dans un but inadmissible. On va

essayer de déplacer la question sur le terrain de race ou de religion aux prochaines élections, afin d'éviter le jugement du peuple sur le gouvernement. Restons donc dans notre rôle de législateurs. Nous irons ailleurs rencontrer Armand Lavergne et le provoquer, mais soyons sérieux et ne nous occupons pas de lui dans l'enceinte parlementaire. Il y a des limites pour jouer ainsi avec le patriotisme.

Nous n'avons pas peur de voter contre cette motion, parce que le patriotisme n'est pas en jeu. La race canadienne française n'en souffrira pas, mais elle sera atteinte par les petits politiciens ambitieux, qui essaient d'exploiter le patriotisme, en ce moment. Des politiciens se servent de la race canadienne française comme manœuvre politique. Heureusement, la race canadienne française est bien au-dessus des petites gens des politiciens; des petits politiciens qui ont placé les meilleurs intérêts de la province d'un côté et ont complètement oublié les raisons de leur convocation par le lieutenant-gouverneur. On a mêlé la religion à une question de privilège! Ils ont fait référence à la religion à chaque occasion, et ils ont soulevé une question de privilège pour faire l'éloge du clergé. Ah! Si le Parti conservateur avait pris une pareille attitude autrefois! Et on fait cela au nom de la liberté! On exploite la religion catholique.

L'opinion publique ne dirait-elle pas que ce plan préparé par le gouvernement était destiné à attiser le feu de la passion dans la province de Québec et à faire oublier les fautes du gouvernement aux électeurs. Le public comprendrait ces méthodes et ne se laisserait pas tromper. Il (M. Sauvé) blâme le gouvernement en ce qui concerne la ronde des élections en déclarant que les gens de la province étaient assez sages pour comprendre que la résolution protestant contre les remarques d'un homme ne faisant pas partie de la Chambre et ne reflétant en rien les privilèges de la Chambre n'avait pas été prise au sérieux, mais qu'elle était une propagande électorale destinée à faire monter les cris de la race, si possible. Et le gouvernement, au lieu de renforcer sa position, l'a affaiblie en mettant en jeu des politiques, quand il était conscient que l'opposition aussi bien que le gouvernement sait que la réputation des Canadiens français n'était pas entachée, à ce moment, par les remarques d'Armand Lavergne et qu'elles valaient plus que les suggestions injustes qui avaient été faites.

Le député de Portneuf, hier, s'est tourné vers le tableau qui orne cette Chambre, et il a déclaré que l'injure lancée par M. Lavergne rejaillissait sur les pères de ce Parlement. Nos pères, nos pères travaillaient, ils ne perdaient pas leur temps à

censurer ceux qui prononçaient des discours. Jamais nos pères, jamais Chartier de Lotbinière, revendiquant les droits de notre race, n'ont osé exploiter ces questions dans un but invouable. Je le demande au secrétaire provincial qui nous parle souvent d'idéal, comprenons-nous bien aujourd'hui, l'idéal des fondateurs du Parlement?

Vous prétendez être de vrais patriotes, mais comment traitez-vous vos compatriotes depuis quelques années? Cela sent l'autocratie partout. Vos lois sont arbitraires et vexatoires. Toute la population en souffre, toutes les classes s'en plaignent. La population de cette province n'oubliera pas le favoritisme dont vous avez fait preuve, ni les fautes dont le gouvernement est coupable et qu'il tente de cacher sous une question de race.

À quoi servira cette motion? À mettre la question électorale sur un autre terrain, à faire oublier les fautes du gouvernement! On sait que c'est l'intention du gouvernement de dire ensuite du chef de l'opposition qu'il n'est pas un bon Canadien et qu'on va essayer de faire les élections sur un autre terrain pour empêcher de discuter de l'administration. Nous ne voulons pas que le gouvernement cache ses actes d'administration sous la question des races, lorsqu'il en appellera au peuple. Mais l'opinion publique ne se laissera pas prendre. On sait ce qui s'est passé autrefois; on a essayé de cacher des turpitudes avec des appels au patriotisme.

Je ne suis pas le premier à protester contre cette façon de mêler la religion à nos querelles politiques. Il se dit souvent des choses graves, il s'en dit actuellement au comité de l'agriculture, où nous faisons une enquête, et nous ne les relevons pas. Des membres du clergé ont prononcé des paroles extraordinaires, ont porté des jugements sévères; on ne les a pas censurés! J'ai trop confiance dans mes compatriotes pour croire qu'ils se laisseront influencer par ces patriotes, que nous avons entendus hier.

Armand Lavergne n'est pas mon allié. Il a parlé, à cette assemblée, avec M. Victor Béique, fils d'un sénateur libéral...

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
...Avec M. Cabana aussi!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Cabana est un libéral qui est du goût du gouvernement comme tant d'autres.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Est-ce que M. Cabana n'a pas été candidat de l'opposition dans Maisonneuve aux dernières élections provinciales?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Cabana s'est présenté comme candidat libéral indépendant, comme il y en aura bien d'autres aux prochaines élections. Il y en a eu dans le passé, comme l'honorable député de Dorion (M. Lacombe) qui en sait quelque chose. L'honorable M. Lacombe qui déclarait même qu'il n'avait pas de programme.

L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion): J'ai été candidat libéral-ouvrier. Je disais simplement dans le temps que je me présentais comme libéral-ouvrier et que je n'avais pas de programme particulier, n'ayant pas d'autre programme que celui du Parti libéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes loin de la motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'esprit qui règne en ce moment est un esprit de mépris pour la liberté. Si le gouvernement ne peut jeter un homme en prison, il veut le censurer! C'est le propre des vieux gouvernements. On ne reconnaît plus aucun droit aux citoyens.

J'ai prétendu et je prétends encore que Lavergne, tout en reconnaissant qu'il avait été exagéré et injuste dans ses paroles mises devant la Chambre, n'avait pas attaqué les députés en leur qualité de représentants et que la Chambre ne pouvait s'occuper de tout ce que les individus ou citoyens de cette province pouvaient dire. Armand Lavergne a prononcé des paroles que je n'ai pas approuvées sur les autres races, pas plus que je n'approuve ce qu'il a dit des Canadiens français. Si je veux le blâmer, je ne me cacherai pas dans cette Chambre; j'irai le rencontrer devant le vrai juge d'une affaire semblable, le peuple de cette province.

Les remarques du député de Portneuf qui nous ont amené à cette résolution ont été faites en dehors de la Chambre et ne l'ont d'aucune façon affectée. De plus, ces remarques n'étaient pas une question de privilège. Toutefois, le gouvernement a dépassé toutes les protestations et y est allé de son grand discours sur le sujet, en cherchant à mettre l'opposition en position de déclarer s'il elle était pour ou contre la motion.

Si elle avait voté contre, elle aurait été accusée d'avoir trahi la race canadienne-française dans la campagne électorale. Mais elle a porté un amendement indiquant que les remarques ne concernaient pas la Chambre et, de ce fait, ne concernaient pas la province, et que les députés se portant à la défense de cet amendement ont

pratiquement affirmé qu'ils n'étaient pas ici pour s'occuper des affaires de la province, mais pour porter leur attention sur des problèmes extérieurs qui pourraient tourner à leur avantage.

Si Lavergne avait attaqué les députés en fonction de législateurs, pourquoi ne l'a-t-on pas convoqué à la barre de la Chambre suivant l'article 132 des statuts refondus. Les députés ministériels et le gouvernement prétendent qu'Armand Lavergne est dévoyé, un homme sans principes, sans morale. Si c'était vrai, pourquoi la Chambre s'occuperait-elle plus de ses paroles que celles des autres citoyens de cette province. Il aurait été facile pour les ministres et les députés de demander une séance publique pour répondre à M. Lavergne. Si on supposait que M. Lavergne continuerait ses attaques, les députés se lèveraient-ils à chaque fois dans la Chambre sur une question de privilège pour protester? S'il avait quelque chose à dire à M. Lavergne, il irait le rencontrer face à face devant les Canadiens français; il ne chercherait pas refuge dans la Chambre, afin de le dénoncer, et il ne recourrait pas à une presse contrôlée et payée pour déformer les déclarations publiques et faire ce que le gouvernement lui demande.

De faux journalistes, payés par le gouvernement, qui craignent les fers du gouvernement, essaieront de tromper le peuple. On dira que je ne suis pas un patriote; j'ai assez confiance dans le bon sens de mes compatriotes, pour croire qu'ils ne tomberont pas dans ce piège. Même avec toutes ses ruses, le gouvernement ne pourra plus tromper les gens qui se plaignent de lois oppressantes, et il ne se laissera pas prendre par des interventions à la limite du racisme.

On a demandé une session hâtive de l'Assemblée législative pour étudier des projets de loi urgents. Qu'a-t-on fait de ces projets si urgents pour lesquels la session a été demandée? Les membres de l'opposition ont eu le courage de leurs convictions et savaient quels étaient leurs droits et leur devoir. Ils n'ont pas eu peur de voter sur la motion, car ils se sentaient certains que les Canadiens français apprécieraient que les membres de l'opposition se soient rendu compte qu'ils valaient mieux que les manigances de petits politiciens, et que les remarques d'une quelconque personne, même si elle était canadienne-française, ne les affectaient pas.

Nous avons montré que nous avons du courage et nous le démontrerons encore; nous voterons contre cette motion que nous continuons à déclarer hors d'ordre. On a insinué que les membres de l'opposition se sont sauvés pour ne pas voter.

Nous voterons, contre la motion et je suis convaincu que la majorité de cette Chambre considère, comme moi, que cette motion est hors d'ordre, inopportune, et qu'elle crée un précédent dangereux. La motion qui a été faite n'était pas une question de privilège, mais défiait plutôt les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous aviez les poumons et les cordes vocales de l'honorable chef de l'opposition, M. l'Orateur, tout le monde aurait compris, hier soir, quand vous avez dit que la séance continuerait à 8 heures. Je ne savais pas que le fait d'avoir une motion a rescinder provoquerait une telle tempête. Le débat sur la résolution a eu lieu jeudi dernier et on ne reviendra pas là-dessus encore une fois.

Tout le discours du chef de l'opposition est la répétition de celui d'hier. Tout ce qu'il voulait, c'était de permettre à la Chambre de voter sur la motion. Je ne veux pas que les membres de l'opposition puissent dire plus tard que le gouvernement a cherché par quelque manœuvre à l'empêcher de voter sur la motion, et c'est pourquoi je voulais donner à ces messieurs de l'opposition l'occasion de se prononcer. Et puis, nous avons besoin de savoir si nous, de cette Chambre, la seule française de l'Amérique, nous devons laisser passer des paroles comme celles contre lesquelles nous protestons. Maintenant, la Chambre ainsi que le peuple sauraient ce que l'opposition voterait sur la résolution.

Lavergne a critiqué la loi passée par la Législature et les actes de la députation, et il est du devoir de ceux-ci de protester comme ils l'ont fait contre ses paroles. Il se déclare prêt, dit-il, à lier contestation avec le chef de l'opposition à ce sujet et à demander le verdict du peuple sur la conduite de la Législature, prêt à demander aux électeurs quels sont les vrais patriotes et les véritables amis de la race, et j'espère que ce sera bientôt.

Nous demandons à la Chambre de dire ce qu'elle pense des déclarations de M. Lavergne, que nous sommes lâches, moutonniers et serviles. Le chef de l'opposition a dit qu'il n'approuvait pas les paroles qu'on attribue à M. Lavergne, qu'il trouve exagérés et injustes les termes qui sont imputés à ce citoyen. Je me réjouis, Monsieur, de cette déclaration, au point de vue politique, car elle illustre la sincérité de M. Lavergne et de son parti.

Mais, cela n'est pas suffisant. Contre ces paroles, le chef de l'opposition n'a pas d'autres choses à dire que ce n'est pas de nos affaires. Pour ma part, je suis prêt à aller devant la province et à discuter

avec lui sur ce sujet, et nous verrons qui a raison: de celui qui croit laver l'injure que l'on vient de faire à sa face, ou de celui qui, devant cette injure, dit simplement "cela ne nous regarde pas". Je me réjouis de cette attitude de l'opposition et je la regrette en même temps. Je me réjouis au point de vue politique, car l'opposition vient de nous montrer où en est rendu son triste parti. Je regrette cette déclaration au point de vue national; je la regrette d'autant plus que trois des membres de l'opposition, qui refusent de condamner ces injures, sont des Canadiens français, des hommes de notre race. Les députés de langue anglaise ont fait l'éloge des Canadiens français, en cette Chambre. Je les en remercie et, je le répète, je regrette l'attitude des membres de l'opposition.

**Une voix:** Qu'on appelle les membres pour prendre le vote sur la motion.

**M. l'Orateur:** Devrait-on prendre le vote sur la motion?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle motion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La motion de rescision (sic).

**M. l'Orateur:** On prend le vote!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Il y a une motion.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Si le chef de l'opposition continue ce jeu-là, je me verrai forcé d'appliquer les règlements de la Chambre. Il lit la motion et la met au vote.

La proposition pour que la motion soit rescindée est adoptée unanimement.

**M. Smart (Westmount):** La Chambre a été appelée à traiter des affaires de la province, et cela fait maintenant deux jours qu'on en parle. Cela lui a rappelé les congés d'école pour assister à un cirque. Le gouvernement a qualifié les membres de l'opposition d'éléphants jouant avec les lois, mais il y avait aussi des éléphants de l'autre côté de la Chambre. On dirait que le gouvernement a eu peur que les propos tenus par M. Lavergne affectent les anglophones, mais on ne sème pas si facilement la panique parmi les anglophones. Le gouvernement tient tellement ses citoyens canadiens-français en haute estime qu'il ne croit pas que ce soit indiqué de

porter attention à ce qu'Armand Lavergne pourrait dire d'eux. L'opposition n'avait rien à voir avec M. Lavergne et elle regrette les remarques qu'il a faites. Elles n'étaient pas méritées et elles étaient indignes d'un Canadien français. Toutefois, elles ont été faites hors du parlement. Le gouvernement n'avait pas été convoqué pour cette raison et, en en faisant une, cela contribue à créer une crise raciale. Les Canadiens anglais et les Canadiens français de cette province se sont toujours bien entendus et ils avaient la conviction qu'il n'y avait aucun autre endroit au Canada où il y avait tant de liberté et de bons sentiments que dans la bonne vieille province de Québec. Une résolution comme celle portée devant le gouvernement ne provoquerait qu'un malaise, et ce n'est pas nécessaire.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** fait l'éloge des Canadiens français mais se déclare opposé à la motion proposée par le membre de Portneuf parce qu'il ne la trouve pas opportune. Il dit que cette résolution n'était pas du ressort du gouvernement. Il donne des explications sur le vote qu'il va donner et dit, comme son chef, que la motion est hors d'ordre.

**M. Hamel (Portneuf):** Le chef de l'opposition, dit-il, est bien mal venu de prétendre que cette motion prend inutilement le temps de la Chambre, lui qui le prend si souvent pour des questions beaucoup moins importantes. Le chef de l'opposition parle de l'inopportunité de cette motion. Il croyait pourtant, hier, à son importance puisque, en demandant l'ajournement du débat, il a déclaré que cette question était très grave et qu'elle méritait la réflexion et l'étude. Le chef de l'opposition a aussi prétendu que ma motion avait été présentée pour déplacer certaines questions d'administration que l'on retardait ainsi. Loin de là; je me suis levé pour protester contre les injures de M. Lavergne parce que je croyais de mon devoir de défendre ma race ainsi attaquée. Je trouve étrange d'entendre le chef de l'opposition lancer tant de paroles enflammées contre l'opportunité de ma motion, quand il en a si peu contre les paroles de M. Lavergne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** corrige le député de Portneuf et lui rappelle qu'au débat de jeudi dernier, il avait dit que les propos de M. Lavergne étaient exagérés et injustes.

**M. Hamel (Portneuf):** Ma motion a créé, dit-on, un précédent dangereux. Mais le précédent dangereux, n'est-ce pas M. Lavergne qui l'a créé plutôt, en nous insultant comme il l'a fait. Mon but

n'était pas de placer la question de race devant l'électorat, mais de venger la race que je représente d'une certaine partie des injures qui ont été prononcées par Lavergne. J'ai voulu revendiquer l'honneur de la race et discuter de cette grave question.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Bugeaud, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Grégoire, Hamel, Lacombe, Lahaie, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Létourneau, Madden, Nicol, Paquet (Saint-Sauveur), Pilon, Ricard, Roy, Saurette, Simard, Taschereau, Thériault, Vautrin, 30.

**Contre:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

La motion est ainsi adoptée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 80 amendant la charte de la ville Saint-Laurent.

#### Charte de Saint-Laurent

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 amendant la charte de la ville Saint-Laurent. L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Documents non déposés

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avant de passer à l'ordre du jour, je désire reprendre le débat sur la motion du député de Joliette (M. Dufresne) au sujet de documents non-produits, en rapport avec l'affaire Garneau. Pourquoi le premier ministre n'en avait pas fait la demande? Il demande de donner priorité à cette motion de censure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement n'a pas terminé ses recherches, il n'a pas les renseignements dont il a besoin pour disposer de cette motion et demande que ce débat soit remis à lundi prochain, en après-midi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous ne demandons pas la production de documents, nous demandons de censurer le gouvernement pour avoir refusé de produire des documents. Il prétend que cette motion a priorité sur toutes les autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répète qu'il lui faut, pour disposer de cette motion, des documents et qu'il les fait actuellement rechercher. Des documents, dit-il, sont compris dans des dossiers qui datent de trois ans. Et cela prend naturellement du temps. Nous avons besoin de savoir si oui ou non, la Chambre a voté la production des documents demandés par le chef de l'opposition voilà trois ans; c'est très important.

**M. l'Orateur:** Le premier ministre a le droit de demander la remise de ce débat. C'est à la Chambre de décider ce qu'elle prendra en considération.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, M. le Président, j'en appelle de votre décision!

La Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Bugeaud, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Fortier, Gaudrault, Gauthier, Grégoire, Hamel, Lacombe, Lahaie, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Létourneau, Madden, Paquet (Saint-Sauveur), Pilon, Ricard, Saurette, Simard, Taschereau, Thériault, Vautrin, 27.

**Contre:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

#### **Chemins, ponts et cours d'eau municipaux**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 concernant les chemins, ponts et cours d'eau municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### **Loi de pharmacie**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Renaud (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 amendement la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Renaud (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 amendement la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Trois-Rivières**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 amendement la loi 12 George V, chapitre 142, validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Église du Sacré-Cœur-de-Jésus, Montréal**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Commission métropolitaine de l'île de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de La Tuque**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 amendant la charte de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **St. Francis Valley Railway Company**

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 amendant la charte de The St. Francis Valley Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Questions et réponses:**

##### **Prison de Bordeaux**

**M. Smart (Westmount):** 1. La prison de Bordeaux est-elle terminée, ou est-ce l'intention du gouvernement de faire de nouvelles additions aux édifices actuellement existants?

2. Dans ce dernier cas, quand se propose-t-on de commencer les travaux de construction?

3. Quel est le montant total qui a été dépensé jusqu'à date pour ces édifices?

4. Reste-t-il encore quelque chose à payer aux entrepreneurs?

5. Dans l'affirmative, quel est le montant encore à payer?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. et 2. Les travaux de construction sont terminés, mais deux ailes ne sont pas aménagées, et ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire de nouvelles additions.

3. \$3,632,712.84.

4. Non

5. Réponse par 4.

##### **Travaux de la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée vers 5 h 30.

#### **NOTE**

1. Cet échange est rapporté dans *La Patrie* du lundi suivant, 5 décembre 1922, sans indice sur le moment où il s'est produit. Nous l'avons donc placé ici sans avoir l'assurance que cette boutade fut bien prononcée à ce moment.





Séance du lundi 4 décembre 1922

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 35<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Résidence des registrateurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 34 amendant l'article 7516 des statuts refondus, 1909, relativement à la résidence des registrateurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Enseignement forestier

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 41 pour développer l'enseignement forestier, l'enseignement de la papeterie et activer les recherches forestières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 46 modifiant la loi électorale de Québec concernant la confection et la révision des listes dans la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Expropriations

**M. Ouellet (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 162 amendant le Code municipal, relativement aux expropriations pour fins municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Baux à loyer

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 164 amendant le Code civil, relativement aux baux à loyer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi 31 relative à l'affaire Roberts

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève une question de privilège. Avec la permission de la Chambre, je demanderai au premier ministre si le bill 31, concernant l'emprisonnement de John H. Roberts, a été sanctionné par le lieutenant-gouverneur. J'ai compris que, lors de la seconde lecture de ce bill, la chose pressait. Ce projet de loi a été adopté par les deux Chambres; on a refusé de le soumettre au comité des bills publics, à la demande de l'opposition, en prétextant que ça pressait. Depuis, nous n'en avons plus entendu parler. Je désirerais savoir si le lieutenant-gouverneur a sanctionné cette loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les bills sont généralement sanctionnés à la fin de la session par le lieutenant-gouverneur. Quelquefois, lorsqu'il y a un certain nombre de projets de loi qui sont adoptés, nous demandons au lieutenant-gouverneur de venir les sanctionner au cours de la session. Je ne sais si nous suivrons cette coutume cette année; il n'y a rien de décidé à ce sujet. Il est possible que nous en fassions sanctionner plusieurs dans quelques jours. Le bill Roberts sera parmi ceux-là.

#### Documents non déposés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose au chef de l'opposition la prise en considération de la motion de non-confiance du député de Joliette (M. Dufresne), contre le gouvernement, parce que ce dernier n'aurait pas produit certains documents, relativement au crime du parc Victoria. Êtes-vous prêt pour ce débat, demande-t-il?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a à peine quorum; ce n'est pas suffisant pour discuter cette motion, et je demanderais que le débat fût ajourné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je croyais être agréable au chef de l'opposition, en suggérant de commencer le débat sur cette motion, tout de suite. Il réclame cette motion depuis plusieurs jours.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis heureux de voir que le premier ministre veut nous être agréable! J'espère qu'il continuera à être aimable à l'endroit du chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère que mon honorable ami me rendra cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Joliette préférera sans doute commencer le débat lui-même.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il doit être plus au courant de l'affaire Garneau que mon honorable ami le chef de l'opposition. Nous allons ajourner le débat avec plaisir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La semaine commence bien, j'espère qu'elle va aussi bien finir.

#### Questions et réponses:

##### Affaire Blanche Garneau

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les noms des officiers publics qui ont été rémunérés pour avoir occupé dans les diverses affaires, concernant le meurtre de Blanche Garneau?

2. Combien chacun de ces officiers a-t-il reçu?

3. A part des \$5,662.33 pour les enquêtes et des \$4,773.54 pour le procès Binet, à combien s'élèvent les dépenses incidentes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. et 2. Aucun officier public, autre que les officiers réguliers du département, qui n'ont reçu aucune rémunération spéciale pour cette affaire, n'a été rémunéré pour cette affaire.

3. La Commission royale qui siège en ce moment entraîne des dépenses non connues encore.

##### Meurtres restés impunis

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien de meurtres restés impunis ont été commis depuis quatre ans dans cette province, à la connaissance du département du procureur général?

2. Quels sont les noms des victimes?

3. Quel a été le résultat des démarches du procureur général et de ses officiers dans chacune de ces causes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Tous les meurtres ne sont pas dénoncés au procureur général.

2. et 3. Répondu par la réponse précédente.

##### Dossiers judiciaires disparus

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que des dossiers judiciaires détenus par des officiers de l'administration de la justice seraient disparus?

2. Dans l'affirmative, combien depuis cinq ans?

3. Quelles causes concernaient ces dossiers?

4. Qui avait la garde de chacun de ces dossiers?

5. Combien de ces dossiers ont été retrouvés et par qui ont-ils été retrouvés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. Le procureur général n'est généralement pas informé de la disparition de dossiers qui arrive. Depuis 1917 à 1922, on lui a signalé quatre cas dans les causes de Giroux vs Carrière de Québec; Bélanger vs Lavallée, district de Pontiac; A.-J. Mady, district de Bedford et Heck vs Ziff.

4. Les protonotaires de la Cour supérieure.

5. Ils ont été retrouvés ou reconstitués.

##### Conflits d'intérêts à la Commission des liqueurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement ou chacun de ses ministres a-t-il demandé à la Commission des liqueurs ou à chacun des commissaires s'il est vrai que la Commission sait que des personnes occupant de hautes positions dans la politique seraient intéressées dans le commerce des liqueurs et retireraient une commission sur toutes ou sur des ventes faites pour le Canada ou pour la province?

2. Si non, pourquoi?

3. Si oui, a-t-il reçu des renseignements à ce sujet?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 3. Non.

### Vols dans les magasins de la Commission des liqueurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement ou aucun de ses ministres a-t-il demandé des renseignements à la Commission des liqueurs en vue de répondre à la question que je posais le 7 novembre 1922, relativement aux vols qui auraient été commis dans les magasins de la Commission?

2. Si non, pourquoi?
3. Si oui, a-t-il reçu des renseignements à ce sujet?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. La Commission a communiqué au gouvernement la réponse donnée à la question posée le 7 novembre 1922.

### Vol de cocaïne

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il été informé d'un vol considérable de cocaïne au palais de justice de Montréal?

2. Y a-t-il eu destitution de un ou des employés du Palais de Justice de Montréal, à la suite de ce vol?
3. Y a-t-il eu enquête?
4. Si oui, quel a été le résultat de l'enquête?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
1. Oui  
2. 3. et 4. Il y a eu des investigations qui ont amené la destitution de trois employés.

### Ernest Hess

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. M. Ernest Hess ou sa maison d'affaires a-t-il vendu des marchandises ou matériaux au gouvernement depuis 1916?

2. Si oui, dans quelles années et pour quel montant chaque année?
3. Le gouvernement a-t-il payé quelques sommes d'argent à M. Ernest Hess depuis 1916, soit pour contrats ou pour toute autre raison?
4. Si oui, quelles sommes?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
1. M. Ernest Hess, non. Sa maison d'affaires, oui.  
2. 1916, \$529.80; 1917, \$842.20; 1918, \$771.85; 1919, \$1,915.72; 1920, \$2,163.78.  
3. À M. Ernest Hess, non. À sa maison d'affaires, oui.  
4. Répondu par les réponses précédentes.

### Emprisonnements en vertu de la loi des liqueurs

**M. Smart (Westmount):** 1. Le procureur général sait-il que des personnes condamnées à la prison sans option d'une amende, pour infraction à la loi des liqueurs, sont remises en liberté sur paiement de la somme de \$1,000 et les frais?

2. Si c'est le cas, est-ce que toutes les sommes d'argent ainsi perçues, y compris les frais, sont remis au trésor public?
3. En vertu de quelle autorité ce procédé est-il permis?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
1. Non  
2. et 3. Répondu par la réponse précédente.

### Charte de Hull

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Demande de documents:

### Affaire Pouliot-Parrot

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc., entre Jean-François Pouliot et le premier ministre ou tout autre membre du gouvernement, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1922 jusqu'à ce jour, au sujet du docteur Louis-Eugène-A. Parrot.

Je ne veux pas provoquer un débat sur cette affaire. J'ai appris tout récemment que M. Pouliot a eu gain de cause dans un procès que lui avait intenté le Dr Parrot. Cela veut-il dire que M. Pouliot avait raison de porter les accusations qu'il a lancées contre le Dr Parrot. Cela me rappelle que, l'an dernier, le gouvernement avait refusé d'accorder une enquête royale au sujet du commerce de lot dont on accusait le Dr Parrot. Des membres du gouvernement prétendaient qu'il fallait attendre le jugement dans ce procès, avant d'ordonner une enquête royale sur cette affaire.

Le premier ministre avait prétendu que cette affaire étant devant les tribunaux, la Chambre ne pouvait s'en occuper. Cette cause vient d'être décidée et aujourd'hui, rien ne peut empêcher le gouvernement de rendre justice à M. Pouliot. Je ne dis pas que le procureur général a invoqué ce moyen très discutable pour échapper à la demande d'enquête, mais pourquoi a-t-on donné ce prétexte pour refuser à l'opposition l'enquête qu'elle demandait.

Je regrette que le gouvernement ait eu une si mauvaise cause. La chose reste non jugée. L'accusation de libelle criminel portée par Parrot à l'endroit de Pouliot a été provoquée par les déclarations écrites de Pouliot, qui dénonçait Parrot dans l'affaire de vente de boisson. Il n'a pas été question des lots de la couronne.

Ce n'est pas la question des lots qui a été jugée, mais simplement de savoir si le Dr Parrot s'est autorisé de son titre de médecin pour vendre de la boisson. L'accusation qui a été portée et sur laquelle il a demandé une enquête ne reste pas jugée. M. Pouliot - si je suis bien informé - a écrit en avril, en mai, et en juin; il a écrit au premier ministre pour lui demander d'agir dans cette affaire, de façon à lui rendre justice et à punir les coupables, quels que soient leurs titres. Le gouvernement devrait voir à rendre justice à M. Pouliot. M. Pouliot est un bon libéral. C'est extraordinaire le nombre de libéraux qui sont mécontents du gouvernement. Ce sont eux qui protestent le plus. Pourquoi le gouvernement lui refuserait-il ce qu'il demande?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, qu'est-ce qu'il veut exactement, M. Pouliot?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il veut justice!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans le procès pour libelle intenté contre lui? Mais il vient d'avoir un procès. C'est ce qu'il demandait!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Pouliot demandait autre chose. Il importe de savoir jusqu'à quel point l'on peut spéculer à même les terres de la province et si le département des Terres était de connivence dans l'affaire Parrot. Voici un cas qui illustre bien comme l'administration de la justice laisse à désirer. C'était une affaire d'administration. Trois des départements étaient impliqués. Suivant Pouliot, il s'agissait des départements de la Voirie, des Terres et de la Colonisation. C'est l'administration publique qui était en faute. À moins

qu'il n'y ait enquête, la population pourra dire que le gouvernement est incompétent ou a agi de mauvaise foi, et qu'il a protégé le coupable.

Nous avons ici le cas d'un député de la Chambre qui aurait loué des lots destinés à la colonisation. Un bon libéral, M. Pouliot, a demandé au Président que justice soit faite, mais elle n'a pas encore été faite. Pourquoi avoir refusé à Jean-François Pouliot l'enquête qu'il demandait? Il est vrai qu'il y a eu un procès devant les assises, mais pour un libelle au sujet de certificats que le Dr Parrot aurait donnés à des clients qui voulaient acheter des liqueurs. On a retranché de ce procès l'affaire de spéculation sur des lots. Je veux donc obtenir la correspondance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous l'avez peut-être vue?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que mes renseignements sont tellement exacts que le premier ministre puisse supposer que j'ai vu la correspondance?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne veux pas douter de la parole du chef de l'opposition. Mon honorable ami nous dit qu'il n'a pas vu cette correspondance. Très bien. Quant à M. Jean-François Pouliot, il n'a assurément pas raison d'être mécontent de la façon dont il a été traité par le gouvernement. Il m'a écrit et s'est plaint des lenteurs de la justice. Ce qui intéressait principalement Pouliot, c'était d'obtenir que son procès procédât le plus rapidement possible.

Le Dr Parrot lui a intenté un procès et il a réclamé un changement de venue. M. Pouliot a alors demandé un terme spécial des assises de la cour criminelle de Rimouski pour pouvoir se débarrasser du dossier. On a cru préférable que la session de la cour ait lieu à Rimouski plutôt qu'à Rivière-du-Loup, où il y avait plus de compassion pour cette affaire, ce qui aurait pu influencer le jury. Bien que les frais en soient considérables, un terme coûte de quatre à cinq mille dollars, nous avons accordé à M. Pouliot ce terme spécial.

C'est donc à sa demande qu'après le changement de venue ordonné par le juge Belleau, le gouvernement a ordonné une session spéciale à Rimouski, le printemps dernier. Mais à la demande du Dr Parrot, ce procès s'inscrivit non à Témiscouata mais à Rimouski. La cause a été remise au grand déplaisir de M. Pouliot, à cause de l'absence de témoins importants. L'été dernier, ce dernier réclama

une nouvelle session de la cour à Rimouski, à l'automne, en disant encore qu'il voulait se débarrasser du cas, et le gouvernement s'est à nouveau rendu à sa demande. Le gouvernement dans cette affaire a fait tout son possible pour satisfaire M. Pouliot.

Ce dernier, (donc) à deux reprises, prétendant que les accusations portées contre lui par le Dr Parrot lui causaient un grave préjudice, vu sa profession, a demandé que des termes spéciaux fussent fixés au cours desquels il pourrait subir ses deux procès. La chose fut accordée et le gouvernement a même dépensé près de dix mille dollars pour que la chose ne fut pas négligée. Le terme a été tenu, vendredi soir, à 8 heures, alors que les jurés chargés de se prononcer, après avoir entendu les témoignages de part et d'autres, acquittèrent M. Pouliot.

Il (l'honorable M. Taschereau) fait remarquer que bien qu'il n'ait pas suivi de près les procédures, il a pu constater que le procès a roulé non seulement sur cette affaire de certificats de médecin, mais sur une foule de choses, dont l'histoire des lots.

On a aussi fait mention de plusieurs accusations portées par M. Pouliot contre le Dr Parrot. Je crois que M. Pouliot n'a pas de raison de se plaindre. Le procès pour libelle lui a donné justice. Il (l'honorable M. Taschereau) aura, dit-il, bientôt un rapport complet de l'affaire et pourra mieux discuter la question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Pouliot demandait plus que cela. Je regrette que le gouvernement persiste à dire que l'affaire a été jugée à Rimouski. L'acte d'accusation ne référerait aucunement au scandale des lots de colonisation, dont le Dr Parrot est accusé par M. Pouliot de s'être approprié. M. Pouliot a demandé une enquête et je soutiens qu'elle devrait lui être accordée. Le gouvernement n'a pas raison de refuser l'enquête royale demandée. Nous avons été avertis de ne rien faire qui puisse nuire à la réputation de l'administration de la justice.

Nous devons faire attention de ne pas diminuer notre respect pour la justice, sinon nous garantirons des jours sombres à la société et à notre province. Qui sont les hommes responsables dans cette affaire?

Pourquoi refuser l'enquête? Lors de la dernière séance, on m'a dit que l'affaire était devant les tribunaux. J'ai alors informé le gouvernement que l'affaire devant les tribunaux était seulement un procès pour libelle, résultant d'une accusation de vente de boisson.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) nie d'un signe de tête.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Pouliot veut une enquête, afin de connaître jusqu'à quel point Parrot avait commis une faute. Parrot a affirmé lui-même que, s'il a commis une faute, c'est la faute du département des Terres. Oui, c'est vrai! L'autre partie de l'accusation de libelle concernant les lots a été retirée, et il y a seulement l'affaire de boisson qui a été réglée. Je suis surpris que le premier ministre persiste encore à dire que l'affaire des lots a aussi été jugée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) croit le contraire. Il n'a pas eu de rapport officiel de ce procès. Il a seulement appris le verdict du procès tenu vendredi dernier à Rimouski en lisant les journaux. D'après les rapports des journaux, il comprend qu'il fut question de l'affaire des lots et du travail accompli par les employés du gouvernement pour le Dr Parrot. Il assure le chef de l'opposition que le procès a porté sur tout ce qui se rapportait à cette affaire, et l'affaire de la boisson n'est venue que comme un incident. Si les lots en question, dit-il, dans cette affaire, ont été obtenus illégalement, le gouvernement n'hésitera pas à prendre les mesures et toutes les procédures qui seront jugées utiles et nécessaires pour les réclamer. Il n'hésitera pas un instant à faire retomber ces lots dans le domaine de la couronne, si le Dr Parrot ne peut justifier son droit à les posséder.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste sur la gravité de l'affaire. Cela, dit-il, ne change en rien la demande d'enquête que le gouvernement avait refusée, et l'acquittement de M. Pouliot rend plus sérieuse encore la position du gouvernement, qui n'a pas voulu accorder une enquête royale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Maintenant que l'un des deux procès intentés contre M. Jean-François Pouliot par le Dr Parrot est terminé et que le jury s'est déclaré favorable à l'accusé, nous attendrons le résultat du second procès qui s'instruira ces jours-ci. À tout événement, le chef de l'opposition peut-être assuré que si, au cours du second procès, chose qui n'a pas été faite lors du premier, on découvre que le Dr Parrot s'est approprié ou que ses amis par son entremise se sont approprié les lots appartenant au gouvernement, le gouvernement prendra toutes les procédures nécessaires pour punir le ou les coupables.

Nous produirons ces jours-ci, comme le chef de l'opposition le demande, copie de la correspondance échangée avec M. Pouliot au sujet du Dr Parrot. La Chambre constatera que le gouvernement a fait son devoir et tout son devoir.

La proposition est adoptée.

#### **Exploitation des forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 39 pour aider à l'exploitation des forêts de la province.

Adopté.

#### **Protection des forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 40 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre les incendies.

Adopté.

#### **Enseignement forestier**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 41 pour développer l'enseignement forestier, l'enseignement de la papeterie et activer les recherches forestières.

Une école de fabrication de papier et pour l'avancement des études forestières sera établie en Mauricie.

Adopté.

#### **Registreur de Montréal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le traitement du registraire de la division d'enregistrement de Montréal, au lieu d'être fixé à \$5,000 par année, tel que prévu par la cédule A de la section dix-huitième du chapitre premier du titre douzième des statuts refondus, 1909, telle qu'amendée par la loi 11 George V, chapitre 15, section 6, sera fixé à \$6,000, conformément au bill qui accompagne la présente résolution.

L'an dernier, nous avons centralisé tous les bureaux d'enregistrement de Montréal en un seul. Les trois bureaux qui existaient pour les districts de Jacques-Cartier, Hochelaga et Montréal-Est ont ainsi été réorganisés et fondus en un seul. Le gouvernement a cru bon de nommer à la tête du nouveau bureau, où depuis, il se fait un travail très considérable, un notaire de grande expérience, le notaire Télesphore Brassard, que la Chambre des notaires de Montréal a recommandé à l'unanimité au gouvernement. Nous voulons porter son salaire à \$6,000; ce traitement est actuellement de \$5,000. Il ne croit pas qu'une rémunération de \$6,000 soit exagérée. Les assistants-registres, qui sont les anciens registres, MM. Simpson Walker et Lalonde<sup>2</sup>, sont payés \$2,500 par année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux croire que M. Brassard est un officier très compétent, Je n'ai aucune animosité contre le nouveau registraire, qu'il ne connaît pas, dit-il, mais il arrive souvent que des employés subalternes travaillent plus que les chefs dans ces bureaux d'enregistrement et ils reçoivent rarement de l'augmentation.

Si les trois anciens registrateurs, MM. le Dr Lacombe, Lalonde et Walker sont encore à l'emploi du gouvernement en qualité de députés-registrateurs au salaire de \$2,500 par année, le salaire pour le chef du département n'est-il pas trop élevé, quand on voit des subalternes travailler beaucoup plus que le chef du département lui-même.

Il ne veut pas mentionner tout spécialement le département du registrateur, mais constater simplement un fait qui se produit dans plusieurs départements. Il arrive souvent que le "député"<sup>3</sup> travaille plus que le chef, fait tout le travail du bureau pendant que le chef touche à peu près tout. L'un touche à tout, l'autre touche tout. J'ai entendu des plaintes amères, à ce sujet. On dit que le gouvernement paie ses fonctionnaires suivant le titre de leur fonction et non suivant le travail qu'ils font. Ces critiques sont fréquentes et presque violentes. Elles deviendront un jour tellement amères que le respect de l'autorité pourra en souffrir. Le gouvernement ne pourra en tenir l'opposition responsable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a du vrai dans ce que dit le chef de l'opposition, mais sur une bonne partie le chef de l'opposition fait erreur. La chose est inévitable, dans tous les rouages de l'administration. Je déclare à l'honorable chef de l'opposition que nous sommes prêts à suivre les recommandations de M. Brassard, pour rémunérer plus convenablement ses subalternes qui le mériteront. Depuis quelques années, il y a eu des augmentations considérables dans les salaires des employés du gouvernement. Le gouvernement sera disposé à augmenter le traitement des employés intelligents et laborieux que lui signalera le conservateur en chef des hypothèques. M. Brassard a des instructions à cet effet. Je lui ai demandé de procéder à une petite enquête dans son département et je serai prêt à rémunérer convenablement les employés qu'il me recommandera et qui occuperont dans son bureau des fonctions qui leur feront assumer le plus de responsabilités.

Mais il y a aussi du faux dans ce que dit le chef de l'opposition. Nous vieillissons tous, et en vieillissant, nous perdons de notre efficacité. Les fonctionnaires du Bureau d'enregistrement n'échappent pas à la commune loi. Les assistants sont les anciens registrateurs. Le gouvernement les a nommés assistants, afin de ne pas leur faire perdre leur position, mais il sera possible plus tard de se dispenser des services d'assistants pour les remplacer par les employés du Bureau d'enregistrement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut savoir l'âge de ces messieurs qui ont perdu leur efficacité. Il pose la question au sujet de MM. Lalonde et Walker.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'un a bien 70 ans et le second, plus de 75 ans.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a des juges qui sont frais à 80 ans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a de beaucoup plus jeunes qui sont moins frais. Concernant MM. Lalonde et Walker, le gouvernement leur garde leur place, parce qu'il n'y a pas de fonds de pension pour les employés du service extérieur. Ce sont deux vieux employés dont la province se doit de reconnaître les services.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

#### Registrateur de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registrateur de la division d'enregistrement de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dépôt de documents:

##### Plaintes contre l'administration de la justice

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 1<sup>er</sup> février 1921, pour copie de toutes correspondances, documents, plaintes contre l'administration de la justice dans notre province, en 1918, 1919, 1920. (Document de la session no 51)

#### **Meurtre de Ena Auger**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 mars 1921, pour copie de toute correspondance, etc., depuis 1920 inclusivement, entre le gouvernement et M. Napoléon Laliberté, avocat, concernant l'enquête et le procès sur le meurtre de Ena Auger et au sujet de l'accusé Létourneau. (Document de la session no 52)

#### **Meurtre de Blanche Garneau**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 janvier 1921, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et les substituts du procureur général ou toute autre personne à Québec, au sujet de l'affaire concernant la mort de Blanche Garneau. (Document de la session no 53)

#### **Paiements supplémentaires aux fonctionnaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 novembre 1922, pour copie de tous les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil depuis les 1<sup>er</sup> juillet 1920 et autorisant de payer à des personnes employées dans le service civil quelque rémunération, en sus du traitement régulier attaché aux fonctions de ces personnes. (Document de la session no 54)

#### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45<sup>4</sup>.

#### **NOTES**

1. *La Tribune* signale qu'il n'y avait que 15 députés, incluant l'Orateur en début de séance. *Le Nouvelliste* parle plutôt de 10 membres. "On attendit une demi-heure pour former le quorum. M. Sauvé était le seul membre de l'opposition présent. Du côté ministériel, il y avait le premier ministre Taschereau et les honorables David et Caron."

2. Certains journaux donnent le nom de Lacombe.

3. Le chef de l'opposition utilise un anglicisme pour désigner l'adjoint. Ironique, le journaliste du *Devoir* écrit: "Qui a jamais soupçonné un député de travailler?"

4. À 4 h 30, selon *La Patrie* du 5 décembre, à la page 13.



## Séance du mardi 5 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 95 constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Julius B. Miller et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal" est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Adopté.

**Montefiore Hebrew Orphans  
Home of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 107 constituant en corporation The Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Documents  
non déposés**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Joliette (M. Dufresne), dont elle a été saisie le mercredi 29 novembre 1922:

Attendu que dès qu'une adresse ou un ordre demandant communication de quelque rapport ou document est voté par la Chambre, il est du devoir des personnes et départements appelés à fournir des documents à le faire avec diligence et de les préparer avec soin;

Attendu que si une personne néglige de fournir les documents demandés, elle viole les privilèges de la Chambre et peut être, à raison de ce fait, réprimandée ou punie;

Attendu que, à la session de 1921, la Chambre a ordonné la production des documents suivants: correspondance concernant l'administration de la justice en 1918, 1919 et 1920; correspondance au sujet de la mort de Blanche Garneau; correspondance, etc., depuis 1920, avec M. Napoléon Laliberté, avocat, concernant le meurtre de Auger Ena; correspondance de la "Dominion Detective Agency" ou Gonzalve Savard au sujet de la loi de prohibition; correspondance concernant l'inapplication de la loi 9 George V, chapitre 18;

Attendu que ces documents n'ont pas été déposés au cours de la session de 1921;

Attendu que dans le cours de la session suivante, du 10 janvier au 21 mars 1922, ces documents n'ont pas été non plus déposés;

En conséquence, cette Chambre déclare que le gouvernement a violé les privilèges de cette Chambre et elle le censure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Joliette a proposé une motion de censure contre le gouvernement, nous accusant de n'avoir pas produit un certain nombre de documents qui avaient été demandés par l'opposition voilà trois ans et dont la Chambre avait voté la production. Plusieurs de ces documents, effectivement, n'ont pas été produits; trois l'ont été hier et deux manquent encore. Nous les cherchons et nous les produirons prochainement, dès que nous les aurons trouvés. La transcription de ces pièces demandées par l'opposition exige un travail considérable. C'est ce qui justifie le retard. Si le chef de l'opposition avait un si grand besoin de ces documents, il aurait su les demander à la session de 1921 et à celle de 1922. Le gouvernement se serait empressé de les produire comme il vient de le faire.

Le député de Joliette a donc demandé à la Chambre de blâmer le gouvernement pour avoir retardé la production de ces documents. On sait que

la plupart des documents que l'on demande, au commencement de la session, ont pour but unique de provoquer des discussions, des débats, sans que les documents demandés n'ajoutent rien à la discussion. La plupart des documents, dont on a demandé la production et que l'on se plaint de ne pas avoir encore, ont été demandés dans ce but: provoquer une discussion.

Ces pièces ne sont pas toutes d'égale valeur. Il en est qui ont une importance particulière dans les débats; d'autres sont d'une importance moindre. Lorsque les députés veulent avoir ces documents tout de suite, ils en font la demande au gouvernement qui s'empresse de les leur fournir. Il marque ainsi d'ordinaire sa bonne volonté en pressant le travail, quand un député insiste. Dans le cas qui nous occupe, les documents ont été demandés par des motions.

Si ma mémoire est bonne, les documents ont été demandés vers la fin de la session de 1921. Au cours de la présente session, ni le chef de l'opposition ni ses collègues n'en ont fait mention et, à la session de 1922, l'opposition ne nous en a pas parlé. On n'a pas insisté, une fois la discussion finie, pour avoir ces documents. Je ne sais pas que personne ait demandé de les produire avant la fin de la session. Nous en avons donc conclu que rien ne pressait et nous ne les avons pas produits.

Il y a une chose qui s'est toujours pratiquée à la Chambre, c'est que la discussion sur une motion pour production de documents étant finie, on demande à avoir ces documents si l'on en a absolument besoin. Or, je ne sais pas que l'on ait le moins insisté pour avoir les cinq documents dont il est question, dans la motion du député de Joliette. On ne les a même pas demandés à la session suivante; c'est donc dire qu'ils n'étaient pas nécessaires. Si, à la session suivante, on nous les avait demandés, nous les aurions sûrement produits.

Quand on a attiré l'attention ministérielle sur les retards dans la production à la session actuelle, le gouvernement s'est exécuté. On a produit jusqu'ici trois des dossiers demandés; on produira les autres dans quelques jours. Des recherches se font actuellement, afin de produire les deux autres documents demandés. Les députés de cette Chambre peuvent être sûrs d'une chose: c'est que nous faisons tout ce qui est nécessaire de faire pour renseigner la Chambre.

Le gouvernement fait tout son possible pour fournir à l'opposition les documents dont elle a besoin. Dès que l'on nous démontre que l'on a besoin de la production de certains documents autres que

pour donner prétexte à une discussion, nous nous empressons de la donner. Il y a longtemps que nous aurions produit ces documents dont le député de Joliette fait mention, si on nous les avait demandés avant aujourd'hui. Je crois que la motion de l'honorable député de Joliette devrait être rejetée par la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La déclaration du premier ministre me surprend. Je veux croire que sa mémoire a complètement fait défaut. Pendant la session de 1921, je me suis plaint à plusieurs reprises du fait que les documents n'étaient pas produits et le gouvernement a promis de les produire rapidement. Pourtant, nous ne les avons toujours pas. Au cours de la dernière session, l'hiver dernier, j'ai demandé à plusieurs reprises la production de ces documents sur l'affaire Garneau.

J'ai attiré l'attention de la Chambre sur le fait que des documents, dont la production avait été ordonnée durant la session de 1921, n'étaient pas encore déposés devant la Chambre. Le premier ministre s'est même levé pour promettre de les produire. Quelle que soit la force, la majorité du gouvernement, il doit obéir aux ordres de la Chambre et produire les documents dès qu'il en reçoit l'ordre. Dans ce cas-ci, il n'a obéi à l'ordre de la Chambre que lorsque le député de Joliette a proposé sa motion de non-confiance.

Le gouvernement a violé un ordre de la Chambre, il a violé ses privilèges en refusant de produire des renseignements votés par elle; en cela, le gouvernement n'a pas fait son devoir, il a établi un dangereux précédent et il doit être censuré, quelle que soit la force numérique de ses partisans à l'Assemblée législative. Il se réfère aux règlements parlementaires et constitutionnels ayant trait à la production de documents, lorsque votés par la Chambre.

Il demande instamment à la Chambre de blâmer le gouvernement en votant en faveur de la motion du député de Joliette. Il ne veut pas croire que la Chambre va faire preuve de fanatisme et de partisanerie au point de refuser de blâmer le gouvernement dans cette question où la logique est évidemment du côté de l'opposition. La Chambre qui, dit-il, vient de se prononcer avec éclat sur ce point, se déjugerait en agissant de la sorte, et elle commettrait un acte de parti pris politique. Je trouve étrange que des députés ayant été si indignés, face à la violation des privilèges de la Chambre, soient aujourd'hui si dociles.

Est-ce que la majorité en cette Chambre, pour des raisons partisans, va appuyer le gouvernement dans cette violation des privilèges de la Chambre? La majorité de la Chambre va-t-elle mettre de côté les règlements par pure partisanerie politique? Je ne le crois pas. Je ne puis croire que la Chambre qui a revendiqué ses privilèges, tout dernièrement, sacrifiera ces derniers par esprit politique. La Chambre n'a pas le droit de commettre cet acte de partisanerie<sup>1</sup>!

Il est étrange que ceux qui se vantent d'être si fiers de la grandeur et de la splendeur de leur peuple et leur province doivent mettre de côté leurs principes pour le parti. Je ne crois pas que la majorité en cette Chambre puisse se contredire et reculer sur des principes si vivement proclamés récemment au point de voter contre la motion. Il s'agirait d'un précédent dangereux si cette Chambre agissait ainsi par partisanerie politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève une question d'ordre. Je rappelle mon honorable ami à l'ordre. Il n'a pas le droit, par des insinuations, de condamner un acte de la Chambre. Il ne peut dire que la Chambre fait des actes de parti pris et accuser la députation de fanatisme et de partisanerie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je dis que la Chambre ferait un acte de partisanerie si elle se déjugeait et si elle votait contre la motion. J'espère même qu'elle ne le fera pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la même chose. C'est procéder par insinuation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je dis que si la Chambre agit ainsi, elle se rendra coupable de partisanerie politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) proteste encore et en appelle à l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition ne doit pas insinuer que la Chambre se rendrait coupable de partisanerie politique aux dépens de principes. Il croit que M. Sauvé n'insistera pas sur ces termes. Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'insiste pas, qu'il ne persiste pas à parler ici de partisanerie politique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien. J'affirme que je ne veux pas croire à de la partisanerie politique de la part de la majorité ministérielle et je me dispose à l'applaudir.

**M. Grégoire (Frontenac):** M. l'Orateur...

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je comprends que l'honorable député de Frontenac, à titre de doyen de la députation, veut se lever pour dire qu'il m'appuie dans notre motion, pour me dire que je n'ai rien à craindre, que la Chambre ne dira pas que le gouvernement a eu raison de ne pas obéir aux ordres de la Chambre. Si le gouvernement avouait qu'il a eu tort, je n'insisterais pas probablement, mais je suis convaincu que les députés ne souffriront pas qu'on les traite de cette façon. Il n'y a pas deux logiques, deux patriotismes.

Le gouvernement doit se soumettre aux règlements, à la Constitution. Et je suis convaincu que la Chambre désapprouvera son action. La parole du député de Frontenac (M. Grégoire) aura d'autant plus de poids qu'il est le doyen de la Chambre. Je le remercie d'avance. Il affirme que le gouvernement aurait pu facilement fournir les documents demandés et que ceci n'aurait pas dû prendre deux ans, après qu'une motion de censure ait été introduite.

Sans rien insinuer, car je ne veux pas être désagréable envers le premier ministre, mais plutôt je veux le rassurer, je ne peux qu'en venir à la conclusion que le gouvernement ne respecte pas la Chambre. Comment pouvons-nous travailler sérieusement, si la Chambre est traitée de cette manière par le gouvernement? Si les membres de cette Chambre se lèvent pour protester et montrer leur indignation envers des mots dont eux ou la Chambre ne sont pas la cible, ne devraient-ils pas se lever maintenant et protester contre cet outrage aux règlements de la Chambre?

Je souhaite que mes compatriotes - pour impressionner certains des députés impressionnables - tiennent compte de ce que j'ai dit, et que le sens de la justice britannique des députés anglais prévaudra et jugera en conformité avec les faits que j'ai cités. Je ne crois pas que la Chambre se rendrait coupable de partisanerie. Les cieux m'empêchent de penser ainsi. S'ils votent contre la motion, ce serait plus que de la partisanerie, ce serait du fanatisme.

Sûrement que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) votera pour la motion. Il retrouvera sa vieille indépendance et rendra justice là où il faut que justice soit rendue, et condamnera ceux qui doivent être condamnés. Le ministre est entré en politique avec un programme caractérisé par l'indépendance. Il est trop gentilhomme pour reculer et commettre un acte de fanatisme.

J'ai aussi confiance dans le jugement du secrétaire provincial (l'honorable M. David) qui nous parle beaucoup et avec grande éloquence du patriotisme. Il définit avec tant d'éloquence le vrai patriotisme des Canadiens français. Il possède de grandes qualités. Ses mots nous ont fait monter dans le ciel bleu et dans les airs par ses nobles pensées et par ses discours sur la grandeur et le sens moral de notre peuple. Il verra assurément la logique de la motion.

Et l'honorable trésorier (l'honorable M. Nicol) l'accueille avec de bons mots et est confiant que, bien qu'il soit membre depuis peu de temps, il connaît assez bien l'atmosphère de la Chambre pour être en mesure de juger adroitement dans ce cas et que, conséquemment, il votera contre le gouvernement. Bien sûr que la Chambre ne se montrera pas partisane<sup>2</sup>...

Après mûres réflexions, il n'est pas facile pour les ministres de voter contre le gouvernement. Il suggère que le gouvernement admette qu'il a manqué à son devoir en ne fournissant pas les documents et qu'il promette de mieux se conduire dans l'avenir. S'il fait ceci, il est prêt à laisser tomber sa motion...

(Personne ne réplique du côté ministériel.)

Si j'étais un homme violent ou un homme de mauvaise disposition, je dirais que la raison pour laquelle le gouvernement n'a pas fourni les documents, lorsqu'ils furent demandés, est que ceux-ci contenaient des choses qu'il ne voulait pas rendre publiques. Si je voulais être malin, si je voulais être violent, je dirais que le gouvernement n'a pas produit ces documents sur l'affaire Garneau, parce que ça n'aurait pas fait son affaire et qu'il avait intérêt à tant retarder. Mais ce n'est pas dans mon caractère.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il est heureux que le chef de l'opposition ne soit pas un violent. On se félicite de trouver en face un ami aussi doux et pacifique qui ne dit jamais un mot plus haut que l'autre. Peut-être que voilà une bonne chose, sinon le gouvernement serait vraiment en danger. Il n'avait pas besoin, du reste, de protester de sa douceur. Sa voix, modulée, est empreinte, on l'a vu, de la plus exquise douceur. Elle avait tout à l'heure, le ton de la prière attendrie... Avec cette douceur que nous avons admirée, il nous a déclaré que la majorité de la Chambre allait voter avec lui. Il en est certain. Quelle foi!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je peux me tromper, bien sûr.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Quelle belle foi! Avec une foi semblable, on ne transporte pas une montagne, mais deux montagnes! J'ai bien peur, cependant, que mon honorable ami ne s'envole dans l'azur! (rires). À tout événement, il ne devra pas être trop étonné si la Chambre n'est pas ébranlée par ses prières et ses supplications. C'est une bonne chose que le chef de l'opposition parle doucement, avec modération, car, de cette façon, il a réussi à endormir son collègue le député de Saint-Georges. Je suis heureux de voir que l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) vient de sortir du profond sommeil qui ne l'a pas quitté pendant le discours de son chef<sup>3</sup>.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a un ministre qui dort aussi.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Depuis 22 ans que je siége en cette Chambre, je n'ai jamais entendu proposer une semblable motion. De quoi s'agit-il? Le gouvernement n'aurait pas produit des documents que l'opposition a demandés voilà trois ans. Le gouvernement produit tous les documents que l'opposition lui réclame; il se hâte lorsque les documents lui sont demandés tout de suite. Il n'y a pas eu de violation des règles de la Chambre. Quelle est la pratique en cette Chambre? Généralement on demande des documents pour avoir le prétexte de discuter certaines questions. Il donne la liste des documents en question: la correspondance concernant l'administration de la justice en 1918, 1919 et 1920; la correspondance au sujet de la mort de Blanche Garneau; la correspondance, etc., depuis 1920, avec M. Napoléon Laliberté, avocat, concernant le meurtre de Auger Ena; la correspondance de la Dominion Detective Agency ou Gonzalve Savard, au sujet de la loi de prohibition; la correspondance concernant l'inapplication de la loi 9 George V, chapitre 18.

Ces documents, peut-on penser, dit-il, ont été demandés, comme cela se fait souvent, pour permettre à un député de parler sur un sujet donné ou sur une question quelconque. Dans bien des cas, il n'y a pas de documents relatifs à la question soulevée. Quant à la production de ces documents, c'est l'effet d'une entente entre le gouvernement et ceux qui les demandent. Si on veut les avoir, nous nous empressons de les produire, quand ils n'ont pas seulement servi de prétexte à une discussion. Ceux que mon honorable ami réclame aujourd'hui ont été demandés il y a deux ans, et il ne s'en est pas occupé depuis.

Je ne crois pas que le chef de l'opposition ait demandé ces documents, en particulier à la fin de la session de 1921, mais il arrive souvent que des députés demandent des documents qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pu être produits. Ils (les documents) ont provoqué des discussions; puis, l'on n'en a plus parlé. Ni pendant la session où ils ont été demandés, ni au cours de la session suivante, l'on a insisté pour leur production. Ils n'étaient donc pas si indispensables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je les ai demandés l'an dernier.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'accepte cette déclaration du chef de l'opposition. Il les a eus, hier, enfin, ses documents, et il n'y a pas de raison de voter non-confiance au gouvernement pour cela. Le chef de l'opposition peut être sûr que nous sommes toujours à son entière disposition pour lui donner tous les renseignements que nous pourrions lui donner. Dans l'occurrence, il n'y a donc pas lieu de voter cette motion du député de Joliette (M. Dufresne), les privilèges de la Chambre n'ont pas été le moins violés.

**M. Smart (Westmount):** Le ministre ne prend pas la question au sérieux. Il regrette, dit-il, que le ministre de l'Agriculture ne considère cette question que comme une farce. Pour lui, il croit que la population de cette province la considère tout autrement. Les règles de cette Chambre sont très claires. Elles commandent au gouvernement de déposer devant la Chambre sans aucun retard, les documents que cette Chambre lui ordonne de déposer. Il lui semble étrange que le gouvernement attende jusqu'à la fin de 1922, pour déposer devant la Chambre des documents que cette dernière lui a ordonné de déposer au commencement de 1921. Il est étrange que les documents que le gouvernement n'a pas eu le temps de produire en deux ans, il ait pu les faire transcrire en trois jours, après la présentation de la motion de censure. Le gouvernement, croit-il, ne saurait prétendre qu'il faut près de deux ans pour copier ces documents qui concernent l'administration de la justice.

Il est clair que les critiques de l'opposition sont amplement justifiées. L'opposition est limitée en nombre de députés, mais ceci n'implique pas que ses droits ou ceux de la province soient écrasés. Le gouvernement avait le droit, sous sa responsabilité, de refuser la production des documents; mais une fois que la Chambre a décrété cette production, il

doit les produire. Puisque le gouvernement a tant tardé à déposer ces documents devant la Chambre, qu'il en prenne la responsabilité...

(Applaudissements)

(Le discours du député de Westmount (M. Smart) est interrompu par l'ovation faite à MM. Madden et Paquet qui reviennent d'une comparution devant la Commission d'enquête sur l'affaire Blanche Garneau.)

**M. Madden (Québec-Ouest) et M. Paquet (Saint-Sauveur)** se lèvent et saluent leurs collègues<sup>4</sup>.

**M. Smart (Westmount):** Jamais je n'ai entendu d'aussi chaleureux et enthousiastes applaudissements en cette Chambre. C'est la plus longue ovation que j'aie reçue en cette Chambre.

Le premier ministre a dit que la production de ces documents n'a été demandée que dans les derniers jours de la session. Il serait plus juste de déclarer que la discussion sur la motion n'a été fixée par le gouvernement que dans les derniers jours de la session. Il raconte à ce sujet des faits personnels. Il a demandé la production de certains documents concernant la Commission des liqueurs, dès les premiers jours de la dernière session. Il n'a pu la discuter qu'à la fin de la session, le jour même de la prorogation. Ce n'est pas de la faute de l'opposition mais du gouvernement. Il a réclamé ces mêmes documents au commencement de la présente session; et les documents ont été produits au bout de deux ou trois jours. Le gouvernement, en refusant de produire les documents que l'on demandait, qu'on en ait ou non besoin, a violé les privilèges de la Chambre. Le gouvernement viole l'esprit de la loi et je crois que la Chambre doit voter la motion de censure.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Bédard, Bercovitch, Bissonnet, Bouthillier, Bugeaud, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, Daniel, David, Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier

(Trois-Rivières), Miles, Moreau, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Simard, Taschereau, Thériault, Vautrin, 54.

La motion est ainsi rejetée.

### Questions et réponses:

#### Contrats de routes

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de contrats ont été octroyés en 1921 pour la construction de routes provinciales ou régionales dans la province?

2. Par qui furent signés ces contrats?

3. Quels sont les noms et résidences des entrepreneurs pour ces routes?

4. Quels sont les noms et résidences des compagnies ou sociétés qui ont construit certaines de ces routes ou parties de routes?

5. Combien de ces entrepreneurs ont fait eux-mêmes ces travaux et quels sont leurs noms?

6. Combien de ces entrepreneurs ont fait faire les travaux par sous-contrats?

7. Quels sont leurs noms et demeures?

8. Quels sont les noms et demeures des sous-entrepreneurs?

9. Mêmes questions pour 1922.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Sur le système des grandes routes de la province, 13 contrats ont été octroyés en 1921, et 104 en 1922.

2. Ces contrats furent signés, en 1921, d'une part, par les personnes suivantes: Dave Devito, Jos. Surprenant; William I. Bishop Ltd, Associated avec P. Lyall & Sons Construction Co. Ltd, par William Lyall; William I. Bishop, I. Duquette; "Newton-Dakin Construction Co.", par F. W. Dakin, président, J. W. French; "The Kennedy Construction Co", par J. Kennedy; J.-E. Paquin; Jos. Blais; Rod. Potvin; J. P. Lachapelle & Cie.

D'autre part, par les personnes suivantes: B. Michaud, sous-ministre de la voirie; Ernest Plaisance, maire et Donat Beaudet, secrétaire-trésorier de St-Louis-de-Lotbinière; J.-S. Beaudet, maire, et L.-E. Tousignant, secrétaire-trésorier de Leclercville; Alex. Blais et J.-A. Gagné, échevins de Lévis; Adélard Bégin, maire et Thomas Saint-Laurent, conseiller de St-Télesphore; Émile Gaudreau, maire, et D. H. Noiseux, secrétaire-

trésorier de Farnham-Ouest; Jos. Harpin, maire et Geo. Paquette, secrétaire-trésorier de St-Ours; W. J. Riely, maire et Henri Dutil secrétaire-trésorier de St-Romuald.

Ces contrats furent signés, en 1922, d'une part par les personnes suivantes: I. Duquette; Alphonse Létourneau; N. Bucciarelli; Gédéon Pomerleau et Édouard Lemieux; Léger & Charlton Ltd par L. Léger, président; Pacifique Baillargeon; "The Kennedy Construction Co", par St-George Harvey, secrétaire ou J. Kennedy; Jos. Arthur Brouillette; Joseph Blais Enr. par Jos. Blais; Uldéric Paris; Cie de Construction de St-Ours, par J. P. Lachapelle; Jos. Trudeau et Jos.-Euclide Messier; Harry L. St-George; Nap. Trudel & Fils; J. Raoul Boulanger; "Veilleux Construction Co", par Henry Veilleux et William H. Veilleux; T. E. Rousseau Ltée, par T. E. Rousseau, président et J.-A. Careau, secrétaire-trésorier; Frank Walters & Co, par W. A. McCarthy et Frank Walters; "Universal Contractors Inc", par Thomas Cozzolino; "Engineers & Contractors Ltd", par E. R. Reid, président; C. Gauthier; F. Laroche; Rousseau & Guertin par J.-E. Guertin; "Nova Scotia Construction Co. Ltd" par Thomas Cozzolono; Adélard Lizotte, "Montreal Road Construction Co. Ltd" par J.-E. Paquette; Armand Sicotte & Cie, par Armand Sicotte; Arthur Maynard; Normand & Normand par J. Normand; N. A. McDonald; "Terminal Construction Co. Ltd", par G. A. McLeod, président; Laganière, Houde & Cie par C. H. Laganière; J. A. Brouillette et Alex. Venne, père; Frs Cordeau; Jacob A. Jacobs; O'Connors Ltd" par W. P. O'Connor, sec. trés.; "O'Connor Bros", par D. J. O.; Dave Devito; Alex. Lavigne; "Canada Construction Co", par W. H. Kelley, président; Damase Lagacé; "Newton-Dakin Construction Co", par W. F. Dakin, président.

D'autre part, par J.-L. Perron, ministre de la voirie, B. Michaud, sous-ministre de la voirie, John Doré, sec.-trés. de St-Edmond-de-Grantham; J.-E. Demers, maire de Lévis.

3. (Voir la liste ci-dessous)

*En 1921:*

Dave Devito, Neuville, comté de Portneuf.

J. Surprenant, Farnham, comté de Missisquoi.

"W. I. Bishop, Limited", Édifice New Birks, Montréal.

I. Duquette, Lac-Mégantic, comté de Frontenac.

"Newton-Dakin Construction Co.", 181 rue King-Ouest, Sherbrooke.

J. W. French, Cookshire, comté de Compton.

"The Kennedy Construction Co.", Édifice Shaughnessy, Montréal.

Jos.-E. Paquin, Lotbinière, P.Q.

Jos. Blais, Lévis, P.Q.

R. Potvin, J. P. Lachapelle & Cie, St-Ours, comté de Richelieu.

*En 1922:*

I. Duquette, Lac-Mégantic, comté de Frontenac.  
Alphonse Létourneau, Disraéli, comté de Wolfe.

N. Bucciarelli, Aylmer, comté de Hull.

Gédéon Pomerleau, St-Victor-de-Tring, comté de Beauce.

Édouard Lemieux, Ste-Marie, comté de Beauce.

Léger & Charlton Ltd, 458 rue St-Joseph, Lachine, P.Q.

Pacifique Baillargeon, St-Jean, P.Q.

"The Kennedy Construction Co.", édifice Shaughnessy, Montréal.

J.-A. Brouillette, L'Assomption, P.Q.

Jos. Blais, Enr., Lévis, P.Q.

Uldéric Paris, Deschaillons, comté de Lotbinière.

Cie de Construction de St-Ours, St-Ours, comté de Richelieu.

J. Trudeau, et J.-E. Messier, Varennes, comté de Verchères.

H. L. St-George, 127 rue Stanley, Montréal.

N. Trudel & Fils, St-Irénée, comté de Charlevoix.

J.-R. Boulanger, Montmagny, P.Q.

Veilleux Construction Co., 76 rue London, Sherbrooke.

T. E. Rousseau, Ltée, Édifice Québec Railway, Québec.

Frank Walters & Co., Lennoxville, comté de Sherbrooke.

"Universal Contractors Inc." Édifice Drummond, Montréal.

"Engineers & Contractors Ltd", Annapolis Royal, N. E.

C. Gauthier, Weedon, comté de Wolfe.

F. Laroché, Coaticook, comté de Stanstead.

Rousseau & Guertin, Lambton, comté de Frontenac.

"Nova Scotia Construction Co", 59 rue St-Pierre, Montréal.

A. Lizotte, Ham-Sud, comté de Wolfe.

"Montreal Road Construction Co. Ltd", 29 rue Hermine, Montréal.

A. Sicotte & Cie, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

A. Maynard, Chambly canton, comté de Chambly.

Normand & Normand, L'Islet, P.Q.

N. A. McDonald, Dalhousie-Station, comté de Soulanges.

"Terminal Construction Co., Ltd", Édifice Roy, Halifax, N.E.

Laganière, Houde & Cie, 319 rue St-Paul, Québec.

Alex. Venne, père, L'Assomption, P.Q.

F. Cordeau, Bon-Conseil, Drummond.

Jacob A. Jacobs, 282 rue Ste-Catherine-Ouest, Montréal.

"O'Connors Ltd", 204 rue St-Jacques, Montréal.

"O'Connor Bros", Huntingdon, P.Q.

Dave Devito, Neuville, comté de Portneuf.

Alex. Lavigne, Aylmer-Est, comté de Hull.

"Canada Construction Co", Buckingham, comté de Labelle.

Damase Lagacé, L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

"Newton-Dakin Construction Co", 181 rue King-Ouest, Sherbrooke.

4. Réponse au no 3.

5. Tous les entrepreneurs énumérés ci-haut.

6. Aucun à la connaissance du département.

7. Réponse au no 6.

8. Réponse au no 6.

#### **Honoraires de Charles Lanctôt**

**M. Smart (Westmount):** Combien le gouvernement a-t-il payé M. Charles Lanctôt, depuis cinq ans, pour services comme assistant-procureur général ou autres, divers, etc.?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cet état apparaîtra lors de la production de l'état demandé par l'item no 55, de l'ordre du jour.

#### **Dépôts bancaires de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle somme minimum la Commission des liqueurs a-t-elle eu en dépôt à la Banque Nationale pendant chacun des mois écoulés depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921?

2. Quels intérêts la Commission a-t-elle reçus sur ces dépôts depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1922

1.

Février.....	\$ 50,000.00
Mars .....	102,061.85
Avril .....	104,665.40
Mai .....	107,584.72
Juin .....	104,257.54
Juillet.....	5,658.70
Août.....	7,776.70
Septembre .....	6,661.09
Octobre.....	6,199.34

2. \$1,329.11.

#### **Tunnel au palais de justice de Montréal**

**M. Renaud (Laval):** 1. À quelle date a été passé l'ordre en conseil approuvant le contrat de la construction d'un tunnel, allant du palais de justice de Montréal à l'annexe actuellement en construction?

2. Quel est le nom de l'entrepreneur? Si c'est une compagnie, quels en sont les directeurs? Si c'est une société commerciale, quels en sont les membres?

3. À quelle date et devant quel notaire le gouvernement a-t-il signé le contrat pour lesdits travaux?

4. À quelle date les travaux de construction ont-ils été commencés? À quelle date ont-ils été terminés? Quel est le montant du contrat accordé?

5. Y a-t-il eu des soumissions publiques de demandées?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Pas d'ordre en conseil, construction du tunnel exécutée en même temps que le contrat des fondations et aux mêmes conditions.

2. Même entrepreneur. Pour les noms des directeurs de cette compagnie, voir *Procès-verbaux* de cette chambre, 3 novembre 1922, page 5.

3. Aucun contrat signé.

4. 12 septembre 1922. Terminé le 24 novembre 1922, à l'exception du lambris intérieur qui sera fait après la plomberie. A coûté jusqu'à date \$19,577.

5. Non.

#### **Permis d'alcool dans Richmond**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. A-t-il été accordé des licences suivant la loi des liqueurs, dans le comté de Richmond, pour l'année ou partie de l'année 1922?

2. Si oui, dans quelles municipalités et quels sont les noms des personnes qui ont recommandé ces licences?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. Bromptonville, aucune recommandation; Richmond, aucune recommandation; Windsor, le conseil municipal.

#### **Expropriations**

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 amendant le Code municipal, relativement aux expropriations pour fins municipales, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### **Loi des faillites**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Leclerc), que cette Chambre regrette que l'Acte des faillites, tel qu'amendé, invite à la malhonnêteté et à la fraude, cause au commerce et à l'industrie des embarras sérieux, qui sont de nature à ruiner les crédits, et elle invite le gouvernement fédéral à révoquer cette loi.

Il dit qu'il ne provoquerait pas cette discussion, s'il était convaincu que la loi des faillites sauvegarde les intérêts commerciaux et industriels du Canada en général et ne présente d'inconvénients que pour notre province. En affirmant, dit-il, que la loi des faillites invite à la malhonnêteté et à la fraude, je parle d'un mal dont les conséquences existent dans toutes les parties du pays. Je sais fort bien que la loi des faillites regarde toutes les provinces et je n'entends pas faire le plaidoyer des provinces-sœurs qui sont capables de se protéger elles-mêmes.

Je veux parler pour la province de Québec; je ne veux pas non plus me servir d'arguments qui heurteraient les sentiments de nos concitoyens des autres provinces. Je veux simplement démontrer que, dans la province de Québec, la loi actuelle des faillites invite à la malhonnêteté et à la fraude. C'est ici la place où il faut en parler. C'est un mal dont les conséquences sont aussi déplorables dans la



Colombie Anglaise que dans l'Ontario et dans la Nouvelle-Écosse.

Les mêmes causes produisent partout les mêmes effets. Il n'est pas nécessaire de faire de longues enquêtes au dehors pour être fixés sur les ravages de cette loi.

Les faits recueillis dans la province démontrent que la loi a eu pour but de pervertir nos populations. Grâce à des intermédiaires peu scrupuleux pour ne pas dire plus, elle a encouragé, chez trop de nos gens, le désir de se débarrasser de leurs dettes, par des méthodes illégales et par des moyens d'une honnêteté douteuse. La première question que j'essaierai d'étudier et de résoudre, parce que je la crois d'importance capitale pour tout le monde, est si la loi des faillites favorise par sa constitution même et par ses dispositions essentielles les opérations malhonnêtes et frauduleuses dans toutes les classes de notre société; je dis que cela constitue un danger national contre lequel il appartient à cette Chambre de réagir énergiquement et sans délai.

Si d'un autre côté, à un point de vue plus matériel, cette même loi menace de désorganiser notre commerce et notre industrie et de ruiner notre crédit, ce que je crois également et ce que les faits démontrent, cette Chambre est justifiable d'entendre mes raisons, d'exprimer ses regrets qu'un tel état de choses puisse exister, et de prendre les mesures qu'elle jugera efficaces pour le faire disparaître.

Je parle ici non comme marchand et manufacturier, mais comme législateur dont la mission est d'aider à faire de bonnes lois et à supprimer les mauvaises. Je prêche pour la société en général. Les sollicitations de quelques-uns de mes amis, le silence des autres, l'indifférence du plus grand nombre m'auraient découragé depuis longtemps, si j'avais eu plus de souci de mon repos que de mon devoir.

Je ne me dissimule pas non plus qu'un politicien, qui parle de morale en public, court le risque de provoquer les moqueries des sceptiques et les défiances plus ou moins déguisées des défenseurs officiels des bons principes. Je voudrais que notre population soit préservée des tentations séduisantes offertes par les brasseurs d'affaires, grâce à cette loi qui menace de désorganiser notre commerce et notre industrie et de ruiner notre crédit. Il n'est peut-être pas inutile de commencer par un court historique de la loi de faillite dans notre pays.

Trois ans avant la confédération des provinces, en 1864, on crut le moment venu d'uniformiser la législation relative aux commerçants

insolvables. La population du Haut et du Bas-Canada était alors d'un peu plus de 2,500,000 âmes. L'élément anglais était en majorité, et ce fut l'honorable John A. Macdonald, alors procureur général du Haut-Canada, qui introduisit cette législation en Chambre. Cinq années plus tard, en 1869, la loi était abolie, probablement parce qu'elle ne répondait plus aux besoins du commerce, mais surtout parce que les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, entrées dans la Confédération en 1867, nécessitaient des arrangements nouveaux, correspondant au nouvel état de choses. La première loi fut remodelée après cinq ans, sans donner de meilleurs résultats.

L'acte de faillite de 1869 ne contenait pas moins de 155 clauses. La dernière, qui n'était pas la moins importante, en limitait la durée à quatre années, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1869, date à laquelle elle était entrée en vigueur. Si cette loi de faillite avait donné satisfaction au commerce et au public en général, elle aurait certainement été maintenue. Il y a lieu de croire qu'elle ne correspondait plus aux besoins du pays, car elle mourut de sa belle mort, le 1<sup>er</sup> septembre 1873. Les provinces retombaient, par le fait, sous la juridiction et les lois qui leur étaient propres, quant à ce qui concerne la personne et les biens des insolvable.

Mais les partisans quand même de l'ingérence fédérale, principalement les syndics officiels dont le rôle était déjà important, n'allèrent pas abandonner la partie. L'essai des deux premières lois de faillite avait été fait sous le régime conservateur. On résolut de tenter une expérience nouvelle sous l'administration libérale Mackenzie, et nous eûmes la loi de faillite de 1874, qui fut sanctionnée le 8 avril de cette année-là<sup>5</sup>. Apparemment, elle ne fit pas merveille, car moins de cinq ans plus tard, le 1<sup>er</sup> avril 1880, elle passait de vie à trépas. Ces trois essais infructueux de loi de faillite, dans l'espace de 16 ans, paraissaient avoir mis un terme aux initiatives du pouvoir fédéral dans ce sens, puisqu'il ne les a pas renouvelées durant les quarante années qui ont suivi (1880-1920).

Le Canada a éprouvé bien des fortunes diverses pendant cette période: tour à tour soumis au régime tarifaire protectionniste ou de simple revenu, au régime politique conservateur ou libéral, à ces crises sérieuses du commerce et de l'industrie, dans la paix comme dans la guerre, dans la disette ou la prospérité, jamais, durant quarante années consécutives, le Canada n'a senti le besoin d'une loi de faillite. Voilà un fait matériel qui doit nous faire réfléchir.

Que faut-il conclure de là? Trois choses, M. l'Orateur.

Premièrement, que nos hommes d'État ont fait eux-mêmes faillite dans les trois premières tentatives qu'ils ont faites pour doter le pays d'une loi de faillite.

Deuxièmement, que dans le passé, nos lois de faillite ont été plutôt une nuisance publique, et condamnées comme telles par l'opinion publique et par leurs propres auteurs.

Troisièmement, que le Canada peut facilement se passer d'une loi de faillite. Telle est la leçon de l'histoire. La création et l'abolition successive de trois lois de faillite dans l'espace de 16 ans est un phénomène remarquable dans nos annales parlementaires; il s'explique par le fait que ces lois avaient un vice radical et portaient en elles un germe de mort.

Et voilà que, tout à coup, après 40 ans de prospérité sous le droit commun, une quatrième loi de faillite a pris naissance parmi nous. Un projet de loi, venu on ne sait d'où, demandé par on ne sait qui, ne faisant partie ni du programme de l'opposition, ni de celui du gouvernement, ne portant la recommandation d'aucun corps public intéressé, a été présenté au Parlement. Il ne m'appartient pas de rechercher l'étude qui s'en est faite dans les comités et en Chambre, non plus que de relater l'état de crise par lequel passait alors le monde gouvernemental et parlementaire, à la suite et comme conséquence de la Grande Guerre. Que voyons-nous cependant. Le même rouage usagé, néfaste et condamné des syndics, toujours et plus que jamais intéressés à se tenir à l'affût des débiteurs insolvables.

Le même mépris de nos lois civiles et de nos règles de procédure, avec cette conséquence, fatale pour nous de la province de Québec, que dans tout conflit de législation, la loi fédérale est souveraine et met à néant nos lois provinciales.

Je m'arrête ici un instant. Je me tourne vers l'honorable premier ministre, procureur général de la province de Québec, et, comme tel, gardien sacré de nos privilèges et de nos lois, et je lui demande s'il ne s'est pas indigné parfois de constater avec quelle désinvolture la loi de faillite fait litière de l'esprit et de la lettre de nos Codes. Tous les juges et les avocats dignes de ce nom, et à la hauteur de leurs professions, ne déplorent-ils pas tous les jours ce camouflage de la justice?

Je me demande si le temps n'est pas venu de placer toute cette question sur son véritable terrain, j'en ai fini pour ma part, avec l'épouvantail d'un gouvernement fédéral se proclamant maître absolu

en toutes matières, et faisant main basse sur les attributions des Législatures. Il est temps que les Législatures provinciales revendiquent l'usage de leurs attributions et empêchent le gouvernement fédéral de mettre la main sur tous leurs pouvoirs. Jamais il ne s'est élevé un mouvement sérieux parmi les marchands et les industriels.

Au contraire, les anciens parlent encore avec terreur du temps où fonctionnait la loi de faillite de 1875. Notre loi de cession de biens, qui n'était pas parfaite, sans doute, mais qui pouvait le devenir avec des retouches, répondait aux exigences générales, était bien comprise et bien appliquée, fonctionnait normalement devant les tribunaux par l'entremise des curateurs et des officiers de justice, et, enfin, dans l'ensemble comme dans le détail, ne maltraitait pas outre mesure les parties en cause. Les bordereaux de collation n'étaient pas toujours conformes aux espérances du créancier, mais il subissait sa perte sans trop de mauvaise humeur, ayant tiré tout le parti possible d'une mauvaise affaire, et conservant son recours pour la balance de sa créance à sa discrétion.

Notre commerce, notre industrie, notre agriculture, nos finances étaient menacés d'une catastrophe. Le temps était bien mal choisi pour opérer une révolution dans notre système de règlement des faillites. Des problèmes internationaux, la baisse alarmante du change de notre dollar sur le marché américain, des divisions intestines dans le cabinet et dans les rangs du parti au pouvoir, le désordre qui régnait dans l'administration, le surcroît de travail d'une opposition réduite en nombre et forcément absorbée par les questions les plus pressantes d'intérêt public, tout cela rendait difficile, pour ne pas dire impossible, l'étude raisonnée d'une question aussi complexe que celle qui fait le sujet de mon discours.

C'est cependant au milieu de ce désarroi général que la sanction royale fut donnée à la loi de faillite le 7 juillet 1919. Par le fait même, toute notre loi de cession de biens était supprimée et devenait lettre morte. Toute l'économie de notre système laborieusement perfectionné durant 40 ans, fortifié par l'expérience et par la jurisprudence de nos tribunaux, imprégné de l'esprit de notre Code civil, était mise à néant et était remplacée par une législation fédérale dont le mécanisme nous était inconnu.

Quand il s'est agi de la mise en opération de la nouvelle loi de faillite, chose singulière, ce ne sont pas les commerçants qui se sont les premiers aperçus de ses défauts, mais ce sont les législateurs eux-mêmes. Ils ont d'abord pris un an, de juillet 1919 à

juillet 1920, pour mettre la machine en fonctionnement. Ils ont vite constaté que les 98 clauses de la loi primitive étaient pour la plupart défectueuses. Dix-neuf changements ont été jugés nécessaires. Ils ont été faits au cours de la session de 1920, et sanctionnés le jour même que la loi entrerait en vigueur, le 1<sup>er</sup> juillet 1920. Depuis ce temps-là, aux deux sessions suivantes de 1921 et 1922, pas moins de 74 nouveaux amendements sont venus compliquer cette loi, ce qui fait jusqu'à aujourd'hui, pour ses deux premières années d'existence, 93 altérations d'une loi comportant en tout 98 articles.

Je me trompe, M. l'Orateur. La loi de faillite ne compte pas seulement 98 articles. Un 99<sup>ième</sup> lui a été ajouté en 1921. Il se lit comme suit: "La présente loi sera administrée par le ministre de la Justice." Or, le ministre de la Justice, par un concours providentiel de circonstances, est aujourd'hui, à Ottawa, celui-là même qui fut, dans notre province, le prédécesseur immédiat de notre procureur général et premier ministre actuel. N'y a-t-il pas, dans ce seul fait, M. l'Orateur, une raison d'espérer que l'heure est bien choisie pour faire parvenir au Parlement fédéral la voix de la Législature de Québec, avec certitude d'être bien entendu et bien compris?

Ai-je besoin, maintenant, de citer des exemples? Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1920, il n'en existait pas, pour la bonne raison que, avant cette date, il n'était venu à l'idée d'aucun législateur d'inventer une semblable machine. Dans les très rares cas où un non-commerçant insolvable s'exposait aux rigueurs d'un "capias" et était mis en prison, notre loi civile lui procurait le moyen de recouvrer sa liberté en faisant une cession de biens. C'était loin d'être un acte volontaire de sa part.

Je plaide l'intérêt général et non l'intérêt de la province de Québec. Je mets de côté les arguments qui ne seraient applicables qu'à une face et à une province. J'ai établi que, durant quarante années consécutives de 1880 à 1920, le Canada tout entier, au point de vue commercial et industriel, s'est développé et a prospéré sans qu'il ait eu besoin d'aucune loi de faillite fédérale. J'ai insisté sur le fait que, durant quarante ans, la province de Québec a su régler, au moyen de sa loi de cession de biens, toutes les difficultés résultant de l'insolvabilité des commerçants, et cela, à la satisfaction des intéressés. J'ai établi, d'une manière irréfutable, je crois, par les données de l'histoire, que la loi de faillite de 1864, passée sous le Canada-Uni, ainsi que celles de 1869 et 1875, votées par le Parlement du Canada, n'avaient évidemment pas donné satisfaction au commerce et à l'industrie, puisque le Parlement lui-même les avait

abolies, ce qui n'arrive pas d'habitude pour les bonnes lois.

J'ai indiqué enfin le vice radical de ces lois et le germe mortel qu'elles contenaient, à savoir: la remise des affaires de faillite entre les mains d'une classe de gens directement intéressés à les multiplier, et la mise au rancart de notre droit civil et de nos règles de procédure traditionnelles. Le vice radical des trois premières lois de faillite résidait dans un des rouages essentiels de leur organisme, à savoir l'institution d'une classe de syndics directement intéressés à multiplier les faillites et qui n'étaient pas toujours à la hauteur des fonctions délicates qui leur étaient assignées.

Le germe de mort, c'était l'abandon des principes fondamentaux du droit civil et de procédure qui sont le patrimoine inaliénable des deux grandes races qui peuplent le Canada pour y substituer une machine administrative qui est pratiquement la négation de ces mêmes principes.

C'est à peu près le même rouage qui subsiste pour le fonctionnement de la loi actuelle extrêmement défectueuse. J'ai affirmé et démontré le fait que la nouvelle loi de faillite a été proposée et adoptée dans un temps de crise politique financière et parlementaire, et qu'elle n'avait pas reçu l'attention requise, vu les circonstances, ni de la part des intéressés, ni de la part des pouvoirs publics.

J'ai enfin encore établi que le Parlement fédéral avait déjà essayé de corriger l'erreur de sa loi primitive, en y remaniant, ajoutant ou supprimant des clauses nombreuses de telle sorte que 93 articles nouveaux sont venus modifier les 98 qu'elle contenait d'abord.

Avec ces amendements, la loi continue à être mauvaise. Elle viole la Constitution du pays, parce qu'elle foule aux pieds les droits et prérogatives des Législatures en matière de droit civil, parce qu'elle soustrait arbitrairement à la juridiction provinciale la personne et les biens des non-commerçants insolubles, et en particulier, la classe si intéressante des cultivateurs, ces pères nourriciers du pays.

Depuis 1920, sous l'opération de la nouvelle loi de faillite, administrée aujourd'hui par l'un des nôtres, Sir Lomer Gouin, ministre de la Justice à Ottawa, nous avons journellement le scandale de non-commerçants, professionnels, salariés, cultivateurs, etc., dont les noms s'évalent des les colonnes des journaux, faisant une sinistre réclame à notre province.

Je ne crains pas de dire que rien n'empêcherait légalement un prêtre catholique, un ministre d'une religion quelconque, une communauté

religieuse, etc., de se servir de cet expédient pour se libérer de leurs dettes.

Ce qu'il y a d'odieux, c'est que, après avoir expressément exempté, par l'article 8, les salariés et les personnes s'occupant exclusivement d'agriculture ou de culture du sol des conséquences désastreuses d'une faillite obligatoire, elle leur laisse, à l'article 9, une porte large ouverte qui leur permet d'accomplir volontairement ce qu'on ne peut les forcer de faire, et de se livrer aux mains des syndics autorisés par une cession de leurs biens, au profit général des créanciers.

Les statistiques officielles des faillites des neuf premiers mois de 1922 démontrent que, sur le nombre total de 229 faillites enregistrées dans le pays, la seule province de Québec en compte 1,083, soit 40 %. Durant l'année 1921, le nombre des faillites pour tout le dominion du Canada avait été de 2,451. On calcule que, dans les deux années 1921-1922, les faillites égaleront en nombre celles des sept années précédentes. Il n'est pas exagéré de dire que, sur le nombre de 1,083 faillites dans les neuf premiers mois de 1922, il y a au moins 300 faillites de cultivateurs. Dans les neuf premiers mois de 1922, les fidéicommissaires ont manipulé une somme de \$53,000,000, comprenant des recettes au montant de \$22,201,000 et des dettes au montant de \$31,156,000 en immeubles, matériaux, crédits, marchandises, argent, etc. Les intéressés ont perdu 75 % de leurs créances et, je crois, dit-il, qu'il est temps de mettre un terme à ceci.

Je sais, d'après des renseignements puisés à bonne source, qu'il y a eu 5 faillites de cultivateurs dans la seule paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, 5 aussi au Lac Noir, 5 à Sainte-Germaine, 4 à Thetford, 3 à Robertson, soit en tout 22 faillites de cultivateurs dans 5 paroisses. Ceci comporte la vente publique, à sacrifices considérables, de 22 fermes, avec animaux et roulant. Ceci veut dire que 22 familles ont été chassées de leur foyer, pour prendre le chemin des autres provinces ou de l'exil aux États-Unis.

Pour vous prouver que je n'exagère pas, M. l'Orateur, laissez-moi vous lire l'article de tête d'un journal indépendant de cette ville, *L'Événement*, du 18 novembre 1922.

"On nous donne l'explication suivante de l'épidémie de faillites chez une certaine classe de cultivateurs: Les cultivateurs qui ont des dettes criardes, mais qui travaillent bien et entendent payer les avances qui leur ont été faites, sont souvent mal avisés, pour ne pas dire perfidement, par de soi-disant amis qui les induisent à essayer une

liquidation pour se dégager de leurs créanciers, sous l'impression qu'une vente à l'encan leur rapportera 100 % de ce que valent leurs biens; ces pauvres gens acceptent de subir l'épreuve, qui, au lieu d'améliorer leurs affaires, ne sert généralement qu'à consommer leur ruine.

"On doit pourtant savoir que, depuis un an ou deux, ce n'est pas le bon temps de vendre une ferme et son roulant. Les perspectives sont que la propriété rurale se vendra beaucoup mieux dans un an ou deux que cet automne. La situation générale du commerce et de l'industrie va de mieux en mieux, ce qui veut dire que bientôt les producteurs du sol vendront leurs produits beaucoup mieux qu'aujourd'hui et constateront une plus-value appréciable de leurs biens-fonds. Il importe donc que les agriculteurs qui ont des dettes prennent patience et fassent entendre raison à leurs créanciers. Ceux-ci, neuf fois sur dix, préféreront attendre un honnête homme que de le voir s'abandonner à des expédients ruineux.

"Si nos renseignements sont exacts, une partie des Canadiens français qui quittent nos campagnes pour aller tenter fortune aux États-Unis appartiennent à cette catégorie de cultivateurs malheureux que des circonstances ont jetés dans des embarras passagers. Pour avoir manqué de courage ou pour avoir écouté de faux amis, ils ont essayé une vente à l'encan et se sont vus bientôt acculés à la banqueroute. La plupart de ceux qui ont subi ce malheur auraient pu se tirer d'affaires, en trimant quelques mois encore, un an tout au plus. Et il est à noter, dans la plupart des cas, que leur ruine n'a même pas servi à désintéresser complètement leurs créanciers."

Vous avez remarqué les mots: "épidémie de faillites chez une certaine classe de cultivateurs, souvent mal avisés pour ne pas dire perfidement par de soi-disant amis qui les induisent à essayer une liquidation pour se dégager de leurs créanciers." "Pour avoir écouté de faux amis... ils se sont vus bientôt acculés à la banqueroute..."

Dans la plupart des cas, concluait *L'Événement*, "leur ruine n'a pas même servi à désintéresser complètement leurs créanciers."

Cette expression d'opinion d'un journal, dont la direction commerciale est sous la surveillance d'un des hommes d'affaires les plus avertis de Québec, révèle un état de choses qui ne saurait être toléré plus longtemps, sans avoir le plus dégradant effet sur notre population, aux bénéfices de gens qui en font un commerce et non une profession.

Quand on réfléchit que ces gens-là, dans les neuf premiers mois de 1922, ont manipulé à leur

guise, dans notre province, la somme énorme de \$53,358,029, comprenant un actif de \$22,201,990 et un passif de \$31,156,039 en immeubles, matériaux, créances, marchandises, argent, etc., appartenant à des cultivateurs, à des marchands, à des industries, et que, certainement les intéressés ont perdu au moins 75 % de leur avoir, c'est-à-dire près de \$25,000,000. N'est-il pas vrai, M. l'Orateur, que le temps est sérieusement arrivé de nous demander: Où allons-nous?

Il ne sera pas difficile maintenant d'établir la seconde partie de ma proposition, savoir: que la loi de faillite cause des embarras sérieux au commerce et à l'industrie de nature à ruiner le crédit.

Il y a un facteur dont il faut savoir tenir compte dans les affaires: c'est l'ambition et la course vers la suprématie commerciale. "La fortune sourit aux audacieux", dit le proverbe. Sans doute, le marchand a le devoir de ne pas semer sa marchandise au hasard des exploiters, mais il doit aussi savoir discerner l'homme courageux, économe et honnête, qui a besoin de crédit, ne pouvant pas réaliser tous les jours l'argent nécessaire à ses besoins. Le marchand de gros agira de la même manière et pour les mêmes raisons envers le marchand de détail. L'un et l'autre se doivent un appui mutuel, et comptent, pour rencontrer leurs obligations, sur les bonnes récoltes et l'honnêteté du cultivateur.

D'un autre côté, l'industriel est là avec ses centaines d'ouvriers et sa production abondante. Il a les yeux tournés vers le commerce dont il attend la clientèle pour payer les matériaux et la main d'œuvre, agrandir son usine, perfectionner ses machines et tenir un rang honorable dans le monde. Lui aussi, à son tour, est obligé de faire crédit et d'attendre que ses clients aient de l'argent par la vente des produits manufacturés. En attendant les remboursements, il lui faut pourvoir aux salaires de ses ouvriers. Il a recours aux banques, ces grandes institutions de crédit qui font fructifier les épargnes du peuple.

Tout se tient dans ces diverses activités, par le ciment du crédit. Cultivateurs, marchands de détail et de gros, industriels, ouvriers, banquiers; vous ne pouvez disjoindre ces éléments, sans faire crouler l'édifice de la prospérité nationale. Eh bien! J'affirme que la loi des faillites actuelle a déjà commencé l'œuvre de démolition.

Tout l'échafaudage de notre prospérité industrielle et commerciale est sapé par la base par la loi actuelle. Grâce à elle, le marchand de la campagne ne peut plus compter sur le remboursement de ses avances aux cultivateurs,

parce qu'il n'est jamais sûr qu'il ne trouvera pas un beau matin, dans son courrier, un avis de syndic l'informant que tel cultivateur de ses clients, a fait une cession autorisée de ses biens, avec les frais, délais, ennuis de toute sorte que cela occasionne. Le marchand de détail de la campagne est dans cette alternative insupportable: ou couper net le crédit du cultivateur et forcer la rentrée de sa créance, au risque de précipiter la catastrophe, ou bien continuer ses avances à tout hasard, avec la presque certitude de se faire jouer par les moyens que procure la loi des faillites.

D'un autre côté, l'industriel et le marchand de gros sont dans les transes continuelles. L'expérience de ces deux dernières années les a mis au courant des lacunes et des trucs de la loi des faillites. Ils connaissent les ravages qu'elle a déjà accumulés et ils la voient suspendue sur leurs têtes comme une menace perpétuelle. Ils ont beau agir séparément ou se concerter entre eux pour se renseigner sur la solvabilité de leurs clients, ils se sentent incapables d'y voir clair.

Il cite l'opinion de l'Association des marchands détaillants du Canada contre la loi actuelle. La confiance est perdue, le crédit est mort, parce que la loi de faillite les guette comme un voleur embusqué au coin d'un bois. C'est ce qui explique pourquoi, durant les premiers neuf mois de 1922, la province de Québec compte 40 % en nombre de faillites de tout le Canada, et près de 60 % en passif, soit un peu plus de \$31,000,000 sur \$54,000,000.

En résumé, comme je viens de l'établir, la loi de faillite, en détruisant la confiance mutuelle que se doivent entre eux cultivateurs, manufacturiers et marchands, porte un coup fatal à l'existence même de ces institutions et diminue d'autant notre prestige économique et social. Voilà le régime sous lequel nous vivons, contrairement aux lois fondamentales de notre droit civil et de notre conscience de chrétien, dans la province de Québec. Remarquez que ces dispositions cyniques des articles 13 et 58 de la loi de faillite s'appliquent dans le cas de cession de biens par nos cultivateurs.

Je ne voudrais pas être méchant pour la classe des syndics, mais je parle ici par devoir et comme député du peuple. Je n'ai pas le droit de sacrifier l'intérêt public à des sympathies personnelles. Un des vices de cette loi de faillite a été, je l'ai déjà dit, de rendre nécessaire, pour sa mise en fonctionnement, la création de certains intermédiaires spéciaux, exclusifs et obligatoires, entre les débiteurs et les créanciers, souvent sans la volonté et contre les

intérêts des uns et des autres. Ce sont les syndic autorisés.

Le malheur est que la loi fédérale a fait surgir, dans tous les petits centres, une nuée de syndicats, qui n'ont ni la compétence voulue ni l'entraînement nécessaire pour régler ce genre d'affaires. Il y a d'honorables exceptions, heureusement, mais l'expérience a démontré que les complications et les chinoïseries de la loi fédérale étaient plus difficiles à comprendre et à expliquer que les prescriptions claires et précises de notre loi de cession de biens. Cela serait leur supposer autant de connaissances sur cette loi que les juges et les avocats qui diffèrent souvent d'opinion.

Comment un homme qui n'appartient pas d'ordinaire à la profession légale et qui n'a généralement que des connaissances superficielles en matières commerciales et industrielles peut-il devenir, du jour au lendemain, un expert en législation de faillite?

Mais il y a quelque chose de pire que cela: le syndic a besoin d'un avocat pour certaines procédures. Il s'arrange de façon à ne se servir de l'avocat que pour des signatures, faisant personnellement toute la besogne. Cela est au vu et au su de tout le monde. En d'autres termes, je ne crains pas de le dire, nous avons, dans l'ensemble de cette organisation syndicale, l'un des plus dangereux monopoles, exercé au bénéfice de gens qui en font un commerce et non une profession. Le remède serait la création de tribunaux de commerce, comme cela existe en France. Il demande à la Législature d'autoriser le gouvernement à faire les démarches nécessaires pour induire le gouvernement fédéral à rappeler la loi des faillites à la prochaine session.

J'ai accepté le rôle ingrat de jeter le cri d'alarme. Je ne le regrette pas, pourvu que l'opinion publique soit avertie de ce qui se passe, et que mes électeurs, les ouvriers, les commerçants et les manufacturiers ne m'accusent pas d'être resté muet au moment du danger. Je me reprocherais, cependant, d'avoir donné à mes remarques un ton pessimiste, et trop en désaccord avec celui de quelques-uns de mes confrères de l'industrie et du commerce, si je ne m'étais pas fait une règle de me renseigner et de penser par moi-même, après avoir étudié les problèmes qui se posent ou plutôt qui s'imposent à l'attention.

Je n'en connais pas de plus angoissant et de plus alarmant que celui dont j'ai l'honneur de saisir cette chambre: j'ose espérer que mes honorables collègues adopteront ma proposition et donneront au gouvernement un mandat exprès, l'autorisant à faire les démarches nécessaires et immédiates auprès du gouvernement d'Ottawa, afin d'obtenir, dès la

prochaine session du Parlement, l'abolition de la loi de faillite.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je félicite l'honorable député de Québec-Est de ramener à l'attention du public et du gouvernement fédéral la loi de faillite adoptée en 1919. Je partage entièrement son opinion: cette loi ne doit pas être amendée, elle doit être abrogée et disparaître. Une loi de faillite a une importance considérable. Elle a nécessairement une répercussion sur la vie économique et commerciale d'un pays, et j'ajouterais, même sur sa moralité.

La loi dont nous nous plaignons a ouvert la porte à la fraude, à la spéculation; elle a nui au crédit des individus et des sociétés commerciales, et elle n'a pas peu contribué à augmenter la dépression commerciale et financière en ce pays. Aussi, le mécontentement est-il général! Et je pourrais répéter ce que M. Colby, député de Stanstead, disait à l'égard de l'ancienne loi de faillite qui fut abolie en 1880: "L'idée de protéger le débiteur malheureux mais honnête est certainement une idée humanitaire, mais en Angleterre, aux États-Unis et au Canada, où l'on a essayé de favoriser le commerçant malheureux mais honnête, l'on a ouvert la porte à la démoralisation, à la témérité et à de si nombreux abus qu'il est nécessaire dans l'intérêt public de mettre fin à ce système." (*Débats de la Chambre de communes*, 1879, p. 1614).

Une dépêche de Winnipeg faisait dire il y a quelques semaines à M. H. Detchon, gérant de la Canadian Credit Men's Association, qui a agi comme syndic dans une centaine de cas, que la présente loi de faillite favorise le commerçant malhonnête qui s'en sert pour se débarrasser de ses dettes et garder son argent. Bon nombre de syndicats ont sans doute fait leur devoir, mais certains ont été accusés de chercher des affaires sous cette loi en encourageant les commerçants et les non commerçants à faire faillite.

Certains sont allés jusqu'à passer par les maisons des cultivateurs pour savoir s'ils étaient embarrassés dans leurs affaires et les encourager à régler leur situation en faisant faillite. Plusieurs se sont laissés prendre; ils ont cru que leur situation s'améliorerait et ils ont trouvé la ruine. D'autres ont réussi à régler leurs dettes en payant de vingt-cinq cents à quarante cents dans la piastre et ont réalisé des bénéfices. Dans tous les cas, les frais sont très élevés, et la lenteur des procédures est considérable. Des frais inutiles sont faits.

Il est des cas où un créancier a poursuivi son débiteur pour obtenir jugement contre la loi et fait

saisir sa propriété par le shérif. Les avis de vente ont été publiés dans la *Gazette officielle*. La veille du jour où cette propriété devait être vendue, l'affaire se passait dans un district rural, un syndic, ou représentant de syndic de l'une de nos grandes villes se rendit dans cette campagne, ayant connu la vente par la *Gazette officielle*, et décida le débiteur à faire faillite. On en informa de suite le shérif, tel que prévu par la loi de faillite, et la vente du shérif fut arrêtée. Tous les frais du shérif étaient faits. Ces frais, y compris ceux faits pour obtenir jugement s'élevèrent à environ une somme de \$300. Voici les frais rendus complètement inutiles; la liquidation va se faire sous la loi de faillite et les frais de vente vont recommencer. Les frais sont ainsi faits en double partie, et il n'y a rien d'étonnant que les créanciers, dans maints cas, ne reçoivent rien.

Nous pourrions citer de nombreux cas de spéculation, de fraude et de frais inutiles. Il y a plus. En permettant aux non-commerçants de faire faillite, on a ruiné le crédit d'un grand nombre. Combien de non-commerçants auraient pu faire face, l'an dernier et cette année, à la dépression commerciale et industrielle que nous subissons, si ce n'eût été cette loi de faillite? Combien auraient pu emprunter des banques ou des particuliers le montant nécessaire qui leur aurait permis de régler leurs affaires et qui n'ont pu avoir l'argent voulu, à cause de cette loi de faillite?

Combien souvent avons-nous entendu dire à des débiteurs: la banque ou un tel me prêterait mais ils ont peur que je fasse faillite. La loi de faillite décrète que l'hypothèque prise dans les trois mois qui précèdent la faillite ne vaut rien, qu'il n'est pas permis au créancier de se faire payer au rang où les hypothèques doivent être payées. La conséquence est que les cultivateurs, momentanément embarrassés, ne peuvent pas emprunter et donner leur terre en garantie du remboursement du prêt, parce que les prêteurs craignent une faillite dans les trois mois qui suivent le prêt en question et qu'ils perdront leur argent.

Combien de marchands ont refusé de vendre à crédit des marchandises nécessaires aux cultivateurs, parce qu'ils craignaient la faillite? Ce sont là quelques cas entre des centaines. L'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) nous a d'ailleurs établi que le commerce, l'industrie, les hommes d'affaires et tous ceux qui s'intéressent à la bonne santé de notre vie économique et commerciale réclament l'abrogation de cette loi. Aussi, je voudrais m'arrêter de préférence sur les inconvénients de cette loi, au point de vue juridique. Elle est une tentative d'uniformité et elle est venue saboter le Code civil de

cette province, de même que le Code de procédure civile.

Depuis l'abolition de l'ancienne loi de faillite en 1880, la loi des provinces avait régi la cession de biens. Cette loi avait donné satisfaction et avait suffi à régler la distribution entre les créanciers des biens du débiteur insolvable. Ces lois étaient sans doute susceptibles de quelques changements de façon à rendre la liquidation plus économique et plus expéditive, mais il n'était pas nécessaire d'avoir le bouleversement que cette loi de faillite est venue créer.

La loi fédérale de 1919 a virtuellement abrogé les articles 853 à 892 du Code de procédure civile de cette province touchant la cession de biens. La loi de faillite diffère de notre cession de biens sur plus d'un point, et je crois que ces différences comportent plus d'inconvénients que d'avantages.

Ainsi, l'article 891 du Code de procédure civile posait le principe que la cession ne libère le débiteur de ses dettes que jusqu'à concurrence de ce que les créanciers ont touché sur le produit de la vente de ses biens. Au contraire, l'article 58 et suivants de la loi de faillite permettent au failli d'obtenir une libération des dettes qui n'ont pas été acquittées par la vente de ses biens. Il est facile de prévoir les abus auxquels peut donner lieu un tel principe juridique. Au lieu d'obliger chacun à remplir ses obligations, à respecter les transactions, elle encourage à faire des dettes et favorise la spéculation en laissant entrevoir la libération ou un concordat à bon marché avec les créanciers.

Et les créanciers, soit qu'ils n'aient pas le temps ou soit qu'ils croient pouvoir faire meilleur usage de leur argent que de le dépenser pour recouvrer d'un débiteur malhonnête, se ruinent et perdent ou refusent de faire des affaires. Et qui peut se prévaloir de si favorables dispositions. À peu près tout le monde. Ici encore, la loi fédérale s'écarte d'un principe posé par nos articles 853 et suivants du Code de procédure civile. L'article 853 ne permettait de demander la cession de biens qu'au débiteur arrêté sur "capias" et aux commerçants qui avaient cessé leurs paiements.

Si, en vertu de la loi fédérale, la faillite ne peut pas être demandée aux salariés gagnant moins de \$1,500 par année et aux agriculteurs (les seules personnes exemptées de faillite) du moins, même ces personnes, même ces salariés et ces agriculteurs peuvent céder leurs biens aux créanciers, en vertu de cette même loi fédérale et se prévaloir ensuite du droit de demander leur libération. Est-ce que la portée de cette loi n'est pas trop large? Et faut-il en faire bénéficier tout le monde, les professionnels tout

comme les commerçants? La même situation n'existe pas pour les uns et pour les autres.

Le commerce repose sur le crédit. On peut dès lors supposer que le commerçant a des dettes, et la loi doit tenir compte de cette éventualité. Cette préoccupation ne doit pas exister pour le non-commerçant, car son crédit ne doit pas dépasser sa fortune. S'il a des dettes, chaque créancier est présumé attendre ses rentrées et doit supposer qu'elles sont suffisantes pour les satisfaire. (Voir Thaller, Vol. I, p. 130). Mais la loi fédérale ne touche pas seulement au Code de procédure civile, elle sabote plusieurs articles de notre Code civil.

À titre d'exemple, on peut citer un article publié dans *Le Devoir* par M. Ernest Guimond, avocat, sur les droits du locateur. En cas de cession de biens, ses droits étaient protégés par les articles 1991<sup>6</sup> et 2005 du Code civil, plus favorables et plus équitables que l'article 52 de la loi de faillite touchant les droits du syndic, relativement au bail possédé par le failli.

En ce qui concerne les contrats de mariage, la loi de faillite en annule certaines clauses, au préjudice de la famille (voir l'article 29 de la loi de faillite). On rejette également d'autres réclamations entre mari et femme, et qui cependant peuvent être parfaitement justes (voir l'article 48 de la loi de faillite).

Les articles 1032 et suivants du Code civil, reproduisant les principes de l'action paulienne, et qui pouvaient s'appliquer à la cession de biens, étaient beaucoup plus équitables pour tout le monde, débiteurs et créanciers. La fraude seule permettait de faire annuler les contrats consentis par leur débiteur à leur préjudice.

À ce sujet, l'hypothèque mérite une mention spéciale. L'article 2023 du Code civil défend de prendre hypothèque, au préjudice des créanciers, sur les immeubles d'un insolvable, ni sur ceux d'un commerçant dans les trente jours qui précèdent sa faillite.

L'article 2090 du Code civil complète cette règle en décrétant nul l'enregistrement d'un titre d'acquisition de droits réels sur les biens immobiliers d'une personne fait dans les trente jours qui précèdent sa faillite.

La loi de faillite (article 31 tel qu'amendé par la loi fédérale 10-11 George V, chapitre 34) décrète, en résumé, que tout transport ou transfert de biens ou charge sur ces biens fait par une personne insolvable en faveur de l'un de ses créanciers sont censés être frauduleux et nuls, si la personne qui les fait est déclarée en faillite sur une pétition en faillite présentée dans les trois mois, à compter de la date de

ce transport, ou si elle fait une cession autorisée dans les trois mois, à compter de cette même date.

Voilà quelques points qui indiquent suffisamment les atteintes portées par cette loi de faillite à notre droit civil et à notre procédure civile. Cette loi adoptée par le Parlement fédéral en 1919 est un exemple du danger que constitue la législation fédérale pour le droit des provinces canadiennes. Plusieurs des articles de cette loi de faillite, je viens de le démontrer, ont pour effet de mettre de côté maintes dispositions de notre Code de procédure civile et de restreindre d'autant le champ de notre droit privé.

Le comité judiciaire du Conseil privé, si l'on s'en rapporte à ses plus récentes décisions touchant le Canada, paraît d'opinion que les droits de légiférer, accordés par les articles 91 et 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord au Parlement fédéral et aux législateurs, ne sont pas exclusifs les uns des autres. Il semble d'opinion, par exemple, que les provinces, en se prévalant de leur droit de légiférer en vertu de l'article 92, n'ont la voie libre qu'en autant qu'une loi fédérale, adoptée en vertu de l'article 91, ne vient pas, même indirectement, mettre à néant la loi provinciale. Les lords du comité judiciaire du Conseil privé ont émis l'opinion qu'en cas de conflit entre une loi fédérale et une loi provinciale, c'est la première qui doit triompher.

L'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867 aurait pu être plus complet à ce point de vue et décréter que les provinces seraient souveraines dans le domaine législatif qui leur était réservé par l'article 92, et que, sur ces points, la législation fédérale ne pouvait, ni directement ni indirectement, faire échec aux décisions des Législatures provinciales. Si la menace de ce côté augmente, si l'ingérence fédérale continue, la question se souleva de savoir s'il ne serait pas opportun de faire amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord par le Parlement impérial. Ce temps est peut-être venu, afin de mettre fin à un système de législation qui tend à ruiner l'une des bases de l'entente de 1867, qui menace de détruire un des piliers de ce pacte, à savoir la juridiction exclusive laissée aux provinces pour tout le champ législatif compris dans l'article 92, qui définit les droits des diverses provinces.

Il est temps que le Parlement fédéral et le gouvernement comprennent que certaines de leurs lois causent beaucoup d'ennuis aux différentes provinces et qu'elles causent aussi une perturbation dans leur droit privé. Il y aura profit pour tous, en ce pays, le jour où le Parlement fédéral se contentera de légiférer sur des matières d'intérêt général au Canada



et au sujet desquelles il ne risque pas de troubler l'organisation juridique que se sont faites les diverses provinces canadiennes. Une loi comme la loi de faillite n'aurait jamais dû être adoptée. Le jour où elle sera révoquée, tous, juristes et hommes d'affaires, en remercieront le gouvernement d'Ottawa et le Parlement fédéral. (Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.  
Adopté.

#### **Women's Hospital of Montreal**

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Élections et colonisation dans Labelle**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 novembre, pour copie de toute correspondance, etc., entre M. Pierre Lortie, du Lac-des-Écorces, et le gouvernement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1922, au sujet des travaux de colonisation dans le comté de Labelle et aussi au sujet de l'élection parlementaire, qui a eu lieu le 17 août dernier. (Document de la session no 55)

#### **Fermes à vendre**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 novembre, pour copie de relevé préparé par le bureau de Colonisation de Montréal, comprenant le nombre de fermes à vendre dans notre province. (Document de la session no 56)

#### **Créances de la Montreal Dump Truck Company**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 novembre pour copie de toute correspondance, contrats, etc., entre le gouvernement et la Montreal Dump Truck Co. Ltd, de Montréal, pour le contrat de la route Montréal-Sherbrooke. (Document de la session no 57)

#### **Chemin de Notre-Dame-du-Laus dans Labelle**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 novembre 1922, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1916, au sujet d'un chemin de Notre-Dame-de-la-Salette, de Val-des-Bois ou de Notre-Dame-du-Laus à la gare de Gracefield. (Document de la session no 58)

La séance est levée peu après 6 heures.

#### **NOTES**

1. Le journaliste de *L'Action catholique* précise que le chef de l'opposition fait ici directement référence à l'affaire Roberts et à la motion sur le discours d'Armand Lavergne.

2. M. Sauvé a interpellé le trésorier, alors que celui-ci entrait sur le parquet de l'Assemblée, selon *The Gazette*, 6 décembre 1922, à la page 8. Selon *Le Soleil* du 6 décembre 1922, à la page 1, le chef de l'opposition a parlé pendant une demi-heure.

3. Sur cette boutade, *The Gazette* du 6 décembre 1922, à la page 8 écrit: "M. Gault, les yeux couverts de ses mains, jeta un regard au ministre de manière apathique, comme si cette attaque ne valait vraiment pas la peine d'y répondre."

4. Voici en quels termes *La Patrie* du 6 décembre 1922, à la page 4, résume cet épisode dans sa *Lettre parlementaire*, signée par le journaliste André Laforest: "Un incident domine la journée: c'est la démonstration spontanée, émue et significative qui

accueillit deux députés, messieurs Martin Madden et Arthur Paquet, qui rentraient de la séance de la Commission royale où tous deux avaient témoigné.

"Ces deux citoyens éminents et respectables, tous deux chevaliers de Saint-Grégoire-le-Grand et qui, subissant la morsure de l'odieuse calomnie et atteints depuis deux ans dans ce qu'ils ont de plus cher, ont souffert l'agonie, venaient de venger devant le public leur honneur et celui de leur famille. L'un d'eux, dans son témoignage n'avait pu retenir une parole d'amertume. "Voilà, a-t-il dit, le salaire de ceux qui songent à se dévouer pour le public!" Mais, il y a peut-être, dans la vie publique autre chose que l'austère satisfaction de se dévouer. Et c'est cela que signifiait la démonstration spontanée de ses collègues, démonstration bruyante, interminable, à laquelle ne se joignit pas l'opposition, mais qui prit tout de même l'ampleur d'un témoignage.

"Les deux députés émus jusqu'à pleurer, remercièrent de la tête pendant que le général Smart, interrompu dans sa harangue, remarquait avec un esprit qui manquait au moins d'à propos, qu'il n'avait jamais été aussi applaudi dans la Chambre."

5. Plusieurs journaux parlent de la loi de faillite de 1875. Comme certaines dispositions de cette loi entrèrent en vigueur en 1875, il est possible qu'elles aient été connues sous l'appellation de "loi de faillite de 1875". Toutefois, le député se trompe à propos de la date de sanction; cette loi fut sanctionnée le 26 mai 1874.

6. L'article 1994, selon *Le Devoir*, 6 décembre 1922, à la page 7 et *l'Union des Cantons de l'Est*, 14 décembre 1922, à la page 1.



Achevé d'imprimer  
en septembre 2009  
Centre de reprographie de l'Assemblée nationale